CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

24e séance	Jeudi	28 février 2013
25e séance	Mardi	19 mars 2013
26e séance	Mercredi	20 mars 2013

1er sommet des Présidents de Parlement de l'Union pour la Méditerranée

Soutien prioritaire aux parlements dans les pays en transformation

Mme Lydie Polfer et M. Martin Schulz

Préoccupé par la lenteur des réalisations des grands projets envisagés par l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Président du Parlement européen et actuel Président de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, M. Martin Schulz, avait invité les Présidents de Parlement des États membres de l'UpM à Marseille les 6 et 7 avril 2013.

L'intention de la rencontre, rappelée dans la déclaration finale adoptée à l'issue de la réunion, était de lancer un signal politique fort en direction des gouvernements afin d'honorer les engagements pris dans le cadre de l'UpM. Au final, 42 Présidents et Vice-Présidents de Parlement ont participé au sommet. La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydie Polfer, Vice-Président.

Les participants étaient d'accord pour affirmer que des démocraties représentatives avec des parlements forts sont le meilleur garant pour répondre aux défis politiques et économiques et éviter la fracture entre dirigeants.

Voilà pourquoi il est nécessaire de mettre en place un soutien prioritaire aux parlements dans les pays en transformation. À plusieurs reprises, les participants ont souligné l'importance de créer des sociétés inclusives et participatives dans ces pays en transformation qui ne sont possibles qu'à travers des institutions et des parlements inébranlables.

La coopération dans le cadre de l'UpM n'a pas encore amené les réalisations escomptées; l'UpM a vocation à proposer des solutions à travers des projets d'infrastructure, d'environnement, d'énergie, de création d'emploi, de jeunesse et d'éducation. Cependant, davantage de détermination politique et un financement solide sont nécessaires si l'UpM veut préserver sa crédibilité.

Les participants ont également souligné la place centrale que prend l'enseignement dans la transformation démocratique des pays. Dans la déclaration finale, la création d'un espace euro-méditerranéen de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche est considérée comme prioritaire. Le soutien aux programmes de mobilité, envisagés pour faciliter la circulation des personnes, a été reconduit.

Le sommet s'est tenu en parallèle avec le Forum Anna Lindh qui est une fondation créée en 2005 pour contribuer au rapprochement des populations des deux côtés de la Méditerranée en vue d'améliorer le respect mutuel entre les cultures. S'articulant autour du slogan «Citoyens pour la Méditerranée», le Forum a réuni plus de mille représentants d'organisations et institutions de la société civile provenant des quarante-deux pays de l'Union pour la Méditerranée pour mener une réflexion nécessaire sur le dialogue interculturel et la coopération pour faire face aux défis auxquels la région est confrontée après le Printemps arabe et la crise en Europe.

Le programme du Forum a été conçu avec une approche bottom-up, partant de la base vers le haut, grâce à une série de réunions impliquant les réseaux nationaux de la Fondation Anna Lindh et des groupes issus de la société civile sur les thématiques «Jeunesse», «Femmes», «Migration», «Coopération institutionnelle» et «Media». Quelques participants du Forum ont ainsi eu la possibilité de faire part aux Présidents de Parlement de leurs expériences dans les pays touchés par le Printemps arabe.

Entretien avec le Ministre de la Justice saoudien

M. Mohammed Al Issa et M. Laurent Mosar

Dans le cadre de sa visite au Grand-Duché de Luxembourg, le Ministre de la Justice du Royaume d'Arabie saoudite (RAS), M. Mohammed Al Issa, a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Les deux interlocuteurs ont souligné les excellentes relations entre le Luxembourg et l'Arabie saoudite qui devraient permettre d'intensifier les échanges économiques entre les deux pays.

Le Président a félicité le Ministre du fait que la première femme saoudienne a récemment été admise au barreau du RAS. Le Ministre a noté que 30 femmes siègent à la Majlis Ash-Shura (Conseil consultatif), composée de 151 membres au total, et que, de manière générale, beaucoup d'efforts sont faits pour améliorer la situation des femmes au RAS.

En réponse aux questions de M. Laurent Mosar sur les moyens mis en œuvre pour assurer l'autonomie du système judiciaire saoudien, le Ministre a mis en avant la grande réforme de la justice en cours depuis 2007. Il a également évoqué la modernisation informatique du système judiciaire du RAS. Il espère que cette évolution constituera une réponse efficace au défi de surmonter le problème de la lenteur des procédures judiciaires dans son pays.

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Attaques syriennes, liberté des media et missions d'observation des élections

Comment est-ce que les parlementaires de l'espace de l'OSCE peuvent réagir face aux crises en Syrie, au Mali et au Nord de l'Afrique? Un débat spécial sur ce sujet a clôturé la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue à Vienne en présence de 240 parlementaires. En condamnant les attaques syriennes contre la ville turque Akçakale, les parlementaires ont constaté que les pays limitrophes comme la Jordanie et le Liban ont de grandes difficultés à gérer le flux des réfugiés syriens et que même un pays fort comme la Turquie peut difficilement abriter un nombre aussi élevé de réfugiés. D'où l'appel d'un parlementaire de suivre l'exemple de la Suède qui accepte actuellement une cinquantaine de réfugiés syriens par jour sur son territoire.

La différence de niveau de la liberté des media dans les pays membres de l'OSCE a été débattue au sein de la Commission de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires.

En Allemagne, un magazine satirique a mis à la une une caricature du Pape. Dans d'autres pays, cette publication n'aurait pas seulement suscité de vives critiques, mais aussi des poursuites judiciaires et des sanctions sévères. Un autre aspect discuté dans le contexte de la liberté des media était le contrôle de l'accès à l'Internet dans certains pays et le contrôle des contenus diffusés par les nouveaux media électroniques.

Le Comité permanent de l'Assemblée parlementaire a, en outre, donné la mission à une commission spéciale de résoudre le différend entre l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et les responsables de l'ODIHR (Office for Democratic Institutions and Human Rights) au sujet de la coopération des deux organisations lors des missions d'observation des élections, missions jugées élémentaires par les membres de l'Assemblée parlementaire.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry, Raymond Weydert, Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter.

La délégation du Luxembourg composée de M. Eugène Berger, M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Alex Bodry avec le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OSCE, S.E.M. Hubert Wurth (de gauche à droite)

DANS CE NUMÉRO

- Données personnelles d'élèves p. 290
- Sauvetage de Chypre p. 308
- Casier judiciaire p. 311

Sommaire des séances publiques nos 24-26 p. 316

Sommaire des questions parlementaires p. Q104

Visite du Ministre turc Egemen Bağış

(de gauche à droite) M. Serge Wilmes, M. Laurent Mosar, M. Egemen Bağış M. Félix Braz et M. Marcel Oberweis

L'amélioration des relations commerciales entre la Turquie et le Luxembourg a constitué un des sujets abordés au cours d'une entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avec le Ministre des Affaires européennes et négociateur principal de la République de Turquie, M. Egemen Bağış.

Des liens forts unissaient déjà le Luxembourg à la Turquie. Ils ont encore été renforcés depuis 2011 par l'ouverture d'une ambassade du Grand-Duché à Ankara. Concernant les négociations menées avec l'Union européenne dans le but de son intégration, la Turquie est activement soutenue dans ses démarches par les autorités luxembourgeoises même si l'interlocuteur de M. Mosar a quelque peu regretté la lenteur du processus d'adhésion.

MM. Bağış et Mosar ont en outre salué la mise en place récente de vols directs entre Luxembourg et Istanbul.

Le Président de la Chambre a finalement fait part de sa préoccupation que certaines dispositions de la convention bilatérale de non double imposition entre les deux pays risquent de désavantager le Luxembourg.

Renforcer les capacités des parlements de la rive sud de l'Ap-UpM

Les membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée se sont retrouvés les 11 et 12 avril 2013 à Bruxelles où s'est tenue la session plénière organisée par le Parlement européen. 280 députés des deux rives de la Méditerranée sont membres de cette assemblée dont le but est de renforcer la coopération entre les pays européens et les pays nord-africains et du Proche-Orient. La Chambre des Députés était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Martine Mergen et M. Xavier Bettel.

Les transformations démocratiques en cours au sud et à l'est de la Méditerranée étaient au centre des débats. Les membres estiment en effet que ces révolutions offrent une opportunité historique pour remettre les politiques publiques en phase avec les besoins des populations, répondant ainsi aux exigences de paix sociale, et créer des sociétés ouvertes dans lesquelles la société civile peut jouer tout son rôle et participer activement à la formulation des politiques. Ceci présuppose la création d'institutions démocratiques fortes et un cadre législatif adapté.

Les députés ont mis en avant que les réformes démocratiques doivent être menées par des parlements forts dotés de ressources humaines et d'infrastructures suffisantes. Les députés invitent donc les institutions de l'Union européenne et des États membres européens de multiplier les offres d'échange de bonnes pratiques, de partenariats et de soutien technique en vue de renforcer les capacités des parlements de la rive sud. La nécessité de créer des mesures incitatives pour assurer la pleine représentation des femmes sur les listes électorales et dans les organes parlementaires, mais également l'ouverture des partis politiques aux jeunes et ainsi la saisie de l'engagement politique dont ils ont fait preuve pendant les révolutions ont été soulignées. Les députés ont insisté sur la répétition de formations et de séminaires pour les femmes parlementaires des pays en transformation.

Durant le débat, le Président M. Martin Schulz a rappelé l'opportunité historique pour construire une «communauté euro-méditerranéenne de l'énergie» ou encore une «université euro-méditerranéenne de l'innovation». À condition que les gouvernements ne s'enferment pas dans des logiques nationales et ne voient dans la Méditerranée qu'une frontière d'insécurité, des défis communs pourraient être attaqués: la paix, le réchauffement climatique, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, la dévitalisation rurale, la pollution des côtes et l'approvisionnement énergétique.

La session plénière était également l'occasion pour le Président du Parlement européen de passer le flambeau au Président de la Chambre des Représentants jordanienne, M. Saad Hayel Srour, qui lui succédera en tant que président de cette assemblée parlementaire.

Mme Martine Mergen, Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel

Application de la législation européenne sur l'environnement

Le 26 mars 2013, la Commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Sécurité alimentaire du Parlement européen (PE) a invité les membres des parlements nationaux pour débattre des questions liées à la mise en œuvre uniforme et efficace de la législation européenne sur l'environnement qui constitue, comme l'a rappelé M. Matthias Groote, président de ladite commission, l'un des plus anciens domaines d'intervention du législateur européen. L'Union européenne peut, selon le député européen, apporter ici une véritable valeur ajoutée, puisque les atteintes à l'environnement et la pollution ne connaissent pas de frontières.

Le président de la commission en charge de l'environnement du Parlement irlandais, M. Michael McCarthy, a rappelé que le succès de cette politique dépendait en grande partie de la bonne application de sa législation dans les États membres. La croissance verte soulèverait d'ailleurs la question du lien entre le développement économique, l'environnement et le changement climatique.

Quant à la Commission, celle-ci souhaite qu'on arrête de considérer le développement économique et le développement durable comme étant des opposés. Selon M. Janez Potočnik, Commissaire européen à l'Environnement, une politique plus efficace de recyclage pourrait créer 400.000 emplois à travers l'Union d'ici 2020. Le secteur de l'eau représente déjà aujourd'hui 600.000 emplois à travers l'Union.

En matière d'eau, des progrès significatifs auraient été réalisés grâce à la directive-cadre sur l'eau, mais l'application de la directive concernant la mise en décharge des déchets resterait insatisfaisante. Seules 11 des 27 capitales européennes ont un système de traitement des déchets en accord avec la directive et 57 procédures d'infraction sont actuellement engagées à ce sujet.

De nombreux députés de parlements nationaux ont exprimé leur préoccupation quant à la mise en œuvre pleine et entière dans leur pays de la législation européenne en matière d'eau et de déchets. À plusieurs reprises, des députés ont regretté l'absence de sanctions efficaces pour garantir la bonne application de la législation. Le verdissement de la Politique agricole commune, pour soutenir des initiatives favorables à l'environnement, a également été défendu.

Les participants ont évoqué le rôle des différents acteurs et niveaux de gouvernement, en mettant l'accent sur la coordination entre l'échelon local et territorial et les entreprises. Les entreprises joueraient un rôle primordial dans le développement d'une Europe plus durable.

Pour le député luxembourgeois Fernand Boden, membre de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Luxembourg est meilleur élève dans le domaine du traitement des déchets que dans celui de l'eau, où la création d'une administration spécifique ne date que de 2004 et où la coopération avec les autorités locales et les entreprises reste perfectible. La coopération transfrontalière devrait également être améliorée dans ces domaines. Le député a également souligné que le PIB ne constitue pas l'indice adéquat pour refléter les questions liées au respect de l'environnement, pourtant nécessaire au bien-être de l'homme.

En conclusion de la session et en réponse à l'intervention d'un député autrichien, le Commissaire Potočnik s'est engagé à réfléchir à la question comment mieux informer et soutenir les parlements nationaux dans leur contrôle de la bonne application de la législation européenne au niveau national.

(de gauche à droite) M. Fernand Boden, M. Roger Negri et M. Fernand Etgen

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op **www.chd.lu**

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Données personnelles d'élèves

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

L'École a un rôle important à jouer dans la future réussite professionnelle des élèves, et la société lui a, au fil du temps, conféré des missions de plus en plus complexes, dépassant largement le simple rôle de transmission de savoirs. Afin de mieux contrôler le respect de l'obligation scolaire, l'assiduité de l'élève, l'organisation et le fonctionnement de l'École, ainsi que pour gérer le parcours scolaire de l'élève, il s'est avéré nécessaire de collecter et de regrouper un certain nombre de données concernant les élèves. Le regroupement de ces données permettra d'améliorer encore la gestion administrative et pédagogique des élèves.

Ainsi, le projet de loi sous rubrique vise à créer une base de données intégrant grosso modo deux bases déjà existantes, en l'occurrence le fichier «Scolaria élèves» consacré aux élèves de l'enseignement fondamental et le «Fichier élèves» relatif aux élèves de l'enseignement postprimaire.

Pour ce qui est du contenu de la base de données prévue, elle peut comprendre les données relatives à l'identification et l'authentification des élèves, à l'inscription, l'admission, la fréquentation, la répartition dans les classes, à l'acquisition des compétences des élèves, au suivi de leur parcours scolaire à travers les différents ordres d'enseignement et au passage à la vie active, ainsi que des informations relatives au milieu culturel, familial et professionnel dont proviennent les élèves.

En termes de finalités, la base de données sert au contrôle du respect de l'obligation scolaire et de l'assiduité des élèves, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement de l'École. Elle permet de gérer et de suivre les parcours scolaires des élèves et d'effectuer des analyses et des recherches statistiques à des fins de planification et d'évaluation de la qualité de l'enseignement après dépersonnalisation des données afférentes. Elle est aussi censée permettre l'identification et l'authentification des élèves moyennant une carte d'élève.

La collecte de données au-delà des simples coordonnées de l'élève et de ses représentants légaux traditionnellement recueillies est à mettre en relation avec le constat que de nombreuses études scientifiques ont fait ressortir l'existence d'un lien entre le milieu culturel, familial et professionnel d'où provient l'élève, d'une part, et ses performances scolaires, d'autre part. Ce fait justifie la prise en compte des données précitées dans le cadre de l'évaluation du système scolaire, et il va de soi que le pilotage du système qui se déduit de l'analyse des résultats ne peut être efficace que si les caractéristiques pertinentes de la population sont prises en compte.

Le projet de loi règle par ailleurs la collecte et le traitement des données, l'accès aux données, ainsi que la communication de données à des tiers, et il prévoit des dispositions relatives à la protection et à la sécurité des données, afin de ne pas empiéter sur la sphère privée des élèves et des familles et d'éviter des abus dans l'utilisation ultérieure des données collectées.

Certes, la communication à des tiers de données à caractère personnel n'a pas été exclue. Mais elle a été entourée de conditions strictes. Ainsi, le droit à la protection de la vie privée doit toujours primer sur des sollicitations ou démarchages de tiers intéressés pour lesquels une base de données est susceptible de livrer des informations stratégiques sur une clientèle potentielle.

À souligner que si les données sont utilisées à des fins d'analyses ou de recherches statistiques, elles seront dépersonnalisées, pour qu'elles ne permettent pas l'identification des personnes auxquelles elles s'appliquent.

Il est clair que le nombre important de données en jeu et le caractère sensible de certaines commandent que le cercle des personnes pouvant y avoir accès se définisse par l'intérêt légitime qu'elles ont à être reconnues comme utilisateurs autorisés. Ainsi, l'accès ne pourra être autorisé que pour les seules données nécessaires à l'exécution des missions confiées aux utilisateurs autorisés, ceci en vertu des principes de proportionnalité et de nécessité établis à l'article 4 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il est ainsi prévu que l'accès aux données et la possibilité de les traiter sont gérés par un système de gestion des identités et des droits d'accès. Est en outre déterminée la durée de conservation des différents types de données collectées.

En vertu du principe de transparence, le projet de loi dispose que les représentants légaux de l'élève ou l'élève majeur sont informés individuellement par écrit des finalités du traitement des données, des destinataires des données, de leur droit d'accès aux données, de leur droit de rectification des données, ainsi que des conséquences du refus de fournir les renseignements obligatoires relatifs à l'identification et l'authentification des élèves et de leurs représentants légaux.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.05.2011

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

29.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen des avis des chambres professionnelles
12.01.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.01.2012	Continuation de l'examen du Conseil d'État
26.04.2012	Continuation des travaux
24.05.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07.06.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.11.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.11.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
10.01.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.02.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 18 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°55, page 726

Titres dématérialisés

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Le projet de loi a pour objet de moderniser le droit luxembourgeois des titres en introduisant la faculté généralisée pour les sociétés de capitaux luxembourgeoises d'émettre des titres de capital sous forme dématérialisée et pour tout autre émetteur d'émettre des titres de créances dématérialisés régis par le droit luxembourgeois.

À l'heure actuelle le droit des sociétés luxembourgeois n'envisage que l'émission de titres au porteur et de titres nominatifs, à l'exception de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et du règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts d'État qui permettent explicitement l'émission de titres dématérialisés sans cependant prévoir de régime spécifique pour ces titres. Par ailleurs, une doctrine considère également que l'émission de titres dématérialisés est permise au Luxembourg sur base du principe de l'autonomie de la volonté.

La pratique a tenté de s'accommoder de la situation en créant une sorte de dématérialisation de facto des titres nominatifs et des titres au porteur. Cette dématérialisation n'est cependant pas réalisée à l'émission des titres, mais par leur technique de conservation ou d'inscription.

Ces techniques, dont tient compte la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles, ne sont pas appelées à disparaître à brève échéance en raison des différences encore substantielles entre les régimes nationaux d'émission de titres, mais l'évolution va clairement dans le sens d'une dématérialisation des titres.

Dans la mesure où la rapidité de la circulation à moindre coût est primordiale et au vu du fait que la France a introduit les titres dématérialisés en 1981 et la Belgique en 1995, il est essentiel pour le Luxembourg, en tant que place financière de premier plan, de se doter d'une législation moderne en matière de titres.

À l'instar du droit belge, dont notre droit en la matière est historiquement plus proche, le projet de loi considère les titres dématérialisés comme étant un type particulier de titres, à côté des titres au porteur et des titres nominatifs, en relation avec lesquels les techniques de dématérialisation de facto prémentionnées ne sont pas affectées par le présent projet de loi.

Afin de bien garantir les droits des investisseurs, le projet de loi exige que l'émission des titres dématérialisés se fasse à travers un professionnel spécialement agréé à cet effet.

Le projet de loi ne prévoit pas de dématérialisation obligatoire, mais une procédure de conversion obligatoire si l'émetteur en décide ainsi.

Afin de préserver une unité de régime entre les titres soumis à dématérialisation factuelle et les titres dématérialisés de droit, il est prévu que la législation sur la circulation des titres prévue par la loi de 2001 précitée sera étendue aux titres dématérialisés.

Le projet de loi reprend également un certain nombre de principes figurant dans la Convention internationale sur les titres, signée à Genève le 9 octobre 2009 aux fins d'augmenter la sécurité juridique des transactions sur titres.

Le texte proposé prend en outre en compte les travaux de la Commission européenne en vue de l'élaboration d'une directive, dite Securities Law Directive, qui intégrera dans le droit communautaire une grande partie des règles dégagées par la Convention internationale sur les titres.

L'introduction de la dématérialisation généralisée de titres entraîne nécessairement l'adaptation de toute une série de lois qui régissent l'émission ou la conservation de titres.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.09.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

27.11.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.12.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
12.03.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Loi du 6 avril 2013

Mémorial A: 2013, n°71, page 890

Casier judiciaire

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Le projet de loi n°6418 poursuit quatre objectifs:

- Il vise en premier lieu à transposer la décision-cadre 2009/315/JAI du 26 février 2009 concernant l'organisation et le contenu des échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres (ci-après la décision-cadre 2009/315/JAI).

- En second lieu, le projet de loi étend le casier judiciaire aux personnes morales qui, depuis la loi du 3 mars 2010 introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, sont pénalement responsables.

- Le projet de loi entend ensuite simplifier le système du casier judiciaire en réduisant le nombre des bulletins de trois à deux bulletins.

- Enfin, le projet de loi tient compte d'une exigence découlant de la directive 2011/93/UE re-

lative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants[1] (ci-après la directive 2011/93/UE) qui tient à ce que les employeurs, lorsqu'ils recrutent une personne pour des activités professionnelles ou des activités bénévoles organisées impliquant des contacts directs et réguliers avec des enfants, aient le droit de demander des informations relatives à l'existence d'éventuelles condamnations pénales pour abus ou exploitation sexuels d'enfants.

[1] Directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.03.2012

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

03.10.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants de la Commission nationale pour la Protection des Données (CNPD)
06.11.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.11.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.12.2012	Présentation et adoption d'un projet d'amendements parlementaires
27.02.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.03.2013	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Retards de paiement

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Cette directive renforce la lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales, y compris les transactions entre entreprises et pouvoirs publics, afin d'assurer le bon fonctionnement du marché unique et de renforcer la compétitivité des entreprises.

La directive 2011/7/UE reprend les dispositions de la directive 2000/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales et abroge celle-ci.

Le projet de loi porte modification de la plupart des dispositions de la loi modifiée du 18 avril 2004 qui a transposé la directive 2000/35/CE.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.05.2012

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

27.06.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
27.02.2013	Examen de l'avis du Conseil d'État
06.03.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°67, page 862

Accord de réadmission Benelux-Monténégro

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Le projet de loi vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007.

Le Protocole qui a été négocié par les Pays-Bas au nom des États du Benelux a été signé le 4 juillet 2012 à Bruxelles. Il comporte 16 articles et cinq annexes et se fonde sur l'article 19 de l'Accord de réadmission conclu entre l'Union européenne et le Monténégro. Le Protocole définit les autorités compétentes responsables pour l'application de l'Accord, précise la procédure de réadmission et certains aspects techniques y afférents.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°70, page 880

Risques biotechnologiques

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

Le Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a été adopté le 15 octobre 2010 à Nagoya. Il fait suite au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques qui trouve, quant à lui, ses origines dans la Convention sur la diversité biologique, qui est entrée en vigueur en 1993.

L'objectif du Protocole de Cartagena est d'assurer que le transfert, la manipulation et l'utilisation des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne n'ont pas d'effets négatifs sur la diversité biologique, ni sur la santé humaine. Il a été adopté le 29 janvier 2000 en tant qu'accord complémentaire à la Convention sur la diversité biologique et est entré en vigueur le 11 septembre 2003.

Le Protocole est basé sur le principe de précaution et met l'accent sur les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés. En date du 11 mai 2011, le Protocole a été signé par 15 États, dont le Luxembourg, et par l'Union européenne. Le Protocole, qui a été ouvert à la signature jusqu'au 6 mars 2012 au siège des Nations Unies à New York, a été signé par 50 États et l'Union européenne. Il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Jusqu'à présent, dix pays ont ratifié le Protocole additionnel, respectivement y ont adhéré.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.10.2012

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

21.01.2013	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.01.2013	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°69, page 874

Union économique Benelux

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du traité instituant l'Union économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012.

Le traité du 17 juin 2008 portant révision du traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er janvier 2012. Dans ce contexte, un nouvel accord de siège a été élaboré entre le Royaume de Belgique et l'Union Benelux. Cet accord réforme le statut des fonctionnaires du Benelux qui ne verseront plus d'impôt sur le revenu à l'administration fiscale belge, mais directement au budget de l'Union Benelux. C'est dans ce cadre que les contributions obligatoires des États membres au budget de l'Union Benelux ont été revues: la part des Pays-Bas passe de 48,5% à 53%, celle de la Belgique baisse de 48,5% à 41% et celle du Luxembourg augmente de 3% à 6%.

La décision sur la nouvelle clé budgétaire fait partie intégrante d'un ensemble d'avantages et de concessions entre les trois États membres. Dans le cadre de la renégociation du traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, il a été décidé que le siège permanent de la Cour de Justice Benelux est au Luxembourg où elle tient audience. Toute structure d'appui administratif ou judiciaire et notamment le greffe, sera, à terme, également implantée à Luxembourg. Dans le cadre d'une politique d'archivage commune pour le Secrétariat général du Benelux, les archives historiques du Benelux seront confiées aux Archives nationales de Luxembourg et compléteront ainsi de manière fort utile les archives sur l'histoire européenne conservées actuellement au Ministère des Affaires étrangères et aux Archives nationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013	Désignation d'un rapporteur
04.02.2013	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°72, page 904

Cour de Justice Benelux

6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

La Cour de Justice Benelux a été créée en vertu du traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux pour promouvoir l'uniformité dans l'application des règles communes établies dans le cadre de l'Union Benelux. La Cour accomplit cette mission actuellement par l'interprétation de ces règles communes selon une procédure préjudicielle. En outre, la Cour a pour mission de donner des avis consultatifs à la requête des gouvernements des États contractants et de statuer sur les recours administratifs du personnel de l'Union Benelux et de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Les auteurs du projet de loi remarquent que les procédures existantes ne sont cependant pas de nature à réaliser l'harmonisation ou l'unité du droit dans toutes les circonstances. Ce serait entre autres le cas lorsque des considérations de fait jouent un rôle important dans l'appréciation de l'affaire. L'absence d'harmonisation est particulièrement gênante dans des domaines qui sont entièrement unifiés, tel le droit des marques et des modèles, et provoque un forum shopping. Afin de remédier aux problèmes précités, le protocole sous rubrique étend les compétences de la Cour de Justice Benelux par une nouvelle compétence juridictionnelle. Pendant les négociations sur la modification du traité, il a été décidé de ne pas limiter la possibilité de créer cette compétence juridictionnelle au domaine du droit des marques et des modèles, mais de modifier le traité en ce sens que cette compétence puisse être accordée au cas par cas dans des conventions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2012

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.01.2013 Désignation d'un rapporteur

04.02.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.02.2013

Loi du 29 mars 2013

Mémorial A: 2013, n°68, page 866

www.chd.lu

Nouvelle BnL

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg dans le quartier de Kirchberg, au lieu-dit Bricherhaff, au croisement de l'avenue John Fitzgerald Kennedy et du boulevard Konrad Adenauer. Ce nouveau bâtiment regroupera sur un site unique tous les dépôts et tous les services de la BnL, répartis actuellement sur quatre sites différents. Il permettra de résoudre les problèmes structurels de la BnL liés aux déficits de ses infrastructures.

Étant donné que le coût des investissements prévus est de 112.171.000 euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

16.01.2013 Désignation d'un rapporteur

30.01.2013 Présentation du volet architectural du projet de loi

07.02.2013 Examen du concept de la Bibliothèque nationale et présentation du nouveau bâtiment

06.03.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

13.03.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

07.02.2013 Examen du concept de la Bibliothèque nationale et présentation du nouveau bâtiment

Vote en séance publique: 21.03.2013

Loi du 18 avril 2013

Mémorial A: 2013, n°77, page 942

Échange de pièces classifiées

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers. Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés les accords concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec la République tchèque, le Royaume de Suède, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Belgique, la République de Slovénie, la République d'Estonie et la Géorgie. Les accords sous rubrique visent à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés, notions d'ailleurs clairement définies dans les articles introductifs. Ils se limitent généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural, et renvoient expressément aux législations nationales respectives des États parties relatives à la protection des informations classifiées.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

04.03.2013 Désignation d'un rapporteur

18.03.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.04.2013

Coproductions cinématographiques

6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver deux accords de coproduction audiovisuelle signés, d'une part, avec la Suisse, et de l'autre, avec l'Irlande.

Une trentaine de sociétés de production sont actuellement présentes au Luxembourg au niveau de la création d'œuvres de fiction, d'animation et de documentaires, dont une quinzaine sont actives au niveau international. Plus de 600 techniciens et professionnels vivent des métiers de l'audiovisuel et il existe au Grand-Duché cinq studios d'animation et trois plateaux de tournage. L'industrie audiovisuelle luxembourgeoise a réussi à se forger une image de secteur créatif et professionnel tant au Grand-Duché qu'à l'étranger, ce qui est en partie dû à la politique audiovisuelle volontariste.

Conscient du fait que la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles est sujette à des coûts considérables, et que ces frais ne peuvent le plus souvent être couverts par les aides étatiques d'un seul pays, le Luxembourg a conclu un certain nombre d'accords dans ce domaine. À côté de la convention européenne sur la coproduction cinématographique, signée le 2 octobre 1992 à Strasbourg, et approuvée par une loi du 2 mai 1996, le Luxembourg est désormais partie à sept accords bilatéraux de coproduction audiovisuelle, à savoir ceux conclus avec le Québec en 1994, le Canada en 1996, la France en 2001, l'Allemagne en 2002, l'Irlande et la Suisse en 2011.

Les accords de coproduction visés par le présent projet de loi officialisent les bonnes relations qui existent depuis de longues années entre les professionnels du Luxembourg et les professionnels de l'Irlande respectivement de la Suisse. Les accords en question devraient non seulement permettre d'intensifier ces relations et par conséquent d'engendrer une augmentation du volume de production, mais ils devraient également favoriser les échanges dans les domaines de la promotion, de la diffusion, de la distribution et de la formation.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

04.03.2013 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

14.03.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.03.2013

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

SÉANCE 24

JEUDI,
28 FÉVRIER 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. Félix Braz, M. Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

2. 6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et
6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Marc Angel), M. Léon Gloden*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

5. 6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, et Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer elo zur Motioun vum Här Félix Braz iwwer eng Interventioun vu Lëtzebuerg bei de russeschen Autoritéite fir de Respekt vun den Obligatiounen, déi duerch d'Bäitrieden an d'OSZE erfollegen. Bis elo hu sech zu där Motioun ageschriwwen: d'Madame Brasseur an den Här Kartheiser an den Här Urbany.

Da kritt elo emol als Éischt d'Wuert den Här Braz, deen Auteur vun der Motioun ass.

An den Här Henckes schreift sech och nach gären an.

1. Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Et geet hei ëm eng Motioun, déi mer am Oktober 2012 déposéiert hunn an déi och e bësse méi laang ënnerwee war, well se och nach an der Kommissioun a Präsenz vum Ausseminister diskutéiert ginn ass.

Et ass eng Motioun iwwer e Land, vun deem mer alleguerte wëssen, dass et onendlech vill méi grouss ass wéi eist Land. An Zuelen ausgedréckt: 7.000-mol. Et ass e Land mat 143 Milliounen Awunner, et ass e ganz wichtegen Handelspartner vu Lëtzebuerg, notamment wéinst der Fongenindustrie, awer net eleng. An et ass e Land, mat deem Lëtzebuerg ganz vill politesch Kontakter huet um allerhéchsten Niveau.

Ech wëll der just e puer hei erwähnen: D'Visite vun eisem Premier a vum Wirtschaftsminister am September 2012, d'Visite vum Här Sergej Lawrow bei eisem Ausseminister am Oktober 2012, d'Visite vun eisem Wirtschaftsminister am Abrëll 2012. Alles dat an engem Joer. De Besuch vum Vizepremier Dmitri Rogosin zu Lëtzebuerg am Dezember 2012, d'Visite vum Vizeausseminister Gatilow am Januar 2012, a last but not least d'Visite vun eisem Chamberspresident, dem Här Mosar, a Russland. Dat war allerdéngs schonn am Joer 2010. Elo rezent virun dräi Wochen hate mer eng Visite och hei an der Chamber nees vun enger Delegatioun ënnert der Féierung vum President vun der Duma, dem Sergej Naryschkin.

Mir hunn also mat Russland wäit méi politesch Kontakter um héije politeschen Niveau wéi mat iergendengem anere Land hei um europäesche Kontinent. Et ass schonn eng beandrockend Zuel vu Kontakter a relativ kuerzer Zäit.

Dernieft hu mer nach aner Relatioune mat deem Land, zum Beispill am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise, wou sech all zwee Joer am Kader vun der Commission mixte gesi gëtt a wou och virun zwee Joer, e bësse méi wéi zwee Joer, nach ënnert dem deemolege Wirtschaftsminister, dem Jeannot Krecké, souguer eng Sous-Kommissioun Russland-Lëtzebuerg kreéiert ginn ass, fir déi speziell bilateral wirtschaftlech Relatiounen ze begleeden. Derbäi kënnt dann och nach, dass Russland zënter dem August 2012 Member ass vun der OMC, der Organisation Mondiale du Commerce.

Et ass also e ganz wichtege Partner fir Lëtzebuerg, et ass e ganz wichtegt Land um europäesche Kontinent. An duerfir, mengen ech, ass et och erlaabt, dass ee Suergen ausdréckt, déi ee sech mécht, wat den Zoustand vun der Demokratie a Russland betrëfft.

Well Russland e wichtege Partner ass, muss Russland och e berechebaren an zouverlässege Partner sinn, an dat huet vill mat der Rechtsstaatlechkeet ze dinn, wéi se an deem Land do praktizéiert gëtt. A grad do maache mer eis ebe Suergen.

Dräi jonk Meedercher, d'Nadeschda Tolokonnikowa vun 22 Joer, d'Jekaterina Samuzewitsch vun 30 Joer an d'Marija Aljochina vu 24 Joer, besser bekannt ënnert dem Numm Pussy Riot, sinn am August 2012 zu zwee Joer Camp condamnéiert gi fir Hooliganissem a fir Incitation à la haine religieuse. An dat, well se an enger Kathedral zu Moskau eng sougenannte Punk-Priedegt gemaach hunn, wou se der Sainte Vierge nogeluecht hunn, si soll de President Putin vun der Muecht verjoen.

Dat war de Message, deen déi dräi Damme bei hirem Optrëtt vu sech ginn hunn. Dat huet dem Pouvoir natierlech guer net gefall, a si sinn, wéi gesot, zu zwee Joer Camp condamnéiert ginn. Et ass eng Strof, déi am Appell reduzéiert ginn ass, mä déi trotzdeem an eisen Aen eng inakzeptabel Envergure huet.

Ganz vill Parlamenter hu reagéiert. Mir si frou, dass d'Lëtzebuerger Parlament dat haut de Mëtteg och wäert maachen. Ganz vill europäesch Parlamenter hu reagéiert, fir ze soen, wat se dovunner halen. Mir sinn eis och bewosst, dass et där do Zort Gesetzer, wéi se bei deem Prozess applizéiert ginn, och an anere Länner gëtt.

Notamment zu Lëtzebuerg gëtt et och en Artikel am Code pénal, dee seet, wéi et ass, wann ee mat Symboles religieux, mat Symboles du culte an esou weider op eng net respektvoll Aart a Weis ëmgeet. Och bei eis stinn do Strofen drop. Déi gi bei eis, wann ech mech net iren, bis zu sechs Méint, wat scho wesentlech manner ass wéi dat, wat a Russland ass. Mä ech woen d'Behaaptung, dass, wann zu Lëtzebuerg esou eppes géif geschéien, da wär d'Strof hei beschtefalls eng Geldstrof an nach wahrscheinlech mat Sursis.

Dat, wat a Russland natierlech geschitt ass, ass duerfir iwwerhaapt net vergläichbar mat der Gesetzgebung hei vu Lëtzebuerg. An et beschreift en Ëmstand, deen net akzeptabel ass, wat den Zoustand vun der russescher Justiz, wat d'Onofhängegkeet vun der russescher Justiz betrëfft, a wat d'Aart a Weis vum russesche Pouvoir betrëfft, fir mat Protest a Widderstand ëmzegoen.

Mir wëssen, dass, an dat hu mer an der zoustänneger Kommissioun vun eisem Ausseminister erkläert kritt, am Kader vum Pussy-Riot-Prozess scho Kontakter waren an och Échangë waren, wou eisen Ausseminister eis erkläert huet, dass hie selwer an awer och eise Premier schonn de russeschen Autoritéite matgedeelt hunn, wat se dovunner géifen halen. De Premier, deen hat der Lëtzebuerger Press matgedeelt, dass e carrément proposéiert hätt zu Moskau, Pussy Riot eng Zort politeschen Asyl zu Lëtzebuerg ze ginn.

Mir waren natierlech iwwerrascht iwwert dee Virschlag, deen de Premier do formuléiert huet. Mir wëssen och net, ob deen am Kader vun den normalen diplomatesche Relatioune stattfonnt huet oder am Kader vun der Männerfrëndschaft tëschent dem Här Juncker an dem Här Putin. Mä op jidde Fall krute mer matgedeelt, dass d'Regierung schonn op där doter Fro aktiv ginn ass.

Allerdéngs ass dat net deen eenzege Fait, deen eis Ulass gëtt zur Suerg. Au contraire! Leider gëtt et eng vill méi laang Rei vu rezente legislativen Initiativen a Russland, notamment d'Gesetz vum Juni 2012 iwwert...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Just, dass ech nach déi fënnef Minutte vun...

M. le Président.- Huelt Der déi nach mat bäi? Dann ass et gutt.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Ech hunn also nach véier Minutten, bis ech zum Schluss muss kommen. Merci, Här President.

Dat Gesetz iwwert d'Réunions publiques, wat däitlech verschäerft ginn ass. D'Kriminaliséierung, d'Rekriminaliséierung vun der Diffamatioun, notamment, wa se op d'Polizei soll ugewannt ginn, wat praktesch engem Maulkuerfgesetz gläichkënnt an d'Polizei an d'Autorités publiques praktesch ënner en integrale Schutz stellt, fir net kritiséiert ze ginn.

Et gëtt och eng Rei Gesetzer iwwert d'ONGen, Gesetzer och iwwert d'haute Trahison an den Espionnage, déi zum Deel kopéieren, wat an amerikanesche Gesetzer steet, awer zum Deel däitlech verschäerft doriwwer erausginn. Et ass also net ze soen, si hu just datselwecht gemaach wéi d'Amerikaner. Dat geet schonn däitlech doriwwer eraus. A virun allem geet et an der Applikatioun ganz wäit doriwwer eraus, wat an Amerika geschitt. Et weist och virun allem, dass do eng Strategie derhannert ass.

Et ass e Bündel vu Mesuren, déi a kierzester Zäit a Russland geholl gi sinn, déi eigentlech alleguerte just een Zil hunn, d'Kritiker monddout ze maachen, Kritik um Pouvoir, Kritik un den exekutiven Autoritéite praktesch generell ënner Verbuet ze stellen an et och nach systematesch duerch de Riichter verfollegen ze loossen. Déi Artikele bleiwen net Lettres mortes, mä si ginn tatsächlech applizéiert op eng Aart a Weis, déi natierlech engem Rechtsstat an eisen Aen net wierdeg ass.

Drëtten a leschte Punkt, an dat ass eng rezent Gesetzgebung, déi nom Dépôt vun dem Gesetz hei, vun der Motioun, pardon, a Russland diskutéiert ginn ass. Dat ass d'Gesetzgebung iwwert déi sougenannten homosexuell Propaganda. Et ass e rezent Gesetz, wat am Januar an éischter Lecture an der Chambre basse vun der Duma approuvéiert ginn ass mat 388 Stëmmen derfir, nëmmen enger eenzeger Enthalung an nëmmen enger eenzeger Nee-Stëmm, wat och bestierzend eigentlech ass.

Mir hate jo och eng Entrevue ufanks Februar als zoustänneg Kommissioun mat enger russescher Delegatioun, hu se op déi Gesetzgebung ugeschwat. Ech muss lech soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer do vun eise russesche Kolleegen als Äntwert kritt hunn, war zum Deel erschütternd. Do ginn Argumenter invoquéiert iwwer homosexuell Leit, déi hei alleguerte méi wéi ee Skandal géifen ausléisen. Dat ass haarsträubend, wat do gesot gëtt!

Dat gëtt duergestallt, wéi wann et eng Krankheet wier, géint déi ee misst geschützt ginn. Eppes, wat ee géif oprafen duerch schlechten Ëmgang a schlechte Kontakt. Dat ass haarsträubend, op Lëtzebuergesch gesot, wat do vun Argumentatiounen développéiert ginn, an dat kann an eisen Aen net ugeholl ginn.

Et gëtt och Uerteeler vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff vu Stroossbuerg, déi kloermaachen, och rezent Uerteeler vum Joer 2010, zum Beispill en Arrêt Alexejew géint Russland, wou ganz kloer gesot gëtt, dass et a kenger Weis tolerabel ass, dass ee Gesetzer mécht, déi d'Orientatioun, déi sexuell Orientatioun vun de Leit als Basis géifen huelen, fir kënnen Distinctiounen ze maachen an de Rechter vun eenzelne Bierger. Do gëtt et also Jurisprudenzen.

Mä et gëtt awer och eng Resistenz vu Russland, fir déi Arrêten och ëmzesetzen. Dat gëtt net respektéiert. An do gëtt et och um Niveau vum Conseil de l'Europe méi wéi eng Diskussioun a rezenter Vergaangenheet, déi sech mat deem dote Behuele vu Russland beschäftegt huet.

Dat alles gesot, Här Ausseminister, hu mer eng Motioun preparéiert, déi vläicht kuerz ass, déi awer an der Haaptfuerderung exakt dat erëmgëtt, wat, mengen ech, d'Lëtzebuerger Positioun soll sinn. Nämlech déi, dass et bei all de Kontakter, déi et mat Russland gëtt, mat deem wichtege Partner fir Lëtzebuerg, och muss eng Strategie ginn, fir d'Mënscherechter, och an all de Wirtschaftsmissiounen, ze évoquéieren, dass een och d'Mënscherechter wëllt stäerken.

Zum Beispill um Niveau vum Europäesche Parlament, wou jo och am Dezember 2012 eng Iwwerpréiwung vun der EU-Mënscherechtsstrategie par rapport zu Russland gemaach ginn ass, wou déi Kritiken, déi mir an der Motioun an haut och hei mëndlech formuléiert hunn, och Géigestand si vun deem Dokument, wat d'Europäescht Parlament ugeholl huet.

Et muss ee Russland ëmmer nees drun erënneren, dass Russland selwer décidéiert huet, dem Conseil de l'Europe bäizetrieden, dass et am Conseil de l'Europe Regele gëtt, an dass op all de politeschen Niveauen, bei all de Kontakter, déi Lëtzebuerg huet, Russland muss drun erënnert ginn, dass et do Engagementer agaangen ass an dass grad Russland soll mam Beispill virgoen an déi Engagementer respektéieren. Et ass wichteg fir all d'Länner vum europäesche Kontinent, wa grad Russland déi Engagementer respektéiert.

A mir fuerdere selbstverständlech mat der Motioun d'Regierung op, fir do, wou se et scho gemaach huet, weider, an do, wou se et nach net gemaach huet, och elo deen Austausch ëmmer mat der Fro vun de Mënscherechter ze verbannen. Notamment wéinst deene rezenten Entwécklungen, déi gebündelt an eng Richtung ginn, dem Museléiere vun der politescher Positioun, vun der Kritik. Russland ass do op engem schlechte Wee.

A mir wiere frou, Här Ausseminister, wann Dir datselwecht géift maachen, wat Ären däitsche Kolleeg, den Här Westerwelle, Enn Januar gemaach huet am Kontext vun där Gesetzgebung géint déi sougenannten Homo-Propaganda. En huet den...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst zwar awer elo wierklech zum Schluss kommen!

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.-* En huet den Ambassadeur zu Berlin bei sech bestallt, fir him dat och an aller Däitlechkeet matzedeelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz beonrouegend, a wellech Direktioun d'Politik a Russland geet. An der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ass am Oktober eng Resolutioun ugeholl ginn am Kader vum Monitoring vu Russland an déi huet opgewisen, wellech... (veuillez lire: wellech Fortschrëtter vu Russland gemaach si ginn) - si hu Progrèse gemaach a verschiddene Gebidder -, mä wellech Progrèse se nach misste maachen a wou d'Faillë leien a wou se net en accord si mat de Standarde vum Conseil de l'Europe.

Doropshin huet de President vun der russescher Delegatioun bei der Assemblée parlementaire an engem Interview Folgendes gesot: „The resolution is not quite realistic. (...) It puts forward demands that Russia cannot fulfil, so it regards the resolution as a collection of wishes reflecting the West's general position, but on which we will not find a common language." Fin de citation.

Et ass jo awer grave, wann ee Member ass am Conseil de l'Europe an do eng Resolutioun ugeholl gëtt, dass ee seet: „Ah, mir fannen dat net realistesch a mir wäerten ons net dorun halen."

D'selwecht ass et och mat Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. Do hat ech virun enger Rei Joren dem Ausseminister Lawrow, dem Här Asselborn sengem Homolog, d'Fro gestallt, wéi et da wier mat der Ëmsetzung vun den Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme. Dunn huet e gesot: „Déi juristesch, déi setze mer ëm, dat anert si politesch Décisiounen, déi setze mer net ëm." An domat erkenne se wierklech d'Décisioune vun der Cour européenne des droits de l'Homme net un. Dat kënne mer an dat däerfe mer net toleréieren!

Duerfir sinn ech dem Här Braz dankbar fir seng Initiativ, déi e geholl huet, déi Resolutioun (veuillez lire: déi Motioun) hei op den Ordre du jour ze setzen. Et sinn esou vill Manquementer, wou d'Grondrechter wierklech mat Féiss getrëppelt ginn. Dat ass d'Pressefräiheet. D'Reporters sans frontières, déi hunn en Index, wou se gewisen hunn, dass elo Russland op 147. Plaz steet ënner 178 Länner.

An engem Rapport, deen am Januar dëst Joer an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe ugeholl ginn ass, do ass e Passage iwwer Russland dran, wou zu Recht enorm kritiséiert gëtt, dass Reporteren net nëmme gehënnert ginn un hirer Aarbecht, dass d'Pressefräiheet net besteet, mä dass se physesch agresséiert ginn, tabasséiert ginn, agespaart ginn. Doropshin huet d'russesch Delegatioun unisono deen do Rapport an déi Resolutioun iwwert d'Mediëfräiheet an Europa net gestëmmt.

Net ze schwätze vun den ONGen, déi an hirer Aktivitéit och permanent gebremst ginn, well se keng Suen däerfen aus dem Ausland kréien a soss gläich den terroristeschen Aktivitéite gläichgestallt ginn.

An dann, wat wierklech inakzeptabel ass, dat ass dat Gesetz, wat d'Duma elo gestëmmt huet iwwert d'Propaganda vun der Homosexualitéit. A wann een hir Argumentatioun héiert, da mussen d'Schudderen engem wierklech de Réck eroflafen! Esou eppes kënne mer net an Europa zouloossen, well domat trëppele mer wierklech d'Grondrechter esou mat Féiss an dat däerfe mer einfach net akzeptéieren.

D'Lëscht ass also laang. An ech mierken am Conseil de l'Europe, dass Russland och mat hirer Delegatioun elo eng Schinn fiert, déi virdru vill méi oppe wor wéi elo, an ech mengen, mir misste wierklech e seriöen Dialog mat hinne féieren.

An, Här President, Dir hat Ären Homolog vun der Duma empfaangen. Leider hate mer net d'Méiglechkeet, genuch ons do auszetauschen. Mä ech mengen, et ass wichteg, wa mir hinne soen, wéi d'Norme sinn. An dat sinn net ons Normen. Et gi keng Norme vum Westen oder vum Osten. Et ginn einfach Normen, fir d'Mënscherechter ze respektéieren, an dass do jiddweree sech muss drun halen an dass dat och fir Russland gëllt.

Selbstverständlech wäerte mir als DP-Fraktioun där Motioun vum Här Braz zoustëmmen.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci der Madame Anne Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Braz Merci, datt en déi Initiativ geholl huet, fir déi Motioun hei op den Dësch ze leeën. Ech mengen, et ass sécher, datt mir alleguer heibannen eis der Wichtegkeet vun eise Relatioune mat der Russescher Federatioun bewosst sinn. Mir alleguer hätte gäre gutt Relatioune mat der Russescher Federatioun. Mir brauchen déi gutt Relatiounen, souwuel um politesche wéi um ekonomesche wéi och um kulturelle Plang. Do si mer eis eens.

Mir sinn eis zweetens och eens, datt Russland Obligatioune geholl huet doduerch, datt et adhéréiert ass zu verschiddenen internationalen Organisatioune respektiv se mat gegrënnt huet, wéi beim Conseil de l'Europe oder bei der OSZE, déi jo aus dem fréieren Helsinki-Prozess erauskomm ass, wou jo och ëmmer den drëtte Cours vun de Mënscherechter mat derbäi war. Och do si mer eis eens. Mir erwaarden eis, datt all Memberstat seng Obligatiounen erfëllt.

Wou mer auserneeginn, dat ass, wann déi gréng elo hei speziell de Fall vu Pussy Riot ernimmen a gläichzäiteg verharmlosen. Ech mengen, Pussy Riot waren net invitéiert, fir an déi Kierch ze goen. Si hu sech selwer invitéiert. Si hu Leit op d'Säit gedréckt. Si hunn en „Gebiet" gemaach, wéi den Här Braz et mengt. Ech hunn den Text grad nach eng Kéier eraus...

(Hilarité)

Jo, dat ass, well den Här Braz et mengt; dat war awer kee Gebiet. Well si hunn zum Beispill gesot: „d'Gespenst vun der Fräiheet am Himmel", „...kommen déi Gleeweg sech vernäipen... " - an dann - „Göttlechen Dreck, Dreck, Dreck! Göttlechen Dreck, Dreck, Dreck!"

An ech verstinn, wa Leit esou eppes an enger Kierch jäizen, déi net invitéiert waren, an net, wéi déi gréng et zu Paräis gesot hunn, e Concert, datt do Plaintë gemaach gi wéinst Blasphemie, an datt déi Leit, déi se op d'Säit gedréckt hunn, och Plainte maachen, an datt déi russesch Justiz dann intervenéiert.

déi gréng zu Paräis haten iwwregens gefrot, fir déi dräi zu Éierebiergerinne vun der Stad Paräis ze ernennen. An déi Saach ass ënnert den Dësch gefall, wou viru Kuerzem Feministinnen an d'Kathedral Notre-Dame agedronge sinn, do d'Gebietsrou gestéiert hunn, op d'Klacke geschloen hunn, an do och Plainte gemaach gouf. An zënterhier sinn déi gréng zu Paräis an där Saach roueg ginn.

Ech mengen, et gëtt einfach an all Stad Plazen, déi geschützt sinn. Dozou gehéieren och Kierchen. An ech mengen, mir als ADR, mir enthalen eis.

Ech wëll awer och soen, mir sollten och, zemools hei als Lëtzebuerger, heiansdo, wat de Justizsystem ugeet, bescheide sinn. Wann ech Russ wär am Ableck an ech géif héieren, datt a Westeuropa Prozesser geféiert ginn, wou zwee Drëttel vun de Beweiser verschwannen, da géif ech an der Duma eng Resolutioun abréngen a meng Suerg iwwert d'Rechtsstaatlechkeet a Westeuropa ausdrécken.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Rieder ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dat has de awer och schéi gesot!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).-* Merci, Här President. Ech soen och dem Här Félix Braz Merci fir déi Resolutioun (veuillez lire: déi Motioun), well et ass ganz vill doriwwer diskutéiert ginn an der Press, mä och zu Lëtzebuerg bei onse Bierger iwwert déi Affär vu Pussy Riot a vu verschidden anere Saachen, déi a leschter Zäit duerch d'russesch Duma gaange sinn als Gesetzer respektiv wou Uerteeler geschwat gi sinn.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt mer oft déiselwecht Gesetzer hunn, sief et hei zu Lëtzebuerg, sief et an Amerika, wéi a Russland, just, datt d'Strofen a Russland e bësselche méi héich si wéi ons. Ech wëll just nure kucken, datt zum Beispill fir déi Affär, wou siwe Meedercher plakeg an der Kathedral gedanzt hunn, datt deen Ablack a Russland eng maximal Strof vu siwe Joer Prisong drop ass an datt déi Meedercher, déi Fraen, pardon, ee bis zwee Joer kritt hunn.

Mä ech wëll och drop hiweisen, datt mir an onsem Code pénal eppes dostoen hunn ënner: «Des crimes et des délits qui portent atteinte aux droits garantis par la Constitution». Do sinn d'Artikelen 144 an 145, déi gesi Prisongsstrofe vu sechs Méint, bis sechs Méint respektiv souguer bis zwee Joer vir. Elo kann een unhuelen, datt bei ons vläicht d'Geriichter dann net, grad wéi a Russland, ee Joer Prisong geschwat hätten oder zwee. Mä et gesäit een awer, datt d'Législatioun awer relativ no steet an datt just d'Applikatioun dovunner anescht ass.

Et muss een och ervirsträichen, datt d'Atmosphär dohannen eng ganz aner ass wéi bei ons, well de Patriarch vun der orthodoxer Kierch huet gesot, déi Fraen, déi do gedanzt hätten an der Kathedral, dat wier schlëmmer gewiescht, wéi wa se Persounen ermort hätten. Do gesäit een also, datt eng ganz aner Atmosphär do ass wéi hei. An ech mengen, ech verstinn och doduerjer, datt d'Politiker dann eben Aussoe maachen - dat ass och bei ons heiansdo esou -, wéi d'Opinion publique et gären hätt.

Déi aner Problematik, déi mer hunn, dat ass déi mat den ONGen. An och do muss ee soen, an den Här Braz hat et virdru richteg ervirgestrach,...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg).-* ...dat ass, datt déi ONGen e Gesetz iwwerholl hunn aus Amerika, wou et verbueden ass, datt russesch, also ONGe russesch Fonge kréien. An do hu si gesot: Dann däerfe se och keng amerikanesch Fonge kréien! Bref, do kommen, also fir hir Gesetzgebung, do ass also e ganzen Hickhack dorëmmer gaangen.

Ech mengen, datt mer en Dialog solle féieren. Do si Saachen, déi net gutt sinn, déi musse verbessert ginn. Dat ass ganz evident. An ech mengen, datt dat am Dialog soll geschéien.

Perséinlech wäert ech mech op jidde Fall bei dëser Motioun enthalen, well ech mat den Objektiver d'accord sinn, mä wou ech awer Douten hunn, datt mer iwwert d'Resolutioun (veuillez lire: d'Motioun) dat sollen huelen, mä besser am Dialog mat deene Regierunge respektiv mir mat de Parlamenter.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Duerch hir politesch Konschtaktioun a virun allem duerch déi brutal a repressiv Reaktioun vun de staatlechen Autoritéiten a Russland si Pussy Riot zu engem internationale Symbol gi fir Meenungsfräiheet. Si si mat hirer enormer Zivilcourage, well déi muss een hunn, fir dat ze maachen, besonnesch an esou engem repressive Kader, si si mat hirer Zivilcourage zum Symbol gi fir de Widderstand géint d'Allianz vu reaktionären a klerikale Kräften a Russland. A grad duerfir, mengen ech, sti Pussy Riot fir Prinzipien, déi eng international Vocatioun hunn. An dëst erkläert och iwwregens déi grouss international Solidaritéit mat hinnen.

Lëtzebuerg ass net Russland. Mä et bräicht ee sech effektiv nëmme virzestellen, wat passéiert wier, wa feministesch Aktivistinnen hei an der Kathedral demonstréiert hätten. A wann een hei d'Aussoen héiert vum rietsen a vum lénke Fligel vun der ADR,...

(Hilarité)

...da kann ee sech virstellen, wat d'Reaktioune gewiescht wieren.

(Interruptions)

Déi eigentlech Symbolik vu Pussy Riot ass d'Symbolik, a mengen Aen, vun der Rebellioun. A si behält duerfir och hire volle Wäert an eiser Gesellschaft.

Ech sinn awer d'accord mat der Resolutioun, déi hei dee besonnesche Fall vu Pussy Riot, dee fir grouss international Opmierksamkeet gesuergt huet, an de Kontext stellt vun der bedenklecher Mënscherechtssituatioun an der bedenklecher legaler Situatioun a Russland mat deene Gesetzer, déi hei opgezielt gi sinn.

An am Iwwregen, Dir Häre vun der CSV, Dir schwätzt hei, mir schwätzen hei vu Gesetzer, déi villes a Fro stellen. Wann ee kuckt, wéi d'Definitioun vum Terrorismus zum Beispill zu Lëtzebuerg ass, da muss ech soen, mat där Definitioun wier och villes méiglech vun deem, wat elo a Russland geschitt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.-* Här President, ech weess elo net, ob ech dee richtegen Toun hei fannen, no där Debatt iwwert déi Interpellatioun (veuillez lire: déi Motioun) vum Här Braz.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech wann ech gelift, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.-* Oh, si mussen net.

Ech wollt soen, dass Russland jo dat gréisste Land vun der Welt ass, a mir net grad nach. Duerfir géif ech mengen, dass ee vläicht déi Diskussioun hei och soll an e Kader stelle mat engem historeschen Hannergrond.

Dir wësst, dass d'Russesch Federatioun ee vun deene jéngste Staten ass op der Welt. Virun 20 Joer, Här Braz, Dir gitt mer bestëmmt recht, Dir kënnt Iech erënneren, 1993 stoungen nach Panzere virun der Duma. An d'90er Joren a Russland, dat ass jo nach net laang hier, waren eng schwiereg Zäit, eng Zäit, déi vum Chaos geprägt war an och vun der Instabilitéit. An et muss een trotzdeem als positiv ugesinn, dass nom Zesummebrieche vum sowjetesche Regime dee Chaos sech net installéiert huet, mä dass awer a Russland grouss Effortë gemaach ginn, fir dee richtege Wee ze fannen zur Demokratie.

Dat ass kee lineare Prozess. Dat ass e Prozess mat Fortschrëtter an et ass e Prozess mat Réckschléi. An ech ginn natierlech Iech, Här Braz, an och der Madame Brasseur ganz recht, dass déi Réckschléi heiansdo ganz staarker sinn. Ech soen och, dass ech absolut net kann d'accord sinn, esou wéi all meng Kolleegen Ausseminister an der Europäescher Unioun och, wa mer iwwer Russland schwätzen, zum Beispill dat Gesetz iwwert d'Enregistréiere vun den ONGen oder vun den Droits de réunion.

Mir mussen awer och feststellen, dass hei net alles an déi falsch Richtung geet. Zum Beispill ass de Wahlsystem jo geännert gi kierzlech, fir dass an de Regiounen erëm d'Gouverneure gewielt ginn. Et ass och d'Enregistréiere vun de politesche Parteien erëm vill méi liicht gemaach ginn. Saachen also, déi awer trotzdeem duerchblécke loossen, dass an deene leschten 20 Joer an och fir d'Zukunft eng demokratesch Uerdnung ugepeilt gëtt.

A wa mer Russland vergläiche mam nom Zesummebroch vun dem Sowjet, also dem Kommunismus, an et kuckt een haut, wéi verschidde Länner an Nordafrika ze kämpfen hunn, fir och erëm hire Wee ze fannen, hoffen

ech wierklech, dass och déi Länner sech mindestens um Wee an der Richtung zur Demokratie kënne bekennen. A Russland, mat aller Kritik, déi ee kann ubréngen, ass dat awer geschitt, an dat däerf een net vergiessen.

Ech mengen och, dass, wat de Respekt vum Rechtsstat ugeet, souwuel de Premierminister wéi och meng Wéinegkeet, op eisem Niveau, mam President oder mam Ausseminister, dat ass jo och ugeklongen an der Motioun, dass mer eis do wierklech Méi gi fir dat, wat an der Europäescher Unioun vun alle Länner och gemaach gëtt, fir Russland ze encouragéieren, wierklech de Wäert vun de Mënscherechter an enger Demokratie vill méi no ze brëngen.

Wat Pussy Riot ugeet, erlaabt mer, Här President, do immens kuerz ze sinn. Ech zitéieren ee Mann, deen ass Premierminister a Russland, deen huet gesot: „Déi Frae vun de Pussy Riot sollten eigentlech fräi kommen." Oder „misste fräi kommen". Dat ass och meng Astellung. An duerfir musse mer hei op deem Punkt dat maachen - ouni op den Tribünen elo ze vill eis do ze défouléieren - do, wou mer et kënne maachen, wou d'Autoritéite vun der russescher Regierung sëtzen a wierklech och dee Message do eriwwerbréngen.

Ech géif vläicht och do soen, dass ee Russland net ka vergläiche mat eisen europäesche Länner, wat d'Rechtssprechung ugeet, wat d'Geriichtsgewalt ugeet, wat d'Juridictiounen ugeet. Russland war nach ni eng Demokratie, weder bei den Zaren nach bei de Sowjets. An Dir wësst, mir wëssen alleguerten, och wa mer d'Gesetzgebung liesen a Russland, dass déi Strof, also d'Strofgesetzgebung extrem vill méi héich ass wéi dat, wat mer hei an der Europäescher Unioun kennen, an dass och d'Interpretatioun, déi d'Riichter maachen, absolut eng aner ass, wéi se bei eis Usus ass.

Ech wëll just soen, d'lescht Woch sinn d'Ambassadeuren a Russland, zu Moskau informéiert gi vun de russeschen Autoritéiten, dass trotzdeem och hei Bewegung ass. An der Zäit tëschent 2008 an 2012 ass d'Zuel vun de Leit, déi a Russland am Prisong sëtzen, vun 980.000 op 720.000 erofgaangen. Et ass also eng Tendenz, déi an déi richteg Richtung geet.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech soen, dat, wat den Egon Bahr gemaach huet - dat ass jo de Papp vun der Ost-Politik vum Willy Brandt -, deen hat ee Leitmotiv, deen huet jo geheescht, op Däitsch: „Wandel durch Annäherung". An ech mengen, dee Prinzip gëllt haut och nach, och...

Madame Brasseur, Dir hutt recht, Russland huet décidéiert, Member ze gi vum Conseil de l'Europe. Mä virdrun huet Russland och akzeptéiert, fir d'Schlussakt vun Helsinki, och vun der KSZE, oder haut d'OSZE, fir dee Prinzip unzehuelen. An ech mengen, dass mer virun allem hei op dëser Tribün vun eisem Land keng Konfrontot..., keng Konfra..., oh Mamm!

(Interruptions)

...keng Approche, déi nëmmen op Konfrontatioun opgebaut ass, sollen anhuelen - scho méi einfach -, mä dass mer eng Approche sollen hunn, déi an deem Sënn ass,...

(Interruption)

Ech hunn dat verléiert.

...déi an deem Sënn ass, wéi den Egon Bahr dat gesot huet.

An als lescht Wuert: Ech mengen, an der Regierung... An d'Chamber huet selbstverständlech d'Recht, der Regierung ze soen, wat se soll maachen. Dat maache mer och ëmmer, wat Der sot.

Wann ech lech däerf eppes Klenges soen, da géif ech mengen, Här President, dass deen Niveau, deen Dir och kënnt beackeren, um Niveau vun dem Parlament, vun der Duma ass. Ech hunn nach wéini mat enger héijer russescher Autoritéit geschwat, an déi sot, zu all Moment sinn d'Lëtzebuerger Deputéierte wëllkomm an der Duma.

An ech mengen, et ass och op deem Niveau, wou muss weidergefuer ginn, fir d'Russen, Russland ze sensibiliséiere mat eisem Emfannen, dat mir vun der Rechtsstaatlechkeet hunn. Och dat kann déngen.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Den Här Braz nach eng Kéier kuerz, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Här Ausseminister, ech wollt lech nach just un eng Fro erënneren. An zu Ärer leschter Remarque: Ech mengen, dass d'Chamber dat gemaach huet, wou déi russesch Delegatioun hei war. Mir hu se och op déi dote Froen ugeschwat an och eis Meenung kloer artikuléiert.

Ech hat lech awer nach eng Fro gestallt. Ären däitsche Kolleeg, den Här Westerwelle, huet wéinst deene Gesetzer, déi iwwert déi sougenannten Anti-Homo-Propaganda, de russeschen Ambassadeur Enn Januar bei sech bestallt, fir him kloer ze soen, dass dat an den Ae vun der däitscher Regierung net geet.

D'Fro un lech ass: Maacht Dir datselwecht? Rot Dir dem Ambassadeur dat och? Sot Dir him dat och an där Däitlechkeet? Well déi Faiten, ëm déi et geet, dat Gesetz huet d'Dier opgemaach fir eng grouss a laang Rei vun Iwwergrëffer, vu Violencen op oppener Strooss vun homosexuelle Leit, op engem Niveau, deen een eigentlech net méi fir méiglech gehalen hätt um europäesche Kontinent.

Maacht Dir datselwecht wéi Ären däitschen Homolog a bestellt Dir de russeschen Ambassadeur an?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Also, den Här Westerwelle, dee mécht net alles, wat ech maachen. Ech maachen net alles, wat den Här Westerwelle mécht. Mä ech géif awer soen, dass effektiv ech an der Substanz dat deelen, wat Der sot. Mä ech hunn e konstante Kontakt mam russeschen Ambassadeur hei zu Lëtzebuerg an ech maachen dat permanent.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Da géife mer elo iwwert d'Motioun ofstëmmen. Ech mengen, mir kënnen dat à main levée maachen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- estimant que les verdicts en première instance et en appel rendus lors du procès des membres du groupe punk Pussy Riot sont disproportionnés;

- inquiète que la nouvelle législation sur les ONG et sur le droit de réunion mais aussi la loi dite «sur l'extrémisme» puissent servir à museler toutes les formes d'opposition et que les libertés politiques, les droits de l'Homme et l'État de droit soient graduellement remis en question en Russie;

- considérant qu'en sa qualité de membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la Fédération de Russie a affirmé vouloir respecter les droits de l'Homme, l'État de droit et la démocratie;

- prenant acte des explications fournies par le Ministre des Affaires étrangères devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration lors de sa réunion du 14 janvier 2013 au sujet de son entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, et de celle du Premier Ministre avec le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine;

invite le Gouvernement

- à souligner avec constance auprès des autorités de la Fédération de Russie l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE;

- à insister auprès de ces mêmes autorités pour qu'elles s'engagent à renforcer l'État de droit et notamment l'indépendance de la justice et la liberté d'expression.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

(La motion modifiée est adoptée à main levée avec les abstentions de la sensibilité politique ADR et celle de M. Jacques-Yves Henckes de la sensibilité politique députés indépendants «Onofhängeg».)

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6481, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten a Montenegro iwwert d'Réadmissioun. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et also ëm e Protokoll, deen de 4. Juli 2012 zu Bréissel ënnerschriwwe gouf tëschent den dräi Benelux-Länner a Montenegro. An et geet iwwert d'Applikatioun vun engem Accord de réadmission, deen tëschent der EU a Montenegro ofgeschloss ginn ass. Also hei mécht de Benelux e Protocole d'application iwwer en Accord de réadmission tëschent der EU a Montenegro.

Mir haten där Accords de réadmission schonn eng ganz Rei hei an der Chamber, déi entweder national oder intergouvernemental oder um communautairen Niveau ofgeschloss gi sinn. De Sënn an den Zweck vun esou engem Accord de réadmission ass et, am Beräich vun eben der Réadmissioun vu Leit, déi sech illegal op engem Territoire vun engem Land ophalen, ze kooperéieren an de Retour vun deene Persounen ze erliichteren.

Dat heescht emol an éischter Linn ze garantéieren, dass e Stat bereet ass, Persounen zréckzehuelen, déi sech illegal um Territoire vun deem anere Stat ophalen. Viséiert sinn net nëmme Persounen, déi d'Nationalitéit vun deem Stat hunn, dee gefrot gëtt, eng Persoun zréckzehuelen, mä och Persounen aus Drëttlänner oder Statenloser, déi virdrun do gelieft hunn oder duerch dat Land transitéiert sinn.

Déi Accords de réadmission enthalen doriwwer eraus eng ganz Rei vu Bestëmmungen, déi regelen, wéi esou eng Réadmissioun oder eng Reprise ofzelafen huet. Et gëtt natierlech och d'Méiglechkeet, nodréiglech e Protocole d'application iwwer esou en Accord de réadmission auszeschaffen. An et ass genau dat, iwwert dat mer haut hei ofstëmmen.

Den Objet vun esou engem Protocole d'application ass et, déi ganz praktesch Modalitéiten, déi technesch an déi operationell Kritäre vun esou engem Accord de réadmission festzeleeën. Zum Beispill gëtt gesot, wéi eng Autoritéiten, Ministèren a Servicer an deene jeeweilege Länner zoustänneg sinn, op wéi enge Grenziwwergäng d'Leit iwwergi musse ginn, d'Konditioune vun engem Rapatriement, wann eng Eskort derbäi ass. Et gëtt och definéiert, wéi en Transit, wéi an Transitsituatiounen dat Ganzt ofzelafen huet. An och en Detail, den Artikel 11, seet zum Beispill, dass d'Kommunikatiounssprooch Englesch ass.

De Protokoll, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass vun der hollännescher Regierung ausgehandelt gi fir déi dräi Benelux-Länner, beinhaltet 16 Artikelen, fënnef Annexen, an de Protokoll huet als Basis den Artikel 19 aus dem Accord de réadmission tëschent der EU a Montenegro.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 21. Dezember 2012 keng weider Remarquë gemaach an dëse Projet approuvéiert. Duerfir ginn ech zum Ofschloss den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci, deen esou detailléiert war, datt keen anere Riedner sech huet missen aschreiwen. Ech géif da proposéieren, ausser den Ausseminister wéilt nach onbedéngt intervenéieren, datt mer kéinten ofstëmmen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Ech wéilt nach eppes soen, Här President. Wann ech dat elo hei erëmfannen. Mir hu mat Montenegro, just wat lech kéint interesséieren: Am Joer 2010 ass keen Demandeur de protection internationale vu Montenegro op Lëtzebuerg, huet keen ugefrot. Du waren awer néng Retours volontaires an ee Retour forcé.

2011 hunn 108 Persounen aus Montenegro hei eng Demande gemaach. Dat ware 5% vun den Demandeurs de protection internationale. Do sinn der fënnef volontaire zréckgaangen an ee Retour forcé.

2012 sinn 298 Persounen, dat ware 14% vum Total vun den Demandeurs de protection internationale, aus Montenegro komm, 152 sinn der volontaire zréckgaangen a 56 Retours forcés.

Juste pour information.

M. le Président.- Merci fir déi Prezisioun, Här Ausseminister.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6481 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6481 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6482, en Zousaz zum Protokoll vu Cartagena iwwert d'biotechnologesch Risiken. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Marcel Oberweis. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Esou wéi Dir et gesot hutt, geet et hei ëm en Zousazprotokoll, an zwar zu enger bestehender Konventioun, déi sech ëm biologesch Sécherheet këmmert. An dësem Zousazprotokoll ginn am Besonnesche Froe vun der Responsabilitéit a vun der Haftung gekläert.

D'Zil vun deem Zousazprotokoll ass d'Opstelle vun internationale Regelen iwwert d'Haftung an d'Reparatioun vu Schied un der Biodiversitéit, déi duerch Organismes vivants modifiés entstane sinn. Mir heibanne gebrauche méi geleefeg den Term vun OGMen an an der Praxis sinn déi zwee Begrëffer, och wat d'Envergure ubelaangt a wat d'Bedeitung ubelaangt, matenee gläichzesetzen.

Den Zousazprotokoll huet seng Originen also am Protokoll vu Cartagena, deen en Accord complémentaire vun der Biodiversitéitskonventioun vun 1992 ass. Dëse Protokoll regelt de grenziwwerschreidenden Handel mat OGMen. En ass 2002 an der Chamber approuvéiert ginn an 2003 a Kraaft getrueden. D'Zil vun deem Protokoll war et, fir sécherzestellen, a bleift et och weiderhin, dass den Transfert, d'Manipulatioun an d'Benotzung vun OVMe keng negativ Effekter op d'Biodiversitéit an op déi mënschlech Gesondheet kënnen hunn.

Deemools, wou de Cartagena-Protokoll verhandelt gouf, dunn ass och schonn zimlech vill iwwert den Aspekt vun der Haftung an der Reparatioun geschwat ginn, mä et konnt awer deemools nach keng Eenegung doriwwer erziilt ginn. Et ass duerfir am Artikel 27 vum Cartagena-Protokoll deemools festgehale ginn, dass d'Konferenz vun de Vertragsparteien, déi als Réunioun vun de Vertragsparteie vum Protokoll siégéiert, op hirer éischter Réunioun e Prozess engagéiere sollt, fir e verbindlecht internationaalt Regelwierk an Zesummenhang mat ebe grad der Haftung an der Reparatioun fir Schied,

déi duerch OGMe respektiv OVMen entstane sinn, opzestellen. Dat war dann och de Fall, an zwar am Februar 2004 zu Kuala Lumpur. Dohier och den Numm vun dësem Protocole additionnel: Nagoya-Kuala Lumpur.

Et huet bis 2010 am Oktober gedauert, bis eng Eenegung fonnt ginn ass, déi d'Plénière vun der Konferenz vun de Vertragsparteien op hirer fënnefter Réunioun dann och ugeholl huet. Dës Réunioun war eben zu Nagoya. Duerfir dann deen duebelen Numm. 50 Länner plus d'EU hunn den Zousazprotokoll tëschent dem Mäerz 2011 an dem Mäerz 2012 ënnerschriwwen.

Den Zousazprotokoll féiert, wéi gesot, international Regelen a Prozeduren an, fir d'Haftung an d'Reparatioun vu Schied, déi duerch OVMe verursaacht goufen. Am Fall vu Schied gëtt vum Bedreiwer verlaangt, déi national zoustänneg Autoritéiten ze informéieren, de Schued ze bewäerten an déi néideg Mesuren ze ergräifen. Gläichzäiteg sinn déi national kompetent Autoritéite gefuerdert, fir de Bedreiwer, deen de Schued verursaacht huet, ze ermëttelen, wann en net sollt bekannt sinn, a si sollen dann och de Schued bewäerte respektiv festleeën, wat fir Moossnamen de Bedreiwer muss ergräifen.

Dat héiert sech elo esou ganz einfach un. Dat ass awer net esou ganz einfach. Wann de Bedreiwer selwer net déi néideg Mesuren hëlt, da kann déi zoustänneg Autoritéit dat och selwer maachen. Si huet dann och d'Recht, fir d'Käschten zréckzefroen, déi duerch d'Bewäertung vum Schued oder duerch Mesuren, déi getraff goufen, ugefall sinn.

Den Zousazprotokoll setzt also virun allem op administrativ Prozeduren. Sou muss et och sinn, genau wéi dat och bei der EU-Direktiv zur Responsabilité environnementale virgesinn ass.

Bon, ech nennen déi elo net alleguerten am Detail, well déi, déi sech derfir interesséieren, kënnen dat noliesen. Mä d'Dispositioune vum Protokoll si schonn duerch d'Rechtslag an der Unioun ofgedeckt, och duerch déi hei zu Lëtzebuerg, well déi indirekt och da fir eis gëllt.

E gudden Deel vun de Bestëmmungen am Zousazprotokoll ginn dem nationale Recht iwwerlooss, zum Beispill d'Definitioun van den Exceptiounen, Fristen, déi anzehale si bei den Interventiounsmesuren, d'Fro vun de Garanties financières oder och vun der Responsabilité civile. Wat d'Responsabilité civile ubelaangt, hunn iwwregens d'State vereinbart, wa se dat net schonn hunn an hiren nationale Législatiounen, adequat Regelen a Prozedure fir materiell oder Persouneschied virzegesinn.

Den Zousazprotokoll muss vu 40 State ratifizéiert ginn, fir kënnen iwwerhaapt a Kraaft ze trieden. Bis elo hunn zéng State ratifizéiert oder sinn dem Protokoll bäigetrueden, siwen dovunner si Memberstate vun der Europäescher Unioun: Bulgarien, d'Tschechesch Republik, Irland, Lettland, Litauen, Mexiko, Norwegen, Spuenien, Schweden a Syrien.

D'Europäescht Parlament huet den Zousazprotokoll dëse Januar, de 16. Januar, mat grousser Majoritéit ugeholl. 647 Deputéierte waren derfir an nëmme 15 dergéint, bei 31 Enthalungen. An tatsächlech handelt et sech ëm e sougenannten Accord mixte, deem souwuel d'Europäesch Unioun wéi och hir Memberstaten zoustëmme mussen.

Den Zousazprotokoll ass an eisen Aen e wichtegen Accord, besonnesch fir d'Entwécklungslänner, déi dacks nëmme wéineg Moyenen hunn, fir am Fall vu gravéierende Schied un der Biodiversitéit ze reagéieren. Et sinn och besonnesch déi Länner, déi sech am Virfeld fir den Accord staarkgemaach hunn an déi och ënner anerem vu Lëtzebuerg Gehéier fonnt hunn. Dat mécht Sënn - leider, muss ee soen -, well et si besonnesch d'Entwécklungslänner, déi ëmmer méi staark op d'OGMen an der Landwirtschaft zréckgräifen an heiansdo mat onméigleche Situatiounen um Terrain ze kämpfen hunn.

Den Zousazprotokoll ass iwwerdeems e wichtegt Signal un déi, déi OVMe produzéieren an exportéieren, dass si fir eventuell Schied och tatsächlech mussen opkommen.

Wat fir eng Bedeitung den Accord kréie wäert, hänkt awer och dovunner of, wéi vill Länner e schliesslech ratifizéieren oder dem Protokoll nach bäitrieden. Wat méi, wat besser, dat ass evident. Et sief dorunner erënnert, dass de Cartagena-Protokoll 103 Ënnerschrëfte krut a mëttlerweil méi wéi 160 State bënnt, während den Zousazprotokoll, iwwert dee mer hei schwätzen, nëmmen 51 Ënnerschrëfte bis zum heitegen Dag op sech konnt verbuchen.

Et ass awer op alle Fall positiv, dat sollt een och hei ervirsträichen, dass Lëtzebuerg hei derfir war, fir schnell dësen Accord ze ratifizéieren. Dat ass am Aklang mat eiser kritescher Haltung an der Fro vun den OGMen. Do hu mer eigentlech eng konsequent Linn déi ganz Zäit ëmmer gehat.

Lëtzebuerg verweist ëmmer erëm op méiglech Risiken am Zesummenhang mat den OGMen a berifft sech dobäi op de Principe de précaution. Soulaang Laangzäitwierkunge vun den OGMen net bekannt sinn oder net alleguerte bekannt sinn oder net alleguerten an hire Wiesselwierkunge bekannt sinn, soulaang soll och net op si zréckgegraff ginn an äusserst Virsiicht geltend gemaach ginn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a géif och op dëser Plaz den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun mat op de Wee ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Elo kritt d'Wuert den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir d'Éischt soen ech der honorabeler Madame Lydia Mutsch Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi befaasst sech mat dem Zousazprotokoll Nagoya-Kuala Lumpur, wéi se gesot huet, an et geet hei ëm déi biologesch Sécherheet op dem Planéit. Wéi et schonn ënnerstrach ginn ass, gëtt et e wichtege Punkt hei fir d'Biodiversitéit, déi jo net grad d'Steckenpferd vu munche Politiker ass. D'Erhale vun der Villfalt vun de genetesche Ressourcen an den Ökosystemer ass niewent dem Klimaschutz ee vun de gréissten Défië vun der internationaler Ëmweltpolitik.

Erlaabt mer just vläicht e puer Wuert ze verléieren iwwer eng Etüd, déi rezent erauskomm ass an dësem Zesummenhang. Dat war déi vun der „BirdLife International - Cambridge" vum Oktober vum leschte Joer. Do steet dran, dass den aktuelle Verloscht vun der Biodiversitéit haut all Dag e puer Dose sinn, déi all Dag verluer ginn, an dat duerch déi mënschlech Aktivitéiten op alle Pläng.

D'Wëssenschaftler bekloen an där Etüd, dass dëse Verloscht dee schlëmmsten ass zënter der Zäit vum Ausstierwe vun den Dinosaurier viru 65 Millioune Joer. Wa mir dësen néfasten Trend net stoppen, soe si, da missten no där Etüd ronn 57 Milliarden Euro pro Joer opbruecht ginn, fir iwwerhaapt déi aktuell Biodiversitéit ze erhalen.

Dat schéngt muncherengem heibannen an och dobausse vill ze sinn. Mä wa mir näischt ënnerhuelen, dann dierften dës Joreskäschten op eng Zomm vun 1.500 bis 4.500 Milliarden Euro am Joer eropklammen. An déi Suen hu mer net méi.

Mat dësem Zousazprotokoll gëtt duerfir d'Responsabilitéit fir d'Feeler als e wichtege Meilesteen an der weltwäiter Ustrengung ugesinn, d'Liewensgrondlagen ze schützen. Et ginn endlech Regele fir de grenziwwerschreidenden Handel mat de genetesch modifizéierten Organisme festgeluecht, huet d'Madame Rapportrice dat elo ganz gutt gesot. Esou erhalen d'Länner endlech deen international verbindlechen Usproch, dass fir méiglech Schied, déi hinnen duerch importéiert genetesch modifizéiert Organismen entstinn, d'Entreprisen am Hierstellungsland responsabel gemaach kënne ginn.

An hei wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen: Virun allem erhalen d'Entwécklungslänner endlech déi Rechtssécherheet, do wou ëmmer méi OGMen ugeplanzt ginn.

Et ass festgeschriwwe ginn, dass am Fall, wou duerch en Ubau vun OGMen déi lokal Biodiversitéit, notamment am Entwécklungsland, e Schued erleit an domat eng Reduktioun vun der wirtschaftlecher Produktioun bei aneren Zorten entsteet, dat betraffent Land e finanziellen Ausgläich verlaange kann.

An deem Zesummenhang kuerz nach gesot, dass eist Land sech duerch e Gesetzestext virun e puer Joer kloer géint den Ubau vun OGMen ausgeschwat huet. An do si genuch Barrièren agesat ginn, dass do näischt ka passéieren.

Mat dësem Ofkomme kënnt et zu enger méi grousser Rechtssécherheet am Fall vun opkommende Schied un eiser Biodiversitéit.

E lescht Wuert nach just gesot. An deem Zesummenhang wëll ech hei nach ervirhiewen, dass d'Vereenten Natiounen den 22. Dezember 2010 beschloss hunn, d'Joren ´11 bis ´20, dës Dekad also, zu der UN-Dekad vun der Biodiversitéit ze erklären, an dat op eng Ufro hi vun der Konferenz vun Nagoya am selwechte Joer.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Domadder hunn ech kee Riedner méi op der Riednerlëscht. Ech weess net, den Ausseminister wëllt nach vläicht e Wuert derbäifügen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- D'Madame Lydia Mutsch war an hirem Rapport extrem prezis, an och den Här Oberweis, soudass alles gutt ass!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Da kënne mer also elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6482 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6482 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par M. Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu zwee Projeten, déi mer an enger Diskussioun an och an engem Rapport behandelen, nämlech d'Projete 6504 a 6505. De Projet de loi 6504 ass e Protokoll-Amendement zur Konventioun vun der Union économique vun der Benelux, an de Projet de loi 6505 e Protokoll zum Traité iwwert d'Cour de Justice Benelux. D'Riednerzäit ass fir déi zwee Projeten nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Kartheiser an den Här Gloden. D'Wuert huet elo de Rapporteur vu béide Projeten, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012

6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 6505

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Wuert. Ech wollt, ier ech ufänken, dem Ausseminister awer och Merci soen, dass e bei deem Projet, deen ech virdru presentéiert hunn, dem 6481, wou et ëm Réadmissioun gaangen ass, a wat en Exercice ass, dee mer jo oft hei an der Chamber maachen, an dass do awer och Realitéiten dohannerstinn, dass en eis Zuele genannt huet an erkläert huet, wéi déi Saachen oflafen. Ech hunn dat ganz interessant fonnt a wollt him do Merci soen.

Ech wollt och Merci soen, dass ech déi zwee Projeten hei zesumme ka presentéieren. Ech wäert mat deem zweete Projet, mam 6505, ufänken.

Dëse Projet de loi handelt iwwer e Protokoll, d'Modifikatioun vum Traité vum 31. Mäerz 1965 iwwert d'Institutioun an de Statut vun der Cour de Justice Benelux. De Protokoll ass de 15. Oktober 2012 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Deen Traité vu 1965 definéiert d'Haaptzil vun der Cour de Justice Benelux, an zwar d'Uniformitéit an der Applikatioun vun de gemeinsame juristesche Regelen ze promouvéieren.

Bis elo huet d'Cour de Justice Benelux dat haaptsächlech mat enger sougenannter „Procédure préjudicielle" gemaach, eng Prozedur, déi et jo och bei der Cour de justice européenne gëtt. An an der Praxis gesäit dat esou aus, dass en nationaalt Geriicht der Cour am Kader vun enger lafender Affär eng oder méi Froen zu gemeinsame Rechtsvirschréfte stellt. D'Cour de Justice Benelux interpretéiert dës Rechtsvirschréften, an et ass dann um nationale Geriicht, fir dat a säin Uerteel afléissen ze loossen an dann ze tranchéieren.

Wuelgemierkt: Et handelt sech net nëmmen ëm eng Empfehlung, mä déi national Geriichter si bei hirer Rechtsspriechung un d'Interpretatioun vun der Cour de Justice Benelux gebonnen.

Aner Missiounen, déi d'Cour de Justice Benelux huet: Si gëtt Avis consultatifs iwwert d'Interpretatioun vun enger Rechtsvirschréft op Demande vun enger vun deenen dräi Regierungen - dat gëtt awer nëmme ganz wéineg gebraucht -, a si entscheeden och iwwer Recours administratifs vum Personal vun der Union Benelux an der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle.

Et huet sech am Laf vun der Zäit erausgestallt, dass déi bestehend Prozeduren net ëmmer duergaange sinn, fir dass d'Cour hir Missioun komplett erfëlle konnt. Et goufen Differenze festgestallt an de Jurisprudenzen tëschent de Geriichter an de Memberstaten, an déi hunn de Phenomeen vum „Forum-Shopping" begënschtegt. Dat heescht, zum Beispill, dass een, deen eng Décisioun vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ufechte wëllt, sech un déi Cour an deem Land wennt, wou e sech dat beschte Resultat fir sech erhofft.

Derbäi kënnt och nach, dass d'Dauer vun de Prozeduren ënnerschiddlech ass an de verschiddene Länner an dass d'Procédure préjudicielle selwer als ze laang ageschat gouf. Dat huet erëm dozou gefouert, dass d'national Riichteren, wann et nëmme méiglech war, évitéiert hunn, fir op d'Procédure préjudicielle zréckzegräifen. Kuerz gesot, déi aktuell Situatioun ass charakteriséiert duerch ze laang Prozeduren an duerch eng divergéierend Jurisprudenz.

Et ass also duerfir décidéiert ginn, dass mer där Cour de Justice Benelux eng Compétence juridictionnelle attribuéieren. Am neie Protokoll steet, dass dës Kompetenz exercéiert gëtt an de spezifesche Beräicher, déi zu dësem Zweck an enger Konventioun genannt ginn. Dës Formule erlaabt Flexibilitéit an deem Sënn, dass déi nei Kompetenz au cas par cas der Cour accordéiert ka ginn, ouni dass den Traité iwwert d'Cour de Justice nach eng Kéier geännert muss ginn. Déi éischt Konventioun, an där d'Cour de Justice Benelux dës nei Kompetenze kréie soll, ass d'Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle, déi drop an drun ass, geännert ze ginn.

Déi nei Compétence juridictionnelle wäert an zwou Instanzen exerzéiert ginn, wat zur Schafung vun zwou Chambere gefouert huet, déi onofhängeg vunenee fonctionnéiere sollen. Déi zweet Chamber wäert eng Affär am Fong jugéieren. Si exerzéiert dës nei Compétence juridictionnelle an éischter Instanz. Géint d'Décisioun vun dëser zweeter Chamber kann e Pouvoir en cassation formuléiert gi bei där éischter Chamber, déi sech dann op Rechtsfroe limitéiert. Déi éischt Chamber kontrolléiert also, ob déi zweet Chamber eng Erreur en droit an hirer Décisioun gemaach huet oder net. D'Faitë stinn an dëser zweeter Instanz net méi zur Dispositioun.

Déi éischt Chamber wäert doriwwer eraus an Zukunft kompetent si fir dat, wat bis elo gemaach gouf, dat heescht d'Procédure préjudicielle an Avisen op Ufro vu Regierungen ze erstellen.

Fir iwwert d'juridictionnel Recoursë vum Personal vun der Union Benelux oder vun der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle ze befannen, dofir wäert dann eng drëtt Chamber vun der Cour zoustänneg sinn.

Fir e Maximum vun Onofhängegkeet vun der éischter a vun der zweeter Chamber vun der Cour ze erreechen, ass virgesinn, dass d'Magis-

traten aus verschiddene Kategorië vun den nationale Rechtssystemer kommen. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, an esou steet dat och am Protokoll, dass d'Conseilleren an d'Conseillers suppléants vun der éischter Chamber vun der Cour supérieure de justice a vun der Cour administrative kommen, während d'Riichteren an hir Suppléanten, déi déi zweet Chamber vun der Cour de Justice Benelux forméieren, vun der Cour d'appel sinn. An hei huet de Statsrot eng interessant Remarque gemaach an e weist och zu Recht drop hin, dass déi Trennung fir Lëtzebuerg net esou schaarf ass, well d'Membere vun der Cour d'appel organesch en Deel vun der Cour supérieure de justice sinn, déi aus enger Cour de cassation an enger Cour d'appel besteet.

Wat ass awer elo wesentlech fir Lëtzebuerg? Ech zitéieren e wichtege Saz: «Le siège permanent de la Cour est au Luxembourg où elle tient audience.» Sou steet dat am Protokoll, et steet awer och doniewent: «La Cour peut aussi tenir audience dans un autre lieu situé dans l'un des trois pays.»

An der aussepolitescher Kommissioun hu mer dat och diskutéiert, an ech war frou, dass de Generalsekretär vum Ausseministère, den Här Jean-Paul Senninger, och do war an op eng Rei Froen agaangen ass. Ech kommen dorop herno nach eng Kéier zréck.

Am Zesummenhang mam Siège Lëtzebuerg ass awer och de Greffe vu Bedeitung. De Greffe ass am Moment zu Bréissel, d'Greffieren an d'Greffiers adjoints cumuléieren hir Funktioune mat deene Funktiounen, déi si am Benelux-Generalsekretariat hunn, an am Protokoll steet, dass vun deem Moment un, wou d'Zuel vun den Affäre vun der Cour dëse Cumul net méi méiglech mécht, dass dann de Greffe bei de Siège vun der Cour op Lëtzebuerg kënnt.

An do si mer gewuer gi vum Här Senninger a vun deene Responsabelen, déi un deem Projet geschafft hunn, dass ongefëier geschat gëtt, dass déi Zuel bei 35 géif leien. D'Cour wäert och, an dat steet och hei an deem Text, all Joer e Rapport maachen iwwert d'Evolutioun vun der Zuel vun den Affären. An dee Bericht gëtt da vum Conseil Benelux examinéiert, dee sech da spéiderhin iwwert den Transfert vum Greffe prononcéiere soll.

D'LSAP-Fraktioun begréisst natierlech, dass déi Cour de Justice Benelux op Lëtzebuerg kënnt. Ech mengen, dat ass eng sënnvoll Saach am Kader vun der allgemenger Siège-Politik, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Wann een de Sëtz vun der Cour de justice européenne stellt, dann ass et jo och logesch, dass ee sech drëm beméit, och de juristeschen Aarm vun aneren Organisatiounen hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 6504

An domadder si mer scho beim zweete Projet de loi, dem 6504, a wéi Der wësst, huet op Benelux-Niveau vill bougéiert am Laf vun de leschte Joren. Mir hunn en neien, vill méi einfachen Traité - an den Numm ass och changéiert - iwwert d'Union Benelux, deen hei 2009 hei am Parlament ugeholl ginn ass an 2012 a Kraaft getrueden ass. Mir hunn dee Protokoll, deen ech elo grad virgestallt hunn, iwwert d'Cour de justice.

Elo an dësem Projet handelt et sech ëm d'Elaboratioun vun engem neien Accord de siège tëschent der Belsch an der Union Benelux, an deem notamment festgehale gouf, dass d'Lounsteier vum Personal, dat an der Union Benelux schafft, net méi wéi virdrun un de belsche Stat geet, mä direkt an de Budget vun der Union Benelux fléisst.

Dozou ass och nach eng Diskussioun iwwert de Verdeelungsschlëssel vun den obligatoresche Contributiounen un d'Union Benelux komm, an dorëms geet et also wierklech konkret bei dësem zweete Projet de loi. Et ass décidéiert ginn, dass den Undeel vun Holland um Budget vun der Union Benelux eropgeet, an zwar vun 48,5 op 53%, den Undeel vun der Belsch geet erof vun 48,5 op 41%. Ech hu jo virdru gesot, se verzichte jo och op d'Lounsteier vun all deene Leit, déi am Kader vum Benelux schaffen. An den Undeel vu Lëtzebuerg verduebelt sech vun dräi op 6%, an dat Ganzt retroaktiv op den 1.1.2012. Als Gesamtcontributioun vu Lëtzebuerg fir d'Union Benelux stinn am Statsbudget 2013 477.408 Euro.

Et handelt sech awer net ëm eng isoléiert Décisioun, dass just dat hei geännert ginn ass. Et ginn och Concessiounen u Lëtzebuerg gemaach. Wéi gesot, et ass dat, dass de Sëtz vun der Cour de Justice Benelux op Lëtzebuerg kënnt, y compris de Greffe a méi enger mëttelfristeger Zukunft.

An, zweetens, déi Lëtzebuerger Archives nationales kréien déi historesch Archive vun der Benelux. Dës Archive komplettéieren, mengen ech, duerfir sënnvoll déi bestehend Archiven iwwert d'europäesch Geschicht, déi mer am Ausseministerium hunn an déi och an den Nationalarchive scho sinn. Mir hunn an den Nationalarchiven iwwregens och d'Archive vun der UEO kritt. Ech mengen, dat ass interessant fir Historiker, Chercheuren aus ganz Europa, fir dann hei op Lëtzebuerg ze kommen an do hir Recherchen ze maachen.

Mir haten eng Kommissiounssitzung, wéi gesot, de 4. Februar, wou mer eng Rei Froe behandelt hunn, ob och scho Raimlechkeete fir esou eng Cour de justice virgesi wären. Den Här Senninger huet eis gesot, dass en dat amgaang ass ze plangen, an en huet eis och scho konkret Iddie ginn, dass dat kéint sinn um Kierchbierg. A mir hunn op all deenen eenzelne Froen, déi mer an enger flotter Diskussioun mat de Kolleeginnen a Kolleegen an där Kommissioun haten, länger iwwert dës zwee Projeten diskutéiert, an dofir wëll ech de Kolleeginnen a Kolleegen och Merci soen.

Vläicht nach eng lescht Remarque ass, dass opgrond vun enger Recommandatioun, déi d'Benelux-Parlament virun e puer Joer gemaach huet iwwert déi Lenteur an där Cour de Justice Benelux fir déi Questions préjudicielles, dass do… - dat war eng Recommandatioun vum Benelux-Parlament, an ech fannen, et ass hei och flott fir déi Kolleegen, déi am Benelux-Parlament sinn, dass ee gesäit, dass do och eppes geschitt.

Et huet zwar laang gedauert, et huet zwar ganz, ganz laang gedauert, mä ech hunn do awer vollt Vertrauen an de Marcel Oberweis, deen elo President ass vun deem Benelux-Parlament, an an de Roger Negri, deen eise President ass vun der Lëtzebuerger Delegatioun, dass mer an Zukunft drop oppassen, dass déi Recommandatiounen, déi do gemaach ginn, vläicht e bësse méi schnell Geféier fanne bei deenen dräi Regierungen.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësen zwee Projeten.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel fir déi zwee Rapporten. Als éischte Riedner ass den Här Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, Här Minister, fir d'Éischt soen ech dem Marc Angel wéi ëmmer e grousse Merci fir säi ganz interessanten, ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck. Well Lëtzebuerg d'Présidence, wéi gesot ginn ass, vum Benelux-Parlament fir dës Joren huet - ´13 a ´14 -, erlaben ech mer, e puer Gedanken zu dësem Gesetz ze soen.

Et ass op alle Fall primordial, d'Wichtegkeet vun der Zesummenaarbecht tëschent den dräi Länner vum Benelux ervirzesträichen. Historesch si mer jo scho ganz laang beieneen, stounge mir ënner hollännescher Obregkeet tëschent de Joren 1815-1830, dunn huet awer de revolutionäre Gedanken an der Belsch ons och befall, a mir sinn dunn am Joer 1839 onofhängeg ginn. Awer, am Benelux-Parlament gëtt dacks drop higewisen, a mat Stolz, dass sech déi dräi Länner zu London am Exil am Joer 1944 scho fir eng enk Zesummenaarbecht op wirtschaftlecher Plaz ausgeschwat haten. A säit dem Joer ´58 vum leschte Jorhonnert besteet dës Union Benelux.

Vill Leit dobausse wëssen dat net, obwuel dës enk Zesummenaarbecht vill Succèsen hat an nach huet. Et ass duerfir un eis, de Leit dobaussen an der Benelux, dat sinn ronn 27 Millioune Mënschen, d'Benelux méi no ze bréngen.

Am Ufank gouf op de wirtschaftleche Volet an der Kooperatioun gesat. Doduerch awer, dass d'Europäesch Unioun am Laf vun de Joren dëse Credo iwwerholl huet, méi besat huet, huet sech d'Union Benelux mat anere politesche Beräicher befaasse mussen, an dat, fir a munche Beräicher déi gemeinsam Politiken ze verdéiwen. Esou zielen d'Kultur, d'Fuerschung an den Enseignement säit dem Joer ´95 zu den neie Vecteure vun dëser Kooperatioun. A wann ech op déi lescht Joren zréckkucken, wou ech d'Éier hunn, am Parlament ze sinn, da fale mir och nach aner Beräicher wéi d'Ambulanzwiesen iwwert d'Grenzen, de Katastropheschutz bei gréisseren Incidenten, de Gewässerschutz, d'Drogeproblematik an déi transfrontalier Naturparken an.

Den Här Rapporteur huet de Punkt vun de Benelux-Archiven ugeschwat, déi an déi Nationalarchiven iwwerféiert solle ginn. Lëtzebuerg kritt domat d'Vokatioun vun dem Archiv vun der europäescher Geschicht. Déi domat zesummenhänkend Recherche bréngt wuel keng direkt wirtschaftlech Retombéeën, dréit awer dozou bäi, d'Geschicht vun eisem Land a sengen direkten Nopeschlänner besser ze verstoen. An notamment de Centre d'études sur la connaissance de l'Europe, de CVCE, gëtt hei méi staark an d'Recherche agebonnen.

Et ass am schréftleche Rapport ze liesen, dass mir dem Generalsekretariat vun der Benelux een Datazenter hei zu Lëtzebuerg à disposition stelle sollen. Kann den Här Minister eis vläicht soen, wou dësen Datenzenter ugesiedelt gëtt? Oder kéint hei souguer op ee vun deenen, déi mer elo gebaut hunn, deen nach eidel ass oder deelweis eidel, zréckgegraff ginn?

Här President, de Protokoll, iwwert dee mir ofstëmmen, enthält u sech nëmmen een Artikel. Dat huet den Här Rapporteur grad gesot. Dat war en Deel Opschlësselung. Mir bezuelen elo méi an d'Keess eran. Mir freeën eis awer, dass de permanente Sëtz vum Benelux-Geriichtshaff, dee momentan zu Bréissel ass, op Lëtzebuerg verluecht gëtt. A wéi de Marc Angel et scho gesot huet, mir hunn eis am Benelux-Parlament des Öfteren derfir ausgeschwat, dass dat sollt eriwwerkommen op Lëtzebuerg. Mir hu munch Recommandatioun an där Richtung matgedroen.

D'CSV begréisst duerfir dëse Schrëtt, d'autant plus wou de permanente Sëtz vum Europäesche Geriichtshaff zënter dem Joer ´65 hei am Land schonn ugesiedelt ass.

Erlaabt mir awer zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, notamment deene Kolleegen Deputéierte Merci ze soen, déi mat mir am Benelux-Parlament aktiv sinn. Mir zesumme wëlle probéieren, déi nächst zwee Joer, wou mer d'Benelux-Présidence dann hunn, dës Présidence zu enger Success Story ze féieren.

Domat ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, d'Benelux ass natierlech fir eis eng ganz wichteg international Organisatioun, wou Lëtzebuerg selbstverständlech jo vun Ufank un derbäi war an e ganz aktive Rôle gespillt huet. Den Här Oberweis huet och elo nach eng Kéier rappeléiert, datt mer och am Ableck nach ganz aktiv sinn. Et ass also…, déi zwee Rapportë begréisse mer, an ech soen dem Här Angel wierklech Merci fir d'Kloerheet an déi Komplettheet, mat där en dat virgedroen huet, wat mer elo hei haut ratifizéieren.

Zwou Froe vun eiser Säit. Dat Éischt ass de Verdeelungsschlëssel. Mir wëssen alleguer heibannen… Bon, ech sinn net sécher, ob d'Koalitioun et weess, mä ech mengen, an der Oppositioun huet sech erëmgeschwat, datt mer finanziell Problemer hei am Land hunn. An et ass ëmmer interessant, fir ze gesinn, wann d'Regierung nei finanziell Engagementer op sech hëlt, wéi déi da gestalt sinn, wéi se gerechent ginn. Elo gi mer vun dräi op 6% an der Benelux-Contributioun mat erop. Wéi gesot, mir droen dat mat, mir kréie jo och d'Archiven, de Geriichtshaff an esou weider.

Mä et freet ee sech awer: Wéi gëtt dat gerechent? Et ass d'Fro vum Schlëssel. Ech mengen, ech hunn eng wëssenschaftlech Fuerschung gemaach an dräi Regeldetrien. Mir hu vun der Populatioun vun der Benelux 1,86% als Lëtzebuerg, 3,46% vum Territoire, 4,11% vum Bruttoinlandsprodukt. Do si mer nach net op 6%!

An ech soen dat hei, well mer einfach als ADR ëmmer erëm soen, d'Regierung soll oppasse bei internationale finanziellen Obligatiounen. Mir gi jo dovun aus, datt mer de PIB wahrscheinlech mat Krämpes kënnen halen an nächster Zäit. Mir wësse jo, wéi d'wirtschaftlech Entwécklung vu Lëtzebuerg wäert ausgesinn.

Firwat geet d'Regierung vun dräi op 6% erop?

M. le Président.- Här Kartheiser, erlaabt Der, dass den Här Angel lech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- A wann en iwwert d'Zäit geet dann?

M. le Président.- Ma da kritt Dir Zäit. Lauschtert emol fir d'Éischt, wat den Här Angel lech wëllt froen!

Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Den Här Kartheiser, déi Fro, déi hie stellt, ass effektiv eng berechtegt Fro, an ech ka mech elo net méi erënneren, Här Kartheiser, ob ech dat an der Kommissioun erzielt hunn oder net. Dat sot Der mer dann herno, jo oder neen. Mä ech kann lech awer soen, dass ech déi Fro och ugeschwat hat mat Leit vum Ministère.

Et muss ee wëssen, dass, wéi d'Benelux gegrënnt ginn ass an de 50er Joren, Lëtzebuerg du vun deenen dräi Länner wierklech dat war, wat am mannste wirtschaftlech entwéckelt war, wat am mannste Revenuen hat, an dass deemools duerfir eng ganz niddreg Cotisatioun, Bäitrag, festgehale gouf.

An der Zwëschenzäit wësse mer jo awer all, dass Lëtzebuerg eng enorm wirtschaftlech Entwécklung hat an dass mer déi Länner, wat de PIB a wat aner Facteuren ubelaangt, wäit iwwerholl hunn an dass doduerch deen neie Schlëssel komm ass.

D'autant plus hunn ech gesot, dass d'Belsch jo manner muss bezuelen, well se déi Steiereinnahmen net méi kritt huet. Et ass gesot ginn, an Holland ass d'Populatioun enorm gewuess. Am Ufank waren d'Belsch an d'Hollänner jo gläich. Elo ass et awer esou, dass d'Hollänner méi Awunner hunn, an duerfir...

M. le Président.- Här Angel, Dir musst awer elo bal Är Fro stellen!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Meng Fro un den Här Kartheiser ass: Hat ech dat an der Kommissioun net gesot, oder hat Dir dee Moment net opgepasst?

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Also, ech sinn...

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Dat ass meng Fro an zugläich eng Äntwert op dem Här Kartheiser seng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …ech si kee Medeziner...

M. le Président.- Här Kartheiser, dann äntwert elo op dem Här Angel seng Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech si fir Fäll vun Amnesie u sech net zoustänneg, also fir dem Här Angel do ze soen, u wat e sech erënnert oder net. Mä ech kann awer den Här Angel fir seng Ausféierunge vläicht, ech weess net, wéi vill Zäit ech kréien,...

M. le Président.- Ma dann äntwert elo emol! Dir kritt déi Zäit, déi Der braucht, fir dem Här Angel ze äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ouni et ze mierken huet den Här Angel - oder vläicht huet en et gemierkt, dat kann ech net beuerteelen - eng Schlësselfro opgeworf an deem do Kontext, nämlech: Wéi dacks ass et néideg, bei deenen internationalen Organisatiounen déi Schlësselen nei ze evaluéieren? Dir hutt jo recht, et ass ëmmer eng historesch Entwécklung dran.

Bei der UNO, mengen ech, wou mer vun Ufank u bei 0,07%..., ech mengen, Här Minister, Dir wësst dat vläicht am Ableck besser, Dir hutt dat vläicht präsent. Mir mussen einfach kucken, datt mer regelméisseg déi Réévaluatioun maachen.

Et ass och richteg, wa mer méi räich ginn, datt mer méi bezuelen. Mä et ass awer och richteg, datt, wa mer a finanziell Schwieregkeete kommen, mer eis mussen déi Fräiheet eraushuelen, fir eise Schlëssel och kënnen no ënnen ze drécken.

Mir hunn einfach géigeniwwer internationalen Organisatiounen ëmmer de Reflex gehat, datt mer méi musse bezuele proportional, wéi dat néideg gewiescht wier. A mir denken, datt eng Spuermoossnam an dësen Zäiten och muss sinn, fir déi international Contributioune vu Lëtzebuerg ze evaluéieren an, wann et néideg ass, dat heescht, wann et och gerecht ass géigeniwwer deenen aneren, dann dat och no ënnen unzepassen.

Mir wëlle keng Schmarotzer si vun aneren. Mir soe just, als Lëtzebuerg solle mir dat bezuelen, wat effektiv eiser Gréisst, eiser Wirtschaftsleeschtung entsprécht.

Am Ableck ass et souwisou an den internationalen Organisatiounen esou, datt déi kleng Staten dacks iwwerproportional vill bezuelen. An heiansdo, an dat hu mer och nach viru Kuerzem geféiert, iwwerhëlt souguer Lëtzebuerg nach Contributioune fir aner Länner.

Mir haten an der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, vum Contrôle vun der Exécution budgétaire elo viru Kuerzem héieren, datt Lëtzebuerg nach Contributioune fir Lettland bei verschiddenen Organisatiounen iwwerhëlt. Do kann ee sech dach nëmme wonneren, datt mer net nëmme selwer méi bezuelen, wéi mer missten, mä och nach fir aner Länner Contributiounen iwwerhuelen! Ech mengen, do kann ee

sech als Steierzueler wierklech nëmme wonneren!

Mä ech kommen zréck op elo dee Punkt, deen ech nach wollt maachen. Also, dat eent ass dann de Schlëssel. An dat Zweet ass, datt mer wierklech eis freeën, wéi anerer och, datt mer eng Rei vun internationalen Archiven hei op Lëtzebuerg kréien. Den Här Angel hat déi mentionnéiert, d'Westeuropäesch Unioun an och elo Benelux-Archiv.

Eisen Appell, Här Minister, ass awer, datt mir souwuel um Niveau vum Droit international public wéi och reng um Niveau vum Archivage dat kompetent maachen hei zu Lëtzebuerg, datt mer déi Archive professionell schützen, professionell lageren a professionell der Fuerschung opmaachen.

Dat heescht, den Appell, a wou mer och politesch Ënnerstëtzung ubidden hei - an ech sinn iwwerzeegt, do ass jiddwereen heibannen d'accord -, dat ass, wann d'Land Personal brauch, fir historesch international Archiven hei professionell ze géréieren, ech mengen, da sollte mer, wien A seet, och B soen an lech déi Leit zur Verfügung stellen, déi mer brauchen, fir datt mer eis géigeniwwer eisen auslännesche Partner, déi wëlle fuerschen, net blaméieren, an datt dat richteg a korrekt a sécher gemaach gëtt.

Villmools Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt soen ech dem Marc Angel Merci fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport zum Gesetzesprojet 6505.

Schonn 1955 gouf sech mat der Fro vun der Unificatioun vu Recht am Benelux-Raum beschäftegt. Verschidde Piste goufen exploréiert, fir dat ze erreechen. Déi politesch Responsabel ware sech awer eens, datt d'Unificatioun nëmmen erreecht kéint ginn, wann d'Regelen och uniform interpretéiert géife ginn. Aus där Motivatioun eraus gouf dunn d'Cour de Justice Benelux an d'Liewe geruff.

Bis elo war et awer esou, datt dës Cour, ähnlech wéi eist Verfassungsgeriicht, eigentlech nëmmen par voie préjudicielle konnt saiséiert ginn. Mir wëllen haut e Schrëtt méi wäit goen, andeems mer dem Benelux-Geriicht direkt Kompetenze ginn.

Ee Beräich, an deem d'Benelux-Geriicht an Zukunft esou eng direkt Kompetenz soll iwwerdroe kréien, ass dee vum geeschtegen Eegentum. Do si mer awer nach net! Dofir muss emol fir d'Éischt d'Benelux-Konventioun iwwert de geeschtegen Eegentum aus dem Joer 2005 ofgeännert ginn.

An Zukunft wäert also derfir gesuergt ginn, datt d'Recoursë géint d'Décisioune vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle direkt virun d'Benelux-Geriicht bruecht ginn an net méi virun déi national Geriichtsbarkeeten. Bis elo hunn d'national Juridictiounen, hei bei eis doheem ass et d'Cour d'appel, d'Kompetenz, fir iwwert d'Décisioune vum Office Benelux ze jugéieren.

Mir sinn der Usiicht, datt eng direkt Kompetenz vun der Cour Benelux de richtege Wee ass. Et kann nämlech net sinn, datt mir op där enger Säit op Benelux-Niveau en Office vum geeschtegen Eegentum schafen, fir eenheetlech Décisiounen am Beräich vum Marken- a Modellrecht ze huelen, an op där anerer Säit dës Décisioune fir gutt befonnt oder verworf ginn, an dat ofhängeg dovun, wat fir een nationaalt Geriicht domat saiséiert gëtt.

Wann ee sech nämlech d'Statistiken ukuckt - ech baséiere mech hei op déi vun den Appelatiounsgeriichter vu Bréissel an Den Haag -, da stellen ech fest, datt vun 22 Affären, déi vun der Cour d'appel vu Bréissel tranchéiert goufen, 15 Stéck, 15 Décisioune vum Office verworf gi sinn. Am Géigesaz zu der Cour d'appel vun Den Haag, wou sämtlech Décisioune vum Benelux-Office confirméiert goufen.

Net nëmme statistesch, mä och interpretativ leien déi Décisiounen net ëmmer ganz no beieneen. Dës Divergenze stinn dem Grondgedanke vun enger uniformer Rechtsspriechung am Benelux-Raum entgéint.

Zil ass et awer net nëmmen, fir d'Uniformitéit vum Droit ze suergen, och anere Gesiichtspunkten ass Rechnung gedroe ginn. Sou zum Beispill geet et drëm, d'Prozeduren ze accéléréieren - d'Moyenne an Holland läit bei bal zéng Méint, déi zu Bréissel bei iwwer 30 Méint - an och selbstverständlech d'Käschten ze drécken.

Mir wëllen also iwwert de Wee vun den direkte Kompetenze fir d'Benelux-Geriicht Rechtssécherheet erreechen an doduerch och déi wirtschaftlech Aktivitéit schützen. Et sief hei bemierkt, datt dat net nëmme fir déi grouss Acteure wichteg ass, mä och am Interessi vu klengen a mëttlere Betriber. Sou ziele vill Coiffeuren, informatesch Betriber, Konfektiounsgeschäfter zu de Clientë vum Office Benelux fir geeschtegen Eegentum an déi kommen dann och an de Genoss vun enger eenheetlecher Rechtsspriechung.

Des Weidere geet et och ëm de Prinzip vum „double degré de juridiction". De Marc Angel ass dorobber agaangen; ech mengen, ech brauch dorobber hei elo net méi anzegoen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen och, datt de Protokoll, deen duerch dëse Gesetzesprojet approuvéiert gëtt, elo schonn d'Méiglechkeet virgesäit, Kompetenzen, och an anere Beräicher, direkt op d'Benelux-Geriicht kënnen ze iwwerdroen. De Procureur général beim belsche Kassatiounsgeriicht huet zum Beispill eng méiglech Extensioun vun de Kompetenzen op d'Traitéen tëschent de belsche Regiounen an anere Benelux-Länner a Betruecht gezunn.

Mir leeën haut d'Wäichen am Sënn vun enger Vereenheetlechung vun eise Gesetzer am wäiteste Sënn vu méi Rechtssécherheet an och vu méi Integratioun. An Zäiten, wou d'Integratioun op globalem Niveau ëmmer méi schwiereg gëtt, si mir der Meenung, datt mir op regionalem Plang eng Virreiderroll sollen a kënnen unhuelen.

Ech ginn dann och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Gloden Merci. Et ass soss keen ageschriwwene Riedner méi op menger Lëscht. Da froen ech den Ausseminister, fir nach Stellung ze huelen. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Jo, Merci, Här President. Also, ech wéilt ganz kuerz och selbstverständlech dem Här Angel fir d'Alleréischt Merci soe fir säi Rapport, deen en, wéi ëmmer, mat vill Engagement gemaach huet.

Déi Froen, déi gestallt gi sinn, ech mengen, fir d'Éischt wëll ech drop hiweisen, dass et schonn e wéineg aussergewéinlech ass, dass mer am Joer 2013 elo d'Présidence hu vum Parlament vun der Benelux an och d'Présidence hu vum Comité des Ministres. Mir hunn also do eng héich Aktivitéit, wou mer och als Land da weisen, dass mer wierklech och gutt sinn. Voilà!

Sou, dann, wat déi ominéis Suen ugeet. Also, ech war vun Ufank un do derbäi. Den Här Angel huet héchstwahrscheinlech ganz recht, wat en do wollt soen. Mä wat ech wëll soen, dat ass dat hei: D'Belsch, déi hunn e wéineg verluer, an d'Hollänner waren eigentlech net esou séier ze bewegen, fir dee Verdeelungsschlëssel do weiderzefëieren. Dat war eng Tractatioun, déi ass... Dir wësst, just Lëtzebuerg ass stabil, wat den Ausseminister ugeet, während déi zwee aner e wéineg manner stabil sinn, déi zwee aner Länner, an dann all Kéier, wann en neie Belsch oder Hollänner komm ass, ass et erëm nei ugaangen. An ech kann lech soen, dass mer awer do net esou schlecht ofgeschnidden hunn!

D'Belsch sinn effektiv erofgaangen, well se manner Steiere kréien, vun 48,5% op 41%. Mä d'Hollänner sinn eropgaange vun 48% op 53%. Si hunn natierlech d'Garantie vläicht och elo net méi esou fest, dass si de Generalsekretär hunn. Dir wësst, dass et och nach zwee Adjointë gëtt, den Här Alain de Muyser ass eise Secrétaire adjoint vun der Benelux; an déi 6%, déi mer elo bezuelen, musse mer natierlech relativéieren. Mir hunn 240.000 Euro an der Moyenne bezuelt, déi Budgete sinn agefruer. Mir bezuelen der also elo d'Joer 480.000.

Ech mengen, dat ass elo d'Welt net all fir ee Verdeelungsschlëssel, dee mer awer kritt hunn, an eng Institutioun, déi eis awer trotzdeem heiansdo vill méi wäert muss si wéi dat, wéi se heiansdo duergestallt gëtt. Duerfir ass dat awer eng Verhandlung, déi, wéi gesot, ganz laang gedauert huet, mä wou awer eis Diplomaten eng gutt Aarbecht gemaach hunn. Dat war déizäit nach de Paul Dühr, dee Generalsekretär war, an ech mengen, dat sollte mer unerkennen. Wann ech de Chiffer huelen - ech brauch en net nach eng Kéier elo ze soen -, do gesitt Der, dass mer awer do a Paragë sinn, déi absolut akzeptabel sinn.

Dann d'Archiven, okay, ech mengen, dat ass richteg, wat gesot ginn ass, dass dat e Virdeel ass, dee mer do kritt hunn. Och de Siège jo vum Parlament - pardon! -, vum Geriichtshaff ass och en Avantage, dee mer kritt hunn. A wa mer d'Archiven hunn, musse mer dat och anstänneg maachen, domadder sinn ech d'accord!

Wat deen Datazenter ugeet, dat hu mer am A. Dat ass nach net décidéiert, wéi dat alles elo verleeft, mä mir hunn dat am A. An ech géif och mech freeën drop elo schonn, de 15. September (veuillez lire: 15. Mäerz), freides mëttes, fir einfach bei lech ze kommen hei an d'Chamber, fir mat lech ze schwätzen an Ärem Parlament, Benelux-Parlament, och mat der Lëtzebuerger Regierung dann ze schwätzen.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Ausseminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun, a mir stëmmen elo iwwert déi zwee Projeten of. Fir d'Éischt iwwert de Projet 6504.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6504 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6504 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da stëmme mer elo of iwwert de Projet de loi 6505.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6505 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. An och hei ass de Vote ofgeschloss an d'Resultat datselwecht wéi virdrun.

De Projet 6505 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem heitegen Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6284 iwwert de Schutz vun de Schülerdaten. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Berger, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

5. 6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, während Honnerte vu Joren hunn d'Schoulen hir Schüler a Klassebicher an a Kartongsfichieren ageschriwwen, an déi Klassebicher an déi Kartongsfichieren, déi sinn op de Späichere vun de Schoulen dorëmmer, si hu sech opgekéipt. An ech erënnere mech, wéi mer 1964 aus dem sougenannten „Ale Kolléisch" an de sougenannten „Neie Kolléisch" geplënnert sinn, do sinn d'Stagiairen, ënnert deenen ech deemools war, op de Späicher geschéckt ginn, fir ze kucken, wat do nach vun Interessantem wier, an do waren och vill Fichieren a vill Klassebicher aus deene vergaangene Jorzéngten a Jorhonnerten.

Haut ass dat elo anescht. Dir wësst, dass an den 80er Joren d'Informatik opkomm ass, an ouni d'Informatik geet haut an der Gestioun, an der Organisatioun vun de Schoulen näischt méi. De Projet, vun deem mer haut schwätzen, de Projet 6284, huet mam informateschen Ëmgang mat Schülerdaten ze dinn, do heescht „Ëmgang" esou vill wéi „Traitement".

Et gëtt eng Datebank geschaaft, an där all d'Schüler vun alle Schoulen am ganz breede Sënn vum Wuert enthale sinn. Den Artikel 1 vum Gesetz definéiert den Ausdrock Schüler: Dobäi handelt et sech ëm déi vun der öffentlecher Schoul wéi déi vun der privater, et sinn d'Schüler aus der Grondschoul, de Lycéeën, der Beruffsausbildung, dem Enseignement différencié, mä och aus der Erwuessenebildung an och de Privatschoulen, déi Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen an am Ausland an d'Schoul ginn. Et geet also ëm eng méiglechst komplett Bestandsopnahm.

De Projet betrëfft den Ëmgang mat de Schülerdaten, och „Traitement" genannt. Dorënner versteet een d'Sammelen, d'Späicheren, d'Versuergen, de Gebrauch vun den Date grad wéi d'Iwwermëttelen, dat heescht d'Transmissioun, d'Ofsécherung an d'Zerstéiere vun deenen Daten.

D'Tatsaach, dass mer e Gesetz dofir maachen an net einfach e Règlement grand-ducal, ënnersträicht d'Sensibilitéit vun där Matière, an d'Entstehungsgeschicht vum Gesetz, déi sech iwwer bal zwee Joer hinzitt, ass dofir ganz opschlussräich. De Ministère de l'Éducation nationale hat fir d'Éischt en Avant-projet de règlement grand-ducal ausgeschafft, deen der Commission nationale pour la protection des données virgeluecht gi war, déi hirersäits gemengt huet, et misst e Gesetz kommen.

Den Avant-projet de loi gouf och vun der CNPD aviséiert, ier en déposéiert gouf. Nom Dépôt vum Gesetz huet dann d'CNPD nach eng Partie Observatiounen zum Inhalt vum Gesetz gemaach, déi bei der Aarbecht um Gesetz respektéiert goufen.

De Gesetzesprojet selwer war net oncontestéiert. De Beweis dofir sinn déi vill a kritesch Avisen, déi dozou erakoumen, souwuel vun de Beruffschambere wéi vun der Commission consultative des droits de l'Homme.

Och de Statsrot huet de 6. Dezember 2011 ganz kritesch zum Projet Stellung geholl, wourop ons Kommissioun 17 Amendemente virgeluecht huet. Zwee Avis complémentaires vum Conseil d'État vum 13. November a vum 21. Dezember 2012 waren néideg, ier mer den definitiven Text ofgeschloss hunn, sou dass d'Documents parlementaires, an deenen dann och de Rapport vun der Kommissioun dran ass, bis zur Nummer zwielef gaange sinn, wat lech weist, wéi vill dass dozou geschriwwen a gesot ginn ass.

Vill kritizéiert gouf ënner anerem déi laang Dauer, während där d'Date sollten ursprénglech erhale bleiwen, nämlech 15 Joer. Och gouf bemängelt, dass d'Terminologie net déi vum Gesetz vun 2002 iwwert de Schutz vun de Persoune beim Ëmgang mat perséinlechen Daten iwwerholl huet. De Statsrot huet d'Sammele vu soziokulturellen a familiären Daten am Hibléck op de Schutz vun der Privatsphär kritesch betruecht. En hat och Problemer mat der Zentraliséierung vu perséinleche Schülerdaten.

Mir hu schlussendlech, mengen ech, en Text produzéiert, mat der Regierung an och mat der Kommissioun, dee ville vun deene Bedenke Rechnung dréit a vill Garantië fir de Schutz vun der Privatsphär, e riguréisen Ëmgang mat per-

séinlechen Daten an eng ganz prezis Beschreiwung vun de Virgäng enthält.

Här President, an der neier Datebank ginn zwou bestehend Datebanke fusionéiert, nämlech den „Fichier Scolaria élèves", deen d'Schüler aus dem Fondamental betrëfft, an den „Fichier élèves" fir de Postprimaire.

D'Gesetz soll der Schoul erlaben, hir Missioune besser ze erfëllen, an déi Missioune ginn a fënnef Ënnerandeelungen deklinéiert: fir d'Éischt, de Respekt vun der Schoulflicht ze kontrolléieren; dann, d'Organisatioun an de Fonctionnement vun de Schoulen ze erméiglechen an esou effikass wéi méiglech ze maachen; drëttens, d'schoulesch Carrière vun de Schüler nozevollzéien a festzehalen; véiertens, déi gesammelt Daten, déi virdru mussen dépersonnaliséiert ginn, fir Analysen a Fuerschungen iwwert d'Schoul ze gebrauchen; an da fënneftens, eng wichteg Komponent dobäi ass d'Schülerkaart, déi iwwert dës Datebank méiglech gemaach gëtt.

An der Schülerdatebank, fir dat virwechzehuelen, si véier grouss Kategorië vun Donnéeën enthalen, an zwar: éischtens, Donnéeën iwwert d'Identitéit vun de Schüler an hire legale Vertrieder; zweetens, Donnéeën iwwert d'Carrière vun de Schüler an der Schoul wéi d'Inskriptioun, d'Admissioun, d'Klassen, an deenen e war, an alles, wat d'Evaluatioun an d'Zertifikatioun vun de Schoulresultater vun de Schüler betrëfft; drëttens, Informatiounen iwwert de Milieu, aus deem d'Schüler kommen; a véiertens, Donnéeën iwwert de Passage vun de Schüler an d'aktiivt Liewen.

Besonnesch diskutéiert gouf d'Kollekt vun Donnéeën iwwert de Familljemilieu. D'Ursaach, fir esou Donnéeën ze sammelen, läit an der Erkenntnis, dass de sozialen a kulturelle Milieu vum Kand grad wéi seng Sproochesituatioun e groussen Afloss op seng schoulesch Laufbahn huet. Et gëtt Chancenongläichheet ënnert de Kanner jee nodeem, wou se hierkommen. An et ass duerfir legitim, déi Ongläichheeten ze erkennen, fir kënne fir Chancëgläichheet an der Schoul ze suergen.

Fir d'Privatsphär vun de Schüler an hire Familljen ze schützen, mussen esou Donnéeën no strikte gesetzleche Bestëmmunge gesammelt, traitéiert an ofgeséchert gespäichert ginn. Och wann esou Donnéeën un Drëttpersoune weidergereecht ginn, zum Beispill fir Etüden, muss dat ënner strikte Konditioune geschéien, well bekanntlech d'Gesetz vun 2002 iwwert de Schutz vu perséinlechen Donnéeë virschreift, dass schoulesch Donnéeën nëmmen un Drëttpersounen iwwermëttelt kënne ginn, wann eng gesetzlech Bestëmmung dat erlaabt. A wann déi Donnéeë fir Analysen a statistesch Recherchë gebraucht ginn, musse se selbstverständlech anonymiséiert ginn.

Vill diskutéiert an hannerfrot gouf och an deem Zesummenhang déi Strofbestëmmung am Artikel 9 vum Gesetz. Duerfir muss een drop hiweisen, dass den Artikel 3 Paragraph 2 d'Donnéeë preziséiert, déi fir d'Identifizéierung an d'Authentificatioun vun de Schüler zielen.

D'Kommunikatioun vun esou Donnéeën ass opgedeelt ginn an Donnéeën, déi fakultativ sinn, anerer, déi obligatoresch sinn. Souwuel d'Schüler wéi d'Représentants légaux vun de Schüler musse folgend Donnéeën obligatoresch matdeelen: fir d'Schüler den Numm, de Virnumm, de Sexe, de Gebuertsdatum, d'Matricule, de Gebuertsuert, d'Nationalitéit, eng Foto an d'Privatadress; fakultativ sinn E-Mail-Adress an Tëlefon. A fir d'Représentants légaux ass et den Numm, de Virnumm, de Sexe, d'Matricule, den État civil, d'Nationalitéit, d'Adress an d'Tëlefonsnummer.

Am Artikel 9, wéi ech gesot hunn, ass eng Strofbestëmmung enthalen, déi eng Amende vu 25 bis 250 Euro enthält fir de Refus, déi Donnéeën ze liwweren, oder fir se wëssentlech falsch oder onvollstänneg ze liwweren. Déi Strofbestëmmung bezitt sech nëmmen op deen Artikel 3 Paragraph 2 an nëmmen op déi am Gesetz als obligatoresch indiquéiert Donnéeën.

Dëst entsprécht dem Gesetz vum 2. August 2002, an deem den Artikel 30 seet, dass all Persoun d'Recht huet, sech zu all Moment géint den Traitement vun Donnéeën, déi si betreffen, ze wieren, et sief dann, et géif eng diesbezüglech gesetzlech Bestëmmung, déi deen Traitement express virgesäit. An duerfir deen Artikel 3 Paragraph 2 iwwert déi obligatoresch Donnéeën.

Aner Donnéeë kënnen nom Artikel 3 Paragraph 3 erhuewe ginn, déi de Milieu culturel, familial et professionnel vun de Schüler betreffen, ënner anerem och d'Sproochesituatioun, d'Ursprungsland, de Schoulniveau vun de Représentants légaux, an déi Kommunikatioun ass net obligatoresch.

Aner méi ëmstridden Dispositioune sinn am Laf vun onser Aarbecht ausdiskutéiert an och ëmgeännert ginn. Eng éischt Diskussioun goung ëm d'Zentralisatioun oder d'Dezentralisatioun vun Datebanken. Soll een déi zentral Datebank net op déi allgemeng a manner sensibel Date beschränken an déi méi spezifesch a sensibel Donnéeën an de Schoulgebaier während enger relativ kuerzer Zäit halen? Dat war d'Fro, déi gestallt ginn ass.

Bei där Iwwerleeung muss et kloer sinn, dass och dezentral Datebanken an de Schoulen duerch strikt legal Dispositioune musse geregelt ginn, wat héich spezialiséiert Personal verlaangt, fir all déi Dispositiounen ëmzesetzen. Eng zentral Datebank huet den Avantage, dass déi bescht Konditioune vu Sécherheet an Technizitéit geschaaft kënne ginn. D'Responsabel vum Ministère hunn och drun erënnert, dass bis virun enger Rei Joren dezentral Datebanken iwwerall an de Schoulen entstane sinn, déi am Ufang ouni seriö Kontroll vun Zougang zu den Daten a vun der Iwwermëttlung vun Date fonctionnéiert hunn. Et war eréischt de Règlement grand-ducal vum 20. Juni 2001, deen e geregelte Kader geschaaft huet.

Et bleift natierlech, dass et weider Fichieren an de Lycéeën an an de Schoule gi wäert, wou méi spezifesch lokal Donnéeë gesammelt ginn, déi nëmme fir déi Schoule vun Interessi sinn. Et wäert och weider perséinlech Schülerdatebanke ginn, zum Beispill vun Enseignantë fir hir Klass. Och bei deene muss séchergestallt ginn, dass se deene strenge Regelen zum Schutz vu perséinlechen Donnéeën entspriechen, déi an dësem Projet an an anere gesetzleche Bestëmmungen enthale sinn.

Eng zweet Diskussioun goung iwwert de Risiko vun Abusë beim Zougang a beim Traitement vun de stockéierten Daten. Den Artikel 4 vum Gesetz gëtt all déi Quellen un, bei deenen Daten iwwer Schüler collectéiert kënne ginn. D'Gesetz beschreift genee, wat fir Quelle fir wat fir am Artikel 3 enthalen Zwecker Date gefrot kënne kréien. Esou kann am Fichier vun der Inspection générale - fir nëmmen dat Beispill ze ginn -, am Fichier vun der Inspection générale de la sécurité sociale fir d'Finalitéit 5 vum Artikel 3 Paragraph 1 d'Catégorie professionnelle vun de Représentants légaux vun de Schüler gefrot ginn, dat heescht fir Analysen a Fuerschung, awer nëmmen no Dépersonnalisatioun vun deenen Donnéeën.

Et soll och drun erënnert ginn, dass d'Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz bestëmmt, dass déi Leit, déi Donnéeë gefrot kréien, iwwert d'Finalitéit an den Traitement vun den Donnéeën, déi se liwweren, informéiert musse ginn.

Den Artikel 4 Paragraph 5 vun onsem Gesetz seet och, dass Donnéeën iwwer Leit, iwwert déi Persounen, déi d'Donnéeën traitéieren oder traitéiert hunn, d'Informatioune selwer, déi traitéiert goufen, den Datum an d'Auer vum Traitement enregistréiert ginn an dräi Joer laang gehale ginn, fir op déi Manéier och retracéiert kënnen ze ginn.

Artikel 4 Paragraph 7 seet weider, dass, wann de Schüler an eng Schoul vum Fondamental kënnt oder wann en an e Lycée ageschriwwe gëtt an dobäi perséinlech Donnéeë gesammelt ginn oder wann an engem anere Kontext Donnéeë vun him collectéiert ginn, d'Représentants légaux respektiv dee groussjährege Schüler individuell a schrëftlech informéiert ginn iwwert d'Finalitéit vum Traitement vun den Donnéeën, vun den Daten, d'Destinatairen, d'Recht op Zougang dozou an och iwwer hiert Recht, déi Daten ze berichtegen.

Den Transfert vun Daten un aner Institutiounen an Organisme soll an Zukunft duerch eng ofgeséchert Kommunikatioun zwëschen informatesche Systemer geschéien. An deem Zesummenhang kann ee soen, dass d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz an der Logik vum Virgoe vun der Regierung leien, fir déi 700 besonnesch sensibel Datebanke vun der öffentlecher Hand ofzesécheren, esou wéi de Cyber Security Board vum Lëtzebuerger Stat dat zréckbehalen huet. Et ass och vun Interessi ze wëssen, dass de Stat a seng Datebanken net iwwert de geméinlechen Internet fonctionnéieren, mä iwwer eegen, staark ofgeséchert Réseauen.

Här President, eng besonnesch sensibel Fro ass déi vun der Schülerkaart, déi eng Foto begräift niewent dem Numm a Virnumm vum Schüler, dem Lycée, an deem en ageschriwwen ass, dem Gebuertsdatum, der Adress, wann d'Kaart fir de Bus gebraucht gëtt, dem Identifiant an der Matricule vun der Sécurité sociale a Form vun engem Code-barres.

Déi Schülerkaart ass eng offiziell Pièce d'identification fir Secondairesschüler, déi eng Aart Passe-partout fir all Lycéesschüler duerstellt. De Schüler kann domat Bicher an der Schoulbibliothéik léinen, Zougang zu gewësse Säll kréien oder och Zougang zu der Schoul oder zum Parking, Accès zur Fotokopie, d'Bezuele vu Kopien, Accès zum Schoulrestaurant an esou weider.

De Ministère de l'Éducation nationale wollt d'Foto vun de Schüler an der Schülerdatebank mat stockéieren. Souwuel de Conseil d'État wéi d'Commission nationale pour la protection des données hu sech dogéint gewiert, well dat biometresch Donnéeë wären. D'Kommissioun huet sech dorop gëeenegt, dass d'Foto zwar op d'Kaart gesat ka ginn, mä innerhalb vun zwee Méint no dem Ausliwwere vun der Kaart automatesch an onwidderrufflech aus der Datebank verschwënnt.

Här President, eng wesentlech Fro bei all zentralen Datebanken ass den Ëmgang domat, dat heescht den Accès zu den Daten an d'Erlaabnis, Daten ze traitéieren. D'Regierung huet an deem Zesummenhang der Kommissioun matgedeelt, dass an de leschte fënnef Joer de Ministère de l'Éducation nationale e Système d'identification et d'accès fir déi insgesamt 80.000 Schüler an Enseignanten agefouert huet. Jiddwereen huet den Identifiant unique mat engem Nom d'utilisateur an engem Passwuert.

Fir déi ongeféier 10.000 Enseignanten ass den Identifiant un eng LuxTrust-Zertifikatioun gebonnen, a lues a lues soll déi ganz Schoulgemeinschaft esou e Certificat kréien, soudass den Accès zu den Applikatiounen, zu deenen déi eenzel Utilisateure per Gesetz e Recht hunn, duerch eng staark Authentificatioun geséchert an doduerch och d'Traçabilitéit vun den Accèsen zu den Date kloer nozevollzéien ass.

Den Artikel 5 vum Gesetz leet fest, dass e System vu Gestioun vun den Identitéiten an dem Zougangsrecht d'Aarbecht mat den Date per Règlement grand-ducal festleet.

Den Artikel 6 bezeechent all déi Institutiounen an Drëttpersounen, fir déi de Ministère de l'Éducation nationale autoriséiert ass, perséinlech Schülerdate weiderzeginn. Dëst sinn an der Haaptsaach Verwaltungen an öffentlech Établissementer.

D'Finalitéit vun der Kommunikatioun vun Date muss ugi ginn. E Règlement grand-ducal soll genee d'Donnéeë beschreiwen. Och bei dësem Artikel ass ganz restriktiv virgaange ginn.

Esou kritt den Transportministère zum Beispill fir d'Organisatioun vum Schülertransport nëmmen Donnéeën, fir den Transport scolaire individualisé ze organiséieren, an net fir de Schülertransport allgemeng.

D'Gemenge kréien nëmmen Donnéeën, fir d'Schoulflicht ze kontrolléieren, awer net zum Beispill fir aner Zwecker, wéi zum Beispill Bourssen ze verdeelen.

An och de Service National de la Jeunesse gouf an där Lëscht vun all deenen Institutioune gestrach, grad wéi d'Uni Lëtzebuerg, well d'Finalitéit dovunner net kloer genuch war. D'Uni huet allerdéngs d'Méiglechkeet, nom Artikel 8 an Zesummenaarbecht mam Ministère de l'Éducation nationale perséinlech Daten ze gebrauchen, déi esou traitéiert ginn, dass et onméiglech ass, déi betreffend Persounen ze identifizéieren.

Op Wonsch vum Conseil d'État gouf och festgehalen, dass d'Donnéeën iwwert d'Nationalitéit an de Pays d'origine oder iwwer e Statut de protection internationale oder de Placement vun engem Mineur an enger Structure d'accueil net un Drëttpersoune communiquéiert däerfe ginn.

Wéi laang schlussendlech däerfen d'Donnéeë gespäichert bleiwen?

Am Ufank, wéi gesot, sollt dat 15 Joer laang méiglech sinn. De Statsrot huet sech deem opposéiert, och am Hibléck op d'Konventioun fir de Schutz vum Traitement vu Persounendate vum 28. Januar 1981, déi duerch d'Gesetz vum 19. November 1987 transposéiert gouf. Duerfir goufen d'Daten a verschidde Kategorien opgedeelt.

Fir sougenannt Études longitudinales kënnen d'Donnéeë siwe Joer laang nom Ofschloss vun der Schoul gehale ginn. Déi Donnéeë ginn dépersonnaliséiert.

All Donnée - zweet Kategorie -, all Donnée iwwer Remédiatioun, Dispensen, Absencen, spezifesch Aménagementer an der Schoul gi beim Ofschloss vun der Schoulzäit vum Schüler geläscht.

Méiglech an noutwendeg bleift selbstverständlech, drëttens, den Archivage vun Informatiounen iwwert d'Diplomer an d'Zensuren, déi fir eng Zertifikatioun gebraucht ginn.

Dëst sinn, Här President, déi wesentlech Bestëmmunge vun deem Gesetz. D'Kommissioun zesumme mat der Regierung huet déi Aarbecht intensiv duerchgefouert an, ech mengen, ass zu engem gudde Resultat komm, wat kann engersäits déi Datebank esou sécher wéi méiglech maachen, dee gréisstméigleche Schutz vun der Privatsphär garantéieren an och en effikasst Instrument fir d'Organisatioun vun der Schoul sinn.

Dat gesot, Här President, géif ech selbstverständlech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet bréngen an ech bieden och d'Kolleegen an d'Kolleeginnen, deem zouzestëmmen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, Merci fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Ech félicitéieren dem Här Fayot awer och virun allem fir seng kompetent, roueg a gedëlleg Aart a Weis, wéi hien d'Sitzunge vun der Éducationskommissioun an dësem Dossier, grad wéi iwwregens all Woch, leet.

Zum éischte Punkt: Den Dossier Schülerdatebank ass sécher ee ganz sensibele Gesetzesprojet. Et handelt sech ëm perséinlech Donnéeë vu meeschtendeels mannerjährege Leit, vu Kanner. Et ass u sech och näischt komplett Neies, wat mir haut maachen, well, wéi de Rapporteur virdru gesot huet, den „Fichier Scolaria", dee gëtt et schonns zënter méi wéi zéng Joer an der Grondschoul grad wéi och d'Fichiers élèves an den eenzelne Lycéeën. An déi Fichieren, déi ginn elo an enger Datebank zesummegefouert.

D'Schülerdatebank gëtt elo mat engem Gesetz geregelt an net, wéi bis elo, mat engem Règlement grand-ducal. Et geet och net méi, dass all Schoul, verschidden Enseignanten aus duerchaus ëmmer gutt gemengte Grënn hir eege Fichieren dann opstellen. D'Sécherheet vun de Schülerdate gëtt mat dësem Gesetzesprojet sécherlech méi grouss. Dat begréisst d'CSV-Fraktioun och ausdrécklech.

D'Chamber décidéiert nämlech haut mat, wat fir eng perséinlech Donnéeën zu wat fir engen Zwecker kënne gespäichert an och genotzt ginn. A jiddwereen, an dat ass wichteg, huet sech an Zukunft och un dee gesetzleche Kader ze halen. Mécht een dat net, da riskéiert ee Sanktiounen, och strofrechtlech Bestëmmungen.

Zweete Punkt: D'CSV deelt och d'Finalitéit, also de Sënn an Zweck vun esou enger Datebank. Éischtens d'Verbesserung vun der administrativer a pädagogescher Gestioun vun de Schüler, besonnesch an engem Schoulkontext, deen, wéi de Rapporteur et virdrun och preziséiert huet, vill evoluéiert. An zweetens d'Schafe vu bessere Rahmebedéngungen, fir d'Qualitéit vun dem Enseignement an Zukunft kënnen ze plangen an och ze préiwen.

Drëtte Punkt, Här President: An Zukunft gi méi Schülerdate gespäichert. Dat soll een och kloer soen. Et kënnen och méi Acteuren dës Donnéeën, wéi bis elo, kucken. Dat Ganzt muss an engem strikte Kader duerfir oflafen. An do spillt de Schutz vun der Privatsphär, ee Recht op Privatliewen, wat an eiser Verfassung verankert ass. De Schutz vun de perséinlechen Donnéeë gëtt och ausdrécklech an der EU-Grondcharta grad wéi iwwert déi europäesch Mënscherechtskonventioun garantéiert.

De Schutz vun dem Privatliewe kann nëmmen duerch ee Gesetz limitéiert ginn, wann dës Aschränkung noutwendeg ass, fir engem héijeren Intérêt vun der Gesellschaft ze déngen. An et spillt ëmmer, bei all deene Saachen, de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet.

Aus deene Grënn huet och d'Lëtzebuerger Dateschutzkommissioun gefuerdert, dass d'Schülerdatebank misst duerch e Gesetz geregelt ginn an och huet se op de Prinzip vun der Verhältnisméissegkeet higewisen. D'CSV deelt déi kritesch, mä ëmmer konstruktiv Avisen, déi an dësem Dossier vun der Dateschutzkommissioun, der CNPD, erakomm sinn.

Véierte Punkt: Déi ganz sensibel Elementer vum Gesetzesprojet si virun allem d'Späichere vun enger Foto vum Schüler grad wéi d'Informatiounen iwwert de kulturellen, sozioekonomesche Milieu vun der Famill vum Schüler. Ob d'Akommeskategorie vun den Eltere muss erfaasst ginn, do si mir als CSV-Fraktioun net esou iwwerzeegt. Duerfir hate mir mat der ursprénglecher Fassung vun dem Projet de loi och eenzel Bedenken. Ech soen herno dozou méi.

Dës Donnéeë ginn nämlech wäit iwwert dat eraus, wat am Gesetz vun 2009 iwwert d'Grondschoul virgesi war, nämlech de Respekt

vun der Schoulflicht, der Assiduitéit vun dem Schüler an der Kontroll vun dem Erfëlle vun de Missiounen, déi d'Schoul nun eben emol huet.

D'CSV ass awer d'accord mat dem Gesetzesprojet, esou wéi en elo virläit.

Mir deelen d'Usiicht vun der Regierung, fir méi Donnéeën ze späicheren. D'Missioune vun der Schoul haut gi méi wäit, wéi dat nach fréier de Fall war. Et geet duerfir net méi duer, fir einfach nëmmen d'Coordonnéeë vun dem Schüler ze hunn. D'Schoul muss haut der soziokultureller Diversitéit vun hire Schüler Rechnung droen. Eventuell Inegalitéite musse kënnen opgedeckt an och behuewe ginn. All Schüler muss eng fair Chance kréien, fir seng Schoul ze packen. De Schüler muss kënnen individuell begleet ginn, a mir sinn och duerfir als CSV mat enger méi breeder Datenoplëschtung averstanen.

Mä an der Contrepartie muss den Droit de regard, wat mat den Donnéeë geschitt, awer och séchergestallt ginn, jo, e muss verstäerkt ginn. D'CSV begréisst duerfir, dass am Kontext vun dësem Gesetzesprojet ausdrécklech op d'Applikatioun vun dem gesamten Dateschutzgesetz higewise gëtt.

Fënnefte Punkt: Ee Grondprinzip vun dem Dateschutzgesetz ass, dass all Traitement vu perséinlechen Donnéeën nëmme mat dem Accord vun der concernéierter Persoun ka geschéien. Obligatoresch mussen duerch dëse Projet geliwwert gi vun den Elteren an dem Schüler déi klassesch Donnéeën, wéi den Numm, de Geburtsdatum, d'Adress, d'Tëlefonsnummer, d'Nationalitéit. An derbäi kënnt nach fir de Schüler, wéi virdru gesot, och eng Foto.

Wat awer elo d'Informatiounen iwwert de familiäre Kader vum Kand an de Revenu vun den Elteren ugeet, esou mussen dës Informatiounen net obligatoresch geliwwert ginn. De Refus vun Indicatiounen iwwert de kulturellen, familiären a professionelle Milieu kann net strofrechtlech sanktionéiert ginn. Liwwert eng Famill also keng Informatiounen iwwer hir Akommeskategorie, dann zitt dat keng Konsequenze mat sech. D'Eltere sinn also fräi, ze décidéieren, ob si wëllen dës Informatioune ginn oder net. Dat ass fir d'CSV e wesentleche Punkt. An den ursprëngleche Gesetzestext gouf och op deem Punkt geännert. Well et sech ëm e fräiwëllegt Liwwere vun dëse sensibelen Donnéeën handelt an net ëm eng Flicht, kann d'CSV där Bestëmmung och ouni Zweifel zoustëmmen. D'Verhältnisméissegkeet ass op deem Punkt erfëllt.

Här President, sechste Punkt: d'Identifikatioun am Gesetz vun de Persounen, déi Zougang zu dësen Donnéeën hunn. D'Gesetz iwwert d'Schoulflicht vun 2009 schwätzt vun Donnéeën, déi zwëschen dem Éducationsministère, de Schoulen an de Gemengen ausgetosch ginn. De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmmen, erweidert de Krees vu Leit, déi mat dësen Donnéeën a Verbindung kommen. Dat sinn déi klassesch Verwaltungen a Servicer wéi d'Pensiouns- a Krankekeesen, den Éducationsministère, de Familljeministère, d'Sozialversécherungen. Si kréien all Donnéeën an dës Donnéeë sinn net dépersonnaliséiert. Ob dozou och de CEPS/Instead muss derzougehéieren, dat sief dohinnergestallt.

D'CSV begréisst, dass kloer am Gesetz festgeluecht ass, wien iwwerhaapt bannent dem Stat Accès zu den Donnéeën huet an zu wat fir engen Zwecker. Et ass och gutt, dass d'Gesetz festleet, dass muss während dräi Joer kënnen notracéiert ginn, wie wéini wat fir eng Donnéeë vu wiem gekuckt huet. D'CSV wëllt, dass all Moossname getraff ginn, fir dass et net zu eventuellen Abusë kënnt. Dofir mussen all Acteure mat dësem System a senge Sécherheetsbestëmmunge vertraut gemaach ginn. D'Sécherheetsmoossname mussen och an der Praxis applizéiert ginn. Mir brauchen eng Kultur vun dem Dateschutz an der Verwaltung, an dat zielt besonnesch fir d'Schülerdatebank.

Et däerf keng zweet Geschicht „médico-sportif" méi ginn! E Verstouss géint den Dateschutz, dat ass kee Kavaléiersdelikt. Wann esou eppes géif virkommen, besteet d'Dénonciatiouns-, dat heescht d'Meldeflicht geméiss dem Artikel 23 vun dem Code d'instruction criminelle an dem Parquet mussen dann och, bei egal wiem, Ross und Reiter genannt ginn. Administrativ mussen dann och déi néideg Konsequenze gezu ginn an eng eventuell Affär, déi däerf net ënnert den Teppech gekiert ginn.

D'CSV geet och dovun aus, dass geméiss dem Prinzip vun der Extensioun vun dem Droit d'accès mëttelfristeg den eenzelne Schüler zu jiddwer Moment Ableck kann hunn, wat fir eng Donnéeë vun him zu wat fir engen Zwecker vu wiem consultéiert goufen.

Siwente Punkt, elo méi fein: Fir d'CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass de Gesetzesprojet festleet, dass d'Donnéeën un Drëttpersounen - zum Beispill fir Etüdenzwecker - nëmmen dépersonnaliséiert weidergi kënne ginn. D'Date mussen esou dépersonnaliséiert ginn, dass et net méiglech ass, d'Leit ze identifizéieren, op déi sech dës Donnéeën iwwerhaapt bezéien.

Aachten a leschte Punkt: D'CSV-Fraktioun begréisst et, dass de Stockage vun der Foto vum Schüler net iwwert deen néidegen Zäitraum vun zwee Méint, wou d'Schülerkaart „myCard" an der Maach ass, méiglech ass. Och hei gouf nogebessert an déi Endfaassung vun dem Projet de loi, esou wéi se haut virläit, dréit alle Bedenke vun der Dateschutzkommissioun an dem Statsrot op deem Punkt Rechnung.

D'Dateschutzkommissioun hat an hirem Avis kloer ënnerstrach, dass dat ee sensibele Punkt wier, well heizuland a kenger anerer Datebank eng Foto vu Leit stockéiert gëtt oder vill méi däerf ginn. D'Gemengen däerfen dat also och net maachen, obschonn dat an enger oft gutt gemengter Absicht an eenzelne Populatiounsbüroe bis elo de Fall war.

Här President, dëse Gesetzesprojet gouf net zu Onrecht am Ufank kritiséiert, well en iwwert d'Zil erausgeschoss huet. De Projet gouf awer opgrond vun den Avisë vun dem Statsrot an der Dateschutzkommissioun adaptéiert. De Projet entsprécht a senger Endfaassung elo de Standarde vun dem Dateschutz. D'Éducationsministesch war an dësem Dossier ganz kompromëssbereet. Dat sollt och gesot ginn an dat verdéngt, Madame, eis Unerkennung. D'CSV stëmmt och duerfir dëse Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Och e Merci un de Rapporteur, deen effektiv hei déi Aarbechte mat ganz vill Feingefüh! an och ganz vill Rou geleet huet. Bei deem Projet, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, geet et ëm e ganz sensibele Sujet, nämlech d'Sammele vu ganz perséinlechen Daten an Informatiounen iwwer Mënschen, jonk Mënschen, an och iwwert déi Fro, wéi de Stat mam Schutz vun dësen Daten a letztendlech mat dem Schutz vun der Privatsphär vun de Bierger an de jonke Mënschen ëmgeet.

Ech mengen, deen éischten Text, deen d'Regierung virgeluecht hat viru bal zwee Joer, war extrem kontroverséiert an huet eigentlech, fir et emol esou ze soen, de Geck awer gemaach mat ville Prinzipen an Dispositioune vum Dateschutz och vum entspriechende Gesetz vun 2002.

D'Avisë vum Statsrot a besonnesch och vun der Commission nationale de la protection des données, mä awer och aner Avisen, déi mer kruten, waren deementspriechend ganz kritesch a méi wéi eng Kéier ass ebe gesot ginn, datt d'Dispositiounen am Gesetz inakzeptabel wieren. Den Text ass opgrond vun deene ville Kritiken op där enger oder anerer Plaz nogebessert ginn. Dat muss een unerkennen. Mä nach bleift fir d'DP den Text mat villen, ze ville Problemer a Risike behaft.

Dësen Text an d'Uleeë vun der Datebank gëtt vun der Regierung jo domadder argumentéiert, datt een doduerjer eng besser administrativ Gestioun vun de Schüler kritt - jo, domadder kann een averstane sinn -, mä datt een awer och iwwert dee Wee kann e bessere Bléck op d'Schoul an hir Problemer werfen. Och do kann een am Prinzip domadder averstane sinn.

Et ass jo esou: D'DP ass wierklech net géint besser a méi pertinent Statistiken am Beräich vun der Schoul. Au contraire, mir hu méi wéi eng Kéier bedauert, datt et zum Deel u brauchbaren Donnéeë feelt, wann ee wëllt Analysen a méi pousséiert Recherchen iwwer eise Schoulsystem maachen, besonnesch och, wann et ëm Études longitudinales geet. Zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei Schwaachpunkten, wat de Monitoring vun dem Enseignement ugeet. Et feelt op där enger oder anerer Plaz u fiabelen a repräsentativen Donnéeën, déi ee bräicht, fir och zum Beispill Reformen dorobber kënnen opzebauen.

D'Fro ass awer dann: Brauch een da wierklech elo esou eng flächendeckend a massiv Datenerhiewung vun allméiglechen Informatiounen iwwer all Schüler hei am Land? Ass dat wierklech d'Solutioun da vun all de Problemer? Kënne mer mam „gliesenen" Schüler, fir et emol esou ze soen, kënne mer domadder all eis Problemer erkennen an dann och deementspriechend eis Schoul dorobberhi veränneren?

Brauche mer wierklech vun der Matricule iwwert d'Pai vum Papp bis hin zur Foto vun de Schüler all déi sëllech privat Donnéeën, fir méi kloer ze gesinn an eisem Schoulsystem, fir dee besser kënnen ze verwalten? Ech ziele se elo net alleguerten op, mä wann ee kuckt am Gesetz, ech mengen, et sinn iwwer 50 Donnéeën, déi do gesammelt ginn, respektiv nach méi - ech hunn elo a Kategorië gezielt -, dat sinn enorm vill Donnéeën, déi hei digital stockéiert ginn.

Wéi gesot, et gëtt sécher Donnéeën, déi sënnvoll si fir Laangzäitetüden. Et gëtt awer och Donnéeën, déi hei gesammelt ginn, déi net onbedéngt derzou wäerte bäidroen, datt eise Schoulsystem ka besser duerchliicht ginn a Bezuch op seng spezifesch Problemer. Well wat d'Experten ëmmer erëm soen, dat ass, datt een, wann ee spezifesch Problemer vun eiser Schoul wëllt analyséieren, dann eigentlech soll oder muss iwwer méi kleng Échantillone fueren, déi engem et dann erméiglechen, och vill méi differenzéiert ze analyséieren, méi pousséiert ze analyséieren an och méi differenzéiert Konklusiounen ze zéien. Besonnesch ass dat de Fall, wann et ëm soziokulturell Aspekter an der Schoul geet.

Méi cibléiert Etüden, méi punktuell Etüden erméiglechen och, datt ee méi schnell ka virgoen an datt déi Donnéeën och méi einfach kënnen anonymiséiert ginn an och méi einfach kënne geläscht ginn a virun allem, datt déi Donnéeën net herno an engem Zentralcomputer mat x aneren Donnéeë kënne weidervernetzt ginn.

An deene leschte Joren hu mer jo awer iwwert dee Wee och eng Rei Erkenntnisser an eiser Schoul gesammelt. Mir wësse mëttlerweil, datt Kanner aus sozial défavoriséierte Milieue méi Schwieregkeeten an der Schoul hunn. Mir wësse mëttlerweil, datt Kanner mat Migratiounshannergrond éischter Schwieregkeeten hu mat der däitscher Alphabetiséierung. Mir wësse mëttlerweil och, datt vill lëtzebuergesch Kanner méi Schwieregkeete mat der däitscher (veuillez lire: franséischer) Sprooch hunn. Dofir hu mer keng „Big-Brother-Datebank" vun de Schüler gebraucht, mä dat ass, wéi gesot, iwwer méi cibléiert Etüde bei concernéierte Schoulpopulatioune gemaach ginn.

An ech mengen, et ass och eng Illusioun, fir ze mengen, wann een elo esou eng enorm Datebank huet, herno bräicht een einfach dann nëmmen e Knäppchen ze drécken, fir dann och déi fäerdeg Solutiounen do erauszekréien, wéi een eis Schoul kéint verbesseren. Virun allem, de Risiko ass, datt een hei eng enorm Datebank kreéiert, ech géif soen, bal eng digital Deponie hei opbaut, mat all deene Risikoen an Niewewierkunge fir de Schutz vun de Privatdonnéeë vun de Bierger hei am Land.

De Statsrot, de Conseil national de la protection des données, d'Chambre des Salariés, d'Studentenorganisatiounen, och ënner anerem d'Commission consultative des droits de l'Homme hunn déi Bedenke gedeelt an och kritiséiert, datt ebe mat dësem Projet ze vill perséinlech Donnéeë gesammelt ginn, déi net onbedéngt noutwendeg sinn, fir en appropriéierte Monitoring oder fir eng noutwendeg Gestioun vun eise Schoulen ze maachen.

Besonnesch an der Kritik stinn eben déi Informatiounen, déi iwwert de sozioprofessionellen an de soziokulturellen Hannergrond gesammelt ginn: Wat schaffen d'Elteren? Wat verdénge se? Si se bestuet, gescheet, wou komme se hier? Hei geet et ëm ganz privat, sensibel Donnéeën, déi, wa wierklech esou Donnéeë misste gebraucht ginn, eventuell a punktuelle Studien, wéi gesot, kéinten erhuewe ginn anonym, mä awer net, datt se solle flächendeckend gesammelt ginn an och iwwer e laangen Zäitraum gespäichert ginn.

Sécherlech, déi eng oder aner Donnéeën - mä Virriedner huet et gesot - kéinte fakultativ sinn. Mir wëssen, wéi dat geet, datt herno awer do eng Rei Eltere Formulairen ausfëllen, sech net bewosst sinn, wat se eventuell do..., firwat datt se do ënnerschreiwen, an datt herno awer vu ganz villen, vläicht net vu jiddwerengem, mä vu ganz ville Leit, vu ganz villen Elteren déi Donnéeën dann awer zentral géréiert ginn. Ech mengen, d'Pai oder d'Akommes vun den Elteren, ob fakultativ oder net, ass a mengen Aen eng Donnée, déi iwwerhaapt guer keng Relevanz an enger Analys iwwert d'pädagogesch Problemer an der Schoul huet.

Mir kënnen e Kand hu vun engem Immigrant, deen, ech soen emol, eng Pizzeria oder soss e Restaurant opmécht, deen immens gutt fonctionnéiert a wou also d'Elteren éischter e ganz héije Revenu hunn, wou d'Kand awer eng ganz Rei Problemer vläicht kéint mat der Sprooch hunn. Mir kënnen och ëmgedréit Kanner hunn aus lëtzebuergesche Familljen, déi vläicht an engem Akommes leien, dat net ganz héich ass, mä wou sech vill ëm d'Kand gekëmmert gëtt, dat gutt encadréiert ass, dat vläicht och nach mat deenen néidege groen Zelle vun Ufank un ausgestatt ass, dat dann also e ganz anere Parcours mécht, wéi dat vläicht op den éischte Bléck kéint sinn, wann een awer seet: Eng héich Pai ass automatesch e Schüler, deen et méi einfach huet, eng niddreg Pai oder en niddregt Akommes ass de Géigendeel.

Ech mengen, esou Donnéeën, déi ginn eigentlech keen eppes un, ausser vläicht d'Steieramt, mä soss awer net an iergendenger Form eng administrativ Verwaltung an der Schoul. Firwat brauch een d'Matricule vun engem Schüler an den Elteren? Wat bréngt et der Etüd zum Beispill, wann een déi Matricule kennt, wann een eng Etüd wëllt maachen iwwert d'Verbesserung vun dem Wëssen an de Sciences naturelles?

Wéi gesot, sécher gëtt et och an all deenen Donnéeën, déi een hei sammelt, der, déi fir reng administrativ Zwecker gebraucht ginn. Dat ass besonnesch um Niveau vun de Schoulen: Déi eenzel Schoule brauchen zum Beispill Adressen, fir Bulletinen ze verschécken, fir d'Circulairen ze verschécken, déi Schoule brauchen och eventuell eng Foto. Mä an eisen Ae sollen dann esou Donnéeën, déi wierklech fir d'Administratioun gutt sinn an der Schoul, déi sollen dezentral um Niveau vun der Schoul ugeluecht ginn a géréiert ginn. An de Stat, dee soll, neen, dee muss sech dann awer drop beschränken, datt awer ganz kloer Virgaben un d'Schoule ginn, wat fir eng Donnéeë se dierfen ophiewen a wéi da kloer mat deenen Donnéeë verfuer gëtt, besonnesch am Respekt vum Dateschutz.

Ech mengen, dat ass jo och dat, wat ëmmer erëm an deene kriteschen Avisë virkomm ass, besonnesch och an deem vun der Commission nationale de la protection des données. Si hu sech wierklech besuergt gewisen, datt ze vill Donnéeën eben zentral gesammelt ginn an datt een do eben op eng Aart a Weis virgeet, déi awer ganz oft am Konflikt zu verschiddenen Dispositioune vum Dateschutzgesetz vun 2002 steet.

Als Beispill kann een dat huele vun der Foto vun de Schüler. D'CNPD huet jo wierklech missen drop insistéieren, datt eng Foto eng «donnée biométrique et personnelle sensible» ass an datt déi net dierft permanent an engem zentrale Computer am Éducationsministère stockéiert ginn, wéi dat jo awer am éischte Worf vum Projet virgesi war.

Sécher, et ass nogebessert ginn, mä awer nëmmen hallefhäerzeg. Et ass dobäi bliwwen, datt awer d'Fotoe kënne während enger Zäit zentral gespäichert ginn. An och, wann dat nëmmen zwee Méint sinn, dat ass eng Zäit, wou ee weess, wann ee wëllt an e Computer eran, wann ee wëllt Mëssbrauch maachen, dann ass een do an zéng Sekonnen, an enger hallwer Minutt dobannen. Do sinn eigentlech zwee Méint och scho vill ze laang. An dat gëtt et och fir keng aner - ech soen elo emol - Kaarten, déi hei am Land gemaach ginn, och emol net fir d'Carte d'identité!

Här President, et muss ee sech bewosst sinn, datt mer hei mat dësem Gesetz eppes opbauen, wat et och bis elo nach net am Land ginn ass. Hei gëtt elo wierklech systematesch vun all Schüler, wierklech all Schüler, systematesch eng detailléiert digital Fiche mat ville wäitreechenden Informatiounen opgestallt an zentral gelagert, ouni datt een hei definitiv kann d'Confidentialitéit vun deenen Donnéeën an de Schutz vun deenen Donnéeë sécheren.

Hei ass et jo: Am Fong geholl fänke mer hei bei de Schüler un, mä herno hu mer eng Datebank, wou mer hei net nëmme vun all Schüler - mä dat sinn herno déi erwuesse Persounen - en ëmfaassende Fichier hunn, mä vun all Bierger hei am Land praktesch een hunn. An et gëtt keng Datebanken, déi honnertprozenteg sécher si géint Geforen, géint Ugrëff an Hacking.

Virun allem och: Et sinn a bleiwen d'Mënschen, déi hannert deene Computere sëtzen, déi déi Donnéeë géréieren, mat hire Stäerkten a Schwächten, déi esou Bases de données verwalten, déi dann och e Risiko oder Schwaachstellen duerstellen. Mir wësse jo spéitstens säit der Affär „Médicoleak", datt et besonnesch beim Stat a senge Verwaltunge bis haut keng richteg Sécherheetskultur am Verwalte vun de Bases de données gëtt.

An och hei muss ech soen, de System LuxTrust, op dee gäre verwise gëtt, deen den zoustännege Minister jo och gären an d'Vitrine stellt, dat ass keng absolut Garantie, datt net awer vu baussen ee kann an de System erakommen an u sensibel a perséinlech Donnéeë kommen. Och wann ee beim Stat en interne Réseau huet, ass dat keng absolut Garantie: Wann de Beamten un engem Computer sëtzt an dee Computer ass awer un den Internet, un de weltwäite Réseau ugebonnen, heescht dat och, datt dee Computer op där anerer Säit mat dem interne Réseau verbonnen ass, datt awer do eigentlech d'Schwaachstell och dee Computer ass, dee souwuel un den Internet wéi och un den interne Réseau ugebonnen ass.

An ech mengen, déi rezent Attacke vun „Red October" - net méi spéit wéi elo haut hu mer dat jo an der Zeitung gelies vun „Italduke", fir et emol esou ze nennen, oder ech weess net, ob ech et elo richteg ausgeschwat hunn - op Computere vun Département-ministériellen

hunn dat jo nach eng Kéier ganz däitlech gemaach. Wat fir e Mëssbrauch kéint esou eng Attack uriichten, wa se géif zum Beispill an deen enormen Zentralfichier, dee mer hei elo schafen, wann een do géif eragoen! Do hätt ee jo wierklech um Zerwéierplateau all d'Informatiounen oder enorm vill Informatioune vun all Schüler, ebe vun der Foto bis iwwert de Beruff an eventuell d'Krankegeschicht vun den Elteren, bei deene Kanner eben, oder vun den Eltere vun de Kanner.

Ech mengen awer, dee gréisste Problem mat dësem Gesetz - ech mengen, hei si jo nach Saachen, wou ee kéint soen, okay, mat e bësse guddem Wëlle kéint een do mat deene Saachen d'accord sinn; wéi gesot, et sinn awer ze vill Donnéeën! -, dee gréisste Problem mat dësem Gesetz ass awer bestëmmt, datt et och nach méiglech gëtt, datt déi Schülerdatebank mat anere Fichiere ka vernetzt ginn, an och, datt ze vill Leit hei Zougrëff op eenzel Fichieren hunn oder se kënne matenee vernetzen.

D'Experten, déi warnen ëmmer erëm virun de Gefore bei den Transmissiounen oder der Vernetzung vu verschiddene Base-de-donnéeën. Zentralfichiere mat vernetzten Datebanke si Gefore vu baussen ausgesat, mä maachen awer och ëmmer erëm d'Dieren op fir Mëssbrauch vu bannen. Ech wéilt wierklech kengem Beamten am Viraus hei eppes ënnerstellen, mä de Risque vun inappropriéierte bis béiswëllegen internen Zougrëff op dës Daten oder op d'Kombinatioun vun Daten herno aus verschiddene vernetzten Datebanken ass ni ganz ausgeschloss. Do kann ëmmer iergendwou ee sëtzen, deen op de Knäppchen dréckt, dee kann ofruffe respektiv Mëssbrauch domadder maachen.

D'Expertë soen, de Facteur Mënsch ass a bleift dee gréisste Risiko bei der Gestioun vun Datebanken. Mir hunn dat hei kannt zu Lëtzebuerg. Ech hu virdrun „Médicoleak" genannt, mir kennen dat och am Privatsecteur. Ech wëll nëmmen erënneren drun, datt eng grouss Bank hei zu Lëtzebuerg an der Zäit enorm, enorm Problemer krut, well do ee Beamten och virun engem Computer Zougrëff hat op ganz vill Donnéeën, déi eigentlech net geduecht ware fir no baussen.

An hei eben, dat ass jo de Problem besonnesch hei an dësem Text, hei kritt den Éducatiounsministère, hei kréie Beamte mat dësem Text d'Erlaabnis, fir sech a mengen Aen an erschreckend vill Datebanke vum Stat anzeloggen a fir sech do eben och d'Donnéeën ze huelen. Den Éducatiounsministère an d'Beamten, déi kréien d'Erlaabnis, fir an net manner wéi eelef staatlech Base-de-donnéeën eranzegoen. Si kréien domat Zougrëff op de Registre général des personnes physiques et morales, op d'ADEM, op de Fichier vun de Studentebourssen, op Fichiere vun der Sécurité sociale, vun den Allocations familiales - ech misst elo de Projet de loi huelen, fir se all opzezielen - bis hin zum Fichier vum Service des immigrés.

Also, hei kréien den Éducatiounsminister respektiv seng Delegéiert Accès op esou Fichieren zougestanen. Hei kéint een eigentlech soen, hei kritt den Éducatiounsminister eng Lizenz fir d'Konsultatioun vu Fichiere vun ënnerschiddleche staatleche Stellen ausgestallt, wou een eigentlech kéint soen, de SREL wier souguer neidesch, well e keng esou eng Lizenz huet, fir an d'Computeren an d'Systemer vum Stat eranzegoen.

Ech mengen, esou e Fräischäin fir den Éducatiounsministère, fir Zougrëff op x verschidden aner sensibel Base-de-donnéeën ze hunn, steet och eigentlech guer net méi an der Relatioun mat den Objektiver vun dësem Gesetz, fir Etüden iwwer eise Schoulsystem ze maachen.

Et versteet een awer elo wéinstens, firwat datt een och d'Matricule vun all Schüler wëllt sammelen a vun den Elteren. Dat hunn ech mech jo virdru gefrot: Firwat brauch een déi? Jo, déi Matricule, déi gëtt virun allem hei gebraucht als Schlëssel, fir un déi aner Donnéeën erunzekommen, well dat ass jo e bëssen esou, déi Matricule ass de Schlëssel, fir an déi digital Pandora-Box eranzekommen. Well et ass jo gewéinlech, datt een hei duerch déi Matricule an der digitaler Welt identifizéiert ass, a mat deem Schlëssel kann een also dann iwwerall an aner Fichiere sech schnell eng Persoun erausfëschen.

Fir eis ass et awer och gradesou bedenklech a praktesch inakzeptabel, datt et och méiglech ass, datt ëmgedréit Informatiounen aus der Schülerdatebank un net manner wéi 14 aner Verwaltungen a Ministërë kënne weidergereecht ginn.

Firwat sollen iwwerhaapt eng Rei aner Departementer perséinlech Donnéeën aus där Schülerdatebank kënne kréien? Wat bréngt dat der Étude longitudinale iwwert d'Qualitéit vun der Schoul, oder der administrativer Gestioun vun de Schüler an hirem Lycée?

Wann de Schülertransport soll besser organiséiert ginn, da soll een dem Transportministère soen, wéi vill Schüler vun A a B an e Lycée solle gefouert ginn, awer net fir perséinlech Daten ze ginn. Wann de Schüler wëllt e perséinlechen Transporttitel kréien, da soll en dat wéi an der Vergaangenheet och selwer kënne maachen a selwer décidéieren.

An dann, stutzeg gëtt een awer och, sinn ech och do ginn an deem Text, wann dann op eemol dosteet, datt och de Gesondheetsministère soll däerfe perséinlech Daten aus där Schülerdatebank huelen, fir zum Beispill Analysen iwwert d'Gesondheet vun de Schüler ze maachen. Do kann ee sech jo da virstellen, wat een do ka matenee kombinéieren. Gesondheetsparcoursë mat soziokulturellen Donnéeë vun de Bierger kann ee kombinéieren. Dat si jo awer wierklech héich perséinlech Profiler, déi do iwwert d'Bierger kënnen erstallt ginn, ouni datt se vläicht herno emol iwwerhaapt eppes dovunner wëssen.

Dëse Projet de loi, deen erméiglecht och zum Beispill, datt den Éducatiounsministère de Privatschoulen am In- an Ausland Donnéeën iwwert de Schoulparcours gëtt. Dat ka vläicht vun der Zensur bis awer och hin zu Disziplinarverfahren, oder wat weess ech, sinn.

Dierf de Stat Provider aus där zentraler Datebank vu perséinlechen Date sinn u Privatorganisatiounen, u Privatschoulen?

Doriwwer eraus muss ee jo wëssen, bei deem Computer vun enger Privatschoul, déi do déi Donnéeë kréien, do sëtze jo keng vereedegt Beamten. Do sëtzen dann einfach Beamten, déi dës Donnéeën da benotzen a kënne weiderbenotzen oder weiderkombinéieren

Ech kéint hei eigentlech nach weiderfueren, firwat nach e sëllechen aner Verwaltungen, also insgesamt 14 Verwaltungen, Gremien, dat geet also och Privatschoule bis CEPS/Instead, déi kréien eigentlech erlaabt mat dësem Text, datt se kënne sech Donnéeë froe respektiv datt se eventuell sech och kënnen dann an där Datebank - ech soen emol salopp - zerwéieren.

An hei gëtt jo och dann de Risikofaktor vum Mënsch mat 14 multiplizéiert, wann och nëmmen all Kéiers ee sech do an deenen engen oder anere Verwaltungen ëm déi Traitementer vun deenen Donnéeë bekëmmert. Ech mengen, hei ass et kloer, hei an deene Punkten, do schéisst d'Gesetz wäit iwwer seng Objektiver eraus a bréngt wierklech grouss, grouss Geforen a puncto Dateschutz mat sech.

Och d'CNPD, d'Commission nationale pour la protection des données, huet insistéiert, datt «un nombre très, très restreint» vu Persounen nëmmen dierften Zougang zu all deene sëllechen Date kréien. Dëse Projet, an eisen Aen, respektéiert déi Fuerderungen net.

Letztendlech ass an eisen Aen och, datt en do net nëmmen d'Philosophie, mä och d'Grondprinzipië vu verschidden Dispositioune vum Dateschutzgesetz vun 2002 net respektéiert.

Här President, ech kommen zum Schluss, ech gesinn, datt meng Riedezäit esou lues ofgelaf ass. Ech mengen, fir d'Demokratesch Partei, Här President, ass a bleift de Schutz vun de perséinlechen Date vum eenzelne Bierger e fundamentaalt a wichtegt Recht, dat mat alle Moyenë muss verteidegt ginn. De Stat huet hei eng wesentlech Roll ze iwwerhuelen a muss sech eigentlech dobäi als ieweschten Dateschützer ervirdoen. Hie muss alles ënnerhuelen, fir dëse Schutz optimal ze garantéieren.

Mat dësem Projet de loi mécht d'Regierung dat an eisen Aen awer net. Au contraire, hei gëtt eng enorm Datebank geschaf, wou all jonke Mënsch massiv fichéiert gëtt. Virun allem duerch d'Gestioun an d'Vernetzung vun der Base de données mécht d'Regierung hei d'Diere grouss op fir eventuell e Mëssbrauch vu perséinlechen Daten an domadder letztendlech der perséinlecher Integritéit vun de Bierger.

D'Demokratesch Partei wäert duerfir dëse Projet net stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet, dee mer haut diskutéieren, huet nach ëmmer d'Nummer 6284 an heescht och nach ëmmer Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves.

Dat ass genau déiselwecht Nummer a genau deeselwechten Numm wéi dee Projet, deen de 17. Mee 2011 déposéiert ginn ass, mä dee Projet, dee mer haut votéieren, huet eigentlech net méi vill mat deem Projet ze dinn, deen déposéiert gi war. An dat glécklecherweis, well dee Projet - an dat ass vläicht deen eenzege Punkt, wou ech mam Président-rapporteur net ganz averstane sinn a sengem Virtrag hei -, dee Projet, deen déposéiert war, dee war mer do ze frëndlech an ze fein.

Dee Projet, wéi en hei déposéiert war, deen hat wierklech grave Lacunen. Mir haten dee laang a breet, och als Gréng an eise Gremien diskutéiert, a mir hätten deen net kënne matdroen, aus enger ganzer Rei Ursaachen, déi zum Deel hei opgefouert gi sinn, ugefouert gi sinn.

Zum Beispill war do dran, datt d'Donnéeë 15 Joer laang géife versuergt ginn, an zwar all Donnéeën. Do stoung dran, datt et eng Kommunikatioun mat Drëtte géif ginn, zum Beispill mat der Uni Lëtzebuerg, mam SNJ, mam CEPS/Instead, ouni datt missten déi Donnéeën dépersonnaliséiert ginn - oder dat stoung wéinstens net genügend am Gesetz.

Déi Terminologie, déi an deem éischte Projet verwennt ginn ass, déi war net d'selwecht wéi déi am Gesetz vum 2. August 2002 iwwert d'Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. D'Finalitéite vun der Kreatioun vun där Base de données, déi waren och net genau genuch festgehale ginn. Et war eigentlech e Projet, deen an deem Geescht geschriwwe war: Mir sammele méiglechst vill a wëlle méiglechst vill domadder maachen. Dat wär fir eis net akzeptabel gewiescht.

D'Recht op Informatioun an Asiicht op déi gesammelt Date war och net fest genuch verankert. An och d'Recht, fir falsch Daten ze redresséieren, stoung net tel quel an deem éischte Projet. An et war och net kloer, wéi eng Donnéeën datt missten obligatoresch gi ginn a wéi eng datt fakultativ wieren. An duerfir huet...

An da sinn ech awer erëm am Fridde mat dem President vu menger Kommissioun, deen hei zu Recht gelueft ginn ass. Mir hunn an der Kommissioun laang iwwert dat Gesetz diskutéiert. Mir hunn eng éischt Serie vu 17 Amendementer gemaach, fir aus deem Gesetz hei e bessere Projet ze maachen, fir och op déi Awänn, déi vum Statsrot komm sinn, an op déi Abwänn, déi vun der Commission nationale pour la protection des données komm sinn, anzegoen. Mir hunn nach eng zweet Serie vun erëm eng Kéier siwen Amendementer gemaach, an du si mer schlussendlech dann zu engem Gesetzesprojet komm, deen ech kann als ganz akzeptabel bezeechnen.

Ass dat akzeptabel oder ass et ee gutt Gesetz, wat mer dann haut virleien hunn?

Et ass wierklech schued, datt den éischte Projet awer esou vill Lacunen hat, well dat huet all déi Avisen, déi waren negativ an déi hänke mer elo, déi zéie mer ëmmer nach mat ronderëm, mä déi bezéie sech op eng ganz Rei Kritiken, déi mer redresséiert hu mat dësem Projet.

Ech sinn der Meenung, datt dee Projet, wéi mer en elo hei virleien hunn, ee ganz grousse Virdeel huet par rapport zu der aktueller Situatioun. An ech géif mer och wënschen, datt mer a ganz villen anere Beräicher vun der Protection des données déiselwecht Standarden hätten, wéi mer se elo hei fir d'Schoule kréien.

Et ass jo gesot ginn, d'Schoulen hunn nach ëmmer Donnéeë vun hire Schüler opgeholl, dat ass noutwendeg. Eng Schoul mécht eng Gestioun vun de Klassen, vun den Noten, vun den Adresse vun hire Schüler. Ech ka mech nach un Zäiten erënneren, wou mer am Registre de classe opgeschriwwen hunn, wéi eng Relioun datt d'Kanner hätten. Déi Zäite si scho laang eriwwer. Den Här Fayot huet gezielt vun Ziedelen, déi a Këschte gesammelt gi sinn.

Ech soen awer och, datt et hei zu Lëtzebuerg eigentlech eng Onkultur vun Datesammele gëtt, selbstverständlech dépersonnaliséierter, well wann ee probéiert, d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Schoul zréckzetracéieren, dann huet ee Problemer. Ech hunn dat scho studiëméisseg probéiert, also dee Wiessel zum Beispill vun eisen Duerfschoulen op d'Zentralschoulen, et ass ganz schwéier, do Dokumentatiounen ze fannen, fir iwwerhaapt ze erklären an ze verstoen, wéi eis Schoul sech entwéckelt huet.

Natierlech muss een, ëmmer wann een Date sammelt, d'Devis hunn: Mir däerfen nëmmen dat sammelen, wat mer onbedéngt brauchen, a mir sollen esou vill wéi..., esou mann wéi méiglech sammelen. Et ass och kloer, datt mer, wa mer dat da sammelen, ee kloert Zil mussen hunn, an dat Zil muss och prezis beschriwwe sinn, firwat mer déi Date sammelen. Et ass och kloer, datt mer déi Daten net méi laang sollen däerfen halen, wéi et muss sinn. An et ass och kloer, datt, wann déi Daten net méi gebraucht ginn an no där Zäit, déi gesetzlech festgehalen ass, déi da musse komplett vernicht ginn.

Genausou wichteg ass et, datt den Accès zu deenen Donnéeë muss ageschränkt sinn a sécuriséiert sinn. An et ass och wichteg, datt déi Persoun, déi concernéiert ass, net nëmmen informéiert muss ginn iwwert dat, wat an hirem Dossier ass, mä och muss kënnen nokucken, wie sech da fir hir Donnéeën interesséiert huet a wéini datt dat geschitt ass.

Ech sinn der Meenung, mir sinn der Meenung als Gréng, datt de Projet de loi, dee mer haut virleien hunn an där leschter Versioun, déi mer dann och haut zum Vote hunn, deenen Exigenzen nokënnt. Mir sinn der Meenung, datt dëst Gesetz eng Noutwendegkeet ass, well mer jo iwwerall schonn d'Bases de données hunn an eise Schoulen, awer déi net op enger adequater legaler Basis berouen. Dat war iwwregens och e Fait, dee vun der Commission nationale pour la protection des données ugefouert ginn ass.

Et ass hei schonn e puermol ugeschwat ginn: Natierlech stellt ee sech d'Fro, ob déi Kollekt vun Donnéeën aus dem kulturellen, familiären a professionelle Milieu, ob déi Donnéeën noutwendeg sinn, ob een déi iwwerhaapt muss froen, an ob dat dann de Stat misst sinn, deen esou eppes freet, oder ob dee sech dann do eventuell schonn ze wäit an d'Privatliewe vun de Schüler a vun den Elteren amëscht.

Da muss een awer emol fir d'Éischt kucken: Wat sinn dann dës geheimnisvoll privat Donnéeën, déi mer froen? Ech zitéieren aus dem Gesetz. Et sinn déi Donnéeën «1. première langue et, le cas échéant, autres langues parlées au domicile; 2. rang des frères et sœurs;…» 3. d'Land vum Origine a wéini datt d'Leit an d'Land komm sinn; «…4. niveau d'études, catégorie professionnelle et niveau de revenus des représentants légaux de l'élève».

Et gëtt eng Rei Deputéierten, déi soen, datt et einfach net néideg ass, esou eng Donnéeën ze sammelen. Virun allem d'CSV huet sech ë bësse schwéiergedoen domat, datt mer froen nom Verdéngscht vun den Elteren.

Ech weisen awer drop hin, datt am Artikel 3 vum Gesetz steet, datt déi Donnéeë mussen dépersonnaliséiert ginn, déi lescht hei, vun deenen ech geschwat hunn, ier se kënnen u weider Leit virugi ginn. An zwar kënne se jo nëmmen u Leit virugoen „pour des raisons d'analyses et de recherches", fir datt mer kënnen am Enseignement eng intelligent Éducatiounspolitik hei am Land maachen.

déi gréng sinn der Meenung, datt et einfach wichteg ass, Données de base fiables ze hunn, fir kënnen eng intelligent Éducatiounspolitik ze maachen. Mir hunn op ville Plazen an op villen Niveaue bedauert, datt mer keng besser Statistiken zur Verfügung hunn. Duerfir si mer frou, datt mer elo endlech eng gesetzlech Basis kréien, wou mer déi Donnéeë kënnen asammelen, déi mer brauchen.

Mir hu jo och schonn zum Deel där Donnéeën agesammelt, wou och hei ugeschwat gëtt. Mir si frou driwwer, datt mer zum Beispill Donnéeën hunn iwwert déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt. Zënter zwee, dräi Joer hu mer an de Chiffres clés vum Ministère effektiv dann den Hiwäis drop, datt mer bei eis an de Spillschoule mëttlerweil däitlech méi Kanner hunn, déi net als Mammesprooch Lëtzebuergesch hunn, mä déi eben dann eng aner Sprooch hunn.

Mir wëssen awer, datt mer zu Lëtzebuerg zënter ëmmer an éiweg Däitsch par assimilation léieren. An do stellt sech natierlech, wann een déi Donnéeën hei huet an et weess een, majo, méi wéi d'Halschent vun de Kanner hunn net méi Lëtzebuergesch als déi Sprooch, déi se am beschte kënnen, da musse mer och eng Kéier bereet sinn, dorauser Konsequenzen ze zéien a mir mussen eisen Unterrecht anescht organiséieren. Duerfir ass esou ee Wëssen einfach wäertvoll; dat brauche mer, fir kënnen eng Éducatiounspolitik ze plangen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- En anert Beispill, wat seet, datt mer déi Donnéeën iwwert d'Catégorie professionnelle an iwwert den Niveau de revenus vun de Schüler hiren Eltere brauchen, ass d'Rechnung vum Contingent. Elo kann ee kritiséieren, datt mer... Dee Contingent, dee gëtt jo och öfters kritiséiert. Mir hunn en 2009 mam Schoulgesetz agefouert. Et kann ee kritiséieren, datt de Contingent ze vill rigid ugewannt gëtt. Et kann ee kritiséieren, datt vläicht d'Kritären ze streng sinn.

Ech stellen emol einfach an de Raum, mir ginn dovun aus, 16 Schüler sinn an enger Klass, an d'Majoratioun fir Schoulen an engem sozial defavoriséierte Milieu ass bei engem Maximum vun 20%. Et kéint ee jo och soen, dat misst méi sinn. Ech sinn awer der Meenung, a mir sinn als Gréng der Meenung, datt d'Iddi vun engem Contingent, deen et erméiglecht, d'Stonnenzuel pro Schoul eropzesetzen op Basis vun engem Indice social, datt dat eng Iddi ass, déi richteg ass an déi valabel ass. An duerfir brauch een dann och d'Donnéeën, fir esou ee Contingent kënnen ze rechnen.

Et gëtt nach weider gutt Ursaachen, fir esou Donnéeën ze froen. Et ass och scho vun der Etüd MAGRIP geschwat ginn. Natierlech sinn där Donnéeën och scho virun deem Gesetz hei opgehuewe ginn. Ech froe mech allerdéngs heiansdo, op wéi wackelege Fouss datt esou Donnéeë waren, déi mer an der Zäit gefrot hunn oder froe gelooss hunn. Dann ass et mir awer schonn e bessert Gefill, wann ech weess, datt mer elo dat geregelt hunn.

Weider Etüden, PISA a PIRLS, déi kann een och kritesch kucken. Ech mengen, mir sollen eis et awer net leeschten, fir einfach déi Resultater oder déi Erkenntnisser, déi mer do kritt hunn, carrément ze ignoréieren.

An nach ee lescht Beispill, wat ech hei wëll ufëieren: Mir hunn am Joer 2009/2010 1.660 Schüler gehat an eise Statistiken, déi d'Schoul ouni Diplom verloossen. Dovu sinn der ronn 600 Décrocheurs permanents. An - dat muss een och soen - 398, déi hu mer trotz allen Effortë vum ALJ net erëmfonnt. Mir ginn dovun aus, datt d'Majoritéit vun deene Schüler wahrscheinlech net méi am Land ass.

Mir sinn der Meenung, och wann een den Décrochage scolaire wëllt bekämpfen, da muss ee wëssen, wien déi Décrocheurs scolaires sinn, wie riskéiert, d'Schoul opzeginn. A mir sinn och der Meenung, datt, wann ee Véirel vun deene Schüler, déi als Décrocheurs permanents gefouert ginn, wann een net weess, wou déi dru sinn, dat ass och wéineg zefriddestellend.

Duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier: déi gréng sinn der Meenung, datt mer eng Base de données fiable brauchen, fir eng intelligent Éducatiounspolitik ze maachen.

Elo ass dann natierlech och d'Fro opgeworf ginn, virun allem vum Här Berger och: Mussen dann déi Donnéeën alleguerte bei engem Ministère de l'Éducation nationale zentral gelagert ginn?

Mir hunn eis als Gréng déi Fro och gestallt. Aus dem Bauch eraus hätte mer gesot: Neen, dat gëtt jo eng ganz geféierlech Saach. Mir hunn eis awer informéiert. Net nëmmen d'Spezialiste vum Ministère, och aner Spezialisten an der Matière hu gesot, wann Der wëllt séchergoen, dann ass de Wee vun enger zentraler Späicherung dee Wee, dee méi Sécherheet garantéiert, wéi wann dat...

An ech kommen och net derlaanscht, dat, wat den Här Berger beschriwwen huet, mir brauchen Donnéeën a mir gi se e bëssen hei sammelen, e bëssen do sammelen, dat ass fir mech éischter een Horrorzeenario, wéi een net soll mat sensibelen Daten ëmfueren.

(Interruption)

Duerfir si mir schonn der Meenung, déi Zentralisatioun erlaabt eng Professionalisatioun. An déi Sécherheeten, déi verlaange mer. Et ass eis natierlech och, gradesou wéi, mengen ech, all deenen anere Riedner, déi hei geschwat hunn, läit d'Sécherheet vun deenen Daten eis als Gréng natierlech och um Häerz.

An duerfir ass jo eben den Accès un déi Donnéeën an d'Méiglechkeet, fir déi Donnéeën ze verschaffen, dat ënnerläit enger strikter Reglementatioun. An et ass och ganz kloer, déi Donnéeën iwwert d'Nationalitéit an iwwert de Pays d'origine an och iwwer en eventuelle Statut de protection internationale oder iwwer e Placement, déi däerfen iwwerhaapt net weiderkommunizéiert ginn.

Den Accès un déi Donnéeën ass natierlech déi Schwaachstell, wann een et esou hëlt, vun esou engem zentraliséierte System. Duerfir mussen hei och besonnesch Regelen agefouert ginn. Mir mengen och, datt dat an dësem Gesetz zur Genüge gemaach ginn ass. Et ass emol éischtens der Persoun hiert Recht, gewuer ze ginn, wie sech fir hir Daten interesséiert, an et muss een och kënne retracéieren, bis wie wéi eng Donnéeë gefrot huet.

D'Kommunikatioun vun de perséinlechen Donnéeën dierft eigentlech net iwwer Mail oder iwwer Pabeier lafen. Dat ass awer nach net am Gesetz festgehalen, well mer nach net wäit genuch équipéiert sinn.

Ech géif mengen, mir kommen net derlaanscht, fir éischtens d'Enseignanten eng Kéier alleguerten ze sensibiliséieren. Ech mengen, datt dat och ee vun de grousse Problemer ass, wa mer iwwert d'Protektioun vun den Donnéeë schwätzen. Et ass mir nach rezent geschitt, datt ech mat Enseignanten am Zuch war, déi hu mir fein Fotoe vun hire Schüler gewisen. Ech mengen, datt dat eigentlech haut net méi méiglech ass.

Ech hu mech ëmfrot. Et gëtt och Lycéeën, do kritt een déi Fotoen net, mä et gëtt et nach ëmmer. Ech mengen, dat ass déi grouss Erausfuerderung och, wa mer dat Gesetz hei votéiert hunn, datt mer och alleguerten d'Leit sensibiliséieren, datt dat net vu Muttwëll ass, datt mer déi Regelen hei aféieren, mä datt mer eis mussen un déi halen an net méi... Donnéeën, déi bis eng Kéier an enger Mail circuléieren, déi si jeglecher Kontroll entgaangen (veuillez lire: entzunn). An dat si Saachen, déi am Fong geholl an eisen Aen net ze veräntwerte sinn.

De Projet de loi mécht dann och schlussendlech eng kloer Differenz tëschent den Donnéeën, déi mussen obligatoresch ginn, an den Donnéeën, déi fakultativ musse ginn. Obligatoresch Donnéeë sinn esou einfach Saache wéi den Numm, Virnumm, Geschlecht, Gebuertsdatum, d'Matricule, de Gebuertsuert, d'Nationalitéit, d'Foto an d'Privatadress.

Iwwert d'Foto ass scho villes hei gesot ginn. Et ass, wéi gesot, fir vill Lycéeën en Usus, datt et Billerkarteie gëtt vun hire Schüler. Do musse mer dann ebe soen, dat ass zwar bequem, mä et ass contraire à la loi. Domat musse mer dann ophalen. Dat ass besonnesch fir Schoulen, wou zum Beispill Proffe sinn, déi just eng Stonn an engem Cours sinn, dat ass fir déi eng Problematik, mä dat kann een awer léisen.

Op der Uni ass en ähnleche Problem, déi sinn och eens ginn domat. Da musse mer emol vläicht kucke goen, wéi si sech do arrangéiert hunn. Soudatt schlussendlech festgehale ginn ass, datt déi Fotoe maximal zwee Méint gespäichert ginn. Do si mer konform mat ähnleche Situatiounen. Ech mengen, den Här Roth hat et och gesot: Bei de Gemengen ass et d'selwecht, do däerfe se och nëmmen zwee Méint gehale ginn. Dat ass richteg a gutt esou.

Eng Rei aner Donnéeën, do ass et fakultativ, ob een... Wann een net wëllt drop äntwerten, dann äntwert een eben net drop an da riskéiert een och net, eng Amende ze kréien, wann een op déi Froe keng Äntwert gëtt.

Da war nach e leschte Punkt, wou mer och mat deem éischte Projet, wéi mer e presentéiert kritt hunn, guer net zefridde waren, well deen hat einfach gesot, all Donnéeë gi 15 Joer versuergt. Hei kënnt dann dat, wat mir vun Ufank un eis erwaart hunn a verlaangt hunn: Hei ginn déi meeschten Donnéeë ganz kloer just eng kuerz Zäit gehal.

Selbstverständlech mussen d'Schoulen d'Zensure laang halen, soss wieren heiansdo Leit schlecht drun, wa se och no 15, 20 Joer nach eng Zensur brauchen. Mä esou Saache wéi Mesures de remédiation oder Aménagements particuliers oder Régime linguistique spécifique, Dispensen, Absencen, dat gëtt net méi laang gehalen, wéi de Schüler an der Schoul ass, soudatt mer och do fannen, datt dat eng gutt Léisung ass.

Ech ginn dem Här Berger recht, wann e seet, ee Verstouss géint den Dateschutz ass kee Kavaléiersdelikt, an duerfir si mer och frou, datt mer elo hei eng Législatioun kréien.

M. le Président.- Här Adam, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ma ech maachen lech déi Freed, Här President. Ech sinn u mengem leschte Saz.

Mir sinn der Meenung, datt, wa mer dat, wat mer elo hei fir d'Schoule schafe fir d'Datebanke vun de Schüler, wa mer do bei deenen anere 700 öffentlechen Datebanken, déi och schonn hei ugeschnidde gi sinn, ähnlech Mesuren hunn, da si mer ee ganze Schratt méi wäit an deem ganzen Dossier „perséinlechen Dateschutz". Duerfir brëngen ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och fir d'Éischt e Merci un den Här Fayot fir déi ganz korrekt Manéier, wéi en den Historique vun engem Projet de loi gemaach huet, dee ganz komplizéiert war a ganz contestéiert.

Ech soen och direkt, datt ech mech an der Problematik ëm d'Sécherheet vun den Date ganz gär référéieren op dat, wat d'DP hei virdru gesot huet. Ech mengen, déi Analys ass richteg an et ass eng vun deenen Ursaachen, firwat och d'ADR dëse Projet net wäert stëmmen.

Mä ech mengen, grondsätzlech, wa mer iwwert d'Datesammele sichen (veuillez lire: schwätzen), musse mer eis eens sinn: Wat ass d'Missioun vun der Schoul? Well dovunner hänkt jo of, wéi eng Donnéeën ee brauch. An dat steet och hei am Projet de loi eigentlech direkt als Erklärung, firwat datt d'Missiounen a Schoule sech geännert hätten an ëmmer méi komplex gi wieren. Mä dat ass eng Fro vu Prioritéiten.

Sécher, do iwwerschneide sech Saachen. Mä wann ee seet, d'Schoul ass un éischter Plaz eng Saach vu Wëssens-, vu Bildungsvermëttlung, vu Kënnevermëttlung, da brauch een aner Daten, wéi wann een an enger Optik schafft vun enger Sozialfabrik oder vun enger gesellschaftsveränderender Institutioun. Natierlech muss ee sensibel sinn op dat, wat geschitt, mä awer d'Prioritéit, d'Aschätzung vum Rôle vun der Schoul an der Gesellschaft determinéiert déi Daten, déi ee brauch.

Wat ass dann d'Utilitéit eigentlech vun deenen Etüden, déi mer hei wëllen? Ma ech zitéieren einfach, wat am Rapport steet a wat, mengen ech, e Regierungstext ass: „L'exploitation de données à caractère personnel à des fins de recherches et d'analyses à mener avec des partenaires externes viendra souvent confirmer ce que l'on sait déjà d'expérience." Mir maachen also ganz vill Etüde fir Saachen, déi mer wahrscheinlech souwisou schonn aus Erfahrung wëssen. Dat seet de Projet de loi selwer, dat ass elo keng Erfindung vu mir.

An da muss een also, éischtens emol, a Fro stellen: Ass dat iwwerhaapt néideg, wat mer hei alles an deem Ëmfang froen? An da muss een et zweetens och a Relatioun setze mat der Praxis vum Ministère a mat der Praxis vun der Regierung allgemeng. An do kann een net genuch warnen!

Ech mengen, mir sollten eis drun erënneren, datt de Ministère Questionnairen dorëmmer schéckt mat der Zuel vun de Bicher, déi d'Leit doheem hunn, mat der Zuel vun de Buedzëmmeren an de Stéit. Datt eventuell och elo nach dëst Gesetz erméiglecht, datt Questionnairen, net am Gesetz, net an deem, wat hei am Gesetz virginn ass, mä datt awer Questionnairë kënnen erausgeschéckt ginn, wou de Revenu vun de Leit erfrot gëtt. Am Gesetz steet zwar nëmmen den Niveau oder d'Categorie professionnelle, mä dat schléisst net aus, datt d'Regierung op aner Manéier probéiert dann, esou sensibel Informatiounen aus dem Liewe vun de Famillje gewuer ze ginn. An dergéint wiere mir eis!

An et ass d'Regierung allgemeng! Et ass net nëmmen Äre Ministère, Madame Minister, deen do no de Buedzëmmeren an no de Bicher freet. De Chancëgläichheetsministère huet d'Leit gefrot, wien doheem den Dreckseemer erausdréit! Ech mengen, iergendwou muss et Grenze ginn, wat d'Verletzung vun der Privatsphär duerch de Stat ugeet. An dat heite geet definitiv ze wäit!

An da muss ee sech froen, niewent deenen Etüden, an déi Zesummenhäng, an déi Multitude tëschent deem, wat gesetzlech virgesinn ass, an tëschent zousätzlech vun de Questionnairen, wat dann nach eventuell d'Effete sinn. Wat brauch ee wierklech?

Brauche mir déi Étude longitudinale vun der Universitéit oder vun engem aneren? Mir hunn e Feedback! Mir hunn de Feedback vum Aarbechtsmaart, vun der ADEM, vun de Patronatsorganisatiounen, vun de Gewerkschaften, vun de Chambres professionnelles, déi eis soen, wéi déi Leit, déi aus de Schoule kommen, sech bewähren um Aarbechtsmaart. Dat sinn alles Donnéeën, déi zur Verfügung stinn, wou mer net mussen zousätzlech Saache froen, déi an d'Privatsphär eraginn. Mir brauchen einfach nëmmen dat ze huelen, wat eis zur Verfügung steet, a mir kréien e Bild vun der Schoul a vun deem, wat se haut nach leescht, dat fiabel ass an dat getest ass an der Realitéit vum Terrain.

Natierlech si mer net d'accord, wa CEPS/Instead oder d'Universitéit Lëtzebuerg mat Donnéeën, sensibelen Donnéeën ëmginn, déi entweder dépersonnaliséiert oder net dépersonnaliséiert sinn, mä déi awer alt erëm eng Kéier eng ganz Rei Froe stelle vum Schutz vun der Privatsphär.

Wéi laang sollen déi Donnéeë stockéiert bleiwen? Majo, am Prinzip, wat brauche mer dann? Mir mussen de Leit kënnen en Diplom ausstellen, wa se hire verléieren. Mir mussen deene Leit, déi ze fréi aus der Schoul erausginn ouni Diplom, kënne certifiéieren, wat hire leschten Niveau war. Mä doriwwer eraus brauche mer näischt ze behalen, wann d'Leit aus der Schoul bis eraus sinn.

A mir brauchen net... Déi Donnéeë musse mer natierlech, déi Diplomer oder Saachen, déi schoulniveausrelevant sinn, déi musse mer kënne laang halen, mä de ganze Rescht ka geläscht ginn, wann d'Schüler aus der Schoul bis eraus sinn.

An da muss een och nach een anere Punkt däitlech ënnersträichen, dat ass wéi d'Schoul ëmgeet mat de Rechter vun den Elteren. Mir hunn ëmmer erëm kritiséiert, datt déi zwee Elteren - an et gëtt ëmmer méi Leit hei am Land, déi a Scheedungssituatioune sinn oder a getrennt liewende Situatiounen - net gläich behandelt ginn, wat d'Schoul ugeet, datt deen een, deen den Droit de garde huet, méi Informatiounen oder all Informatioune kritt, an deen aneren näischt. Domat musse mer endlech Schluss maachen!

An dësem Gesetz gëtt erëm deen Ënnerscheed gemaach, datt just de Représentant légal d'Donnéeë kritt. Mä mir hätte gär a mir fuerderen dat all Kéiers, datt domadder Schluss gemaach gëtt, datt déi zwee Eltere gläich behandelt ginn an datt jiddweree kann... En huet jo och d'Verantwortung, och wann e gescheet ass, fir weider un der Éducatioun vu sengem Kand matzewierken. Ma dee brauch d'Donnéeën, perséinlech Donnéeën, nämlech zum Beispill d'Zensure vu senge Kanner, oder wann e muss informéiert ginn, wa medezinesch Problemer an der Schoul opdauchen, an dat gëtt net geleescht!

Dat Elementaarst, dat Wichtegst fir d'Liewe vun de Famillje gëtt net gemaach! Dergéint geet awer de Stat sech an d'Privatliewe vun de Leit amëschen. A mir sinn net d'accord!

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Dat heite Gesetz werft ganz vill Froen op.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Muss ee statistesch Donnéeën hunn, fir erauszefannen, dass sozial schwaach Schüler méi schlecht Resultater hunn? Mir wëssen dat alleguerten, dass d'Schüler (veuillez lire: d'Kanner) vun Immigranten oder vu sozial schwaache Leit net ganz vill an der Schoul brëngen. Dat wësse mer alles, mir hunn déi Donnéeën alleguerten. An d'Fro stellt sech: Wat wëllt Dir iwwerhaapt do erausfannen?

Eng zweet Fro ass: Firwat ass do eng Strof agefouert ginn, 25 bis 250 Euro, wann een déi obligatoresch Daten net ugëtt? Dir musst awer wierklech fäerten, dass Dir net un déi Donnéeë kommt, well soss hätt Der déi Strof do net ausgeschwat. Dir hätt roueg kënnen drop verzichten. Ech mengen, an der Schoul, do gëtt ëmmer versicht fir d'Kanner, dass déi keng Strof kréien, egal wellech Dommheet dass se maachen. An hei, wann een hei eng Kéier esou ee Formular net richteg ausfëllt, da kritt een eng Strof.

A welcher Logik si mir do? Ech fäerte ganz, hei ginn erëm eng Kéier déi sozial schwaach Familljen, déi wierklech vläicht den Ziedel net richteg ausfëllen, déi ginn erëm bestrooft mat esou enger Zomm.

Wat ass dat heite Gesetz da wäert, wann déi net obligatoresch Donnéeën net iwwermëttelt ginn? Ech mengen, hei gëtt spekuléiert, dass d'Leit, déi net richteg informéiert ginn, dass déi alleguerten hir Donnéeë wäerte ginn. Ech hunn d'Impressioun, dass déi net obligatoresch Donnéeën enges Dags awer obligatoresch wäerte ginn. Dat ass ganz meng Impressioun, déi ech hunn. An dat heiten ass eng eidel Hüls, ee Rahmen zur totaler Kontroll vum Schüler a vum Bierger, esou wéi mer dat elo scho gewinnt sinn an nach an Zukunft wäerte gewuer ginn.

Beispill: Installatioune vu Kameraen am Numm vun Terroristen, Pseudo-Terroristen, déi et vläicht net gëtt. Elektronesch Dossiere vum kranke Patient, dat geet och an déiselwecht Richtung. Handyen, déi ee ka kontrolléieren. Kreditkaarten, déi ee suivéiere kann. Fichiere beim SREL. Ech mengen, mir hu ganz vill Beispiller, wou mer zum glieserne Bierger ginn.

An duerfir ass dat heite Gesetz wierklech fir mech e schlëmmt Gesetz. Alles, wat de Bierger a senger „Privacy" aschränkt, dat ass fir mech net zoumuttbar. An ech wäert perséinlech net fir dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Leschte Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dee Projet hei werft sécher eng Rei vun Dateschutzproblemer op. Den Här Berger huet der eng Rei opgezielt, déi nach ëmmer bestoe bleiwen. Ech gesinn och net d'Noutwendegkeet an, fir eng Vernetzung ze maache vun deene Karteien hei mat der ADEM, mam Héichschoulministère oder mat der Kannergeldkeess, fir flächendeckend, wierklech flächendeckend d'Obligatioune vun de Schüler an de fréiere Schüler ze iwwerwaachen.

Et geet mer doriwwer eraus awer virun allem hei och a menger kuerzer Riedezäit drëm, fir d'Finalitéit och ze kritiséiere vun deem Text hei am Éducatiounssecteur selwer, also net a Relatioun mat aneren Administratiounen.

Ech si sécher dee Leschten, dee géif hei a Fro stellen, dass allgemeng sozioprofessionell Kritäre mussen erfaasst ginn, zum Beispill iwwert d'Präsenz vun Aarbechter, Ugestallten oder Beamten an deenen eenzelne Forme vu Lycée, Lycée technique, op der Uni an esou weider. Ech sinn och dee Leschten, dee wëllt a Fro stellen, dass Donnéeë sollen erfaasst ginn och

iwwert d'Revenuskategorië vun de Leit, déi an deenen eenzelnen Ordres d'enseignement sinn.

D'MAGRIP-Studië, déi hei scho genannt ginn ass, huet scho viru Jorzéngten déi Donnéeën erfaasst an huet Informatiounen driwwer geliwwert zum Beispill, dass et am Lycée ganz wéineg Aarbechterkanner gëtt, ouni dass awer, dat muss een awer derbäisoen, déi néideg Konsequenzen do gezu gi wieren an der Schoulpolitik, fir den Accès zum Lycée zum Beispill méi accessibel ze maache fir Aarbechter, fir d'Schoul am Allgemenge méi égalitaire ze gestalten. Dat ass trotz Statistiken ni geschitt.

Statistike sinn elo scho méiglech an déi Richtung. Ob se méiglech wäerte bleiwen, dat ass iwwregens nach eng Fro. Wann ech héieren, wann den Här Roth hei seet, dass ausdrécklech op Wonsch och vun der CSV gesot ginn ass, dass déi Donnéeën do iwwert de Beruff vun den Elteren oder iwwert de Revenu vun den Elteren net méi obligatoresch mussen erfaasst ginn, stellen ech mer d'Fro, ob iwwerhaapt nach esou Statistiken da wéi déi MAGRIP-Studië an Zukunft wäerte méiglech sinn.

Ech mengen, et muss een och d'Fro stellen: Ëm wat geet et hei leschten Enns nach hannendrun? Geet et net hei och ëm Ranking vu Schoulen? Geet et net och ëm eng Evaluatioun vun den Enseignanten ënner sech, no gewësse Kritären? No Taux de réussite vun de Kanner? No den Absencë vun de Schüler? No hiren Noten oder no pädagogesche Methoden eventuell? Wann ech hei gesinn, dass Bilans de compétence, Remédiatiounsmesuren an esou weider sollen do evaluéiert kënne ginn an national verglach kënne ginn.

Et geet jo hei ëm d'„organisation et le fonctionnement de l'école". Et steet do net dran, op wat fir engem Niveau a wien déi Décisiounen hëlt. Dat heescht, ech mengen och, dass do de Ministère nei Instrumenter kritt, och zum Beispill a Richtung vun de Promotiounskritäre vun den Enseignantë selwer.

Ass do net vläicht e Lien mat deem neie Gesetz iwwert d'Fonction publique? Dat jo och soll applicabel ginn am Enseignement a wat ganz staark kritiséiert gëtt vun de Gewerkschaften SEW an APESS a wou de Moment déi Gewerkschaften an der Médiatioun sinn, well se net wëllen hunn, dass dat Gesetz sech och applizéiert am Enseignementssecteur.

Fir zum Schluss ze kommen, mengen ech, wann ee wëllt eng Schoul hunn an en Enseignement hunn, déi ee wëllt féieren e bësse wéi e Betrib vun uewen erof, no gewësse Rationalitéitskritären, wat jo och d'OECD-Studien eis dauernd soen, da brauch een natierlech déi doten Instrumenter. Da brauch een esou sophistiquéiert Statistiken, déi net méi vill ze dinn hu mat enger allgemenger Evaluatioun vun der sozialer Zesummesetzung vun der Schoul.

Domat sinn ech scho wäit erëm, Här President, iwwer meng Riedezäit ewech…

M. le Président.- Jo, dat wollt ech elo grad an Erënnerung ruffen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech kann da just nach soen, dass ech meng Zoustëmmung net ka ginn zu deem Projet hei.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. Hien huet dat Gesetz esou gutt erkläert, dass ech net brauch op alles anzegoen. Ech mengen, et war fir all déi, déi wollten nolauschteren, relativ kloer, wat an deem Gesetz steet. Déi, déi et falsch interpretéieren, dat ass sécher net dem Rapporteur seng Schold.

Da wollt ech dem Rapporteur, dem President, dem Ben Fayot awer och als President Merci soen, well an där Kommissioun hu mer effektiv ganz vill iwwert dat Gesetz diskutéiert, an ech mengen, dass mer zesummen Amendemente gemaach hunn, déi sécher d'Gesetz - a mengen Ae jiddefalls - verbessert hunn.

Ech sinn net iwwerzeegt, dass jiddwereen am Ministère vun der Éducation nationale iwwerzeegt ass, dass d'Gesetz besser ginn ass. Mä mir hunn et awer fäerdegbruecht, en Équiliber ze fannen zwëschen engersäits der Noutwendegkeet vun enger effikasser Gestioun, och der Méiglechkeet, fir Recherche ze maache mat deenen Donnéeën, déi mer hunn, déi dann ëmmer anonymiséiert si selbstverständlech, dass een net kann zréckverfollegen, op wéi eng eenzel Persounen dat geet, an op där anerer Säit der Noutwendegkeet vum Dateschutz, vun der Protektioun vum Privatliewen.

An ech wëll Iech soen, mir hu jo laang un deem Gesetz do geschafft. Et ware vill Navetten zwësche Conseil d'État a Parlament. Mir hu vill Avisen erakritt. D'Dateschutzkommissioun ass e puermol gefrot ginn. Ech sinn immens erliichtert, dass mer e Gesetz hunn! Well et ass jo net esou, dass mir elo eréischt Datebanke schafen. De Ministère vun der Éducation nationale, deen huet Datebanke säit 2001. Déi baséieren op engem Règlement grand-ducal, an dat Gesetz hei, dat mécht eng Verbesserung, dat bréngt ganz kloer eng Verbesserung a méi eng grouss Protektioun fir deen Eenzelnen.

An duerfir kann ech Iech soen, ech si frou, dass mer haut eng Majoritéit an dësem Parlament fanne fir méi Sécherheet am Ëmgang mat den Daten, wéi mer der bis elo haten.

Ech mengen, mir hunn d'Finalitéite preziséiert. Et steet ganz kloer am Gesetz, firwat däerfen Daten opgehuewe ginn - net fir egal wat, mä nëmme fir déi Zwecker, déi am Gesetz stinn - a wéi eng Kategorië vun Daten däerfe fir wéi eng Finalitéit erhuewe ginn. An da geet de Règlement grand-ducal nach ganz an den Detail, wat den Accès ugeet.

Wat däerf de Ministère vun der Éducation nationale am Fichier vun anere Ministërë kucke goen? Dat ass net einfach, wéi den Här Berger elo hei erkläert huet, dass déi dann do mam Scheinwerfer duerch d'Datebanke ginn, mä déi hunn Accès op verschidde Kategorien, limitativ opgezielt.

Datselwecht ëmgedréit: Wéi eng Daten däerfe mir weiderginn un aner Ministèren? Och do ass et net esou, dass mir eise ganze Fichier an déi aner Ministërë ginn, mä déi kréien eenzelner, si däerfen zu eenzelne Kategorien Accès hunn. An dat ass am Sënn, wëll ech awer soen, vun enger Simplification administrative, dass mer net dem Mënsch, eise Bierger dauernd déiselwecht Froe stellen, well d'Leit si genervt, wëll ech Iech soen, wa se dauernd musse Fichieren ausfëllen, wou deen ee Ministère an dann deen anere Ministère erëm déiselwecht Informatioune vun hinne wëllt hunn.

Dann hu mer e ganz strikte Contrôle vum Archivage. Dat ass elo ganz kloer, wien huet Accès zu wéi engen Donnéeën. Et ass net, dass all Beamten, all Proff, all Direkter Accès zu sämtlechen Donnéeën huet, déi an engem Fichier sinn, mä do gëtt et e Relevé vu Persounen, wien nëmmen zu deenen Donnéeën Accès huet, déi ee selwer, entweder selwer erstallt huet oder mat deenen ee muss schaffen. Dat ass also och ganz kloer geregelt.

An den Utilisateur, dee kann novollzéien, wien zu wéi engen Donnéeën, déi hien uginn, en Accès hat. Dat ass eng ganz kloer Verbesserung, wat d'Informatioun vun eis alleguerten ugeet.

Da kréie mer e Chargé vun der Protection des données, deen also zoustänneg ass, kontrolléiere geet, ob déi Regelen och an allen dezentralen Dépendancë respektéiert ginn.

Mir maachen eng Informatioun un d'Elteren an un d'Schüler, fir hinnen ze soen, wéi eng Donnéeë mer erhiewen a wat mer domadder maachen. Déi Bréiwer, déi si mer amgaang ze preparéieren, well déi nei Schüler komme jo elo bei der Rentrée oder wahrscheinlech scho virun der Rentrée, schreiwe sech an an d'Lycéeën, dass se dann direkt dee Bréif do matkréien.

Also, an et ass richteg, an ech si frou, dass dorobber higewise ginn ass, dass mer natierlech eng grouss Sensibiliséierungsaktioun musse maache bei de Schüler a bei den Enseignanten, dass ee mat den Date vun de Schüler net ka liichtfankeg ëmgoen, weder informatesch nach soss. Well et ginn och ausserhalb vun der Informatik oft Abusë gemaach mat Donnéeën, déi een huet. Also, déi Sensibilisatioun gëtt gemaach, an ech denken, dass den Débat vun haut sécher dozou bäigedroen huet.

Also, duerfir wëll ech Iech villmools Merci soen: deenen, déi dat Gesetz stëmmen, deenen, déi gehollef hunn, dass mer zu engem Text komm sinn, deen, wéi gesot, d'Qualitéit vum Dateschutz an der Éducatioun jiddefalls verbessert. Ech sinn och, ech fille mech eigentlech e bëssen als Pionéier. Mir hunn et fäerdegbruecht, hei e Gesetz ze maachen, wat, mengen ech, eng modern Gestioun erlaabt an zur gläicher Zäit den Dateschutz.

Ech wëll Iech soen, ech perséinlech, wann dat Gesetz hei gestëmmt ass a wa mer dat alles ëmgesat hunn, ech schlofen da méi roueg. Ech sinn da rassuréiert.

Villmools Merci alleguerten!

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6284 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6284 ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 25

MARDI,
19 MARS 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire

- *M. le Président*

2. Communications

- *M. le Président*

3. 6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

- *Déclarations de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour

- *M. le Président*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question n°217 du 19 mars 2013 de wMme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Marie-Josée Frank - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. Alexandre Krieps - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Roger Negri - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

- *M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture

- *M. Fernand Kartheiser - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*

Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- *M. Claude Meisch - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- *M. Jean Colombera - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer

- *Exposé: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Débat: Mme Martine Mergen, M. Alexandre Krieps, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat déiwem Bedaueren hu mir de 4. Märtz d'Noriicht kritt, datt ee vun eise fréiere Kolleegen, den Aly Schroeder, eis am Alter vun 68 Joer verlooss huet.

Den Aly Schroeder ass an eng Handwierker- a Wënzerfamill eragebuer ginn. No sengem Studium zu Nanzeg an zu Bonn ass hien 1971 Enseignant an der École des Arts et Métiers ginn. Duerno huet hie seng Beruffserfahrung an den Déngscht vum Éducationsministère gestallt, an deen hien détachéiert gouf. 1989 ass hien Directeur adjoint an der Formation professionnelle ginn an huet 1994 d'Direkteschfonctioun iwwerholl.

Den Aly Schroeder huet sech ganz besonnesch a seng Aarbecht investéiert an huet mat vill Engagement un der Ausaarbechtung vun diverse Gesetzer deelgeholl.

1970 ass den Aly Schroeder der LSAP bäigetrueden. Hien ass ganz séier immens aktiv an der Partei ginn, an dat souwuel op Gemengeniveau, wou hie vun 1976 bis 1989 d'LSAP-Sektioun vu Jonglënster geleet huet, wéi och op nationalem Niveau, wou hien d'Amt vum Vizepresident vun der LSAP vun 1976 bis 1982 souwéi vun 1985 bis 1989 bekleet huet.

Et ass deemno net verwonnerlech, datt den Aly Schroeder sech 1982 bei de Gemengewahlen opgestallt huet an och direkt an de Gemengerot gewielt ginn ass, wou en duerno éischte Schäffe ginn ass.

1984 huet hie sech dann de Chamberwahle gestallt an ass och direkt an dëst Haus gewielt ginn. Den Aly Schroeder war och hei en extrem aktive Mënsch a konnt seng divers Kompetenzen an de Kommissiounen zunotze maachen. Sou war hie Member an der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Tourisme, an der Commission des Affaires étrangères souwéi an der Commission de l'Économie et des Classes moyennes.

Den Aly Schroeder huet d'Chamber awer och an internationalen Delegatioune vertrueden. Sou war hien zum Beispill President vum Benelux-Conseil.

Mä den Aly Schroeder huet sech net nëmmen an der Politik staark engagéiert, de joviale Politiker hat och e grousst Interessi un allem, wat d'Kultur an den Tourismus betrëfft. Sou war hie Grënnungsmember vun der Union Luxembourgeoise pour l'Histoire et le Patrimoine, vun de Frënn vun der Donver Geschicht a vun de Frënn vum Bierger Schlass.

Um Veräinsniveau huet den Aly Schroeder vill geleescht, dat ganz besonnesch am Tennisclub vu Jonglënster an an der Fondatioun Lydie Schmit. Et däerf een dann awer och net vergiessen, datt hie sech an den 90er Joren agesat huet fir d'Schafe vun engem regionale Foyer, dem Foyer „Päiperlék", deen duerno eng Maison relais gouf.

Den Aly Schroeder ass vun eis gaangen. Mir wäerten eis un dësen engagéierte Mënsch erënneren a sollte säi Liewensmotto „La vie, passionnément", den Titel vum Edmond Israel senge Memoiren, mat op de Wee huelen.

Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der ganzer Chamber mäin déift Matgefill ausdrécken, an ech géif lech e Moment bieden opzestoen, fir dem Aly Schroeder senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 4. Märtz vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6547, eng Derogatioun zum Gesetz iwwert den CO_2-Emissiounshandel; de 5. Märtz vum Aussenminister de Projet de loi 6548, e Protokoll iwwert d'Bedenke vum iresche Vollek zum Lissabon-Traité, an de Projet de loi 6549, deen d'Décisioun 8123/07 vum Conseil an de Vertrieder vun de Regierunge vun den EU-Memberstate mat Argentinien, Australien, Brasilien, Kanada, China, Taiwan, Kolumbien, Kuba, Ecuador, Hongkong, Indien, Japan, Korea, Neuseeland, de Philippinen, der Schwäiz an de Vereenegte Staten iwwert d'Kompensatiounsmesurë säit dem EU-Bäitrëtt vum 1. Mee 2004 approuvéiert; de 7. Märtz vum Justizminister de Projet de loi 6550 iwwert de Beruff vum Affekot; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6551, eng Rei Ofännerunge vun direkte Steieren, an de Projet de loi 6552, en Accord tëschent de Steierverwaltunge vu Lëtzebuerg an Taiwan; den 8. Märtz vum Här Jacques-Yves Henckes d'Proposition de loi 6553, eng Ofännerung vum Wahlgesetz an dem Parteiefinanzéierungsgesetz; de 14. Märtz vum Gesondheetsminister a vum Minister fir d'Sécurité sociale de Projet de loi 6554, eng Direktiv iwwert d'Patienterechter am Ausland; deeselwechten Dag vum Gesondheetsminister a vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6555, eng Ofännerung vum Code du Travail a vum Code de la sécurité sociale, wat de Reclassement ugeet, a schliesslech de 15. Märtz vum Finanzminister de Projet de loi 6556, eng Ofännerung vum Steiergesetz.

Communications du Président - séance publique du 19 mars 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6547 *- Projet de loi dérogeant temporairement à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 04.03.2013

6548 *- Projet de loi portant approbation du Protocole relatif aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, fait à Bruxelles le 16 mai 2012*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

6549 *- Projet de loi portant approbation de la décision 8123/07 du 23 juillet 2007 du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, relative à la conclusion des accords au titre de l'article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les modifications et ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2013

6550 *- Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2013

6551 *- Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:*
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;
- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;
- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

6552 *- Projet de loi portant approbation de l'accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.03.2013

6553 *- Proposition de loi visant à modifier*
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, Député, le 08.03.2013

6554 *- Projet de loi portant*

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la sécurité sociale;
3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;
4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.03.2013

6555 *- Projet de loi portant modification du Code du Travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 14.03.2013

6556 *- Projet de loi portant modification*
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.03.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. 6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Déclarations de recevabilité

An hirer Réunioun vum 14. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgeschwat. Et handelt sech éischtens ëm d'Proposition de loi N°6546, eng Ofännerung vum Gemengegesetz, déi vum Här Xavier Bettel a sengem eegenen Numm an an deem vum Här Jean-Pierre Klein an der Sitzung vum 27. Februar 2013 deponéiert gouf. An et handelt sech zweetens ëm d'Proposition de loi N°6553, eng Ofännerung vun der Loi électorale an dem Parteiefinanzéierungsgesetz, déi vum Här Jacques-Yves Henckes den 8. Mäerz 2013 deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz fir béid Propositions de loi un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 14. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung an duerno d'Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert den Audit vun der Santé au travail.

Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Schülervertriedungen an de Schoulen a Lycéeën, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6327 iwwert d'Titres dématérialisés, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6437 iwwert d'Verspéidunge beim Bezuele vu kommerziellen Transaktiounen, och nom Basismodell; de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau, nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6534, en Accord mat der Schwäiz an Irland iwwert d'Koproduktioun am audiovisuelle Beräich, nom Basismodell.

Den Donneschden de Mëtten um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6516 iwwert de Bau vun enger Nationalbibliothéik um Kierchberg, nom Modell 1, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wäibau, och nom Modell 1.

Ech wollt lech och nach drop hiweisen, datt proposéiert ginn ass, d'Question urgente N°2618 vum Här François Bausch iwwert d'Rettungsmesurë fir Zypern de Mëttwoch no der Interpellatioun op den Ordre du jour ze huelen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°217 vun der Madame Marie-Josée Frank un de Gesondheetsminister an un de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert déi fräiwëlleg Versécherung am Kader vun der Pensiounsreform. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 iwwert d'Pensiounsreform, dat mer de 5. Dezember hei an der Chamber gestëmmt hunn, ass jo den 1. Januar 2013 a Kraaft getrueden an huet eng Neierung, déi ech ausdrécklech begréissen: D'Mammen oder Pappen, déi hir berufflech Carrière während maximal fënnef Joer ënnerbriechen, fir sech ausschliesslech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren, kënne mam neie Gesetz fräiwëlleg 100 Euro de Mount abezuelen. Domat ass garantéiert, datt si während deene Jore keng Carrièresënnerbriechung hunn, a si cotiséieren op eng minimal Rent.

Meng Fro un de Minister ass: All déi, déi iwwert dës Mesure sech telefonesch informéiert hunn, kréien d'Äntwert, datt et nach net méiglech ass, eng deementspriechend Demande ze maachen, well et nach keng Ausféierungsbestëmmungen zu dësem Punkt gëtt. Kann den Här Minister mir dat bestätegen a soen, wourunner datt et läit a fir wéini ee kann domat rechnen, datt déi Mammen oder Pappen, déi während deene Joren net ausser Haus schaffen, kënne vun dëser Mesure profitéieren?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Frank. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Fro, déi mer et erlaabt, déi lescht Nouvellë vum Reglement der Chamber als Prioritéit, awer och de Leit dobaussen ze ginn.

Et ass richteg, wéi d'Marie-Josée Frank gesot huet, dass dat e wichtegt Element vun der Pensiounsreform ass, well et deenejéinegen, déi hir Beruffstätegkeet zäitweileg ënnerbriechen, d'Méiglechkeet gëtt, zu abordabele Konditiounen eng Weiderversécherung ze maachen. Dat ass net nëmmen de Fall, wann ee sech fir d'Kannererzéiung deelweis oder ganz aus dem Beruffsliewe während enger gewëssener Zäit zréckzitt. Et gëllt och zum Beispill, wann een, nodeem een an d'Beruffstätegkeet iwwergaangen ass, seng Beruffstätegkeet ënnerbrécht, fir Studien erëm opzehuelen, an och fir aner Situatiounen.

Et ass richteg, dass et zäitlech begrenzt ass, fir net eng „Billigflaggenversécherung" ze promouvéieren, mä fir eng Iwwergangszäit ze garantéieren, wou ee seng Rechter integral ka sécheren.

Bis elo war et scho méiglech, fir op Basis vum Mindestloun ze cotiséieren. Do sinn eng ganz Rei vu Leit, déi sech dat net konnten erlaben an dann nëmme während engem Drëttel vum Joer cotiséiert hunn. Dat huet dann och nëmmen en Drëttel Versécherungszäite bruecht. Hei kann een elo fir deeselwechte Montant vun 1.200 Euro ëmgerechent am Joer sech e ganzt Joer garantéieren. Mä Dir hutt richteg ënnerstrach, dass et eng Iwwergangszäit ass.

Nu war de Règlement grand-ducal, deen déi genee Modalitéite soll regelen, de 15. Februar am Conseil de Gouvernement. En ass gëschter vum groussherzoglechen Haff erëmkomm, sou dass et iminent ass, dass en am Mémorial veröffentlecht gëtt, an dee Moment ginn d'Leit dann och genee informéiert, wéi se sech sollen uleeën, fir vun där doter Formule kënne Gebrauch ze maachen.

Wéi gesot, wann der d'Fro zwee Deeg méi spéit gestallt hätt, da wär et méiglecherweis schonn am Mémorial gewiescht. Sou wësse mer dann eng Kéier eppes zwee Deeg virdrun, wéini dass et an de Mémorial kënnt.

Villmools Merci, Här President, an ech mengen, ech wär an der Zäit gewiescht.

M. le Président.- Exakt! Merci, Här Minister. Mir kommen zu der nächster Fro, nämlech där vum Här Alexandre Krieps, d'N°218 un d'Erzéiungsministesch, iwwert d'Menüen an de Schoulkantinnen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert!

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Iddi vun där Fro ass mer am Fong komm iwwert déi Onsécherheeten an der Iessensketten a verschidde Gerüchter, déi elo zirkuléieren iwwer Petitiounen, notamment um Geesseknäppchen, wat d'Qualitéit an de Kantinne vun de Schoulen ugeet. Ech schwätzen hei vun de Kantinnen an der Grondschoul natierlech, an der École fondamentale, am Secondaire, mä par extension kann een och d'Foyer-scolairen uschwätzen oder d'Maison-relaisen, dofir sinn ech frou, dass d'Familljeministesch och hei ass.

Et gëtt zwëschen de Gemengen uechter d'Land extrem Ënnerscheeder an där Qualitéit. E gutt Beispill, natierlech, vun deene Problemer gëtt et an der Stad Lëtzebuerg. Wéi ëmmer sinn déi natierlech wäit vir, well se natierlech och d'Moyenen hunn.

(Interruptions)

Dir gleeft dat net, mä ech widderhuelen lech et gären: Also, d'Stad Lëtzebuerg huet eng Volonté politique, déi seet, dass se gesond an équilibréiert Iessen de Kanner zerwéiert an de Kantinnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Also, ech widderhuelen lech dat elo nach e puermol! Mä dofir huet se och eng Diététicienne agestallt, ech soen hiren Numm net, si heescht mam Virnumm Lise, an ëmmer méi Kanner hunn...

(Interruption)

Ja, soll ech et soen? Neen, ech soen et net, Här Meyers!

Ëmmer méi Kanner hu Problemer mat den Allergies alimentaires, mat den Arachiden, aner Laktos- a Glutenintoleranzen, verschidde Kanner musse Medikamenter verofreecht kréien an der Schoul. Déi gréisste Problemer, déi d'Diététicienne huet, dat ass net mat den Instanzen, mä mat de Firmen, déi dat Iesse liwweren an de Schoulen. Déi Firmen hale sech net ëmmer un d'Virgaben. Gutt geregelt ass awer um nationale Plang d'Kollaboratioun mat der Kannerklinik, wat déi zockerkrank Kanner ugeet an déi Kanner, déi neurologesch Krankheeten hunn.

An der Stad ass och ëmmer méi elo d'Tendenz, fir mat deenen neien Iddien eng Cuisine de proximité ze schafen, wou frësch gekacht gëtt a wou Nopeschfoyeren hikomme kënnen.

Meng Froen also un d'Ministesch: Madame Delvaux, sidd Dir bereet, fir e Groupe de travail an d'Liewen ze ruffen, wou d'Médecine scolaire agebonne gëtt, de Ministère vun der Santé, vun der Famille, fir national Kritären ze schafe vun de Besoins alimentaires vun de Kanner en fonction vun hirem Alter? An dann, wat ee kéint och soen, dat ass, dass déi Campagne „Gesond iessen - méi bewegen" muss e bësse belieft ginn. A leschtlech soll d'gesond Iessen net ofhängeg si vum Räichtum oder vun der Aarmut vu verschiddene Gemengen am Land.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Krieps, an d'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech kann dem Här Krieps op déi dräi Froen „Jo!" äntwerten.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech kommen drop zréck!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. A mir kommen elo zu der Fro N°219 vum Här Roger Negri, un d'Familljeministesch déi Kéier, iwwert d'betreit Wunnen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Madame Familljeministesch eng Fro stellen iwwert déi zukünfteg Ausriichtung vun de Strukturen am Beräich vun der Altersversuergung. Wéi mer all wëssen, geet d'Altersmoyenne vun de Mënschen ëmmer méi an d'Luucht an den natierleche Besoin, fir esou laang wéi méiglech autonom ze bleiwen, wandelt sech mat der Zäit.

Déi eeler Leit ginn aus verständleche Grënn am léifsten eréischt an e CIPA, en Altersheim, wéi mer op Lëtzebuergesch soen, just éier se sech net méi eleng hëllefe kënnen, an dat oft, wa se iwwer 80 Joer sinn. Do dertëschent sinn awer vill Leit zwësche 70 an 80 Joer, déi nach net an e CIPA goe wëllen, mä awer hiert Haus oder hir Wunneng net méi wëllen oder net méi kënnen an der Rei halen.

Fir dës Period, wou d'Leit awer hir voll Autonomie nach notze wëllen an zugläich op verschidden Déngschter zréckgräife wëllen, gëtt ëmmer méi dat sougenanntent „betreit Wunnen" gefuerdert an deelweis och ugebueden.

Dofir wollt ech froen: Wéi gesäit d'Strategie vun der Regierung aus, fir dem verstäerkte Besoin vum betreite Wunnen nozekommen, d'Projete vum Stat selwer oder fir d'Gemengen entspriechend ze subventionéieren?

An dann, Madame Ministesch, wann Der erlaabt, wollt ech nach eng aner Fro am Kader vun der Altersversuergung stellen, déi op déi erschreckend Biller aus der däitscher Televisioun vun eppes méi wéi virun engem Mount zréckgeet, wou eeler Leit aus Altersheemer an Hospicen, déi komplett op Hëllef ugewise sinn, zimlech rau behandelt, jo, effektiv maltraitéiert ginn.

Wann een och dovun ausgeet, dass dat op Lëtzebuerg net ze iwwerdroen ass, esou interpelléiert een dat awer, an dofir wollt ech d'Familljeministesch froen, ob esou eventuell Mëssstänn kontrolléiert ginn duerch zum Beispill Auditen, wou béid Partner gehéiert ginn, fir d'Dignitéit vun den eelere Leit respektéiert ze wëssen. Hei wollt ech d'Fro opwerfen, ob et net Sënn géif maachen, en Ombudsmann fir d'Rechter vun eelere Leit ze schafen, sënngemëiss wéi den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri, an d'Wuert kritt d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wëll dem Här Negri Merci soe fir seng zwou Froen, déi eigentlech allen zwou géife méi wéi dräi Minutten hei froen, fir drop ze äntwerten.

Logement encadré ass eppes, wat mer probéieren am Land auszebreeden, wou mer awer gesinn, datt dat eppes ass, wat an anere Länner besser funktionéiert wéi zu Lëtzebuerg, well d'Lëtzebuerger eeler Leit - mir hu Gott sei Dank keng Altersaarmut zu Lëtzebuerg! - net gären hunn, wa se net an hirem Eegene sinn, mä wa se musse loune goen. A vun dohier ass et méi komplizéiert fir eis Leit, fir ze akzeptéieren, datt se dann op eemol sollen en Appartement lounen. Wat dann awer ëmmer alles komplizéiert, dat ass, wann een da seet: „Dir musst dat dann erëm duerno an der Ierfschaft...", wann dann déi eeler Persoun net méi do ass, „...da musst Der dat viruginn un en aneren."

Dat ass also ee vun de Problemer, déi mer hunn, an dee féiert derzou, datt d'Demande manner grouss ass, wéi se bis elo ass. Ech wëll just soen, mir hu ganz rezent eng Demande kritt aus der Gemeng Kielen fir och esou „betreutes Wohnen", vun engem Privatanbieter. Dat ass also net wäit ewech aus der Gemeng Mamer, wou den Här Negri hierkënnt, fir och ze kucken, wann dat méiglech ass, datt een also och Angeboter, wéi gesot, fënnt.

Mä ech recommandéieren am grousse Ganzen net de Gemengen, datt se op dee Wee solle goen, well ech gesinn, datt et net déi grouss Demande ass an dëser Zäit, vun deenen eelere Leit, déi elo do sinn. A wann ech dat alles esou soen, dann ass dat, fir ze weisen, datt dat méiglecherweis an der Zukunft eng Kéier aneschters gëtt, mä an dësem Moment sécher net dat ass, wat de grousse Renner ass a wat am meeschte géif gefrot ginn.

Ech weess awer och, datt et an den Haiser heiansdo schwiereg ass, well ee Leit do huet, déi ganz schwéier fleegebedürfteg sinn, aner Leit do sinn, déi zwar al sinn, mä awer dofir net schrecklech fleegebedürfteg sinn, an datt dat derzou féiert, datt déi eng an déi aner dat net ganz liicht aushalen, och fir dat dee ganzen Dag do ze gesinn.

Mä wéi gesot, dat sinn awer eben d'Realitéiten an ass op där anerer Säit och dat, wat ee vläicht kéint maachen, mä wat awer och net ka vun uewen erof diktéiert ginn.

Zweet Fro, dat ass déi, ech hunn déi Sendung do net gesinn, well ech kucken net gären esou Schauersaachen, mä ech denken, datt et dat ass, a mir hunn de Moment eng Etüd, déi amgaang ass gemaach ze ginn iwwert d'Commission consultative des droits de l'Homme, justement iwwert d'Mënscherechter vun de Leit an de CIPAen, an de Maisons de soins, an ech denken, datt an deenen nächste Wochen dee Rapport do erauskënnt.

Mir héieren am grousse Ganzen net - Gott sei Dank! -, datt et Maltraitancen an deem Sënn gëtt. Wa mer et héieren, da gëtt et et gradesou gutt an de Familljen an da gëtt et et haaptsächlech ebe vu Leit, déi iwwerfuerdert sinn, ob dat Familljemembere sinn oder ob dat och Personal ass.

A vun dohier hu mer gesot, mir halen drop, datt eng gutt Formatioun gemaach gëtt, an dofir steet am Agrément zu Lëtzebuerg dran, datt mer 80% qualifizéiert Personal hunn - an Däitschland sinn et 50% -, op d'Présence vun engem Infirmier 24 Stonnen op 24, an och dorop, datt e Konzept do ass fir eben eng Prise en charge vun där Persoun, déi eben do ass.

Mir hunn eng ganz Partie och vu Formation continue, an ech mengen och, datt dat eppes ass, wat enorm wichteg ass, déi jo och zum Beispill ugebuede gëtt vun dem RBS, iwwert d'Burn-out-Prophylax, iwwer Stress-Management, iwwert d'Mise en place vu Coaching a Supervisioun, fir ebe just och d'Personal an deenen dote schwéiere Froen - an dat si schwéier Froen! -, fir se och do ze begleeden, fir eben ze verhënneren, datt esou Saache virkommen.

Mir hunn de Moment en Aarbechtsgrupp bei eis am Ministère zesumme mat dem RBS a mat den Träger, fir och ze kucken, datt mer e standardiséierte Modell fannen an der Psychogeriatrie fir eben och d'Institutioune fir de Maintien à domicile, fir eben de Leit déi Méiglechkeeten ze ginn, fir datt se dat kënne maachen.

Extern Evaluatioune maache mer an extrae Situatiounen, zum Beispill wéi déi „Oasen", déi ugebuede ginn a verschiddene Fleegeheimer bei demente Leit, ech denken zum Beispill un d'Oas zu Ettelbréck wéi och bei der ALA, datt do och Evaluatioune vu bausse gemaach ginn, wou also net nëmme just gekuckt gëtt, wéi gesinn ech et selwer, mä och, wéi et vu bausse gesi gëtt.

Mir hunn d'lescht Woch an der Regierung de „Plan démence" ugeholl, an ech denken, datt mer och an eenzelne Fäll, wou eben d'Leit do bei eis reklaméieren, deene Plainten do noginn an an eenzelne Fäll, awer wierklech a ganz raren, eenzelne Fäll, och da kucken, datt d'Leit op aner Plazen hikommen. Well wa bis d'Situatioun esou degradéiert ass, dann huet et och kee Sënn méi, fir nach virunzefueren op där Plaz, mä dann ass et méi gescheit, datt een da kuckt, datt d'Leit éierens aneschters ënnerdaach kommen, well da gëtt dat näischt méi, weder mam Personal nach mat deene Persounen, déi betraff sinn, respektiv och mat hire Familljen. An ech denken, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

Zum Schluss vläicht nach just och, datt virgesinn ass vun dem Justizminister, eng Revisioun ze maache vun dem Code civil, eben iwwert d'Majeurs protégés, fir och ze kucken, wat ee mat deene Leit ka maachen, well mer ebe wëssen, datt et ëmmer méi Leit gëtt, déi dement ginn, datt et ëmmer méi Leit gëtt, déi och kee méi hunn dann, dee bei hinnen ass, a wou keng Famill méi do ass, wou et also wichteg ass, datt ee vläicht elo am Viraus seet: „Wann ech bis an déi Situatioun kommen, dann hätt ech gären, datt dee fir mech d'Tutelle hätt, an net nëmme just iwwer meng Suen, mä och iwwert dat, wat da mat mir geschitt, als Fleeg an esou virun."

Dat, mengen ech, sinn ewell Saachen, déi wichteg sinn, an déi ëmmer méi wichteg si bei enger Gesellschaft, déi awer ëmmer méi al gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Da komme mer zu der Fro N°220 vum Här Henri Kox, déi Kéier un de Gesondheetsminister, iwwert déi öffentlech Consultatiounen zu zwou Propositioune vun der Autorité de sûreté nucléaire. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Viru 14 Deeg ware mir jo op Paräis, eng Lëtzebuerger Delegatioun, fir eis Bedenke vis-à-vis vun der Atomkraaft kundzedoe bei der franséischer Regierung. Mir wëssen, dass mer grouss Divergenzen hunn, wat Cattenom betrëfft. Gläichzäiteg, oder neen, virun enger Woch huet den Direkter gesot, dass se wéilten op 60 Joer verlängeren.

Elo ass zoufälleg a Frankräich eng öffentlech Prozedur amgaangen, wou d'Autorité de sûreté nucléaire zwee Reglementer wëllt iwwerkucken. Dat eent ass iwwert den «impact sur la santé et l'environnement des installations nucléaires de base», an dat zweet, déi zweet Décisioun vun der ASN ass a sech iwwert d'Publikatioun vun deem Dossier, fir Asprochméiglechkeeten am Beräich vum Nucléaire ze kréien.

Meng Fro ass, an dat ass dat Wichtegst, wat och Cattenom ubelaangt: Wéi eng Moyenë kënne mer eis nach ginn, fir déi Lafzäitverlängerungen ze verhënneren? Hei an dësem Projet schéngt et jo éischter ze si fir nei Installatiounen. Mä inwiefern gouf d'Lëtzebuerger Regierung an dëser spezieller Problematik informéiert?

An denkt d'Regierung, vläicht op Basis vun deenen zwee Reglementer, op Basis vun deenen Ännerungen, déi hei kommen, ob et net awer eng Ouvertür gëtt bezüglech der Lafzäitverlängerung vu Cattenom, fir do en Hiewel ze fannen, fir Moyenen ze hunn, fir och juristesch nach eng Kéier trotzdeem ze intervenéieren, wëssend dass de Moment eis d'Hänn do gebonne sinn?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox, an d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wat d'Haaptfeststellung ugeet, trennt eis hei an der Chamber an an der Regierung näischt: dass mer alles musse maachen, fir dee Message kloer eriwwerzebréngen an all Direktiounen a Frankräich, dass mer net weider wëlle mat Cattenom konfrontéiert sinn, schonn iwwerhaapt net iwwer méi wéi déi bishereg Lafzäit eraus - am léifste muer ouni!

Mir hunn dat och esou kloer eriwwerbruecht bei där Ministesch, déi sech eis gestallt huet, mä dee Message, dee schéngt net bis op Cattenom erofkomm ze sinn, well ech war gradesou, wéi soll ech soen, net... (veuillez lire: net amused,...)

(Interruption)

Jo!

...wéi ech den Direkter vu Cattenom héieren hunn, dee mat där gréisster Selbstverständlechkeet erausposaunt huet, dass hien net u sech géif zweifelen a schonn iwwerhaapt net u Cattenom. Sou dass et fir mech keng Alternativ dozou gëtt, dass mer all Geleeënheet notzen, och wann dat onbequem ass an och wann eis franséisch Kolleegen dat net gär héieren, fir den Drock ze verstäerke fir déi direkt Moossnamen, wat an eisen Aen am beschten d'Schléissung wär, a fir virun allem och eng Fin de non-recevoir vis-à-vis vun enger Verlängerung ze ginn.

Et gëtt do keng Alternativ zu deem Wee, dee mer bis elo gaange sinn. Ech mengen och net, dass déi öffentlech Consultatiounen, déi mer detektéiert hunn, elo e groussen Hiewel ginn, mä et soll een och déi kleng Instrumenter gebrauchen.

Déi éischt Consultation publique geet ëm d'Modalitéiten, wéi d'Ausstréimungen - Waasser, Gas, soss aner Flëssegkeeten -, déi vu Cattenom kënnen ausgoen oder vun Atomzentralen insgesamt kënnen ausgoen, wéi déi solle gemiess ginn. Dat sinn Instruktiounen, déi vun der ASN kommen.

D'ASN, an hirer Approche, gefält mer besser wéi d'Approche vun de Responsabele vu Cattenom, well se sech Méi gëtt, fir Instrumentarien ze verbesseren. Hei ass et awer net, fir sech ganz grouss Illusiounen ze maachen, dass duerch déi nei Modalitéiten elo muer Cattenom net méi géif de Konditiounen, déi si festleeën, entspriechen. Et ass net esou, wéi wa mer elo d'Radaren, fir Feeler ze detektéieren, dass mer déi géifen ersetzen a méi feinfühleg maachen, mä et ass éischter esou, wéi wann d'ASN de Bedreiwer vun den Atomzentrale seet: „Wiesselt emol Ären Tachometer, da gesi mer weider." Also et ass net esou, wéi wa mer eis do kéinten drun unhänken.

Déi zweet Prozedur, déi ass e bësse méi Erfolleg verspriechend, well se d'Modalitéite regelt, wéi bei enger Rei vu Reglementer déi Populatioun soll gefrot ginn, déi an engem direkten Ëmfeld ass vu fënnef Kilometer. Mir ginn do konsultativ mat associéiert, mir ginn also eng Rei vu Saache gewuer. Mä wa mer iwwert deen dote Reglement eppes wéilte bewierken, da musse mer drop hoffen, dass déi Populatioun, déi an engem direkten Ëmkrees vu Cattenom wunnt, nach e bësse méi kritesch gëtt an dann hir Rechter gebraucht.

Ënnert dem Stréch ass et ëmmer ze begréissen, wann d'ASN probéiert, e bësse méi demokratesch oder e bësse méi feinfühleg an hirer Detektioun ze ginn, mä domat eleng kréie mer Cattenom net ausgehiewelt, do musse mer vläicht nach déi eng oder aner Kéier Kloertext vis-à-vis vun der franséischer Regierung schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°221 vum Här Fernand Kartheiser un d'Kulturministesch iwwert d'Expo „iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg". Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Madame Minister, ech wollt Iech uschwätzen op eng Ausstellung op den Dräi Eechelen, fir déi Dir jo déi politesch Verantwortung drot. Dir erënnert Iech, datt mer 2010 hei eng Diskussioun haten, ob dee Musée sollt iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit goen oder iwwer Identitéiten, wéi d'Regierung et deemools proposéiert hat.

Ech war déi Ausstellung elo kucken a si besteet aus dräi Deeler, wéi Dir et jo wësst. Dat eent si Filmer, dat anert ass eng Ausstellung an dat Drëtt, dat si Konferenzen, déi organiséiert ginn.

Bei deene Filmer, do si mer eng Rei Saachen opgefall. Do gëtt zum Beispill Lëtzebuergesch a Kombinatioun natierlech mat de Biller an dem Text als „Exklusiounssprooch' duergestallt - méi subtil, wéi ech dat elo maachen. Et gëtt gesot, eng Sprooch, déi net als Kommunikatiounssprooch considéréiert gëtt, gëtt zur Exklusiounssprooch, woubäi de Lëtzebuerger Fändel gewise gëtt.

Da gëtt de Lëtzebuerger ënnerstallt, datt se rassistesch wieren, och ganz subtil, well do gëtt sech beruff op d'Remouen, gëtt gesot, déi d'Asylanten hei causéiert hätten, an dat Asylrecht wier vun de Lëtzebuerger schlecht gesi gewiescht.

Neen, Madame, et war just de Mëssbrauch vum Asylrecht, dee schlecht gesi war!

An da gëtt, an dat ass eng ganz seriö Saach, am lëtzebuergeschen Text, net am franséischen Text, praktesch ënnerstallt, d'Verfollegung vun de Judden am Zweete Weltkrich, dat wier eppes anescht wéi déi vun deene jonke Lëtzebuerger, well et gëtt gesot, wou d'Judde verfollegt gi sinn, hätten d'Lëtzebuerger net vill reagéiert, mä wou dunn déi jonk Lëtzebuerger hätte missen an d'Wehrmacht goen, du wier reagéiert ginn.

An et ass jo natierlech kloer, datt och d'Judden, wéinstens zu engem groussen Deel d'Judden, déi deemools hei am Land waren - et goufen och auslännesch Judden -, mä datt déi net kënnen anescht considéréiert gi wéi Lëtzebuerger Statsbierger.

An der Ausstellung selwer gëtt et och eng Rei vu ganz komesche Saachen, komesch net am Sënn vu witzeg, mä vun „merkwürdeg", wou ee sech och muss froen: Wéi ass dat méiglech?

Et gëtt zum Beispill eng Fënster hei gewisen, ech zitéieren Iech dat, wou och den Thema Rassismus ugeschwat gëtt: „Heutzutage ist das gängige Schönheitsmodell:..." - heescht et an der Ausstellung -, „...jung und schlank, gerade weiße Zähne und weiße Haut. Die Grenzen zwischen Körperkult und Rassismus sind fließend." Et mengt ee bal, wann een dat liest, et kéint net sinn!

An dann och, Är Ausstellung huet eng Referenz op d'Ofdreiwung. Och dat schéngt zu den Identitéiten ze gehéieren. An do ass déi net méi aktuell - dat wollt ech Iech och soen, Madame Minister -, well an der Ofdreiwung, do gëtt monéiert: „Der Schwangerschaftsabbruch..." Neen, pardon, ech fänken un: „Die Diskriminierung fängt schon vor der Geburt an. Der Schwangerschaftsabbruch ist in Luxemburg nicht allein die Entscheidung der schwangeren Frau." Dat musst Der vläicht korrigéiere goen. „Der Embryo steht im Mittelpunkt." Der Embryo steht im Mittelpunkt! „Wird er als «anormal» angesehen, ist eine Abtreibung eher möglich."

Alles dat an enger Ausstellung iwwer Lëtzebuerger Identitéiten an ënnert der politescher Verantwortung vun der CSV!

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech weess, ech weess, Här President. Dat maachen ech ganz gären.

Duerfir meng zwou Froen un d'Madame Minister. Madame Minister, mengt Dir net, déi temporär Ausstellung, déi hätt elo hiren Déngscht laang genuch gemaach a mir sollten eng richteg, eng anstänneg Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit dohinnerkréien? Wier et net héich Zäit derfir?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Här President, d'Ausstellung ass temporär. D'Wëssenschaft ass onofhängeg. An d'Kultur ass keng Statskultur (veuillez lire: keng Statskultur hei am Land) an ass och domadder eng aner Zort Amëschung wéi dat, wat den Här Kartheiser gären hätt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Modert.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°222 vum Här Claude Meisch un den Aarbechtsminister iwwert de Centre de formation professionnelle ArcelorMittal zu Déifferdeng. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Virun enger Rei vu Wochen hu mer an der Press gelies, ech mengen, dat war opgrond vun engem Communiqué vun dem LCGB, datt ArcelorMittal plangt, sech aus dem Centre de formation, der „Léierbud" zu Déifferdeng, wéi mer se nennen, zréckzezéien.

Dat ass eng Schoul, wou zënter 1913 Formatiounen ugebuede goufen, also scho méi wéi 100 Joer, déi eigentlech gutt fonctionnéiert huet, virun allem eng Formatioun ugebuede gouf, déi bei ArcelorMittal selwer, awer och bei anere Patronen, déi d'Chance haten, Leit anzestellen, extrem gutt ugesi war. Virun allem och duerch den Tatbestand, datt d'Formateuren aus der Industrie selwer komm sinn, dat heescht extrem no un der Praxis, un der berufflecher Praxis, um berufflechen Alldag dru waren.

Viru ronn zwou Woche konnte mer och iwwert d'Medië gewuer ginn, datt de Minister Schmit mat der FEDIL geschwat huet iwwer eng eventuell Schafung vun enger Industrieschoul op deem dote Site als Nofolgeprojet. Dat wier eng Iddi, déi sécherlech Sënn géif maachen an och am regionale Kontext vun der Südregioun ze gesi wier.

Iwwerrascht selwer war ech allerdéngs, als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng musse festzestellen, datt d'Gemeng, obscho jo deen Dossier do net eréischt gëschter vum Himmel gefall ass, bis haut nach net informéiert gouf, datt et eng Rei vu Problemer gëtt, obschonn d'Gemeng am Conseil d'administration vertrueden ass, obschonn d'Stad Déifferdeng Enn de 70er Joren awer considérabel finanziell Effortë gemaach huet, fir dat Gebai vun der École professionnelle kënnen opzebauen.

An eigentlech nach méi iwwerrascht war ech awer och ze liesen, datt haut den Owend soll eng Veranstaltung zu Déifferdeng sinn, vun der LSAP organiséiert - ech mengen, d'LSAP aus dem Kordall -, wou zwee Ministeren, d'Madame Delvaux an och nach den Här Schmit,...

(Brouhaha)

...datt déi do da wäerte Kloertext schwätzen, wat dann d'Zukunft vun der Léierbud soll sinn.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Meisch nozelauschteren!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Sécherlech eng ganz begréissenswäert Initiativ. Allerdéngs hätt ech dach gemengt, den éischte Wee, deen hätt awer solle bei d'Gemengenautoritéite féieren, déi bis ewell ëmmer Partner waren an deem Projet do an et vläicht och net ausgeschloss hätten, fir fir d'Zukunft kënne matzediskutéieren.

A wann den éischte Wee bei de Buergermeeschter gefouert hätt, dann hätt ech mer eng Freed doraus gemaach, den Owend den Éierewäin ze ginn. Merci!

Meng Fro ass allerdéngs...

(Hilarité générale)

Meng Fro ass allerdéngs, Här Minister, wat geschitt dann elo mat der Léierbud?

Une voix.- Si hunn lech net invitéiert!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Op déi do Fro, déi jo bal scho vergiess ginn ass, kann ech lech ganz schnell äntwerten.

Éischtens si mir net responsabel fir d'Décisioun, déi vun ArcelorMittal geholl ginn ass. Effektiv si mer dovun informéiert ginn am Kader vun enger Réunion tripartite, wou Arcelor ons dat gesot huet. Mir wëssen, datt Arcelor an engem Prozess ass, wou extrem gespuert gëtt. Mir hunn annoncéiert kritt, datt am Grupp weider dräi Milliarde solle gespuert ginn. An dat heiten, dat passt natierlech och an dat ganzt Spuerkonzept, dat déi Entreprise momentan duerchféiert.

Wat ech ka soen - an ech ginn elo net op déi kleng Déifferdenger Affären tëschent Déifferdenger hei an -,...

(Brouhaha)

...ech kann lech soen, datt mir natierlech alles bis ewell an d'Wee geleet hunn, fir datt déi Schoul bestoe bleift. Ech weess net, wat d'Pläng, de Masterplang vun Déifferdeng fir déi Schoul virgesäit. Ech mengen, do sinn Hypotheesen, déi eigentlech dovunner ausgaange sinn, datt déi Schoul géif anscheinend verschwannen. Mä dat ass Lokalpolitik, dora mëschen ech mech net.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Da sidd Der falsch informéiert! Duerfir sollt Dir vläicht eng Kéier laanschtkommen, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Voilà, ech sinn den Owend do! Ech soen lech just, datt déi Schoul also eng Zukunft huet mat engem neie Konzept. Datt se souwuel...

(Brouhaha)

Jo, wëllt Der nach d'Äntwert héieren oder net?

M. le Président.- Här Meisch, da lauschtert dach dem Här Schmit no! Dir stellt hei Froen, an da lauschtert keen no!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Hien huet u sech keng Fro...

(Brouhaha général)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech si ganz Ouer, Här President. Ech si ganz Ouer, Här President!

Une voix.- Ech mengen, d'DP war schonn um Éierewäin!

(Hilarité générale)

Une autre voix.- Sidd Dir och net invitéiert?

M. le Président.- Sou, Här Minister, fuert virun!

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Voilà! Éischtens, datt effektiv déi Schoul e bëssen eng nei Orientéierung kritt. Dat heescht, aus der Schoul soll eng Schoul, en Institut de formation industrielle ginn, déi net fir eng Entreprise méi soll eleng ausbilden, mä fir de ganze Secteur industriel.

An d'Träger vun där Schoul ass d'FEDIL, dat heescht, d'ganz Lëtzebuerger Industrie, déi sech och un deem Projet associéiere wëllt, an d'Chambre de Commerce. Firwat, ënner anerem, d'Chambre de Commerce? Här Buergermeeschter, Dir wësst et! Dat ass, well den Terrain der Chambre de Commerce geféiert.

Zesummen och mam Ministère de l'Économie si mer amgaangen - a mat dem Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle -, d'Formation continue an där Institutioun wëllen ze verstäerken, zesumme mat allen Industrien, déi och bereet sinn, do matzeschaffen.

An en drëtte Volet ass dat, wat de Wirtschaftsminister proposéiert, an deem Komplex eng „learning factory" ze maachen, déi haaptsächlech orientéiert ass op d'Économie d'énergie.

Dat heescht, déi Schoul huet absolut eng Zukunft. Hir Orientatioun gëtt geännert, well natierlech och d'Industrie hei zu Lëtzebuerg änert, well d'Siderurgie net méi dat ass, wat se emol virun zéng, 20, 30, 40 oder Dir schwätzt vun 1903 war. Also musse mer ons och do upassen.

Mä op jidde Fall, souwuel déi Leit, déi elo momentan do schaffen, wéi déi, déi elo do léieren, well et sinn nach 50 Apprentien, déi do hiren Apprentissage maachen, wéi och fir d'Zukunft ass fir déi Déifferdenger Schoul do garantéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Da kéime mer elo zu der Fro N°223 vum Här Jean Colombera, déi Kéier un de Wirtschaftsminister, iwwert de Marshall-Plang, fir Lëtzebuerg ze dynamiséieren. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Här Minister, Dir hat ugekënnegt, fir e Marshall-Plang hei a Lëtzebuerg anzeféieren, fir d'Wirtschaft erëm nei ze beliewen. Ech war ganz erstaunt an och e bësse besuergt, well éischtens ass dee Marshall-Plang, wat jo eng ganz grouss Envergure ass - mir schwätzen hei, fréier hu se vun 13 Milliarden Dollar geschwat -, an och e bësse besuergt, well dat eben eng gewëssen Ideologie hat.

D'Amerikaner hunn dee Marshall-Plang entwéckelt, fir Europa opzebauen, mä mat der Absicht, géint déi béis Russen ze kämpfen, well soss wären déi hei an Europa komm an dat wär vläicht eng ganz geféierlech Situatioun ginn. An dofir, vun där Ideologie hier,...

(Interruption)

...vun der Ideologie hier ass dat fir mech net grad fir Lëtzebuerg gëeegent. An ech hätt léiwer gehat, Här Minister, Dir hätt vum Etienne-Schneider-Plang geschwat.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Mä ech weess awer, dass Der ganz bescheide sidd...

(Interruption)

Ech weess, dass Der ganz bescheide sidd, Dir wëllt Ären Numm net nennen. Mä erlaabt mir dann, dass ech awer dovunner, vum Etienne-Schneider-Plang schwätzen.

(Hilarité)

A meng Froe sinn: Wéini gëtt mat dësem Etienne-Schneider-Plang ugefaangen, Här Minister? A wéi vill Geld ass d'Regierung bereet, ze investéieren an de Beräicher Biotechnologie, Ecotechnologie, ICT a Logistik? Huet d'Regierung scho Kontrakter mat private Partner ausgehandelt? A wat ënnerhëlt d'Regierung, fir ganz friemt Kapital hei an d'Land ze kréien?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Une voix.- De Marshall.

Une autre voix.- „Vun" Marshall!

(Brouhaha)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt, Här Colombera, maacht lech keng Gedanken, ech hu keng Ideologie!

(Hilarité et brouhaha)

Ech wosst nämlech, dass et soss vun engem anere kéim.

Ech hunn och kee Problem mat de Russen. Et ass jo esou, dass ech elo méi oft bei d'Russe ginn, wéi dass d'Russe bei eis kommen. Mä Dir hutt recht, ech si voller gudder Iddien, mä ech sinn awer net esou pretenziéis, mengen Iddien och nach mäin Numm ze ginn. - Vläicht awer e puer seriö Wierder.

Ech wollt hei drop hiweisen, dass mer als Regierung trotz Kris am Budget fir dëst Joer ëmmerhin nach Investitioune festgehalen hu vun 3,7% vum PIB an domat eng gëlle Regel respektéieren, déi international gëllt, nämlech méi ze investéieren, wéi mer Defizit maachen. An ech mengen, dass dat eng ganz positiv Geschicht ass. Et ass en enorme Montant, 1,7 Milliarden Euro, deen de Lëtzebuerger Stat eleng dëst Joer wäert an Infrastrukturen investéieren.

Ech hu mer awer geduecht, vu dass Lëtzebuerg den Avantage huet, ni de Feeler gemaach ze hunn, seng Participatiounen a staatleche Betriber respektiv a private Betriber ze verkafen, déi mer zunotzen ze maachen, fir ze soen: Ma kommt, mir setzen eis zesummen a mir kucken, wéi mer nach kënnen e supplémentaren Investitiounsprogramm bündelen an deen dann zesummen duerchféieren! An do hu mer e Montant zesummegesat vun 2,5 Milliarden Euro, déi mer iwwert déi nächst fënnef Joer investéieren. Dat si Firmen eréi Enovos, Creos, Post, LuxConnect an d'SEO.

Derbäi kommen déi Aide-d'Étaten, déi mer jo iwwert de Statsbudget nach ginn, fir Investitiounen zum Beispill an d'Recherche ze investéieren. Do hu mer, just fir lech de Bilan ze maachen, an deene leschte fënnef Joer 251 Milliounen Euro investéiert. Dat huet zu direkten Investitioune gefouert vun 1,1 Milliarden Euro, huet 1.900 nei Aarbechtsplaze geschaf a virun allem vill anerer kënnen ofsécheren.

Elo hutt Der mech gefrot an Ärer zweeter Fro: Wéi vill investéiert de Stat an déi verschidde vun deene véier Domänen, déi mer jo wëllen développéieren? Ech mengen net, dass et vill Sënn huet, Chifferen ze nennen; dat sinn Honnerte Milliounen an deene verschiddenen Domänen. Ech soen lech just, wat geschitt ass.

Fir den Ecotech-Beräich hate mer zwou Start-up-Infrastrukturen - déi eng 2004, déi aner 2007 - geschafen. Ech hunn elo am Juli 2012 en Incubateur national um Site Belval a Betrib geholl, deen elo fonctionnéiert. Mir hunn d'lescht Joer Technopol S.A. gegrënnt, déi ebe just all deene Start-upe soll hëllefen an all hiren Démarchen. Mir hunn natierlech Luxinnovation, déi hëlleft Business-Pläng an all Méigleches opzestellen. An deemnächst gëtt den Incubateur Ecotech ugefaange mat bauen um Site, Luxsite. Dir wësst, dass dat op der Kockelscheier eng Zone d'activités ass, déi just dédiéiert ass fir d'Ecotechnologien. Dat zu deem Beräich.

De Biotech-Beräich, do hu mer de Luxembourg Centre for Systems Biomedicine gegrënnt, wou entre-temps ënnert dem Professor Balling honnert Leit schaffen, deen awer nach bis Enn dëst Joer weider honnert Leit wëllt astellen, Chercheure wëllt astellen, fir an deem Domän virunzekommen. Do gesitt Der, dass d'Dynamik immens grouss entre-temps an deem Beräich ass. Mir hunn d'Biobank geschafen. Mir hunn...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif lech wierklech bieden, e bëssselche méi attentivement dem Här Wirtschaftsminister nozelauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Villmools Merci, Här President.

An dann hu mer eng ganz Rei international Kooperatiounen, wou ech lech gären eng Kéier den Detail ginn, mat auslänneschen Universitéiten, mat Laboratoiren, mat Centre-de-recherchen. Ech hunn d'lescht Joer de Grondstee geluecht vum House of Biohealth, wat och en Incubateur soll gi fir Start-upen an deem dote Beräich, awer och fir auslännesch Entreprisen, déi wëllen hei Fouss faassen. An dann, net ze vergiessen, hu mer den Advent Life Sciences Fund opgeluecht, wou d'S.N.C.I. 25 Milliounen Euro dragestach huet, fir ebe just an esou Gesellschaften ze investéieren.

ICT-Beräich, mengen ech, kann ech soen, dass mer virun zéng Joer en „nowhere" waren an deem dote Beräich. Mir hunn dunn décidéiert, oder déi deemoleg Regierung huet décidéiert, dass mer dee Beräich wéilten ausbauen, an et ass massiv investéiert ginn an d'Infrastrukturen am ICT-Beräich, souwuel vun der Post wéi och vun der LuxConnect, déi jo och e staatleche Betrib ass. An haut si mer top, wat d'Infrastrukturen ugeet.

Wann eng Rei vun den Entreprisen am Commerce électronique an der Zäit d'Décisioun haaptsächlech dorop baséiert hunn, op Lëtzebuerg ze kommen, well eis TVA interessant ass, da muss een awer haut feststellen, dass, wann d'TVA muer fält, se bleiwe wéinst der Infrastruktur.

Mir hu Gesellschaften, just fir lech dat nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, déi hei grouss international Nimm sinn, wéi Amazon, Skype, iTunes, eBay, Jilbee, Trendiction, iNUI Studio an nach eng ganz Rei anerer.

Mä wat hu mer nach fäerdegbruecht? Well eise Réseau esou gutt ass, wéi en ass, huet en Effets positifs op d'Bankeplaz, op d'Bourssen an en huet immens Effeten...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, mä ech sinn direkt fäerdeg.

...op déi ganz Gaming-Industrie, well mer och masseweis Entreprisen hunn, déi zu Lëtzebuerg sinn.

Dann dee leschte vun de Secteuren, d'Logistik. De Site WSA ass d'lescht Joer endlech ugefaange gi mat bauen, de Freeport ass am Bau, CFL Multimodal fänkt un, SOLEIL gëtt deemnächst ugefaangen ze bauen, den Train combiné an d'Türkei ass ënnerwee. Transalliance sinn op Lëtzebuerg komm. Expeditors International sinn op Lëtzebuerg komm. En immens wichtege Secteur, well mer Dausenden Aarbechtsplazen do wäerte schafe fir manner qualifizéiert Leit, duerfir ass dat mer ganz wichteg.

An Är lescht Fro: Wat maache mer, fir auslännescht Kapital op Lëtzebuerg ze kréien? Mä dofir maache mer permanent Mission-économiquen, Promotiounsreesen. Dofir hu mer e Réseau vu Luxembourg Trade and Investment Offices, zwee Stéck an den USA, een zu Dubai, een an Israel, een a China, Taiwan, Südkorea a Japan.

An dann, last but not least net ze vergiessen eis Ambassaden, déi en extrem wichtege Rôle an der Promotion économique spillen. An ech wëll och vun där heite Plaz all deenen Ambassaden e grousse Merci soen, well se si mir als Wirtschaftsminister eng ganz grouss Hëllef.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister.

A mir kommen dann zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nach eng Kéier eng Fro vum Här Jean Colombera, déi Kéier un de Gesondheetsminister an de Minister fir d'Sécurité sociale, iwwer en Aktiounsplang Demenz. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech hunn eng Fro u mäi Kolleeg, den Här Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

Une voix.- Sidd Dir ewell gutt Kolleegen?

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Jo, mir si ganz gutt Kolleegen.

(Interruptions et hilarité)

Ugesiichts vum nationalen Aktiounsplang vun Demenzkrankheeten, dee verschidde Moossnamen empfeelt, wat d'Diagnos an d'Betreiung ugeet, muss ganz staark gehandelt ginn. Déi neurodegenerativ Krankheete si mat 20% déi éischt Ursaach vun der Ofhängegkeet géigeniwwer vun der Fleegeversécherung.

An da rechent een am Prozentsaz 8,8% vun de Krankheete bei den eelere Leit, déi iwwer 65 Joer hunn, an dat gëtt dann an der Zukunft bis 2022, 2025 pardon, 8.000 nei Fäll, mat neie Fäll gerechent. Dat heescht, wann een hei kuckt, d'Deputéierten, d'Ministeren zesummen, wann déi da 65 Joer kréien, dat gëtt da siwen, aacht Deputéierten oder Ministeren, déi dement sinn. Dat misst eis Suerge maachen.

(Brouhaha et hilarité)

Quitte...

Une voix.- Dir sidd awer erëm esou intentionnéiert!

Une autre voix.- Wann et nach esou laang dauert, dann ass dat positiv.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Quitte dass verschidde Gesetzer hei heiansdo ee Status op Prédémence virweisen. Bon.

D'Froen, déi ech wëll stellen, Här Minister: Ass am Endbericht och mat den Ursaache sech befaasst ginn, Alzheimer, bedéngt zum Beispill duerch Medikamenter, Emweltvergëftungen? A wat gëtt da preventiv gemaach, fir net an déi Situatioun vun den Demenzen ze kommen?

Déi zweet Fro, déi ech wéilt stellen, ass: Wéi ass et mat der Fleegeversécherung? Ass déi nach amstand, dëse Méiwäert vu fleegebedürftege Persounen ze betreien? A wéi stellt de Minister sech dës Finanzéierung vir?

Drëtt Fro: Kënnt et zu enger Erhéijung vun der Cotisatioun an den nächste Méint oder Joren?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt nach eng Kéier de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs, an hir Servicer mat mir an eise Servicer a mat ganz villen anere Leit de Virentworf fir en Demenzplang ausgeschafft, deen och déi lescht Woch duerch de Conseil de Gouvernement gaangen ass. Dat weist, wéi mer där Entwécklung Rechnung droen an och d'Wichtegkeet, déi mer enger proaktiver Approche zu deem dote Phenomeen bäimoossen.

Ech wëll direkt soen, dass net bis 2025 8.000 nei Fäll derbäikommen, mä dass et insgesamt 8.000, tëschent 8.000 an 9.000 Fäll wäert ginn. Dat sinn der méi wéi genuch, och wann et net 8.000 Fäll sinn, déi derbäikommen.

Elo ass et esou, dass e wichtegt Element vun deem Aktiounsprogramm d'Preventioun ass. Kann ee soen: Gëtt et eng allgemenggëlteg Preventioun fir Demenzen? Sécher gëtt et deen Aha-Effekt. Déi allgemeng Léisung oder déi Zauberformel, fir Demenzen ze verhënneren, gëtt et net, soss wäre se laang applizéiert ginn.

Mä bei der Demenz gëllen ähnlech Preventiounsmoossname wéi bei ganz villen anere Krankheeten: Gesond ernieren, bewegen, am Alter mental a physesch aktiv bleiwen, sozial agebonne bleiwe si wichteg Preventiounselementer, déi mer och wëlle promouvéieren.

Do derniewent gëtt et bei éischte Signaler vun der Demenz eng ganz grouss Wichtegkeet bei der précocer Diagnos, fir dass ee mat Zäit kann dorop reagéieren.

Bon, d'Experte streide sech nach ëmmer drëm, wat genee d'Ursaache fir Demenze sinn. Ob et, wéi den Här Colombera gesot huet, en direkten Zesummenhang gëtt mat Medikamenter oder jee nodeem, wat fir eng Medikamenter a Schuedstoffer; sécher ass, dass d'Haaptursaach, fir dement ze ginn, déi vill méi grouss Liewenserwaardung ass, déi mer haut hunn.

Ech kann also net soen, dass mir elo eng spezifesch Preventioun hätte fir Alzheimer, also medikamentebedéngten Demenzen, mä insgesamt och fir de bon Usage vum Medikament plädéieren. Abusë vu Medikamenter sinn net nëmme bei alzheimer- oder demenzgefährdete Persounen näischt Guddes, mä insgesamt bei alle Leit.

Wat elo déi zweet an déi drëtt Fro ugeet: Dir wësst, mir sinn amgaangen, d'Fleegeversécherung, wat eng Success Story ass a se och wäert bleiwen, fir déi ze bilanzéieren. De Rapport d'évaluation, dee wäert bis uganks Abrëll fäerdeg sinn, mat Analys an enger Rei vu Propositiounen. Mir wäerten déi Analys da breet diskutéieren, fir och ze kucken, wat mer vu Modifikatioune kënne maachen.

Dir wësst, dass et déi Assurance dépendance net zum Nulltarif gëtt, dass mer 2005 och eng seriö Bäitragserhéijung schonn eng Kéier gemaach hunn, déi awer opgrond vun deenen exzellente Leeschtungen, déi d'Fleegeversécherung gëtt, net zu engem groussen Tollé gefouert huet, mä awer bei de Leit akzeptéiert ginn ass.

Ech kann lech elo, ech wäert lech elo net soen, ob mir an deenen nächste Méint - sécher net! - d'Bäiträg wäerten erhéijen. Ech wäert lech awer och net soen, dass mer ni méi wäerten d'Bäiträg bei der Fleegeversécherung erhéijen. Dat bedéngt fir d'Éischt d'Diskussioun iwwert d'Bilanzéierung, d'Akzeptanz vun deene Leeschtungen do, wou mer kënne méi rationell schaffen, an do, wou vläicht d'Geld kéint méi wierkungsvoll agesat ginn, dat maachen. An dann eréischt, wann et dann noutwendeg ass, doriwwer diskutéieren, ob mer Bensin mussen noschëdden.

Also, am Moment ass dat jiddefalls net op der Agenda. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Froestonn a mir kommen elo zu der Aktualitéitsstonn, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet, iwwert den Audit vun der Santé au travail. Hei ass d'Riedezäit, laut Artikel 84 zweeten Alinéa, festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Krieps, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. D'Wuert huet elo d'Madame Claudia Dall'Agnol als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun.

6. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer

Exposé

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Audit iwwert d'Santé au travail, do ass eigentlech dat gemaach ginn, wat vill méi dacks misst gemaach ginn, nämlech datt mer kucken, eis aktuell Gesetzer, déi mer hunn zu eenzelnen Themen, ze analyséieren no enger gewëssener Zäit - an dësem Fall sinn et ëmmerhin 18 Joer -, fir ze kucken, ob déi eigentlech nach ëmmer de Gegebenheete vum Terrain entspriechen oder ob mer eben als Chamber musse Remedur schafen.

An duerfir wéilt ech emol virun allem am Numm vun de Sozialisten och dem Minister Merci soen, datt en dëse wichtege Schratt gemaach huet.

Alles an allem koum jo och eis Organisatioun, wéi se bis elo war vun der Santé au travail, gutt ewech, mä d'Auditeuren, déi maachen natierlech eng Rei Virschléi, déi mer och sollen diskutéieren, a wa mer fannen, datt se gutt sinn, se dann och ëmsetzen.

Virun allem ass et awer wichteg ze betounen, well ech jo schonns virdru sot, eis Organisatioun ass net esou schlecht ewechkomm, datt mer d'Rad net brauchen nei ze erfannen. Well déi éischt Feststellung, déi et gëllt ze maachen, dat ass déi, datt eis Aarbechtsmedezin déi Ziler, déi se sech gesat huet, zum gréissten Deel och erfëllt, nämlech ze kucken, datt de Salariéen hir Gesondheet op der Aarbechtsplaz geschützt gëtt.

Wa mer hautdesdaags vun Aarbechtsplaz schwätzen, dann ass dat natierlech eng aner Welt, eng aner Aarbechtswelt wéi déi, wou eis Pappen an eis Grousspappen dra geschafft hunn. Sécher ass ganz vill do geschitt. Ech denken elo zum Beispill un de Knascht, de Kaméidi, deem déi Leit vill Jore laang ausgesat waren.

Natierlech gëtt et sécherlech hautdesdaags och nach där Fäll - leider, géif ech soen! Mä ech tippen awer emol drop, datt déi gréisste Problemer, wa mer haut kucken, dat Psychosoziaalt ass, wéi Depressiounen, wéi Burn-out, eventuell souguer Suiciden, déi op d'Onzefriddenheet, de Stress, de Mobbing, etc. op der Aarbechtsplaz zréckzeféiere kënne sinn.

D'Aarbechtswelt, déi verlaangt ëmmer méi vun deem Eenzelnen; Stéchwuert Flexibiliséierung. An hei, mengen ech, ass eis Législatioun, fir et op Franséisch ze soen, „dépassée par les événements". Iwwregens huet och de Conseil Économique et Social 2006 schonns e Rapport iwwert dëse Facteur op der Aarbecht gemaach.

Vun den Auditeure vun dësem Audit ginn dann natierlech och eng ganz Rei Verbesserungsvirschléi gemaach. Ech wëll awer direkt emol virausschécken, datt ech eng Feststellung net esou am Raum wëll stoe loossen, nämlech déi, datt vum System géif massiv profitéiert ginn.

Sécherlech kann een ëmmer deen een oder deen anere Fall erausfilteren. Mä ech mengen och, datt dat näischt direkt mam Thema vum Audit ze dinn huet. Dat heescht, datt mer solle kucken, datt déi Leit, ëm déi et hei geet, déi hei am Land schaffen, datt déi ebe gesond solle bleiwen, datt se emol iwwerhaapt net op d'Iddi kommen, vum System wëllen ze profitéieren.

An ech mengen, hei sti mir virun allem als Chamber, als Politiker alleguerten an der Flicht, mä awer och d'Dokteren, an dat wäit iwwert déi traditionell Aarbechtsdokteren eraus.

Ech hu virdru vun Depressiounen, vu Burn-out geschwat. An do si mer dann och matzen dran an de Verbesserungsvirschléi, nämlech datt d'Maladies professionnelles un d'Zäit vun haut ugepasst ginn.

Wichteg fir eng weider Diskussioun wär et menger Meenung no awer och ze wëssen, wéi d'Dispense vun de schwangere Frae sech zueleméisseg entwéckelt hunn an de leschte Joren an ob eben hei Abusë festgestallt goufen. Well ech mengen, och heiriwwer misst am Intérêt vun alle Betraffenen eng Diskussioun gefouert ginn.

Dann ass et jo och allgemeng bekannt, datt et net genuch Aarbechtsmedeziner gëtt. De Moment féiere 65 Aarbechtsdoktere ronn 110.000 Ënnersichunge pro Joer duerch! Dat ass méi wéi dat, wat een als räsonabel kéint ugesinn. Ech mengen, déi Zuelen, déi schwätze fir sech. An den Audit, dee stellt dann och fest, datt de legale Ratio vun engem Dokter op 5.000 Salariéen iwwerschratt gëtt an datt d'Situatioun eben amgaangen ass, sech weider ze degradéieren.

Schonns haut feelen ongeféier zwielef Aarbechtsdokteren. An an den nächste Jore wäert déi Situatioun sech nach weider degradéieren, well vun deenen, déi haut do sinn, déi haut also schaffen, sécherlech eng ganz Partie wäerten och nach an d'Pensioun goen.

Anscheinend ass et esou, datt de Beruff vum Aarbechtsmedeziner net schrecklech attraktiv ass. Kommt, mir nennen et emol esou! An en ass anscheinend och esou onattraktiv, datt et och net méi méiglech ass, Aarbechtsdokteren aus dem Ausland derfir ze begeeschteren, fir hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Dat, wat een an deem Beruff verdéngt, steet a kengem Verglach mat deem, wat en Dokter, e Generalist zum Beispill, am Duerchschnëtt verdéngt. An op alle Fall schéngt de Salaire och net der Dauer vun de Studië Rechnung ze droen.

Natierlech huet een de Virdeel, datt een, wann een Aarbechtsdokter ass, geregelt Aarbechtszäiten huet, datt een och keng Gardë muss maachen. Mä trotzdeem muss de Beruff awer finanziell méi interessant ginn. Do muss ee kucken, wat iwwerhaapt dran ass, wat ee ka maachen. Soss lafe mer d'Gefor, datt mer an der nächster Zäit nach manner Aarbechtsdoktere wäerten um Terrain hunn an datt déi, wa se bis iwwerfuerdert sinn, hir Aarbecht och net méi optimal kënne maachen.

An deem Kontext vläicht och nach e Wuert zu de Käschte vun der Médecine du travail. Déi leien hei zu Lëtzebuerg wäit ënnert de Käschte vun der Aarbechtsmedezin vun den Nopeschlänner. Mir leien de Moment bei 0,11% vun der Masse salariale, d'Käschten, déi vun de Patronen iwwerholl ginn. Am Verglach, eis Nopeschlänner, déi leien ëm déi 0,2% a souguer méi.

Dat däerf net bedeiten, datt op d'Käschte vun der Gesondheet hei eis Cotisatioun net ugepasst gëtt. Wann et néideg ass, soll an däerf dat keen Tabu sinn, well genau do kéint een dee finanzielle Sputt fannen, zum Beispill, fir eben de Beruff vum Aarbechtsmediziner méi attraktiv ze maachen. Ëmmerhi profitéiert um Enn jiddwereen dovunner, wa mer eng héichwäerteg, eng performant Aarbechtsmedezin hunn, net nëmmen d'Salariéen, mä awer och d'Patronen.

Wat d'Organisatioun vun der Médecine du travail ubelaangt, do scheede sech jo d'Geeschter. D'Gewerkschaftler, déi fuerderen net eréischt zënter haut a gëschter een nationale Service. D'Patronen, déi si scho gradesou laang der Meenung, anerer Meenung a féieren als Argument un, datt jee no Beräich aner Besoinë bestinn, déi vun engem nationale Service nëmme schwéier kéinten erfëllt ginn, a wann, da just mat engem enormen Opwand.

Ech huelen un, datt de Minister herno jo wäert e puer Explikatiounen zu deenen eenzelne Varianten, wéi se vun de Patrone respektiv vun de Gewerkschafte propagéiert ginn, wäert kënne ginn.

Egal awer, ob et elo ee Service oder méi ass, e muss deem, wat ech ganz am Ufank schonns sot, Rechnung droen am Zesummenhang virun allem och mat der Santé mentale, nämlech datt zum Beispill e Psycholog do ass. Respektiv kommt, mir soen einfach, datt alles an allem et muss e Service sinn, dee multidisciplinaire ka schaffen!

An deem Text gëtt och proposéiert, datt an Zukunft soll d'Obligatioun ofgeschaf gi fir d'Betriber vun iwwer 3.000 Salariéen, fir en eegene Service op d'Been ze setzen.

E weidere Verbesserungsvirschlag ass, datt d'Services Santé au travail nëmmen nach en zäitlech limitéierten Agrément kréichen, deen da muss no fënnef Joer erneiert ginn a wou dann ebe géif gekuckt ginn, ob dee Service dann och entspriechend personell a materiell ausgerüst ass, fir eben déi generell Konditiounen, déi gi sinn, fir datt en déi erfëllt an datt en och seng Aarbecht uerdentlech ka maachen.

Mir hunn an de leschte Jore jo och ëmmer dee Gedanke vun der Preventioun an all eis Gesondheetspolitike mat afléisse gelooss. An ech sinn der Meenung, datt dat och hei de Fall muss sinn. Bei enger Reform vun der Médecine du travail däerf dëse Facteur net vergiess ginn. Ech géif soen, au contraire souguer.

An ech denken hei elo net nëmmen u Réckwéi oder aner kierperlech Boboen, mä virun allem och un Tubak, Medikamenter, Drogemëssbrauch. Well hei huet och d'Aarbechtsmedezin eng wichteg Roll ze erfëllen, nämlech déi vun der Opklärung an eventuell souguer déi vun der Hëllefstellung.

Wann ech héieren, datt elo schonn an 10% vun de Fäll ëmmerhin eng Pathologie diagnostizéiert gëtt, vun där de Patient bis dohinner näischt wousst, dann denken ech och, datt d'Aarbechtsmedezin wäertvoll ass, datt se eng positiv Missioun erfëllt an datt mer ebe mat eiser Médecine du travail och um richtege Wee sinn.

A fir datt dat esou bleift an datt mer eis och op deem dote Wee richteg a sënnvoll weiderentwéckelen, do proposéiere jo dann och d'Auditeuren, loosse mer soen, méi selektiv virzegoen. Dat heescht zum Beispill net méi d'office fir all Aarbechtsplaz en Examen d'embauche virzeschreiwen. D'Fro stellt sech, ob et néideg ass, wann et ebe kee Poste à risque ass, an a wéi enger Frequenz dann d'Leit, déi ebe kee Poste à risque hunn, sollte bei den Aarbechtsdokter goen.

Op där anerer Säit ass et d'Recommandatioun, fir en Examen de préreprise anzeféieren, dat heescht d'Leit, déi méi laang krank waren, ze kucken, ier se dann erëm eng Kéier ufänke mat schaffen.

Dat alles bedeit awer natierlech, datt déi personell Ressourcë mussen do sinn. An domadder wär ech bal erëm am Ufank vu menger Interventioun ukomm, nämlech datt genuch Aarbechtsdoktere missten do sinn. Ech hunn dat, wéi gesot, jo schonns ausgiebeg hei erläutert.

D'Auditeure proposéieren duerfir och, eng Bestandsopnahm ze maachen. Eng Bestandsopnahm ze maachen, wat d'Demografie an d'Alterspyramid vun den aktuellen Aarbechtsdokteren hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Si recommandéieren dann och, datt eng Rei vun Aufgabe sollten un Infirmieren an Infirmièrë kënnen,...

M. le Président.- Madame Dall'Agnol,...

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo.

M. le Président.- ...Dir musst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Jo, kee Problem, Här President.

...missen delegéiert ginn. An ze soen, ech zitéieren elo, datt d'Aarbechtsdokteren, d'Bezuelung vun deenen „très sensiblement" misst eropgesat ginn.

Voilà! Mir sollen net vergiessen, datt gesond Salariéen dozou bäidroen, datt eis Entreprisen an eis Ekonomie gesond sinn. An dat heescht, datt muss gekuckt ginn, wann et nëmme méiglech ass, datt eis Aarbechtskonditiounen, d'Konditiounen op der Aarbecht, dat, wat d'Leit schaffen an och d'Relatiounen ënnerenee vun de Leit a virun allem och mat hire Virgesetzte gutt sinn. Well soss, mengen ech, ass all Diskussioun, déi mer iwwer eng Verbesserung vun eisem aktuelle Gesetz féieren, bréngt déi näischt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et war eng richteg Freed, fir deen Auditsrapport ze liesen zu engem Sujet, deen am ganze Gesondheetskapitel vun onsem Land net onwesentlech ass. Dee Rapport ass exzellent geschriwwen, an ech mengen, et kann ee souwuel dem Minister gratuléiere fir de Choix vun den Experten, déi e geholl huet, wéi och der Madame Dall'Agnol haut fir hir Initiativ, fir dëse Sujet op de Leescht ze huelen.

Global hunn déi zwee Spezialisten der Aarbechtsmedezin hei zu Lëtzebuerg an den Acteuren um Terrain eng exzellent Zensur ausgestallt. Si soen, dass se iwwert déi Ufanksproblemer mat relativ gerénge Moyenë ganz gutt, dass se dat Bescht dorauser gemaach haten.

Mir erkennen awer och un der Lecture vum Audit d'Komplexitéit vum Sujet. An déi puer Minutten, déi mer haut zur Verfügung hunn, wäerten net duergoen, fir déi verschidden ugeschwaten Aspekter ze beliichten. Den Avantage ass, dass mer als Riedner alleguerte kënnen aner Aspekter aussichen aus dem Audit.

Wéi e roude Fuedem zitt sech duerch d'Dokument d'Constatatioun, dass de System zwee Ministres de tutelle huet, nämlech den Aarbechtsminister an de Gesondheetsminister: d'Gesondheet mat der Division de la Santé au Travail vun der Direktioun vun der Santé mam Contrôle médical, d'Sécurité sociale mat den Interaktioune vun der Assurance accident, an de Ministère du Travail souwuel vun engem

groussen Deel vun der Législatioun wéi och duerch d'Interventioun vun der Inspection du travail et des mines.

Den Audit analyséiert dann d'Missioune vum System a stellt fest, dass, wann en Deel dovunner kënnen zur allgemenger Zefriddenheet erfëllt ginn an och déi Ziler erfëlle kënnen, déi virgesat sinn, en aneren Deel net ka realiséiert ginn, sief et aus Mangel un Disponibilitéiten oder awer aus Mangel un Zesummenaarbecht tëschent de Services de santé au travail an den Travailleurs désignés.

Och en anere roude Fuedem an deem Audit schwätzt ëmmer erëm iwwert de Mangel un Zesummenaarbecht vun den Travailleurs désignés, also vun de Syndikater an de Betriber, déi méi d'Kultur vun der Sécherheet op der Aarbecht propagéieren, an de Services de santé au travail, déi sech haaptsächlech op de Gesondheetsberäich konzentréieren an net esou an de Sécuritéitssystem agräifen. Woubäi et wichteg wier, dass déi zwee e Gesamt wieren, zum Wuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen.

Sou wichteg Sujete wéi den Inventaire des postes à risque, d'Iwwerwaachung vun de Facteuren, déi der Gesondheet kënne schueden, also eng primär Preventioun an de Betriber, kënnen net vun alle Services de santé au travail berücksichtegt ginn. Déi eigentlech Preventioun bleift a ville Fäll e Korrekturmechanismus respektiv e punktuellt Geflécks.

Aus deene ville Punkte sief der nach e puer erauszegräifen. D'Auditeure stellen e Mangel un Harmonie am Fonctionnement vun deene verschiddene Servicer fest. An och, dass keng Harmonie bei de Moyenë besteet, dass d'Moyenë ganz ënnerschiddlech sinn. Si bedaueren, dass keng Structure de concertation nationale besteet.

Et gëtt zwar e Conseil supérieur de la Santé et de la Sécurité au travail um nationalen Niveau. Deen ass awer haaptsächlech aktiv gewiescht an der Élaboratioun vun de Règlements grandducaux a misst, wéi d'Experte mengen, dréngend réaniméiert ginn, fir dass en eng Missioun zur Kontroll, Evaluatioun an awer och Standardisatioun vun de Moyenen, fir d'Missiounen ze erfëllen, kéint ausaarbechten.

Esou fuerdert den Auditeur dann och bei enger Reform eng Agrémentéierung vun de Services de santé au travail, net fir Kontroll oder Kritik eleng, mä vläicht fir verschidde Praktiken zréck op d'Schinnen ze bréngen an och zu enger besserer Standardiséierung vun deene verschiddene Prozeduren ze féieren.

Nach e grousse Sujet am Audit ass d'Zouhuele vun der Problematik vu psychosoziale Risiken, déi zur Zäit, wéi d'Gesetz geschriwwe gouf, nach net an esou engem Ausmooss zu de Problemer vun der Gesondheet op der Aarbecht bäigedroen hunn. Si si schlecht definéiert, geféieren net spezifesch an e Cadre légal vun de Missiounen an erfuerderen eng Prise en charge multidisciplinaire, also och eng psychologesch, déi déi meescht Servicer net kënnen opbréngen.

Si gräifen dann oft zu externe Méiglechkeeten, zu externem Personal, wat awer d'Auditeuren net am Sënn vun der Prise en charge globale op der Aarbechtsplaz halen, well déi extern Psychologen oft d'Situatioun op där spezifescher Aarbechtsplaz net kennen.

Dann huet d'Madame Dall'Agnol scho vun de Moyenë geschwat, déi dem Service de santé au travail zur Verfügung stinn. Et gëtt festgestallt, dass déi finanziell Disponibilitéiten un der ënneschter Schmäerzgrenz leien hei zu Lëtzebuerg, dass doriwwer ewech och massiv Problemer beim Rekrutement vun Doktere leien. D'Madame Dall'Agnol huet vun der Attraktivitéit vum Beruff geschwat.

M. le Président.- Madame Mergen, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Hie proposéiert virun allem, dass, fir den Dokter op déi méi prioritär Schinnen ze setzen, eng Rei vun Aktivitéiten un anert Personal soll delegéiert ginn. Hie proposéiert och eng Mutualisatioun vu verschiddene Kompetenze vun deenen ënnerschiddleche Servicer.

E ganz sensibelt Kapitel gëtt dem Système vum Reclassement professionnel gewidmet, mä deen ass jo an enger anerer Kommissioun an der Diskussioun.

Ech wëll och nach kuerz den Exkurs op d'Problematik vun den Dispense vun de schwangere Fraen ernimmen, dee quasi no enger Thematiséierung jäizt. Wat mir feelt am Audit, dat ass den Interface mat de Médécins traitants, mat de Médecins référents, deen absolut an total an deem ganzen Audit feelt.

Voilà! Ech konnt also elo just eng kuerz Opzielung maache vu méi sensibele Sujeten am Audit, e puer vu villen Aspekter. Mä ech géif am Numm vun onser Fraktioun d'Demande un de Gesondheetsminister stellen, dass mer sollten den Audit an der Gesondheetskommissioun op de Leescht huelen, fir e kënne méi am Detail ze diskutéieren a fir déi fälleg Reformen zesummen an d'Weeër ze leeden.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Et wäert lech net wonneren, dass ech eng e bësse méi nuancéiert Attitüd zu dësem Audit hei anhuelen, well d'Gesetz datéiert ëmmerhi vun 1994, an deemools war an de Missioune vun deem Gesetz guer net virgesinn, dass déi Examens fir d'Reklassementer kéimen oder souguer d'Femmes enceintes.

Et ass ugeklonge vun de Virriedner, dass de Rekrutement vun de Médecins du travail ganz schwiereg ass. Déi jonk Lëtzebuerger op alle Fall interesséiere sech guer net méi fir deen Domän. Eng Organisatioun huet d'lescht Joer fir 10.000 Euro Annoncë gemaach an hir eenzeg Kandidature koumen aus Iwwerséi, aus der Karibik.

Wéi aganks gesot, ginn d'Aarbechtsmedeziner ënner villen Ënnersichungen ënner, déi am Fong net noutwendeg wären. All Student, deen an der Vakanz een, zwee Méint schaffe geet an eng Wallis bei der Luxair dréit, dee muss ënnersicht ginn. Mir hunn 20.000 Frontalieren. 20.000 Frontaliere ginn all Joers ënnersicht, och wa se nëmmen zwou Woche schaffe ginn.

De Contrôle médical vun der Sécurité sociale gëtt den Aarbechtsmedeziner ëmmer méi Aarbecht, well d'Patienten dohinnergeschéckt ginn. Ech hu Leit gesinn, déi kruten op der Aarbechtsmedezin eng Dispens, fir fënnef Kilo ze hiewen. Si ginn awer dräi Stonnen den Dag an e Fitness Studio duerno. An der Fonction publique sinn d'Délaie fir e Contrôle esou laang, dass et heiansdo Méint brauch, bis déi kënnen ënnersicht ginn.

De Stress op der Aarbecht, dat ass natierlech e Vécu individuel. Ech hu mech a menger Carrière ni vill stresse gelooss. Bei ons ginn déi Leit systematesch erëmbestallt, an an der Kuerzfaassung vun deem Rapport steet op der Säit 20, dass dat misst souguer an de Cadre légal ageschriwwe ginn, dass do e Suivi périodique kënnt. Ech géif mengen, dass déi Gestresste sech e Rendez-vous op hir Initiativ froe solle bei der Aarbechtsmedezin. Dat wär méi einfach.

An et misst ee vill besser d'Risikopatienten definéieren. En Inventaire geet net duer. Well den Inventaire och vun de Postes à risque, dat geet och net duer. Déi Postes à risque, déi mussen definéiert ginn. Et geet jo net duer, dass eng Sekretärin als Poste à risque definéiert gëtt oder een, deen an engem Guichet sëtzt; dat geet e bësse wäit.

Et hätt een och besser gehat, e bëssen an den däitsche Modell kucken ze goen, fir deen ze betruechten, well déi ënnerscheeden tëschent deene Leit, déi mussen ënnersicht ginn, an deenen, déi kënnen ënnersicht ginn. Mussen ënnersicht ginn, mussen natierlech all déi Leit, déi am extreme Kaméidi oder a schwierege chemeschen oder ënner physesche Belaaschtunge schaffen. An dann hutt Der all déi aner, déi kënnen ënnersicht ginn. Dann hätten ons Aarbechtsmedeziner - da brauche mer keng bäizekréien - vill méi Zäit, fir déi Leit uerdentlech ze ënnersichen.

Dat hänkt also vun der Natur vun der Aarbecht of a vum Alter vun de Leit och, deene misst méi Rechnung gedroe ginn. Wat och nach Rechnung misst gedroe ginn, dat ass d'„Evidence-based medicine", déi geet an der Aarbechtsmedezin ganz oft verluer.

D'Ofschafe vun deene Quoten am neie Reklassementsgesetz, dat wäert zu engem Desaster féieren, well d'Experten hunn an dësem Rapport scho gesot, dass déi Quote vum Reclassement interne total irrealistesch sinn.

D'Dispense bei de Femmes enceintes, d'Madame Mergen huet dovunner geschwat, dat ass e schwiereg verstobare Phenomeen. D'Partenaires sociaux gleewen nach ëmmer un d'Décisions médicales. Ech mengen, do misst een och zréckkommen op d'Décisions médicales, an déi sozial Kritären, déi an deem Expertebericht hei considéréiert ginn, kënne vläicht do zielen. Mä se schwätze vun Infrastrukture fir déi kleng Kanner, wou d'Demokratesch Partei ëmmer richteglouch.

Aner Dénger: Den Taux de cotisation 0,1%, deen ass faible. Mä d'Experte soen, mat deem schwaache wär et eng „très bonne couverture médicale" mat deem „très faible niveau de moyens". Also, ech mengen, mir missten déi Frequenz vun deenen Examen erofsetzen an d'Populatioun besser definéieren, da géif een och indirekt Sue spueren, da bräicht een d'Cotisatioun net ze hiewen.

Déi Iddi vum Rattachement vun dem Service de Santé au travail un de Ministère de la Santé, perséinlech fannen ech dat keng ganz gutt, well dat gëtt eng oniwwersehbar Struktur. Déi Separatioun privé/public ass jo nach ëmmer an der Diskussioun. Wat ech géif mengen, an dann déi Structures paritaires, déi och elo duerch dat neit Cogestiounsgesetz och nach do aschloen, schéngt mer ganz gelungen ze sinn.

Den Agrément, domat ka jiddwereen d'accord sinn.

Leschtlech muss ech awer am Numm vun der Demokratescher Partei soen a bedaueren, dass mir dat Dokument, dat kuerz gefaasstent Dokument eréischt de leschte Freideg kritt hunn. Do muss iergenden Impair geschitt sinn. An dat ass awer net gutt. Mir hu keng Annexë kritt an esou. Mir kommen nach eng Kéier dorobber da vläicht méi extensiv zréck.

Ech soen lech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Krieps. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech direkt mengem Virriedner un a bedaueren eigentlech och, datt net fir d'Éischt d'Geleeënheet gebraucht ginn ass, fir vläicht och an enger zoustänneger Kommissioun doriwwer ze schwätzen, wou mer vläicht méi einfach mam Minister iwwer les points forts et les points faibles aus deem Audit hätte kënnen do diskutéieren.

En ass ganz interessant, deen Audit. E weist op eng Rëtsch Points forts hin, déi jo dann och begréissenswäert sinn. Ech mengen, dat war mat Sécherheet och den Ulass vun der Madame Dall'Agnol, fir esou séier hei och vläicht déi Heure d'actualité unzefroen. Anersäits muss een och, wéi Dir richteg gesot hutt, Madame Dall'Agnol, ënnersträichen, datt dat gutt esou ass, datt dee System awer fonctionnéiert an datt schlussendlech och de System awer eng gewësse Sécherheet gëtt an der Santé.

Néanmoins sinn awer och eng ganz Rëtsch Points faibles dran, déi eigentlech normal sinn, wann een no esou vill Joren emol esou en Audit mécht. An da mierkt een, datt een där Saach eigentlech e bëssen hannendruleeft. Effektiv huet d'Aarbechtswelt sech geännert a si ännert sech och rasant virun, eigentlech exponentiell. Ganz vill Saachen, déi notamment och mat der globaliséierter Welt, an där mer liewen, ze dinn hunn, an där mer net nëmme liewen, mä virun allem och schaffen.

Ech schwätzen do d'Flexibilitéit un, ech schwätzen do aner Aarbechtszäiten un. Ech denken u parat sinn an online si mat aneren Deeler vun der Welt zu aneren Zäiten. Ech denken awer och un déi nei Technologien, déi vläicht eng ganz aner Form vu Belaaschtung mat sech bréngen, wéi dat vläicht nach viru 40, 50 Joer war, wou mer am Fong geholl méi iwwert déi physesch Aarbecht geschwat hunn a wou och déi physesch Gesondheet vun der Persoun gecheckt ginn ass.

D'Leit, déi haut schaffen, déi musse multitask sinn. Oft steet och dee Multitasking an der Definitioun vun hirem Profil, vun där Missioun, vun där Aarbecht, déi se hunn. An dat féiert ganz oft zu Stress, dat féiert zu psychologescher Belaaschtung, dat féiert och zu ganz villem Burn-out; Stéchwuert: Télécom a Frankräich.

Dat sinn effektiv Santésproblemer op der Aarbecht an dat sinn nei Problemer vun der Santé op der Aarbecht. An ech denken, deene gi mer och hei zu Lëtzebuerg net genuch gerecht. A wéi d'Madame Dall'Agnol och richteg gesot huet, d'Santé au travail ass och net deementspriechend opgesat, gestaffelt,...

(Interruption)

Wat soll ech maachen? Ech fueren einfach emol weider.

(Interruption)

Okay.

...fir deem entgéintzewierken.

An ech denken, datt dat e Point faible ass, de ganze Stress op der Aarbecht, déi psychologesch Belaaschtung op der Aarbecht, wou een deem net genuch gerecht gëtt a virun allem net genuch gerecht gëtt an der Preventioun. Well dat ass och eppes, wou mer net genuch driwwer schwätzen, an dat steet och am Audit, datt eigentlech gekuckt gëtt, ob alles an der Rei ass, mä et gëtt net genuch gekuckt, wat mer kënne maachen, fir datt alles an der Rei bleift. Dat heescht, Stéchwuert Preventioun, Här Minister.

An der Preventioun, do kéint ee sech ganz vill Saache virstellen. Et kéint ee sech notamment virstellen, wéi een eng Rëtsch vu Recommandatioune kéint un déi concernéiert Persoun weiderginn. Et kéint ee sech awer och virstellen, an dat wär mat Sécherheet eng Missioun vum Santésminister, voire vum Aarbechtsminister: Wéi kéint een d'Zesummenaarbecht, d'Kollaboratioun tëschent deenen zoustänneg fir d'Garantie vun der Santé a vun der Sécuritéit op der Aarbecht engersäits an de soziale Partner anersäits verbesseren, domadder a) mat Sécherheet d'Delegatiounen an d'Gewerkschaften.

Do gëtt et eng Rei Delegéierten. Ech denken un déi Aarbecht, déi si do maachen, d'Délégués à la sécurité, souguer de Gläichheetsdelegéierten, dee vill och mat Stress oder mat Mobbing, wat schlussendlech och zu Burn-out féiert, concernéiert ass. Awer op där anerer Säit och mat den DRHe vun de Betriber. Och déi droen eng Verantwortung, wat d'Preventioun vun dem Wuelbefannen a vun der Santé vun hire Salariéen ugeet.

An do stellt sech och d'Fro, wat mer ënner Santé verstinn. Geet et duer, datt ee gesond ass, gesondgeschriwwen ass, esou wéi en Dokter dat gesäit, oder ass d'Santé au travail eppes, net aneschters, mä eppes méi wéi déi d'Gesondheetskritären, déi d'Medezin virschreift? An ech denken, do ass e Point faible vun deem, wéi mer haut opgestallt sinn, datt mer eigentlech méi misste kucken: Wat ass Santé au travail? Ass de Bien-être och vläicht en Deel vun der Santé au travail? An ass och schlussendlech...

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- ... an ass schlussendlech den Employeur net mat verantwortlech?

An deem Sënn a fir ofzeschléisse wollt ech soen, datt deen „Prix Santé en entreprise", wéi en zum Beispill muer erëm vergi gëtt, eng gutt Saach ass an datt dat och eng proaktiv Saach ass, wou d'Employeure sech kënnen och responsabiliséieren. Ech selwer freeë mech drop, well ech gi muer als Employeur erëm e Präis sichen. Et ass fir d'Zweet. Just als Beispill.

Als Ofschloss, Här President, déi éischte Kéier, wou d'Gemeng Lëtzebuerg dee Präis kritt huet, dat war an der Preventioun vum Alkoholismus. Muer ass et an der Preventioun - e ganz anert Thema - vun de Botzmëttelen. Wéi eng Botzmëttele si gesond, wéi eng sinn net gesond? Ech denken, dat si vläicht Klengegkeeten, mä déi hunn eng riseg Répercussioun schlussendlech op d'Santé an de Bien-être vun de Salariéen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wa mer iwwert d'Aarbechtsgesetzgebung, d'Gesondheet hei zu Lëtzebuerg op der Aarbecht schwätzen, da muss ee generell soen, datt mer do net alles kënne kritiséieren, mä datt mer trotzdeem hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngten e gudde System opgebaut hunn, deen awer ëmmer erëm muss nei a Fro gestallt ginn.

Duerfir mengen ech, wann elo en Audit gemaach ginn ass, da kann een dat nëmme begréissen, fir ze kucken, wou een un der aktueller Situatioun kann eppes verbesseren, wou een erëm kann nei Akzenter setzen, well mir jo och wëssen, datt d'Evolutioun an der Aarbechtswelt enorm séier virugeet.

Wa mer fréier, wa mer 20, 30 Joer zréckdenken, am Fong méi gekuckt hunn, datt Leit schwéier geschafft hunn, datt se knaschteg geschafft hunn, datt se vill op Schichte geschafft hunn, sou huet dat sech an der Zwëschenzäit méi reduzéiert, an déi Geforepunkten, déi an deenen Industriesecteuren, virun allem an der Stolindustrie an esou viru waren, déi sinn haut gréisstendeels reduzéiert duerch déi technesch Evolutioun, déi an der Industrie stattfonnt huet.

Haut schwätze mer méi vu Schwächt, vu Mobbing, deene ganze Konsequenze vun der Flexibiliséierung, vun der Mondialiséierung, déi d'Leit ëmmer méi ënnert Drock setzen a wou dann eben eng nei Well vu Gesondheetsproblemer op d'Leit duerkommen. Duerfir schéngt et eis wichteg ze sinn, datt mer dat nei evaluéieren, datt mer och versichen, dann et nei ze strukturéieren, national Strukturen ze maachen,

un deenen d'Medeziner, d'Betriber an d'Gewerkschafte mat integréiert sinn, datt net jiddweree fir sech schafft, mä datt mer dat méi koordinéiert op nationalem Plang kréien.

Ech mengen, et wier och wichteg, an et ass schonn hei virdrun ugeschwat ginn, datt een net all Salarié kann iwwer ee Leescht zéien. Mir hu Leit, déi schaffen nun emol eben op Aarbechten, wou trotzdeem, géif ech mengen, net onbedéngt den Aarbechtsgesondheetsrisiko esou grouss ass wéi bei anere Leit. Ech mengen, do kann ee kucken, éischtens, wou schaffen déi Leit, wat schaffen déi Leit, wat fir eng Schichte schaffen déi Leit, wat fir eng Aarbechte sinn déi eleiten, an da gesäit een, datt een do kann trotzdeem villes vläicht och aspueren a méi Akzenter setzen do, wou et wierklech noutwendeg ass.

Generell ofschléissend wëll ech soen, datt mer en Intérêt drun hunn, fir e Maximum un der Aarbechtsmedezin ze maachen. Gesond Leit sinn e wichtege Facteur fir déi eenzel Leit selwer, et ass e wichtege Facteur fir de Betrib. Déi Leit bréngen de Betriber méi.

Et ass awer och e wichtege Facteur fir eben de Käschtepunkt op där anerer Säit, dee mer als Gesamtekonomie ëmmer musse kucken. Duerfir, all Initiativ, fir d'Gesondheet op der Aarbecht ze verbesseren, ass ze begréissen a fënnt och duerfir ëmmer eis Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den nächste Riedner ass den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Wat déi verschidde Recommandatiounen ugeet, huet mech eng getraff, an dat war déi vun der Rémunératioun vum Aarbechtsdokter, déi wär ze niddreg. Ech ginn lech awer éierlech zou, wann ech och zweemol oder dräimol oder véiermol méi géif verdéngen, da géif ech déi Plaz awer net unhuelen, well dat ass eng Plaz, déi ass absolut net dankbar, dat heescht, si demotivéiert den Aarbechtsdokter, well dee ka guer näischt maachen.

Ech hunn näischt dergéint, wann den Aarbechtsdokter seet: „Du däerfs net op dee Poteau do klammen, du hues ze héije Bluttdrock." Dat ass eng preventiv Missioun. Mä wann elo en Aarbechter bei den Aarbechtsdokter kënnt an e seet: „Ech sinn demotivéiert. Ech wëll net méi hei schaffen. Ech hunn d'Flemm. Ech hunn Depressiounen, well den Drock ze vill staark ass!", wat mécht den Aarbechtsdokter do? Ma dee seet dann: „Da géi emol bei de Psycholog." An dee schwätzt him: „Majo, du muss positiv denken. Du muss moies opstoen, dech motivéieren. Du muss soen, ech hunn eng Aarbecht an déi aner hu keng Aarbecht, also muss de schaffen. Du hues eng Famill. Du kriss awer Suen..."

Jo, dat geet eng gewëssen Zäit, awer méi geet et net. Da gees de bei de Psychiater, dee gëtt der e Medikament, en Antidépresseur. An da kënns de op d'Aarbecht, zwou, dräi Woche bass de gutt, an da fänkt et erëm un. Da kënns de erëm bei den Aarbechtsdokter an dee seet: „Jo, ech kann näischt maachen. Du muss der eng aner Aarbecht sichen." Mä et ass awer keng aner Aarbecht do.

Also, dee ganze Problem ass d'Aarbecht u sech, déi mer elo haut hunn, dat ass eng Aarbecht, déi bezuelt gëtt, déi gëtt ëmmer méi rar an do muss jiddwereen egal welch Aarbecht unhuelen. An eis Ministeren, déi gi jo net midd, wa se soen, och en Universitär, dee muss kënnen an e Schongbuttek goen an do schaffen.

Mä da ginn ech awer de Ministeren de gudde Rot: Gitt Dir emol fir d'Éischt dohinner ee Mount, da schafft Der emol ee Mount an engem Schongbuttek, an no engem Mount braucht Dir emol keen Aarbechtsdokter, mä da kommt Der erëm op Är Ministeschplaz zréck an da maacht Der nei Gesetzer!

Dat ass dann déi ganz grouss Situatioun, dat musst Der verstoen. Dat ass eng ganz grouss Demotivatioun, well kee méi ebe mat senger Aarbecht eens gëtt. An do läit de Feeler am System. Et ass ze vill Spannung an dësem System, e System, deen duerch seng ekonomesch Ausriichtung mat enger besserer Produktivitéit ëmmer méi Krankheet favoriséiert a provozéiert.

Sécherlech muss een eng méi grouss Qualitéit an d'Aarbecht integréieren, zum Beispill Actionnariat salarié, Revenu de base - ganz wichteg -, d'Zoustëmmung, fir d'Plaz ze behalen, wann d'Entreprise Gewënner mécht.

Ech mengen, de Médecin de travail kann nëmme Pompjee spillen, dee behandelt d'Symptomer, an et ass net um Médecin de travail, fir hei d'Problemer ze léisen. D'Ursaach muss vun der Politik geléist ginn. Si muss d'Primat iwwert déi brutal Form vun der Ekonomie zréckgewannen, dat ass dee wichtege Message!

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, déi negativste Konsequenz vun deem Gesetz vu '94, wat jo e Kompromiss war, ass, dass keen nationale Service vun Aarbechtsmedezin geschafe ginn ass, mä dass d'Méiglechkeet bäibehale ginn ass, dass déi eenzel Betriber eleng oder mat e puer zesumme kënnen hir Aarbechtsmedeziner astellen, wat awer, mengen ech, gravement d'Onofhängegkeet vun den Aarbechtsdokteren a Fro stellt, net nëmmen doméinst, och well se generell net genuch Pouvoiren hunn.

Si hunn zwar um Pabeier eng ganz Rëtsch vu Pouvoiren. Wa se feststellen, dass en Aarbechtsposten net méi gëeegent ass fir eng Persoun, kënne se, ier se d'Incapacité de travail op deem Poste feststellen, eng Visite am Betrib maachen, kënnen och konkret Propositioune maachen, wéi deen Aarbechtsposte kéint verbessert ginn, ouni dass dat awer eng Konsequenz hätt. An dat ass net verbonne mat Obligatiounen a mat Sanktiounen eventuell fir deen eenzelne Betrib.

Et gëtt just eng Obligatioun, fir en Aarbechtsposten ze schafe fir en Aarbechter, deen net méi, fir eng Persoun, déi net méi op deem Poste ka schaffen: Dat ass a Betriber, déi méi wéi 50 Leit hunn, bei enger Anciennetéit vun iwwer zéng Joer a wann et sech ëm e Poste à risque handelt, dat heescht also, a ganz wéinege Fäll.

An deene meeschte Fäll féiert d'Onfäegkeet, op engem Aarbechtsposten aus deene verschiddensten Ursaache weiderzeschaffen, zu enger Entloossung mat Préavis, féiert eventuell nach zu engem Reclassement interne am beschte Fall, wann nach en Aarbechtskontrakt dee Moment besteet, féiert awer ganz dacks zu engem Reclassement externe, wann iwwerhaapt.

Meng Konklusiounen aus deem Ganze sinn: Mir brauchen eng wierklech onofhängeg Aarbechtsmedezin vis-à-vis vum Patron, dee jo Maître de son entreprise ass, deen och Maître ass iwwert deen Aarbechtsdokter, deen en astellt, an och Weisungsbefugnis huet vis-à-vis vun deem Dokter. Mir brauchen e wierklechen Afloss vun der Aarbechtsmedezin op d'Aarbechtsëmfeld a Méiglechkeeten, och do konkret anzewierken an och Ännerungen ze proposéieren, wa se noutwendeg sinn.

A mir brauchen e wierkleche Maintien dans l'emploi an engem Aarbechtsëmfeld, wat och kann evoluéieren, wat och d'Méiglechkeet kritt, sech ze verbesseren an och déi Leit, déi Schwieregkeeten hu weiderzeschaffen, kann ouni Problem weiderschaffe loossen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grousse Merci un all d'Virriedner, well, mengen ech, den Tenor ëmmer deeselwechte war, dass et gutt ass, dass ee regelméisseg d'Gesetzer op de Leescht hëlt, fir ze kucken, ob se den Erwaardunge gerecht ginn a well d'Zäit ebe viruleeft, nei Entwécklunge kommen, op déi ee sech muss astellen.

Hei war keen Drock, fir mussen d'Aarbechtsmedezin ze auditéieren, well keng grouss Onzefriddenheet dobaussen artikuléiert ginn ass, a mir hunn an eisem Haus - eisen aarbechtsmedezinesche Service zesumme mat eise Servicer - d'Initiativ geholl, fir deen Audit ze maachen. An ech ginn dann och ganz gär dat Luef, wat d'Selektioun vun eisen Experten ugeet, un déi Responsabel vun eisem Departement vun der Aarbechtsmedezin am Haus weider, well si et waren, déi déi zwee Proffe vun der Uni Léck proposéiert haten.

An ech kann dat just bestätegen, si hunn dat op eng gutt Aart a Weis maîtriséiert, och wann een déi eng oder aner Bemierkungen, déi sech am Audit erëmfannen, duerchaus kann hannerfroen. Den Avantage vum Bléck vu baussen ass ëmmer ginn, mä de Bléck vu bausse kennt net ëmmer d'Realitéiten esou genee, soudass de Bléck vu baussen och heiansdo unecke kann, heiansdo zu Recht, heiansdo zu Onrecht.

Ech géif och soen, dass dat heiten, den Audit, den éischte Schratt ass an dat hei (veuillez lire: an eis Diskussioun vun haut) eng zweet Etapp an der Diskussioun duerstellt, well mer eng éischte Kéier, ier mer den Audit lancéiert hunn, mat deene verschiddene Partner zesummekomm sinn, dass mer elo eng éischt Diskussioun hei an der Chamber konnte féieren an dass ech ganz gär an d'Chamberskommissioun kommen, wéi dat vun eenzelne Riedner suggéréiert ginn ass, dee Moment, wou d'Reaktioune vun de Partner virleien.

Dat wäert nach zwou, dräi Wochen, maximal e Mount daueren, dann hu mer d'Avisen alleguer virleien an da wär ech ganz frou, wa mer en Échange kéinten hunn an der zoustänneger Kommissioun, fir eis och déi eng oder aner Richtlinn ze ginn, wéi mer, wou mer sollen d'Prioritéite setze bei deene Reformen, déi mer awer wëlle maachen. Well deen Audit ass kee Selbstzweck. En ass geduecht, fir Verbesserungen erbäizeféieren an der Praxis, mä awer och do, wou et noutwendeg ass, um reglementaresche Plang, an hei wäerten eng Rei vun Ännerungen um Gesetz noutwendeg sinn.

Ech si mat ganz ville Bemierkungen, déi de Mëtteg gemaach gi sinn, d'accord: schwéier Aarbecht, heiansdo onméiglech Aarbecht vum Aarbechtsmedeziner; déi Problemer, déi sech stellen, wat d'Zuel ugeet vun den Aarbechtsmedeziner; d'Konditiounen, d'Aarbechtskonditiounen; d'Demografie am A behale vun den Aarbechtsmedeziner, fir net eng Kéier an eng Situatioun ze kommen, déi krisenaarteg wär, wou mer net méi kéinten d'Besoinen, iwwerhaapt net méi kéinten d'Besoinen ofdecken. Dat muss een am A behalen, virun allem awer och déi gutt Iwwerleeungen, dass den Aarbechtsmedeziner net alles muss maachen, net alles ka maachen, an dass mer dru wannen, wa mer eng gewësse Multidisziplinaritéit an deen heite Beräich erabréngen.

Och d'accord sinn ech, dass een d'Periodizitéit an och iwwerhaapt d'Utilitéit vun enger Rei vun Ënnersichunge soll hannerfroen. Mir hunn datselwecht an der Schoulmedezin gemaach, wou mer Reihenuntersuchungen haten an eigentlech déi, déi et am meeschte gebraucht hunn, dann net méi d'Zäit kruten, fir anstänneg suivéiert ze ginn.

An hei kann ech mech absolut domat ufrënnen, dass een do, wou een et mécht, nëmmen well een et muss maachen, dass een do vläicht méi selektiv gëtt, wou awer net direkt eng Ursaach ass, dass een et muss maachen, an dass een op enger anerer Säit, do wou seriö Risquë sinn, dat méi am Fong soll maachen am Virfeld, awer och am Suivi. Wat net wëllt heeschen, dass mer elo sollte schlechthin den Examen d'embauche a Fro stellen - sécher net! -, mä awer kënnen hannerfroen, ob eng Ënnersichung, déi am Grenzgebitt gemaach ginn ass, vun Aarbechtsmedeziner am Grenzgebitt, ob déi net gradesou gutt ass wéi déi, déi bei eis gemaach ginn ass, an ob ee se net ka gëlle loossen.

Merci och fir Är Ënnerstëtzung bei engem „Prix Santé en Entreprise", well en ee Bausteen an deem Ganzen ass. An ech mengen, wann haut déi Diskussioun am Parlament ass, muer deen „Prix Santé en Entreprise" iwwerreecht gëtt, da weist dat awer, dass eng méi staark Bewosstsinnsbildung do ass fir d'Wichtegkeet vun dem Konzept „Gesondheet an de Betriber", deen ee sécher méi wäit muss gesi wéi just déi physesch Gesondheet, wou een déi psychesch Gesondheet muss derbäihuelen a sécher och sech préoccupéieren, wat d'Wuelbefanne vun de Mataarbechter ugeet, well et en oppent Geheimnis ass, dass gesond Mataarbechter, zefridde Mataarbechter dem Betrib wäitaus méi brénge wéi Mataarbechter, déi um Buedem leien an déi sech op d'Aarbecht schleefen an déi all méiglech Problemer hunn.

Dat ass ganz kloer, wann ee preventiv op déi dote Problematik awierkt, da bréngt dat sécher eppes. Ganz kloer also, dass mer no deem Audit eng ganz Rei vu weideren Etappe musse maachen.

Bon, ech wëll haut net laang op déi Fro „een eenheetleche Service oder méi Servicer?" agoen, do wäerte mer sécher an der Diskussioun nach drop zréckkommen. Sécher, wann een haut vu vir géif ufänken, da géif ee vläicht eng Rei vu Saachen aneschters maachen. Mä déi aarbechtsmedezinesch Servicer, déi sinn awer an deene leschten 18 Joer gewuess an et kann een awer wierklech net alles an deene Servicer hannerfroen.

Sécher gëtt et ënnerschiddlech Approchen, sécher gëtt et och ënnerschiddlech Qualitéit. Dat muss een esou soen an dat kënnt och aus dësem Rapport eraus. Duerfir ënnerstëtzen ech ganz staark déi Iddi vun engem Agrément vun den aarbechtsmedezinesche Servicer, wou ee soll sech eng Guideline ginn, eng perfektionéiert Guideline ginn, wat en aarbechtsmedezinesche Service soll bréngen, an dat och als Laaschtenheft un déi eenzel Servicer ginn. Ech ënnerstëtzen dat also ganz nodrécklech.

Wann een elo d'Resultater vum Audit kuckt: sécher duerchweegs eng gutt Zensur, mat enger Rei vu Schwächten. Mir kréie gesot, dass mer mat deene Mëttelen, déi mer hunn, ganz gutt schaffen. Mer kréien och gesot, dass mer bei deene Mëttelen, déi mer asetzen, éischter bescheide sinn am Verglach zu aneren. Et muss ee kucken, wou mer net zefriddestellend sinn a wou mer net genuch Moyenen hunn, an do muss een nobesseren.

Ech sinn net ee vun deenen, déi soen, et muss een elo emol direkt méi Moyenë ginn an da kucken. Ech sinn éischter der Meenung, et soll ee fir d'Éischt kucken, wat ass gutt, wat ass manner gutt, an dann iwwert d'Moyenen diskutéieren, déi ee brauch, fir nach besser ze ginn.

Et ass e puermol drop higewise ginn, dass déi méi klassesch Risiken, dass déi sech zréckgebilt hunn an dass nei Risiken op der Aarbechtsplaz entstane sinn. Dee ganze psychosoziale Beräich iwwregens ass dat haut. Wa mer d'Ursaache fir d'Feelzäiten an de Betriber kucken, sinn et haaptsächlech déi psychosozial Krankheeten, déi zouhuelen an déi zu Laangzäitkrankeschäiner féieren. Am Intérêt vun deene Betraffenen, am Intérêt och vun de Betriber ass et wichteg, dass een dat an de Grapp hëlt.

An do ass ganz richteg gesot ginn, dass dat net d'Aufgab ass eleng vun aarbechtsmedezinesche Servicer, mä dass dat d'Aufgab ass vun der ganzer Communautéit an der Aarbechtswelt, ugefaange bei de Responsabele vun de Betriber, weider bei de Ressources humaines an da weidergefuer bei de Salariëë selwer an accessoirement selbstverständlech och bei de staatlechen Instanzen. Dee richtege Message muss vun uewe kommen! Dat muss Chefsaach sinn, dass ee bereet ass, sech an deen dote Wee ze engagéieren.

Ech sinn och absolut d'accord mat deene Propositiounen, déi eng besser Associatioun, eng besser Konzertatioun vun de Sozialpartner proposéieren. Dat fonctionnéiert ënnerschiddlech gutt. Et gëtt aarbechtsmedezinesch Servicer, wou dat tipptopp fonctionnéiert, et gëtt anerer, wou et manner fonctionnéiert, et gëtt anerer, wou ech bal géif soen, dass et nëmme sporadesch fonctionnéiert.

Mir sinn effektiv amgaangen, iwwer en neie Lancement vum Dialogue social ze diskutéieren. Ech mengen, dass hei ee vun deenen Elementer ass, wou méi Dialogue social eigentlech vu kengem contestéiert dierft ginn, well et dem Ensembel vun der Aarbechtswelt eppes bréngt, de Salariëë selbstverständlech, mä dem Betrib och. Duerfir huet de Betrib all Intérêt, fir esou oft wéi méiglech déi doten Thematik ze beréieren.

An déi Erfahrungen, déi mer beim „Prix Santé en Entreprise" gemaach hunn: dass do, wou eng Gesondheets- a Sécherheetskultur ass, och eng Qualité-de-vie-Kultur ass, dass dat ganz séier a Fleesch a Blutt iwwergeet an dass dat wäitgehend gedroen ass vun der ganzer Communautéit vum Betrib an dass et do seele Sträit gëtt an dass ee jiddefalls den Dialogue social an deem dote Beräich net ze fäerte brauch, well e munches bréngt.

Ech sinn och der Meenung, dass een net laang brauch ze waarden, fir déi Konzertatiounsgremien ze relancéieren. Déi sinn ageschlof. De Conseil supérieur, dee besteet nach um Pabeier. Ech weess net, wat d'Ursaache sinn, firwat dass en an deene leschte 15 Joer lues awer sécher ageschlof ass. Dat huet mech vun Ufank u gestéiert an et ass elo déi richteg Geleeënheet, fir en ze relancéieren an e gegebenenfalls ze ergänzen. Do gëtt et och eng Rei vu Kandidaturen, déi derbäi wëlle sinn.

Selbstverständlech: Formatioun, ëmmer wëllkomm an deem heite Beräich!

An ech mengen, dass och déi Suggestioun, dass een d'Lëscht vun de Beruffskrankheeten, déi zënter 20 Joer, mengen ech, net adaptéiert ginn ass, dass een déi muss op de Leescht huelen, dass dat eng gutt Suggestioun ass.

Iwwregens ass d'Commission nationale fir d'Maladies professionnelles elo kierzlech nei zesummegestallt ginn, soudass ee vun hei ka soen: Et waart Aarbecht op lech, huelt se op de Leescht, well do gëtt et Besoinen. Mir hippen a Saache Beruffskrankheete ganz seriö hanner eenzelne Länner hier, déi déi nei Evolutioune méi fréi erkannt hunn. Mä et ass awer ni ze spéit, fir et gutt ze maachen.

Ënnert dem Strëch géif ech soen, dass dat hei e gutt Basisdokument ass, fir d'Aarbechtsmedezin an deenen nächste Méint seriö op de Leescht ze huelen. Déi nächst Etappe si virgezeechent. Et ass en Dokument, wat an Interviewe vun eisen Experte mam Terrain zustane komm ass. Mir hunn opgrond vun dem Audit dat un d'Partner weiderginn. Déi sollen elo reagéiere bis no Ouschteren. Da sammele mer dat Ganzt, wäerten och en Debriefing maache mat de Partner zesummen, sichen d'Diskussioun mat der Chamberskommissioun, an da wäerte mer eis op de Wee maachen, fir déi Saachen, déi mer direkt kënne maachen ouni Gesetzesännerungen, direkt ze maachen.

An déi Saachen, déi reglementaresch Änne-runge brauchen, do loosse mer eis dann déi noutwendeg Zäit, géif ech soen, bis Enn des Joers, fir e kohärente Gesetzesprojet op den Dësch ze leeën.

Ech wëll Iech e ganz, ganz häerzleche Merci soe fir déi konstruktiv Diskussioun an Iech och versécheren, dass mer bei der Zesummesetzung vun deenen neien, adaptéierte Regele wäerten och op den Dialog mat der Chamber setzen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wäre mer och um Enn vun dësem Punkt a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.20 heures)

SÉANCE 26

MERCREDI, 20 MARS 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois

- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: Mme Tessy Scholtes, M. André Bauler, M. Ben Scheuer, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Xavier Bettel), M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), Mme Mady Delvaux-Stehres*

2. Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne

- *M. François Bausch - M. Luc Frieden, Ministre des Finances (intervention de M. François Bausch)*

3. 6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard
- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal;

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace: Mme Diane Adehm (intervention de M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Schülervertriedungen an de Schoulen a Lycéeën. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Bauler, den Här Scheuer an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

1. Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Bedeelegung vun eise Schüler an hir Representatioun an eise Grondschoulen a Lycéeën ass an eisen Aen e ganz wichtegen Thema, an duerfir si mer och frou, datt dës Interpellatioun an engem relativ schnellen Zäitraum hei op den Ordre du jour komm ass.

Firwat ass d'Participatioun an eisen Aen esou wichteg? An enger Demokratie ass déi fräiwëlleg Bedeelegung vun de Biergerinnen a Bierger um politesche Liewen am wäiteste Sënn eng Noutwendegkeet. Doduerch, datt de Bierger um politesche Liewen deelhëlt, kann hien Afloss op Décisiounen huelen. De Bierger kann d'Plus-value vun enger demokratescher Gesellschaftsuerdnung vis-à-vis vun enger anerer Statsform selwer erliewen.

Mir stelle fest, datt et net gesond fir eng Gesellschaft ass, wa grouss Deeler vun dëser Gesellschaft vun de politesche Prozesser ausgeschloss ginn. Dat ass de Fall bei den Netlëtzebuerger, an duerfir féiere mer jo och hei an der Chamber regelméisseg Debatten iwwert d'Wahlrecht vun Netlëtzebuerger respektiv iwwer eng Erneierung vum Nationalitéitegesetz.

Dat ass och de Fall fir Kanner a Jugendlecher ënner 18 Joer, an duerfir hate mer och scho méi wéi eng Kéier hei iwwert d'Erofsetze vum Wahlalter debattéiert. An och wa mer do kee Konsens hunn, da stellen ech awer fest, datt eng ganz Rei Parteien, ënner anerem meng Partei, d'Erofsenke vum Wahlalter op 16 Joer an hirem Wahlprogramm stoen haten.

Wat heescht dann d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen? Engersäits huet dat schonn eppes mat Wahlen a Wahlalter ze dinn. Doduerch, datt e Mënsch u Wahlen deelhëlt, iwwerhëlt hie seng Verantwortung am politesche Prozess. Wann hien net dierf deelhuelen, dann dierf hien ebe keng Verantwortung iwwerhuelen.

Sou ass dann och eist Jugendparlament der Meenung, datt et wichteg wier, der Jugend eng Stëmm ze ginn an deene Jonken hire politeschen Interessi ze këddelen. Sou schwätzt d'Jugendparlament sech fir d'Erofsetze vum Wahlalter vun 18 op 16 Joer souwuel bei de Gemengewahlen wéi bei de Landeswahlen aus.

Domat kéinte mer engersäits de jonke Leit d'Gefill ginn an hinne weisen, datt mer hir Suergen a Projete seriö huelen, a mir kéinten e Géigegewiicht opbauen zu der Tatsaach, datt d'Leit hei am Land, wat jo u sech positiv ass, ëmmer méi al ginn, sou datt d'Verhältnis vun der Populatioun tëschent Jonk an Al sech méi zugonschte vun deenen Ale beweegt.

D'Jugendparlament seet och ganz zu Recht, datt d'Erofsetze vum Wahlalter vu verschiddene Changementer an eisem Schoulsystem begleet muss ginn. Zum Beispill froe si, datt Aktualitéitssujete méi oft missten am Sproochenunterrecht diskutéiert ginn an datt d'Instruction civique méi fréi misst als Fach um Stonneplang vun de klassesche Lycéeë stoen. Dat si Fuerderungen, déi mir gäre mat ënnerstëtzen.

Mir hunn och mat Freed zur Kenntnis geholl, datt mer ee fonkelneit Schoulbuch fir d'Instruction civique am Secondaire technique hunn: „Éducation à la citoyenneté".

Mir fuerderen, an dat wëll ech och kloer ënnersträichen, awer net een neit Schoulfach an eise Schoulen. D'Zil vun dëser Interpellatioun ass jo och net, sech just mam Wahlalter auserneenzesetzen, mä iwwert d'Participatioun vun eise Kanner a Jugendlechen an eise Schoulen ze debattéieren.

Wat heescht dat dann, d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen? An der Pädagogie versteet een ënnert dem Begréff „Participatioun" d'Abezéie vu Kanner a Jugendleche bei méiglechst allen Décisiounen a Prozesser, déi hiert Zesummeliewe betreffen. Dat kann zoutreffen op Jugendclibb a Jugendhaiser, gëllt awer och, an do hu mer jo haut de Mëtteg de Fokus drop, fir schoulesch Strukturen.

„Wat hunn Erwuessener sech net schonn alles ausgeduecht, fir Jugendlecher zu méi Engagement ze brëngen?" - oder muss ee soen: ze verféieren? -, schreift d'Ines Kurschat am Leitartikel vum „Lëtzebuerger Land" vum leschte Freideg, an d'Journalistin zielt verschidden Ini-

tiativen op: „Trau dech“, „Fit for Life“, „Fräi, well ech wëll!“, „Genial.lu“, an et gëtt der bestëmmt nach. Alles Initiativen, déi Jongen a Meedercher opfuerderen, sech dach aktiv an d'Aarbechtswelt, d'Fuerschung oder aner gesellschaftlech Beräicher anzebréngen. An d'Journalistin freet och nach, wou dann déi Schoul wier, wou d'Kanner géife Risikobereetschaft, Participatioun, Kreativitéit an Autonomie léieren.

An domat wiere mer da beim Schwéierpunkt: Participatioun an der Schoul. Wéi gesot, mir wëlle keen neit Schoulfach, mir brauchen och keen neit Schoulfach. Mir mengen, datt mer e bësse méi demokratesch Strukturen an der Schoul géife brauchen.

D'Iddi, fir d'Participatioun vu Kanner a Jugendlechen a schoulesche Strukturen anzeféieren an ze fuerderen, ass net nei. Do gëtt et zum Beispill de Janusz Korczak, een Numm, deen hei am Land net onbekannt ass, well d'Fondatioun Kannerschlass hir Eltereschoul no him benannt huet. Et ass och emol e Präis Korczak ginn, ech weess net, ob et deen haut nach gëtt. Et géif mech zwar interesséieren, en ass scho laang net méi verliehe ginn.

De Janusz Korczak huet sech ganz fréi fir d'Participatioun vun de Kanner agesat an hien huet a senge Weesenheemer an den 20er an 30er Jore vum 20. Jorhonnert Kannerversammlungen agefouert. Hien huet och ëmmer däitlech gemaach, datt praktesch Erfahrunge vu Participatioun méi wäertvoll fir d'Kanner wiere wéi theoretesch Erkenntnisser.

De Korczak - just zur Informatioun - ass am August '42 an de Gaskummere vun Treblinka ëmbruecht ginn.

En anere Klassiker op dem Gebitt vun der Bedeelegung vu Kanner ass de Freinet, dee sech ëmmer derfir agesat hat, datt och d'Kanner solle Verantwortung am schouleschen Alldag iwwerhuelen, an hien hat duerfir eng Klasseversammlung oder e Klasserot agefouert, wou d'Zesummeliewen an der Klass a wat do alles derzougehéiert, zesumme sollt thematiséiert a geregelt ginn.

Well ech net wëll mëssverstane ginn: Participatioun vu Kanner a Jugendlechen ass wichteg, mä dat schléisst natierlech net d'Léierpersounen als Haaptautoritéitspersounen aus. Et ass fir eis kloer, datt keen zum Beispill d'Responsabilitéit vun den Enseignanten ewech kann huelen an un d'Schoulkanner kann delegéieren.

Wat hu mir dann hei zu Lëtzebuerg an deem Beräich bis elo geleescht? Bei der ganzer Diskussioun iwwert d'Schoulreform hu mer den Elteren zum Beispill méi Matsproocherecht ageräumt. Nodeems mer d'Eltere jorzéngtelaang aus der Schoul erausgehalen haten, ass dat net ëmmer einfach. Dat ass ee Prozess, deen net vum selwe geet. Dat gesäit een zum Beispill, an aller Däitlechkeet huet een dat rezent nach zu Dippech an der Gemeng gesinn, wou an engem Artikel vum „Wort“ ze liese stoung, wéi schwéier eng Zesummenaarbecht tëschent Léierpersonal an Eltere ka sinn oder ka gemaach ginn.

An eisen Aen ass méi en intensiivt Abezéie vun den Elteren an d'Diskussiounen an der a ronderëm d'Schoul awer eng Noutwendegkeet. Mir begréissen et, datt d'Elteren eng Plaz an der Schouldiskussioun kruten. Et gëtt kee Wee zréck op dësem Gebitt.

Am Gesetz iwwert d'Obligation scolaire, ee Gesetz, wat d'Rumm fir de Schoulbesuch vun de Schüler vu 4 bis 16 Joer setzt, steet bei de Missioune vun der Schoul ënner anerem: «La formation scolaire prépare l'enfant à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique.»

Dat ass jo bestëmmt eng flott Formulatioun, leider hu mer awer néierens festgehalen, wéi d'Schoul déi Missioun, déi hei beschriwwen ass, soll erfëllen. Am Enseignement fondamental hu mer keng Zeil iwwert d'Participatioun vun de Kanner an hirer Schoul verluer, an dat ass schued! Ech kommen zum Schluss nach eng Kéier dorop zréck.

Wat de Secondaire ugeet, do sti mer besser do, wat net wëllt heeschen, datt mer gutt genuch dostinn. An der Préface vum Guide fir d'Comités des élèves, deen 2008 vum Ministère publizéiert gouf, schreift d'Éducationsministesch iwwert déi Comitéen, deenen hir Base légale haut scho méi wéi 15 Joer al ass - ech zitéieren: «Or, je constate dans mes contacts avec les écoles que les comités d'élèves fonctionnent variablement, qu'ils sont plus ou moins bien lotis et qu'ils suscitent un intérêt varié auprès des élèves des lycées.»

Duerfir wier ech natierlech frou, haut vun der Madame Minister ze héieren, wéi et dann haut, fënnef Joer no där Préface, ëm d'Aarbecht vun de Schülercomitéë steet, wéi eng Andréck datt se elo aus hire Schoule matbréngt.

Da gëtt et d'CNEL, d'Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg, d'Federatioun vun de Schülercomitéen. Do hat ech mer erlaabt, am Numm vu menger Partei hei am Haus de 4. Dezember 2012 ze froen - an dann zitéieren ech mech emol eng Kéier selwer:

„Mir hunn als Gréng gemengt ze héieren, a mir géifen op alle Fall och selwer vun deem Wonsch ausgoen, datt ee misst d'CNEL reforméieren. Mir hunn do eng ganz Rei Argumenter héieren, déi eis aliichten. Et misst een d'CNEL dynamiséieren, d'Vereinfache vun der Aarbecht misst een erméiglechen. Den ale CNELs-Comité huet op alle Fall gemengt, si géife sech duerch de Règlement grand-ducal vum März 1998 paralyséiert spieren. Si froe méi Onofhängegkeet vum Éducationsministère, besonnesch wat d'Aberuffen an d'Ofhale vun de Réunioune betrëfft. Mä si froen awer och méi Moyenen, wéi zum Beispill e Coach, deen iwwer eng neutral Jugendorganisatioun der CNEL géif zur Dispositioun stoen.“

Dat war meng Fro viru véier Méint un Iech, Madame Minister. Ech hat gefrot: „Wéi gesitt Dir dat? Mengt Dir och, datt mer sollen an déi do Richtung goen an d'CNEL reforméieren?“

Ech hat och gesot, ech géif mech op d'Äntwert freeën, wat awer dunn net agetraff ass. Déi Äntwert war e flott Beispill vun enger Participatiounsverweigerung vun der Säit vun engem Minister vis-à-vis vun engem Volleksvertrieder.

Eng Deeläntwert krut ech dunn dräi Méint méi spéit, wou dann d'Madame Minister an enger Äntwert op eng Question parlementaire geschriwwen huet, datt si schonns e puermol mat de Vertrieder vun der CNEL zesumme war an iwwer méiglech Verbesserungen diskutéiert huet. Vläicht ass et dann haut och méiglech, e puer Unhaltspunkten ze kréien, a wéi eng Richtung datt déi Verbesserunge ginn.

Ouni wëllen am Detail op déi Geschicht vum Lycée Mathias Adam zréckzekommen, wëll ech awer zwee Aspekter dovunner opgräifen.

Éischtens, an der Äntwert op déi Question parlementaire, déi ech elo grad erwähnt hunn, stoung: «Il n'y a pas de droit de manifestation spécifiquement prévu pour les élèves des lycées.» An dat fanne mer net zefriddestellend.

Mir sinn natierlech mat der Ministesch averstanen, datt ee sech ëmmer muss bewosst sinn, datt et bei de Schüler zu engem groussen Deel ëm Mannerjähreger geet an duerfir d'Direktioun vun engem Lycée souwuel hir Autoritéit wéi och hir Responsabilitéit net kann ouni Weideres delegéieren. An awer mussen d'Schüler d'Méiglechkeet kréien, hir Meenung auszedrécken, och wa se eventuell konträr zu där vun der Direktioun oder den Enseignanten ass.

Misst net och all Schoulcharta derfir suergen, datt déi Méiglechkeet virgesinn ass?

An zweetens, fir eis ass och nach ëmmer net ganz kloer, wéi wäit de Schutz vu Memberen am Schülercomité viru Sanktiounen aus dem Conseil de classe geet. Engersäits kann och eng Memberschaft am Schülercomité net als Fräifahrtschäi fir onverantwortlecht Handele gëllen. Anerersäits muss awer och kloer sinn, datt den Asaz an engem Comité fir d'Schülerschaft net dierf bestrooft ginn.

Eng ganz Rei Jonker sinn no där Péitenger Geschicht an hirem Engagement veronséchert, an dat ass net gutt!

Eng aner interessant Pist, méi politescht Liewen an d'Schoulen ze kréien, ass et, fir Politiker an d'Schoulen ze invitéieren an Diskussioune mat de Schüler iwwer aktuell politesch Themen net nëmmen zouzeloossen, mä systematesch ze organiséieren an ze förderen.

Duerfir misste mer eis Regelen opstellen. Mir wëlle jo net, datt ëmmer déiselwecht an d'Schoule ginn an anerer net erandierfen.

Mir haten an der Éducationskommissioun viru Kuerzem eng Instruction ministérielle diskutéiert iwwert d'Interventioun vu Perséinlechkeeten aus der Politik an eise Lycéeën a Lycée-techniquen. Mir haten net direkt e Konsens fonnt an der Kommissioun.

Mech hat zum Beispill de Saz gestéiert: «Tout personnel d'un lycée ainsi que les élèves sont tenus à respecter une stricte neutralité dans l'expression ouverte et publique de leurs opinions et convictions politiques dans l'exercice de leur fonction.»

Wann een esou eng Direktiv géif an d'Schoule ginn, da géife mer all Diskussioun - net nëmmen déi politesch - praktesch verbidden, an dat ka jo net d'Zil sinn.

Duerfir meng Fro un d'Madame Minister: Gëtt et mëttlerweil eng nei Versioun vun dëser Direktiv a wat steet dran?

Et lount sech och, e Bléck op eis Pilotschoulen ze werfen, wat de Beräich Demokratie a Participatioun betrëfft. Am Règlement grand-ducal vum 10. August 2005 iwwert de Fonctionnement vum Lycée-pilote Ermesinde gëtt et een Artikel 3 iwwert d'Participatioun vun de Schüler an den Elteren um Liewen an der Schoul. An do sti Bestëmmungen, déi iwwert d'Lycéesgesetz vun 2004 erausginn.

Ech liesen zwee Artikelen doraus vir: «Les élèves participent activement à l'élaboration de leur projet scolaire et personnel. Ils s'informent continuellement de leurs progrès, de leurs faiblesses et de leurs points forts. Ils ont le droit de demander à être entendus à ce sujet par l'équipe pédagogique.» An en zweete Punkt: «Ensemble avec l'équipe pédagogique et plus particulièrement les éducateurs gradués, les élèves d'une classe élaborent un code de vie visant à fixer les droits et devoirs de chacun dans un contexte de vie lycéenne fondée sur la coopération et la participation.»

Sinn déi Erfahrungen, déi am Pilotlycée Ermesinde gemaach gi sinn, positiv? A kënne mer eppes dorauser léiere fir déi aner Schoulen, respektiv si mer eventuell bereet, positiv Elementer an dësem Beräich och op aner Schoulen ze iwwerdroen?

Am Fondamental gëtt et dann nach eng Schoul, déi scho méi laang net méi „eis Schoul“ ass, obscho se nach ëmmer esou heescht. Do gëtt et direkt op der Internetsäit e Link „Démocratie“, an da gëtt och direkt de Freinet beméit: «La démocratie de demain est préparée par la démocratie à l'école. Une école autoritaire ne peut pas former des citoyens démocratiques.»

Dës Schoul misst jo ee Schlaraffeland a puncto Demokratie a Participatioun sinn. Si soen, datt op hirem Site, an der demokratescher Gesellschaft „Eis Schoul' d'Zesummeliewe vun alle Bedeelegte gemeinsam gestalt g'tt an der Rumm vu festgeluechte Versammlungen, an déi heeschen „Klasserot“, „Schülerparlament“, „Schoulrot“. Dat sinn d'Institutioune vun „Eis Schoul“, do ginn „d'Gesetzer“ - wat awer trotzdeem nach tëschent Anführungszeeche steet - mat de Kanner zesummen ausgehandelt, an da gëtt fir d'Anhalen dovunner gesuergt.

Et geet souguer nach weider do: All Kand dierf eegestänneg Décisiounen treffen am Beräich vun der Unterrechtsorganisatioun, zu mengem Erstaunen och zu der Unterrechtsmethod an zum Deel och am Beräich vum Unterrechtsinhalt, awer dann nach an der Rumm vum Léierplang vun der öffentlecher Schoul.

Madame Minister, dat do sinn Aussoen, déi erënnere mech staark un den A. S. Neill vu Summerhill. Wéi gutt klappt dat dann elo an där do Schoul? Dierf een do och Zweifel umellen? Kënnt Dir eis vläicht eppes iwwert d'Schülerparlament vun dëser Schoul erzielen? De leschte Rapport vum Schülerparlament op dem Internetsite vun där Schoul ass vum 18. Abrëll 2012, dat ass also scho bal e Joer hier.

Kënne mer aus den Experimenter vun der Ganzdagsschoul um Kierchbierg eppes léieren am Beräich Participatioun an Demokratie an der Grondschoul?

Et kann ee jo och aus eventuell negativen Erfahrunge ganz vill léieren. Sidd Dir och bereet, eventuell positiv Elementer an dësem Beräich op aner Schoulen ze iwwerdroen?

An da gëtt et nach eng schéi Publikatioun vun 2010, déi heescht: „Demokratie lernen und leben“. Do geet et ënner anerem ëm Schoulcharta, Schülerparlament a Klasserot, an et gëtt och de Lien gemaach tëschent Matsproocherecht an der Schoul an engem gesonde Schoulklima als wichtegt Mëttel fir d'Gewaltpreventioun.

Am Oktober 2008 hunn 19 vun 69 Grondschoule gesot, bei hinne géif et Klasse ginn, wou regelméisseg Kreesgespréicher oder e Klasserot organiséiert géife ginn. A kenger Schoul gouf et e Schoulparlament, wou Elteren, Kanner a Léierpersonal zesummen diskutéieren. A just zwou Schoule gouf et e Schülerparlament, wou Delegéierter aus alle Klasse sech mat schoulinternen Themen auserneesetzen.

Ech ka mech nach drun erënneren, datt et zu Luerenzweiler an zu Hiefenech esou eppes wéi e Kannergemengerot ginn ass. Mä déi Initiative si scho laang entschlof. De Problem vun esou Institutiounen ass bis elo nach ëmmer, datt se mat der Energie vun eenzelne Persounen entstinn an eben och mat dësen zu Enn ginn.

Participativ Strukture sinn néierens institutionaliséiert. Wann déi Initiative vu Schülerparlamenter esou regelméisseg ënnerginn, wéi se opstinn, da kann een zur Konklusioun kommen, datt se eventuell iwwerflëssig sinn.

Mir kommen als Gréng zu enger anerer Konklusioun: D'Participatioun ass schwiereg a muss geléiert ginn. An déi rar Beispiller, wou Participatioun funktionéiert, an déi gëtt et glécklecherweis och zu Lëtzebuerg, weisen e positiven Afloss op d'Verhalen, op d'Motivatioun vun eise Schoulkanner an op de Schoulklima.

Duerfir freeën déi gréng sech op Zäiten, wou erëm an eise Schoulen Zäit a Plaz ass fir aner Diskussioune wéi Socles de compétences a Bilans d'évaluation. Mir freeën eis drop, wa mer erëm kënne Gespréicher féieren, zum Beispill iwwert d'Matsprooch an demokratesch Organisatiounen an eise Schoulen.

Wann et dann esou wäit ass, da fanne mer vläicht Leit, déi un enger Weiderbildung an déi Richtung interesséiert sinn, oder eng Schoul, déi d'Participatioun als Zil an hire PRS schreift. Madame Minister, vläicht gëtt et schonn eng Schoul, déi d'Participatioun am PRS stoen huet. Dir kënnt eis jo dann eventuell doriwwer informéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Eng Stäerkung vun de Schülercomitéen an der Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg schéngt eis noutwendeg. Eng Direktiv, déi net nëmmen d'Interventioun vu Politiker an de Lycéeë regelt, mä och esou e politeschen Dialog encouragéiert, ass wichteg. Déi positiv Beispiller aus eise Projetsschoulen am Beräich Schülerbedeelegung solle beschriwwe ginn a schrëttweis an aner Schoulen importéiert ginn. De Klasserot als Participatiounsinstrument soll promouvéiert ginn duerch eng Sensibiliséierungscampagne vum Ministère, duerch d'Méiglechkeete vun der Weiderbildung.

D'Erfahrunge mat der Schoulreform missten eis jo alleguer encouragéieren, an déi Richtung matzegoen. Mir hate jo ganz vill positiv Resultater vun de Schüler kritt, wéi mer se bis ëm hir Meenung gefrot hunn. Mä mir hate se eréischt gefrot, wéi se sech selwer manifestéiert haten. Mir haten eise Schüler d'Wuert eréischt ginn, wéi se sech et erstridden haten.

An dann, ganz zum Schluss, nach ee Beispill aus dem Ausland, wat weist, wéi wäit d'Schülerbedeelegung goe kann. An enger klenger Stad an Nordrhein-Westfalen, Rietberg, kréie véier Schoulen en zousätzleche Budget vu 7.000 Euro, wou d'Schüler kënne selwer ofstëmmen, wat si mat deene Sue wëlle maachen. D'Zil vun deem Projet ass, fir Jugendlecher ze responsabiliséieren, si fir Demokratie a Wahlen ze begeeschteren. Dat ass och néideg!

An där leschter „Shell“-Jugendetüd vun 2010 heescht et, datt de politeschen Interessi bei de Jugendlechen zwar liicht an d'Luucht gaangen ass par rapport zu deene Jore virdrun, a virun allem bei deene méi Jonken. Bei deenen 12- bis 14-Jähregen interesséiere sech haut 21% fir Politik, an dat waren 2002 nach nëmmen 11%. A bei de 15- bis 17-Jähregen, steet an der Etüd, géife sech 33% fir Politik interesséieren. 2002 waren dat nach nëmmen 20%. Do bleift awer nach vill Sputt no uewen. An trotz der allgemenger Politik- a Parteieverdrossenheet si Jugendlecher duerchaus bereet, sech u politeschen Aktivitéiten ze bedeelegen, wann hinnen eng Saach perséinlech wichteg ass. 77% vun alle jonke Leit wiere bereet, bei enger Ënnerschrëftenaktioun matzemaachen, an ëmmerhi 44% kënne sech och virstellen, bei enger Demonstratioun matzemaachen.

Här President, d'Schoul kann net all gesellschaftlech Problemer léisen. D'Schoul kann awer hire Bäitrag leeschten, Jonker fir demokratesch Prozesser ze begeeschteren. Mir sollten deene Jonken an eis selwer méi an där Richtung zoutrauen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Här President, Madame Ministesch, léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi ech mech mam Sujet vun der Participatioun a vun der Representatioun vun de Schüler an eise Schoulen ausenanergesat hunn, war et fir mech fir d'Alleréischt emol wichteg, genee nozekucken, wéi eng Mëttelen de Schüler haut an de Lycéeën zur Verfügung stinn, fir iwwerhaapt kënnen ze participéieren, a wéi si an hir Interessien haut an der Schoul an doriwwer eraus wouergeholl ginn.

Wéi ech dëst gemaach hunn, ass mer fir d'Alleréischt an de Sënn komm, dass op dësem Plang iwwert déi lescht 16 Joer vill geschitt ass. Esou verfüge mir zënter dem Gesetz vum 27. August 1997 respektiv zënter den Ausféierungsreglementer vum 17. November 1997 iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen a vum 12. März 1998 iwwert d'Organisatioun vun der nationaler Schülerkonferenz iwwert déi néideg Strukturen, déi d'Schülerrepresentatioun an a vun de Schoule gesetzlech erméiglechen a strukturéieren.

Zënterhier ass nogebessert, verdéift a complémentéiert ginn, an dëst notamment duerch

d'Reglement vum 1. August 2001 iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen, wou d'Reglement aus dem Joer 1997 iwwerschafft gouf, souwéi och duerch d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an technesche Lycéeë vum 16. Juli 2004. Duerch dës Gesetzer a Reglementatioune verfüge mer haut iwwer eng Partie Strukturen, fir d'Representatioun vun de Schüler ze gewährleeschten, esou dass si fir hir Interessien antrieden an dës och verteidege kënnen.

Esou gëtt et um Niveau vun all Schoul, éischtens, zwee Klassendelegéierter, déi d'Interessië vun de Schüler um Niveau vun der Klass verteidegen a fir dës antrieden, an zwar vis-à-vis vun den Enseignanten, dem Régent an der Direktioun, souwéi si och d'Verbindung mam Schülercomité maachen.

Zweetens hu mer de Schülercomité, op deem seng Fonctiounen ech spéider nach am Detail agoe wäert. Zwee Delegéierter vum Schülercomité vertrieden d'Intérête vun de Schüler am Kader vun de sougenannte Representatiounsstrukturen, wéi am Conseil d'éducation, am Conseil de sécurité oder och an anere Comitéen, déi an de Schoulen entstoe kënnen.

Iwwert déi eege Schoul eraus gëtt vun all Schülercomité aus ee Member designéiert, fir um nationale Plang an der nationaler Schülerkonferenz, der sougenannter Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg, der CNEL, matzewierken. Doriwwer eraus fanne mer dann och nach zwee Schülervertrieder am Conseil supérieur de l'Éducation nationale erëm.

Här President, et ass wichteg, fir sech kuerz mat den Attributioune vum Schülercomité, deen all zwee Joer gewielt gëtt an deen tëschent 7 an 13 Memberen zielt, ofzeginn. Esou steet am Artikel 34 vum Gesetz aus dem Joer 2004, dass de Schülercomité d'Schüler bei der Direktioun souwéi och bei alle Comitéen, déi innerhalb vun enger Schoul entstinn, sief dëst um Niveau vun den Enseignantë wéi och vun den Elteren, vertrëtt. Et ass um Schülercomité, fir aner Schüler iwwer hir Rechter an Aufgaben innerhalb vun der Schoulcommunautéit ze informéieren, an dëst duerch d'Klassendelegéiert. An et gehéiert och zu den Attributioune vum Schülercomité, seng Stellungnahme fir an de Conseil d'éducation virzebereeden, kulturell, sportlech a sozial Aktivitéiten ze organiséiere souwéi och Propositioune ze formuléieren, wat d'Schoulliewen an d'Aarbecht vun de Schüler ubelaangt. Hei steet dann och, dass den Direkter sech mam Schülercomité versammelt, wann dësen dëst ufreet.

Am Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéë gëtt am Artikel 19 iwwert d'Attributioune vum Schülercomité preziséiert, dass dësen e Rapport annuel iwwer seng Aktivitéiten a seng Projeten opsetzt an dass de Schülercomité op enger bestëmmter Plaz an der Schoul, wou vill Passage ass an dee vun der Direktioun designéiert gëtt, all seng Rapporten, Communiquéen an aner Dokumenter ophänkt. De Schülercomité kann dann och nach ausserhalb vun de Schoulklassen eng Permanence ariichten, fir de Schüler ze erméiglechen, Kontakt mam Schülercomité opzehuelen. An dëse kann och Spezialkommissiounen iwwer verschidden Themen entstoe loossen.

Nieft dem Schülercomité an der Schoul spillt de Conseil d'éducation eng wichteg Roll fir d'Schüler, wou nieft dem Direkter, de Proffen, den Elteren, och si, d'Schüler also, zu zwee vertruede sinn. Dës Enceinte ass schonns bal e bësse wéi d'Häerzstéck vum Fonctionnement vun der Schoul u sech, un deem d'Schüler dann och bedeelegt sinn.

D'Attributioune vum Conseil d'éducation sinn, fir d'Schoulcharta ze adoptéieren, den Accord fir autonom Aktiounen am pädagogesche Beräich an an deem vun der administrativer Organisatioun ze ginn oder an dëse Beräicher selwer Propositiounen ze maachen, de sougenannten „Projet d'établissement" ze adoptéieren, de Budgetsprojet vun der Schoul ze aviséieren an och den Accord zur Répartitioun vum Budget fir d'Schoul ze ginn.

De Conseil gëtt dann och nach säin Accord zur Organisatioun vun de wöchentleche Schoulstonnen, aviséiert déi intern an extern Evaluatiounsrapporte vum Lycée, organiséiert déi gemeinsam Versammlungen a Manifestatioune vun de Schoulpartner, stimuléiert an organiséiert kulturell Aktivitéiten a formuléiert Propositiounen iwwer all d'Froen, déi d'Schoulliewen interesséieren an d'Organisatioun vum Gebai betreffen.

Déi lescht Struktur am Kader vun der Representatioun an der Participatioun vum Schüler, op déi ech wollt agoen, déi iwwert déi eege Schoul erausgeet, ass déi national Schülerkonferenz, kuerz gesot d'CNEL. Och hei wollt ech déi eenzel Attributiounen ënnert d'Lupp huelen.

D'CNEL, déi sech op d'mannst eemol am Trimester sur convocation vum Minister versammelt oder och soss all Kéiers, wann de Minister oder déi einfach Majoritéit vun de Memberen aus der Konferenz et fir néideg halen, huet folgende Kompetenzberäich: Si huet d'Recht, d'Schüler beim Minister souwéi och bei all aneren nationale schoulesche Partner ze representéieren. Si designéiert d'Vertrieder fir an de Conseil supérieur de l'Éducation nationale a si ka Memberen aus hirem Gremium designéieren, déi an Aarbechtsgruppe matwierken, déi vum Minister geschafe ginn oder wou de Minister d'Schüler wëllt associéieren.

Doriwwer eraus kann d'CNEL zu all Fro, déi d'Schülerliewen an hir Aarbecht an der Schoul betreffen, Propositioune formuléieren. Si gëtt vun der Ministesch iwwer Projeten, déi d'Schüler interesséieren, informéiert. Si ka vun der Ministesch saiséiert ginn, fir Avisen zu verschiddene Froen, déi d'Schüler interesséieren, ze formuléieren. Si leet der Ministesch en alljährleche Bilan iwwert de Fonctionnement vun de verschiddene Schülercomitéë vir a si ka speziell konsultativ Kommissiounen op d'Bee setzen a sech mat verschiddene schoulrelevanten Thematiken ausenanersetzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro, déi sech eis awer haut stellt, ass, ob déi Gesetzer a Reglementatiounen, aus deenen ech elo zitéiert hunn, et dann och de Schüler an der Praxis erlaben, fir hir Representatioun a Participatioun um Terrain kënnen effektiv an effikass ëmzesetzen. Wichteg ze ënnersträichen ass emol iwwerhaapt d'Daseinsberechtegung vun dëse Strukturen, duerch déi d'Schüler um Schoulgeschéie participéiere kënnen.

Do hu mer zum Beispill un éischter Stell, wéi scho gesot, dass et et drëms geet, fir Léisungen zu Problemer ze fannen, déi sech am Kader vun der Schoul an hirer Communautéit stellen. Esou kënnen d'Schüler sech an de geschafene Struktur concertéieren, fir zesummen hir Intérêten ze verteidegen an no vir ze brëngen, fir an hiren Aen onzefriddestellend Situatiounen ze verbesseren.

Zweetens geet et awer och dorëms, an dat dierf een net vergiessen ervirzesträichen, dass dës Méiglechkeet, fir méi um Schoulliewen ze participéieren, ee wichtege Bäitrag ass fir eng „éducation à une citoyenneté active et responsable", déi et de Schüler erlabe soll, sech zu mündege Bierger ze entwéckelen. Ech wollt, wann Der mir et erlaabt, e bësse méi am Detail op dësen zweete Punkt agoen.

De Conseil de l'Europe huet schonn am Joer 1989 affirméiert, dass dat bescht Enseignement vun der Demokratie nëmmen an engem Kader kann dispenséiert ginn, wou d'Participatioun encouragéiert gëtt, wou déi verschidde Standpunkte kënnen oppen ausgedréckt ginn, wou d'Ausdrocksfräiheet vun de Schüler a vun de Proffe garantéiert ass a wou allgemeng Gläichheet a Justiz gëllen.

A sengem Projet „Politiques de l'enfance"aus dem Joer 1996 verstäerkt den Europarot dann och nach eng Kéier seng Entschlossenheet, fir dass d'Kanner als vollwäerteg Bierger solle considéréiert ginn, als aktiv Uspriechpartner, an dëst an alle Beräicher, déi de Bierger interesséieren. Esou kann een hei liesen, dass d'Méiglechkeet fir d'Kanner, op hir eege Liewenskonditioune kënnen anzewierken, ausschlaggebend fir hir Entwécklung ass an dass de Fakt, fir de Kanner nozelauschteren, mat hinnen zesummen d'Problemer unzegoen, hir Meenung ze akzeptéieren souwéi och sech Zäit ze huelen, hinnen ze explizéieren, firwat hir Iddien net ëmmer kënnen akzeptéiert ginn, wichteg Mëttele sinn, fir hir Undeelnahm ze förderen.

Esou gëtt et och sëllechen Etüden, déi weisen, dass an deene Schoulen, wou d'Kanner d'Méiglechkeet hunn, fir sech auszedrécken a fir un den Décisiounen, wat hir Schoul ubelaangt, ze participéieren, dass do d'Gewalt an deene Schoulen allgemeng ofhëlt. En oppent Ouer fir dem Schüler seng Suergen am Schoulalldag a bei allem, wat d'Schoulliewen ubelaangt, ze hunn, ass deemno immens wichteg.

Wéi et am spéidere Liewen och wäert sinn, hunn d'Schüler Rechter a Flichten, iwwert déi si sech musse bewosst ginn. Si musse léieren, dass si déi Rechter, déi hinnen zoustinn, an engem konstruktiven Dialog afuerdere kënnen, mä dass si sech och un hir Aufgaben a Contrainten hale mussen, fir den Ufuerderunge vun enger participativer Demokratie kënne gerecht ze ginn. Wäerter an Eegeschafte wéi Verantwortung, Solidaritéit, een deem aneren hëllefen, Autonomie oder och Zesummenaarbecht ginn duerch participativ Prozesser, wéi et d'Schülercomitéë sinn, wou gemeinsam festgesaten Objektiver erreecht ginn, geléiert a verdéift.

Wann also eis Schoul eng Plaz soll sinn, wou de Schüler dobäi begleet gëtt, fir dass hie sech zu engem fräien, autonomen a responsabele Mënsch entwéckele kann, musse mir him och déi néideg Méiglechkeeten a virun allem Mëttele ginn, dëst och kënnen ze erreechen. Et kann ee souguer soen, dass d'Schoul eng Plaz ass, wou d'Mënscherechter geléiert ginn, andeems de Kanner hir Rechter a Flichten net nëmmen an der Theorie mä och konkret am Schoulalldag solle vermëttelt ginn, an zwar andeems si hir Rechter ganz no de Prinzipië vun der internationaler UNO-Konventioun vun de Rechter vun de Kanner aus dem Joer 1989 am Alldag ausübe kënnen.

Esou seet den Artikel 12 aus der UNO-Konventioun vun de Kannerrechter: «Les États parties garantissent à leur enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité». Och wann duerch Grënn vum Schutz vun de Schüler, hirer Éducatioun an dem reibungslose Fonctionnement vun der Schoul de Kanner d'Limitë vun der Ausübung vun hirem Recht musse gesat ginn, dierfen d'Rechter vum Schüler net ignoréiert, mä musse ganz au contraire explizit gefördert ginn.

Här President, fir dës e bësse méi philosophesch Iwwerleeung iwwert d'Wichtegkeet vun enger Responsabilisatioun vum Schüler an Interaktioun mat senger direkter Ëmwelt ofzeschléissen, wollt ech awer kuerz nach op e puer Iwwerleeungen dozou vum Professer Dokter Wolfgang Edelstein, dem ehemolegen Direkter vum Max-Planck-Institut für Bildungsforschung, agoen, déi mir an dësem Kader besonnesch pertinent erschëngen.

Esou seet hien, dass selbstverantwortlecht Handelen a Kooperatioun mat aneren am héije Mooss gesellschafts- a virun allem wirtschaftsbestëmmend sinn. De Professer Edelstein ass der Meenung, dass d'Participatioun eng funktionell Noutwendegkeet vun der Virbereedung vum Schüler op eng Welt ass, an där selbstverantwortlecht a kooperatiivt Handelen entscheedend Viraussetzunge fir den ekonomeschen an de gesellschaftleche System sinn.

Här President, no dësem e bësse méi philosophesche Exkurs wollt ech awer elo nees méi konkret ginn a mech mat der Realitéit um Terrain, also vun de Schoule befaassen. De Célestin Freinet huet an engem Artikel an der Revue „Clarté" am Joer 1923 geschriwwen: «L'énoncé théorique des droits et des devoirs de l'individu dans la communauté ne suffit plus: c'est la pratique sociale qu'il faut développer afin que l'homme sache plus tard se conduire librement dans les diverses occasions de sa vie».

Mir, d'CSV, sinn der Meenung, dass d'Gesetzer an d'Reglementatiounen, déi et schonn um Terrain gëtt, musse mat Liewe gefëllt ginn, fir dass hir Essenz och zum Droe kënnt.

Wann ee sech d'Schülercomitéen an deene verschiddene Lycéeën ukuckt, gesäit ee séier, dass et an deenen enge Schoule ganz lieweg Schülercomitéë gëtt, woubäi an anere Schoulen op dësem Niveau net gradesou vill leeft. Wichteg ze soen ass hei, dass d'Konditiounen, fir e gutt funktionéierenden a gutt besichte Schülercomité ze garantéieren, d'Facteuren Zäit, Wëllen an zesummen un engem Strang zéie sinn. Nëmmen dann, wann all déi concernéiert Acteuren den néidege Wëllen hunn, fir zesummen eppes opzebauen, a sech dofir och déi néideg Zäit ginn, ass et méiglech, dass an de Schoule flott Projete kënnen entstoen. Dëst betrëfft souwuel d'Direktioun an d'Enseignanten, well d'Opstelle vu Schülercomitéen an hiert Umliewenhale brauchen nun eemol méi oder manner Begleedung an Ënnerstëtzung vun Erwuessenen souwéi awer och vun de Schüler.

Dëst ass net ëmmer evident mat all de Contrainten, déi souwuel d'Proffen an d'Schüler an hirem Liewen hunn, well all dëst soll jo am Fong ausserhalb vun de Schoulstonne stattfannen. Dëst ass eng supplémentaire Charge, iwwert déi ee sech muss bewosst ginn, déi vu ville concernéierten Acteuren a priori net onbedéngt kann oder wëllt assuméiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Texter u sech ubelaangt, kann ee soen, dass si de Schüler op den éischte Bléck nawell vill Méiglechkeete ginn, fir hir Interessien ze vertrieden an ze verteidegen, souwuel an der Schoul duerch d'Klassendelegéiert an d'Schülercomitée wéi och op nationalem Plang duerch d'CNEL.

Wann ee sech déi eenzel Texter awer méi genee ukuckt, kann een zur Konklusioun kommen, dass dës dach awer relativ rigide an d'Fräiheete vun deene Jonken e bëssen ageschränkt sinn. Natierlech hänkt alles vun der Ëmsetzung um Terrain of. D'Theorie entsprécht net ëmmer onbedéngt och der Praxis.

Esou schéngt et och am Fall vun de Schülercomitéen a vun der CNEL ze sinn. Et schéngt, wéi wann net alles genee à la lettre géif esou applizéiert ginn, wéi et an deene verschiddene Reglementer virgeschriwwen ass, an doduerch och méi Fräiraum fir d'Schüler entsteet. An awer kann ee verstoen, dass si och op legaler Basis méi Matsproocherecht fuerderen, well hir Problemer, fir gutt ze funktionéieren, si villfälteg.

Dee wichtegste Punkt schéngt mir dee vum Abannen, vum Matabezéie vun alle Schüler aus enger Schoul ze sinn. Dozou gehéiert virun allem d'Diffusioun vun den Informatiounen. An hei mussen eben all d'Acteure matspillen, dat heescht, d'Enseignanten, d'Direktioun, déi verschidde Servicer aus der Schoul an net zulescht d'Schüler selwer duerch hir Klassendelegéiert a Vertrieder aus dem Schülercomité. Nëmmen esou ass et méiglech, eng flott Dynamik vun enger demokratescher Schoulpopulatioun ze entwéckelen an d'Schüler ze motivéieren, fir sech ze engagéieren. Esou kéint dann och an de Schoule selwer, entweder vum SPOS oder vum Service éducatif, eng gewësse Begleedung en cas de besoin offréiert ginn.

Mir wëssen awer och all selwer - virun allem heibannen, denken ech -, wéi schwéier et ass am Allgemengen haut an eiser Gesellschaft, fir Leit ze fannen, déi sech bénévole asetzen a sech fir eppes engagéiere wëllen. Dat kann Angscht maachen, virun allem, wann een nach net vill Erfahrung an deem Beräich gesammelt huet. An en plus ass et jo bekannt, dass déi Leit, déi sech asetzen, meeschtens och déi sinn, op déi geklappt gëtt, wa si Décisiounen huele mussen, déi zwar och soss keen huele wëllt, mä déi awer vläicht net jiddwerengem gefalen. Abee, ëmsou méi ass et verständlech, dass et deene Jonken heiansdo u Motivatioun feele kann, wat deen do Beräich ugeet.

E weidere Problem ass - an ech hunn et virdru scho kuerz ugeschwat - dee relativ strikte gesetzleche Kader, wat de Fonctionnement vun de verschiddene Schülerorganisatiounen ugeet an deemno d'Ëmsetze vun hire Rechter.

Ech nennen lech e puer Beispiller: D'Wahle fir de Schülercomité si just all zwee Joer, wat e relativ figéierte System kreéiert. D'Kommunikatioun erweist sech als schwiereg, well just e Groupe restreint vu siwe bis dräizéng Schüler sech regelméisseg gesäit, beréit an Décisiounen hëlt, déi am Fong jo déi ganz Schülerpopulatioun awer betreffen. D'Schülercomitéë kréien och a priori keng Hëllefstellung an der Schoul, ausser et sief dann d'Zurverfügungstelle vun engem Sall, fir sech ze réunéieren.

D'CNEL huet och e ganz spezielle legale Statut. Si ass weder eng onofhängeg Associatioun nach en offiziellt Organ vum Stat. Si ass eigentlech just eng berodend Kommissioun vum Unterrechtsministère. Ausserdeem huet d'CNEL net wierklech vill Moyenen. Si hänkt vum Éducatiounsministère of, och wat d'Aberuffe vun hire Versammlungen, den Ordre du jour an d'Redigéiere vun de Rapportë betrëfft, wat et hir schwéier erméiglecht, sech fräi ze entwéckelen an eng neutral Ulafstell fir d'Schüler ze sinn.

Här President, d'national Schülerkonferenz fuerdert, fir eng neutral Ulafstell fir all Schüler ze sinn. An dat ass an eisen Aen och legitim. Dofir ass d'Iwwerschaffe vun der aktueller groussherzoglecher Veruerdnung iwwert d'CNEL wichteg, fir se un d'Besoinë vun deene Jonken ze adaptéieren. Esou sollte si zum Beispill op eegen Initiativ och kënne Versammlungen aberuffen an d'Dagesuerdnung festleeën.

Iwwer eng onofhängeg professionell Hëllefstellung am administrativen an am organisatoresche Beräich ass et sécher och derwäert nozedenken. Dat géif et der CNEL erlaben, d'Aarbechten an deene verschiddene Schülercomitéë besser ze koordinéieren an och vläicht eng Roll als Médiateur bei Problemer tëschent Schülercomité an Direktioun ze iwwerhuelen. Dës Aufgabe misste jo am Fong par définition an den Attributioune vun enger nationaler Schülervertriedung leien. Dëst verlaangt natierlech e gewëssene Budget, deen hinnen am Moment net ginn ass, mä wou zum Beispill ähnlech Léisunge wéi bei anere Jugendorganisatiounen unzedenke wieren.

Da wëll ech awer net vergiessen ze erwähnen, dass mir a verschiddene Schoule ganz engagéiert Schüler, Proffen an Direktiounen hunn, déi flott Projeten an d'Liewe geruff hunn an déi als Modell dénge kënnen, wéi participativ Demokratie an Zukunft an eise Schoulen ausgesi kéint.

Esou funktionéiert am Lycée Aline Mayrisch säit dräi Joer e Schülerparlament, wat aus all de Klassendelegéierte besteet an eemol am Trimester zesummekënnt, fir iwwer allméiglech Sujeten, déi si betreffen, ze diskutéieren an ofzestëmmen. Dëst Schülerparlament ass e grousse Succès an ass zu engem feste Bestanddeel vun der Schoulkultur am LAML ginn.

Am Lycée des Arts et Métiers leeft e Pilotprojet zurzäit mat engem méi oppene Schülercomité, wou all Schüler kënnen un de Versammlungen deelhuelen an d'Décisioune vu jiddwerengem geholl ginn, deen op der Versammlung ass.

Dës zwou Initiativen, an et gëtt bestëmmt och nach anerer, sollten en Usporn sinn, fir d'Schüler méi eescht ze huelen, well si hunn eng Meenung a si wëllen, dass een hinnen nolauschtert. Mä et geet natierlech net alles vum selwen an déi jonk motivéiert Leit wëssen dacks net, wéi si sech uleeë sollen.

Dofir ass et wichteg, si an hirem Bestriewen, eppes ze bewegen, och ze guidéieren, zum Beispill ënnert der Form vun engem professionelle Coaching an de Schoulen, eppes, wat d'CNEL och ganz kloer revendiquéiert.

Här President, d'CSV ass der Meenung, dass d'Opklärungsaarbecht an de Schoulen eng ganz wichteg Roll spillt, wann een eng dynamesch Schülerparticipatioun wëllt. Hei gëtt et e puer Outilen, gréisstendeels vum SNJ initiéiert, déi vill méi systematesch genotzt misste ginn:

- de Guide fir d'Schülercomitée vum SNJ, en Heft, wat de Schüler op 62 Säiten nëtzlech Tipps an Informatioune gëtt, fir sech ze organiséieren.

- Den SNJ bitt och all zwee Joer eng Formatioun fir déi nei gewielte Schülercomitéen un. Den SNJ zielt hei bis zu 60 Schüler, déi sech dann de Weekend vu freides op samschdes fräihuelen, fir hei matzemaachen.

- D'Journée «Comités des élèves», déi am Schouljoer 2007/2008 vum Éducatiounsministère, dem SNJ, dem CPOS an der CNEL organiséiert gouf, ass eng super Initiativ gewiescht, déi leider awer keng Regelméissegkeet fonnt huet.

Wéi Der gesitt, ass effektiv eng Basis do, op där een och an Zukunft opbaue kann. Mä net nëmme bei de Schüler mussen d'Informatioune fléissen, och d'Enseignantë musse sensibiliséiert ginn, well hir Participatioun an hiert Versteesdemech sinn d'Viraussetzung, fir dass d'Meenung vun de Schülervertrieder en Automatismus an eng Selbstverständlechkeet an all Schoul gëtt.

Am Allgemenge si mir also derfir, de Schüler e bësse méi Matsproocherecht ze ginn. Allerdéngs ass dat eppes, wat een net vun haut op muer aféiere kann. Et muss, wéi alles, lues a lues opgebaut ginn, virun allem, well mir hei zu Lëtzebuerg am Fong keng esou eng Kultur hunn an deemno och net an de Schoule gewinnt sinn, ëmmer matzeschwätzen.

Mir begréissen dofir, dass, obwuel et an der Grondschoul am Fong keen Abezéie vun de Schüler gëtt, op verschiddene Plaze Projeten, wéi zum Beispill Schülerparlamenter, lafen. Esou kënnen och méi jonk Schüler eng Fäegkeet an eng Sensibilitéit fir Demokratie entwéckelen. Esou Projete sinn deemno ausdrécklech ze förderen.

An deem Sënn ass och d'Responsabilisatioun vun de Schüler e wichtegt Element, wat derzou bäidréit, dass si vill méi selbstständeg a selbstbestëmmt handelen. Um Niveau vum Lycée gëtt et Initiativen, wou Schüler responsabiliséiert ginn, andeems si zum Beispill selwer de Schlëssel vun hirem Sall hunn a kucke mussen, dass en owes zougespaart ass. Mir fannen, dass dat ganz flott Initiative sinn.

An awer muss e Gläichgewiicht oprechterhale ginn, fir e gudde Fonctionnement vun der Schoul ze garantéieren. D'Schüler engersäits an d'Proffen op där anerer Säit hunn hiren eegene Kompetenz- an Handlungsberäich. Dëse Balanceakt muss och bestoe bleiwen. Esou sinn zum Beispill Fuerderungen, fir als Schüler beim Conseil de classe oder am Conseil de discipline derbäi kënnen ze sinn, an eisen Aen net gerechtfertegt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wollt ech soen, dass mir iwwer eng zolidd Base verfügen, déi et de Schüler erlaabt, fir hir Interessien anzetrieden an dës och ze verteidegen. Wann een emol all dës Méiglechkeeten, déi sech de Schüler elo scho bidden, géif effektiv an effikass notzen, kéinte landeswäit an alle Schoulen esou flott Projeten entstoen, wéi mir se elo schonn a verschiddene Lycéeë kennen.

An dach bleift nach Verbesserungsbedarf: Déi verschidde Strukture mussen esou adaptéiert ginn, dass si de Schüler erlaben, méi autonom an onofhängeg vun hinne benotzt kënnen ze ginn. Wéi wichteg et ass, de Schüler an der Schoul een zolitte Bagage matzeginn, fir spéider mat zwee Féiss kënnen an hirem Liewen ze stoen, ass eis all hei bewosst.

Dofir ass hei net nëmmen d'Politik gefuerdert, mä och alleguerten d'Acteuren, déi op déi eng oder aner Äart a Weis an der Schoul intervenéieren. Ech soe just: Wou e Wëllen ass, ass och e Wee!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Madame Minister, léif alleguer, ech kann zwar elo hei net mat Zitater vum Professer Edelstein an dem Célestin Freinet opwaarden, ech kann awer ganz gären an dësem Kontext mäi Kolleeg Eugène Berger zitéieren.

Plusieurs voix.- Ahh!

M. André Bauler *(DP)*.- Déi Jonk fir demokratesch Prozesser begeeschteren, dat ass nämlech en Uleies, wat mäi Kolleeg Eugène Berger an enger Gesetzespropositioun zum Ausdrock bruecht huet, wéi hie virgeschloen huet, dat aktiivt Wahlrecht op 16 Joer erofzesetzen. Déi Jonk fir d'demokratesch Kultur a fir d'Froe vum gesellschaftleche Liewen ze sensibiliséieren, dat ass aus der Siicht vun der Demokratescher Partei e Must. Dozou gehéieren och d'Aarbecht an d'Aktivitéit an de Schülercomitéen. Iwwregens war et Mëtt den 90er Joren den Eugène Berger - ee vun deenen Éischten -, deen heizuland gefuerdert huet, gesetzlech verankert Schülercomitéen anzeféieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, et ass sécher richteg, dass d'Gesetz iwwert d'Schülercomitéen zu engem Deel e Pabeiertiger bliwwen ass. Et ass och sécherlech richteg, dass a verschiddene Gebaier d'Sensibilitéit fir eng gutt an aktiv Schülerparticipatioun nëmmen an Usätz do ass. Et ass och sécherlech wouer, dass an etleche Schoule kaum bis guer keen Interesse vusäite vun de Schüler un engem dynamesche Schülercomité besteet. D'Ursaachen, firwat dat an där enger Schoul besser fonctionnéiert wéi an där anerer, si ganz ënnerschiddlecher Natur. Eent ass awer sécher: Zu Lëtzebuerg feelt et ganz einfach un där néideger „Kultur" a Saachen aktiv Participatioun vun de Schüler an de Schoulen.

Firwat ass dat esou? Dat huet ganz vill domat ze dinn, dass déi Jonk sech schwéierdinn, fir sech an eisem Schoulsystem zurechtzefannen an net ëmmer déi Uspriechpartner fannen, déi si sichen. Si gesinn am Schülercomité net onbedéngt en Instrument fir d'Léisung vun hire Froen an hire Problemer. An dat huet och domat ze dinn, dass si mat zeg Erausfuerderunge konfrontéiert ginn, déi méi brennend si wéi d'Fro vun der Participatioun an engem Comité.

Ëmmer méi Jonker hu Problemer mat der Dräisproochegkeet vun eisem Schoulsystem. D'Fonctioun vum soziale Lift fonctionnéiert net an eiser Schoul. Sozial Ënnerscheeder ginn éischter verstäerkt wéi ofgebaut. Mir hunn eng mangelhaft Orientatiounskultur, eng schwéierfälleg Beruffsausbildung, déi nach ëmmer vill Froen opwerft, en ze héije Prozentsaz u Schüler, déi op d'mannst eng Kéier an hirer schoulescher Carrière duerchfalen, ronn 300 Jonker, déi all Joer aus dem Régime préparatoire ofginn ouni Diplom an esou weider. Wéi soll ënner esou Ëmstänn e Schüler dozou animéiert ginn, sech nieft dem Unterrecht och nach fir seng Schoul mat Begeeschterung ze engagéieren?

D'Schüler kommen ëmmer méi an e Schoulsystem eran, wou zënter Joren op allen Ennen an Ecke Chantieren opgemaach goufen, déi den Androck vun enger riseger Baustell mat ongewëssem Ausgang vermëttelen an op déi si kaum, wann iwwerhaapt, een Afloss hunn. Ass et do net verständlech, dass vill vun deene jonke Leit d'Energie an d'Loscht net méi hunn, fir sech an hirer respektiver Schoul ze engagéieren a fir sech mat hirer Schoul ze identifizéieren? Dofir muss de Schüler erëm d'Gefill kréien, dass hien an engem stabelen Ëmfeld léiert, wou e sech erëmfënnt. E System, deen em d'Gefill vun Zouverlässegkeet vermëttelt. E System, an deem e Gehéier fënnt, unerkannt gëtt an an deem en hëllefe kann, eppes ze veränneren, eppes ze bewegen.

Ouni de Punkt vun der Schülerparticipatioun wëllen ze vernoléissegen oder klengzerieden, menge mir als Demokratesch Partei, dass eise Schoulsystem aktuell mat méi groussen an dréngende Problemer konfrontéiert gëtt. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass, wa mer dës Problemer an de Grëff kréien, mir quasi als positiven Nieweneffekt och d'Basis géife schafe fir eng méi aktiv a begeeschtert Participatioun vun de Schüler.

Här President, d'Meenungsbildung innerhalb vun der Schoulgemeinschaft an d'Zesummenaarbecht tëschent de Schoulpartner sinn zwee Facteuren, déi d'Schoulqualitéit beaflossen. Do, wou Meenungen an Iwwerleeungen net fräi geäussert ginn, do entsteet Onzefriddenheet. Wann ech mech a mengem Ëmfeld ëmhéieren, da stellen ech fest, dass a ville Lycéeë Schülercomitéë fonctionnéieren, an deene Schüler vertruede sinn a sech och regelméisseg austauschen. Hir Vertrieder sinn am Conseil d'éducation, am Comité de restauration vun der Schoul an an der nationaler Schülerdelegatioun.

Villes hänkt, wéi esou dacks, vum Engagement an der Perséinlechkeet vun den Acteuren of. Sou gëtt et Direktiounen, déi sech absolut net iwwer hire Schülercomité bekloe kënnen. D'Zesummenaarbecht klappt an deem Sënn, dass d'Élèven an deene respektive Gremien aktiv sinn. D'Schüler kréien och materiell an organisatoresch ënnert d'Äerm gegraff, wa si zum Beispill e Schoulfest organiséiere wëllen. Etlechmol mierkt een awer, dass déi Jonk zwar vill Iddien am Kapp hunn, mä wann et dann ëm déi konkret Ëmsetzung geet, dann happert et. D'Ursaache kënnen och do ënnerschiddlech sinn: net genuch Zäit, Examensstress fir déi Grouss, aner Interesse bei deene méi jonke Schüler, net wëssen, wéi ee sech soll uleeën, fir zesummen ze schaffen a fir eppes ze bewegen.

Et gëtt och Sekundarschoulen, an deenen de Schülercomité quasi inexistent ass, obwuel d'Direktioun an d'Enseignanten d'Schüler encouragéieren, fir sech ze engagéieren.

Mengen Informatiounen no schéngt d'Aarbecht vun de Schülercomitéë vu Gebai zu Gebai staark ze variéieren. Et gëtt wuel Gebaier, wou de Schülercomité aktiv a motivéiert um Wierk ass a seng Aarbecht souwuel e groussen Notze fir d'Schüler wéi och e flotte Moyen fir d'Identifikatioun vun de Schüler mat hirem Gebai, mat hirer Schoulcommunautéit duerstellt. Et gëtt awer och Schoulen, do besteet déi eenzeg Aktivitéit vum Schülercomité an e puer Kontakter mat der Direktioun an an der Organisatioun vum Schoulfest.

Här President, d'Demokratesch Partei ass fir d'Schülercomitéen an d'Participatioun vun de Schüler. D'Schüler brauchen eng Representatioun a si mussen och, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass, hir Meenung, hir Opiniounen dierfen äusseren, ouni dass si sech dem Risiko vu Strofen oder enger Benodeelegung aussetzen. Wéi kënne mer eng besser Kultur fir eng aktiv Participatioun vun de Schüler an eise Schoule schafen? Mir mengen net, dass een d'Gesetz soll a muss dofir änneren, mä dass et mat e puer konkrete Mesurë scho geschéie kann, dass ee mat e puer konkrete Moossname schonn eng ganz Rei Saachen um Terrain ka bewegen.

1. D'Direktioune solle regelméisseg mat de Schülercomitéen zesummekommen, fir sech besser kennenzeléieren, awer och fir een deen anere besser ze verstoe respektiv een deem anere seng Erwaardunge besser ze kennen. D'Direktioun muss en oppent Ouer fir de Schülercomité hunn a muss sech och bewosst sinn, dass et sech ëm Schüler, ëm jonk Leit handelt. Et däerf ee si net mat der Organisatioun vun engem groussen Event iwwerfuerderen. Vill méi soll een dem Schülercomité am Laf vun engem Schouljoer e puer, wann och méi kleng an iwwersiichtlech, Geleeënheete ginn, wou si sech kënne manifestéieren.

2. D'Schülercomitéë brauchen an eisen Aen eng Aart Begleedung, eng Zort Hëllefstellung, zum Beispill bei der Organisatioun vu gréisseren Events, beim Opstellen an Iwwerwaache vum Planning, awer och zum Beispill beim Oflaf an der Organisatioun vun hire Réuniounen. Well bei allem, wat mir a puncto Engagement vun de Schüler verlaangen, däerfe mer net aus den Ae verléieren, dass déi Schüler, déi sech am Schülercomité engagéieren, dat nieft der Schoul an nieft hire Fräizäitaktivitéite maachen. Wa si dat maachen, solle si dat ënner gudde Viraussetzunge kënne maachen.

3. Mir géifen et begréissen, wann den Éducatiounsministère ee- bis zweemol am Joer Informatiounsversammlunge fir d'Schülercomitéë géif organiséieren iwwer aktuell bildungspolitesch Froen, fir esou ze vermeiden, dass d'Schüler als Lescht iwwer iergendwellech Änderungen oder Reformen informéiert ginn. Hei drängt sech d'Iddi vun enger Aart Schülerforum op, dee regelméisseg zesummekënnt a wou brennend Froen, déi breeden Deeler vun der Schülerbevölkerung um Häerz leien, zur Sprooch kommen.

4. Doriwwer eraus géife mir et och begréissen, wann de Schülercomité zum Beispill kéint punktuell Ëmfroen an der Schoul maachen, fir esou d'Meenung vun de Schüler zu bestëmmten an aktuellen Themen ze kennen a fir dann, och wann et vläicht nëmme kleng Saache sinn, aktiv d'Schoulliewe kënne matzegestalten.

5. Dacks feelt et de Schülercomitéen un der néideger Akzeptanz ënnert de Schüler. An anere Wierder: Ganz vill Schüler si sech der Wichtegkeet an de Kompetenze vun dësem Instrument net voll bewosst. Dofir brauche mer eng besser a méi regelméisseg Informatioun vun de Schüler zum Sujet vun der Schülerbedeelegung an de Gebaier.

Här President, wéini kooperéieren d'Schüler fräiwëlleg an enger Schoul? Ënner wéi engen Ëmstänn bedeelege si sech konstruktiv a mat Begeeschterung? Mat dëse Froe befaasst sech och zurzäit den Atert-Lycée zu Réiden, wou et och a grad ëm eng Vernetzung vun Talentförderung, Beruffsorientéierung a Regioun geet.

Wat sinn also d'Bedéngunge fir eng aktiv Schülerbedeelegung? Experte weisen hei op véier Elementer hin:

1) E positivt Schoulklima: authentesch, éierlech a stabil Relatiounen tëschent den eenzelne Schoulpartner.

2) Unerkennung: De Schüler muss d'Gefill hunn, dass hien eescht geholl gëtt, dass seng Iddien, säin Engagement fir d'Schoul vu Bedeitung sinn.

3) Selbstwierksamkeet: Dat heescht, de Schüler muss erkenne kënnen, dass hien eppes an der Schoul, a senger Schoul verännere kann.

4) Sënnhaftegkeet: De Schüler muss an deem, wat en an der Schoul léiert an erlieft, e Sënn gesinn.

Dës véier Punkte si wesentlech, wa sech e Schüler mat senger Schoul identifizéiere soll. Geléngt dës Identifikatioun, kënnt et quasi zwangsleefeg zu enger adequater Schülerbedeelegung.

De Problem, dee mir allerdéngs hei zu Lëtzebuerg hunn, ass deen, dass mir trotz engem entspriechende Gesetz keng wierklech Kultur vun der Schülerbedeelegung entwéckelt hunn. Et feelt un der néideger Sensibilitéit fir dëse Sujet. D'Pisa-Etüd weist dann och, dass d'Lëtzebuerger Schüler dacks en negativt Bild vun hirer Schoul an hiren Enseignanten hunn. Dëst Bild ass zum Deel bedeitend méi schlecht wéi dat vu Schüler an anere Länner.

Déi feelend Kultur vun der Schülerparticipatioun ass awer net nëmmen eleng op d'Schüler zréckzeféieren. Mir ass nämlech zu Ouere komm, dass déi sougenannten „CNEL", also déi national Schülerkonferenz, schonn Enn 2011 eng Propositioun an de Ministère eragereecht hat, fir dat entspriechend groussherzoglecht Reglement esou ofzeänneren, dass si méi onofhängeg vum Ministère hir Versammlunge kënnen organiséieren, dass net ee Mataarbechter vum Ministère e Bericht an den Ordre du jour vun hire Sitzunge mécht. Bis haut, sou gouf mir gesot, hätte si keng Äntwert aus dem Ministère op hir Demande kritt.

Dat weist - d'Madame Minister kann awer elo gären herno de Géigendeel behaapten, da si mer berouegt -, dat weist, dass offensichtlech och am Ministère nach net wierklech d'Mentalitéit do ass fir eng reell an autonom Schülerparticipatioun um nationalen Niveau. Dem Schüler gëtt eréischt da grëndlech nogelauschtert oder de Schüler gëtt grëndlech nogelauschtert, wann op eemol e puer Honnert vun hinnen op der Strooss virum Ministère stinn an do demonstréieren. Da ginn an aller Hektik Informatiounsversammlungen organiséiert, amplaz schonn am Virfeld vu geplangte Reformen en Dialog mat hinnen ze féieren.

Här President, den Image vun der Schoul bei de Schüler ze verbesseren, dat ass bal esou, wéi wann een op Däiwel komm eraus wéilt versichen, en ausgewisenen Atheist fir eng Houmass oder eng Schlussprëssessioun ze begeeschteren.

(Brouhaha)

De Wonsch no méi an no enger besserer Schülerbedeelegung ass dofir zu Lëtzebuerg eng Erausfuerderung. Et ass awer keng onméiglech Aufgab. Et gëtt Schoulen am Land, wou mat interessanten Usätz probéiert gëtt, dësem Zil e Stéck méi no ze kommen. Ech wëll als Beispill nach eemol den Atert-Lycée nennen, wou probéiert gëtt, mat enger neier Zort vun Talentförderung deen dofir noutwendege Mentalitéitswiessel ze erreechen. Projeten, déi iwwert dee klasseschen Unterrecht erausginn, sinn tatsächlech e wichtegt Instrument, dat een notze muss, fir d'Schüler verstäerkt ze aktivéieren a méi ze motivéieren.

Déi véier Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn - e positivt Schoulklima, Selbstwierksamkeet, Sënnhaftegkeet an Unerkennung -, loosse sech ëmsetzen. Et brauch een dofir vun alle Partner e verstäerkten Asaz a méi Versteesdemech fir d'Situatioun vun deem jeeweileg aneren.

Dofir, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun eise Lycéeën aus dem Joer 2004 muss a puncto Representatioun vun de Schüler endlech mat richtegem Liewe gefëllt ginn. D'Schülerparticipatioun ass e wichtegt Element, wann et ëm d'Motivatioun an d'Begeeschterungsfäegkeet vun de Schüler geet.

Et wier an den Ae vun der Demokratescher Partei bedauerlech, wa mir d'Chance vun enger aktiver Schülerparticipatioun net géifen notzen.

Au Contraire, kommt, mir notzen dës Chance, fir aus eiser Schoul eng besser Schoul ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ausgeléist ass dës Interpellatioun ginn duerch den Tëschefall am Lycée Technique Mathias Adam zu Péiteng, en Tëschefall, dee vun der Press opgegraff ginn ass.

Hei soll awer an der Chamber éischter prinzipiell diskutéiert ginn. Ech wëll net an den Detail goe vun där Péitenger Kontrovers. De Kolleeg Adam stellt seng Interpellatioun jo och op e generellen Niveau. Mä ech wëll e puer Remarquen a Suggestioune maachen zu de Comités des élèves an de Lycéeën an zu der Conférence Nationale des Élèves.

Déi Fro, déi sech stellt, ass déi hei: Erfëllt d'Gesetzgebung iwwert dës zwou Institutiounen no bal 15 Joer haut nach hiren Zweck?

Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn nach net esou laang vun der Schoulbänk fort, datt ech mech net méi kéint an d'Haut vun de Schüler versetzen. Ech hunn, fir meng Interventioun ze preparéieren, mat Membere vun engem Schülercomité geschwat, an ech zitéieren dat, wat ech an engem Mail geschéckt krut: „De Schülercomité ass eng gutt Saach, eng gutt Iddi, mä et mussen him méi Rechter an och vläicht méi Flichte gi ginn. Et huet absolut kee Wäert, wann e Schülercomité näischt ze soen huet." Schluss vum Zitat.

Dann entwéckelt de Student säi Frust iwwer eng ganz Rëtsch vu Problemfelder, iwwert déi si mat der Direktioun geschwat haten, iwwert d'Gedrénksautomaten, iwwert d'Sportsterrainen, iwwert d'Dreckskëschten an esou weider. An da schreift hien: „Et ass wierklech näischt duerchgesat ginn!" Konklusioun fir de Student: Frust, d'Flemm a kee Bock op e weidert Engagement am Schülercomité. An dat ass absolut verständlech.

Ech hu mer d'Reglement iwwert d'Organisatioun vun de Schülercomitéen vum 1. August 2001 ugekuckt: Dat ass eng administrativ Meeschterleeschtung, keen organisatoreschen Detail ass ausgelooss. Mä am Virspann vum Artikel 19 steet dat hei: «Sans préjudice des attributions de la direction de l'établissement, de la Conférence des Professeurs, du Conseil d'Éducation, des conseils de classe, des régents ou des délégués de classe, le comité a les attributions suivantes:…».

Ech ziele se net op, mä ech ginn emol d'Interpretatioun, déi d'Studenten aus dem Lycée ginn, an dat ass déi hei: Här ass Här a Max ass Max, an d'Maxe sinn ëmmer d'Schüler!

Zu Péiteng huet elo net d'Direktioun, déi am Konflikt mat dem Comité läit, d'Sanktiounen décidéiert, mä de Conseil de classe huet kloer demonstréiert, datt eng Schoul anescht organiséiert ass wéi e private Betrib, datt eng Schoul eng eege Juridictioun huet, datt e Schülercomité keng Gewerkschaft ass, datt d'Membere vun deem Comité kee besonnesche Schutz hunn, wa si Aktioune maachen, déi reglementaresch net an der Rei sinn.

D'Madame Minister seet an hirer Äntwert op eng Question parlementaire, datt eng Schoul e Milieu ass, deen net ouni eng seriö Reglementatioun verbonne mat Sanktioune funktionéiere kann, an datt eng Hierarchie ze respektéieren ass bei all Aktioun, déi vun deem Comité des élèves geplangt an organiséiert gëtt. Zu Recht, an anere Wierder, d'Aktioune vum Comité dierfen net aus dem Rudder lafen, a wéi si ze lafen hunn, dat décidéiert net de Comité des élèves.

Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetz iwwert d'Grondschoul ass e grousse Wäert op Partenariat am Schoulbetrib geluecht ginn.

Ech weess net, wat an deem neie Secondairesgesetz virgesinn ass, mä et ass ouni Zweifel noutwendeg, fir all Schoulpartner an de Lycéeë besser an de Schoulbetrib matanzebannen a si domadder och ze responsabiliséieren. D'Schoulpartner sinn an de Lycéeë selbstverständlech och d'Schüler. Si sinn ëmmer an enger Position d'infériorité vis-à-vis vun der Direktioun a vis-à-vis vun de Professeren. An enger Kraaftprouf zitt de Schüler oft de Kierzeren.

D'Konscht, fir e Schoulpartenariat opzebauen a funktionéieren ze doen, besteet menger Meenung no doran, datt esou Kraaftprouwe verhënnert ginn, andeem d'Élèven informéiert ginn an agebonne ginn, wa bestëmmt Décisioune geholl ginn. D'Schüler fille sech am beschten an enger Schoul, wou si d'Gefill hunn, datt op si gelauschtert gëtt an datt si d'Méiglechkeeten hunn, fir d'Zesummeliewe matzegestalten. Etüden hunn och gewisen, dass, wat d'Schoulklima besser ass, wat d'Wuelbefanne vun de Schüler besser ass, de schouleschen Erfolleg och besser ass.

Et ass gewosst an et ass net verwonnerlech, datt d'Schüler an de Lycéeë sech net drëm räissen, fir an de Schülercomité ze kommen. Duerch de Wiessel an der Schoulpopulatioun gëtt et och keng grouss Kontinuitéit an der Besetzung vun de Comitéen. Ech kéint mer virstellen, datt dës Kontinuitéit besser garantéiert wier, wann nach een oder zwee fréier Membere fir een oder zwee Joer sech kéinten dem Vote fir de Schülercomité stellen.

Interessant fannen ech och d'Propos, fir een oder zwee Professeren duerch d'Schüler wielen ze loossen, déi de Comité des élèves betreien a beroden. Si sollten, wéi gesot, vun alle Schüler gewielt ginn.

Wann d'Comités des élèves an der Praxis ofhängeg si vun der Direktioun vum Schoulgebai, dann ass d'Conférence des élèves och ofhängeg vum Ministère. D'Reglement gesäit vir, datt e Mataarbechter aus dem Ministère d'CNEL betreit an domadder selbstverständlech och kontrolléiert. Et ass ze verstoen, datt d'CNEL dës Ofhängegkeet net wëllt a léiwer en onofhängege Mataarbechter hätt.

Wie kann dat sinn? Op jidde Fall misst hien de Schoulsecteur gutt kennen.

Och wann d'Schülercomitéen eng wichteg Roll spillen, wat d'Schülerparticipatioun ugeet, kann een awer och iwwer aner Usätz nodenken, fir d'Schoulklima ze verbesseren, andeems een d'Participatioun vun alle Schüler aus engem Gebai encouragéiert. Et ass nämlech net onbedéngt jiddwerengem seng Ambitioun, an de Schülercomité gewielt ze ginn an do mam Schouldirekter oder mam Schoulcomité ze diskutéieren.

D'Demokratie an d'sozial Kompetenze kann een och duerch kleng an och méi grouss Projete léieren, déi ënnert der Responsabilitéit vun de Schüler lafen. Et gëtt vill Méiglechkeeten a vill gutt Usätz, virun allem an deene Gebaier, wou Schoulprojete realiséiert ginn, zum Beispill d'Gestioun vun engem Schoulgaart, en Aarbechtsgrupp iwwert d'Verbesserung vun der Qualitéit vum Schoulrestaurant, d'Organiséiere vu Manifestatiounen an esou weider.

Wann d'Schüler d'Méiglechkeet kréien, Verantwortung ze iwwerhuelen an engem Projet, da wiisst och d'Motivatioun, fir an d'Schoul ze goen a sech mat der Schoul ze identifizéieren.

D'Madame Minister huet gesot, datt si wëllens ass, fir d'Gesetzgebung souwuel fir d'Conférence Nationale des Élèves wéi fir d'Schülercomitéen ze reforméieren, a si huet schonns Gespréicher gefouert. Ech ginn dovun aus, datt déi Erfahrungen, déi an de Pilotprojete fir d'Grondschoul a fir de Lycée gemaach gi sinn, dobäi verwäert wäerte ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ganz vill Strukturen an de Schoulen. Ech mengen, d'Madame Scholtes huet sech jo do vill Zäit geholl, fir se all opzezielen an ze erklären, wat hir Kompetenze sinn. Et ass also net esou, datt mer hei eis kéinten histellen a soen, et géif keng Strukturen, déi de Schüler et géifen erlabe matzebestëmmen.

Natierlech kann een ëmmer iwwer kleng Verbesserungen an iwwer Evolutiounen nodenke wéi och am LAML - d'Madame Scholtes hat och dat Beispill gesot -, mä mir brauchen hei net d'Rad nei ze erfannen. Mir kënnen einfach op deem opbauen, wat do ass, a kucken, wou ee punktuell Saache ka verbesseren.

Mä déi Fro, déi mer eis haut stellen, ass: Brauche mer iwwerhaapt esou Strukturdebatten am Ableck? Ass dat do de Problem vun der Schoul? Verléiere mer eis net am Institutionellen - jo, Här Bauler, Dir hat dat och schonn uklénge gelooss -, ass dat net eng Debatt, déi iwwerhaapt net an d'Zäit passt?

Well dat ass net de Problem vun der Schoul. D'Schüler, déi haut an de Schoule sinn, déi wëssen, datt se eng gewësse Chance hunn, eventuell an de Chômage eranzerutschen. Si si sech bewosst, datt den Niveau vun de Schoule fält. Mir sinn an enger Zäit vu Kompetenzen attestéieren, déi d'Schüler net méi hunn. Mir sinn an enger Zäit vum Kompenséieren, an herno gëtt gesot, déi wichtegst Kompetenz, déi d'Kanner hunn, dat ass d'„Inkompetenzkompenséierungskompetenz", wéi dat esou schéi genannt gëtt, an dat kann et net sinn!

D'Schoul brauch keng grouss Debatten am Ableck iwwer Strukture vu Matbestëmmung; d'Schoul brauch eng Debatt iwwert d'Verbesserung an d'Eropschrauwe vum Lycée, vum Niveau - pardon.

Et gëtt Grenze vun der Matbestëmmung. Ech hu mer de Communiqué vun deene jonke Grénge hei ugekuckt, opgrond vun deem den Här Adam d'Interventioun gemaach huet. Also, dat Éischt, wat ech wëll soen - Här Adam, huelt mer et net iwwel -, mä ech mengen, Dir hutt gesot, an de Schoulfächer Däitsch, de Sprooche soll ee méi Aktualitéitsdebatte féieren: Wann ech de Communiqué vun deene jonke Grénge liesen, dann denken ech, datt e bësse Grammaire an Orthographie an esou Saachen awer nach wichteg sinn, well ech liesen hei Saachen, datt se och ënner anerem wëlle kollektiv Entschlëss an de Schoule féieren, mä dat féiert, dat féiert zu guer näischt!

Mir hunn einfach eng Situatioun, wou d'Kanner emol eng Kéier erëm musse léiere léieren; léieren, sech ze konzentréieren, well se vill ofgelenkt sinn. Dat sinn d'Problemer vun der Schoul!

An ech halen och déi gréng Interventioun eigentlech fir hypokritesch, well si soen eis hei…

(Interruption)

Neen, et ass Hypokrisie! Well déi gréng soen eis, mir sollen eis domat beschäftegen, wéi d'Schüler kënne méi matbestëmmen, a gréng Politik ass u sech eng Politik, déi drop ofziilt, fir de Schüler Wielméiglechkeeten ewechzehuelen. Ech ginn Iech just dräi Beispiller heifir:

Dat éischt ass, déi gréng soen eis ëmmer erëm, och an de Kommissiounssitzungen: „Firwat hu mir nach iwwerhaapt en Ënnerscheed zwëschen engem klassesche Lycée an engem technesche Lycée?" D'Konklusioun ass: déi gréng wëllen ee Schoulsystem fir jiddwereen.

Ass dat de Respekt vun der Fräiheet vun der Décisioun vum Schüler, fir alles wëllen an een Dëppen ze geheien an all Differenzéierungsméiglechkeeten ewechzehuelen?

Zweet Beispill: déi gréng wëllen de Schüler d'Méiglechkeet ewechhuelen, eng fräi Décisioun ze huelen, ob se wëllen an de Reliounsunterrecht goen oder an en allgemenge Wäerte- oder Ethikunterrecht.

(Brouhaha général)

Ass dat de Respekt virum Schüler, wann déi gréng wëllen de Leit verbidden, an e Reliounsunterrecht ze goen, wou se wëllen higoen, am Kader vun der öffentlecher Schoul? Dat ass eng Aschränkung vun der Fräiheet an e Manktum u Respekt.

Drëtt Beispill - do ass heibannen net jiddwereen d'accord, mä tant pis! -, dat ass, wann e Meedche wëllt e klassesche Meederchersberuff léieren an e Jong e klassesche Jongeberuff: Ass dat e Grond, fir se ze kritiséieren a vu Stereotypen ze schwätzen, fir se ëmzeorientéieren? Mä respektéiert dach d'Wiel,…

(Interruption)

...déi d'Schüler wëllen huelen. Här Bettel, dat gëllt och fir Iech.

(Interruption)

Mä loosse mer emol hei, well ech net vill Zäit hunn…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Da sot eis! Wat ass e Fraeberuff?

M. le Président.- Neen, ech bieden Iech elo! Dir kënnt dem Här Kartheiser eng Fro stellen...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Voilà, ech hu fënnef Minutten, loosst mech déi fënnef Minutte schwätzen, wann ech duerno Zäit hunn...

(Interruptions)

Wann ech dann eng Fro hunn, also, wann Dir eng Fro hutt, an ech kréien Zäit, da kënnt Der se gäre stellen, Här Bettel.

(Interruption)

Mä zwou Saachen nach, déi ganz wichteg sinn: Instruction civique. Natierlech ass dat dat Fach, wou d'Leit sollen op hir zukünfteg Mataarbecht an der Gesellschaft virbereet ginn. Mä dat ass eng Saach, do muss ech awer soen, a speziell als Vertrieder vun der ADR, do monéieren ech awer hei ganz kloer, datt vill Proffen an der Instruction civique - bon, vill, ech weess et net, mä et gëtt ëmmer erëm Fäll, déi eis rapportéiert ginn - op eng wierklech net neutral Manéier déi verschidde Parteien de Schüler virstellen.

Ech hat der Madame Minister nach viru Kuerzem e Bréif geschriwwen, wou ech mech beschwéiert hunn iwwer e Professer an engem Lycée technique hei an der Stad, deen de Schüler erkläert huet, d'ADR wär eng rassistesch Partei. Dat geet an enger Schoul net!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An ech hunn… Jo, Här Bettel, probéiert wann ech gelift, an Ären Interventiounen och den Niveau e bëssen eropzeschrauwen, well dat doten...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ären ass esou déif, ech kann net drënnerfalen!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dir sollt am Géigendeel frou sinn, datt mir hei…

(Interruption)

…datt mir hei am Parlament keng rassistesch Partei hunn.

(Interruption)

An dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass e Message also un Iech, Madame Minister: Kuckt, datt esou Saachen an de Schoulen ophalen, well mir hunn hei eng Situatioun am Land, wou mer dee Problem Gott sei Dank net hunn!

An dann nach e lescht Wuert: Den Här Adam hat geschwat iwwert d'Interventioune vun de Politiker an de Schoulen. Dat hat och d'ADR opbruecht, well mer e Schüler haten, dee gewielt ass an enger Gemeng am Süden an dee vu sengem Direkter dru gehënnert gouf, fir kënnen am Kader vun enger Schouldiskussioun opzetrieden. Wann dat vun enger anerer Partei gewiescht wär, wär dat wahrscheinlech net. A mir haten déi Diskussioun och ugestiwwelt, well d'Madame Minister mat Projete vu Reglementer an d'Unterrechtskommissioun komm ass, wou mer sollten iwwert d'Politiker an de Schoule schwätzen. Mir waarden och drop, Madame Minister, datt Der mat engem neie Projet erëmkommt.

Ech wëll just soen, mir haten den Här Asselborn an de Schoulen, an hei ass och en Artikel, wou den Här Parlamentspresident mat enger schéiner Foto vertrueden ass, am „Lëtzebuerger Wort" viru Kuerzem, wou och den Här Parlamentspresident an enger Schoul war, an ech wëll lech just als Beispill zitéieren, wéi den Artikel ufänkt, fir d'Aktualitéit vun der Fro ze ënnermolen.

An den Artikel fänkt un: „Rund ein Jahr vor den Parlamentswahlen im kommenden Jahr..." wor dann den Här Parlamentspresident an der Chamber (veuillez lire: an enger Schoul). Elo kommen d'Wahle méi no, a mir hätte gär, datt dat reglementéiert ass, wéini e Lëtzebuerger Politiker kann an d'Schoule goen, a wann ech gelift op Basis vun enger Netdiskriminéierung och géintiwwer deenen anere Parteien!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Bei Iech kënnt keen!

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Adam Merci soen, datt en déi Debatt hei provozéiert huet, well et ass jo awer richteg, datt mer d'Participatioun vun de Schüler, datt mer déi promouvéieren an datt mer déi verbesseren. Mä et gesäit een awer och, an dat muss ee festhalen, datt et e groussen Ënnerscheed gëtt tëscht der Theorie an der Praxis.

An der Theorie leeft alles picobello, et misst organiséiert sinn. Mä an der Praxis gesäit een zum Beispill am Enseignement fondamental, datt a verschiddene Gemengen de System ganz gutt leeft. Ech hunn hei e puer Rapportë gesinn, wou all dräi Méint esou Schülerparlamenter zesummekommen a Rapportë maachen. Mä an anere Gemenge leeft guer näischt. Do steet et just nuren um Pabeier.

An ech verstinn net, Madame Ministerin, firwat d'Regierung net higeet a sech Rapportë freet, kuckt, ob do eng Aktivitéit ass, ob déi net ass, an dann eventuell den Enseignantë seet, si missten do op deem Gebitt méi aktiv sinn an déi gesetzlech Bestëmmunge respektéieren.

Dofir wollt ech och froen, Madame Ministerin: Ginn esou Rapportë gemaach? Sidd Dir au courant, wat leeft? Wësst Dir, ob an all Gemeng esou Schülercomitëë fonctionnéieren? Wéi vill fonctionnéieren der? Ech mengen, et wär wichteg, datt een awer hei déi Differenz tëscht Theorie a Praxis kënnt gesinn.

Da muss een och bedaueren, Madame Ministerin, datt Der a verschiddene Fäll, wou et interessant wär, fir eng Debatt ze hunn iwwert d'Problemer an de Schoulen, wéi zum Beispill dee vun den neie Bilanen, datt Der deen Ablack higitt a verbitt, datt esou Dokumentatiounen an de Schoule verdeelt ginn an datt doriwwer kéinten Debatte stattfannen. Ech muss éierlech soen, datt ech dat net gutt fannen, well et ass justement an de Schoulen, wou esou eppes sollt geschéien. An ech brauch hei just nuren

op déi gewerkschaftlech Punkten hei hinzeweisen, déi dat jo an der Press ganz gutt bekannt gemaach hunn.

Am Système postfondamental, do ass et evident, datt mer och do tëscht Theorie a Praxis ganz grouss Differenzen hunn. Dofir wollt ech och do froen, Madame Ministerin: Hutt Dir Rapportën? Wësst Dir, wou esou Saache gutt fonctionnéieren? Wou leien d'Schwieregkeeten?

Och do hunn ech d'Impressioun, an ech hunn op Ärem Site vum Ministère keng Rapportë fonnt iwwert dat, wat an deenen eenzelne Lycéen do soll lafen, dat schéngt mer och eng vun de Problematiken ze sinn.

Deen zweete Problem, dee sech stellt - an deen ass hei scho vun etleche Kolleegen ugeschwat ginn -, dat ass, datt mer ganz oft Politiker am Postprimaire gesinn, an do kommen dann Debatten op. Mä ech géif et éischter méi richteg fannen, wann all Parteie periodesch zu verschiddene Sujete kéinte participéieren an den Dialog och sollt mat de Schüler geschéien.

Déi aner Problematik, déi mer oft hunn, dat ass, datt déi Schülerparlamenter ganz oft zesumme schwätzen, mä datt d'Débate selwer iwwert d'Politik, iwwer gesellschaftspolitesch Froen, iwwer aner Aktualitéitsfroen, datt déi a mengen Aen net nuren däerfen an der CNEL, an der nationaler Konferenz, stattfannen, mä datt se och sollten an deenen eenzelne Klasse stattfannen.

Ech hunn do gesinn, datt zum Beispill a Frankräich se higaange sinn an a verschiddene Lycéeë pro Klass Debatte féieren op Franséisch, Däitsch oder Englesch, alternativ zu verschiddene Sujeten, wou dann och déi Jonk sech an där Sprooch kënnen ausdrécken. Dat ass positiv fir den Débat selwer, mä awer och, fir verschidde Sproochen ze léieren.

Dat waren déi puer Suggestiounen, déi ech lech wollt maachen, Madame Ministerin. Dat heescht: Theorie a Praxis op een Niveau setzen an net méi differenzéieren, an da kucken, net nuren d'Schülercomitéen ze implizéieren, mä och kucken, datt d'Debatten ënnert de Schüler an an de Klasse stattfannen, an dat a verschiddene Sproochen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. A menger kuerzer Zäit wëll ech mech op den eigentlechen Ausléiser vun där Debatt hei e bësse beschränken. Et kann ee vill vu Participatioun schwätzen, mä Schülerprotester wéi zu Péiteng geféieren nun ebe fir vill Leit zu den éischten Erfahrunge vun engem gesellschaftlechen Engagement. A Schülerprotester a Schülerstreiker hunn an der Geschicht, och vun eisem Land, scho vill bewiirkt.

Nom Mee '68 ass et géint déi autoritär Schoulstrukture gaangen. Dat waren Zäiten, wou Meedercher a Jongen nach am Lycée getrennt waren. Mir wëssen, wéi vill sech zënterhier geännert huet. A mir kennen och déi reaktionär Politiker, déi deemools dat verteidegt hunn, géint dat d'Schüler ugekämpft hunn, an nach haut verteidegen. Dat hu mer jo un der Interventioun vum Här Kartheiser ganz gutt gemierkt.

Viru méi wéi zéng Joer hunn d'Schüler géint den Irak-Krich demonstréiert, massiv an der Stad géint den Irak-Krich demonstréiert, viru méi wéi fënnef Joer hu se massiv géint de 5611 demonstréiert, wou et drëm gaangen ass, se méi op den Aarbechtsmaart ze zwénge wéi se op den Aarbechtsmaart ze begleeden. An haut huelen d'Schüler Stellung zur Schoulreform, net nëmme mat Protester, mä och zum Beispill mat Avisen, wéi zum Beispill deem, dee vun der Conférence Nationale des Élèves dozou ausgeschafft ginn ass.

D'Schüler an hir Organisatioune fuerderen haut wéi ëmmer wierklech Matbestëmmungsrechter. Si fuerderen och zum Beispill Schülercomitéen, wou all d'Schüler sech kënnen dru bedeelegen, och no de Wahlen nach.

An do, wou d'Demokratie net funktionéiert, wéi dat anscheinend zu Péiteng de Fall war, mussen d'Schüler och kënne manifestéieren a streiken. Kee Schüler, deen op d'Strooss gaangen ass, Madame Ministesch, huet bis haut nach d'Autorisatioun vum Direkter gebraucht oder gefrot, och net, wann e Mineur war, wéi an Ärer Äntwert op eng parlamentaresch Fro drastoung. Ech hat iwwregens geduecht, d'LSAP wier fir d'Wahlrecht vu 16 Joer un.

Och wa Schüler keng Salariëë sinn, wéi och an där Fro do steet: Mä et ass och schonn an der Schoul, wou se léieren, sech ze behaapten. An ech mengen, dass déi Bestrofung, déi do zu Péiteng geschitt ass vun enger Schülervertriederin stellvertriedend fir all déi aner, déi awer ganz massiv do och demonstréiert hunn, dass déi Bestrofung leider den Ausdrock ass vun dërselwechter autoritärer Mentalitéit, déi mer schonns nom Mee '68 kannt hunn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt allen Intervenantë Merci soe fir déi interessant Debatt, déi mer hei de Mëtteg haten, hei mat Momenter jo passionéiert. Ech hunn elo ausser enger Ausnahm eigentlech nëmmen héieren, dass jiddwereen der Meenung ass, dass d'Participatioun wichteg ass. Dat weist, dass mer säit Mee '68 awer grouss Progrèse gemaach hunn.

Dann hunn ech och vill gutt Wierder héieren, dass een dat scho bei de Kanner soll encouragéieren. Ech fannen dat och. Dofir si jo och am Plan d'études vum Fondamental schonn e ganze Koup Akzenter gesat ginn op déi sozial Kompetenzen, op déi transversal Kompetenzen, déi solle vu Klengem u geübt ginn. An ech si frou, dass dat dann awer elo d'Zoustëmmung fënnt vun deem Plenum hei, dass mer esou Saachen an de Plan d'études gesat hunn, an net nëmmen d'Connaissancen an d'Wëssen, déi een am Däitschen, am Franséischen an am Rechne muss accumuléieren.

Da wéilt ech eppes soen, wat och hei ënnerstrach ginn ass: D'Partenariat, dat ass opwändeg. Dat bedéngt, dass een Zäit huet, jiddweree sech Zäit hëlt. A mir stelle fest, dass déi eng méi Zäit hu wéi déi aner. Dat heescht awer och, dass vun alle Parteien, déi do concernéiert sinn, muss och e Wëllen zur Partnerschaft bestoen: vun deenen, déi professionell an der Schoul sinn, an deenen, déi mussen an d'Schoul goen, an deenen Elteren, déi hir Kanner, déi mussen an d'Schoul goen, begleeden.

A mir hunn effektiv zu Lëtzebuerg keng laang Traditioun vun där Partnerschaft, well ganz laang war et jo esou, dass d'Schoul sech zougemaach huet, an d'Eltere sollen dobausse bleiwen an d'Kanner sollen dat maachen, wat den Här Lehrer oder d'Joffer seet, an dann ass d'Welt an der Rei. A fir do ëmzedenken an ëmzebauen, do stellen ech einfach fest, dass dat e laange Wee ass, dee sech och net vun engem Moment op deen anere mécht.

Vläicht eppes zur rechtlecher Situatioun, fir dass dat kloer ass, well ech hat bei verschiddenen Interventiounen den Androck, dass dat net esou ass: Am Fondamental, also an eise Grondschoulen, do gëtt et keng Vertriedung vun de Schüler. Do ass näischt legal virgesinn. Mir hunn an eisem Gesetz vum Fondamental eng Vertriedung vun den Elteren, déi eréischt säit 2009 obligatoresch ass. Virdrun ass et wuel Associatioune ginn, mä keng Représentants vu Parents.

An och do denken ech, dass een eng Kéier muss nobesseren, fir där Representatioun vun den Eltere méi eng zolidd Assise ze ginn. An och do stellen ech fest, dass dat immens vun de Schoulen ofhänkt. Et gëtt Schoulen, do geet dat immens gutt, an et gëtt aner Schoulen, do geet dat ganz schwiereg. An dat läit natierlech och un de Leit.

Et gëtt ganz vill Projete vun... Also, et gëtt e puer Projete vu Schülerparlamenter, also Kannerparlamenter. En revanche gëtt et ganz vill Schoulen, déi e Klasserot hunn, e Moieskrees, wou also och mat de Kanner vu fréi u geübt gëtt, fir sech do auszedrécken a fir Konflikter och op déi Manéier ze meeschteren. Ech wëll soen, dass ganz vill Schoulen an hirem Plan de réussite scolaire esou eppes virgesinn hunn. Mir hunn och déi Rapporten.

Ech hu mech allerdéngs engagéiert vis-à-vis vun de Schoulen, dass mir dat elo net un d'grouss Glack hänken, well mer an engem Prozess si vun Opbau an d'Schoule sech musse fannen. Et ass also net esou, dass ech de Schoule soen: „Dir musst e Klasserot maachen!", oder: „Dir musst e Kannerparlament maachen!". Dat ass net am Gesetz, also besteet keng Obligatioun. Do, wou et funktionéiert, läit et och um Know-how vun den Enseignanten, déi kënnen déi Saache géréieren.

Dann, wat de Lycée ugeet, do hu mer e Gesetz, wou ganz kloer festgeluecht ass - an d'Madame Scholtes huet dat hei an allen Detailer erkläert, esou dass ech net nach eng Kéier dorobber aginn -, dass et e Comité d'élèves an all Lycée gëtt. Wat deenen hir Attributioune sinn: All Schüler muss dorunner... De Vote ass obligatoresch. D'Schüler si vertrueden am Conseil d'éducation. Mir hunn eng Conférence Nationale des Élèves, wou all Gebai dra vertrueden ass. Och där hir Missioune sinn am Gesetz definéiert. Do gëtt et also eng Obligatioun, fir dat ze maachen.

Och gesäit de Minister regelméisseg - dat wollt ech awer hei ënnersträichen - d'CNEL, also d'Conférence National des Élèves. Och éier se op der Strooss manifestéiert hunn, ware regelméisseg Réuniounen. Ech wëll awer soen, dass déi Réunioune ganz schwaach besat waren, well all Delegéierte gëtt jo invitéiert. An déi, déi wëllen, déi kommen. A wann näischt an der Aktualitéit ass, da komme relativ wéineg Schüler op engem fräien Nomëtteg op eng CNELs-Versammlung.

Ech hat alleguerten déi Texter, déi ech an de Lycéeë presentéiert hat, eisen Document d'orientation, eisen Document-cadre, déi sinn alleguerten an der CNEL virgestallt ginn. Alleguerten! Ech wëll dat just hei ënnersträichen. Et ass awer elo... Ech wëll och kengem e Virworf maachen. Ech stelle just fest, dass et ganz vill vun der Aktualitéit ofhänkt, ob elo en Intérêt do ass, fir sech ze organiséieren oder net.

Ech stellen och fest, dass et ganz ënnerschiddlech ass. Ech mengen, den Här Adam huet mech gefrot: „A wéi vill Schoule funktionéiert de Comité?" Et gëtt iwwerall ee gewielt. Et gëtt an all Schoul e Schülercomité. Wéi regelméisseg se zesummekommen, dat ass ganz ënnerschiddlech. Ech géif soen, an der Halschent - mir hu jo 35 Lycéeën - vun de Lycéeë funktionéieren déi Comitéë ganz gutt. An an där anerer Halschent funktionéiere se plus ou moins.

Datselwecht kann ech soen - ech hu mat der CNEL och diskutéiert, wéi da si, déi eenzel Comitéen, vertruede sinn -, an der CNEL, do ass et d'selwecht, also, e bësse méi, zwee Drëttel vun de Lycéeë si regelméisseg vertrueden an der Conférence National des Élèves, an een Drëttel ass net weider aktiv an der CNEL.

Dann ass gefrot ginn: Experienzen, déi positiv sinn an de Schoulen. Där gëtt et der e ganze Koup. Ech mengen, et ass hei gefrot ginn iwwert de Lycée Ermesinde. Ech wëll lech soen, dass ech net wëlles hunn, dat ze generaliséieren, well mir mierken, dass déi Participatioun vun all de Partner gutt funktionéiert, wann all Partner laang an der Schoul sinn. Si brauche gemeinsam Zäit op enger Plaz, fir dass se Plagë fannen, fir dat ze organiséieren. An de Moment ass et net esou, dass eis Schoulen Demandeur sinn - an och d'Schüler net, wëll ech awer hei ënnersträichen -, fir d'Plage horaire am Dag auszedehnen. Well soss kritt een déi Saachen do alleguerten net organiséiert.

Dir hutt Froe gestallt iwwer „Eis Schoul". Ech mengen, „Eis Schoul" ass nu wierklech e ganz oppene Kader, wou d'Participatioun dat iewescht Gebot ass a wou och offenen Unterrecht gemaach gëtt. Jiddweree kann déi Charte do diskutéieren. An dat ass och net e Modell, deen ech mer virstellen, fir ze generaliséieren am ganze Land.

Da waren nach Froe gestallt ginn iwwert dat, wat ech dann denken an d'Gesetz ze setzen. An do sinn ech eigentlech e bësse frustréiert no där Interventioun vun de Mëtteg, well ech hat gehofft, dass d'politesch Parteie mer elo géife soen, wou et soll higoen. Ech héieren hei, déi eng Partei seet: „Mir hunn alles am Gesetz, mir mussen dat just beliewen." Eng aner Partei seet: „Mir brauchen e bësse méi Participatioun", wou ech net weess, wat dat ass „e bësse méi". Eng aner seet: „Mir wëllen iwwerhaapt näischt méi", esou dass et natierlech ganz schwéier gëtt.

Ech kann lech just soen, dass d'CNEL Demandeur ass, a si hu mer dat a ville Versammlunge gesot, fir haaptsächlech méi eng grouss Autonomie. Et ass also guer net an déi Richtung, dass mer déi paternalistesch Participatioun do solle maachen, wou se gutt encadréiert gi vun Enseignanten, fir dass se an en demokratesche Prozess erawuessen. D'Demande vun der CNEL, vun der Conférence National des Élèves, ass, dass si gären autonom wieren.

A wa si sollen autonom sinn - ech mengen, den Här Bauler huet mech dat gefrot -, dann implizéiert dat, dass mir e Posten hunn, dee mer hinnen zur Verfügung stellen. An dofir brauch ech Budgetsmoyenen, fir eng Konventioun ze maachen an e Posten dohinnerzestellen.

Si refuséieren, oder si hätte gären, dass deen, dee si begleet - dat ass de Moment ëmmer e Beamten aus dem Ministère, deen dann eng gewëssen Zäit zur Verfügung ass, fir déi administrativ Aarbecht ze maachen -, hir Demande ass, dass si esou wéi aner Jugendorganisatiounen e Permanent hunn, dee fir si eleng do ass. An dat heescht - an de Ministère de l'Éducation nationale huet net d'Traditioun, fir mat konventionéierte Posten ze fueren -, dass mir missten e Poste kréien, fir hinnen deen zur Verfügung ze stellen.

Wann dat den unanimë Wonsch ass hei vum Parlament, dann huelen ech dat esou mat an d'Regierung, wou ech awer net ka garantéieren, an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, dass ech dee Posten do ka kréien. Mä dat ass déi richteg Demande vun der CNEL, well si soen: „Mir wëllen net ënnert der Tutelle si vun engem Ministère."

Ech wollt awer hei den Débat ganz kloer maachen, dofir kann ech och nach net soen, wat ech elo genau am Gesetz wäert änneren. Ech mengen, dat ass nach eng Fro, déi sech stellt.

Déi aner Fro ass déi: Mir hunn effektiv ganz flott Projet-piloten, an déi sinn och hei genannt ginn. De Lycée technique des Arts et Métiers an de Lycée Aline Mayrisch hunn am Fong vill méi eng lieweg Participatioun, wou d'Delegéiert aus de Lycéen och valoriséiert ginn, déi sech dann als Conférence vum Lycée zesummefannen. Och dat implizéiert e groussen Investissement vu Schüler. Dat ass eng Pist, déi mer kënne goen, wou ech awer - wëll ech soen - de Moment meng ofschléissend Meenung nach net derzou gemaach hunn.

Dat gesot, soen ech lech villmools Merci fir deen interessanten Débat.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Parole après ministre.

M. le Président.- Jo, Merci der Madame Minister. Jo, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen lech villmools Merci. Mä et sinn zwou Parteien, déi gréng a mir, déi spezifesch déi Problematik ugeschwat hu vun der Präsenz vun de Politiker an de Schoulen. An ech géif d'Madame Minister frëndlechst invitéieren, fir eis vläicht dozou och nach e puer Wuert ze soen.

Villmools Merci.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Entschëllegt,…

M. le Président.- Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- …effektiv hat ech vergiess, dass déi Fro gestallt ginn ass. Ech mengen, et war d'Demande, dass mer géifen eng Instruktioun vum Ministère aus maachen, fir de Schoulen, de Lycéen ze soen, wéi se sollten dat regelen, wann d'Parteien, wa Leit vu baussen an d'Lycéen invitéiert ginn.

Ech hat dunn eng éischt Propositioun gemaach, déi ech och mat Schoulleit ofgeschwat hat. An ech sinn domadder an d'Chamberskommissioun komm. Ech wëll awer soen, dass dat relativ inhabituel ass, dass Instruction-ministériellen an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn.

Mä vu dass mir all donneschdes eng Kommissioun hunn an ech lech alles bréngen, wat ech amgaange sinn auszehecken - wéi den Här Kartheiser géif soen -, hunn ech selbstverständlech dat an der Kommissioun diskutéiert. Dunn hunn ech - wann ech géif a Schoulterme schwätzen -, eng Datz kritt a se hu mer gesot: „À refaire!", an dofir si mer elo amgaangen, dat frëschzeschreiwen. Mä de Moment gëtt et keen neien Text.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun. An éier mer dann elo op deen nächste Punkt kommen, hu mer nach eng Question urgente, nämlech d'Question urgente N°2618 vum Här François Bausch iwwert d'Rettungsmesurë fir Zypern. Den Här Bausch huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten.

Här Bausch, Dir hutt d'Wuert!

2. Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, no der Kris vun 2008, wéi d'Finanzkris ausgebrach war, do huet d'Europäesch Unioun décidéiert, hunn d'Regierungen an der Europäescher Unioun décidéiert, fir als vertrauensbildend Moossnam an Europa Einlage bis 100.000 Euro ze sécheren. Dat heescht, et ass drëms gaangen, fir en „bank run" ze évitéieren, fir ze évitéieren, datt d'Leit a Panik hir Suen ophiewe ginn, well se géife mengen, datt hir Sue soss verluer wären.

A wann een dat 2008 gemaach huet, da kann ee sech nëmme wonneren, wa Finanzministeren dee leschte Weekend higinn an eng ähnlech Mesure am ëmgedréintene Sënn décidéieren, nämlech fir hinzegoen an d'Bankekris

an Zypern domadder wëllen ze léisen, mat enger Mesure, wou se soen, datt d'Spuerer insgesamt missten e gewëssene Prozentsaz ofgi vun hirem Erspuerten, wou zwar dann en Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent deenen, déi manner wéi 100.000 Euro um Kont stoen hunn, an deenen, déi iwwer 100.000 Euro do stoen hunn. Mä Fait ass, datt se all misste bezuelen.

Et kann een nëmmen doriwwer staunen an et muss een och soen, datt dat Signal, wat do d'Finanzministere ginn hunn, desastréis ass, datt doduerjer eng enorm Vertrauenskris ausgeléist ginn ass, an et freet ee sech heiansdo, ob en Europa nach mat Politiker ze dinn huet oder ob et net nëmmen nach mat rengen Technokraten ze dinn huet, déi hir Décisiounen huelen ouni Häerz an ouni Verstand a sech guer net bewosst sinn, wat fir eng Décisiounen datt se geholl hunn.

Elo héieren ech natierlech och déi lescht 24 Stonnen e bëssen a ganz Europa, an och haut hunn ech de Finanzminister héieren um Radio: Et schéngt kee méi de geeschtege Papp gewiescht ze si vun där ganzer Iddi. Jiddwereen distanzéiert sech dovunner a kee méi hat déi Iddi. Et huet een e bëssen d'Impressioun, wéi wann d'zypriotesch Regierung eleng dat verlaangt hätt.

Ech wëll awer soen, och wa kee méi sech wëllt hannert där Iddi erëmfannen, déi de Weekend gebuer ginn ass: De Schued an den Desaster ass ugeriicht an d'Vertrauenskris ass domadder ageleet gewiescht, an dat ass wierklech net gutt! An doriwwer muss ee sech och froen, firwat net eng Rei aner Weeër gesicht gi sinn, déi een awer hätt eiser Meenung no kënne sichen.

Zum Beispill: Firwat ass net eng Differenz gemaach ginn tëschent Kleng- a Grousspuerer? Mä zum Beispill kann ee sech awer och d'Fro stellen, firwat net versicht ginn ass, fir ze ënnerscheeden tëschent Résidenten an Zypern an Non-résidenten. Mir wësse jo, datt an Zypern e grousse Problem besteet mat villen Dépôten, déi do si vun Non-résidenten, haaptsächlech aus Russland.

Et kann ee sech awer och d'Fro stellen, firwat datt net aner Weeër gewielt gi sinn, fir Garantien ze kréien. Dir wësst, datt Zypern neierdéngs natierleche Gas huet an dat wahrscheinlech een ekonomesche Secteur gëtt fir dat Land an deenen nächste Joren. An d'zypriotesch Regierung huet jo och eng Propos gemaach, ob se net kéinte Kreditgarantië ginn op Basis vun hire Recetten, déi se vun do géifen erakréien, ob déi net géifen duergoen.

Och dat ass net als Wee gewielt ginn an et muss ee sech och d'Fro stellen, wann d'EU-Finanzministeren esou virgaange si par rapport zu Zypern, ob mer net déi nämlecht Risike lafen an déi nämlecht abenteuerlech Propose kënne komme par rapport zu anere Länner.

An ech wëll drun erënneren, datt et zum Beispill ee Land gëtt, dat och elo gläich an den Euro erakënnt, nämlech Lettland, a wou mer och wëssen, datt vill russesch Fongen zum Beispill placéiert sinn, et gëtt souguer behaapt, d'russesch Mafia, déi hätt hir ganz Suen do déposéiert, wat dat bedeit fir esou Länner!

Et kann ee sech och d'Fro stellen, wat dat an de Käpp ausgeléist huet vu Bierger an Italien, a Portugal, a Spuenien, dat heescht a Länner, déi fragiliséiert sinn, a wat fir eng Risiken datt een do ageet.

Dat heescht, e ganze Pak Froen, déi ech dem Minister schrëftlech geschéckt hunn a wou mer gären eng Äntwert hätten dorobber a wou ech och frou wär ze héieren, ob dann dat, wat de Minister de Mëtteg um Radio gesot huet, ob een dat dann och ka beleeën. Hien huet jo behaapt de Mëtteg bei RTL um Radio, hie selwer wär och net där dote Meenung gewiescht, hien hätt déi Mesuren net terribel gutt fonnt, mä et hätt keen him nogelauschtert.

Ech mengen, e Minister, e Finanzminister vun engem Land, wat eng vun deene bedeitendste Finanzplazen huet, misst sech eigentlech bewosst sinn, hätt vläicht da misse mat méi Nodrock do sech queeschleeën, fir esou eng derniefte Mesure ze proposéiere wéi déi doten.

Bon, mir si gespaant, wat de Minister eis dann haut de Mëtteg drop äntwert!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An d'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gäre beäntwerten ech hei déi Fro vum Här Bausch, déi och ouni déi Fro vum Här Bausch selbstverständlech haut huet missen en Thema an der Chamber sinn, well Europa ass an enger schwiereger Situatioun duerch déi Situatioun an Zypern.

Europa war an enger schwiereger Situatioun d'lescht Joer, a mir hunn et fäerdegbruecht, duerch eng Rei vu Moossnamen, déi an deene leschte Méint geholl gi sinn, eng Rei Länner ze stabiliséieren. An dat nämlecht Zil hu mer bei Zypern.

Zypern kennt ganz schwéier finanziell Problemer zënter dem Summer vum leschte Joer, an et war duerfir eist Zil, esou wéi an deenen anere Länner, Zypern ze hëllefen, well mer domadder Zypern hëllefe wëlle mat engem Acte de solidarité. Mä et ass net nëmmen en Acte de solidarité, et ass och en Akt, fir eis selwer ze hëllefen, well an der Eurozon hänkt ee vun deem aneren of a wann ee Land rutscht, wann ee Land gréisser Problemer huet, dann huet dat en Effet op d'Stabilitéit vun all deenen anere Länner.

An dat zweet Zil ass natierlech, ze hëllefen der zypriotescher Ekonomie, esou wéi virdru bei Portugal, bei Irland, bei Griichenland, ze hëllefen deem Land, erëm op eege Féiss ze kommen, datt et erëm Accès op d'Finanzmäert kritt a kann normal Sue léine goen.

Am Virfeld ass dee Finanzbesoin vun Zypern op 17 Milliarden Euro ageschat ginn. Dee Chiffer kënnt vun der Troika, also Kommissioun, EZB an Internationale Währungsfong.

An där Diskussioun, déi mer an der Nuecht vun e Freiden op e Samschden haten, hunn eng Rei Länner gesot, ugeféiert vun Däitschland an Holland, datt net méi wéi zéng Milliarden a Fro kéimen, fir Zypern aus dem europäesche Rettungsschierm ze ginn. Zéng Milliarden, dat muss ee gesinn och an engem Kontext vun engem Land wéi Zypern, wat e PIB huet vun 18 Milliarden. Also de Besoin financier, dee war geschat ginn op 17 Milliarden, dat ass also grosso modo hire PIB, dat ass d'Halschent vum PIB vu Lëtzebuerg, just fir sech e bësse kënnen eng Iddi ze maachen.

Et ass derbäigesot ginn, da muss Zypern och, wa se déi zéng Milliarden aus dem ESM kréien, eng Rei eege Bäiträg leeschten. Deen Eegebäitrag vun Zypern, dee limitéiert sech net op déi hei vill diskutéiert Stabilitéitstax, mä dee gesäit och vir, ënner anerem, datt Zypern säin Defizit ëm 4,5% vum Bruttoinlandsprodukt muss reduzéieren, datt Zypern muss seng Kierperschaftssteier, Betribssteier ëm 2,5% héijen, datt Zypern soll eng zousätzlech Quellesteier op Zënsen aféieren an - an dat war eng aner Diskussioun - fir ze kucken, datt eng sechs Milliarde kéinten nach zousätzlech generéiert ginn, well déi do Suen net géifen duergoen, fir dee Gesamtvolume vu 17 Milliarde vollzemaachen.

An du war eng Optioun um Dësch. Dat war déi, déi notamment och virun der Sitzung vun Däitschland staark gepusht ginn ass, nämlech e sougenanntenen „bail-in", dat heescht en „haircut", datt d'Leit net géife vun hiren Dépôten d'Gesamtzomm erëmkréien, mä datt e Stéck net géif rembourséiert ginn. Dat war iwwregens och eng Positioun, déi vum Internationale Währungsfong an der Sitzung ënnerstëtzt ginn ass.

Déi aner Positioun, déi um Dësch louch, ënnerstëtzt ënner anerem vun der Europäescher Kommissioun a vun der EZB, war eben eng eemoleg Stabilitéitstax anzeféieren, déi géif op den Dépôte vun de Leit ageklot ginn. An et ass an deem Kontext, wou eng Rei Länner dat als eng manner gutt Optioun wéi den „bail-in" fonnt hunn.

Ech hunn dat als eng besser Optioun wéi den „bail-in" fonnt. Ech hunn et zu kengem Moment eng perfekt Solutioun fonnt, mä opgrond vun all deenen Optiounen, déi um Dësch louchen, hunn ech dat nach besser fonnt wéi en „haircut".

Déi aner Optioun wär natierlech och nach gewiescht, mir géife méi Sue ginn un Zypern. Déi Optioun wollten awer eng Rei Länner net!

An eng véiert Optioun, reng theoretesch, wär gewiescht, mir hätten direkt gesot, et ass eriwwer, Zypern geet an d'Faillite. Déi huet en Fait keen an där Sitzung direkt envisagéiert, well dat Répercussiounen hätt, net nëmme fir Zypern an déi Leit, déi an Zypern wunnen, mä och op d'ganz Stabilitéit vun der Eurozon.

Duerfir wëll ech dem Här Bausch soen, datt d'Problematik also méi breet war an datt, wann een Neen zu deem Plang seet, da muss ee gesinn, datt, wann een en anere Plang presentéiert, an et sinn eng Rei Diskussioune gefouert ginn, datt een op deenen anere Pläng keng Majoritéit fonnt hätt an datt bei der Optioun keen Accord oder en Accord et fir mech besser war, mir hätten en Accord wéi keen Accord. Ech hunn en net perfekt fonnt. Ech hunn dat an der Sitzung gesot.

Et ass awer net grad, Här Bausch, wéi wa kee mer nogelauschtert hätt. Mä et muss ee wëssen, de President vum Eurogroup, den Här Dijsselbloem, de Finanzminister vun Holland, de Finanzminister vun Däitschland, d'Finanzministerin vu Finnland an eng ganz Rei anerer gesot hunn: „Mir halen drop, datt och d'Spuerer e Bäitrag ginn." Dat ass och ënnerstëtzt ginn an enger separater Sitzung, déi stattfonnt huet tëschent Däitschland, Frankräich an dem zypriotesche President.

Et war also par rapport zu all deenen dote Positiounen, wou och Lëtzebuerg sech positionéiert huet mam Zil, wéi gesot, d'Stabilitéit vun der Eurozon ze assuréieren, fir en Accord deen Owend ze fannen a fir déi siwe Milliarden - sechs, siwe Milliarden - zesummenzebréngen, déi net anescht zesummekomm waren.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Mä dat Zil ass jo awer total verfeelt ginn! Do gitt Der mer jo awer Recht?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, dat ass richteg.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Weder d'Stabilitéit nach d'Zil nach iwwerhaapt eppes ass erreecht ginn. Au contraire!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Jo, ech wëll just, wann... Also, éischtens emol ass d'Stabilitéit nach net a Fro gestallt, well si ass nach ëmmer do. Mä ech ginn zou, datt deen Accord net gutt ukomm ass. Mä ech soe just, ech wëll erklären: Et ass jo net en Accord, dee just Lëtzebuerg gemaach huet. Deen Accord ass an zéng Stonnen diskutéiert ginn, an et ass ganz schwiereg, Alternativen zu deem Accord ze fannen, well all Plang, deen do war, hat eng ganz Rei negativ Konsequenzen.

Da wëll ech e Punkt soen an deem dote Kontext iwwert déi vill gefouert - an zu Recht gefouert! - Diskussioun ronderëm déi 100.000 Euro. Do ass vill Falsches an deene leschte Stonnen an Deeg gesot ginn.

Fir d'Éischt emol eng Kéier: Déi 100.000 Euro, déi stinn an enger Direktiv an déi si selbstverständlech assuréiert a jiddwer Fall - an Zypern, zu Lëtzebuerg, iwwerall, an Däitschland -, wann eng Bank faillite geet. Dat ass an all Situatioun de Fall. Ech wëll och hei nach eng Kéier relevéieren, datt dat och zu Lëtzebuerg de Fall ass an datt do kee sech brauch Suergen ze maachen.

Mä d'Fro war jo bei Zypern ebe just, fir d'Faillite vun de Banken ze évitéieren. A fir d'Faillite vun de Banken ze évitéieren, waren déi Optiounen do, esou datt déi Fro vun den 100.000 an enger anerer Perspektiv sech gestallt huet. En fait, déi Direktiv, déi och de Mëtten nach dee gréngen Deputéierten am Europaparlament mentionnéiert huet a wou e gesot huet, mir hätten déi Direktiv net respektéiert, dat ass natierlech absolut falsch, well déi Direktiv spillt am Fall vun enger Faillite.

Ech weess awer, datt d'Leit den Ënnerscheed tëschent Faillite an Netfaillite net maachen. An duerfir sinn ech och der Meenung, an eng Rei Ministere waren der Meenung, et soll een déi ënner 100.000 net ënner esou eng Verméigenssteier - well et ass dat en fait: eng eemoleg Verméigenssteier - werfen.

D'Zypriote selwer hu gesot: „Wa mir dat awer maachen, da musse mer d'Steier op deenen aneren Zommen, fir op sechs Milliarden als Total ze kommen, esou vills méi héich maachen, datt dat zum Effet huet, datt héchstwahrscheinlech déi Leit alleguerte vun deem Dag un, wou d'Banken erëm opmaachen, hirer Wee ginn." Dat heescht, mir hunn zwar déi Kleng geschützt, mä déi Déck si fort. An dann hu mer keng Banke méi duerno.

An doduerch hunn d'Zypriote selwer gesot: „Mir mussen en Équiliber fannen, datt mer déi Kleng manner ënnert déi Steier maachen an déi Grouss méi." Et war also net esou, wéi wa jiddweree gesot hätt: „Et ass eis egal, wat mat deene Klengspuerer geschitt." Et war eng verständlech oder novollzéibar zypriotesch Demande, fir dat anescht ze strukturéieren.

An där Sitzung, déi mer e Méindeg den Owend haten, huet den zypriotesche Finanzminister de Wonsch ausgedréckt, mat den Deputéierte vum zypriotesche Parlament selwer kënnen ze décidéieren, wéi si déi Steier géife strukturéieren, well e gesot huet: „Eis Deputéiert, déi wëllen dat net vu baussen imposéiert kréien, mä déi wëllen dat selwer fixéieren." Zypern huet décidéiert an deem Vote, deen awer herno schifgaangen ass, fir dat ze limitéieren op 20.000 Euro.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt d'Finanzministere vun der Eurozon der Meenung sinn, datt ee soll bei deenen éischten 100.000 Euro weder an enger Faillite - do kann ee souwisou näischt ënneren, do si se protegéiert -, mä och, wann eng Bank weiderlieft, déi éischt 100.000 Euro en tout état de cause net extra belaaschten duerch eng Steier. Dat ass also keen Dissens, mä dat ass eng praktesch Applikatioun, wéi Zypern dat gesäit.

Deen Accord, wëll ech also nach eng Kéier soen, ass net perfekt gewiescht. En hat eng Rei Risquen, mä d'Alternative sinn och alleguerten: Entweder hu se keng Majoritéit fonnt, notamment d'Optioun, fir méi Suen ze ginn, oder d'Optioun vun engem „bail-in", engem „haircut" respektiv d'Faillite, dat heescht, vun deene véier Optiounen, déi do waren, do war dat do déi eenzeg, déi ee Konsens an deem Moment konnt fannen.

Et ass en extrem schwieregen Dossier a mir hunn hallefhäerzeg Jo gesot; well ech hunn lech hei nach eng Kéier erkläert, wat déi aner Optioune waren. Jo, mir wollten en Accord an där Nuecht, well mir mengen, datt d'Stabilitéit vun der Eurozon, dat heescht d'Sécherstellen, datt d'Banken net faillite ginn, datt Zypern net faillite geet, méi wichteg ass wéi dat anert. Well dat hänkt net nëmme mat Zypern zesummen, do hu mir alleguerten en Intérêt drun, datt kee Land an der Eurozon ënnergeet. Well wann d'zypriotesch Banke ganz faillite ginn, da stellen d'Leit sech vill méi Froen nach wéi bei deem Plang, dee mer elo haten, deen awer elo net méi do ass.

Da wëll ech an deem Kontext ee Punkt ervirwerfen, deen, mengen ech, och net onwichteg ass aus enger Lëtzebuerger Perspektiv. Well oft gesot gëtt: „Mä gëtt et net och eng Rei Elementer, déi d'selwecht sinn tëschent Zypern a Lëtzebuerg, wat d'Importenz vun der Finanzplaz an d'Gréisst vum Land ubelaangt?" Ech wëll hei soen, datt ech mengen, datt dat déi eenzeg Similitude ass tëschent Zypern a Lëtzebuerg.

Jo, mir sinn allen zwee kleng Länner a mir hu grouss Finanzplazen. Ech mengen awer, datt et fundamental Ënnerscheeder gëtt tëschent Zypern a Lëtzebuerg, wat d'Finanzplaz ubelaangt. Mir hunn eng aner Struktur vun der Clientèle. Eis Clientèle op der Finanzplaz Lëtzebuerg kënnt vu ganz villen ënnerschiddleche Länner.

Mir hu vill international Banken. Zypern huet virun allem véier, fënnef national Banken. Bei eis kommen déi 150 Banken als Duechtergesellschafte vu ville Länner a ville grousse Bankhaiser.

Drëttens hu mir vill Produkter op där Finanzplaz. Mir si méi breet opgestallt: Fongenindustrie, Private Banking, Bourse, Clearing a Settlement an Ähnleches méi. Mir hunn dann och derniewent bewisenermoossen eng positiv Approbatioun vun internationalen Autoritéite kritt, wat d'Applikatioun vun internationale Standarden ubelaangt, notamment och am Beräich vun de Moossname géint d'Geldwäsch.

Esou datt et eng ganz Rei Elementer gëtt, déi mer soen, wann ech dat och nach kombinéiere mat enger gudder Surveillance, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz zwar an der Gréisst eng Similitude huet par rapport zur Datei vum Land, datt awer an der Ausstattung, an der Struktur, an der Fassong, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Bankgeschäft gemaach gëtt an d'Finanzwelt generell, well et ass méi breet wéi d'Bankewelt, datt do gréisser Ënnerscheeder bestinn.

Ech kann also hei och rappeléieren, datt all déi Dépôten, déi zu Lëtzebuerg sinn, souwuel vun auslännesche Clientë wéi vu Résidents-clienten, datt déi Dépôten absolut sécher sinn, datt net nëmmen déi 100.000-Euro-Garantie-de-dépôt ni a Fro gestallt ginn ass an och net kann a Fro gestallt ginn, mä ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Déi Garantie de dépôt huet zu Lëtzebuerg bis elo nach ni misse spillen.

An ech wëll och hei renouveléieren d'Engagement vun der Lëtzebuerger Regierung, fir d'Stabilisatioun vum Lëtzebuerger Finanzsecteur an all Situatioun ze garantéieren. Mir hunn dat 2008 gemaach, mir hunn dat 2011 gemaach. Mir hunn also keng systemesch relevant Bank a keng Bank, mat där d'Lëtzebuerger Bankgeschäfter maachen, an d'Faillite fale gelooss. An duerfir kënnen d'Leit och an Zukunft dem Lëtzebuerger Finanzsecteur Vertraue schenken.

Och mir mengen, datt een, wéi gesot, hei och d'Vertraue vun de Klengspuerer, mä och generell vun den Déposanten an och vun auslänneschen Déposanten net dierf a Gefor bréngen.

Et gëtt keng einfach Äntwert op d'Fro, wéi een elo an Zukunft do weiderfiert. De Ball ass gedeelt an de Campe vun dem Eurogroup an Zypern. Dir wësst, datt den zypriotesche Finanzminister och mat Russland Gespréicher féiert, wat net anormal ass, well Russland ass e wichtege Wirtschaftspartner vun Zypern. Russland huet Zypern e Prêt gi vun 2,5 Milliarden. An et ass normal, datt se och iwwert de Remboursement an d'Modalitéite vun deem Prêt a vläicht och nach aner Saachen diskutéieren.

Mir bleiwen der Meenung als Lëtzebuerger Regierung, datt mer alles mussen ënnerhuelen, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze assuréieren, och wann dat zousätzlech Effortë kascht. An duerfir menge mer och, datt et gutt wär, datt

ee mat der zypriotescher Regierung am Gespréich bleift.

Dat wäert zu Perturbatiounen och nach an deenen nächsten Deeg féieren, mä mir gesi fir de Moment keng Perturbatiounen, déi esou grouss sinn, datt d'Vertrauen an de gesamten europäesche Finanzsystem esou ënnergruewe wär. An et mécht och kee Sënn, mat senge Suen aus der Eurozon erauszegoen, well wann an der Eurozon eppes geschitt, da sinn déi Répercussioune gradesou grouss ausserhalb vun der Eurozon wéi an der Eurozon.

Ech mengen also grosso modo, datt déi Décisioun, déi mer do geholl hunn, wann een déi im Nachhinein kuckt, wäitaus net perfekt war, datt se grouss Risike comportéiert huet, datt eng Rei vun de Ministeren - dont ech - déi Risiken och an der Sitzung gesinn hunn, mä datt eng aner Solutioun net machbar war, fir déi à l'unanimité ze maachen.

Nach eng Kéier: Mir sinn zu 17. Et ass eng Décisioun, déi muss zu 17 eestëmmeg geholl ginn. Dës Décisioun ass mam Accord vun Zypern geholl ginn. An et war déi eenzeg, déi vun alle Memberstaten a vun deenen drái präsenten Institutiounen, Kommissioun, EZB an IWF, gedroe ginn ass. An et ass duerfir, wou mer se ënnerstëtzt hunn, well mer gesot hunn, keng Décisioun ass méi schlecht wéi eng Décisioun.

Mir sinn oppen an deene Gespréicher, déi héchstwahrscheinlech elo musse stattfannen, fir aner Solutiounen ze envisagéieren. Mä ech weess net, ob aner Länner sech bereet weisen, fir weider Négociatiounen, déi an eng gewësse Flexibilitéit ginn, ze diskutéieren. Mä dat mussen déi nächst Deeg weisen. Fir de Moment ass och nach keng nei Sitzung vum Eurogroup aberuff, esou datt et fir de Moment méi um Niveau vläicht vu bilaterale Consultatiounen ass, fir ze kucken, wéi ee weiderkënnt.

D'Situatioun ass eescht. Mir brauchen an dëser Situatioun net ze paniquéieren. D'Dépôten zu Lëtzebuerg, op der Lëtzebuerger Finanzplaz si sécher. An duerfir wäerte mer och alles maachen, datt vu bausse keng Perturbatioune kommen, fir Onstabilitéit an der Eurozon duerch d'Operatioun mat Zypern ze schafen. Dat wat geschitt ass, ass geschitt. Mir hoffen, datt mer eng aner, besser Solutioun zu 17 kënne fäerdegbréngen. Dat läit net nëmmen a Lëtzebuerger Hand. Loin de là!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen elo zum nächste Punkt, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6327 iwwert d'Titres dématérialisés. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech just ageschriwwen: den Här Meisch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6327 moderniséiere mir eist nationaalt Recht iwwert d'Wäertpabeieren.

Lëtzebuerger Kapitalgesellschafte kréie konkret d'Méiglechkeet, fir Titren, also hir Aktien, ënner enger dematerialiséierter Form auszestellen. An d'Rechter vun den Investisseuren, déi ginn dobäi och nach geschützt.

Éischt Fro: Wat ass eigentlech een Titre dématérialisé?

Ee sougenannten Titre dématérialisé ass een Titre, deen ausschliesslech duerch eng Aschreiwung an engem Kont erstallt gëtt.

Mir schafen heimat, niewent de klasseschen Titres nominatifs an den Titres au porteur, carrément eng drëtt Kategorie vun Titren. Den Zweck dovunner ass eng vereinfacht, mä och eng méi effikass Verwaltung vun den Titren duerch eis Fongenindustrie an duerch eis Banken. De Risiko vun Iertümer - dee bei enger physescher Manipulatioun vun Titres nominatifs oder Titres au porteur ëmmer besteet - gëtt reduzéiert.

Natierlech gi mat der Dematerialisatioun och d'Frais de garde respektiv d'Fraisë fir den Transfert vun den Titren erof. An dëse Gesetzesprojet, dee steet deemno och am Zeeche vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

Eis Nopeschlänner kennen d'Dematerialisatioun vun den Titrë schonns méi laang, d'Fransousen zanter 1981 an d'Belsch zanter 1995.

De Gesetzesprojet inspiréiert sech och um belsche Législateur. An deemno stellen déi sougenannten Titres dématérialisés formell eng drëtt Kategorie vun Titres duer, getrennt vun den Titres nominatifs an den Titres au porteur.

Zweet Fro: Dir kënnt soen, dat doten ass awer näischt Neits, well meng Titrë stinn elo schonns an engem sougenannte Compte-titres.

Mä do gëtt et ee subtilen Ënnerscheed. Et handelt sech hei an der Regel ëm klassesch Titres au porteur, déi als solch ënner materieller Form ausgestallt goufen, mä wou just duerno d'Inskriptioun am Kont dematerialiséiert ass.

Abee, mat der neier Kategorie vun Titres dématérialisés geschitt och d'Emissioun schonns, also d'Ausstellung vun den Titren, duerch eng Aschreiwung an engem Kont.

Bis elo waren zu Lëtzebuerg eigentlech just d'Statspabeieren - esou den Emprunt aus dem Joer 2002 - ënner enger dematerialiséierter Form erausginn, ouni dass awer dofir eng spezifesch Regelung bestanen huet.

Drëtt Fro: Wie kann dann esou en Titre dématérialisé ausstellen?

Konkret kënnen dat Lëtzebuerger Kapitalgesellschafte wéi eng Société anoyme, eng Kommanditgesellschaft, mä och Investmentfonge wéi SICAVen, ee Fonds commun de placement, eng Titrisatiounsgesellschaft maachen.

Véiert Fro: Wat sinn déi praktesch Ufuerderungen, fir esou Titres dématérialisés auszestellen?

Mä d'Statute vun der Handelsgesellschaft mussen dat ausdrécklech virgesinn. Dës Titrë musse bei engem sougenannten Organisme de liquidation ageschriwwe ginn. Dat heescht konkret een Opérateur, dee vun der CSSF extra agrééiert ass, fir e sougenannte Compte d'émission mat allen Titrë vun där Gesellschaft ze féieren.

Dës Funktioun iwwerhëlt an der Regel eng Bank. Den Numm an d'Adress vun dësem Opérateur mussen och duerch d'Zeitung an duerch den Internet bekannt gemaach ginn.

Fënneft Fro: Wéi ginn dës sougenannten Titres dématérialisés da verkaf oder iwwermëttelt?

Mä dat geschitt ganz einfach iwwer ee Virement vun engem Kont zu engem Kont. An deemselwechte Sënn gesäit de Gesetzesprojet och ausdrécklech vir, dass ee sougenannten Don manuel - dat ass eng vereinfacht Form vun enger Schenkung - duerch e Virement en compte ka gemaach ginn.

Sechst Fro: Wat geschitt dann elo mat de bestehenden Aktië vun Handelsgesellschaften, déi décidéieren, nëmme méi Titres dématérialisés ze hunn?

Mä éischtens mussen d'Statute vun der betraffener Gesellschaft dat emol ausdrécklech virgesinn. Dat heescht, et muss zu enger Statutenëmännerung kommen. Da ginn all Titren, déi am Ëmlaf sinn, ob se au porteur oder nominativ sinn, an déi vun hiren Titulairë presentéiert ginn, an Titres dématérialisés ëmgewandelt. Déi al Titrë ginn dobäi zerstéiert. Hei kënnt et zu enger sougenannter Konversioun.

Den Titulaire vun den Aktien huet awer nëmmen zwee Joer Zäit, fir dës Konversioun ze froen. Duerno sinn d'Stëmmrechter vun deenen Titrë suspendéiert. Bréngt den Titulaire vun den Aktien dës net bannent aacht Joer, fir ëmgewandelt ze ginn, da kann d'Gesellschaft dës Titrë verkafen an de Verkafspräis consignéieren.

Dat sinn natierlech drastesch Moossnamen. Mä de praktesche Sënn dovunner ass: Wann eng Assemblée générale vun der Gesellschaft d'Ëmwandlung vun den Titren décidéiert huet, dass dëst net endlos ka blockéiert ginn.

Här President, dëst ass eigentlech een typesche Finanzprojet: komplex an technesch an der Matière, mä d'Implikatioun fir eis Finanzplaz ass awer substanziell. Bis dass esou ee Projet zur Ofstëmmung kënnt, sinn op Verwaltungsniveau, a Konzertatioun mat de Fachleit aus dem Secteur, onzähleg Viraarbechte geleescht ginn.

Ech wëll als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet all deene Leit ausdrécklech Merci soen.

Et gëtt wuel ëmmer gesot vun Affekoten, Leit aus Fiduciairen, de Banken, dass déi jo och en eegenen Interessi drun hunn, fir mat der Verwaltung bei der Ausaarbechtung vun esou Projete matzeschaffen, well se herno domat Sue verdéngen. Dat ass och net ganz falsch. Mä et ass och net ganz onlegitim. Mä och de Stat, an domat mir alleguerten, profitéiere letztendlech vun esou Innovatiounen, déi een op legislativem Plang ganz sécher net einfach aus der Hand ka rëselen.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport. D'Finanzkommissioun recommandéiert eestëmmeg, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen, an ech ginn och dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gilles Roth. Ech mengen, dat war ganz komplett. Ech ginn och net dervun aus, datt de Minister nach eppes wëllt dozou bäifügen.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6327 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6327 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Géigestëmm, vum Här Urbany.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 6418, de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau. Hei hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Kartheiser an Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Et feelt nach een, Här President.

M. le Président.- Hunn ech nach ee vergiess? Entschëllegt. Entschëllegt, ech hunn nach ee vergiess. Pardon. Mir komme fir d'Éischt zum Projet de loi 6437 iwwert d'Verspéidunge beim Bezuele vu kommerziellen Transaktiounen, e wichtege Projet, wou d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass. An hei sinn och ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein an Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, dës Kéier den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

4. 6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg stëmme mer de Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. D'Chambre de Commerce huet de Projet den 10. Juli d'lescht Joer aviséiert, d'Chambre des Métiers de 14. September. An de Statsrot huet säin Avis de 5. Februar dëst Joer ofginn. De Statsrot huet weider keng fundamental Remarquen zu dësem Projet de loi gemaach. A mir hunn de Rapport an der Kommissioun vum 6. März dëst Joer ugeholl.

Mat dësem Projet setze mer d'Direktiv 2011/7 vum 16. Februar 2011 iwwert de Retard de paiement an den Transactions commerciales ëm. D'Matière ass net nei. Mir hu schonn 2004 e Gesetz gestëmmt, wat den Entreprisen erlaabt, Intérêts de retard ze froen, wann hir Clienten, déi Entreprisen oder öffentlech Autoritéite sinn, net an engem gewëssenen Délai bezuelen.

Am Kader vum „Small Business Act" vun der Kommissioun huet sech awer erausgestallt, datt déi Mesuren, déi an der Direktiv 2005/35 vum 29. Juni 2000 an déi duerch d'Gesetz vun 2004 ëmgesat gi sinn, net duerginn, well besonnesch an den aktuellen Zäiten et wichteg ass, wou d'Ekonomie méi lues leeft, datt d'Entreprisen an engem räsonabelen Délai hir Facturë bezuelt kréien. Och Entreprisen, déi strukturell fiabel sinn, kënne soss a Faillite falen. Ech erënneren drun, datt 2012 1.021 Betriber zu Lëtzebuerg an d'Faillite gaange sinn.

Et ass virun allem wichteg, datt d'öffentlech Hand d'Facturë vun de Betriber esou schnell wéi méiglech bezilt, fir mam gudde Beispill virzegoen. D'Gesetz vun 2004 hat schonn en Délai vun 30 Deeg virgesinn, innerhalb vun deem d'Rechnunge bezuelt musse ginn, wa keen aneren Délai duerch d'Parteie kontraktuell festgehale gouf.

De Point de départ vun dësen 30 Deeg ka verschidde sinn. Ënnert dem 2004-Gesetz war den Intérêt de retard op siwe Punkten iwwert dem Taux de référence vun der BCEE festgeluecht ginn.

Wat soll also elo mam neie Gesetz änneren?

Éischtens gëtt en Ënnerscheed gemaach tëscht den Transactions commerciales: tëscht Entreprisen op där enger Säit, an tëscht Entreprisen an der öffentlecher Hand op där anerer Säit. Bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen - ech maachen eng Klammer op: dëst Gesetz applizéiert sech net, wann e Consommateur eppes bei engem Geschäftsmann keeft; ech maachen d'Klammer zou - ass den Délai, innerhalb vun deem eng Facture bezuelt muss ginn, 30 Deeg, wa keen aneren Délai de paiement tëscht de Parteie festgeluecht ginn ass.

Den Artikel 3 vum Projet de loi gesäit verschidde Point-de-départe vir, vun deem den Délai vun 30 Deeg uleeft. Ech weisen drop hin, datt wann eng Procédure de vérification virgesinn ass, den Délai vun 30 Deeg eréischt dann ufänkt mat Lafen, wann dës Vérificatioun geschitt ass.

D'Entreprisë kënnen awer och expressis verbis ee méi laangen Délai virgesinn, deen am Prinzip awer net soll iwwer 60 Deeg goen. Wëlle se en Délai iwwer 60 Deeg virgesinn, fir eng Rechnung ze bezuelen, da muss dëse méi laangen Délai extra am Kontrakt justifizéiert ginn.

Bei Transaktiounen tëscht der öffentlecher Hand an Entreprisen ass den Délai och 30 Deeg, wann näischt aneschters virgesinn ass. D'Parteie kënnen awer och hei kontraktuell ee méi laangen Délai festleeën. Dee kann awer net méi laang wéi 60 Deeg sinn. Hei muss schonns bei engem Délai vu 60 Deeg speziell justifizéiert ginn, firwat esou ee laangen Délai am Kontrakt virgesi gëtt.

An dësem Kontext weisen ech drop hin, datt d'Direktiv de Memberstaten d'Méiglechkeet

gëtt, fir am Kader vun Transaktiounen tëscht Entreprisen an der öffentlecher Hand, déi eng Activité économique à caractère industriel ou commercial ausübt, den Délai vun 30 Deeg op 60 Deeg eropzesetzen, ouni datt een dësen Délai muss expressis verbis justifizéieren. D'Auteure vum Projet de loi hunn dës Méiglechkeet net wollten zréckbehalen, well se de Prinzip „think small first" rigouréis applizéieren.

Souwuel bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen, wéi bei den Transactions commerciales tëscht den Entreprisen an der öffentlecher Hand, brauch de Geschäftsmann keng Mise en demeure méi ze schécken, fir datt d'Intérêts de retard ufänke mat Lafen.

Wéi héich ass dann elo den Intérêt de retard? Ma den Intérêt de retard beleeft sech op 8% iwwert dem Taux de référence vun der Banque centrale européenne. De Créancier kann och nach e Montant forfaitaire vu 40 Euro froen als Frais de recouvrement. Ech weisen drop hin, datt dëse Montant vun der Chambre des Métiers als ze niddreg ugesi ginn ass. D'Kommissioun huet awer um Montant forfaitaire vu 40 Euro festgehalen, well am Gesetz och nach virgesinn ass, datt een déi aner Fraisen notamment d'Affekotefraisë beim Débiteur zréckfroe kann.

Wéi schonns ënnert dem 2004-Gesetz: Wann an engem Kontrakt een ze laangen Délai de paiement virgesinn ass, deen abusiv kéint sinn, kann eng Action en cessation beim Geriicht agereecht ginn. Dës Action judiciaire ka souwuel vum Créancier wéi och vun enger Organisatioun, déi offiziell unerkannt ass als Représentant vun den Entreprisen oder en Intérêt légitime huet, agereecht ginn.

Dëse Projet de loi setzt also dach een zimlech strenge Kader fir d'Bezuele vun de Facturen. Et ass wichteg, datt besonnesch d'Verwaltungen an also och eis Gemenge mat dësem Gesetz vertraut gemaach ginn. Duerfir een Appell un de Ministère de tutelle an un de Syvicol, déi néideg Schrëtt ze huelen, fir datt d'Gemengen iwwert d'Konsequenze vun dësem Gesetz informéiert ginn a vläicht och e Katalog mat Klausele virbereeden, déi d'Gemenge kënnen utiliséieren.

Heimat ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen lech Merci. Ech soen och dem Här Gloden Merci fir de Rapport. Deen heite Projet... Mir hu jo de Rapport och kritt. Et wor wichteg. Ech mengen, et ass eng Direktiv a mir sollen eis och drun halen. Mä virun allem ass et fir d'Betriber eng Garantie, dass se och net mussen éiweg waarden an dass dann en Incident ka sinn, fir dass och eng Administration publique sech senger Responsabilitéit bewosst ass.

Ech wollt just soen, am Rapport stoung am Ufank dran, dass de Syvicol jo sollt och deen anere Gemenge soen, wéi dat sollt goen, well déi eng oder déi aner Gemeng, do kann et méi schwéier sinn. Virun allem a Vakanzenzäiten, wann e puer Ennerschrëfte gebraucht ginn an e puer Servicer kënne gebraucht ginn, ass et matériel heiansdo schwéier, fir déi Délaien eranzekréien. An doweinster ass et wichteg, dass d'Gemengen iwwert déi heiten nei Dispositioun informéiert ginn.

Mä ech bleiwen a sinn der Meenung, dass et net um Syvicol ass dat matzedeelen. A selbstverständlech soll do den Innenminister, deen de Ministre de tutelle vun de Gemengen ass, seng Aarbecht iwwerhuelen, seng Verantwortung iwwerhuelen, an dann och déi Informatioune weiderginn un all déi concernéiert Gemengen. A bestëmmt net de Syvicol, dee selbstverständlech bereet ass, deem engen oder deem aneren ze hëllefen, mä deen net e Substitut vun der Regierung ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Jo, Här President. Selbstverständlech géif ech och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, schrëftlech a mëndlech Rapporten. Dat hei ass e Projet de loi, deen am Intérêt ass vun den Entreprisen, vun de Geschäftsleit, vun de Fournisseuren, besonnesch an enger Zäit vu méi engem schwéiere wirtschaftlechen Ëmfeld, dass och d'Entreprisen e gudde Fonds de roulement kréien, dass deen zolidd bleift.

A selbstverständlech sinn elo, wat de Xavier Bettel elo gesot huet, d'Gemengen an de Stat gefuerdert, fir eventuell méi séier ze bezuelen, wéi dat fréier de Fall war, dass se méi diligent ginn, mä awer och, dass a verschiddenen Aarbechten a bei aussergewéinleche Projeten d'Bureau-d'étudë méi aktiv musse ginn. An duerfir ass et un de Gemengen, derfir ze suergen, dass och do Drock dohannert gemaach gëtt, dass se d'Rechnunge séier kréien, fir bezuelt ze ginn, dass se net an e Retard kommen, well et ass eng déck Sanktioun drop.

An ech mengen awer och, wann iergendwéi Grenzfäll kommen oder Konfliktfäll, dass d'Gemenge mat de Fournisseuren oder mat de Commerçanten ënner verstännegen Termë sech kënnen eenegen, fir eng Léisung do ze fannen. Fir de Rescht géif ech soen, et wär e gudde Projet, an duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun dozou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. D'Wuert kritt nach den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Mä et ass effektiv eng wichteg Neierung, déi mer hei aféieren. Dat ass déi, datt d'Gemengen an de Stat, deen Ablack, wou et ëm Marchés publics beispillsweis geet, mä net nuren déi, well do huet schonn eng Gesetzgebung bestanen, datt deen Ablack automatesch no enger gewëssener Zäit Taux d'intérêt ufalen, déi hei an der Gesetzgebung virgesi sinn. An dat kann déck Répercussiounen hunn. Dat bedeit, datt a verschiddene Gemengen an och beim Stat mussen aner Dispositioune geholl ginn, an datt zum Beispill Beispill net, wann een e Betrag huet vun 10.000 Euro, dee contestéiert ass, datt een dann eng Facture vun 100.000 net bezilt. Mä da muss een déi 90.000 awer bezuelen, well soss Taux d'intérêt dorobber géife lafen.

An déi zweet wichteg Saach, déi scho besteet, mä déi hei nach preziséiert gëtt, dat ass, datt déi Taux d'intérêt automatesch lafen an datt jiddweree se zegutt huet. Bis elo wor et bei verschiddene Gemengen esou, datt den Adjudicateur heiansdo gezéckt huet, fir esou eng Demande ze froen, mä datt dat awer net d'Méiglechkeet wor.

(Bruit dû à des interférences magnétiques)

M. le Président.- Här Henckes, maacht wann ech gelift Ären Handy aus!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ma en ass aus. En ass aus. Ech hunn... En ass aus. Also, ech...

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Et ass den Här Kartheiser!

(Hilarité)

Negativ Wellen!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ech hu meng Aen net am Réck, mä ech mengen...

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Dir hätt besser!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir hätt awer besser mat deenen doten!

(Interruptions)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här Henckes, dréit lech ëm a kuckt, wéi e strahlt!

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Ech wollt hei just nure soen, datt mer hei awer op enger wichteger Positioun sinn, an et wier effektiv gutt, wann de Minister vum Intérieur, den Innenminister, mä awer och de Minister vun den Travaux publics hei géifen de Gemenge praktesch Uweisunge ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt den Här Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei ass elo ee vun deene Projeten, vun deenen net vill geschwat gëtt, well eigentlech jiddwereen d'accord ass a well se och gutt an der Chamberskommissioun virbereet goufen. Ech wëll och do dem Rapporteur Léon Gloden Merci soen.

Ech wëll awer op d'Wichtegkeet vun deem Projet hei hiweisen. Dir wësst, dass ech e grousse Gesetzesprojet oder Gesetzespak déposéiert hunn, fir d'Faillitë virun allem ze verhënneren. Hei ass een Element dovunner. Ech hu ganz oft, a besonnesch an där Zäit, wou ech nach Aarbechtsminister war, ëmmer erëm Betriber héieren, déi mer ugeruff hunn a gesot hunn: „Ech ginn elo Faillite, well de Stat oder well d'Gemeng net bezilt."

Meeschtens ass dat net de Fall. Meeschtens ass et esou, dass de Betrib awer souwisou Schwierigkeeten huet. Wann 90% vun de Failliten déclenchéiert ginn duerch staatlech oder parastaatlech Instanzen, wëllt dat net soen, dass déi d'Ursaach sinn dovunner. Trotzdeem, mengen ech, ass et wichteg, dass dat aalt Argument och verschwënnt, fir ze soen, mä well de Stat oder d'Gemeng e Betrib net bezilt, muss dee Betrib Faillite goen.

Hei ass also e Projet, deen natierlech spillt, e spillt jo net mat de Consommateuren, mä e spillt ënnert de Betriber. Mä e spillt virun allem och tëschent de Betriber an dem Stat an de Gemengen, also der öffentlecher Hand. An dass déi Betriber hir Suen éischter kréien, wéi dat awer heiansdo de Fall ass. An ech mengen, dass et dofir och wichteg ass, dass mer emol eng Kéier hei weisen, dass mer hei de Stat an d'Gemengen, d'öffentlech Hand, vill méi staark an d'Zigelen huelen, fir hiren Obligatiounen nozekommen.

Dat Zweet ass, dass natierlech, et ass schonn ugeklongen, ech wäert och gäre mat menge Kolleege schwätzen, dass ee muss d'Gemengen drop opmierksam maachen, dass se kënne méi staark Zënse bezuelen an dass se dat mat Zäite wëssen, ier dass iergendwou an enger Trésorerie net opgepasst gëtt an op eemol kënnt d'Facture no.

Well, wat ass hei wesentlech? Hei brauche mer net méi wéi normalerweis eng Mise en demeure ze schécken. Wann déi 30 Deeg oder wat och ëmmer, si kënne bis op 60 goen, kënnen och zum Deel driwwer goe bei der öffentlecher Hand, wann déi eriwwer sinn, da lafen d'Zënsen un. An dat ass 1% plus 8%. Also 1%, dat ka variéieren, mä dat ass den aktuellen Taux vun der Banque centrale, plus 8%. Dat ass vill. An da kënnen nach Fraisën derbäikommen.

Duerfir mengen ech schonn, ass et wichteg, dat eng Kéier hei ze soen. A mir mussen och kucken, ech schwätze gäre mat mengem Kolleeg a Frënd Innenminister, dass mer d'Gemengen drop opmierksam maachen, dass hei nei Obligatiounen op se duerkommen.

An duerfir wëll ech soen, dass mer hei schonn eppes Wesentleches maachen, fir notamment ville klenge mëttelstännege Betriber ze hëllefen, net nëmme vum Stat a vun de Gemengen, mä och vun anere Betriber hir Sue mat Zäiten ze kréien. Well Zuelen zréckstellen, dat ass nach ëmmer e schwierege Problem, wann een op Suen ugewisen ass, fir säi Betrib ze féieren. Dat heiten ass also e juristesche Projet, deen awer fir eis Wirtschaft dobausse ganz wichteg ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6437 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet 6437 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann ass deen nächste Punkt elo de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire an den Austausch vun Informatiounen um EU-Niveau, wou d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht ass a wou sech schonn agaschriwwen hunn: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Kartheiser, Henckes an Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

5. 6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:

1) le Code d'instruction criminelle;

2) le Code pénal;

3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;

4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;

5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mat dem Gesetzesprojet 6418 moderniséiere mir de Casier judiciaire. De Casier, wéi en eigentlech am Volleksmond heescht, gëtt de Moment vun engem Règlement grand-ducal vun 1976 geregelt. Mir schafen dann elo fir de Casier eng gesetzlech Basis a si dréit och de moderne Standarde vun dem Dateschutz Rechnung. De Casier, dee gëtt an Zukunft net méi op Fichen, mä elektronesch gefouert. Mir komme mat dem neie Gesetzesprojet och eis Verflichtungen an der Justizzesummenaarbecht op europäeschem Plang no.

Här President, éischt Fro: Firwat brauche mer eigentlech e Casier? Mä de Casier judiciaire ass esou eppes wéi dat strofrechtlecht Gediechtnis vun engem Bierger. Sinn ech strofrechtlech veruerteelt ginn, da kënnt dës Condamnatioun, wa se dann an engem definitive Geriichtsuerteel festgehalen ass, a mäi Casier stoen. Dat geet vun enger schwéierer Strofdot, wéi dem Mord, bis zu engem Verstouss géint de Code de la route. De Casier ass deemno ee ganz wichtegt Dokument. Quasi all Bierger gëtt emol eemol a sengem Liewen domadder konfrontéiert.

Dozou kuerz dräi Beispiller: Stinn ech viru Geriicht als Récidiviste, also Wiederholungstäter, jo dann ass meng Strof an der Regel méi héich, wéi wann ech mir nach ni eppes zuschëlde komme gelooss hätt. An duerfir plädéieren d'Affekoten oft, dass de Casier vun hirem Client eidel oder „vierge" ass, fir eng méi mëll Strof ze kréien oder ganz einfach ee Sursis.

Anere Kontext, wann ech wëll wiele goen oder gär gewielt géif ginn, dann däerf ech net zu engem Verbrieche condamnéiert gi sinn. D'Wahlrecht ka mir och bei eenzelnen Delikter oferkannt ginn. Abee, dës Informatioune kommen duerch de Casier iwwert de Wee vun dem Parquet op déi jeeweileg Gemeng, déi dann hir Wielerlëschten aktualiséiert.

A schliesslech kréien ech, wann ech eng Aarbecht sichen, oft vum Patron en Extrait aus dem Casier gefrot, fir kënnen nozeweisen, dass ech virdru strofrechtlech net negativ opgefall sinn.

Zweet Fro: Wat gëtt dann elo an de Casier ageschriwwen? Mä wéi dat bis elo de Fall war, gi weiderhin an de Casier ageschriwwen all rechtskräfteg Uerteeler, déi eng sougenannt Peine criminelle, also eng Strof wéi e Verbriechen oder eng korrektionell Strof, an der Regel also fir en Delikt zréckhalen. Am Kloertext heescht dat: all definitiv Veruerteelung vu méi wéi aacht Deeg Prisong oder méi wéi 251 Euro Geldstrof. Derbäi komme verschidde sougenannt Kontraventiounen, also méi liicht Strofdoten, grad - a lauschtert gutt no! - wéi gréisser Verstéiss géint de Code pénal militaire. Verkéiersdelikter gi weiderhin och opgehuewen. Fueren ech also an engem alkoholiséierten Zoustand a ginn doméinst veruerteelt, kënnt dat a mäi Casier stoen.

Net méi ageschriwwe gëtt an Zukunft eng geriichtlech Veruerteelung wéinst Falschparken. Nei ginn ageschriwwen déi sougenannt Me-

sures de placement am Kader vun dem Artikel 71 aus dem Code pénal, dat heescht déi Fäll, wou een Täter net zourechnungsfäeg war an duerfir net strofrechtlech verantwortlech ass fir seng Strofdot.

Et ginn net nëmme Veruerteelunge vu Lëtzebuerger Strofgeriichter an de Casier ageschriwwen, mä och Veruerteelunge vu Lëtzebuerger duerch auslännesch Geriichter. Dat spillt fir Geriichter aus européische Memberstaten, mä och fir Geriichter aus Drëttlänner.

Nei ass, dass fir eng Strof, déi duerch ee Geriicht aus engem aneren européische Memberstat ausgesprach gouf, keng sougenannten „double incrimination" muss bestoen. Konkret heescht dat, dass, wann ech zum Beispill an Däitschland wéinst Steierhannerzéiung veruerteelt ginn, dat och a mäi Casier stoe kënnt, obscho mir strofrechtlech bei eis just de Steierbedruch kennen, also eng sougenannten Escroquerie fiscale.

Nei ass och, dass Strofdoten, déi vun enger Handelsgesellschaft begaange goufen, och an de Casier stoe kommen. Mir kenne jo bekanntlech zanter dem Joer 2010 déi sougenannt Responsabilité pénale vun de Personnes morales.

Drëtte Punkt: Wat gëtt bei enger Strofdot konkret an de Casier ageschriwwen? Mä d'Strofdot selwer, d'Strof, déi gesprach gouf, den Datum vun dem Geriichtsuerteel, mä och eng eventuell fréizäiteg Entloossung oder eng Grâce respektiv eng Amnistie. Bei enger Rehabilitatioun gëtt d'Aschreiwung ganz einfach gestrach.

Véierte Punkt: De Casier, dee gëtt och vereinfacht. Wéi ass dann d'Situatioun haut? Mä haut ënnerscheede mer tëschent dräi verschiddene Bulletinen am Casier. De Bierger, deen haut en Extrait aus dem Casier freet, kritt dee sougenannte Bulletin Numero 3. Dat ass zum Beispill de Fall, wann ech mech op eng Aarbechtsplaz virstelle ginn. Nëmmen déi concernéiert Persoun kann een Extrait froen, also kee Friemen. Am Bulletin Numero 3 sinn nëmme Prisongsstrofen ouni Sursis opgelëscht, déi fir e Verbriechen oder Delikt, also fir méi schwéier Strofdoten, gesprach goufen.

Wéi geet et dann elo an Zukunft virun? An Zukunft fält de Bulletin Numero 3 ewech. Et gëtt deemno nëmme méi de Bulletin Numero 1 an de Bulletin Numero 2. Konkret ginn an Zukunft, wéi bis elo, op de Bulletin Numero 1 all Strofen ageschriwwen, déi am Casier stinn. Dëse Bulletin ass awer nëmme fir d'Justiz zougängeg, fir eise Member bei Eurojust a fir d'Autoritéiten aus EU-Memberstaten oder Drëttstaten.

Op dem Bulletin Numero 2 stinn all Condamnatiounen drop, mat Ausnahm vun Décisiounen, déi eng Prisongsstrof vu manner wéi sechs Méint mat Sursis zréckbehalen.

Jo, wat ass dann d'Konsequenz elo fir de Bierger dovunner? Mä wann de Bierger an Zukunft een Extrait aus dem Casier freet, da kritt hien de Bulletin Numero 2 ausgehännegt. Dat heescht, dass op deem Extrait, deen hie freet, an Zukunft ënner Emstänn méi Strofen dropstinn.

Konkret heescht dat, wann ech bis elo néng Méint mat Sursis krut, war dat net op dem Extrait vun dem Casier ze gesinn. Elo steet dat op dem Extrait, deen een ausgehännegt kritt. Datselwecht gëllt fir Verkéiersdelikter. Sinn ech also am alkoholiséierten Zoustand gefuer a gouf ech dowéinst veruerteelt, da war dat bis elo net um Extrait vun dem Casier ze gesinn. Abee, elo steet dat och op dem Extrait vun dem Casier drop. De Sënn dovunner ass eng méi grouss Transparenz.

Fënnefte Punkt: Wien huet an Zukunft Zougang zu dem Casier? Abee, hei fannen natierlech déi nei Standarde vun dem Dateschutz hiren Néierschlag. De Casier judiciaire gëtt an Zukunft elektronesch ënnert der Autoritéit vun dem Procureur général gefouert. Asiicht an de globale Relevé hunn an Zukunft nëmmen nach d'Justizautoritéite fir Zwecker vun enger strofrechtlecher Prozedur. An et muss dofir och ee formellen Untrag gestallt ginn op Basis vun dem Bulletin Numero 1. Dat heescht, dass een Zivilriichter zum Beispill an enger Scheedungsaffär keng Asiicht an de Casier huet.

Mä och eng Justizautoritéit aus engem européische Memberstat kann hei zu Lëtzebuerg de Casier vun engem Lëtzebuerger oder enger Lëtzebuerger Gesellschaft, déi hei hire Sëtz huet, an Zukunft froen, virausgesat, et leeft eng strofrechtlech Prozedur am Ausland géint de Lëtzebuerger. Dat heescht, fir e Lëtzebuerger, deen zu Bréissel virun engem Strofgeriicht steet, verfügt de Parquet zu Bréissel iwwer sämtlech strofrechtlech Donnéeë vun där betraffener Persoun.

A wat ass dann elo mat dem Bulletin Numero 2, also dem Extrait aus dem Casier, deen all Bierger ka selwer ufroen? Majo, hei gëtt et och eng fundamental Ëmännerung. Bis elo konnte verschidde Ministèren, Statsverwaltungen, jo souguer d'Eisebunn an d'Spuerkeess de Bulletin Numero 2 ufroen, zum Beispill wann eng Persoun sech op eng fräi Plaz bei hinne gemellt huet. Dat ass gaangen ouni Accord vun der betraffener Persoun.

Dat geet an Zukunft net méi. D'Justizkommissioun huet op dësem Punkt op Urode vun der Dateschutzkommissioun och den urspréngleichen Text vun dem Projet de loi ëmgeännert. An Zukunft huet nach just déi betraffe Persoun Zougang zu dem Bulletin Numero 2. Dat heescht konkret, wann ech mech op eng fräi Plaz beim Stat mellen, muss ech an Zukunft selwer een Extrait aus dem Casier bei meng Demande bäileeën.

Eenzeg Ausnahm: de Statsminister. Hien huet Accès zum Bulletin Numero 2 fir sougenannten Distinctions honorifiques. Wann ech also e Gielche kréien, brauch ech net virdrun dem Statsminister en Extrait vu mengem Casier ze schécken.

(Interruption)

Jo, d'Justizautoritéiten aus Drëttlänner, zum Beispill der Schwäiz, hunn och op Ufro Zougang zu dem Bulletin Numero 2, wa si mat enger Strofprozedur géint ee Lëtzebuerger oder eng Lëtzebuerger Entreprise befaasst sinn.

Sechste Punkt: Wéi ass et dann elo bei engem Astellungsgespréich am Privatsecteur? Mä och hei huet d'Justizkommissioun op Urode vun der Dateschutzkommissioun eng gesetzlech Basis geschafen. Ee Patron ka bei der Astellung, mä och bei der spéiderer Gestioun vu sengem Personal, een Extrait aus dem Casier verlaangen. Dat ass dann an Zukunft de Bulletin Numero 2, wou, wéi gesot, méi Informatiounen dropstinn.

Zum Beispill gesäit ee Patron, eng Busentreprise, mä och d'Eisebunn, déi ee professionelle Chauffeur astellt, an Zukunft op dem Extrait vun dem Casier, wat fir eng Verkéiersdelikter de Salarié begaangen huet. Dat war bis elo net de Fall.

Anert Beispill: Eng Bank, déi zum Beispill ee Verdacht huet, dass e Mataarbechter wéinst Fälschung veruerteelt gouf, souguer an engem anere Land, kann een Extrait vun dem Casier vun der betraffener Persoun froen. De Gesetzesprojet gesäit awer ausdrécklech vir, an dat ass ganz wichteg, dass en Extrait vun dem Casier, respektiv d'Informatiounen, déi dropstinn, vum Patron kënne maximal 24 Méint gehale ginn, an dat och ënnert der Form vun enger Kopie.

Siwente Punkt: Méi Sécherheet géintiwwer Delikter op Mannerjähreger. De Casier soll och zum Schutz vu méigleche Strofdote bäidroen. Dat zielt besonnesch um Niveau vun der grenziwwerschreidender Justizzesummenaarbecht. Opgrond vun enger européischer Direktiv steet an dem Gesetzesprojet eng speziell Bestëmmung dra beim Astelle vu Persounen, déi mat Kanner ze dinn hunn.

Ausléiser war hei déi bekannte Personalaffär a Penalaffär Fourniret. Hei handelt et sech ëm ee Fransous, dee veruerteelt gouf, op d'mannst zéng Morden a Vergewaltegungen u jonke Meedercher begaangen ze hunn. Hien huet an der Belsch an enger Schoulkantin geschafft, an dat obschonns e virdrun a Frankräich wéinst sexuellen Aggressiounen op Mannerjähreger condamnéiert gouf.

Wann an Zukunft eng Persoun sollt agestallt gi fir eng Aktivitéit, wou se regelméissege Kontakt mat Kanner huet, da kann de Patron, mat dem Accord vun der betraffener Persoun, ee Relevé froen aus dem Casier vu sämtleche Condamnatioune fir Infractioune géintiwwer vu Mannerjähregen. Dës Bestëmmung, déi zielt net nëmme bei professionellen Aktivitéiten, wéi zum Beispill enger Crèche, mä och bei bénévolen Aktivitéiten, wéi zum Beispill engem Traineramt bei engem Sportsveräin, engem Dirigent bei engem Jugendorchester, engem Verantwortleche vun enger Scoutstrupp.

Aachte Punkt: Huet deen eenzelne Bierger Asiicht a säi Casier? Jo, dat ass zu jiddwer Zäit méiglech. De Gesetzesprojet garantéiert enger Persoun Zougang zu den Aschreiwungen, déi si an dem Casier betreffen. Et ass och d'Méiglechkeet vun engem Recours géint eng Aschreiwung virgesinn, an dat geschitt mat enger einfacher Requête bei der Chambre du conseil vun der Cour d'appel.

Néngte Punkt, a mir komme lues zum Schluss: De Gesetzesprojet regelt och den Informatiounsaustausch vun de Casieren tëschent den européische Memberstaten. Dofir informéiert de Procureur général déi jeeweileg auslännesch Zentralautoritéit vun all Condamnatioun, déi géint een Auslänner vun engem lëtzebuergesche Geriicht gesprach gouf.

Zum Beispill, wann ee Belsch hei zu Lëtzebuerg condamnéiert gëtt, da kritt de belsche Parquet dës Informatioun. Datselwecht zielt natierlech fir ee Lëtzebuerger, deen zu Bréissel condamnéiert gouf. Dës Informatioun kënnt op Lëtzebuerg a kann dann hei an de Casier ageschriwwe ginn.

De System besteet zum Deel elo schonn op Basis vu bilateralen Accorden. Elo gëtt dat mat enger européischer Kaderdécisioun EU-wäit geregelt. Mir setze si och mat dësem Gesetzesprojet ëm. D'Zil dovunner ass, an engem gemeinsamen européische Rechtsraum méi Sécherheet ze schafen.

Zéngten a leschte Punkt: Wéi ass et dann elo mat Bierger, déi am Laf vum Joer d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien? Mä do gëtt de Justizminister dem Parquet général all Joer eng Lëscht mat deene concernéierte Leit an dem Extrait vun dem Casier aus hirem Heemechtsland, dee si bei den Naturalisatiounsantrag bäileeë mussen. Esou ginn déi Leit dann och mat hirem eventuelle Passé judiciaire zu Lëtzebuerg a vun déisäit der Grenz hei an eisem lëtzebuergesche Casier répertoriéiert.

Här President, dat ware vereinfacht a méi praktesch duergestallt déi Haaptpunkte vun dësem Gesetzesprojet. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport. D'Organisatioun vun dem Casier judiciaire ass eng ganz sensibel Matière. D'Justizkommissioun hat net manner wéi eelef Sitzungen iwwert dëse Gesetzesprojet. D'Endfassung, iwwert déi mir haut ofstëmmen, dréit den Objektioune vun dem Statsrot an de Recommandatioune vun der Dateschutzkommissioun Rechnung.

Ech soen alle Membere vun der Justizkommissioun Merci fir hir ganz konstruktiv, awer och ëmmer fouilléiert Interventiounen. Datselwecht gëllt natierlech och fir eise Justizminister a seng Conseilleren.

Ech ginn heimat d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Här Roth an och dem Minister Merci soen. Dat heite war e Projet de loi, wou vill Diskussioune waren. Et geet hei drëm, dass et e Casier judiciaire ass - ob dat elo en Dokument ass, ob ee ganz einfach dru kënnt oder méi komplizéiert dru kënnt, wat dra kënnt… Et ass awer sécher e Casier, wann do jiddwereen egal wat kéint froen, da wier dat sécher eng Atteinte u verschidde Rechter. An dowéinst ass et scho wichteg, dass et Garantië gëtt, dass genau encadréiert gëtt, e legale Kader gemaach gëtt, wien, wat, op wéi eng Expositioune ka kommen.

Mir fannen et och wichteg, dass een, wann een als Betrib ee wëllt astellen, dass een d'Demande bei der Persoun mécht, fir ze soen: „Hei, mir hätte gären Äre Casier!", an dass déi Persoun et dann och mécht an dass et net en Automatismus gëtt, dass ee lénks a riets einfach d'Casieren op Demande verschéckt, woubäi een emol net weess, ob wierklech eng Persoun do fir ee schafft oder net. Dat heescht, dat doten ass scho ganz, ganz wichteg.

Et ass och wichteg, dass déi Kollaboratioun leeft. Et kann net sinn, dass virun allem bei der Pädophilie - wann dat net dee schlëmmsten Akt ass, wou een engem e ganzt Liewe scho ka verdierwen -, dass een dann „impuni" ass, well een et am Ausland net wosst, sou dass et scho wichteg ass, dass do en Échange d'informations kënnt.

Et dierf awer och net sinn, wann een eng Présomptioun huet da bei verschiddene Leit, wann ee wëllt een astellen an enger Associatioun, ze soen: „Lo wëlle mer fir d'Éischt de Casier hunn! An deen en elo net presentéiert huet, dee wäert dann doudsécher eppes ze verstoppen hunn."

An ech mengen, dass mer hei an dësem Text awer dee richtegen Équiliber fonnt hunn tëschent der Garantie vun de Rechter vun deem engen an der Sécherheet awer vun der Allgemengheet, vun deem aneren. Duerfir wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësen Text, mat de Verbesserungen, déi mer geholl hunn, stëmmen. An ech wëll och dem President Merci soe fir seng vill Gedold, déi en huet an där Kommissioun, an dem Minister...

Une voix.- De Minister awer och.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Meeschtens och! Jo, dach!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci villmools dem Rapporteur, deen explizit Rapportë mëndlech a schréftlech hei virgeluecht huet an deen och während deenen eelef Sitzungen, déi mer hate just an deem heite sensibele Beräich, déi Problematik ëmmer ganz gutt am Grëff hat.

Vill Leit ware schonn am Fall, fir e gefrotenen Extrait aus hirem Casier judiciaire ze presentéieren, dat ganz besonnesch am Fall vun enger Kandidatur, fir eng Aarbecht ze kréien, sief dat am Domaine public oder am private Secteur. Dee Concernéierten déplacéiert sech mat enger Pièce d'identité an de Casier judiciaire, deen ugesiedelt ass um Parquet général, a freet den Extrait, deen en da kritt, entweder mat Inskriptiounen, wann en eng gestiicht hat virdrun, oder e kritt en Extrait, deen d'Mentioun „néant" dréit.

Deen noutwendegen Extrait kann haut och um elektronesche Wee gefrot a kritt ginn. Den Demandeur muss sech dann net méi onbedéngt déplacéieren. Dat ass och am Sënn vun der Simplification administrative am Interessi vum Bierger.

De Casier judiciaire ass also um Parquet général ugesiedelt; do ass d'Kartei - haut de Fichier - vu bestëmmte Bierger, déi vun engem Geriicht strofrechtlech veruerteelt gi sinn. Dat ass dann den Historique vun hirem Passé judiciaire. Et ass e Service, dee seng Base légale huet am Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire, am Artikel 75, wou tout court drasteet: «Un règlement grand-ducal détermine le mode et la forme de la tenue du casier judiciaire ainsi que les conditions de la délivrance des extraits du casier judiciaire.»

Dee Règlement grand-ducal, deen awer scho vun 1976 ass, regléiert esou vill substanziell Punkten, déi eigentlech missten an engem Gesetz stoen, wéi zum Beispill, wat fir Strofen an de Casier ageschriwwe ginn, wien en Extrait aus dem Casier ka froen, wéi vill Zorte vun Extraiten et gëtt, wéi ee kann d'Inskriptiounen am Casier contestéieren, wat fir Rechtsmëttelen dass den Demandeur oder deen Ageschriwwenen dogéint huet. Dat si jo awer wichteg Bestëmmungen, déi iwwert de Kader vun engem Règlement grand-ducal erausginn an déi mussen an e Gesetz ageschriwwe ginn. Dat maache mer elo bei dëser Geleeënheet. D'Existenz an de Fonctionnement vum Casier judiciaire kréien also elo eng legal, eng gesetzlech Basis.

Ausléiser vun deem Gesetz ass d'Ëmsetzung an eis Gesetzgebung vun enger Décision-cadre vun der Européischer Unioun. An där Décisioun geet et ëm den Échange vun Informatiounen aus de Casieren tëschent de Mitgliederstaaten. Déi Informatioune si virun allem emol wichteg, fir d'Récidive vun deemselwechten Délinquant festzestellen.

Wat d'Kommunikatioun tëschent européische Länner ugeet - et gëtt jo awer och Konventiounen, déi d'Relatioun op deem Plang tëschent Lëtzebuerger oder deenen anere Länner an engem drëtte Land festleeën -, huelen ech un, dass dës Kommunikatioun an der Sprooch vum Herkunftsland verfaasst ass. D'Inskriptioun am Casier zu Lëtzebuerg erfollegt gegebenenfalls no enger Iwwersetzung. Et muss jo dann och virgesi sinn, dass an Zukunft eventuell en Traducteur agréé mat aspréngt, fir déi néideg Iwwersetzungen do ze maachen, ier d'Donnéeën hei ageschriwwe ginn. Fir den Espace de liberté, de sécurité et de justice konkret ze gestalten, ass et wichteg, dass d'Staten dës Informatiounen, wat de Casier judiciaire ubelaangt, échangéieren.

Dës Moossnamen, déi droe selbstverständlech dozou bäi, fir nach eng méi effikass Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze garantéieren. Dës Zesummenaarbecht, wat den Échange vun den Antécédents judiciaires betrëfft, besteet schonn de facto tëschent ville Länner a Lëtzebuerg an tëschent villen aneren européische Länner ënner sech.

Wat jo all Ulooss zu Iwwerleeungen an Diskussioune ginn hat, dat sinn d'Extraiten, wat se enthale sollen oder net enthale sollen, wat agedroen oder net agedroe gi soll. An, wéi gesot, elo ass dat ganz genee festgeluecht an deem neie Gesetz, wat mer haut sollen hei verabschieden.

Opgrond vun de Propositioune vum Statsrot an der Commission nationale pour la protection des données hunn d'Commission juridique an d'Regierung den urspréngleichen Text vum Projet de loi redresséiert an ugepasst. Dem Gesetz vun 2002 iwwert den Traitement des données à caractère personnel ass Rechnung gedroe ginn. Och huet de Statsrot bei sengem Avis Remarquë gemaach am Hibléck op déi ustehend Neibestëmmungen iwwert d'Prisongsreform an d'Exécution des peines.

Wichteg ass et festzestellen, dass net en x-Beliebege kann en Extrait aus engem sengem Casier

kréien, och net den eventuellen oder reelle Patron. Et ass schonn där concernéierter Persoun iwwerlooss, dee gefrotenen Extrait ze produzéieren oder net. Et wier allerdéngs verdächteg, wann een en Extrait gefrot kritt, dass deen deen net bréngt. Sou kéint also den Demandeur och éischter negativ op eng eventuell Astellung, zum Beispill, reagéieren.

Et ass net ëmmer am Intérêt vun engem senger Saach, fir eng stur Haltung ze weisen a prinzipiell keen Extrait ze produzéieren, sief et bei engem, wou näischt ageschriwwen ass, oder bei engem, wou Inskriptiounen drop sinn.

Bei engem, deen hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland eng gestiicht huet, ass et wichteg fir de Riichter ze wëssen, wat dat war, fir eng Récidive festzestellen a fir dorobberhin d'Strof auszeriichten. Dat ass wichteg fir d'Justiz, déi am Sënn vun der Protektioun vun der Gesellschaft, am Sënn vun hirer Sécherheet handelt a jugéiere muss.

Et gëtt gesot, de Casier ass d'Mémoire vun engem sengem Passé judiciaire. Et gëtt awer och gemengt, dass een, dee seng Strof purgéiert huet, erëm räif misst sinn, fir als normale Bierger an der Gesellschaft ze fonctionnéieren. Ech deelen och déi Meenung. D'Moossname bei der Exekutioun vun enger Haftstrof mussen esou ausgeriicht sinn: Réinsertioun, Resozialisatioun. Dat wäerte mer jo och bei der Diskussioun iwwert d'Projete 6381 a 6382 méi genee ënnert d'Lupp huelen. Do geet et jo drëms, fir d'Exécution des peines an d'Prisongen ze reforméieren.

Verständlech ass et, dass zum Beispill en zukünftegen eventuellen neie Patron en Extrait aus dem Casier judiciaire vum Demandeur d'emploi freet, sou dass deen da scheitere kann, wann en eppes dropstoen huet, wat dem Patron net grad passt. De Patron wëllt net onbedéngt de Bock zum Gäertner maachen, duerfir muss ee kucken, wéi an Zukunft no den Effete vun de bevirstehende Reformen et nach opportun ass, den Extrait weider fonctionnéieren ze loossen an ënner wat fir enge Konditiounen.

En anere Problem: De Certificat de bonne conduite, de Certificat de moralité, dee vum Buergermeeschter vun der Residenz vum Demandeur ausgestallt gëtt. En Dokument, wat, souwäit ech weess, keng legal Basis huet. Et ass esou d'Usage. Dee gëtt opgrond vun engem Extrait vum Casier judiciaire ausgestallt oder net ausgestallt. Do ass de Buergermeeschter ganz oft compromettéiert am Fall, wou Inskriptiounen am Extrait stinn.

Wou ass d'Limite, fir esou en Zertifikat auszestellen oder en net auszestellen? Muss net gekuckt gi bei der Appréciatioun, bei der Evaluatioun, a wat fir engem Zesummenhang dat Dokument gefrot a gebraucht gëtt, fir wat fir ee Beruff auszeüben? Da sinn déi Iwwerleeungen oft ganz relativ par rapport zu der Grondastellung vun deem, deen en auszestellen huet. Hien huet och e puer Méiglechkeeten: Entweder e refuséiert, en accordéiert en, a wann en auswäiche wëllt, a Fäll vun der Limite: «bonne conduite, sauf renvoi aux inscriptions du casier judiciaire».

Wat fir Recoursë besti géint esou en Dokument? All dat misst ganz genau ënnersicht ginn. Do hu mer wierklech Problemer, déi kënnen zu Komplikatioune féieren. Elo kann ech mech erënneren, viru Jorzéngte war do e graven, e grave Contentieux mam Buergermeeschter an dem Sekretär an där deemools nach net esou räicher Gemeng Nidderaanwen. An dat war wierklech e schlëmme Fall, wéi do... wat fir e Jugement, dass do geholl ginn ass.

Am Mäerz 2013 huet och d'Ligue des droits de l'Homme hiren Avis zu dësem Projet de loi ofginn. En ass allerdéngs eréischt am leschte Moment, ganz kuerz virun der Ofstëmmung vum Rapport, un d'Kommissioun komm. Den Avis huet ganz sécher Diskussiounspunkten opgeworf, déi een hätt kënnen am Kader vun den Aarbechte mat behandelen.

Anere Propositiounen ass deelweis Rechnung gedroe ginn, besonnesch nom Avis vum Statsrot an der Commission nationale de la protection des données, och Problemer, déi vun der Ligue des droits de l'Homme ervirbruecht gi waren. Bei der Diskussioun iwwert d'Reforme vun der Exécution des peines an iwwert d'Reform vun de Prisonge sinn dann aner Propositioune vun der Ligue ze iwwerleeën an eventuell déi Problematiken, déi do opgeworf gi sinn, mat ze léisen.

Dëse Projet de loi sollte mer also, senger Zilsetzung entspriechend, hei stëmmen. An dozou ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir wëllen och dem Rapporteur Merci soe fir dee schréftlechen an och dee mëndleche Rapport. E war ganz exhaustiv. Et brauch een also, mengen ech, doriwwer näischt méi ze soen.

Eis Aschätzung ass déi, déi de Kolleeg Bettel och scho gesot huet. Mir hunn an der Kommissioun, menge mer, eng gutt Aarbecht gemaach. Mir hunn e Projet, deen op enger Rei vu Punkten duerchaus verbesserungswierdeg nach war, verbessert, esou dass mer en Text haut hunn, deen u sech kee schlechten Text ass. Duerfir kënne mer eis Zoustëmmung ginn.

Mir mussen awer och soen, dass deen Avis, dee komm ass vun der Ligue des droits de l'Homme, tatsächlech eng Rei Froen opgeworf huet an och gläichzäiteg déi Froen an eng Perspektiv gesat huet, nämlech d'Perspektiv vun de Reformen, déi de Minister par ailleurs amgaang ass mat der Kommissioun ze maachen iwwert d'Administration pénitentiaire an iwwert de Strofvollzuch. An an deem Kontext do, kann een duerchaus nach eng Rei zousätzlech Iddien an eng Reform vum Casier mat erabréngen.

D'Ligue weist ënner anerem drop hin, an et ass, wéi den Här Klein zu Recht gesot huet, en Avis, dee leider wierklech ze spéit komm ass, fir nach an dëse Projet kënnen erageholl ze ginn. Mä déi Punkten, déi se opwerfen, sinn an eisen Aen awer absolut pertinent a bedéngen och enger Äntwert an deem Kader, deen de Minister gesat huet mat der Reform vum Strofvollzuch. A si setzen notamment eng, stellen notamment eng oder zwou wichteg Froen.

Déi eng Fro ass déi, datt et esou e Glissement gëtt, dass de Casier ëmmer méi benotzt gëtt als eng Zort „Certificat de moralité". E gëtt à tort et à travers gefrot, e gëtt och ganz oft dann och tatsächlech presentéiert. An dat ass net de Sënn dovun, ausserhalb vun enger Procédure judiciaire oder anere limitativ erwähnte Fäll, kënne gebraucht, ech géif bal soen, mëssbraucht ze ginn. Dat ass eng reell Fro, mat där mer eis sollte beschäftegen, well dat och eng ganz Rei Schwieregkeete matbréngt, notamment fir déi betraffe Leit, oft souguer en vue vun hirer Réinsertioun. Do gëtt en Däiwelskrees geschafen. A mat där Fro musse mer eis definitiv am Kader vun der Reform vum Strofvollzuch beschäftegen.

Déi zweet Fro, déi d'Ligue opwerft, déi an eisen Aen och pertinent ass, dat ass déi, dass de Casier och gefrot gëtt, ëmmer méi oft, a Kontexter, déi mat der originairer Aufgab näischt ze dinn haten. Aner Länner hunn do Léisunge fonnt, déi de Casier variabel ausstellen an zwar en fonction vum Usage, fir deen e geduecht ass.

Dat mag eng Rei Schwieregkeete schafen an der Gestioun an an der Ausstellung. D'Grondiddi hale mer awer fir eng Pist, déi eng seriö ass, dass also déi Informatioune vum Casier ausgestallt ginn, déi fir dee bestëmmten Usage, fir deen e gebraucht gëtt, relevant sinn. Aner Informatiounen, déi wuel am Casier stinn, awer fir deen Usage net relevant sinn: A si ginn d'Beispill vun enger Bank, déi wëllt rekrutéieren. Wann do am Casier steet, dass ee fir Malversations condamnéiert ginn ass, ass dat duerchaus eng relevant Informatioun fir deen Usage. Wann awer dosteet, dass eng Persoun condamnéiert ginn ass, well se hir Alimenter net bezuelt huet, dann ass déi Informatioun net onbedéngt relevant am Kontext vun der Relatioun Employeur-Employé an enger Bank. An déi Iddi, mengen ech wierklech, dass mer se sollten opgräifen an diskutéieren.

Mir ginn duerfir eis Zoustëmmung haut fir den Text, wéi en ass, well mer mengen, dass et fir dat, wat mir haut hei leien hunn, ass et eigentlech en akzeptablen Text. Mä et si Froen, déi pertinent gestallt sinn an déi eng Äntwert musse kréien. A mir wäerten als Gréng, am Kader vun der Debatt iwwert d'Projeten 6381 an 6382 déi dote Froen och nach eng Kéier opwerfen an hoffen, dass mer do gutt Äntwerte kënne fannen.

M. le Président.- Merci dem Här Braz, an d'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken, fir dem Rapporteur, dem Här Roth, villmools Merci ze soe fir e ganz gudden a kompetente Résumé vun deem Gesetz.

Mir wéilten als ADR dëst Gesetz u sech begréissen. Et sinn och eng Rei Saachen dran, déi gutt sinn: datt moralesch Persounen opgeholl ginn, dat eng Simplificatioun ass.

Op där anerer Säit hu mer awer eng ganz Rei vu Froen, Här Minister, déi ech lech och elo wéilt stellen. A wa mer do awer keng Satisfaktioun kréien, da wäerte mer eis bei deem Projet enthalen.

Et sinn eng ganz Rei Saachen, déi eis opgefall sinn. Do ass zum Beispill déi Fro, ob e Lëtzebuerger kann eng Inskriptioun a säi Casier kréie fir Saachen, déi hei am Land net strofrechtlech Konsequenzen hätten. Dee Prinzip vun der double Incrimination ass a Fro gestallt, wann am Ausland eng Condamnatioun kënnt, déi am Ausland stroffälleg ass, an déi e Lëtzebuerger betrëfft, gëtt déi hei op säi Casier ageschriwwe fir Saachen, déi hei am Land net géifen zu enger Condamnatioun Ulass ginn. Do wäre mer frou, wann Der eis dat kéint erklären.

Dat Zweet, wat ech wéilt froen, dat si Saachen, déi mat den duebelen Nationalitéiten ze dinn hunn. Nom Artikel 12 musse mir matdeelen, wann ee Ressortissant vun engem anere Land hei am Land condamnéiert ginn ass. De Problem, dee sech stellt, ass dee vun der duebeler Nationalitéit. Ëmgekéiert och. Wann e Lëtzebuerger, deen zum Beispill déi spuenesch Nationalitéit och huet, a Spuenien condamnéiert gëtt, da misste jo u sech déi spuenesch Autoritéiten eis dat och matdeelen, well en och d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet. Ass dat iwwerhaapt praktikabel?

A virun allem, déi Matdeelungsflicht verstéisst och e bësse géint den Devoir de protection consulaire vun de Länner, déi u sech esou Informatiounen iwwer hir Ressortissanten net sollte matdeelen.

Dat heescht, ass deen Artikel 12 net e bëssen en contradiction, wa mer Leit hunn, déi zwou Nationalitéiten oder méi Nationalitéiten hunn? Ass garantéiert, datt déi aner Länner, wann eng duebel Nationalitéit Lëtzebuerg virläit, eis dat matdeelen? A virun allem, maache mir et, wann eng duebel Nationalitéit virläit? Ass eise Justizsystem net einfach an enger Situatioun, wou e seet: Et ass e Lëtzebuerger, an domadder brauche mer et soss net matzedeelen. Ech mengen, dat ass och eng Fro, déi mer sollten diskutéieren.

Eng aner betrëfft den Artikel 14. Wann dann eng Persoun e Bulletin ufreet, et ass virun allem hei - den Här Roth huet dat e bësse presentéiert am Liicht vun enger Persoun, déi wëllt d'Lëtzebuerger Nationalitéit -, d'Fro stellt sech awer och allgemeng, wann e Bulletin Numero 2 ugefrot gëtt vun enger auslännescher Persoun hei am Land, da gëtt déi Demande weidergeleet un d'Autorité du pays d'origine. An d'Fro ass: Gëtt dat..., wéi eng Implikatioun huet dat? Muss dat net all Kéiers gemaach ginn?

A wéi wësse mer, wéi weess de Parquet ëmmer, datt dat eng Persoun ass, déi déi double Nationalité eventuell huet? A virun allem, huet dat keng Implikatiounen op den Exercice vum Wahlrecht och um kommunale Plang? Well, wann eng Condamnatioun, wann dat ageschriwwe gëtt a verschiddene Länner, datt zum Beispill den Exercice des droits politiques net garantéiert wär opgrond vun enger Condamnatioun, steet dat an all Land op deem Bulletin Numero 2 a géif eis dat matgedeelt ginn?

Dat heescht, misste mer dann, an esou engem Fall, wou e Land dat och aschreift op de Bulletin, net higoen a soen, e Ressortissant vun esou engem Land, deen hei wëllt bei de Kommunalwahle matmaachen, misst esou e Bulletin presentéiere vu Länner, wou eventuell e Retrait vum Droit de vote virgesi wier wéinst iergendenger Condamnatioun?

Dann hu mer nach Froen, am Artikel 9 zum Beispill. Et ass jo eng gutt Saach, datt mer der Pädophilie wëllen do, datt mer dat wëlle prévenéieren. An hei am Land ka jo dann esou en Zertifikat gefrot ginn, awer ënner gewësse Konditiounen. En däerf nëmme 24 Méint gehale ginn. Wann awer elo een an d'Ausland plënnert, dann hu mer déi Garantie net. Dat heescht, dann ass, mir kënnen zwar esou en Zertifikat ausstellen, e Bulletin, deen elo spezifesch seet, ob elo eng Condamnatioun wéinst iergendwéi engem Abus sexuel oder esou eppes virläit; mir hunn awer net déiselwecht rechtlech Garantien, wat am Ausland da mat deem Zertifikat gemaach gëtt par rapport zu engem Employeur, deen deen hei zu Lëtzebuerg presentéiert kritt.

Et gëtt nach eng ganz Rei vun anere Froen, zum Beispill: Wat sinn d'Sécherheetsstandarden? Gëtt et do eng Diskussioun, wéi déi verschidden national Kontaktpunkte musse mat deene Bulletins Numero 1 ëmgoen, déi se matgedeelt kréien, déi auslännesch Justizautoritéiten?

Dann ass geschwat gi vun deem Projet pilote, deen zënter 2003 leeft, wou Lëtzebuerg zënter 2007 matmécht, tëschent eelef Memberstaten an der Europäescher Unioun. An do stelle mir eis d'Fro, wa schonn de Casier judiciaire just op engem Règlement grand-ducal besteet vu 1976, wéi eng Base légale gouf et da fir déi international Zesummenaarbecht, fir eng elektronesch Interconnexioun vun de Casiers judiciaires a wéi eng Garantië sinn et gi fir déi Leit, déi eventuell betraff gi wieren?

Där Froe kënne mer eis der nach eng ganz Rei stellen. Et misst een och kucken, wéi den Accès vun der Polizei geséchert ass op de Casier judiciaire, datt dat séier geschitt, wann dat néideg ass.

Mir mussen eis och vläicht allgemeng d'Fro stellen iwwert d'Voies de transmission vun esou Dokumenter. Ech erënnere mech nach, zum Beispill bei konsulareschen Aufgaben, wa mer d'Lëschte vu Prisonnéier ausgetosch hunn, zum Beispill, wann ech d'Lëscht krut vu Lëtzebuerger Prisonnéier a Länner wéi Zypern, Griichenland, Rumänien, dann ass dat ëmmer par voie diplomatique gaangen. An d'Fro stellt sech, wéi ginn déi Genres vun Informatioune geregelt? Wéi eng Sécherheet gëtt et bei der Voie de transmission électronique, oder muss dat op konsulareschem Wee gemaach ginn? Och do stelle sech eng Rei Froen.

Also, mir sinn am Prinzip mat deem Projet d'accord, mä, wéi gesot, mir hunn och eng ganz Rei Zweifel, ob d'Rechtssécherheet ëmmer garantéiert ass. A wann Dir eis net ganz gutt Explikatioune gitt, Här Minister, wäerte mer eis enthalen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(Onofhängeg)*.- Merci, Här President. Och dem Rapporteur e grousse Merci. Mir hate ganz laang Diskussiounen iwwert dee Projet de loi hei, an en huet a mengen Aen awer ganz wesentlech Problemer, déi e léist. Dat ass, datt mer heimadder den éischte Schratt ginn zu engem Casier judiciaire européen. Mir wäerten och elo schonn eng besser Zesummenaarbecht hunn a méi Informatioune kréien, well et ass wichteg, datt Leit, déi sech hei fir e Poste bewerben, déi eng Aktivitéit wëllen hei am Land hunn, datt een do weess, ob se net am Ausland kriminell Aktivitéiten haten.

Dat war bis elo ënner verschiddene Circonstancë ganz schwéier erauszefanne fir de privaten Employeur, esou datt dat Gesetz op deem Punkt op jidde Fall e Fortschrëtt duerstellt. An ech hoffen, datt et also nach op de Wee geet vun engem Casier judiciaire européen intégral. Et gëtt just nach eng kleng Differenz, dat ass, datt a verschiddene Länner keng zwee Casiere sinn, mä nëmmen een, esou datt awer do gegebenenfalls verschidden Informatiounen net onbedéngt déiselwecht si wéi hei zu Lëtzebuerg.

Wat ech och begréissen, dat ass, datt mer endlech, wat de Beruff ugeet, mer keng Differenze maachen tëschent dem Employeur. Bis elo konnt den Employeur public, dat heescht de Stat, d'Gemengen, d'Spuerkeess an esou weider, déi konnten e Casier direkt froen, ouni mussen den Demandeur ze consultéieren. An Zukunft muss och deen, deen eng Plaz freet bei der Gemeng, hie muss deen Ableck de Casier bréngen, an et ass net de Stat, deen e ka consultéiere goen.

Eng wichteg Solutioun ass och déi vun der Pädophilie, datt ass, datt mer do effektiv méi staark Regelen hunn, notamment wat verschidden A.s.b.l.en ugeet, an datt mer also do e regelrechte Kampf géint deen Typ vun Aktivitéite maachen, déi ganz oft sech iwwer verschidde Länner verdeelen. An duerfir ass dat heiten e ganz gudde Projet, deen total an déi richteg Richtung geet.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. De Rôle vun engem Casier judiciaire ass jo fir Geriichtszwecker evident: Et geet drëms, fir eng Récidive festzestellen, also d'Widderhuelung vun enger Strofdot. Vill méi problematesch ass awer de Gebrauch vum Extrait vum Casier, wou d'Strofen drastinn, ausserhalb vu Geriichter. Hei kann eng Strofdot, déi jo normalerweis, geriichtlech gesinn, scho beglach ass, eventuell scho laang beglach ass duerch eng Amende oder duerch eng Prisongsstrof, hei kann esou eng Strofdot an der Gesellschaft am Fong geholl nach eng Kéier „bestrooft" - tëschent Guillemets - ginn a Form vun enger double Peine, vun Auteuren, déi ausserhalb vun de Geriichter stinn.

Dat stellt iwwregens och d'Réinsertioun a Fro. Et ass zu Recht hei virdru gesot ginn, dass dat och e Problem opwerft vu Réinsertioun vun Détenuen zum Beispill. Hei gi mer op eng extensiv Aart a Weis, menger Meenung no, aussergeriichtlechen Acteuren d'Méiglechkeet, Konsequenzen ze zéien. Déi eng wäerten et maache mat emol méi Nosiicht, déi aner mat emol

manner Nosiicht, wou emol schonn direkt Inégalitéiten dann entstinn. Uwendung fënnt deen Extrait vum Casier judiciaire virun allem an der Aarbechtswelt. D'Patronë kënnen en Extrait froen a Konsequenzen draus zéien, och wann zum Beispill op deem Extrait Strofdote stinn, déi näischt mam Beruff ze dinn hunn.

Si kënnen en zu all Moment ufroen, net nëmmen, fir een anzestellen, wéi dat bis elo üblech war, mä och seet d'Gesetz elo ganz däitlech: «dans le cadre de la gestion du personnel». Dat heescht, dat hei Gesetz encouragéiert am Fong geholl, an et ass och dowéinst kritiséiert ginn, och vum Statsrot, d'Patronen, fir dee Strofregëster, wéi et am Gesetz drasteet, als Gestiounsmethod unzewennen. A gesäit et och ausdrécklech, dat seet et selwer, an engem disziplinaresche Charakter, dat schwätzt vu Vertrauensbroch vis-à-vis vum Patron, wat jo op Licenciement erausleeft an esou weider.

Dat heescht, wann ech emol ee wëll entloossen, da froen ech emol einfach en Zertifikat u vum Strofregëster, vläicht fannen ech dann eppes drop, fir eng Ursaach ze hunn, een ze entloossen. Dat ass am Fong geholl déi Konsequenz, déi een hei muss zéien. An et ass wierklech bedauerlech, dass Är Kommissioun eelef Sitzunge gebraucht huet, fir zu deem dote Resultat ze kommen. A bedauerlech ass et och...

(Interruptions diverses)

A bedauerlech ass et och, dass dee fondéierten Avis...

Une voix.- Dir kënnt näischt...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).-* ...dass dee fondéierten Avis vun der Ligue des droits de l'Homme, wéi et och hei gesot ginn ass vun engem vu menge Virriedner, net berücksichtegt ginn ass. An dee weist awer op ganz gravéierend Saachen hin! E weist och no, dass eist Gesetz vill méi bedenklech ass wéi vill Gesetzer am Ausland.

An och, wann en ze spéit erakomm ass, mengen ech, hätt en nach missen eng Kéier diskutéiert ginn an der Kommissioun, ier en heihinner komm ass. An ech sinn der Meenung, wann deen Débat hei net op en aneren Datum verschobe gëtt an dat Ganzt nach eng Kéier diskutéiert gëtt, ënnert deenen Aspekter do, déi och virun allem an deem Avis opgeworf ginn, da kann ech hei nëmme mat Nee stëmmen. Well nom Vote ass et souwisou ze spéit!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären... Wéi vill Minutten hunn ech?

M. le Président.- Dir hutt eng Véirelstonn, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Bon, fir d'Éischt wëll ech awer trotzdeem, obwuel ech nëmmen eng Véirelstonn hunn, de Membere vun der Commission juridique, virun allem dem Rapporteur Merci soe fir déi ganz gutt Aarbecht, déi hei gemaach gouf. Ech mengen, et ass villes geännert ginn. Et sinn och ganz vill Saachen aneschters, wéi zum Beispill dat, wat elo den Här Urbany opgeworf huet, ganz aneschters wéi et am urspréinglechen Text vun der Regierung war. Mä ech mengen, dass déi Leit an der Kommissioun wierklech versicht hunn, alles am Detail duerchzediskutéieren.

Ech sinn duerfir e bësselchen iwwerrascht, dass den Här Urbany an den Här Kartheiser elo - den Här Kartheiser besonnesch - mat enger Hällewull vu Froen, déi ech all net méi opschreiwe konnt, wou ech wahrscheinlech eng hallef Stonn brauch, fir drop ze äntwerten, elo heihinnerkommen, well déi meescht vun Äre Froe sinn technescher Natur. Et sinn e puer politesch Déngen. Do musst Der ebe wëssen, ob Der dat politesch unhuelt, wat am Text steet, oder net. Mä et sinn esou vill technesch Froen dra gewiescht, dass et kee Problem gewiescht wier, wa mer dat zesummen an der Commission juridique gekuckt hätten.

Also, et wär méi einfach gewiescht, Dir wäert dohinnerkomm a mir hätten dat do diskutéiert, wéi elo en dernière minute dem Minister esou vill Froen… Zwar, ech hu se einfach net méi all opgeschriwwe kritt. Bon.

Une voix.- Här Bettel, elo hutt Der de Moment verpasst.

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Minister fuert viru wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Also, ech muss awer äntwerten hei op den Här Urbany. Ech hu bis elo nach, ob ee Member war vun der Kommissioun oder net Member war vun der Kommissioun, Memberen, déi net Membere waren an déi dohinnerkomm sinn an eng Fro gestallt hunn, hunn ech ëmmer versicht, och deenen eng Äntwert ze ginn. Ech mengen, et ass jo awer besser, wa Froen do sinn, mir diskutéiere se aus an der Kommissioun. Dofir si jo d'Kommissiounsaarbechten do, fir ze kucken, och am Detail ze kucken, ob kann e Problem do sinn, an da mat Zäiten drop ze reagéieren.

Ech wëll och duerfir d'Geleeënheet benotzen, well ech hat mech de Moie virbereet an der Commission juridique, fir de Kalenner vun deenen nächste Méint a Wochen ze kucken, fir emol awer hei ervirzehiewen, dass aus där Commission juridique dat heiten den 42. Projet ass, dee mer hei stëmmen, deen an der Commission juridique duerchgeschafft gouf, zënterdeem ech Justizminister sinn. Ech wëll net soen, dass net nach vill Aarbecht doläit.

M. Xavier Bettel *(DP).-* Dir sidd en Turbo-Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Dat ass och eng Turbo-Kommissioun, Här Bettel, an Dir sidd en Turbo-Deputéierten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Nach sechs Stéck, da kënnt Der eng akademesch Sitzung maachen.

(Interruption et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.-* Also. Duerfir mengen ech, wëll ech dat einfach emol eng Kéier hei soen, dass ech mech net kann erënneren, dass eng Kéier esou vill Projeten aus enger Kommissioun komm si wéi aus där doten. Dat wëllt awer net soen, dass mer der net nach doleien hunn an Dir kritt der vu mir deemnächst nach dobäi.

Et deet mer och e bësse leed, dass deen Avis vun der ALOS och elo eréischt koum, deen och un d'Kommissioun gaangen ass, net un de Minister. Hätt een deen éischter gehat, wären effektiv eng Partie Saache gewiescht, déi een och hätt kënne matdiskutéieren. Et sinn eng Partie Saachen, wou ech d'Vuen net deele vun der ALOS, mä et sinn awer Saachen, déi ee ka kucken.

Ech wëll zwou Saachen ervirhuelen, wou ech effektiv der Meenung sinn, dass een déi ka kucken. Dat eent ass, wann elo Exécution-de-peines-Dossiere kommen, kann ee jo verschidde Saachen effektiv vum Casier nach eng Kéier frësch kucken.

Mir dierfen och net vergiessen, dass déi Haaptursaach vun dësem Projet war, net eng generell Reform vum ganze System vum Casier judiciaire ze maachen, mä virun allem zwou européesch Direktiven ëmzesetzen. Ech kommen nach eng Kéier op déi zréck.

Mä et si Saachen, déi ee ka kucken. Och eng Suggestioun, déi d'ALOS mécht, wat d'Verfassung ubelaangt, wësst Der, dass ech perséinlech als Justizminister ëmmer erëm gesot hunn, dass ech ganz gutt kann drop verzichten, dass een eigentlech engem den Droit de vote ewechhëlt. Also, ech wär do ëmmer bereet, souguer nach méi wäit ze goen. Mä déi Diskussioun kréie mer an der Verfassungskommissioun. Ech mengen, dass do e Citoyen e Citoyen ass, an et soll een deem den Droit de vote loossen. Also do, maja, wa mer dat kënnen esou maachen, dann hu mer dat gemaach. Ech fannen, dass dat richteg ass.

Also d'Grondphilosophie, also wéi gesot, ech deelen net alles, wat an deenen ALOS-Reflexioune steet. D'Grondphilosophie bleift awer déi vun hinnen, fir ze soen, majo, duerch de Casier prolongéiere mer d'Peine, obwuel se schonn eigentlech ofgesiess ass.

Dat bréngt eis dann zum ganze Prinzip: Brauch een iwwerhaapt e Casier oder brauch ee kee Casier?

An et ass do, wou ech net alles deelen, wat d'ALOS seet, well ech awer léiwer hunn, mir hunn e Casier, wéi mir hunn aner Jugementer. Den Här Klein ass hei besonnesch op ee vu senge Lieblingssujeten agaangen, déi en och schonn an der Kommissioun virbruecht huet: de Certificat de moralité. Ech muss soen, ech hu léiwer mir ginn eraus e Bulletin, zwee, vum Casier, wéi mir schreiwe Certificats de moralité, déi awer oft sur une base douteuse sinn. Do ginn ech och der ALOS…, déi geet och an hirem Avis drop an, also: Wat heescht dat, e Certificat de moralité?

Do gi mer zréck op déi Zäit vum 19. Jorhonnert, wou och jiddweree jiddweree kannt huet, an dann ass ee bei de Buergermeeschter gaangen, wann een an eng aner Gemeng gaangen ass, fir d'Schoulmeeschteren an d'Léierinne war dat ëmmer ganz wichteg, dass een do e Certificat de moralité hat, wat manner gesot huet, dass ee kriminell wär, mä dass ee schéin a fein a brav ëmmer war.

Ech perséinlech si scho mat Iech der Meenung, dat huet näischt mam Casier hei ze dinn. Mä et misst een eng Kéier kucken, et gëtt do net vill Bases légales. Mä do wou keng Base légale do ass, sinn ech och der Meenung, dass een net muss e Certificat de moralité erausginn.

An do wou eng Base légale do wär, d'ALOS weist op ee Punkt hin, da muss een och soen, wat ee gären dran hätt, wat dat méi gëtt wéi effektiv de Casier. Also, dat si Punkten, wou et schonn eng Kéier der Méi wäert wär, fir do eng Vue ze ginn. Well et gëtt ee jo dann eng gewësse Responsabilitéit als Buergermeeschter, wann een eppes ënnerschreift, seet: „Ech kennen en, et ass e feine léiwe brave Jong.", an e war et herno net.

Also, nach eng Kéier, dat huet näischt mam Casier ze dinn. Déi Fro vun de Certificats de moralité huet näischt mam Casier ze dinn, mä et ass schonn der Méi wäert, eng Kéier dat ze kucken an ze soen, ma do wou se keng Base légale huet, soll een och net esou eppes als offiziellt Dokument dann erausginn. A wann een et gären hätt, da muss een och an der Base légale - dat gëtt et jo zum Beispill bei Handelsermächtegungen an esou weider, et gëtt jo eng ganz Partie Definitioune vun de bonnes Mœurs - muss een dat och dann draschreiwen, wat dat ass.

Wéi gesot, et sinn also eng Partie Iwwerleeungen do, wou ech ebe frou gewiescht wär, wann een déi éischter och hätt kënnen an der Chamberskommissioun diskutéieren. Ech soen nach eng Kéier, et ass elo net, dass ech mengen, dass deen heite Projet schlecht wär, mä mir wäerte schonn d'Geleeënheet fannen, fir nach eng Kéier op d'Casieren zréckzekommen.

Déi Haaptursaach vum Casier, d'Gesetz, wat mer haut hunn, dat ass eben déi al Décision-cadre nach, fir op de Wee ze goen - et gëtt der e puer -, op de Wee ze goen nach net grad vun engem Casier européen, wéi den Här Henckes gesot huet, do si mer nach wäit ewech, dofir hu mer nach keng Harmoniséierung vun dee ganze Casieren, do kommen ech och nach eng Kéier op eng Fro vum Här Kartheiser zréck, mä d'Iddi ass schonn, dass mer méi nokommen. An dat Wichtegst ass déi aner Décision-cadre, den ECRIS-System, dass mer elo an Europa kënnen d'Casiere mateneen échangéieren.

Dat ass awer e wesentlecht Element trotzdeem, soen ech, fir ze wëssen, an enger libre Circulatioun, dass een awer och eng libre Circulatioun vun de Casieren huet. Dat bréngt natierlech mat sech, ech soen dem Här Kartheiser, mer schreiwen hei an d'Casieren d'Strofen dran, déi ee kritt huet, mir kucke manner wou d'Strofen hierkommen - also mir kucken heiansdo schonn, verschidde Strofe kommen net dra wéi zum Beispill d'Zirkulatiounscontraventioune vum Parking an esou weider, mä fir de Rescht kucke mer dat net -, mä soen: Zu wat ass een an deem Land condamnéiert ginn? Dat schreiwe mer dran. Duerfir ass dat heiten och keng Fro vun double Incrimination. Et ass einfach eng Saach, du bass do condamnéiert ginn zu där Strof, also gëtt se och an de Casier geschriwwen.

Wat d'Nationalitéit ubelaangt, ass dat evident, dass all Land nëmme seng Nationalitéit kennt. D'double Nationalité ass kee juristeschen Term. Mir hunn och net d'double Nationalité agefouert. Mir hunn de Prinzip ofgeschaf, dass ee seng aner Nationalitéit verléiert oder muss ofginn, wann ee Lëtzebuerger gëtt.

Nom Lëtzebuerger Gesetz, dat steet och zënter 2008 an eisem Gesetz, kucke mir nëmmen d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat heescht, wann ee Lëtzebuerger ass, dann ass een net méi Auslänner. Dat bréngt zum Beispill an den Auslänner-Kommissiounen an de Gemenge Problemer mat sech, wann eng ganz Partie klassesch sougenannt Auslänner mëttlerweil Lëtzebuerger sinn, an da gi se als Lëtzebuerger gefouert an net méi als Auslänner gefouert, obwuel se doudsécher nach d'Sensibilitéit oft hu vun där Communauté, wou se hierkommen.

Duerfir zu Lëtzebuerg kucke mir d'Lëtzebuerger Nationalitéit. A Spuenie gëtt gekuckt d'spuenesch Nationalitéit. Dat ass en allgemenge Prinzip vun der Nationalitéit.

Ech wëll Iech dann och hei soen, dass mer de leschte Mëttwoch an der Chamberskommissioun, an der Regierung - pardon -, ier dass mer an d'Chamberskommissioun kommen, an der Regierung de Projet de loi ugeholl hunn, fir d'Nationalitéitegesetz ze änneren. Ech hat jo gesot, dass mer dat nach géife virun Ouschtere maachen. Dat hu mer elo agehalen. An dee geet dann elo op den Instanzewee an da kéinte mer dat och esou séier wéi méiglech kucken. Mä nach eng Kéier: Mir kennen nëmmen - fir op déi dote Fro zréckzekommen, déi hunn ech nach am Kapp -, nëmmen d'Lëtzebuerger Nationalitéit.

Mir hunn also dofir nach net eng Harmoniséierung vun de Casieren an Europa. Dat heiten ass en Element, fir dohinner ze goen, mä mir hunn et nach net, an trotzdeem mengen ech awer, dass dat heite wichteg ass notamment wéinst den Échangen.

An dat bréngt mech op déi aner Direktiv, déi mer déi leschte Kéier hate vun den Abus sexuels - ech hat jo ee Moment gehofft, déi zwee Projete kéinte mer zesummen huelen, mä d'Chamberskommissioun wollt op dësem nach méi laang schaffen, wat och richteg war -, dass mer och hei eben d'Méiglechkeet hunn, wann een een astellt, fir mat Kanner ze schaffen, ob een dofir Sue kritt oder net Sue kritt, dat hat ech jo déi leschte Kéier schonn erkläert bei der Directive Abus sexuels, dass een do kann en Extrait kréien, awer net en Extrait iwwert déi ganz Inskriptioune vum Casier, mä nëmmen déi, déi eppes mat Abus sexuels par rapport zu de Kanner ze dinn hätten, fir d'Limitatioun och do nach eng Kéier ze soen, déi dran ass. An och nëmme mam Accord vum Concerné.

Natierlech ass et da kloer, wann de Concerné net d'accord ass, dass een da muss als Employeur oder als Veräin sech Froe stellen, ob een deen elo astellt oder net astellt.

Dat bréngt mech, also zu deene Froen ze kommen, déi den Här Urbany opgeworf huet, wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt. Do wëll ech awer éischtens soen, dat war e Wonsch vun der Chamberskommissioun, an ech hat awer gespuert, dat war en unanimë Wonsch, fir dat doten ze regelen, deen awer also net an eisem Projet virgesi war vun der Regierung, mä deen awer och net déi allgemeng Prinzipie vum Aarbechtsrecht ausser Kraaft léisst, ausser Kraaft setzt.

Also, et ass net, wéi den Här Urbany hei gemengt huet, dass nëmmen, dass een, well deen aneren e Refus géif maachen, fir de Casier ze ginn, dass dat schonn en tréftegen Entloossungsgrond wär. Dat sécher net! Also, ech mengen, do muss een awer dat ganzt Aarbechtsrecht trotzdeem do zréckgoen.

Dëse Projet huet dann och, niewent deenen européesche Elementer, huet en och zwee nationalpolitesch Elementer dran. Dat eent ass dat, dass mer elo endlech och d'Personnalité morale als Personne morale an de Casier setzen. Ech mengen, et ass schonn zwee Joer hier, dräi Joer hier, dass mer d'Responsabilité pénale des personnes morales gestëmmt hunn. Hei maache mer déi dann och elo an e Casier. Wat och an Europa wichteg ass, dass een och weess, wat fir eng Gesellschaften als Gesellschafte condamnéiert ginn, an net nëmmen de Geschäftsführer vun der Gesellschaft oder den Haaptaktionär vun der Gesellschaft. Dat ass also och e wichtegt Element vun nationaler Politik, wou mer no vir ginn.

An dann dee leschte Punkt vun nationaler Politik, deen ëmmer erëm hei ervirgehuewe ginn ass: d'Simplification administrative. Woubäi ech da wëll awer soen, well deen Avis, deen hutt Der elo nach net kritt, mir hu jo en Amt vun der Simplification administrative beim Stat, déi hunn hei villes begréisst, hunn allerdéngs et net als Simplification administrative gesinn, wat mir hei als Netdiskriminatioun gemaach hunn.

Wat hu mer hei gemaach? Mir hu gesot, et kann net sinn, dass de Privatemployeur, dass deen net en Zougang huet zum Casier, während deen öffentlechen Employeur huet en Zougang zum Casier. Dat war e Wonsch vun enger ganzer Partie Instanzen, fir ze soen, esou kann dat net sinn. An och de Wonsch vun der Chamberskommissioun, fir ze soen, kommt, mir schafen dat of. Dat heescht, de Stat huet hei keng Privilegie méi. D'Simplification-administrative-Amt vum Stat seet awer, jo, dat mécht et dem Stat awer méi schwiereg, an Zukunft ze schaffen. Well virdru war et méi einfach, dass een einfach gesot huet, ech hätt gär de Casier. Elo muss een dee froen, en ze bréngen.

Déi eenzeg Exceptioun, déi jo komm ass, dat ass, wann ee seng Dekoratioune kritt, dass mer gesot hunn, ma wann s de schonn eng Dekoratioun kriss, wëlle mer dech net zwéngen, fir dann am Virfeld op däi Casier kucken ze goen, ob s de drageschriwwe bass oder net. Et ass jo déi eenzeg Ausnahm, déi hei gemaach ginn ass. Fir de Rescht ass et hei, elo maache mer et dem Stat méi schwiereg, un de Casier ze kommen - och dat muss een einfach wëssen an dann ass een entweder derfir oder dogéint -, mer maachen et dem Stat méi schwiereg, un de Casier ze kommen, well mer soen, deen Eenzelne muss dann ebe mat sengem Extrait kommen. Doduerch schütze mer awer och deen Eenzelne méi an net manner, well doduerch de Stat manner einfach kann och esou ee Casier ufroen.

Dann hunn ech nach eng Fro vum Här Kartheiser am Kapp iwwert d'Sécherheet vun den Transmissiounen. Do hu mer kloer Regelen an der Direktiv. Dofir gëtt jo déi Autorité centrale fixéiert, dass net jiddwer Administratioun do einfach kann een deem aneren eppes

eriwwerschécken, ouni dass dat sécher ass. Also, do gesäit d'Direktiv schonn eng ganz Partie vun Obligatioune vir, déi jo net nëmme fir eis zielen, mä déi och fir déi aner Länner zielen, esou dass ech awer do zimlech Vertrauen hunn, dass mer eben hei schonn dat hikréien, dass net egal wat hei transferéiert gëtt an Europa.

Ech mengen also, dass mer hei e Projet hunn, deen eng wesentlech Verbesserung mat sech brëngt an deem Sënn, dass mer nach just zwee Extraiten hunn, deen och den Zougrëff vum Stat dann zréckfiert, wat dem Stat ka Suerge maachen, wat awer, mengen ech, fir deen Eenzelne besser ass.

Dat soll eis net dovunner ofhalen, fir effektiv am Kader vun der Exécution des peines op verschidde méi Fongproblematiken zréckzekommen an do, wou et néideg ass, Här Klein, Dir kënnt jo vläicht emol eng Kéier zesummestellen, op wat fir enge Legislatiounen oder feelende Legislatiounen Dir da regelméisseg zu Steesel Certificats de moralité ausstellt, dass do emol eng Kéier géif e Relevé gemaach ginn an do och vläicht a Simplification administrative gekuckt gëtt, wou een dann nach esou Certificats de moralité effektiv bräicht oder net.

Voilà, ech wär dann awer frou, wann esou vill wéi méiglech Stëmme kéinte fir dëse Projet kommen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6418 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint zwou Nee-Stëmmen an zwou Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6418 est adopté par 56 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 6534, en Accord mat der Schwäiz an Irland iwwert d'Koproduktioun am audiovisuelle Beräich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an ech hu just een ageschriwwene Riedner: den Här Berger. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Diane Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

6. 6534 - Projet de loi portant approbation

1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et

2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mir de Mëtteg ofstëmme wäerten, ass fir eis Lëtzebuerger Filmindustrie vu grousser Wichtegkeet. Et geet drëms, fir zwee Accordë fir audiovisuell Koproduktiounen ze approuvéieren.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng 30 Gesellschaften, déi am Filmgeschäft aktiv sinn. Si produzéiere Fiktiounsfilmer, Animatiounsfilmer an Dokumentarfilmer. D'Halschent vun dëse Gesellschafte sinn och international aktiv. Iwwer 600 Leit liewen hei zu Lëtzebuerg eleng vun den audiovisuelle Beruffer. Mir hu fënnef Animatiounsstudioen an dräi Tournageplateauen hei am Land. Well d'Produktioun vu Filmer zimlech deier ass, gëtt meeschtens mat auslännesche Partner zesummegeschafft fir d'Finanzéierung vun de Filmer. Fir dës Zesummenaarbecht ze vereinfachen, huet d'Lëtzebuerger Regierung schonn eng Partie bilateral Ofkommessen ënnerschriwwen. Dëst ass de Fall mat dem Québec, mat Kanada, mat Frankräich, mat Éisträich a mat Däitschland.

Dank dësen Accordë konnten an de leschte Joren e puer Honnert Koproduktioune produzéiert ginn. Ech géif der stellvertriedend just e puer ernimmen: Boule et Bill, deen de Moment den Nummer eent am franséische Box Office ass mat 1,4 Milliounen Entréeën an zwou Wochen. Hannah Arendt ass eng däitsch/Lëtzebuerger Koproduktioun vun Amour Fou Luxembourg. Perl oder Pica ass eng éisträichesch/Lëtzebuerger Koproduktioun vu Red lion.

Haut de Mëtteg huele mir engersäits den Accord un tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der Schwäizer Regierung, deen de 15. Mee 2011 ënnerschriwwe gouf. Den zweeten Accord, dee mir de Mëtteg unhuelen, gouf den 9. Juli 2011 tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der irescher Republik ënnerschriwwen. Laut dësen Accordë kréien d'Filmer, déi gemeinsam produzéiert ginn, an Zukunft déi lëtzebuergesch Nationalitéit souwéi déi iresch oder Schwäizer Nationalitéit a si ginn dann och an de respektive Länner wéi national Filmer behandelt a kënnen och vun deeneselwechte Virdeeler profitéieren.

Dës Virdeeler bezéie sech op d'Promotioun vun de Filmer iwwert de Lëtzebuerger Filmfong. Des Weidere kënnen dës Filmer hei zu Lëtzebuerg och vun engem zäitlech begrenzte Steierregime profitéieren. D'Konditioun ass, dass déi verschidde Koproduzenten tëschent 20% an 80% vum Film finanzéieren.

Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat der Schwäiz hunn 20 Filmer vun dësem Accord profitéiert, dorënner och de Film „La petite chambre", deen 2010 um Filmfestival vu Locarno selektionéiert war.

(Hilarité et interruptions diverses)

Dir kritt e bestëmmt iergendwou op DVD.

Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat Irland...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Am Film ass manner ze laache wéi hei. De Film ass relativ ergräifend.

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Zënter der Ënnerschrëft vum Accord mat Irland hu fënnef Filmer dovunner profitéiert. Als CSV fanne mir et wichteg, dass den audiovisuelle Secteur hei am Land ënnerstëtzt gëtt, well en eng wichteg Nisch vun eiser Wirtschaft ass.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. An d'Wuert kritt elo deen eenzegen agedroene Riedner, den Här Berger.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et ass e bësselchen Oprou, mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt een och e puer Wuert heizou seet, well hei geet et net nëmmen eleng ëm Film, Filmproduktioun, mä ech mengen, dat ass och en Aspekt vun eiser Kultur respektiv en Aspekt och vun eiser Ekonomie.

Ech wéilt fir d'Éischt der Rapportrice Merci soe fir hire Bericht. Si huet do eng...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Si hat e schéine Rapport.

M. Eugène Berger *(DP).*- E schéine Rapport. Si huet eng Rei Elementer gesot. Ech wëll mech beschränken, ech sinn net ganz laang, Här President, wa se sech nach e bësse wëlle gedëllegen, ier se all da wäerte bei d'Police goen. Mä ech wollt zwou, dräi Remarquë maachen.

Ech mengen, zum enge begréisst d'Demokratesch Partei, datt esou Accorden ausgeschafft ginn, a mir begréisse virun allem, datt et d'Politik vun der Regierung ass, fir net tous azimuts esou Accorden auszeschaffen. Mä dat wier jo dann éischter eng tourismusfördernd Approche. Mä hei gëtt geziilt mat deene Länner Accordë gemaach, wou jo och eng direkt Kollaboratioun ze erwaarden ass.

Als Beispill den Accord mat Irland: Do kréie mer vum Filmfong gesot, datt säit der Signature vun dësem Accord net manner wéi sechs Koproduktiounen, Longs-métrages de fiction, d'animation ugeleiert goufen. Ech kennen elo net alleguerten d'Nimm vun deene Produktiounen, mä dat ass awer eng interessant Entwécklung, well virun allem duerch Koproduktioune mat dem engleschsproochege Raum ginn do nei Dieren opgemaach, och fir eis Filmer dann herno ze vermaarten.

Bon, dat heescht och an dësen Accorden, datt den Haaptinteressi ass, fir Relatiounen tëschent Länner am Filmsecteur ze promouvéieren. Dat heescht d'Leit, d'Kënschtler zesummebréngen, d'Producteuren zesummebréngen, Filmer ze kreéieren an doduerch och awer eng gewëss Businessbranche ze relancéieren.

Da musse mer awer och op där anerer Säit dorobber oppassen, datt mer och also déi Filmer no bausse kënne weisen, a mussen och kucken, dat no bausse verstäerkt ze promouvéieren. Dofir wier et och gutt, wann d'Regierung op hire Promotiounsreesen, déi se jo am Laf vun de Jore ganz vill mécht duerch d'Welt, och vläicht méi eis kreativ Elementer an hir Wierker géif bei esou Promotiounsreesen an de Vierdergrond stellen. Dat géif eisem Land, mengen ech, dobausse guttdoen, och an deem Sënn, fir e bësselchen en anert Bild vu Lëtzebuerg ofzeginn, e Bild, dat jo ganz vill geprägt ass am Ausland dovun, datt mer eng Banken- a Finanzplaz wieren. Hei kéint een also och an deem Sënn méi Reklamm maachen, fir och ze soen, datt Lëtzebuerg och ganz, ganz staark an der Branche vun de Filmer ass, an eben och doduerch eng Imageverbesserung maachen.

Nach zwou kleng Bemierkungen zum Schluss. Dësen Traité huet keng finanziell Implicatioun oder dësen Text huet elo keng direkt finanziell Implicatioun op de Statsbudget, well keng extra Sue fir Koproduktiounen an dësem Kader virgesi sinn. Mä awer, et muss ee wëssen, dës Koproduktioune wäerten awer Subside via de Filmfong kënne kréien.

An dann dat Lescht: Mir wësse jo och, datt d'Regierung eng Reform vun de staatlechen Aiden an eng Modifikatioun vun der Gouvernance vum Filmfong op den Instanzewee ginn huet. Mir wäerten da bei der Diskussioun vun deem Projet d'Geleeënheet kréien, nach méi am Detail op d'Evolutioun vum lëtzebuergesche Filmsecteur anzegoen.

Dës puer Remarquë gemaach, géif ech awer den Accord vun der DP-Fraktioun heizou ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an d'Wuert kritt den zoustännege Minister.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwou Konventioune muss een...

Och fir d'Éischt eng Kéier Merci der Madame Adehm fir de Rapport an dem Här Berger, fir e puer Froe gestallt ze hunn, op déi ech dann och wëll agoen. Déi zwou Konventioune reie sech engersäits an an e ganze System vu Konventiounen, déi mer gemaach hu respektiv maachen. Si reie sech awer och an an eng Reform vun der Lëtzebuerger Filmförderung, déi mer amgaang sinn ze maachen an déi mer effektiv an der Chamberskommissioun kucken.

D'Konventiounen: D'Konventioune sinn do, fir et ze erméiglechen, dass de Koproduzent an deenen anere Länner ka mat eis zesummeschaffen. Mir hunn eng ganz Partie vu Konventiounen ënnerschriwwen. Ech hu se praktesch all ënnerschriwwe bis op eng: Déi éischt vu Kanada, déi gëtt awer elo deemnächst eng Kéier frësch ausgehandelt. D'Kanadier wëllen déi frësch aushandelen. Mir hunn eng ni ënnerschriwwen, dat ass mat der wallounescher Communautéit, well do funktionéiert et, ouni ënnerschriwwen ze hunn. Mir hunn allerdéngs ënnerschriwwen: Däitschland, Frankräich, Éisträich, Italien an elo Schwäiz an Irland. Dat erlaabt eis, eise Produzenten, mat de Produzenten aus anere Länner zesummenzeschaffen. An et erlaabt och deene Produzenten, dann och bei eis ze kommen.

Wéi Der gesitt, sinn déi meescht kleng, méi kleng Länner. Dat huet och eppes u sech, well eis Produzente si kleng Produktiounsfirmen, dat ass och am Ausland oft de Fall, an do si ganz vill perséinlech gutt Verbindungen. An dat brëngt och da mat sech, dass, wann deen een eng Iddi huet, en deem aneren hëlleft an esou weider, an do sinn och scho ganz flott Produktiounen entstanen.

Ech sinn och ganz frou, dass mer elo mat Irland déi éischte Kéier an den engleschsproochege Raum kommen. An ech ka mech erënneren, wéi mer do an Irland zu Galway ënnerschriwwen hunn - do war de Brendan Gleeson derbäi, e groussen iresche Schauspiller, dee selwer e Film och zu Lëtzebuerg wëllt produzéieren -, déi waren extrem frou, dass mir mat hinnen do zesummeschaffen. Well Irland war déizäit nach - elo méi wéi haut, an och haut si se net aus alle Problemer eraus - wierklech an enger Situatioun, wou et ganz schwiereg war, och nach Suen ze fannen, esou dass déi dote Koproduktioun fir eis wichteg ass, fir an den engleschsproochege Raum eranzekommen, a fir si wichteg ass, fir och e Partner ze hunn, fir op de Kontinent ze kommen.

Ech soen dat vum Engleschsproochegen och, well mer feststellen, dass ëmmer méi jonk Leit studéiere ginn, Kino an all déi Métieren, an do ginn der och ëmmer méi an den engleschsproochege Raum. Et ass also och gutt, dass mer Däitsch, Franséisch an Englesch elo hunn.

Mat grousse Länner ass et méi schwiereg, well déi Länner och méi grouss Firmen hunn. An Däitschland versiche mer awer dofir, och an d'Länderförderung eranzekommen. Mir hu mat Nordrhein-Westfalen 1999 een ofgeschloss, wou mer elo deemnächst vläicht eng Kéier kucken, dat ze ravivéieren. Do kann een nach eng Partie Saache maachen.

Mat Frankräich war et am schwieregsten. Ech wëll dat hei soen, well, wann Der d'franséisch Press liest, eis do virgeworf gëtt, mir géifen hei Concurrence déloyale maachen, Délocalisation fiscale an ech weess net wat nach alles. Mat Frankräich war et ganz schwiereg. Mir hunn et deemools fäerdegbruecht, 2001 hunn ech mam Catherine Tasca zu Cannes ënnerschriwwen, an deemools schonn hu mer missen déi franséisch Techniker an esou weider iwwerzeegen, dass mir net hei e Bëlleglounland sinn - au contraire, mir hunn och e staarkt Aar-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques n°s 24, 25 et 26

Motion de M. Félix Braz relative à l'intervention auprès de la Fédération de Russie pour souligner l'attachement du Luxembourg au respect des obligations découlant de l'adhésion au Conseil de l'Europe et à l'OSCE et pour demander l'engagement de démarches en vue d'un renforcement de l'État de droit et de l'indépendance de la justice p. 285-287

6481 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 4 juillet 2012, entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Monténégro portant sur l'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République du Monténégro concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, signé à Bruxelles, le 18 septembre 2007 p. 287

6482 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel de Nagoya - Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010 p. 287-288

6504 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention du 14 janvier 1964 conclue en exécution de l'article 37, alinéa 2, du Traité instituant l'Union Économique Benelux, signé à Bruxelles, le 6 juin 2012
et
6505 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Traité du 31 mars 1965 relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2012 p. 288-290

6284 - Projet de loi relatif aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves p. 290-295

Hommage à la mémoire de M. Aly Schroeder, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

6546 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi communale du 13 décembre 1988
et
6553 - Proposition de loi visant à modifier
1. l'article 126 1. du texte coordonné de la loi électorale du 18 février 2003
et
2. l'article 10 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°217 du 19 mars 2013 de Mme Marie-Josée Frank relative à l'assurance volontaire prévue dans le cadre de la réforme de l'assurance pension, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 297

- Question n°218 du 18 mars 2013 de M. Alexandre Krieps relative à l'offre de menus diététiques dans les cantines scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 297

- Question n°219 du 18 mars 2013 de M. Roger Negri relative au logement encadré pour personnes âgées, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 297-298

- Question n°220 du 19 mars 2013 de M. Henri Kox relative aux consultations publiques relatives à deux propositions de décision de l'ASN concernant le nucléaire français et l'impact éventuel sur la centrale de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 298

- Question n°221 du 19 mars 2013 de M. Fernand Kartheiser relative à l'exposition «iLux, Identitéiten zu Lëtzebuerg», adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 298

- Question n°222 du 19 mars 2013 de M. Claude Meisch relative au centre de formation professionnelle ArcelorMittal à Differdange, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 298-299

- Question n°223 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au «Plan Marshall» pour dynamiser l'économie luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 299

- Question n°224 du 17 mars 2013 de M. Jean Colombera relative au plan d'action nationale Démence, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 299-300

Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'audit de la santé au travail au Luxembourg élaboré par l'Université de Liège en collaboration avec la Division de la Santé au Travail et présenté par M. le Ministre de la Santé en décembre 2012 ainsi que sur les conclusions à en tirer p. 300-303

Interpellation de M. Claude Adam sur la participation et la représentation des élèves au sein des écoles et des lycées luxembourgeois p. 303-308

Question urgente n°2618 de M. François Bausch sur le sauvetage de Chypre par un prélèvement sur les comptes d'épargne p. 308-310

6327 - Projet de loi relative aux titres dématérialisés et portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
- la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
- la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;
- la loi modifiée du 1er août 2001 concernant la circulation des titres et d'autres instruments fongibles;
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
- la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
- la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation p. 310

6437 - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales
- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et
- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard p. 310-311

6418 - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant:
1) le Code d'instruction criminelle;
2) le Code pénal;
3) la loi modifiée du 13 juillet 1949 ayant pour objet de majorer certains droits d'enregistrement et de timbre et des taxes diverses;
4) la loi modifiée du 12 janvier 1955 portant amnistie de certains faits punissables et commutation de certaines peines en matière d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État ou de concours à des mesures de dépossession prises par l'ennemi et instituant des mesures de clémence en matière d'épuration administrative;
5) la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 311-315

6534 - Projet de loi portant approbation
1. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse, signé à Cannes, le 15 mai 2011; et
2. de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande, signé à Galway, le 9 juillet 2011 p. 315-316

bechtsrecht a mir hunn derfir gesuergt, e staarkt Aarbechtsrecht och am Filmsecteur ze hunn, wat respektéiert gëtt -, mä dass mer hei och wëlle mat deene Produzenten zesummeschaffen.

An ech muss och soen, dass ech relativ rose sinn iwwert dat, wat och an der franséischer Politik an an de franséische Milieuen do och elo bei der César-Iwwerreechung iwwer Lëtzebuerg gesot gouf. Ech hat d'Geleeënheet virun e puer Deeg, de President vun der ULPA, den Nicolas Steil, op RTL ze héieren, dee sech zu Recht driwwer opgereegt huet, dass zum Beispill e Film wéi Pinocchio, wat e ganz schéine Film ass, e Film d'animation, deen ass... Dat war eng italienesch Iddi, mat engem Réalisateur, deen zu Lëtzebuerg wunnt, deen an Italien 50% fonnt huet, deen dunn iwwert de Lëtzebuerger Administrateur délégué, deen eigentlech hei wierklech d'Aarbecht gemaach huet, de Produzent, 30% zu Lëtzebuerg fonnt huet vu Suen, nach 10% an der Belsch an 10% a Frankräich, wou ganz vill Leit zu Lëtzebuerg an de Firmen dru geschafft hunn un deem Film. Also, et ass net, wéi a Frankräich gesot gouf, et wär just wéinst fiskalesche Grënn, wou deen hei produzéiert gouf, dass do vun héije franséischen Autoritéiten aus einfach gesot gouf, ma dat ass e franséische Film, a Lëtzebuerg, dat ass just do fir d'Délocalisatioun.

Also, mir halen net drop, dass franséisch Produzenten, déi bei sech keng Sue fannen, onbedéngt op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mir si frou, wa mer uerdentlech Koproduktioune maachen. An hei ass eng Koproduktioun, déi eis och eppes bruecht huet, well vill Leit dorunner geschafft hunn a well et e schéine Film ass. Mä mir sinn net einfach hei eng Kolonie, just dass et emol hei Sue gëtt, wann d'Produzenten a Frankräich net genuch Suen do vun hiren Instanze fannen, a mir lafen net deene Produzenten no!

An dat bréngt mech och dozou, op dat nächst Gesetz ze kommen. Déi Certificats d'investissement audiovisuel, déi loosse mer jo elo auslafen. Déi waren effektiv méi aus fiskalesche Grënn an do hu mer och manner déi kulturell Inpute gekuckt vum Film. Dat leeft jo elo aus. Mir kréien dat neit Gesetz a mir ginn d'Suen nach just iwwer direkt Hëllefen, an do ass et evident, dass mir och wäerten derfir suergen am Filmfong, dass haaptsächlech déi Lëtzebuerger Elementer do honoréiert ginn.

Dat wëllt net soen, dass mer keng Koproduktiounen och an Zukunft wëlle maachen - ganz gären! Mir hätten awer gären, dass dann déi Koproduktioun, de lëtzbuergeschen Deel vun där Koproduktioun, och honoréiert gëtt. Well e Film wéi Pinocchio, ech weess net, ob deen ouni de Lëtzebuerger Koproduzent iwwerhaapt d'Liewe gesinn hätt. An dofir soll een dat och eng Kéier hei op eiser Chamberstribün soen. Dat hëlleft eis net, da ginn awer a Frankräich nach ëmmer vun deeneselwechte Leit déiselwecht Dommheete gesot, mä mir wäerten net midd ginn, hei ze soen, dass mir hei eng reell Produktioun an e reellt Filmschaffen hunn.

An, wéi gesot, nach eng Kéier, d'Schwäiz ass och duebelsproocheg, an Irland bréngt Englesch eran. Dat heiten ass e klenge Meilesteen, fir weider gutt Filmer ze maachen.

Et waren der jo eng Partie vun Iech, déi konnten dëst Joer op den Discovery-Festival goen. Wann Dir do gesinn hutt, wat engersäits och e Publikumsandrang war fir richteg Lëtzebuerger Filmer, mä awer och eng ganz Partie vu ganz gudde Koproduktiounen, déi Lëtzebuerg gemaach huet mat anere Länner, dann, mengen ech, si mer um richtege Wee. An all déi Suen, déi Dir och ëmmer an de Budgeten der Filmförderung zur Verfügung gestallt hutt, mengen ech, hunn et do zur Folleg, dass mer eng kleng, awer ganz reng a gutt Filmproduktioun zu Lëtzebuerg hunn.

Wa mer eng Kéier kucken, dat soll mäi leschte Saz sinn, Här President, wa mer emol eng Kéier kucken, wéi vill Filmer mer zu Lëtzebuerg produzéieren a wéi vill Präisser déi Filmer kréien, dann, mengen ech, mussen nach verschidde Länner eis dat nomaachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6534 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6534 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6534 est adopté par 58 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer (par M. Roger Negri) et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2522	Claudia Dall'Agnol	Soins dentaires pour des personnes handicapées
2523	André Bauler	Initiatives pour l'emploi
2524	André Bauler	Allongement de la période de remboursement du prêt «étudiant»
2526	Lydie Polfer	Vente d'appartements par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville
2527	Jean-Paul Schaaf	Impact du contrat de partenariat sur le mariage civil
2528	Martine Mergen	Fonds de compensation commun au régime général de pension
2529	André Bauler	Règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental
2530	André Bauler	Problèmes auditifs
2531	Jean Colombera	Indemnités des présidents des conseils d'administration des initiatives pour l'emploi
2532	Jean Colombera	Informatisation dans le secteur de la santé
2533	Fernand Etgen	Résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé
2534	Claude Adam	Recrutement des remplaçants au sein des services de l'Éducation différenciée
2535	Alexandre Krieps	Retards de paiement des cotisations sociales
2536	Josée Lorsché	Laboratoire National de Santé
2538	Marie-Josée Frank	Échographies obstétricales
2539	Marcel Oberweis	Pollution de l'air au Luxembourg
2540	Roger Negri	Éclairage nocturne des commerces et bureaux
2541	Félix Eischen	Libération d'un navire battant pavillon luxembourgeois
2542	Claude Adam	Contrôle et classification des limites d'âge pour les films de cinéma
2543	Eugène Berger	Pneus d'hiver
2544	Claude Adam	Lycée technique Mathias Adam
2545	Félix Braz	Année européenne du citoyen 2013
2546	Ben Scheuer	Lignes d'autobus dans le Mullerthal
2547	Alexandre Krieps	Nombre d'IRM au Luxembourg
2550	Jean Colombera	Admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation à l'Université du Luxembourg
2551	Jean Colombera	Recyclage des accumulateurs et batteries utilisés dans l'électromobilité
2552	Josée Lorsché	Mutilations génitales féminines
2553	Fernand Etgen	Difficultés du service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord à recourir aux services de médecins spécialistes
2554	Marc Spautz	Plans sociaux
2555	Alexandre Krieps	Dysfonctionnements dans des initiatives pour l'emploi
2556	Claude Adam	Progression du coût d'investissement par élève dans l'enseignement fondamental
2557	Fernand Kartheiser	Implantation d'un lieu de culte dans une résidence
2559	Ben Fayot	Invitations à des manifestations syndicales transmises par des élèves
2560	Roland Schreiner	SMS4Ticket
2561	Roland Schreiner	Violence croissante auprès des enfants et adolescents
2562	Marc Lies	Irrégularités concernant les aides sociales et les allocations familiales
2563	André Bauler et Fernand Etgen	Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch
2565	Jean Colombera	Risque de diabète dû à la consommation de boissons «light»
2566	Ben Scheuer	Réduction du taux de la bonification d'intérêt
2567	Diane Adehm	Dispositions du Code du Travail concernant le sexe sous-représenté
2568	Diane Adehm	Congé parental
2569	Claudia Dall'Agnol	Accès à la conduite aux motos 125 cm³
2571	Diane Adehm	Actions positives prévues par le Code du Travail
2573	Fernand Etgen	Émissions sonores des pompes à chaleur
2574	Fernand Etgen	Recrutement dans la fonction publique
2575	Fernand Etgen	Scandale de la viande de cheval
2576	Fernand Kartheiser	Ingestion de médicaments prescrits dans les maisons relais et les écoles
2578	Diane Adehm	Logib-Lux
2581	Josée Lorsché	Dopage
2582	André Bauler	Service placement de l'ADEM
2583	Eugène Berger	Fermeture du château d'eau à Dudelange
2584	Fernand Kartheiser	Constatation de l'identité de personnes en provenance de l'Algérie
2586	Serge Urbany	Étude sur les Roms au Luxembourg
2587	Josée Lorsché	Statines
2588	Marc Lies	Nouveau plan hospitalier
2589	Nancy Arendt, Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Mères porteuses
2590	Fernand Kartheiser	Mères porteuses
2591	Jean Colombera	Achat en ligne de médicaments
2592	Fernand Kartheiser	Organisation scolaire
2593	Fernand Kartheiser	Réserve de suppléants
2594	Fernand Kartheiser	Législation en matière de gestation pour autrui
2595	Roland Schreiner	Heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants
2596	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Adoptions au Luxembourg
2597	Ben Fayot	Nouveau bâtiment du CRP-Santé
2599	Gast Gibéryen	Menaces à l'encontre du Premier Ministre
2600	André Bauler	Règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental
2602	Fernand Kartheiser	Portail «culture.lu»
2604	François Bausch	Réforme bancaire CRD-IV
2605	André Bauler	Contournement de Hosingen
2606	Fernand Kartheiser	Jeu eMemory à l'école fondamentale
2607	Claudia Dall'Agnol et Marc Angel	Équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse
2609	Henri Kox	Réforme de la PAC
2615	Fernand Kartheiser	Heures d'ouverture des magasins
2616	Jean-Paul Schaaf	Signalement à la justice des enfants scolarisés en danger
2621	Gast Gibéryen	Finances communales
2631	Fernand Kartheiser	Service volontaire
2633	Xavier Bettel	Munition utilisée par les agents de police

Question 2522 (30.1.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **soins dentaires pour des personnes handicapées:**

Récemment un reportage dans la presse autrichienne a fait état des difficultés que rencontrent les personnes souffrant d'un handicap, et notamment les personnes souffrant d'un handicap mental, pour pouvoir obtenir des soins dentaires adéquats.

En effet, certaines de ces personnes ne peuvent guère s'exprimer et ont des difficultés à comprendre la nécessité de se soumettre à des traitements souvent effrayants et parfois douloureux. Tous les dentistes ne sont ni formés, ni équipés pour dispenser des traitements à ces patients qui ont des besoins très spécifiques. Il s'avère même que dans de nombreux cas, il est recommandé de recourir à une anesthésie générale puisque ces patients, de par leur handicap, n'arrêtent pas de bouger, ce qui rend impossible tout traitement.

Pour toutes ces raisons, dans de nombreux pays étrangers, il existe une pénurie de dentistes voulant ou pouvant traiter les personnes souffrant d'un handicap mental. Ainsi, celles-ci doivent souvent attendre plusieurs mois, en dépit de douleurs aiguës, avant de pouvoir être traitées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale les questions suivantes:

- Madame et Monsieur les Ministres ont-ils connaissance des problèmes que rencontrent les personnes souffrant d'un handicap mental pour pouvoir obtenir des soins dentaires dans des délais raisonnables?

- Existe-t-il des cabinets ou hôpitaux dispensant des soins dentaires à des personnes souffrant d'un handicap?

- Au cas où le médecin-dentiste juge nécessaire d'appliquer une anesthésie générale pour les raisons évoquées ci-dessus, est-il prévu de la prendre en charge ou de procéder à un remboursement par la Caisse Nationale de Santé?

Réponse commune (4.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Nos services ne disposent pas d'informations quant aux difficultés que rencontreraient des personnes souffrant d'un handicap mental pour pouvoir bénéficier de soins dentaires dans un délai raisonnable. Au cas où l'honorable Députée aurait connaissance de telles difficultés, nous la prions de bien vouloir nous transmettre ces informations.

En principe, aucune limitation à la dispensation de soins dentaires à des personnes souffrant d'un handicap mental par rapport à des personnes valides n'est prévue.

Il appartient dès lors au médecin-dentiste prestataire de déterminer, en fonction de l'état du patient et des soins à dispenser, les conditions et les modalités les plus appropriées à la dispensation de ces soins.

Une liste officielle de cabinets et/ou d'hôpitaux dispensant de tels soins de manière spécifique à des personnes souffrant d'un handicap mental n'est donc pas prévue.

Par ailleurs, au Luxembourg, les interventions sous anesthésie générale doivent obligatoirement se faire dans un établissement hospitalier.

La prise en charge par l'assurance maladie des frais supplémentaires pour un traitement médico-dentaire sous anesthésie générale dans un établissement hospitalier par rapport au même traitement dans un cabinet est possible dans certains cas de figure et sous certaines conditions (article 39 alinéa 9 et article 142 alinéa 6 des statuts de la CNS).

Ainsi en cas de traitement dentaire (soins gingivaux, extractions dentaires et extractions chirurgicales) d'un handicapé physique ou psychique chez lequel, du fait de son handicap, une anesthésie locale est impossible, le médecin dentiste peut solliciter l'autorisation du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) pour la prise en charge du traitement en milieu hospitalier.

En cas d'accord du CMSS tant les frais relatifs au séjour et au traitement en milieu hospitalier que les frais relatifs à l'intervention du médecin spécialiste en anesthésie-réanimation sont pris en charge par l'assurance maladie.

Nous n'avons pas connaissance de ce que des personnes en situation de handicap mental rencontrent des difficultés pour avoir accès à des soins dentaires.

Certaines personnes handicapées accueillies dans des services agréés au sens de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 et conventionnés par le Ministère de la Famille, sont également soutenues dans l'organisation de visites médicales. En cas de besoin, elles sont accompagnées par un membre du personnel d'encadrement.

Question 2523 (31.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **initiatives pour l'emploi:**

Dans une interview publiée en date du 24 janvier 2013 dans le quotidien «Luxemburger Wort», Monsieur le Ministre a annoncé vouloir réformer les initiatives pour l'emploi („Auch bei den Beschäftigungsinitiativen, die in der Folge der Audits stark unter Beschuss geraten waren, will Nicolas Schmit nachbessern. Immerhin bezuschusste der Staat die Initiativen im vergangenen Jahr mit mehr als 50 Millionen Euro.").

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre entend-il faire réaliser un audit pour les initiatives qui n'ont pas encore été soumises à une pareille évaluation?

- Monsieur le Ministre se propose-t-il de faire analyser l'efficience des efforts déployés par les initiatives pour l'emploi en vue de la réintégration des personnes encadrées dans le marché du travail?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à faire gérer toutes les initiatives par des administrateurs, agissant sous la seule responsabilité du ministère compétent?

Réponse (4.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La réforme des initiatives sociales sera poursuivie au cours de 2013 afin de recentrer leurs activités sur un encadrement efficient des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail.

Dans un premier temps, aucun audit ne sera réalisé auprès des autres initiatives sociales, initiatives qui sont beaucoup plus petites et dont la gestion est contrôlée par les services du ministère.

L'efficience des efforts déployés par les initiatives sociales sera à l'avenir soumise à un exercice d'évaluation, tel que cela a déjà été fait pour d'autres mesures en faveur de l'emploi (CIE, CAE, mesures de formation). Cet exercice ne sera toutefois réalisé qu'une fois la réorganisation interne finalisée.

Il n'est actuellement pas prévu de faire gérer les initiatives par des administrateurs agissant sous la seule responsabilité du ministère compétent. La réorganisation des initiatives permettra de garantir une gestion efficace des différentes structures par les conseils d'administration respectifs et qui sera soumise à un contrôle du ministère. Par ailleurs le nouveau système de financement assure une transparence beaucoup plus grande.

Question 2524 (31.1.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**allongement de la période de remboursement du prêt «étudiant»:**

Un nombre croissant de jeunes, ayant achevé leurs études universitaires ou supérieures, éprouvent des difficultés à trouver un emploi rémunéré au terme de leurs études.

Il me revient que les personnes concernées, au vu de leur situation précaire, se verraient obligées de demander un allongement de la période de remboursement de leur prêt «étudiant» ou bien un moratoire supplémentaire en matière de remboursement.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, combien de jeunes ont formulé une demande en ce sens?

- Quelles sont les disciplines d'études qui sont les plus concernées par ces demandes?

Réponse (6.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n° 2524 de Monsieur le Député André Bauler.

1. Suivant la convention signée entre les banques et l'État, l'étudiant peut proposer un autre plan de remboursement que celui proposé par la banque au début de la phase de remboursement. L'État n'est pas informé des arrangements du moment que la durée maximale de garantie du prêt (sur dix ans) n'est pas dépassée.

Uniquement si l'étudiant propose un plan de remboursement qui nécessite une prolongation de la phase de remboursement et donc une extension de la garantie de l'État, la banque transmet la demande de l'étudiant au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui saisit la commission consultative prévue à l'article 8 de la loi modifiée du 22 juin 2000, en annexant à la demande toutes les pièces justificatives et en apportant ses observations éventuelles.

2. En 2012 la commission précitée a siégé quatre fois et m'a soumis les décisions suivantes pour approbation:

12 demandes de délai de remboursement à accorder;

8 demandes de délai de remboursement à refuser.

En 2011 la commission a siégé également quatre fois et m'a soumis les décisions suivantes pour approbation:

9 demandes de délai de remboursement à accorder;

5 demandes de délai de remboursement à refuser.

3. Le très faible nombre de demandes de délai en cause ne laisse pas apparaître des disciplines d'études qui seraient plus concernées que d'autres.

Question 2526 (31.1.2013) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant la **vente d'appartements par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville:**

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville vient de vendre par adjudication publique plusieurs de ses appartements situés dans l'ancien complexe judiciaire au centre de la Vieille Ville.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le prix moyen par m² auquel les appartements ont été vendus?

- Quelles ont été les conditions sous lesquelles ces appartements ont été vendus?

- Était-il permis pour une personne d'acquérir plusieurs appartements? Si oui, combien de personnes ont profité de cette possibilité et pour en acheter combien?

- Quant aux acquéreurs, quel est le pourcentage entre résidents du Grand-Duché et non résidents?

Réponse (5.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite s'informer au sujet de la vente aux enchères des logements réalisés par le Fonds de la rénovation de la Vieille Ville (ci-après le «Fonds»).

Dans le cadre de la rénovation de l'îlot D, le Fonds a procédé en janvier 2013 à la vente aux enchères publiques de 17 appartements le long de la côte d'Eich. À rappeler que 25 appartements le long de la rue du Nord et dans la cour intérieure de l'îlot D, ont déjà été vendus en juillet 2012 et ont fait l'objet d'une question parlementaire n° 2299 du 19 septembre 2012.

Le prix moyen d'adjudication par m² a atteint 6.844 €/m², contre un prix de mise à l'enchère, équivalent au prix de revient, de 4.652 €/m², TVA de 15% comprise. Cette TVA est remboursable aux acquéreurs jusqu'au taux super-réduit de 3% dans les limites et les conditions de la législation de la TVA logement. À noter qu'au prix de vente proprement dit s'ajoutent les frais de vente, comprenant notamment droits d'enregistrement, surtaxe communale et honoraires de notaire.

Les logements ont été adjugés avec les conditions suivantes:

- Le terrain est cédé par bail emphytéotique de 99 ans. Après expiration de cette période, le Fonds, respectivement l'État, a la possibilité de racheter les immeubles.

- Sont exclues comme acquéreurs, les sociétés et personnes morales.

- Le Fonds bénéficie d'un droit de préemption pendant dix ans. Le prix de rachat serait dans cette hypothèse le prix de vente indexé.

La loi organique du Fonds ne définissant pas de critères d'attribution pour des objets à vendre, des mises aux enchères combinées avec les clauses précitées ont permis au Fonds d'attribuer les appartements de façon transparente, selon une procédure ouverte à tout le monde, et d'enrayer en même temps la spéculation.

Une personne physique a été en droit d'acquérir plusieurs appartements lors des ventes aux enchères.

Pour les 42 appartements cédés en juillet 2012 et janvier 2013,

- 28 personnes ont acheté un appartement,

- quatre personnes ont acheté deux appartements et

- deux personnes ont acheté trois appartements.

Parmi les acquéreurs, 86% sont des résidents et 14% sont des non-résidents du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2527 (31.1.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**impact du contrat de partenariat sur le mariage civil:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, conférant un cadre légal aux deux partenaires ayant choisi de vivre ensemble sans se marier, le nombre des partenariats au Luxembourg a explosé.

Selon le portail public du Grand-Duché, le nombre de mariages civils par an est resté relativement stable depuis le milieu des années 1990, se situant à environ 2.000 contrats par année.

Or, selon la base de données du Statec, on observe un recul assez net des contrats de mariage depuis l'année 2009 (moins que 1.750 par an) et ce nombre est resté plus ou moins stable depuis.

Il y a lieu de se demander s'il existe un rapport entre l'évolution du mariage civil et celle du partenariat.

C'est dans ce cadre que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques renseignant le nombre de partenariats contractés depuis son introduction légale en 2004?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques permettant de cerner l'impact du contrat de partenariat sur celui des mariages civils (p.ex. corrélation positive ou négative)?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques qui montrent le taux de personnes qui, avant de se marier civilement, ont vécu sous le régime du partenariat légal?

Réponse (8.2.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le répertoire civil tenu auprès du Parquet général dispose des données statistiques suivantes:

Partenariats luxembourgeois:

2004:	55	(Début: 04/11/2011)
2005:	227	
2006:	213	
2007:	298	
2008:	584	
2009:	670	
2010:	967	
2011:	1.852	
2012:	1.877	
2013:	75	
Total:	6.818	

Partenariats étrangers:

2010:	47
2011:	232
2012:	317
2013:	46
Total:	642

En dehors des statistiques ci-avant indiquées, le Ministère de la Justice ne dispose pas de statistiques qui permettraient de cerner l'éventuel impact du partenariat sur le mariage.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Question 2528 (31.1.2013) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant le **Fonds de compensation commun au régime général de pension:**

En effet, ces fonds, qui investissent les capitaux de la caisse du régime général de pension, sont soumis à un certain nombre d'exclusions, qui sont basées sur des règles éthiques internationales, excluant notamment les industries à armement, les industries qui menacent les droits humains et civils ou de l'environnement.

Or, en lisant la liste des portefeuilles d'investissements classés suivant les secteurs, il ressort qu'en 2011 quelque 4,73% des fonds furent investis dans l'industrie du tabac.

À une époque où les efforts investis dans le combat du tabagisme ont pris une envergure de plus en plus grande afin de diminuer les risques pour la santé des populations par voie législative, il semble pour le moins incongru que des fonds de nos caisses nationales de pension soient investis dans ce secteur.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que de tels investissements vont à l'encontre d'une politique transversale dans le domaine de la protection contre les méfaits du tabac?

- Dans l'affirmative, quels sont les moyens et les actions que Monsieur le Ministre peut mettre en œuvre afin d'exclure ces investissements dans le futur?

Réponse (25.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

La politique d'investissement socialement responsable du conseil d'administration du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) qui, rappelons-le, revêt la forme d'un établissement public, a été définie dans la lettre du 27 mai 2011 adressée par le président du FDC au Ministre de la Sécurité sociale et au Ministre des Finances et qui retient, en ce qui concerne les exclusions thématiques, ce qui suit:

«Finalement, le conseil d'administration ne s'estime pas habilité à accepter, au-delà des restrictions imposées par les dispositions légales et les conventions internationales en vigueur, l'exclusion d'entreprises de l'univers d'investissement selon des choix non dictés par des critères de gestion financière appliqués par la profession, mais inspirés de considérations thématiques particulières. En effet, le conseil d'administration ne se sent nullement habilité, ni mandaté pour prendre position dans des questions faisant l'objet de controverses philosophiques, religieuses, politiques ou sociétales.

Au cas où le législateur ou le Gouvernement entend imposer de telles restrictions, le conseil d'administration estime que ces restrictions doivent être fixées par voie légale ou réglementaire.

En effet, une telle modification du cadre légal ou réglementaire peut mettre en cause un élément fondamental du modèle de gestion arrêté par le Fonds dans sa stratégie, à savoir la gestion passive (mandats indexés) à raison de 50% de ses compartiments d'actions et obligataires.»

Étant donné que tant la production que la commercialisation et la vente du tabac restent des activités légales, le Ministre, voire le Gouvernement, n'auraient pour seule faculté que de recommander au FDC d'exclure les titres financiers relevant du secteur de la production du tabac.

Ainsi, à défaut de procéder à une adaptation du Code de la Sécurité sociale, et plus particulièrement des dispositions relatives au FDC, celui-ci ne saurait être contraint d'arrêter tout investissement dans le secteur lié à l'industrie du tabac.

Je tiens aussi à signaler le risque de nouvelles revendications d'interdiction d'investissement dans divers autres domaines.

Finalement, je voudrais attirer l'attention de Madame la Députée sur le fait que parmi les grands fonds d'investissement existant à l'échelon européen, et qui sont comparables au FDC, seul le fonds norvégien («The Government Pension Fund») applique, selon les informations de mes services, une exclusion pour les firmes produisant du tabac. Toujours est-il que cette exclusion se limite aux seuls producteurs de tabac et ne concerne ni les entreprises qui commercialisent des produits de tabac, ni celles qui produisent des ingrédients ou des additifs utilisés dans la production du tabac.

Cela étant, je suis tout à fait disposé à discuter avec la commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale respectivement dans le cadre des discussions sur le projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac de l'opportunité d'une recommandation allant dans le sens des réflexions de l'honorable Députée à l'adresse du FDC.

Question 2529 (1.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental:**

Il me revient que plusieurs établissements scolaires de l'enseignement postfondamental viennent de se donner de nouveaux règlements internes. D'aucuns critiquent que ces règlements auraient été élaborés sans que les comités des élèves des établissements en question n'aient été concertés au préalable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont récemment modifié leurs règlements internes? Ces modifications doivent-elles être avisées et approuvées par le Ministère?

- Est-il exact que des élèves ont été punis dans le cadre de l'exécution de leurs fonctions au sein des comités d'élèves? De telles mesures disciplinaires sont-elles conformes aux dispositions de la loi du 27 août 1997 portant création des comités d'élèves?

Réponse (5.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves.

Dans le cas de la présidente du comité des élèves du Lycée technique Mathias Adam, la direction n'a décidé d'aucune sanction à son encontre.

C'est le conseil de classe qui a décidé de sanctionner cette élève. Il siégeait en l'absence de l'élève et de ses parents, convoqués mais non présents. La direction informait l'élève et ses parents des sanctions prises.

L'élève a été exclue des cours pendant trois jours pendant lesquels elle a fait à la bibliothèque du lycée des devoirs imposés par le conseil de classe. Elle a nettoyé le préau pendant trois après-midis, chaque fois de 16.00 heures à 17.00 heures.

Les motifs de cette sanction ont été les suivants: l'appel à une manifestation non autorisée, la coercition envers de jeunes élèves de participer contre leur gré à cette manifestation, l'inobservance des consignes de la direction, notamment des consignes de sécurité.

Il ne serait pas pertinent que la présidente ou un autre membre élu du comité d'élèves fût sanctionné pour une action relevant de sa fonction.

Dans le présent cas, l'élève a été sanctionnée puisque, selon les témoignages d'autres élèves et de membres du personnel de l'école, elle aurait personnellement incité d'autres élèves à participer à une manifestation qui n'avait pas été autorisée par la direction et puisqu'elle aurait recouru à la coercition physique pour empêcher de jeunes élèves de 7e de sortir dans la cour afin de les contraindre à participer à la manifestation.

Question 2530 (1.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes auditifs:**

Il me revient qu'un nombre croissant de citoyens sont confrontés à des problèmes auditifs. Des études européennes révèlent en effet qu'environ un quart des jeunes sont confrontés à des problèmes d'hypoacousie.

Ainsi, il est démontré que l'écoute excessive de musique agressive sur une longue période accroît la probabilité de développer des acouphènes ou un bourdonnement d'oreilles. Dans ce contexte, le Ministère de la Santé avait lancé en 2010 une campagne appelée «Save your ears» afin de sensibiliser les personnes qui assistent régulièrement à des concerts de musique rock ou qui fréquentent les discothèques et les établissements de danse. Je me permets d'évoquer la brochure associée à cette campagne. Ses auteurs remarquent entre autres que la loi luxembourgeoise est trop restrictive et non appliquée. «Une législation sensée et respectée est une protection très efficace. Une proposition de modification est actuellement en instance de validation.»

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- La reformulation du règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 a-t-elle déjà pu être finalisée?

- Les normes DIN 15905 (Allemagne) ou SLV 2007 (Suisse), qui tiennent notamment compte de la protection du système auditif dans le domaine des loisirs, constituent-elles la base du règlement modifié?

- Quels sont les critères et les valeurs-limites assurant l'application de cette base juridique tout en réduisant sensiblement ce nouveau fléau médical?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à se concerter avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour sensibiliser les jeunes aux nuisances du bruit excessif?

Réponse (14.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Comme évoqué dans la réponse à la question parlementaire n°1919 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)*, les niveaux acoustiques pour la musique qui sont autorisés à l'intérieur des établissements de danse sont prescrits par le règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l´intérieur des établissements et dans leur voisinage. Ce règlement prévoit ainsi des limites pour la musique à l'intérieur de l'établissement ainsi que dans les bâtiments d'habitation avoisinants.

Or, les analyses menées par le Ministère de la Santé ainsi que les informations obtenues par les acteurs concernés du terrain ont démontré que la législation actuellement en vigueur nécessite une analyse approfondie et le cas échéant une adaptation. Quitte à ce que la législation relative à la lutte contre le bruit relève de la compétence du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, elle concerne en l'espèce plus particulièrement la santé publique. Cela étant, les deux ministères vont élaborer un projet de modification de la réglementation, en y associant les autres ministères et administrations concernés.

Il y a d'ailleurs lieu de rappeler que depuis le début de l'année 2010, une campagne de sensibilisation et d'information au sujet des effets nocifs de la musique amplifiée à outrance est menée par le Ministère de la Santé. Cette campagne prévoit une présence ciblée lors de concerts, la distribution de bouchons auriculaires et de dépliants ainsi que la sensibilisation directe auprès des jeunes.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé a aussi entamé des actions et des concertations à ce sujet avec le Ministère de l'Éducation nationale, aussi bien au niveau de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire.

Question 2531 (4.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant les **indemnités des présidents des conseils d'administration des initiatives à l'emploi:**

Il circule des rumeurs malsaines au niveau de la population dans le sens que les présidents des conseils d'administration des différentes initiatives à l'emploi recevraient des indemnités assez substantielles. Ceci est de nature à déstabiliser les relations entre travailleurs en situation actuelle précaire vu les licenciements prévus et les dirigeants de ces initiatives. Il faut rappeler que 35 personnes sont menacées de licenciement au sein de l'Objectif Plein Emploi.

Questions:

1) Est-ce que le Ministre est au courant de ces rumeurs?

2) À combien se chiffre la rémunération des différents Présidents?

Réponse (21.2.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Bien que je n'aie pas l'habitude de répondre à des rumeurs, je crois pouvoir confirmer que les présidents des conseils d'administration d'a.s.b.l. représentant des initiatives sociales ne touchent aucun salaire ni indemnité.

Question 2532 (4.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**informatisation dans le secteur de la santé:**

Im Kontext der Informatisierung im nationalen Gesundheitswesen möchte ich folgende Fragen stellen.

Fragen:

1) Wird es ein nationales Programm geben, das die Fragen des Datenschutzes im Rahmen der Informatisierung der Berichterstattung zwischen Dienstleistern regelt?

2) Gibt es Standards, die von allen Dienstleistern eingehalten werden müssen?

3) Sind Broschüren des Ministeriums vorgesehen, die den einzelnen Patienten die Fragen und Antworten zum Datenschutz im Gesundheitswesen näherbringen?

4) Muss der Patient prinzipiell seine Zustimmung geben, um zu erlauben, dass Berichte zwischen Dienstleistern übermittelt werden?

5) Welche Agentur ist hier in Luxemburg zuständig für die Erstellung der Leitlinien in diesem Bereich?

6) Gibt es in den Kliniken spezialisierte Fachkräfte, die juristische sowie datenschutzrechtliche Fragen, die mit der elektronischen Dokumentation einhergehen, aufarbeiten können?

7) Gibt es ein Qualitätslabel, das die Dienstleister erwerben können nach erfolgreicher Auditierung ihrer Informationssysteme?

Réponse (19.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Zurzeit begleiten das Gesundheitsministerium und das Ministerium für soziale Sicherheit die Einführung einer verstärkten elektronischen Dokumentation sowie die Verbesserung der elektronischen Vernetzung der Akteure des Gesundheitswesens.

Die sogenannten neuen Informations- und Kommunikationstechnologien bieten im Gesundheitswesen interessante neue Möglichkeiten zum Vorteil für den Patienten, den Leistungserbringer, für das Gesundheitssystem insgesamt sowie für die Forschung.

Gesundheitsinformationssysteme können zum Beispiel dazu beitragen, dass lebenswichtige Gesundheitsinformationen schneller und zuverlässiger am richtigen Ort zur Verfügung stehen. Sie unterstützen anerkanntermaßen die Sicherheit und die Qualität von Prävention, Diagnose, Behandlung des Patienten. Sie tragen auch zur allgemeinen Effizienz, Nachhaltigkeit und Transparenz des Gesundheitswesens bei und erschließen neue Möglichkeiten für die Forschung.

Ziel der aktuellen nationalen Bemühungen in diesem Bereich ist es, diese Vorteile durch angepasste und datenschutzkonforme Instrumente verstärkt zu erschließen.

Trotz der anerkannten Vorteile muss selbstverständlich beachtet werden, dass medizinische Patientendaten besonders empfindliche Daten sind, welche einen besonderen Schutz erfordern. Es gilt die mit der elektronischen Verarbeitung von Gesundheitsdaten verbundenen Risiken durch den Einsatz adäquater technischer Lösungen zu minimieren und einen möglichst hohen Datenschutz zu gewährleisten.

In Luxemburg werden die allgemeinen Bestimmungen betreffend die Fragen des Datenschutzes durch das abgeänderte Gesetz vom 2. August 2002 zum Schutz personenbezogener Daten bei der Datenverarbeitung festgelegt („Datenschutzgesetz"). Laut Datenschutzgesetz obliegt die Überwachung der Einhaltung der Bestimmungen des Datenschutzgesetzes der Nationalen Kommission für den Datenschutz („Datenschutzkommission").

Das Datenschutzgesetz legt unter anderem die genauen Bedingungen fest, die erfüllt werden müssen, damit eine Verarbeitung empfindlicher Daten im Gesundheitsbereich rechtmäßig ist. Es regelt die möglichen Zweckbestimmungen (Erbringung von Gesundheits- und Pflegedienstleistungen; wissenschaftliche Forschung und Verwaltung der Gesundheitsdienste) sowie die Personengruppen, die diese Verarbeitungen von Gesundheitsdaten durchführen dürfen (medizinische Instanzen, Sozialversicherungseinrichtungen; Personen, die im sozialen, familiären und therapeutischen Bereich tätig sind).

Eine Übermittlung von Gesundheitsdaten an andere Gesundheitsdienstleister kann auch prinzipiell nicht gegen den Willen des Patienten geschehen. Das Gesetzesprojekt über die Rechte und Pflichten des Patienten sieht in diesem Zusammenhang vor, dass die Übermittlung von Gesundheitsdaten im Interesse der Behandlung nicht gegen die Schweigepflicht verstößt, sofern der Patient hierüber informiert ist und der Übermittlung nicht widersprochen hat.

Prinzipiell obliegt es in erster Linie jedem Leistungserbringer sicherzustellen, dass in seinem Wirkungsbereich die Bestimmungen des Datenschutzes eingehalten werden. Das Datenschutzgesetz bestimmt klar Verpflichtungen für die verantwortlichen Stellen (u. a. Krankenhäuser), welche eine Datenverarbeitung vornehmen (ob in Papier- oder elektronischer Form). Dies beinhaltet unter anderem sicherzustellen, dass die Daten durch den Einsatz adäquater technischer und organisatorischer Maßnahmen gesichert sind, und dafür Sorge zu tragen, dass ihre Mitarbeiter die Daten unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen verarbeiten und deren Schutz gewährleisten.

Zurzeit haben alle Luxemburger Krankenhäuser intern Verantwortliche für Fragen des Datenschutzes eingesetzt, welche in ihrem Wirkungsbereich die Einhaltung des Datenschutzes unter Aufsicht der Datenschutzkommission gewährleisten sollen.

Gemäß Artikel 60ter und 60quater des Sozialgesetzbuches („Code de la sécurité sociale") ist die eHealth-Agentur („Agence eSanté") mit der Umsetzung einer nationalen elektronischen Infrastruktur für den Austausch von Gesundheitsdaten beauftragt.

In diesem Rahmen erfolgt zurzeit die technische Detailplanung zur Umsetzung der elektronischen Austauschakte des Patienten („dossier de soins partagé"). Auch plant die eHealth-Agentur die Bereitstellung einer besonders abgesicherten Lösung für den direkten elektronischen Datenaustausch zwischen den Gesundheitsdienstleistern. Für die ersten Bausteine der zukünftigen nationalen Infrastruktur wurde mit der öffentlichen Ausschreibung begonnen.

Als verantwortliche Stelle für diese wichtigen neuen Instrumente ist die eHealth-Agentur gemäß Bestimmungen des Sozialgesetzbuches zur Einhaltung besonders hoher Sicherheitsmaßnahmen verpflichtet. Sie wird die Sicherheit ihrer Infrastruktur vor Inbetriebnahme testen und durch eine externe, spezialisierte Firma auditieren lassen.

Die eHealth-Agentur hat Arbeitsgruppen eingesetzt, welche sich mit den technischen Fragen der Infrastruktur sowie mit der Einhaltung der ethischen, deontologischen und rechtlichen Fragen befassen. Diese Arbeitsgruppen behandeln insbesondere auch die Fragen des Datenschutzes und die der Patientenrechte. Dabei wird auch darauf geachtet, die Grundsätze des „privacy by design" (Datenschutz durch Technik) und „privacy by default" (datenschutzfreundliche Voreinstellungen) zu berücksichtigen.

Vor Inbetriebnahme der nationalen elektronischen Infrastruktur für den Austausch von Gesundheitsdaten ist eine Informationskampagne durch die eHealth-Agentur geplant, anhand von Broschüren, aber auch über das Internet und andere Medien. Ziel ist es, den Patienten und den Leistungserbringer über Fragen zum Datenschutz, aber auch zur generellen Funktionsweise zu informieren.

Artikel 60ter (1) des Sozialgesetzbuches beauftragt generell die nationale eHealth-Agentur mit der Förderung der Interoperabilität und Datensicherheit, unter anderem durch die Erarbeitung von Leitlinien und Standards für Gesundheitsinformationssysteme. Ein erster Vorentwurf ist in Vorbereitung und wird in den Arbeitsgruppen der eHealth-Agentur weiter beraten werden.

Die Akteure des Gesundheitswesens, das Gesundheitsministerium, das Ministerium für soziale Sicherheit, die Gesundheitskasse sowie die Datenschutzkommission sind in die Arbeitsgruppen der eHealth-Agentur durch Vertreter eingebunden und begleiten die vorerwähnten laufenden Arbeiten konstruktiv.

Die Einführung eines nationalen Qualitätslabels nach Auditierung von Gesundheitsinformationssystemen ist zurzeit jedoch nicht geplant.

Question 2533 (4.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé:**

Il me revient que les résultats d'analyses effectuées par le Laboratoire National de Santé (LNS) se font de plus en plus attendre, de sorte que les médecins et les patients concernés

restent longtemps dans le flou concernant le diagnostic. En effet, des délais d'attente de plusieurs semaines seraient plutôt la norme que l'exception.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards?

- Est-ce qu'un délai d'attente de plus de dix jours dans le cas d'un diagnostic de cancer impliquant éventuellement des traitements lourds, comme par exemple une chimiothérapie est, de l'avis de Monsieur le Ministre, encore tolérable en 2013?

- Est-il exact que le laboratoire éprouve des difficultés en ce qui concerne le recrutement de certains spécialistes, notamment dans le domaine de la pathologie?

Réponse (19.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En ce qui concerne les résultats d'analyses effectuées par le LNS en matière d'anapathologie, l'analyse statistique des délais de réponse des examens anatomo-pathologiques du mois de janvier 2013 (n=4.540 cas) a montré que 61,6% des réponses (n=2.796 cas) étaient réalisées endéans les six jours après l'entrée des prélèvements au service et que 95,5% des examens (n=4.334 cas) étaient répondus endéans les douze jours. Le délai de sortie moyen des comptes rendus anatomo-pathologiques était de six jours ouvrables.

Je tiens à rappeler que depuis le 1er janvier 2013, le LNS est constitué en établissement public géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé, qui de surcroît jouit d'une autonomie tant en matière administrative que financière.

Cette nouvelle situation juridique offre au LNS des facilités au niveau de la procédure de recrutement et des modalités d'engagement notamment de médecins.

Ainsi, le conseil d'administration du LNS a mis en place un comité ad hoc chargé du recrutement de médecins spécialisés en anapathologie. Les candidats retenus par ce comité seront proposés au conseil d'administration du LNS.

Question 2534 (4.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **recrutement des remplaçants au sein des services de l'Éducation différenciée:**

Le Service de l'Éducation différenciée, un département du Ministère de l'Éducation nationale, est en charge de l'éducation s'adressant aux élèves avec des besoins éducatifs spéciaux.

Par ma question parlementaire n°0917 du 15 février 2006 *(à consulter dans les archives sur le site Internet de la Chambre - www.chd.lu)*, je m'étais informé sur le recrutement des collaboratrices et collaborateurs motivés à effectuer des remplacements à durée déterminée au sein des services de l'Édiff. Dans sa réponse, Madame la Ministre avait répondu: «Il est vrai que pour les remplacements de courte durée, la disponibilité d'agents qualifiés est beaucoup plus restreinte. Il arrive que dans des cas exceptionnels, les remplacements doivent être effectués par des agents qui ne se prévalent pas de l'ensemble des qualifications exigées.»

En outre, Madame la Ministre a avoué à l'époque que «l'indemnisation revenant aux remplaçants de l'Éducation différenciée est moins avantageuse pour les remplacements de courte durée» et que son département, ensemble avec le Ministère de la Fonction publique, était en train d'élaborer un règlement grand-ducal «afin d'améliorer les conditions de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Est-ce qu'il est toujours aussi difficile de trouver des remplaçants qualifiés pour l'Édiff?

2) Existe-t-il un «pool de remplaçants» pour l'Édiff? Dans l'affirmative, quelles sont les qualifications spécifiques des remplaçants du pool?

3) Est-ce que les remplaçants de l'Édiff sont toujours moins bien payés que leurs collègues de l'enseignement fondamental? Dans l'affirmative, quelle est cette différence et quelle est la justification de cette discrimination?

4) Quelles furent les mesures effectivement mises en place depuis votre annonce, en mars 2006, d'élaborer un règlement grand-ducal visant à «améliorer les conditions de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée», dans votre réponse à ma question de février 2006?

Réponse (11.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Au vu des nombreux candidats qui viennent d'achever leurs études en pédagogie, pédagogie spéciale ou curative, il est devenu bien plus facile de trouver des remplaçants qualifiés pour effectuer des remplacements de moyenne et de longue durée dans les écoles et les équipes multiprofessionnelles de l'Éducation différenciée.

Ces remplacements permettent aux ressortissants des universités de se familiariser avec le domaine de la pédagogie spéciale.

En ce qui concerne les remplacements de courte durée l'Éducation différenciée se voit confrontée aux mêmes contraintes que l'Enseignement fondamental.

Ad 2) Il n'existe pas de base légale qui institue un pool de remplaçants pour le service de l'Éducation différenciée. Chaque école spécialisée et chaque équipe multiprofessionnelle collaborent avec des remplaçants provenant de la région concernée du pays.

Étant donné que le nombre des élèves de l'Éducation différenciée est beaucoup plus restreint que celui de l'enseignement ordinaire et que par conséquent son champ d'action est d'une envergure sensiblement moins importante, un engagement à durée indéterminée de remplaçants n'est guère justifiable au vu de la masse critique.

Le renforcement substantiel en personnel des deux dernières années permet de couvrir les besoins les plus urgents par des moyens de réorganisation interne dans le cas d'absences.

Le relevé des dernières années du renforcement en personnel du service de l'Éducation différenciée et du Centre de Logopédie illustre les efforts du Gouvernement en la matière:

Année	Poste(s)
2007	2
2008	-
2009	2
2010	12,5
2011	22,5
2012	30
Total:	69

Ad 3) Les agents pouvant se prévaloir d'une qualification déterminée sont rémunérés selon le barème officiel de l'État. Dans le cas où les remplaçants peuvent se prévaloir d'études universitaires, les modalités de paiement en tiennent compte.

Ad 4) L'élaboration d'un règlement grand-ducal visant à ajuster les conditions de travail et de rémunération des remplaçants de l'Éducation différenciée se fera dans le contexte de la réforme de l'Éducation différenciée.

Question 2535 (5.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **retards de paiement des cotisations sociales:**

Dans le cas de bon nombre de faillites le Centre commun de la sécurité sociale est créancier de sommes plus ou moins importantes. En effet, le non-paiement répété des arriérés auprès du Centre commun est souvent le signe précurseur d'une faillite d'une entreprise.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien d'entreprises affichent actuellement des retards en ce qui concerne le paiement des cotisations sociales? Parmi les entreprises débitrices, y en a-t-il des récidivistes?

- Quels sont les secteurs économiques les plus concernés par ces retards de paiement?

- À quelle somme s'élève la totalité de ces retards?

- À quel moment et sous quelle forme le Centre commun réagit-il respectivement commence-t-il à intervenir pour recouvrer les cotisations dues?

- Existe-t-il des différences entre des grandes et des petites entreprises pour ce qui est de la qualité de la réaction du Centre commun? Dans l'affirmative, quelles sont ces différences et quelles en sont les raisons?

- Y a-t-il actuellement des entreprises qui profitent d'un traitement de faveur de la part du Centre commun? Dans l'affirmative, combien d'entreprises profitent d'un tel traitement?

- Parmi les entreprises débitrices, y en a-t-il qui bénéficient ou ont bénéficié de subventions étatiques?

- Combien des entreprises débitrices prennent part à des soumissions publiques et à combien des entreprises concernées ont été accordées des soumissions?

Réponse (11.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les employeurs sont tenus de se libérer des cotisations leur réclamées par le Centre commun de la sécurité sociale dans le délai légal de dix jours à compter de l'émission des extraits de compte-cotisations mensuels. Comme cet extrait est émis avant le 15e jour de chaque mois, le Centre commun considère comme retardataire l'employeur qui n'a pas payé ses cotisations à la fin du mois. À la fin du mois de janvier 2013, 7.928 employeurs accusaient un retard dans le paiement de leurs cotisations pour un montant total de 190.056.248 euros. Ces chiffres concernent uniquement les employeurs occupant du personnel et ne comprennent ni les exploitations agricoles ni les non-salariés en retard de paiement de leurs cotisations.

À partir du mois de février 2013, le Centre commun met en œuvre systématiquement la procédure du recouvrement forcé des cotisations si les arriérés atteignent le seuil de quatre mois de retard, alors qu'auparavant elle ne débutait que si le débiteur n'avait pas payé les cinq derniers extraits de compte mensuels échus.

Ladite procédure commence par une sommation adressée par lettre recommandée au retardataire l'invitant à s'acquitter des cotisations échues dans la quinzaine de la réception de ladite sommation ou à accepter le délai de paiement proposé par le Centre commun. Ces délais sont déterminés automatiquement à l'aide d'un algorithme ne distinguant pas en fonction de la taille de l'entreprise et conçu de façon à faire réduire progressivement le solde débiteur. Aussi le retardataire bénéficiant d'un délai de paiement reste-t-il tenu au paiement des cotisations courantes ainsi que des intérêts moratoires au taux annuel de 7,2%.

Si le débiteur ne respecte pas le délai de paiement qui lui a été accordé ou s'il n'a pas accepté le délai de paiement proposé, le Centre commun procède au recouvrement forcé des créances, au moyen d'une contrainte administrative rendue exécutoire par le président du comité directeur du Centre commun et notifiée au débiteur par lettre recommandée. L'exécution de ce titre est poursuivie par voie d'huissier de justice. Lorsque l'huissier de justice constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible faute d'actif dans le chef du débiteur, le Centre commun transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite.

Le Centre commun applique donc une procédure de recouvrement forcé entièrement automatisée destinée à assurer l'égalité de traitement de tous les cotisants. Si un employeur sollicite un délai de paiement plus long que celui proposé automatiquement par le Centre commun, la demande est soumise, sous certaines conditions, au comité directeur qui en décide. Il convient de relever que les délais ainsi accordés restent exceptionnels, le comité directeur ne se prononçant lors de ses réunions ayant lieu tous les deux mois que sur quelques dossiers isolés dont quatre concernent actuellement des entreprises ayant bénéficié de subventions étatiques.

Le tableau suivant indique la répartition, selon les secteurs économiques, des employeurs retardataires et de ceux soumis à la procédure du recouvrement forcé.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

	TOUS LES EMPLOYEURS		EMPLOYEURS EN RETARD DE PAIEMENT		EMPLOYEURS SOUMIS AU RECOUVREMENT	
CODE NACE	NOMBRE	COTISATIONS MENSUELLES	NOMBRE	SOLDE DÉBITEUR	NOMBRE	SOLDE DÉBITEUR
A - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	92	560.387 €	30	432.796 €	6	180.089 €
B - INDUSTRIES EXTRACTIVES	10	309.710 €	2	21.363 €	0	- €
C - INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	678	33.520.197 €	252	15.808.646 €	53	3.297.288 €
D - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, ETC.	29	2.479.854 €	2	7.120 €	0	- €
E - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, ETC.	62	1.428.990 €	5	44.498 €	1	11.154 €
F - CONSTRUCTION	2.493	31.185.021 €	1.313	75.689.557 €	302	13.116.794 €
G - COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES, ETC.	4.562	35.471.831 €	1.652	18.278.684 €	383	4.731.846 €
H - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	891	22.340.169 €	377	20.414.585 €	90	4.731.050 €
I - HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	2.200	9.465.657 €	1.318	16.174.984 €	406	4.600.530 €
J - INFORMATION ET COMMUNICATION	979	18.202.303 €	318	7.182.708 €	63	1.133.118 €
K - ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	3.673	65.205.628 €	485	3.389.510 €	116	873.033 €
L - ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	879	1.911.666 €	286	3.347.603 €	83	786.012 €
M - ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	3.020	34.029.085 €	769	11.457.725 €	197	3.188.850 €
N - ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	989	14.885.588 €	330	9.454.174 €	80	1.067.544 €
O - ADMINISTRATION PUBLIQUE	201	60.367.455 €	14	250.105 €	6	57.457 €
P - ENSEIGNEMENT	162	3.981.418 €	32	260.290 €	3	22.965 €
Q - SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	1.415	29.568.512 €	103	2.819.439 €	17	841.166 €
R - ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	356	1.605.682 €	75	581.579 €	18	232.221 €
S - AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1.207	4.337.504 €	277	2.325.106 €	80	622.188 €
T - ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS; ETC.	1.574	261.141 €	65	28.340 €	6	5.340 €
U - ACTIVITÉS EXTRATERRITORIALES	242	959.994 €	54	471.968 €	16	203.881 €
NON CLASSÉS AILLEURS	378	406.006 €	169	1.615.469 €	37	237.329 €
TOTAL	26.092	372.483.798 €	7.928	190.056.248 €	1.963	39.939.853 €

Le Centre commun n'est pas en mesure de déterminer le nombre d'entreprises ayant participé à des soumissions publiques. Toutefois, il peut fournir une indication sur le nombre d'entreprises ayant demandé et obtenu une attestation conformément à la législation sur les marchés publics qui exige que le soumissionnaire soit en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations sociales à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission. Au cours de l'année 2012, 1.484 entreprises ont effectué une demande de certificat pour soumission publique parmi lesquelles 251 n'ont pas reçu de réponse favorable.

Question 2536 (5.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Laboratoire National de Santé:**

La loi du 7 août 2012 portant création de l'établissement public «Laboratoire National de Santé» définit entre autres les missions de l'établissement.

Considérant que dans ce cadre, l'établissement doit développer des activités d'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- En quoi consistent les activités d'enseignement organisées par l'établissement?

- Les étudiants des professions de santé ou en médecine ont-ils la possibilité de suivre des stages pratiques dans le Laboratoire National de Santé et quel est, le cas échéant, le nombre d'étudiants pouvant profiter de cette option?

Réponse (4.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les activités d'enseignement auxquelles participent les agents de l'établissement public LNS intéressent surtout le domaine médical, c'est-à-dire celui des professions de santé. Le LNS fait fonction de terrain de stage aussi bien pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement supérieur du pays.

Ainsi, en 2013 au total 29 étudiants ont réalisé différents types de stages au LNS (stages d'orientation, stages d'observation, stages dans le cadre de travaux de diplômes universitaires, stages de développement de compétences professionnelles). Les domaines sollicités sont l'anatomie pathologique, la toxicologie, la microbiologie, le contrôle des médicaments et des denrées alimentaires, l'hématologie, la cytologie et la surveillance biologique.

Le nombre d'étudiants pouvant profiter de cette option jusqu'à présent n'a pas été limitatif. La proposition du LNS de figurer comme terrain de stage pour la formation des assistants techniques médicaux de laboratoire n'a pas été retenue par les autorités compétentes, en raison du manque de débouchés professionnels.

Question 2538 (5.2.2013) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **échographies obstétricales:**

La nomenclature des actes et services des médecins comporte deux actes pour l'échographie obstétricale. Les statuts de la CNS prévoient la prise en charge de trois échographies obstétricales, sauf en cas d'hospitalisation stationnaire pendant une durée d'au moins trois jours.

Au vu de ce qui précède et me référant à la réponse à ma question parlementaire n°2409 du 13 novembre 2012 *(cf. compte rendu n°5/2012-2013)*, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de contrôles échographiques (actes 8E21, 8E22 et 8E25) ont été effectués par grossesse en 2011?

- Combien de ces contrôles ont été effectués dans le cadre d'une hospitalisation stationnaire et quelle en est la moyenne par grossesse?

- Quelle est la moyenne des contrôles stationnaires et ambulatoires par grossesse?

- Combien de femmes enceintes ont eu plus de trois échographies et pour quels motifs?

- Le gynécologue doit-il informer les patientes que la CNS ne rembourse que trois échographies?

- Combien de cardiotocogrammes sont en moyenne réalisés par grossesse?

Réponse (12.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Remarque préliminaire:

Il importe de préciser que les données présentées ont été recensées d'après la considération qu'une «grossesse en 2011» est:

- une grossesse débutée en 2010 et venue à terme en 2011;

- une grossesse débutée et venue à terme en 2011;

- une grossesse débutée en 2011 et venue à terme en 2012.

Dans cette considération, le nombre total de grossesses pris en compte pour l'appréciation du nombre des échographies par grossesse se chiffre à 9.095.

Ad 1) Le tableau ci-après indique le nombre moyen des échographies facturées sous les codes 8E21, 8E22 et 8E25 par le médecin traitant par grossesse en milieu stationnaire et ambulatoire.

Nombre moyen d'échographies facturées sous les actes précisés ci-dessous, par grossesse	2,91
dont 8E21	1,73
dont 8E22	0,80
dont 8E25	0,38

Ad 2) Le tableau ci-après indique le nombre d'échographies par grossesse en milieu stationnaire par rapport au nombre total des échographies réalisées au cours des grossesses en 2011.

Nombre d'échographies par grossesse en milieu stationnaire par rapport au nombre total des échographies réalisées au cours des grossesses en 2011	0,091
dont 8E21	0,045
dont 8E22	0,005
dont 8E25	0,042

À noter que parmi les 9.095 grossesses en 2011, le nombre de grossesses au cours desquelles au moins une échographie a été effectuée en milieu stationnaire est de 560. Si l'on considère uniquement ces grossesses, le nombre moyen des échographies réalisées par grossesse en milieu stationnaire est de 4,55.

Nombre moyen d'échographies facturées par grossesse	4,55
dont 8E21	2,93
dont 8E22	1,49
dont 8E25	0,13

Ad 3) Le tableau ci-après indique le nombre moyen des échographies par grossesse en milieu ambulatoire.

Nombre moyen d'échographies en milieu ambulatoire par grossesse	2,819
dont 8E21	1,695
dont 8E22	0,785
dont 8E25	0,338

Concernant les contrôles échographiques 8E25 uniquement ceux liés à une grossesse ont été retenus. Ont également été exclus les contrôles échographiques réalisés au cours de la période de grossesse par un médecin dont la spécialité n'a en principe pas eu de rapport direct avec celle-ci (p. ex.: un rhumatologue).

Ad 4) Le tableau suivant reprend le nombre de grossesses au cours desquelles plus de trois échographies ont été facturées sous les codes 8E21, 8E22, 8E25 pendant leur grossesse.

Nombre de grossesses avec plus de trois échographies facturées sous les codes 8E21, 8E22, 8E25	2.202

Si on ne considère dans ce contexte que le nombre de grossesses au cours desquelles au moins une échographie en milieu stationnaire a été faite (560), la proportion de grossesses avec plus de trois échographies (396) est évidemment beaucoup plus élevée.

Ad 5) L'obligation pour les médecins d'informer les patients sur les limitations des prestations qui sont prises en charge par l'assurance maladie n'est pas reprise à l'heure actuelle dans une disposition légale, réglementaire ou conventionnelle. En principe en cas de prescription d'une prestation ou d'une fourniture dont la délivrance est à faire par un autre professionnel de santé, c'est le prestataire exécutant la prestation qui a une obligation conventionnelle d'informer préalablement à la délivrance le patient sur le volet de la prise en charge.

En l'espèce, la limitation des prestations est en principe spécifique aux médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique qui sont au courant de cette disposition et qui en informent leurs patientes. Il convient toutefois de noter que le projet de loi sur les droits des patients contient notamment dans son article 9 (2) alinéa 3 une disposition qui a la teneur suivante: «L'information préalable du patient inclut une estimation des aspects financiers pour le patient, inhérents aux soins de santé proposés et aux modalités de prise en charge envisagées. Sur demande du patient, une information claire sur les prix pratiqués est donnée par écrit.»

La Caisse Nationale de Santé envisage également d'intégrer une obligation similaire dans la convention avec l'Association des médecins et médecins-dentistes actuellement en cours de négociation.

Question 2539 (5.2.2013) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pollution de l'air au Luxembourg:**

Plusieurs rapports réalisés récemment en France ont démontré que la pollution atmosphérique présente des effets néfastes sur la qualité et l'espérance de vie notamment dans les grandes agglomérations. Il a également été prouvé que l'exposition constante à une concentration de particules PM 2,5 (particules fines, incluant les particules très fines et ultrafines), même si pas très élevée, est plus périlleuse qu'une courte exposition à des pics de pollution élevés. Il découle en outre de ces rapports que la population entière est concernée par cette menace sanitaire, et plus particulièrement les enfants, les personnes âgées, les souffrants d'une maladie chronique, tout comme les résidents le long des principaux axes routiers.

Selon un article paru le 8 janvier 2013 dans «Le Monde», un collaborateur de l'Institut français de veille sanitaire (InVS) remarque par ailleurs que si la France ramenait la concentration moyenne des particules PM 2,5 à dix microgrammes par mètre cube dans ses villes, «(…) les personnes de 30 ans gagneraient de quatre à huit mois d'espérance de vie (…)».

Un autre rapport du Haut conseil de santé publique de France, appuyé scientifiquement par l'InVS, souligne entre autres qu'un dépassement des valeurs guides de l'OMS pour les PM 2,5 au sein de l'agglomération de Strasbourg se traduirait par 148 décès anticipés chaque année, et près de huit mois de vie perdus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Le Ministre est-il en mesure de me confirmer que les plans d'action pour la réduction des émissions (bus, installations de chauffage, etc.) ainsi que le nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion, tel que prévu par l'Administration de l'Environnement, ont pu contribuer à la réduction de la concentration en particules PM 2,5?

- Le Ministre estime-t-il utile de renforcer les moyens afin de remédier à cette réalité inquiétante, mettant en péril l'espérance de vie de nos jeunes générations, des personnes âgées et de nos résidents les plus sensibles? Dans l'affirmative, quelles mesures concrètes seraient envisagées à court et à long terme?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Tel que cité par le «Luftqualitätsplan für den Großraum Stadt Luxemburg, Aktualisierung für den Zeitraum 2010-2020» et afin d'améliorer la qualité de l'air et de respecter les valeurs li-

mites définies par la Commission européenne, une série de mesures ont déjà été mises en œuvre, d'autres sont ou seront mises en œuvre tandis que d'autres sont encore à l'examen.

Mesures déjà mises en œuvre jusqu'en 2010:

- Mesures pour la réduction du trafic individuel;

- Promotion du trafic non motorisé;

- Modernisation continuelle des bus circulant sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- Réorganisation du réseau des autobus de la ville de Luxembourg;

- Adaptation des feux de circulation de manière à augmenter la fluidité du trafic;

- Remplacement des locomotives au diesel par des locomotives électriques;

- Aides financières lors de l'achat de véhicules utilitaires à faibles émissions;

- Utilisation de l'autoroute ferroviaire pour le transport de marchandises;

- Utilisation de centrales de cogénération en combinaison avec un réseau de chauffage urbain;

- Conseil en matière d'énergie et aides financières;

- Information et sensibilisation de la population;

- Mise en place de «zones 30» dans les quartiers résidentiels;

- Vérification de la qualité de l'air;

- Végétalisation de la ville;

- Aides financières pour inciter des consommateurs à acheter des voitures moins polluantes.

Mesures supplémentaires à mettre en œuvre:

- Réalisation du projet du tramway;

- Mise en œuvre des projets d'infrastructures dans l'intérêt du trafic ferroviaire;

- Promotion continuelle du trafic non motorisé;

- Déplacement d'une partie du trafic de voitures et de camions vers la route du Nord;

- Restriction de la circulation de livraison;

- Réaménagement du Centre Hamilius avec optimisation de la circulation;

- Réglementation pour les chauffages au bois afin de réduire les émissions;

- Développement du réseau de chauffage urbain;

- Car-pooling et car-sharing;

- Création de quartiers résidentiels sans voitures;

- Électromobilité;

- Affichage des valeurs de polluants de l'air pour sensibiliser la population.

Mesures à examiner:

- Remplacement plus rapide de bus anciens par des véhicules pauvres en émissions;

- Optimisation des lignes d'autobus;

- Prise en compte de critères environnementaux lors de marchés publics;

- Restrictions de circulation pour voitures, camions et bus ne respectant pas une certaine norme de pollution EURO;

- «Eco-Driving»;

- Prise en compte des aspects de la qualité de l'air dans la planification urbaine.

Les mesures précitées ont été prises ou le seront afin de respecter à la station de Luxembourg-centre et dans le centre-ville en général la valeur limite définie par la directive 2008/50/CE pour le NO_2 (40µg/m^3 en moyenne annuelle). Ces mesures ont aussi un effet bénéfique incontestable sur les poussières fines (PM 10 et PM 2,5). Toutefois, on verra dans ce qui suit que la situation pour les particules en suspension est moins critique.

Les particules en suspension sont:

- soit d'origine naturelle: éruption volcanique, érosion éolienne, feux de forêt, embruns maritimes,...

- soit d'origine anthropique: Chauffage au bois, combustion de matières fossiles (pétrole, charbon, gaz,...), transport, sidérurgie, incinération, agriculture...

Une partie d'entre elles, appelées particules secondaires, se forment par réactions chimiques dans l'air à partir de polluants précurseurs (principalement les oxydes de soufre, les oxydes d'azote, l'ammoniac et les composés organiques volatils).

Les effets sur la santé dépendent essentiellement de leur taille (diamètre aérodynamique) et de leur composition chimique. Plus les particules sont fines et plus elles pourront pénétrer loin dans le système respiratoire et y séjourner longtemps. Selon leur source, elles peuvent contenir des métaux lourds ou des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

Pour rendre compte au mieux de la situation, le service Surveillance et contrôle de la qualité de l'air de l'Administration de l'Environnement a mis en place le réseau d'analyse en différé sur filtre qui mesure notamment les polluants suivants:

- PM 10 & PM 2,5: particules en suspension dont le diamètre aérodynamique est respectivement inférieur à 10 et 2,5 µm;

- les métaux lourds dont les principaux sont l'arsenic (As), le cadmium (Cd), le Nickel (Ni) et le Plomb (Pb), métaux lourds analysés dans les PM 10;

- le benzol(a)pyrène, B(a)P, choisi comme traceur du risque cancérigène de l'ensemble des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP); B(a)P analysé dans PM10;

Ces polluants sont mesurés à travers six stations qui par leur localisation se caractérisent de la manière suivante: Luxembourg-centre (urbaine trafic), Walferdange (suburbaine), Schifflange (milieu industriel), Luxembourg-Bonnevoie (urbaine de fond), Esch-sur-Alzette (urbaine de fond), Beckerich (rurale).

Les valeurs moyennes des concentrations des PM 2,5 et PM 10 sont calculées sur base de données transmises par le laboratoire jusqu'au 12 novembre 2012. Les moyennes calculées pour 2012 sont donc provisoires et non validées définitivement. Les valeurs de référence sont définies conformément au règlement grand-ducal du 29 avril 2011 portant application de la directive 2008/50/CE. Sur base de ces chiffres, il résulte que les valeurs limites imposées par la réglementation communautaire sont respectées pour les particules fines.

Question 2540 (6.2.2013) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**éclairage nocturne des commerces et bureaux:**

Comme cela a été relayé par la presse, le Gouvernement français a publié un arrêté restreignant l'éclairage nocturne des commerces et bureaux, et notamment des vitrines de magasins, à partir du 1er juillet 2013, l'objectif étant de réduire la consommation d'électricité et les émissions de gaz à effet de serre. L'arrêté en question précise qu'à l'extérieur, «les illuminations des façades des bâtiments sont éteintes au plus tard à 01.00 heures» du matin et «les éclairages des vitrines de magasins de commerce ou d'exposition sont éteints au plus tard à 01.00 heures ou une heure après la fin de l'occupation de ces locaux si celle-ci intervient plus tardivement». Des dérogations sont prévues pour les périodes de fêtes comme Noël ou dans les zones touristiques ou d'animation culturelle permanente.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures s'il ne trouve pas opportun d'appliquer des restrictions semblables en matière d'éclairage nocturne au Luxembourg afin d'éviter un trop plein de consommation d'énergie, mais aussi d'améliorer le bilan énergétique des bâtiments en question?

Réponse commune (26.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

L'arrêté du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels aux fins de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie introduit pour le territoire français des horaires précis pour l'extinction des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel, les illuminations des façades des bâtiments et les éclairages des vitrines de magasins de commerce ou d'exposition.

Pour ce qui est de la question quant à des mesures semblables au Luxembourg, il y a lieu de souligner que, comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n°1804 du 19 décembre 2011 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser concernant les enseignes commerciales *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)*, les actions actuelles et futures du Gouvernement en matière d'efficacité énergétique sont reprises dans le 1er plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 datant d'avril 2006 et dans le plan national en matière d'efficacité énergétique, dont le premier plan date de février 2008 et le deuxième de septembre 2011. Le choix des mesures dans les plans respectifs est généralement opéré en fonction du potentiel d'économies d'énergie des différentes mesures d'une part et de la faisabilité technique et organisationnelle d'autre part. Actuellement, une mesure concernant l'extinction des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel et autres ne fait pas partie du bouquet de mesures retenues par le Gouvernement.

Dans le cadre de l'établissement du troisième plan national en matière d'efficacité énergétique en 2014 et de la transposition de la directive 2012/27/CE relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, les services concernés du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur vont évaluer les mesures mises en place au cours des dernières années, identifier de nouvelles mesures et analyser leur faisabilité technique, économique et organisationnelle. Dans ce contexte, des mesures portant sur l'extinction des enseignes commerciales et des éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel seront également prises en considération.

Finalement, il est important de souligner que la méthodologie de calcul prévue par la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments fonctionnels, entrée en vigueur en 2011, prend en compte, pour les bâtiments fonctionnels neufs et existants, l'énergie consommée pour l'éclairage des bâtiments. Ainsi, les consommations respectives sont considérées dans les certificats de performance énergétique des bâtiments concernés et donnent ainsi de manière transparente des indications claires sur les consommations énergétiques liées à l'éclairage.

Question 2541 (6.2.2013) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **libération d'un navire battant pavillon luxembourgeois:**

La nouvelle de la libération du tanker Gascogne, appartenant à une société française et battant pavillon luxembourgeois, a ce matin déferlé dans la presse internationale. Deux hommes d'équipage, pris en otage dimanche dernier, ont apparemment été blessés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?

2. Est-ce que le Luxembourg est intervenu auprès des ravisseurs du tanker? Sous quelle forme cette intervention s'est-elle faite?

3. Est-ce que le Luxembourg a offert aux pirates des avantages en nature ou autres, voire des services pour obtenir leur départ du navire? Le Ministre peut-il me fournir tous les détails à cet égard?

Réponse (26.2.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1. Après la libération du navire, l'armateur avait informé les autorités luxembourgeoises que deux marins avaient été blessés mais qu'heureusement leurs jours n'étaient pas en danger. Le Commissariat aux affaires maritimes a demandé un état de santé de l'équipage en général et des deux blessés en particulier. Cette information pourra être fournie lorsqu'elle sera disponible.

2. et 3. Dans l'intérêt de la protection nationale, les informations sollicitées ne peuvent pas être divulguées alors que le domaine de la lutte contre la piraterie maritime constitue une matière complexe et hautement sensible, susceptible de porter atteinte à la sécurité du Grand-Duché et des États auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune, voire aux relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2542 (6.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **contrôle et classification des limites d'âge pour les films de cinéma:**

Le dernier long-métrage (170 min.) de Peter Jackson «Le Hobbit - un voyage inattendu» passé en salle de cinéma en décembre et janvier, a été très contesté au niveau de son accès pour enfants eu égard aux scènes de violence et de massacre. Le film est cependant accessible au Luxembourg aux enfants à partir de six ans tandis qu'en Allemagne le film est interdit aux enfants de moins de douze ans.

Selon la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, les exploitants de cinéma sont libres de déterminer eux-mêmes les limites d'âge pour chaque film en parallèle d'un mécanisme de contrôle étatique assuré par la Commission de surveillance de la classification des films (CSCF).

- Est-ce que les membres de la Commission de surveillance de la classification des films (CSCF), parmi lesquels se trouvent des représentants du Ministère de la Culture, du Ministère des Communications et des Médias, du Ministère de la Famille, de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK), des experts en psychologie, en pédagogie ou en sciences éducatives ainsi que des critiques de cinéma, ont contrôlé l'examen de ce film en particulier et vérifié si la publication du classement était appropriée et suffisante?

- Est-ce que la CSCF depuis son mandat du 11 avril 2010 a déjà procédé à un reclassement de films suite à des réclamations et plaintes du grand public?

Réponse (11.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Pour répondre à la première partie de la question parlementaire posée par Monsieur le Député Claude Adam, à savoir si la Commission de surveillance de la classification des films (ci-après la «CSCF») a contrôlé la classification donnée par les exploitants de cinéma du film «Le Hobbit-un voyage inattendu» dans la catégorie six ans et plus, il convient d'abord de clarifier si la CSCF a été saisie respectivement s'est autosaisie puisqu'un tel contrôle avec une éventuelle décision de reclassement du film ne peut intervenir que suite à une telle saisine ou auto saisine.

À cet égard je tiens à vous informer que, concernant le film susmentionné, la CSCF n'a pas été saisie par l'une des institutions énumérées à l'article 6 de la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques (Ministres ayant en charge respectivement la Famille et Ministre de la Culture, Procureur d'État ou «Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand»). En ce qui concerne l'autosaisine, aucune réclamation n'a été adressée à la CSCF par une personne extérieure à la CSCF, en revanche un membre de la CSCF a transmis une telle réclamation en date du 21 décembre 2012 estimant effectivement que la classification de six ans et plus n'était pas appropriée au regard des nombreuses scènes guerrières.

Étant donné le court délai de diffusion des films et le fait qu'un grand nombre d'entrées au film se fait dans les jours qui suivent sa sortie dans les salles de cinéma, la CSCF a essayé de donner suite à cette réclamation de manière rapide. Ainsi les membres de la CSCF ont été consultés suivant la procédure écrite prévue à l'article 5 du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 déterminant les missions, la composition et le fonctionnement de la Commission de surveillance de la classification des films et un délai de trois jours ouvrables leur a été imparti pour donner leur avis. Mais aucune décision concernant l'auto saisine de la CSCF et celle d'un éventuel reclassement du film susmentionné n'a pu être atteinte dans un délai jugé suffisamment bref (à noter que les décisions de la CSCF sont prises à la majorité des voix selon l'article 4 du règlement grand-ducal susmentionné).

Afin d'apporter néanmoins une réponse aux craintes exprimées et toujours dans un souci de réagir dans un délai le plus bref possible, le président de la CSCF a pris l'initiative de s'adresser de manière informelle au président de la Fédération des exploitations de cinéma afin qu'un avertissement concernant les scènes de violence soit apposé au film.

Ainsi l'attention des parents et personnes accompagnant des enfants au cinéma a été attirée au fait que le film contient des scènes violentes qui peuvent choquer ces derniers. Cet avertissement a donc permis aux accompagnants de décider en connaissance de cause et par eux-mêmes d'un accès éventuel des enfants au film susmentionné, de sorte que l'objectif de la loi a été respecté.

Il convient par ailleurs de noter que la loi du 20 avril 2009 relative à l'accès aux représentations cinématographiques a laissé le soin aux exploitants de régler l'accès aux salles à l'aide d'une signalétique de catégories d'âge mais que ceci n'est quelquefois guère aisé. En effet, pour classer un film les exploitants de cinéma s'orientent d'après les classifications données dans nos trois pays voisins qui sont la France, la Belgique et l'Allemagne. Néanmoins il existe régulièrement de grandes différences de classification entre ces pays. Ainsi de manière constante l'Allemagne semble être beaucoup plus stricte que

les deux premiers pays. Ces grandes différences de classification de nos pays voisins et l'obligation de classer dans une catégorie d'âge précise ne facilite pas le choix des exploitants de cinémas de sorte que dans certains cas, comme celui en l'occurrence, une classification dans une catégorie d'âge avec un avertissement semble le moyen le plus adapté.

Concernant la deuxième partie de la question parlementaire, à savoir si la CSCF a déjà pris des décisions de reclassement de films, il convient de préciser qu'en effet depuis sa création la CSCF a reclassé plusieurs films dans une autre catégorie d'âge.

Question 2543 (6.2.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **pneus d'hiver:**

Les conditions météorologiques des derniers jours ont perturbé de façon considérable le trafic sur notre réseau routier. Dans différents incidents étaient impliqués soit des poids lourds soit des autobus ou autocars. En effet, la réglementation actuelle dispose que ces véhicules doivent seulement être équipés de pneus portant le sigle M&S (Mud&Snow) en période hivernale. Or, il s'avère que cette condition est également remplie par de nombreux modèles de pneus d'été.

D'autre part, les services de dépannage constatent que de plus en plus de véhicules sont équipés de pneus d'hiver dont le profil est largement inférieur à 3mm, valeur qui est considérée par les experts comme nécessaire pour que les pneus soient efficaces en conditions de neige.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à revoir la réglementation actuelle concernant l'usage de pneus d'hiver, notamment en ce qui concerne les poids lourds et autobus?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un profil minimal de 1,6 millimètre est suffisant pour des pneus d'hiver? Dans la négative, Monsieur le Ministre serait-il prêt à revoir cette limite?

Réponse (14.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les dispositions de la réglementation routière en matière de pneus d'hiver.

Tout d'abord, il convient de relever que l'article 160 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques stipule que dans des conditions météorologiques hivernales définies, les véhicules automoteurs peuvent seulement être conduits sur la voie publique avec des pneus répondant aux caractéristiques des «pneumatiques neige», telles que définies par la réglementation internationale, et comportant le marquage M+S, M.S., M&S ou le pictogramme alpin (3PMSF), tout en différenciant à cet égard entre les différentes catégories de véhicules.

À noter qu'à l'heure actuelle, la réglementation concernant l'équipement obligatoire de pneus d'hiver varie fortement d'un pays européen à l'autre. Certains pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, prescrivent une telle obligation, alors que d'autres, tels que la France et la Belgique, n'ont introduit aucune exigence générale quant au montage de pneus d'hiver. Parmi les réglementations nationales qui prescrivent l'utilisation de pneus d'hiver, certaines imposent en plus une profondeur minimale des rainures sans que cette profondeur soit pour autant harmonisée d'un pays à l'autre.

Devant cette toile de fond très variée, la réglementation luxembourgeoise s'est inspirée largement de la législation allemande, qui est reprise quasi littéralement. Il en découle que le Luxembourg s'est aligné sur les dispositions légales appliquées par le pays voisin disposant d'une réglementation générale en matière de pneus d'hiver, également pour ce qui est des véhicules lourds qui peuvent être conduits avec des pneus d'hiver montés sur tous les essieux-moteurs seulement et en ce qui concerne la profondeur minimale des rainures.

Vu la situation géographique du Luxembourg, en tant que pays de transit, le Gouvernement plaide en faveur d'une harmonisation européenne en matière d'équipement de pneus d'hiver, tout en veillant à ce que les dispositions réglementaires en vigueur au Luxembourg ne s'écartent pas outre mesure des dispositions appliquées dans les pays limitrophes. Il va sans dire que le Luxembourg suit avec beaucoup d'intérêt les études menées par les autorités allemandes avant de revoir leur réglementation, pour décider le moment venu de l'opportunité d'adapter la réglementation luxembourgeoise.

Question 2544 (6.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Lycée technique Mathias Adam:**

Suite aux dissensions grandissantes entre le comité d'élèves et la direction du Lycée technique Mathias Adam (LTMA) de Pétange, une action de grève des élèves et les sanctions infligées à la présidente du comité d'élèves du lycée mentionné, il se pose non seulement la question de la justification, de la légalité et de l'adéquation des mesures décidées dans ce cas précis, mais aussi la question plus fondamentale des droits et devoirs des représentants des élèves, de leur marge de manœuvre pour défendre les intérêts des élèves ainsi que des moyens mis à leur disposition et enfin de la gestion des conflits en cas de divergences de vues plus profondes.

Vu l'invocation de raisons de sécurité et de difficultés de surveillance par la direction pour justifier l'obligation de sortir pendant les pauses, il se pose également la question de la sécurité liée à celle de la taille du lycée (2.244 élèves prévus à la rentrée 2012/2013) et de l'adéquation des bâtiments/équipements pour ce nombre d'élèves (conçus pour 1.500 à 1.800).

En complément à la question n°2529 du député André Bauler *(cf. ci-dessus)* et en attendant la mise à l'ordre du jour de mon interpellation au sujet de la participation et de la représentation des élèves à l'école, je souhaite avoir les précisions suivantes de Madame la Ministre:

1) Selon des statistiques prévisionnelles présentées pour la rentrée de septembre 2012, le LTMA serait le lycée le plus peuplé du pays. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette information?

2) Quel est le nombre exact des élèves fréquentant actuellement le LTMA et quelle est la ventilation pour chacun de ses sites?

3) Est-ce que la loi prévoit un droit de manifestation pour les élèves du post-fondamental au sein/sur le terrain des établissements scolaires? Dans l'affirmative, quelles sont les conditions pour l'exercer?

4) Est-ce que les élèves du LTMA ont le choix de rester sous un préau couvert en dehors des cas d'intempéries et est-ce que les régents du LTMA peuvent faire des exceptions conformément à l'article 9 du règlement grand-ducal 23 décembre 2004 sur l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées et lycées techniques?

5) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que la sanction complète décidée par la direction à l'encontre de la présidente du comité d'élèves était composée d'une suspension de l'école pour une durée de trois jours et d'une «retenue» de trois jours de travaux de nettoyage de l'école? Quelle était la justification exacte que la direction a fournie à l'élève?

6) Est-ce que Madame la Ministre juge cette sanction appropriée par rapport aux faits reprochés?

7) Est-ce que Madame la Ministre estime que la sanction d'une présidente élue d'un comité des élèves pour une action qui relève de sa fonction, soit légitime? Dans l'affirmative, pourquoi ne pas sanctionner tout le comité des élèves?

8) Quelle est l'appréciation de Madame la Ministre quant à la recommandation à peine cachée de la direction à l'adresse de l'élève de démissionner en tant que présidente du comité des élèves? Est-ce qu'une telle recommandation est permise et acceptable pour Madame la Ministre? Est-ce que, dans de tels cas, le comité des élèves voire tous les élèves ne devraient pas discuter et trancher cette question eux-mêmes?

9) Les élèves ont-ils le droit de choisir librement et indépendamment leurs représentants ou est-ce que la direction d'un lycée possède un certain droit de regard voire d'immixtion au niveau du choix des représentants de classe et du comité des élèves?

Réponse (5.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire reprise sous rubrique concerne une manifestation des élèves au Lycée technique Mathias Adam et des sanctions infligées à la présidente du comité des élèves.

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves. Je n'ai pas connaissance de modifications de règlements internes qui auraient été contestées par les élèves.

Les récents incidents au Lycée technique Mathias Adam appellent les précisions suivantes:

1. Le Lycée technique Matias Adam (LTMA) est effectivement le lycée le plus peuplé du pays.

2. Au LTMA il y a eu 2.189 élèves inscrits au 15 novembre 2012, date à laquelle mon département arrête les chiffres «officiels» des effectifs des lycées. 1.893 élèves fréquentent le bâtiment principal, une nouvelle construction ouverte en 2008 à Lamadelaine sur le territoire de la commune de Pétange. 296 élèves sont scolarisés à l'annexe dite «Jenker» à Differdange, dans un bâtiment entièrement rénové.

Il est à noter que la population scolaire du LTMA a fortement augmenté depuis l'ouverture du nouveau bâtiment. En 2007-2008, il y eut 1.400 élèves au LTMA dont 193 à l'annexe qui, à ce moment, était délocalisée à Bascharage pour rendre possible la réfection de l'annexe dite «Jenker» à Differdange.

La population du site principal du LTMA a donc augmenté de 1.207 à 1.893, c'est-à-dire de 57% en cinq ans, ce qui correspond à un accroissement annuel de 9,4%.

Le LTMA a ainsi absorbé ces dernières années l'accroissement de la population scolaire au sud du pays et a maintenant atteint ses capacités d'accueil.

Cette croissance rapide du LTMA a été gérée par la direction sans qu'il y ait eu d'incidents et de troubles majeurs. Il va de soi que la gestion d'une population scolaire aussi vaste demande de tous les membres de la communauté scolaire le respect d'autrui et l'observation des règles de la vie en commun.

3. Il n'y a pas de droit de manifestation spécifiquement prévu pour les élèves des lycées.

Le comité d'élèves est appelé à représenter les élèves auprès de la direction et des autres partenaires. Il peut aussi stimuler et organiser des activités. La condition préalable de toute activité dans l'enceinte du lycée est l'accord du directeur.

4. Les élèves du LTMA sont priés de se rendre pendant les pauses à l'air libre, dans la cour. En cas d'intempéries, signalisées par une sonnerie spécifique, ils ont le droit de rester à l'intérieur. Des dérogations à ces règles sont évidemment possibles avec un motif valable, notamment pour des raisons de santé.

5. La direction n'a décidé d'aucune sanction à l'encontre de la présidente du comité d'élèves.

C'est le conseil de classe qui a décidé de sanctionner cette élève. Il siégeait en l'absence de l'élève et de ses parents, convoqués mais non présents. La direction informait l'élève et ses parents des sanctions prises.

L'élève a été exclue des cours pendant trois jours pendant lesquels elle a fait à la bibliothèque du lycée des devoirs imposés par le conseil de classe. Elle a nettoyé le préau pendant trois après-midis, chaque fois de 16.00 heures à 17.00 heures.

Les motifs de cette sanction ont été les suivants: l'appel à une manifestation non autorisée, la coercition envers de jeunes élèves de participer contre leur gré à cette manifestation, l'inobservance des consignes de la direction, notamment des consignes de sécurité.

6. Au vu des reproches qui n'ont pas été contestés selon mes informations, la sanction ne me paraît pas excessive.

Il est défendu d'appeler à une manifestation quelconque au sein d'une communauté scolaire d'une telle envergure sans que la direction n'en ait été prévenue au préalable afin qu'elle prenne les mesures et donne les directives nécessaires.

Tel est le cas d'ailleurs pour toute manifestation sur la voie publique qui nécessite une autorisation de la part des autorités compétentes. Le responsable d'une manifestation publique qui appellerait à passer outre aux directives des autorités compétentes serait certainement sanctionné.

Il est inacceptable que des élèves adultes usent de menaces voire recourent aux voies de fait pour contraindre de jeunes élèves à se joindre à eux.

7. Il ne serait pas pertinent que la présidente ou un autre membre élu du comité d'élèves fût sanctionné pour une action relevant de sa fonction.

Dans le présent cas, l'élève a été sanctionnée puisque, selon les témoignages d'autres élèves et de membres du personnel de l'école, elle a personnellement incité d'autres élèves à participer à une manifestation qui n'avait pas été autorisée par la direction au préalable et puisqu'elle a recouru à la coercition physique pour empêcher de jeunes élèves de 7e de sortir dans la cour afin de les contraindre à participer à la manifestation.

8. Je n'ai pas connaissance d'une recommandation de la part de la direction envers l'élève pour démissionner en tant que présidente du comité des élèves. Toutefois, j'ai été informée que le conseil de classe a recommandé que l'élève démissionne de son poste. J'estime que le conseil de classe a dépassé ses attributions et qu'il n'appartient à personne d'autre qu'aux élèves de choisir les membres du comité d'élèves.

9. J'estime que les élèves ont le droit de choisir librement leurs représentants. La direction a évidemment un droit de regard. Au cas où la direction estimerait que la tâche d'un tel poste nuisît à l'apprentissage de l'intéressé, elle aurait certainement le droit et le devoir d'en faire part à l'élève et ses parents.

D'une façon générale, j'estime que la situation des élèves au lycée n'est pas identique à celle des salariés d'une entreprise ou des employés de la fonction publique. Les élèves sont en grande partie mineurs, ce qui implique une attention et une responsabilité particulières des enseignants et de la direction. En principe, il faut s'assurer de l'accord des parents avant qu'un mineur ne soit autorisé à participer à des activités autres que celles expressément prévues par l'apprentissage scolaire et la mission d'éducation de l'école.

J'estime que les élèves doivent être autorisés à exprimer leur opinion, fût-elle divergente de celle des enseignants et/ou de la direction. Une manifestation peut se faire dans le respect des règlements et des directives de la direction.

Je suis bien d'accord qu'il est possible d'améliorer les dispositions légales en vigueur, à savoir celles portant sur la conférence nationale des élèves inscrites à la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue et celles concernant les comités d'élèves de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques.

J'ai rencontré à plusieurs reprises la conférence nationale des élèves afin d'examiner dans quelles mesures de telles modifications pourront être inscrites à la loi portant réforme de l'enseignement secondaire.

Question 2545 (7.2.2013) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**Année européenne du citoyen 2013:**

Sur initiative de la Commission de l'Union européenne, 2013 a été déclarée année européenne du citoyen, consacrée aux droits qui résultent de la citoyenneté de l'Union. Tout au long de l'année, la Commission voudrait encourager le dialogue, à tous les niveaux, entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises lors d'événements et de conférences organisés partout en Europe. Il s'agit de débattre de ces droits et de déterminer quelle sera l'Union européenne à l'horizon 2020 sur ces questions.

Au Luxembourg, une alliance s'est mise en place comprenant de nombreuses associations, des syndicats, des associations confessionnelles ainsi que l'université (voir sous www.alliance2013.lu) afin de promouvoir l'idée et les activités liées à l'année européenne du citoyen. L'Alliance2013.lu s'est adressée au Gouvernement fin novembre 2012 afin de savoir qui serait leur interlocuteur gouvernemental.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Quel est le membre du Gouvernement en charge de la mise en œuvre de l'année au Luxembourg?

2. Quelles sont les activités prévues d'ores et déjà par le Gouvernement dans le contexte de l'année européenne des citoyens, qu'elles soient mises en œuvre par le Gouvernement lui-même ou en collaboration avec des initiatives citoyennes telles que l'Alliance2013.lu?

3. Est-ce que le Gouvernement a prévu un article budgétaire pour soutenir des initiatives particulières au cours de cette année 2013?

Réponse (25.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député s'intéresse à l'organisation de l'année européenne du citoyen au Luxem-

bourg, ainsi qu'aux activités prévues dans le cadre de celle-ci.

1. Le Ministère des Affaires étrangères coordonne pour le compte du Luxembourg la mise en œuvre de l'année européenne des citoyens 2013, conjointement avec la Représentation de la Commission européenne et le Bureau d'Information du Parlement européen au Luxembourg.

2. Je prie Monsieur le Député de trouver un aperçu sur les activités prévues jusqu'à présent sur le tableau annexé à ma réponse.

Ce programme provisoire a été élaboré conjointement entre la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, le Bureau d'Information du Parlement européen au Luxembourg et le Ministère des Affaires étrangères. Il a été officiellement présenté par les représentants de ces derniers lors d'une conférence de presse ayant eu lieu en date du vendredi 22 février à 10.00 heures à la Maison de l'Europe.

Afin de garantir que l'Alliance 2013 pourra participer activement aux différentes manifestations, le programme lui a été présenté lors d'une réunion commune en date du 18 janvier.

3. À cette même réunion, l'Alliance 2013 a été informée du fait que le Ministère des Affaires étrangères pourrait soutenir, par le biais de la ligne budgétaire d'«Europaforum», des activités pour lesquelles il recevra des demandes de soutien à concurrence de 4.000 à 6.000 euros. La Commission européenne n'a quant à elle pas débloqué de budget pour cette année du citoyen.

Question 2546 (7.2.2013) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant les **lignes d'autobus dans le Mullerthal:**

Par sa lettre du 18 décembre 2012, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a fait connaître la décision d'arrêter le fonctionnement des lignes d'autobus MT1 et MT2 qui desservent tous les points d'entrée au sentier pédestre «Mullerthal Trail».

Ces deux lignes de bus permettent aux randonneurs de se déplacer plus aisément dans la région du Mullerthal et de combiner la randonnée avec un aller ou un retour en bus, avec ou sans vélo, vers leur lieu d'hébergement. Elles cadrent parfaitement avec l'un des objectifs du «Mullerthal Trail» qu'est celui de relancer le tourisme en régression dans cette région dotée d'un magnifique patrimoine naturel.

En raison du chantier routier «Vogelsmühle», une modification du trajet a temporairement réduit l'attractivité du «Mullerthal Trail».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons qui ont motivé l'arrêt abrupt des deux lignes susmentionnées?

2. Une reprise des courses est-elle envisagée?

3. Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait une période d'essai plus longue en vue du bon fonctionnement et de l'efficacité d'un tel projet innovateur?

Réponse commune (5.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer sur des lignes d'autobus dans le Mullerthal.

En effet, dans le cadre des adaptations annuelles du réseau RGTR ainsi qu'au vu des contraintes budgétaires actuelles, le département des Transports a évalué plusieurs lignes RGTR.

À ce moment, l'on a constaté que les lignes MT1 et MT2 ont été nouvellement introduites en 2012 et étaient destinées aux randonneurs du «Mullerthal Trail». Or, au cours de cette année, le département des Transports a reçu un certain nombre de réclamations exposant que les bus des lignes MT1 et MT2 roulaient toujours à vide. Après des contrôles du service RGTR sur les courses en question, il a été observé que le taux d'utilisation était en réalité effectivement très faible voire dérisoire.

Par conséquent et au vu de ce qui précède, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a pris la décision de supprimer ces deux lignes.

À noter encore que dans des situations similaires, l'on constate durant la première année d'exploitation au moins une légère demande et une tendance positive de l'évaluation du nombre d'usagers, ce qui ne s'est nullement confirmé dans le cas précis des lignes MT1 et MT2.

Afin de trouver une meilleure solution aux problématiques de la région «Mëllerdall» en ce qui concerne l'offre des transports publics en général et les besoins spécifiques des touristes en particulier, le département des Transports a proposé lors de la conférence régionale du 14 janvier 2012, de réorganiser l'offre du service RGTR dans la région susmentionnée. Cette réorganisation devra se faire avec les responsables des communes concernées, ainsi qu'avec l'office régional de tourisme.

L'objectif du département des Transports est d'améliorer le service déjà en place et de mieux répondre aux besoins des usagers réguliers et des touristes. Un groupe de travail ad hoc va être institué par le département des Transports à ce sujet prochainement.

Question 2547 (7.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant le **nombre d'IRM au Luxembourg:**

Dans sa réponse à une question parlementaire afférente, Monsieur le Ministre avait écrit en date du 4 mars 2008 *(cf. compte rendu n°11/2007-2008 - question parlementaire n°2277)*, que le nombre total d'installations IRM «s'élèvera dès lors à brève échéance à sept voire à huit, ce qui se soldera logiquement par une réduction des délais d'attente». Monsieur le Ministre chiffrait à l'époque les délais d'attente entre six et huit semaines pour les patients ambulatoires.

Cinq ans plus tard, la situation n'a, malgré l'acquisition d'appareils supplémentaires, guère changé, de sorte qu'il faut toujours attendre en moyenne plus de trois mois pour faire réaliser un IRM.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des délais actuels pour faire réaliser un IRM dans les hôpitaux luxembourgeois?

- Combien de patients font réaliser un IRM dans les pays limitrophes, où les délais d'attente sont, d'après mes informations, beaucoup moins importants?

- Monsieur le Ministre ne trouve-t-il pas que nos délais soient trop longs?

- Quelles solutions Monsieur le Ministre entend-il préconiser en vue de réduire les délais d'attente en matière d'IRM?

Réponse (22.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Actuellement, sept installations d'imagerie par résonance magnétique (IRM) sont exploitées au Luxembourg.

Le temps d'ouverture hebdomadaire de ces installations est de 421 heures.

En 2011, 40.000 examens ont été réalisés avec ces équipements.

Tout d'abord il faut préciser que tous les services réservent des plages spéciales pour les urgences motivées. Tous les hôpitaux traitent aussi, avec un certain degré de priorité, les demandes non urgentes d'examens cliniquement motivés, après intervention (p. ex. appel téléphonique) du médecin-prescripteur auprès du médecin-radiologue.

Chaque hôpital dispose de plages journalières ou hebdomadaires pour les patients hospitalisés.

D'autre part, et suite à une enquête réalisée par mes services en collaboration avec les départements d'imagerie médicale des différents établissements hospitaliers, les délais d'attente pour IRM chez des patients ambulatoires non urgents sont, pour tous les hôpitaux, de trois à dix semaines. La moyenne se situe autour de six semaines. Ces délais dépendent de l'hôpital et de l'organe du patient à examiner. Pour la majorité des hôpitaux, les rendez-vous sont donnés sans procédure d'attribution par le secrétariat du service d'imagerie médicale.

En outre, et conformément aux dispositions de l'article 6 du règlement grand-ducal du 12 juin 2004 fixant les normes pour un service d'imagerie médicale travaillant avec une IRM, une évaluation qualitative annuelle est réalisée sous l'autorité du directeur de l'établissement hospitalier. Cette évaluation prend en considération l'analyse des délais entre la date de prescription et la date d'examen. Il incombe aux directeurs des établissements hospitaliers et aux médecins-spécialistes en radiodiagnostic de prendre les mesures nécessaires en termes d'organisation, notamment la justification des examens IRM et des plages horaires.

D'un point de vue statistique, le nombre d'IRM réalisées au Luxembourg est de 79,6 par 1.000 habitants, soit l'un des plus élevés d'Europe, après la Grèce et l'Allemagne, et largement au-dessus de la France (60,2/1.000), du Danemark (57,5/1.000), de la Belgique (52,8/1.000) ou des Pays-Bas (49,1/1.000)[1].

Conscient du fait que le nombre d'examens demandés et réalisés au Luxembourg est très important, il sera difficile de réaliser encore davantage d'examens par installation IRM existante. Afin d'assurer au patient un accès équitable et en temps approprié aux équipements, ceci tout en tenant compte de la pathologie suspectée et de sa gravité, j'entends proposer aux services d'imagerie médicale des différents hôpitaux d'adopter des procédures de validation et de priorisation des examens IRM. En l'espèce, il s'agit de procédures transparentes et fondées sur les recommandations du «Guide du bon usage des examens d'imagerie médicale», telles que validées par le Conseil Scientifique. Concrètement, et à l'instar de dispositions similaires adoptées dans nos pays limitrophes, des règles propres à une utilisation raisonnée des équipements d'imagerie médicale devront être mises en place, ceci en concertation avec les médecins radiologues et les médecins prescripteurs.

En vertu de l'article 25 alinéa 4 des statuts de la Caisse Nationale de Santé, celle-ci n'accorde pas d'autorisation de traitement à l'étranger pour subir uniquement une imagerie par résonance magnétique (IRM), à moins que l'examen serait effectué au cours d'un traitement autorisé par le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ou que l'examen pris isolément ne serait pas possible au Luxembourg pour un motif bien déterminé. À titre d'exemple on pourrait citer le cas de figure des personnes pour lesquelles le CMSS autorise la prise en charge d'une IRM à l'étranger du fait que le patient est claustrophobe.

Les patients souhaitant toutefois faire effectuer leur IRM dans un autre pays limitrophe ou dans l'Espace économique européen (EEE) peuvent se faire rembourser le coût de l'acte médical tel que prévu dans la nomenclature des actes et services des médecins. Il s'agit des actes 8E61 à 8E66, selon la partie du corps à explorer.

Dans ce cas les frais accessoires aux frais médicaux restent à charge de la personne protégée.

Le tableau ci-dessous reprend le total des actes médicaux 8E61 à 8E66 pris en charge par l'assurance maladie pour des IRM réalisées en dehors du Luxembourg.

	Nombre de patients	Nombre d'examens
2011	282	327
2012	287	319

Pour le détail par pays, il y a lieu de se reporter au tableau ci-dessous:

2011	Nombre de patients	Nombre d'examens
Pays hors EEE	21	23
Autres pays EEE	49	56
Allemagne	120	151
Belgique	54	58
France	38	39

2012	Nombre de patients	Nombre d'examens
Pays hors EEE	16	16
Autres pays EEE	43	49
Allemagne	112	134
Belgique	57	60
France	58	59

Question 2550 (11.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation à l'Université du Luxembourg:**

Concernant la formation des instituteurs il s'avère qu'un test préliminaire est effectué avant la fréquentation des cours universitaires à l'Université du Luxembourg. Ensuite après réussite de la carrière scolaire, un examen-concours est effectué pour le placement utile.

[1] Source OCDE - Health at a glance Europe 2012, November 2012

Questions:

1) Combien d'élèves se sont présentés les trois dernières années au test préliminaire et quel était le résultat?

2) De quel type d'enseignement (classique ou technique) étaient-ils issus?

3) Combien ont passé définitivement le concours et quel pourcentage a pu bénéficier d'un poste d'instituteur?

Réponse (11.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°2550 de Monsieur le Député Jean Colombera.

Il s'agit d'un «examen-concours d'admission» par lequel l'admission au Bachelor en Sciences de l'Éducation auprès de l'Université du Luxembourg se fait.

Réponse à la question 1:

	2012	2011	2010
total	302	307	284
admis	86	134	134
%admis	28	44	47

Réponse à la question 2:

Les candidats ont été issus de l'enseignement secondaire (ES), de l'enseignement secondaire technique (EST) ou autres: national (≠ ES/EST) & international

	2012		2011		2010	
	admis	total	admis	total	admis	total
ES	70	206	108	218	107	193
EST	9	79	22	78	18	75
autres	7	17	4	11	9	

Réponse à la question 3:

Après avoir obtenu leur diplôme de Bachelor en Sciences de l'Éducation auprès de l'Université du Luxembourg les candidats doivent se présenter à un examen, lequel est organisé par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Après réussite de cet examen, les candidats sont nommés à un poste d'instituteur/trice. Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne dispose pas de chiffres quant aux résultats de cet examen.

Question 2551 (11.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **recyclage des accumulateurs et batteries utilisés dans l'électromobilité:**

Le concept de l'électromobilité a été salué par les décideurs politiques comme étant une grande étape dans le combat contre l'émission de CO_2. Or, il s'avère que les batteries et les accumulateurs contiennent des métaux lourds tels les accumulateurs au plomb, au nickel-cadmium, nickel-zinc et au lithium. Ceux-ci doivent également être recyclés.

Questions:

1) Comment ces métaux lourds sont-ils recyclés?

2) Quel est le bilan écologique d'une voiture fonctionnant à l'électricité?

3) Est-ce que le bilan écologique d'une voiture fonctionnant à l'énergie électrique par rapport aux déchets difficilement recyclables est positif en ce qui concerne l'équivalent en CO_2 d'une voiture traditionnelle?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La gestion des déchets de piles et accumulateurs est réglementée par la loi du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs. Cette loi transpose en droit national la directive européenne 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006.

Cette loi s'applique à tous les types de piles et d'accumulateurs. On distingue trois grandes catégories de piles et d'accumulateurs: piles et accumulateurs portables, piles et accumulateurs automobiles et piles et accumulateurs industriels.

Depuis le 26 septembre 2008, cette directive interdit la mise sur le marché européen:

a) de toutes les piles et de tous les accumulateurs, intégrés ou non dans des appareils, qui contiennent plus de 0,0005% de mercure en poids;

b) de piles et d'accumulateurs portables, y compris ceux qui sont intégrés dans des appareils, qui contiennent plus de 0,002% de cadmium en poids.

Les producteurs/importateurs de piles et accumulateurs, y compris ceux qui sont intégrés dans des véhicules ou des appareils, sont responsables de la collecte et du traitement des déchets de piles et d'accumulateurs qu'ils ont mis sur le marché luxembourgeois. Les producteurs/importateurs ont aussi la possibilité de charger un organisme agréé qui endosse leurs obligations envers la loi du 19 décembre 2008. Pour le moment, seule l'a.s.b.l. Ecobatterien est un organisme agréé au Luxembourg qui peut prendre en charge ces obligations.

Les déchets de piles et d'accumulateurs collectés au Luxembourg sont traités dans des usines spécialisées en la matière en Belgique, Allemagne et en France.

Depuis le 26 septembre 2011, un taux de recyclage d'au moins:

- 65% du poids moyen de déchets de piles et d'accumulateurs plomb-acide,

- 75% du poids moyen de déchets de piles et d'accumulateurs nickel-cadmium, et

- 50% du poids moyen des autres déchets de piles et d'accumulateurs doit être atteint.

Le taux de recyclage et de valorisation des déchets de piles et d'accumulateurs collectés était en 2011:

- 73,41% pour les piles et accumulateurs plomb-acide;

- 81,4% pour les piles et accumulateurs Ni-Cd;

- 57,96% pour les autres piles et accumulateurs.

Les taux fixés par la directive européenne ont donc été atteints en 2011 par le Luxembourg.

Il n'existe pas de réponse unique au bilan écologique d'un véhicule électrique (VE). En effet, celui-ci dépend de nombreux paramètres techniques, géographiques et sociétaux. Ainsi, la source d'électricité, le type de véhicule et de batterie, les conditions extérieures (en particulier la température), le type de roulage rencontré (route, autoroutes, embouteillages…) et les distances parcourues influencent fortement le bilan écologique du véhicule électrique, qui est par conséquent dépendant de son utilisation et du lieu où il est utilisé.

En analysant le bilan écologique d'un véhicule de plus près, ce dernier peut se décomposer en trois phases: production, utilisation et fin de vie.

- Production du véhicule: matériaux constituants du véhicule, extraction des matières premières nécessaires, acheminement de celles-ci, fabrication du véhicule et distribution de ce dernier;

- Utilisation (véhicule conventionnel): maintenance, consommation de carburant, type de carburant utilisé, conditions de conduite;

- Utilisation (véhicule électrique): maintenance, consommation d'électricité, origine de l'électricité utilisée;

- Fin de vie du véhicule: réutilisation de composants, taux de recyclage/incinération/mise en décharge.

L'impact environnemental de chacune de ces étapes est lié à différents facteurs, mais la plus grande différence au niveau de l'impact environnemental se fait certainement au niveau de la batterie et de la phase d'utilisation du véhicule.

L'impact environnemental de la batterie du véhicule électrique, de par l'aspect novateur de celle-ci, est complexe à appréhender. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, la batterie (production, maintenance et recyclage) représente selon différentes études entre neuf et 20g de CO_2-éq./km. Ces émissions de gaz à effet de serre supplémentaires ne sont pas de nature à remettre en cause les gains apportés par le véhicule électrique associé majoritairement dans le contexte luxembourgeois à de l'électricité renouvelable. Ceci est prioritairement lié au fait que l'attribution de la prime Car-e pour véhicules électriques se fait sous condition de souscrire un contrat d'électricité verte. Toutefois, si l'on considère d'autres impacts environnementaux, le bilan de la batterie semble plus mitigé. Cette dernière est ainsi associée à des impacts toxiques significatifs, une augmentation de l'eutrophisation ou encore à une augmentation de l'acidification atmosphérique.

Concernant la phase d'utilisation, par rapport à des véhicules thermiques, le véhicule peut permettre des gains en termes de santé. En effet, l'absence de gaz d'échappement permet de limiter les émissions polluantes (particules, hydrocarbures imbrûlés et NO_x). Cet effet est d'autant plus significatif si l'on considère des véhicules circulant en milieu urbain. Il s'agit également de souligner que le rendement du moteur électrique est supérieur à celui d'un moteur thermique.

Plusieurs études ont été menées pour comparer le bilan en termes d'émissions de CO_2 entre un véhicule thermique conventionnel (essence ou diesel) et un véhicule électrique. Une revue de la littérature existante tend à montrer que le bilan du véhicule électrique est positif, bien que sur les 51 études retenues, aucune ne couvre parfaitement tous les aspects du véhicule électrique.

Toutefois, ces études mettent en garde contre l'utilisation d'électricité fossile comme celle issue du charbon, qui peut présenter un bilan CO_2 équivalent à un véhicule conventionnel ou supérieur. A priori cela concerne moins le Luxembourg, compte tenu du fait que l'attribution de la prime Car-e est conditionnée à la souscription à un contrat d'électricité renouvelable.

De plus, outre la production de la batterie et son recyclage, son réemploi potentiel peut permettre de diminuer son impact environnemental. En effet, après dix ans/150.000 km, la batterie du véhicule électrique possède encore selon différentes études entre 70 et 80% de sa capacité originale. Toutefois, cette réutilisation n'a pas encore été mise en pratique car les batteries de véhicules ne représentent pas encore un marché important et, par conséquent, aucune étude n'a été menée pour confirmer les conséquences environnementales d'une telle pratique.

Enfin, il est important de garder à l'esprit que la comparaison entre un véhicule électrique et un véhicule thermique est complexe et selon les différentes hypothèses retenues, les conclusions sont susceptibles de fortement varier. Par conséquent, si le bilan CO_2 d'un véhicule électrique est probablement positif au Luxembourg, seule une étude adaptée au cas luxembourgeois permettra de déterminer dans quelles conditions ce bilan est positif ainsi que de quantifier les diminutions ou augmentations d'émissions de CO_2 par rapport à l'emploi de véhicules conventionnels. Afin de creuser plus en détail cette question, le CRP Henri Tudor, dans le cadre de son programme d'innovation focalisé sur la mobilité, a récemment lancé le projet HELCAR, visant à réaliser le bilan environnemental des politiques de déploiement du véhicule électrique appliquées aux résidents luxembourgeois et aux transfrontaliers.

Question 2552 (11.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mutilations génitales féminines:**

La lutte contre les mutilations génitales féminines sur le territoire luxembourgeois a récemment fait l'objet d'une lettre ouverte de l'UNICEF Luxembourg ainsi que d'une conférence publique organisée par le Conseil National des Femmes Luxembourgeoises.

Bien que le Code pénal luxembourgeois prohibe toute lésion corporelle volontaire et que la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille stipule que les mutilations génitales sont interdites, la législation luxembourgeoise ne tient toujours pas compte du danger d'excision dans un pays autre que le Luxembourg à l'encontre d'une personne résidant habituellement sur le territoire luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de compléter le Code pénal luxembourgeois à l'instar du Code pénal français en stipulant que pour les mutilations génitales commises à l'étranger à l'encontre d'une personne résidant habituellement sur le territoire luxembourgeois, la loi luxembourgeoise est applicable par dérogation?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des exceptions au secret médical devraient être introduites pour dénoncer une mutilation génitale dont un médecin a pris connaissance et quelles seraient, le cas échéant, les conditions à respecter lors d'une dérogation au secret médical?

Réponse (22.3.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) L'honorable Députée suggère une extension des règles sur la compétence universelle du Luxembourg pour des faits de mutilation génitale.

Le Gouvernement reste a priori d'avis qu'il échet de limiter la compétence universelle à des faits d'une exceptionnelle gravité. Néanmoins, vu la sensibilité du sujet et avant toute décision sur cette question, il propose de discuter du principe de la compétence universelle avec la Chambre des Députés.

2) La question sur des exceptions éventuelles au secret médical devrait en principe être adressée à Monsieur le Ministre de la Santé.

Il est toutefois rappelé qu'en vertu de l'article 458 du Code pénal, un médecin peut dénoncer une mutilation génitale lorsqu'il est appelé à rendre témoignage en justice.

En vertu de ce texte, les personnes astreintes au secret professionnel peuvent, lorsqu'elles sont citées comme témoin, déposer en justice mais ne peuvent pas être forcées à le faire.

Par ailleurs, il est également rappelé que le bénéficiaire du secret médical (à savoir le patient) peut délier le médecin de son obligation au secret.

En cas d'accord de la personne qui a subi une mutilation génitale, le médecin peut dès lors dénoncer ces faits.

Question 2553 (12.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **difficultés du service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord à recourir aux services de médecins spécialistes:**

Selon mes informations, le service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord éprouve des difficultés à recourir de façon systématique aux services de médecins spécialistes, notamment en ce qui concerne les pédiatres et les médecins-dentistes.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation susmentionnée?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la disponibilité de médecins spécialisés devrait être garantie en permanence afin d'assurer un traitement de qualité dans le service d'urgence du Centre Hospitalier du Nord?

- Dans l'affirmative, comment et dans quels délais entend-il remédier à la situation?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Face à la difficulté consistant à assurer une couverture systématique des urgences pédiatriques par des médecins spécialistes en pédiatrie au Centre Hospitalier du Nord (CHdN), la Société Luxembourgeoise de Pédiatrie (SLP) vient de proposer diverses solutions en vue de garantir, tant pour la région du Nord que pour l'ensemble du territoire, un accueil sécurisé des urgences pédiatriques. Ces propositions sont en cours d'examen par mes services et elles peuvent être résumées comme suit:

- le recours aux maisons médicales pour les consultations urgentes, avec l'offre d'une participation des pédiatres. Le Gouvernement a d'ailleurs tenu compte de cette proposition dans le budget de l'État pour l'année 2014;

- l'élargissement de la charge de la permanence pédiatrique à l'ensemble des pédiatres installés au Luxembourg;

- la mise en place d'un triage pédiatrique professionnalisé dans les services d'urgences des établissements hospitaliers.

Par ailleurs, un élan spontané de solidarité des médecins spécialistes en pédiatrie s'était manifesté en octobre 2012, afin de disposer d'un recours à des pédiatres non attachés à un établissement hospitalier pour participer à la couverture des gardes pédiatriques du CHdN, dans le cadre d'un projet pilote de la SLP. Or, selon les informations qui m'ont été communiquées, cet élan de solidarité n'est pas suffisant pour assurer de manière pérenne le recours systématique à un pédiatre pour les consultations urgentes au CHdN.

C'est pourquoi des échanges menés entre la SLP et mes services sont en cours et ce afin de formuler des propositions visant à réorganiser les gardes pédiatriques de la région Nord, dans une perspective nationale offrant aux enfants et adolescents une réponse adaptée, sûre, efficace et efficiente à leurs besoins en matière de soins de santé urgents.

À cet endroit, je voudrais également indiquer que l'article 6 de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire prévoit que «le médecin établi au Luxembourg en qualité de médecin spécialiste est tenu de participer au service de permanence médicale à l'intérieur de l'établissement hospitalier auquel il est attaché, conformément aux dispositions de la législation en matière d'aide médicale urgente».

À noter que le Code de déontologie médicale reconnaît également dans son article 69 l'obligation du service de garde pour les médecins généralistes, les médecins spécialistes et les médecins-dentistes, comme suit:

«Les services de garde, de remplacement et d'urgence fonctionnent dans l'intérêt de la continuité des soins.

Chaque médecin inscrit au registre professionnel est autorisé à exercer la médecine en tant que médecin-généraliste, médecin-spécialiste ou médecin-dentiste et chaque médecin fonctionnaire traitant des malades au sein d'institutions particulières est tenu de participer à ces services, conformément aux modalités de fonctionnement mis en place sur base légale, réglementaire ou conventionnelle…».

En ce qui concerne les urgences dentaires, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse du 4 avril 2012 à la question parlementaire n°1962 concernant les urgences dentaires *(cf. compte rendu n°8/2011-2012).*

Question 2554 (12.2.2013) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **plans sociaux:**

Pour certains, les dernières nouvelles désastreuses diffusées par RBC Investor Services Bank S.A. et Clearstream Banking S.A. ont sonné le glas des espoirs considérant le secteur financier comme locomotive, à jamais, de l'activité salariale.

S'y ajoute que, depuis mars 2008, 1.585 personnes (y compris les licenciements annoncés par les deux entités précitées) auraient été/seraient licenciées dans le secteur financier sur base de plans sociaux et 143 personnes aux termes de licenciements individuels pour raisons économiques.

Pour sa part, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) note que depuis la fin du mois de décembre 2007, l'emploi total dans le secteur financier a augmenté de 3.644 unités pour s'établir à 44.306 postes au 30 septembre 2012.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Existe-t-il des chiffres fiables concernant les plans sociaux (nombre de plans sociaux, nombre de personnes concernées,…) dans le secteur financier? Ces mêmes chiffres sont-ils disponibles dans d'autres secteurs d'activité, tel le secteur de la construction, du commerce, de l'HORECA etc.? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces chiffres?

2. Combien de personnes licenciées dans le secteur financier à partir de l'année 2008 ont depuis lors retrouvé un emploi dans ce même secteur?

3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de licenciements individuels requalifiés par la suite en plan social?

Réponse (3.4.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Selon les chiffres dont dispose l'ADEM, il y a eu en 2012 neuf plans sociaux concernant le secteur financier avec 365 personnes concernées pour un total de 16 plans sociaux et 785 personnes concernées tous secteurs confondus.

Selon ces données, 42 plans sociaux ont été établis de 2008 à 2012 dans le secteur financier concernant 1.931 salariés.

2. Il n'est pas possible de retracer combien de personnes licenciées dans le secteur financier à partir de 2008 ont depuis retrouvé un emploi dans ce même secteur. En revanche le programme Fit4 Financial Markets s'est également adressé aux personnes ayant perdu leur emploi à la suite d'un plan social. À ce stade, 205 salariés du secteur financier ont bénéficié de ce programme. Ce programme cofinancé par le

Fonds social européen et organisé en étroite collaboration avec le secteur financier est actuellement dans son sixième cycle.

3. Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas connaissance de telles pratiques dans des cas concrets.

Question 2555 (12.2.2013) de **M. Alexandre Krieps** *(DP)* concernant les **dysfonctionnements dans des initiatives pour l'emploi:**

L'annonce de la part d'une initiative pour l'emploi de devoir licencier, au vu de sa mauvaise situation financière, presque la moitié de son personnel encadrant, a fait la une des médias ces dernières semaines.

À part cette annonce, plusieurs audits externes ont révélé, depuis plus de dix ans, des irrégularités au niveau de la comptabilité de différentes initiatives pour l'emploi. Monsieur le Ministre s'est vu contraint à mettre en place un nouveau système de financement pour ces associations, prétendument sans but lucratif. En effet, les audits externes ont montré que les associations concernées doivent des sommes importantes à l'État luxembourgeois.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de moyens de sanctions envers les responsables de ces dysfonctionnements chroniques? Dans l'affirmative, lesquels? Monsieur le Ministre entend-il s'en servir?

- Est-il vrai qu'un membre du comité national d'un syndicat a siégé au conseil d'administration d'une de ces associations jusque dans un passé très récent, alors que son organisation syndicale nie tout lien avec l'initiative en question?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà engagé des négociations avec les associations concernées en vue du remboursement des montants dus? Si oui, quel en est le résultat chiffré et le plan de remboursement?

- Les associations en cause sont-elles décidées à rembourser à l'État les deniers publics, qui leur ont été attribués de façon indue? Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre va-t-il engager en vue de récupérer les sommes dues?

- Monsieur le Ministre est-il décidé à demander des comptes aux responsables de ces organisations et à ses prédécesseurs au Ministère du Travail et de l'Emploi?

Réponse (22.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

- L'initiative pour l'emploi à laquelle vous faites référence est actuellement en négociations avec ses membres pour évaluer la situation organisationnelle et financière. Des efforts sont déployés des deux côtés pour trouver des solutions. La question des sanctions ne se pose pas à l'heure actuelle, il est évident que toute association, pour continuer à bénéficier de subventions publiques, doit respecter les règles d'une bonne gestion et de la transparence.

- Je ne vais pas commenter la position des organisations syndicales. Quant à la composition des conseils d'administration des associations, vous disposez des mêmes informations que moi, étant donné que la liste des membres des conseils d'administration est publique.

- Les associations ont été avisées d'inscrire les montants dus comme une dette à long terme dans leur comptabilité. Il s'agit ici d'une décision du Conseil de Gouvernement. Lors de l'établissement du budget pour 2014 la question d'un échéancier sera évoquée. Ce plan de remboursement sera définitivement mis en œuvre dès lors que la situation financière des associations s'avère assez stable pour pouvoir procéder à un tel remboursement sans remettre en cause la pérennité financière des associations ainsi que leur action en faveur de certaines catégories de demandeurs d'emploi.

- Je ne dispose pas d'éléments qui me feraient penser que les associations ne compteraient pas honorer le remboursement de ces montants qui, je le répète, ont été inscrits comme dette à long terme dans leur comptabilité.

- La gestion de l'association revient en premier lieu aux membres des conseils d'administration respectifs. Toutefois, pour pouvoir suivre les développements et décisions de plus près, j'ai demandé aux associations d'inviter un observateur du Ministère du Travail et de l'Emploi dans les réunions de leur conseil d'administration. Il s'agit maintenant avant tout de trouver des solutions à la situation difficile dans laquelle se trouvent actuellement certains salariés de l'association en question qui risquent de perdre leur emploi. La Chambre des Députés dispose de tous les droits pour exercer son contrôle et demander des comptes à qui elle veut.

Question 2556 (13.2.2013) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **progression du coût d'investissement par élève dans l'enseignement fondamental:**

Le rapport sur le 1er bilan portant sur la réforme de l'école fondamentale présenté le 24 janvier par Madame la Ministre précise que «le coût d'investissement par élève de l'enseignement fondamental dans lequel intervient également la revalorisation de la carrière de l'enseignant a connu une progression spectaculaire: il est passé de 12.856 euros en 2008 à 20.821 euros en 2010, soit une augmentation de 62%».

1) Madame la Ministre peut-elle communiquer la ventilation exacte de cette progression du coût d'investissement?

2) Outre la revalorisation de la carrière de l'enseignant et l'engagement de personnel supplémentaire, d'autres facteurs jouent-ils un rôle, comme par exemple la prise en charge des salaires du personnel enseignant par l'État depuis la réforme?

Réponse (12.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) La ventilation du coût d'investissement dans l'enseignement fondamental se compose de la rémunération du personnel enseignant, de la rémunération du personnel non enseignant, des dépenses de fonctionnement (frais de bureau, loyers et charges, matériel pédagogique, frais de documentation et de fonctionnement des bibliothèques, frais courants d'exploitation et d'entretien des bâtiments scolaires, frais occasionnés pour l'organisation d'activités péri- et parascolaires ainsi que les assurances) et des dépenses en capital qui représentent la valeur des biens mobiliers et immobiliers durables, acquis ou créés au cours de l'année.

La rémunération du personnel enseignant intervient pour quelque 66% du coût d'investissement par élève, 15% sont des dépenses en capital et 16% sont des dépenses de fonctionnement. 3% concernent la rémunération du personnel non enseignant dans l'enseignement fondamental.

Ad 2) Avant l'année scolaire 2009/2010 (date de l'entrée en vigueur de la reprise du personnel enseignant par l'État), le coût du personnel communal intervenant dans l'enseignement fondamental (éducation précoce et préscolaire, enseignement primaire) était comptabilisé au niveau des communes. Dans le calcul des coûts et financements de l'enseignement public luxembourgeois, ces dépenses ont toujours été prises en compte dans les calculs, indépendamment de l'affectation du budget. Partant ces changements d'affectations n'influent pas sur les variations constatées.

L'augmentation du coût d'investissement par élève dans l'enseignement formel entre 2008 et 2010 peut par ailleurs s'expliquer de la façon suivante:

1. le reclassement de carrière des instituteurs et institutrices de l'enseignement fondamental;

2. la hausse des leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil;

3. la prise en compte de situations particulières dans certaines écoles (élèves présentant des difficultés d'apprentissage et/ou de comportement);

4. la hausse des leçons hebdomadaires d'enseignement pour l'animation et la gestion des bibliothèques et médiathèques scolaires;

5. l'introduction de la coordination des activités pédagogiques à l'intérieur des différents cycles d'apprentissage;

6. la participation du personnel des écoles aux comités d'école ou aux comités de cogestion.

La publication annuelle «Coûts et financements du système scolaire luxembourgeois» développe en détail la méthodologie de calcul en différenciant les ordres d'enseignement, les institutions responsables du financement et les catégories de dépenses. Celle-ci peut être téléchargée à l'adresse suivante:

http://www.men.public.lu/publications/etudes_statistiques/etudes_nationales/121126_couts_systeme_scol_10/121126_couts_2010.pdf

Question 2557 (14.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**implantation d'un lieu de culte dans une résidence:**

D'Association Islamique „Le Juste Milieu" huet an enger Résidence zu Bouneweg eng gréisser Moschee ageriicht, dëst a Raimlechkeeten, déi fir Büroen oder kommerziell Aktivitéite virgesi waren. Do komme regelméisseg e puer honnert Leit zesummen, d'Fraen däerfen net déiselwecht Entrée benotze wéi d'Männer. Et kommen och vill Kanner dohinner.

Et stelle sech eng Rei vun allgemenge Froen, zum Beispill iwwert d'Sécherheet vun de Benotzer vun der Moschee, der Législatioun géint d'Diskriminatioun an den Agrément fir den Accueil vu Kanner.

Dowéinst erlaben ech mer, de Membere vun der Regierung dës Froen ze stellen:

1. Wéi eng Démarche muss ee maachen, fir eng gréisser reliéis Ariichtung anzeriichten?

2. Wéi eng Bestëmmunge muss eng Associatioun anhalen, fir Raimlechkeete fir e puer honnert Leit anzeriichten?

3. Ass an dësem Fall e Kommodo/Inkommodo ugefrot ginn? Wa jo, wat sinn d'Resultater?

4. Kann de Stat toleréieren, datt et am Land Gebaier gëtt, an deene Fraen a Männer net déiselwecht Entrée däerfe benotzen? Stellt dëst net e Verstouss géint d'Gesetzer géint d'Diskriminatioun duer?

5. Huet d'Associatioun en Agrément, fir vill Kanner an dëse Raim ze betreien? Wann neen, huet d'Associatioun en Agrément ugefrot?

Réponse commune (8.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

De Kultusministère huet keng Kompetenz fir d'Ariichte vu reliéise Gebailechkeeten.

Op Basis vum Prinzip vun der reliéiser Fräiheet, wéi en duerch den Artikel 19 vun eiser Constitutioun definéiert ass, ginn et, zousätzlech zum allgemenge Recht (ënner anerem d'Associatiounsrecht an de Respekt vun der öffentlecher Uerdnung) keng gesetzlech Bestëmmungen, déi eng reliéis Communautéit misst erfëlle par rapport zu reliéisen Ariichtungen.

All Aktivitéit, déi sech am bebaute Milieu ofspillt, muss konform zu den Dispositioune vum kommunale Bebauungsplang (PAG) an dem Bautereglement sinn.

Déi vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser ugeschwate Résidence zu Bouneweg „um leschte Steiwer" läit dem PAG no an enger Zone mixte.

An dëser Zon ass niewent Wunnen a Schaffen och d'Méiglechkeet ginn, Säll anzeriichten, déi fir all Zort vu Versammlunge benotzbar sinn, ënner anerem och fir reliéis Versammlungen.

Heibäi schränke weder de PAG nach dat kommunaalt Bautereglement d'Zuel vun de Notzer vun dëse Säll an. Dat geschitt, wann noutwendeg, iwwer Dispositioune vum Kommodo/Inkommodogesetz, ënnert der Zoustännegkeet vum Aarbechtsminister.

Wat den Accès zu engem Gebai ugeet, steet et der Regierung weder zou, déi Praxis, op déi den honorabelen Deputéierten uspillt, ze kommentéieren nach ass et hir Aufgab gesetzlech Bestëmmungen ze interpretéieren. Et si vill méi d'Geriichter, déi, am Fall vun enger Plainte, tranchéieren ob hei eng Diskriminatioun am Sënn vun der nationaler Gesetzgebung ginn ass oder net.

Question 2559 (14.2.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **invitations à des manifestations syndicales transmises par des élèves:**

Il me revient que des invitations à des réunions organisées par les syndicats SEW-OGB-L et SNE-CGFP pour les parents d'élèves ont été transmises à ceux-ci par leurs enfants. Ces invitations étaient accompagnées de considérations politiques sur l'enseignement de l'école publique tel que défini par les lois et règlements officiels en vigueur.

1) Madame la Ministre estime-t-elle que l'appel à des manifestations syndicales en utilisant les enfants comme porteurs de messages politiques est conforme à la neutralité de l'école publique et à la déontologie de l'enseignant?

2) Les syndicats ont-ils demandé et obtenu une autorisation pour transmettre des messages via les enfants?

3) Quelles sont par ailleurs les règles généralement en vigueur dans l'enseignement public à cet égard?

Réponse (25.2.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Conformément aux articles 9 et 14 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, les enseignants sont tenus de se conformer consciencieusement aux lois et règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de leurs fonctions leur impose.

Je désapprouve que les enfants soient instrumentalisés comme porteurs de messages politiques ou syndicaux.

2) Par courrier du 18 janvier 2013, les syndicats SNE et SEW ont sollicité auprès de mon département l'autorisation pour distribuer dans les écoles fondamentales une brochure à l'attention des parents d'élèves annonçant une série de réunions d'information au sujet de l'évaluation dans l'enseignement fondamental.

Par lettre du 28 janvier 2013, j'ai répondu aux syndicats que je ne réservais pas de suite favorable à leur demande sous rubrique en les informant que je venais de charger le professeur Dr Daniel Tröhler de l'Université du Luxembourg de procéder, ensemble avec son équipe et en concertation avec des représentants de différents partenaires scolaires qu'il choisirait d'associer à ses travaux, de réexaminer l'outil que constituent les bilans intermédiaires en vue de l'adapter, pour en améliorer la lisibilité, à la fois par une simplification et une clarification des messages à transmettre.

Après une première adaptation des bilans intermédiaires pour l'année 2011/2012, décidée en concertation avec les syndicats d'enseignants en juin 2011, il ne me paraissait en effet pas opportun d'autoriser la présentation à des parents d'élèves d'un 3e modèle de bilans intermédiaires élaboré par des représentants de syndicats, alors que je venais justement de faire appel à l'expertise de l'Université du Luxembourg pour adapter l'outil en place comme décrit ci-dessus.

3) Tout organisme qui désire diffuser des messages à l'intérieur des écoles doit bénéficier, dans le cadre de l'enseignement fondamental, de l'accord préalable du Ministre de l'Éducation nationale et des communes concernées, et dans le cadre de l'enseignement postprimaire, de l'accord préalable de la direction concernée.

Question 2560 (14.2.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **SMS4Ticket:**

Le service SMS4ticket permet d'acheter électroniquement un titre de transport de courte durée via téléphone mobile. Il suffit pour ce faire d'envoyer un SMS au 64222 avec comme texte la lettre A, correspondant au billet de courte durée. La confirmation est assurée par le renvoi d'un SMS à partir du système et le paiement est imputé sur la facture téléphonique.

Il est donc possible d'acheter un billet via SMS en rentrant dans le bus et disposer ainsi d'un titre de transport valable en très peu de temps. Selon mes informations, la rapidité avec laquelle on peut obtenir un billet via SMS n'encouragerait pas les usagers à acheter des billets papier ou des abonnements, étant donné que les contrôles dans les bus sont plus rares et que le système SMS4Ticket permet une réaction rapide dans le cas où un contrôle est imminent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques sur l'usage du service SMS4Ticket et le nombre d'utilisateurs, ainsi que l'évolution de la vente de tickets et d'abonnements en parallèle?

2. Avec les récentes augmentations de tarifs, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le service SMS4Ticket pourrait décourager les usagers d'acheter des tickets et des abonnements pour se tourner vers ce système performant qui, d'une part, constitue certes une avancée en matière de service au client mais qui, d'autre part, permet aux usagers de ne payer qu'à la seule vue d'un contrôleur?

3. Monsieur le Ministre compte-t-il adapter le service SMS4Ticket de façon à éviter les abus et les manques à gagner qui peuvent en découler?

Réponse (3.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au SMS4Ticket.

Tout d'abord, il échet de préciser que le système SMS4Ticket est un système mis en place et exploité exclusivement par la ville de Luxembourg. En effet, le service des autobus de la ville de Luxembourg (AVL) a introduit en septembre 2007, lors de la semaine de la mobilité, le service SMS4Ticket permettant d'acquérir un billet «courte durée» via le téléphone mobile.

À l'époque, le Ministère des Transports ne fut pas favorable à l'introduction de ce support comme titre de transport.

Cependant, étant donné que les clients utilisaient ce titre de transport également sur les autres réseaux (ferroviaire, RGTR et TICE), le département des Transports avait accepté finalement cette forme de billet au niveau national et a émis une information dans ce sens le 3 janvier 2008.

À l'heure actuelle, seule la ville de Luxembourg offre ce billet tout en encaissant également seule les recettes afférentes.

Ainsi, le département des Transports ne dispose d'aucune statistique sur l'utilisation de ce billet.

En ce qui concerne la problématique des abus évoqués par l'honorable Député et notamment de l'acquisition d'un titre par SMS uniquement lors d'un contrôle de billets; le département des Transports en est bien conscient. D'ailleurs, ceci fut à l'époque une des raisons pour lesquelles mon département n'avait pas soutenu l'introduction de ce ticket.

À noter cependant qu'une mesure contre cet abus vient d'être prise lors de la modification du règlement tarifaire et du changement des tarifs au 1er janvier 2013. En effet, l'on a précisé qu'un voyageur se trouve en situation irrégulière «s'il n'acquiert un titre de transport qu'après le début de son voyage».

Enfin, dans le cadre du projet global de télématique dans les transports publics, le projet de modernisation de la billettique «e-go» prendra aussi en considération la mise en œuvre d'une billettique pour les Smartphones. Cette réalisation est coordonnée avec tous les opérateurs des transports publics et permettra d'éviter des abus dans le futur.

Question 2561 (14.2.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **violence croissante auprès des enfants et adolescents:**

Selon les professionnels, on peut constater chez les enfants et adolescents une tendance à la violence croissante au cours des dernières années - et ce indépendamment de leur âge ou de la couche sociale dont ils proviennent. Il s'agirait non seulement d'agressivité verbale mais également physique, entre eux et envers les adultes.

Ainsi, parmi les quelque 500 éducateurs de 71 maisons relais questionnés dans le cadre d'un projet de recherche entrepris par l'Université du Luxembourg, 80% disent avoir des enfants présentant des «troubles du comportement» - chiffre pour le moins préoccupant, même si les scientifiques soulignent que le terme n'est pas défini de façon précise.

Les professionnels - éducateurs, éducateurs gradués, instituteurs et pédagogues - se sentent souvent dépassés et sans ressources pour répondre à des situations difficiles. Les familles de leur côté n'ont pas non plus, ni le temps, ni les moyens de prendre les problèmes en main.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Mesdames les Ministres les questions suivantes:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer une tendance croissante à la violence et au «comportement troublant» chez les enfants et adolescents au cours des dernières années?

- Quelles mesures dans le domaine de la politique familiale et de l'éducation peut-on envisager pour remédier à ces problèmes?

- Quel support, quelle aide concrète peut-on proposer aux professionnels travaillant avec des enfants et adolescents?

Réponse commune (12.3.2013) **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il n'existe pas de statistiques permettant de mesurer l'évolution de la violence ou de troubles de comportement chez les enfants et les adolescents. Ceci est dû au fait que ces termes et leur perception ne sont pas définis de façon précise. Il faut noter qu'au niveau de l'éducation nationale, les différents acteurs, dont les directions des lycées, les membres de l'inspectorat et beaucoup d'enseignants, décrivent une recrudescence d'actes et de comportements non désirables qui entravent le bon fonctionnement de l'école. Il y a certainement aussi un lien direct à faire avec la croissance de la population au Luxembourg.

Il est important aussi de voir le contexte social pour éviter de faire de nos enfants et de nos jeunes une population qui nécessiterait thérapie médicale et intervention de psychothérapeutes. L'expression de la violence et l'expression par la violence au niveau culturel, dans les médias, jeux vidéo et autres moyens de communication, TV et Internet, cyberbullying et autres formes de mobbing, la violence dans la famille, tout ceci fait que pour les enfants le comportement violent constitue une partie du vécu quotidien. La violence d'une façon générale est extrêmement présente dans notre société. La violence n'est pas un phénomène lié spécifiquement aux enfants ou aux jeunes et ils n'en sont certainement pas la cause.

En 2010, le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a publié les actes d'une conférence «Jugend mit und ohne Gewalt» qui montrent qu'un certain nombre de données empiriques recueillies lors d'enquêtes autour de la violence scolaire depuis 2008 semblent indiquer la nécessité de mettre en place une double stratégie autour de la thématique:

1. premièrement intervenir auprès des parents, des enfants et des jeunes pour aider au mieux la famille dans son rôle éducatif, investir dans la sensibilisation et la prévention de la violence, mettre en place des mesures et des structures dans les écoles et des institutions externes pour les cas de troubles de comportements qui nécessitent une prise en charge spécialisée, intervenir d'une façon générale le plus tôt possible auprès des enfants et des jeunes qui risquent l'exclusion sociale

2. deuxièmement intervenir auprès des institutions éducatives pour, d'un côté, les aider à trouver les réponses et mesures adaptées au niveau des infrastructures ou du fonctionnement, et pour, d'un autre côté, soutenir au mieux le personnel éducatif notamment par des formations continues, des supervisions et accompagnements scientifiques etc.

Concernant le premier champ d'action le Ministère de la Famille a mis en place des interventions à différents niveaux:

- Des services de consultation peuvent soutenir aussi bien les parents que les professionnels, (Erzéiongs- a Familljeberodung AFP - Solidarité-Famille a.s.b.l.; École des parents Janusz Korczak; Erwuessebildung, Familljencenter CPF; Planning familial etc.).

- Afin de tenir compte aussi bien de l'augmentation du nombre de la population que de la variété des défis sociaux, de nouvelles institutions ont été créées (Schneiderhaff, maison Dolto, Péitrusshaus pour jeunes mineurs en fugue p. ex., Sauerwiss Jongenheem p. ex.) ou sont en planification.

- Notons qu'aussi bien les maisons relais, que les crèches conventionnées peuvent à tout moment appuyer des parents face à des problèmes éducatifs. Des projets pilotes spécifiques ont été développés dans ce sens.

- Rappelons aussi que le développement du chèque service accueil a permis à de nombreux parents de travailler et de ne pas être forcés à recourir à des solutions de fortune pour la garde de leurs enfants ou pire d'en faire des «Schlësselkanner». Le Ministère s'est résolument engagé dans une voie d'assurance qualité des structures d'accueil dans le cadre du projet de loi enfance et jeunesse.

- Une collaboration étroite entre l'école et les maisons relais fait que des élèves nécessitant un accompagnement spécifique à l'école profitent du même encadrement spécialisé durant leur séjour en structure d'accueil afin de garantir la cohérence de l'approche pédagogique.

- Les internats ont aussi développé des initiatives permettant d'accueillir des enfants et des jeunes qui nécessitent un accompagnement plus structurant pour améliorer leurs chances de réussite scolaire.

Il y a lieu de rappeler dans ce contexte toutes les mesures d'aide telles que retenues dans la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

En ce qui concerne l'élaboration de projets spécifiques au sein des écoles, il convient de mentionner qu'un règlement grand-ducal permet aux lycées d'organiser des activités pour prévenir l'exclusion scolaire d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement graves. Pour la durée d'un tel projet des ressources supplémentaires sous forme de leçons d'enseignement ou sous forme de mise à disposition d'éducateurs gradués peuvent être attribuées. Un nombre croissant de lycées a recours à ce type de projets souvent intitulés classes «MOSAIK». Un cadre conceptuel pour ces classes a été publié en octobre 2012. Des projets à objectifs similaires comme le projet «Time Out» ont été mis en place dans d'autres lycées.

Pour les élèves qui, à la suite d'un séjour en classe «MOSAIK», présentent toujours des comportements perturbant le fonctionnement de l'école, l'offre de prise en charge en dehors de leur école est actuellement limitée aux infrastructures spécialisées existantes (notamment le Centre d'observation d'Olm, le Centre d'intégration de Cessange (Éditf), le Kannerschlass à Sanem, le Kannerhaus Jean à Berg, le Kannerhaus an der Le'h).

Beaucoup de jeunes concernés ont été placés dans des instituts à l'étranger. Un tel changement est difficile à vivre pour le jeune non seulement au niveau émotionnel et sociocultural, mais aussi au niveau scolaire. La réintégration ultérieure dans l'enseignement régulier au Luxembourg est souvent difficile, notamment en raison des niveaux requis en langues.

Voilà pourquoi le projet visant à mettre en place une structure d'accueil temporaire, sise à Itzigerstee, dans des infrastructures louées à la ville de Luxembourg, permettra à des classes d'accueillir une douzaine de jeunes de onze à 15 ans qui mettent leur parcours scolaire en danger par des comportements inadaptés, au détriment de leur entourage ou d'eux-mêmes. Pourront y être affectés par les écoles d'origine et avec le consentement parental, les élèves en provenance du cycle 4 d'une école fondamentale ou du cycle inférieur d'un lycée pour lesquels une prise en charge spécifique s'avérera nécessaire.

Le but est d'offrir aux élèves concernés un enseignement et un encadrement adaptés à leurs besoins qui leur permettront de réintégrer, après un séjour maximal de deux ans, l'enseignement régulier. Tout au long du séjour, les élèves restent inscrits dans leur école d'origine avec laquelle un contact soutenu est maintenu.

Concernant le deuxième champ d'action destiné à soutenir les institutions éducatives, le Ministère de la Famille et de l'Intégration

- a revu toute sa législation enfance et jeunesse pour déposer des projets de loi notamment la loi sur l'enfance et la jeunesse, soulignant notamment l'importance de la formation des éducateurs auprès des jeunes enfants, l'âge où tout se joue pour le développement ultérieure de l'enfant;

- le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille est en train de se réorienter dans un grand effort collectif en concertation avec une nouvelle administration: l'Office national de l'enfance;

- une formation continue obligatoire de 16 heures pour les secteurs de l'enfance et de la jeunesse a été retenue pour appuyer cette démarche;

- un site Internet spécialisé pour la formation continue du personnel éducatif a été créé afin de regrouper, mais aussi de coordonner et de planifier l'offre de formation continue pour tout le secteur de l'enfance et de la Jeunesse. www.enfancejeunesse.lu

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a mis en place un certain nombre de projets ainsi que des formations continues qui permettent de répondre à une demande croissante et diversifiée des acteurs de l'école.

Les mesures proposées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle vont de la sensibilisation à la problématique aux mesures de prévention en passant par l'élaboration de solutions spécifiques pour écoles et à la mise en place de structures nationales pour accueillir des enfants et des adolescents à troubles comportementaux.

Au niveau de la formation continue, il existe une offre spécifique en relation avec les troubles de comportement qui aborde la prévention de la violence (Gewaltpräventionstraining, Graines de médiateurs, Faustlos) à l'intervention en classe après un incident (Mobbing in der Schule - erste Hilfe im Ernstfall). Actuellement 45 formations en relation avec cette thématique sont offertes sur le site Internet www.formation-continue.lu. En 2007, le Service National de la Jeunesse a édité une publication «Jugend- und Gewalt» à l'adresse de toutes les personnes travaillant avec les jeunes. Des offres de formation continue pour le secteur enfance et jeunesse reprennent régulièrement le sujet. www.enfancejeunesse.lu

Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) coordonne des activités à l'attention des membres des Services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) des différents établissements pour pouvoir assurer la mise en place de méthodes de travail pour animer des séances de prévention et de prise en charge des auteurs d'actes de violence et des victimes. Le CPOS a développé un «Anti-Gewalt-Konzept für alle Sekundarschulen», avec des interventions à trois niveaux: prévention primaire: ateliers de sensibilisation pour les classes (deux à quatre heures); prévention secondaire: programme d'intervention de groupe pour élèves à risque, le «Coolness-Training» (20h); prévention tertiaire: prise en charge d'élèves devenus auteurs de violence ainsi que le travail avec les victimes, le «Anti-Gewalt-Training» (60 heures).

Le SCRIPT est en train d'élaborer un projet intitulé «Stop-Mobbing» qui a pour objectif l'intervention à l'école d'une personne médiatrice externe pour intervenir d'urgence en cas de mobbing entre élèves.

Le projet «Peer-Mediation im Schulalltag», coordonné par les services du Service National de la Jeunesse (SNJ) et du SCRIPT, se déroule dans les écoles fondamentales et les lycées de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Actuellement onze lycées publics et quatre lycées privés ainsi que deux écoles fondamentales participent au projet. L'idée de base du projet est de créer une structure de médiation dans les écoles où la médiation est offerte par les jeunes qui essaient lors d'un conflit de dépasser le rapport de force et de trouver une solution dans l'intérêt mutuel. Le projet envisage la promotion d'un comportement social positif en sensibilisant aux problèmes de violence et en développant chez les jeunes les aptitudes qui leur permettront de réagir dans des situations conflictuelles.

Question 2562 (14.2.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **irrégularités concernant les aides sociales et les allocations familiales:**

Dans le cadre du développement explosif du budget de l'État au cours de ces dernières années dans le domaine des aides sociales et des allocations familiales, j'aurais aimé savoir:

1. Combien de cas de fraudes/d'abus ont été constatés concernant le paiement de RMG, de prestations familiales et de chômage?

2. Est-ce que ces paiements ont été effectués à des clients résidents ou non résidents luxembourgeois?

3. Est-ce que des contrôles du lieu de résidence sont effectués en cas de doute...? Ne serait-il pas envisageable de demander systématiquement des preuves de résidence (acte notarié, contrat de bail) et de se procurer des preuves de conformité des logements quant à l'affectation, la sécurité et à la salubrité auprès des administrations communales.

Réponse (18.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. En 2012, l'ADEM a procédé par le biais de son service chômage à 650 rôles de restitution, c'est-à-dire a tenté de récupérer des indemnités auxquelles les bénéficiaires n'avaient pas ou plus droit.

On ne peut cependant pas assimiler tous ces dossiers à des fraudes ou tentatives de fraude.

L'ADEM a constaté 110 cas où l'on peut clairement parler de fraudes/tentatives de fraude. Le nombre de fraudes est cependant sûrement plus élevé.

Dans la plupart des cas, les personnes visées ont sciemment remis des documents qui contenaient de fausses informations à l'ADEM ou n'ont pas informé l'ADEM d'un changement fondamental (e. a. transfert du domicile à l'étranger), dans leur situation de sorte à amener celle-ci à payer des indemnités qui ne sont pas ou plus dues.

L'ADEM ne dispose que de 2,5 contrôleurs, ce qui est insuffisant face aussi bien au nombre croissant de dossiers qu'à la complexité des dossiers. Vu le nombre croissant des demandeurs d'emploi, une demande de renfort a été introduite.

Par ailleurs, la loi du 18 janvier 2012 portant création d'une Agence pour le développement de l'emploi a prévu la création d'un service des questions juridiques et du contentieux. La mise en place de ce service est devenue concrète avec l'entrée en fonction de la nouvelle direction début septembre et devrait permettre

d'optimiser le traitement du volet «contentieux».

2. Ces paiements, si des paiements ont eu lieu, concernaient aussi bien des résidents (dans la plupart des cas) que des non-résidents.

3. En cas de doute des contrôles sont évidemment effectués.

Réponse (18.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les questions posées par le député Marc Lies donnent lieu aux réponses suivantes en ce qui concerne le volet des aides sociales et des allocations familiales.

Le Fonds national de solidarité (FNS) a créé au courant de l'exercice 2012 un «Service Répression des Fraudes» doté de deux fonctionnaires assermentés de la carrière moyenne du rédacteur. Les agents du FNS, dans l'exercice de leur mission, se rendent au domicile des personnes bénéficiaires d'une prestation du revenu minimum garanti (RMG) afin de procéder à tous les examens, contrôles ou enquêtes jugés nécessaires pour déterminer si les conditions d'octroi de ces prestations se trouvent toujours remplies. Dans les affaires sensibles ils se font accompagner par la Police grand-ducale (chambres de cafés, hôtels, cabarets, pensions de famille etc.).

1) et 2) Quant à la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF), un service similaire n'a pas encore été mis en place, mais six personnes ont été assermentées pour effectuer des contrôles sur place. Par ailleurs, tant le FNS que la CNPF ont établi des liens avec l'Administration de l'Emploi et le Service d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale pour détecter - toujours dans le respect des dispositions relatives à la protection des données - d'éventuels cas de fraude au niveau de leur population commune.

En considération de la récente mise en place du service auprès du FNS, il n'est pas encore possible de fournir des chiffres sur le nombre de fraudes ou d'abus. La seule donnée fiable est celle que dans 25% des 190 enquêtes réalisées à ce jour une seule malversation a été détectée. Au courant de la même période d'observation le FNS a déposé à dix reprises plainte auprès du procureur d'État pour escroquerie à subvention d'État et le cas échéant pour faux et usage de faux.

Pour ce qui est des prestations familiales, une difficulté de chiffrer les abus consiste notamment dans le fait que dans une grande partie des dossiers, les bénéficiaires ne se rendent pas compte qu'un changement de leur situation peut affecter leur droit à des prestations: ainsi, les ressortissants du Luxembourg qui - pour une raison ou une autre - décident de s'installer au-delà des frontières luxembourgeoises ne sont souvent pas conscients qu'ils risquent de ne plus tomber sous le champ d'application de la législation luxembourgeoise. Une omission de signaler un changement ne signifie ainsi pas toujours qu'il s'agit d'un cas de fraude ou d'abus. Il en est de même des travailleurs frontaliers qui ne savent souvent pas que le divorce et la non-cohabitation avec les enfants dans un même ménage peut entraîner la déchéance de leur droit.

En chiffres absolus, la CNPF a détecté moins de dix dossiers dans lesquels une fraude peut être présumée; elle a porté plainte et s'est constituée partie civile dans un seul dossier. Le paiement indu a été effectué dans ce dernier cas à un résident.

3) Outre les 16 gestionnaires au service du RMG, le FNS dispose de deux assistant(e)s sociales dont la mission se détermine principalement par une enquête au domicile du demandeur avant l'attribution de la prestation RMG et dans nombre de cas également en cas de changement d'adresse. Conformément aux dispositions du chapitre Ier du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités d'application de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, la condition de résidence doit être certifiée par la ou les communes ou le requérant majeur réside ou a résidé au Grand-Duché de Luxembourg. En outre un certificat de composition de ménage est à fournir par le demandeur ainsi que pour chaque enfant pour lequel une prestation est demandée, une attestation de la CNPF certifiant que l'enfant a droit à des allocations familiales et précisant l'attributaire.

Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, elle doit fournir une copie du contrat de bail et une preuve de paiement du loyer.

Les immeubles appartenant aux bénéficiaires du RMG sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le FNS en vue d'une garantie en restitution des prestations versées. En étroite collaboration avec le Centre commun de la sécurité sociale, les adresses des bénéficiaires sont contrôlées et mises à jour mensuellement par voie informatique.

Pour le bénéfice des prestations familiales, il y a lieu de noter que - contrairement à l'octroi du RMG - le domicile et la résidence au Luxembourg ne sont pas les seuls critères qui créent un droit: la réglementation européenne et la libre circulation des travailleurs prévoient l'ouverture d'un droit aux prestations familiales à travers une affiliation à titre obligatoire auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise. Ainsi, pour la moitié des dossiers de la CNPF, le domicile/la résidence respectivement leur preuve ne sont pas des facteurs déterminants pour le paiement des prestations familiales. Par contre, pour les dossiers «résidents» la preuve du domicile est toujours rapportée par le certificat de composition de ménage. Malheureusement, la résidence effective est beaucoup plus difficile à constater. En cas de doute, la CNPF demande des pièces à l'appui comme p. ex. des certificats scolaires des enfants.

Les administrations et établissements visés par la question de Monsieur le Député ne sont pas compétents pour se prononcer sur la conformité des logements en ce qui concerne l'affectation, la sécurité et la salubrité. Néanmoins, si les agents qui contrôlent sur le terrain prennent connaissance d'une situation non conforme, ils informent immédiatement l'inspection sanitaire auprès du Ministère de la Santé ou tout autre organisme compétent en la matière (services communaux ou judiciaires).

Question 2563 (14.2.2013) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch:**

D'après nos informations, une seule personne occuperait le poste d'enquêteur auprès du Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch. Cet enquêteur serait en charge de 34 communes qui relèvent de la compétence territoriale de la circonscription régionale de Diekirch. Les dossiers, dont les services régionaux de polices spéciales sont en charge, font légion. En effet, il s'agit notamment de faillites frauduleuses, de détournements de TVA et d'escroqueries fiscales. À noter que les sociétés du type «boîtes aux lettres» se sont multipliées ces dernières décennies dans la région nord du Luxembourg.

Aussi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le principe de sécurité par binôme au sein de la Police grand-ducale est garanti lors de perquisitions, d'interrogatoires et de visites des lieux? Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- D'une manière générale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un seul enquêteur en charge de 34 communes ne puisse s'acquitter de sa tâche avec la diligence nécessaire et qu'un travail de prévention digne de ce nom relève dans ces conditions de l'utopie?

Réponse (1.3.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Service Régional de Polices Spéciales de Diekirch fonctionne avec un fonctionnaire affecté.

Néanmoins importe-t-il de souligner que le service est régulièrement renforcé par des détachements de longue durée, et surtout ponctuellement par un analyste du Service de Police Judiciaire.

À partir du 1er avril 2013, le directeur général de la police a prévu un détachement régulier d'enquêteurs du Service de Police Judiciaire au Service Régional des Polices Spéciales.

Dans ce contexte, j'ai invité le directeur général de la police à dresser bilan de l'évolution des affaires en cours.

Je souligne que la répartition des effectifs, surtout dans des domaines spécialisés, doit être décidée au niveau national, en tenant compte de tous les besoins en personnel formés.

Les missions du Service Régional de Polices Spéciales s'inscrivent prioritairement dans un cadre judiciaire.

Question 2565 (18.2.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant le **risque de diabète dû à la consommation de boissons «light»:**

In den Medien war die Rede von einer Studie, die von Forschern des französischen Medizin-Forschungsinstituts INSERM angestellt worden war und mittlerweile in der US-Fachzeitschrift „Journal of Clinical Nutrition" veröffentlicht wurde.

Die Studie will herausgefunden haben, dass süßstoffhaltige „Light"-Getränke das Risiko für Diabetes entgegen einer weitverbreiteten Überzeugung nicht verringern, sondern unter Umständen noch steigern.

Fragen:

1) Inwieweit wurde diese Studie von den nationalen Gesundheitsbehörden zur Kenntnis genommen? Inwieweit wird es konkrete Aktionen geben, um auf mögliche Gefahren des überhöhten Konsums von „Light"-Getränken hinzuweisen?

2) Gehört die Prävention und Versorgung von Diabetes im nationalen Gesundheitssystem weiterhin zu den Prioritäten des Ministers?

3) Wie steht es mit der konkreten Umsetzung von innovativen Pilotprojekten, einem nationalen Projekt einer einheitlichen Diabetes-Versorgung begründet auf einer nationalen Leitlinie, nachdem ja bekanntlich eine spezifische EHCI-Studie im Jahr 2008 im Bereich Diabetes sehr enttäuschende Werte für Luxemburg aufwies?

4) Wie weit sind die Umsetzungsarbeiten für ein Diabetes-Register gediehen?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Bei der vom Abgeordneten erwähnten Studie handelt es sich um die von Dr. Fagherazzi und Dr. Clavel-Chapelon, INSERM, im American Journal of Clinical Nutrition (Am J Clin Nutr - Januar 2013) publizierte Studie: Consumption of artificially and sugar-sweetened beverages and incident type 2 diabetes in the „Étude épidémiologique auprès des femmes de la Mutuelle Générale de l'Éducation nationale"- European Prospective Investigation in Cancer and Nutrition cohort E3N.

Diese Studie stellt ohne Zweifel einen wichtigen Ansporn dar, weitere Untersuchungen in diesem Bereich durchzuführen, um aussagekräftige Schlussfolgerungen zu ermöglichen.

In dieser Studie wurde der Zusammenhang zwischen dem Konsum von zuckerhaltigen Getränken beziehungsweise „Light"-Getränken (d. h. mit Süßstoff versehenen, zuckerfreien Getränken) und dem Risiko, an einem Diabetes Typ 2 zu erkranken, untersucht. Die Studie wurde bei 66.118 Frauen der Kohorte E3N durchgeführt, die zwischen 1925 und 1950 geboren sind und seit 14 Jahren erfasst werden.

Die Studie zeigt folgende Resultate:

- „Light" trinkende Konsumentinnen tranken im Durchschnitt wesentlich größere Mengen als die Frauen, die zuckerhaltige Getränke tranken (vermutlich in der Annahme, diese seien nicht schädlich für die Gesundheit).

- Bei gleicher Menge konnte ein erhöhtes Risiko für die Entwicklung eines Typ-2-Diabetes bei den Frauen festgestellt werden, die „Light"-Getränke konsumierten, gegenüber denjenigen, die zuckerhaltige Getränke getrunken hatten.

- Es bestand kein erhöhtes Risiko bei den Frauen, die naturbelassene Obstsäfte konsumierten.

Beim derzeitigen Wissensstand erlaubt diese Studie jedoch keinen kausalen Zusammenhang zwischen dem Konsum von „Light"-Getränken und der Entstehung von Diabetes, besonders auch deshalb nicht, weil andere Studien zur gleichen Fragestellung entgegengesetzte Resultate zeigten. (Am J Clin Nutr 2011;93:1321–7).

Die Entstehung von Diabetes ist multikausal und hängt von vielen verschiedenen, sich gegenseitig beeinflussenden Faktoren ab. So gehen die Wissenschaftler davon aus, dass das Zusammenspiel der allgemeinen Lebensweisen, wobei Ernährung und Bewegung insgesamt eine große Rolle spielen, maßgebend für die Entstehung von Diabetes ist.

Sowohl die Prävention als auch die Versorgung gehören nach wie vor zu den Prioritäten des nationalen Gesundheitssystems.

Seit 2008 wurden verschiedene Studien im Bereich Diabetes vom CRP-Santé in Zusammenarbeit mit ärztlichen Fachkräften sowie dem Gesundheitsministerium durchgeführt, die eine detaillierte Bestandsaufnahme der Problematik aufzeigten. Aufgrund dieser Erkenntnisse ist es möglich, gezielte Verbesserungsdomänen zu erkennen, wie beispielsweise die Verbesserung der Früherkennung von Diabetes, die Qualität der Überwachung von Diabetes-Patienten, die therapeutische Erziehung von diabetischen Patienten.

Unter der Koordination des CRP-Santé hat vor wenigen Wochen ein Seminar stattgefunden zur gemeinsamen Beurteilung der Erkenntnisse und zur Erarbeitung von gemeinsam getragenen Verbesserungsvorschlägen. Die Auswertung dieses Treffens soll ein Beitrag zur Erarbeitung einer nationalen Diabetes-Strategie sein.

Als besonders wichtige Elemente wurden u. a. zurückbehalten:

- die regelmäßige Überwachung der diabetischen Patienten entsprechend international anerkannten Kriterien,

- die verbesserte Erfassung von Diabetes-Patienten, ihrer Therapie und der Evolution ihrer Krankheit,

- die Harmonisierung von Diabetes-Fortbildungen für Pflegepersonal.

Die Erstellung eines Diabetes-Registers wird derzeit nicht erwogen.

Question 2566 (18.2.2013) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **réduction du taux de la bonification d'intérêt:**

En date du 18 janvier 2013, le Conseil de Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal ayant notamment comme but la réduction du taux de la bonification d'intérêt de 0,75% à 0,50% par enfant à charge et l'introduction d'un tableau d'amortissement.

Dans le résumé des travaux de ce Conseil de Gouvernement du 18 janvier 2013, publié sur le site Internet du Gouvernement, il est précisé que le taux de la bonification d'intérêt sera réduit «principalement pour tenir compte de l'évolution à la baisse des taux d'intérêt sur le marché en 2012». Si mes informations sont correctes, le règlement grand-ducal est censé entrer en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2013. En outre, il me revient dans ce contexte que le paiement de la bonification d'intérêt aurait pris du retard.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le payement de la bonification d'intérêt est effectivement en retard? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'entrée en vigueur rétroactive du règlement grand-ducal précité au 1er janvier 2013? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette façon de procéder respecte pleinement les règles de notre État de droit et que le règlement ne risque pas d'être contesté auprès des juridictions administratives? Pourquoi a-t-on eu recours à l'option de la rétroactivité au lieu de continuer à appliquer l'ancien règlement grand-ducal en la matière jusqu'au moment de l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement?

- Il a été précisé que la réduction des moyens financiers accordés dans le cadre de la bonification d'intérêt compense le coût de la subvention de loyer dont l'introduction fait l'objet d'un projet de loi déposé le 12 février 2013 à la Chambre des Députés. Dès lors, je voudrais savoir pourquoi la réduction de la bonification d'intérêt est maintenant liée «principalement» à la baisse des taux d'intérêt sur le marché en 2012. Cela signifie-t-il que Monsieur le Ministre est disposé à raugmenter le taux de la bonification d'intérêt si les taux d'intérêt vont augmenter à l'avenir?

Réponse (19.3.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le retard de paiement de la bonification d'intérêt est dû au seul fait qu'un dépassement de crédit a été demandé pour le mois de décembre 2012. À noter que non seulement les bonifications d'intérêt étaient impactées, mais également les subventions d'intérêt.

En effet, le règlement grand-ducal du 18 février 2013 prévoyant notamment la réduction de la bonification d'intérêt stipule que le nouveau taux de la bonification d'intérêt de 0,5% s'applique avec effet au 1er janvier 2013. Cette réduction était annoncée depuis longtemps déjà, étant donné que les taux hypothécaires sur les marchés se trouvent depuis un laps de temps sur un niveau historiquement bas.

Cette façon de procéder est légitime et respecte pleinement les règles de notre État de droit. En effet, le Conseil de Gouvernement a autorisé le recours à la procédure d'urgence dans sa séance du 18 janvier 2013.

L'avant-projet de règlement grand-ducal en question avait déjà été transmis au Conseil de

Gouvernement le 4 juin 2012, mais avait été mis en suspens par la suite, étant donné que le Conseil de Gouvernement estimait que ce projet devait être présenté en même temps que le projet sur l'introduction de la subvention de loyer, en raison du fait que cette nouvelle aide est partiellement financée par la réduction de la bonification d'intérêt. Le projet sur l'introduction de la nouvelle bonification de loyer a pu être finalisé en décembre 2012, et a ainsi pu être présenté au Conseil de Gouvernement ensemble avec le projet réduisant le taux de la bonification d'intérêt.

Il convient de souligner qu'en 2010, il a été même déjà question de supprimer totalement la bonification d'intérêt (projet de loi n°6187 visant à abroger la bonification d'intérêt).

En fin de compte, les bénéficiaires de l'aide au logement ont donc pu profiter plus longtemps que prévu de l'ancien taux de 0,75% de la bonification d'intérêt.

La modification du taux de la bonification d'intérêt ne dépend pas seulement de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché, mais également d'autres facteurs, à savoir contraintes budgétaires, priorités politiques, redistribution des aides au logement.

Question 2567 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **dispositions du Code du Travail concernant le sexe sous-représenté:**

L'article L.242-1 du Code du Travail qualifie de sexe sous-représenté dans une profession ou un métier déterminé le sexe dont la représentation est égale ou inférieure à 40% de l'ensemble des salariés exerçant cette profession ou ce métier sur le territoire national.

Le Code du Travail prévoit également que l'employeur qui désire engager une personne du sexe sous-représenté peut obtenir le remboursement d'une quote-part à charge du Fonds pour l'Emploi.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Combien de demandes de remboursement sont adressées par année au Fonds pour l'Emploi?

- À quel montant s'élèvent ces demandes?

- Quels sont les secteurs concernés par de telles demandes?

- Sous quel poste des dépenses du bilan du Fonds pour l'Emploi figurent les contributions du fonds à l'engagement des personnes du sexe sous-représenté?

Réponse (18.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'Agence pour le développement de l'emploi a reçu en 2012 deux demandes basées sur l'article L.543-21 qu'elle a continuées pour compétence au MTE et qui, apparemment, n'ont pas donné lieu au remboursement demandé, alors que les conditions d'un remboursement n'étaient pas données.

Question 2568 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **congé parental:**

Le nombre des demandes donnant droit à l'indemnité du congé parental ne cesse de croître depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998 introduisant le congé parental en droit luxembourgeois. Le congé parental est également pris de plus en plus par les hommes reflétant une certaine évolution de mentalités chez les pères qui souhaitent s'investir davantage dans l'éducation de leurs enfants. Le congé parental témoigne aussi de manière générale des attentes nouvelles des parents.

Force est cependant de constater que de plus en plus souvent le congé parental est présenté, notamment à l'étranger, comme une arme anticrise. Il est vrai qu'au départ, le congé parental avait également chez nous un double objectif: concilier vie familiale et professionnelle et réduire de manière significative le chômage. Or, il s'est avéré très tôt, dès 2002, que le deuxième objectif n'était pas atteint. L'introduction du congé parental n'a pas produit les effets escomptés au niveau du marché de l'emploi.

À noter encore que chez nos voisins, notamment belges, l'augmentation du montant des indemnisations du congé parental semble aller de pair avec une diminution du taux de chômage temporaire ce qui laisse penser qu'en Belgique le congé parental a effectivement un effet positif sur le chômage du moins temporaire.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de l'Emploi et du Travail:

- Est-ce que les conclusions de 2002 relatives au congé parental, à savoir que cette mesure n'a pas eu d'effets positifs significatifs sur le marché du travail, sont toujours d'actualité ou bien le congé parental est-il devenu à sa manière une mesure anticrise?

- Dans cette dernière hypothèse, combien d'emplois tant temporaires que définitifs et pouvant être imputés à la prise d'un congé parental ont été créés ces dernières années? Dans quels secteurs, branches ou domaines ces emplois ont-ils été créés?

- Est-ce qu'il n'y a pas de risque de voir le congé parental devenir une mesure anticrise mais sans effets bénéfiques sur le marché du travail, en d'autres termes, n'y a-t-il pas de risque que cette mesure finisse par devenir en temps de crise un moyen pour les employeurs de faire des économies sans création d'emplois corrélative?

- Quelle est l'attitude des employeurs face à cette mesure sachant qu'au départ ils étaient plutôt réservés quant à l'introduction du congé parental? Y a-t-il eu une évolution dans leur approche?

- Le Gouvernement a-t-il connaissance d'éventuelles pressions exercées par certains employeurs sur leurs salariés notamment masculins à prendre un congé parental dès lors que l'entreprise connaît des périodes difficiles?

- Dans l'affirmative, existe-t-il des moyens de contrôle et que compte faire le Gouvernement pour prévenir de telles situations?

Réponse (11.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Rien ne permet à l'heure actuelle de remettre en cause les conclusions datant de 2002 et soulevées par l'honorable Députée, qui avaient retenu que le congé parental n'a pas eu d'effets positifs significatifs sur le marché de l'emploi.

Néanmoins, il est évident que dans certaines entreprises le congé parental a été plus souvent utilisé pendant les années 2009 et 2010, alors qu'il a servi à surmonter des mois difficiles sans devoir procéder à des licenciements pendant cette période.

Dans ce contexte, il est à relever que la mesure a eu un effet positif indirect sur le marché de l'emploi alors qu'elle a permis d'éviter des licenciements.

Par contre, le Gouvernement ne dispose pas d'éléments indiquant que certains employeurs exerceraient des pressions sur leurs salariés à prendre un congé parental.

Question 2569 (18.2.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**accès à la conduite aux motos 125 cm³:**

Depuis le 19 janvier 2013, les détenteurs d'un permis de conduire de la catégorie B peuvent, sous certaines conditions, conduire une moto de 125 cm³. Le règlement grand-ducal du 8 décembre 2011 transpose la directive européenne 2006/126/CE et ouvre l'accès à la conduite aux motos 125 cm³ dans les conditions suivantes:

- avoir le permis de catégorie B depuis deux ans au moins;

- suivre un cours de formation théorique et pratique de sept heures dans une moto-école;

- le permis est limité au territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- le permis ne donne pas un accès progressif à la catégorie A2 (motos de plus de 125 cm³).

Selon mes informations, les demandes pour les sept heures de formation théorique et pratique, et, plus particulièrement, pour le carnet d'apprentissage, nécessaire à cette fin, ne seraient toujours pas délivrées par le ministère en raison d'une absence de positionnement au niveau du système informatique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Étant donné que le règlement grand-ducal précité a été publié il y a plus d'un an maintenant, Monsieur le Ministre peut-il me dire si et, le cas échéant, pourquoi l'administration rencontre toujours des problèmes de nature informatique qui empêchent la mise en œuvre pratique de cette nouvelle réglementation?

Réponse (22.3.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions quant à la mise en œuvre pratique de la nouvelle réglementation applicable à partir du 19 janvier 2013 en matière de permis de conduire.

Tout d'abord, il convient de relever que cette réglementation apporte d'importants changements en matière de permis de conduire, dont notamment l'introduction du nouveau permis de conduire sous forme de «carte de crédit», qui remplacera progressivement le «papier rose».

La mise en œuvre pratique des nouvelles dispositions a requis notamment la mise en place d'une nouvelle infrastructure technique de l'environnement de production des permis de conduire. En parallèle, l'ancienne application informatique gérant le permis de conduire a été remplacée par une nouvelle application dont les fonctionnalités sont basées sur la nouvelle réglementation. La reprise des données et la mutation vers le nouveau système informatique ont dû être minutieusement planifiées et ont été suivies d'une phase test avant la mise en production.

Néanmoins, au vu de l'ampleur et de la complexité des travaux de mise en place du nouvel environnement de production et de gestion informatique des permis de conduire, certaines incongruités se sont glissées dans le système et sont résolues dans les meilleurs délais, par ordre de priorité.

Dans cet ordre d'idées, les adaptations nécessaires pour la délivrance du certificat d'apprentissage requis en vue de l'obtention de l'extension du permis B à la conduite de motocycles à 125 cm³ dont fait état la question de l'honorable Députée, ont été finalisées et sont actuellement opérationnelles.

Question 2571 (18.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **actions positives prévues par le Code du Travail:**

Conformément à l'article L.243-1 du Code du Travail «(O)n entend par actions positives, des mesures concrètes prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle»[1].

Les projets d'actions positives doivent recevoir l'aval du Ministre compétent avant de pouvoir être mis en œuvre et ayant de pouvoir profiter d'une subvention de l'État. Pour l'année 2013, le budget du Ministère de l'Égalité des chances réserve un montant de 90.000 euros aux mesures positives.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Combien de demandes en obtention d'une subvention pour mesures positives sont adressées par année au Ministère de l'Égalité des chances?

- Dans quels secteurs d'activités les mesures positives sont-elles prises?

Réponse (15.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives aux actions positives telles qu'elles figurent à l'article L. 243-1 du Code du Travail.

Les actions positives se présentent sous forme d'un programme que le Ministère de l'Égalité des chances présente chaque année aux entreprises qui y sont intéressées. La participation des entreprises au programme des actions positives se fait sur base volontaire, et dépend dans une large mesure de la publicité qui est faite du programme auprès du public cible.

Ainsi le programme des actions positives vise les trois thèmes prioritaires suivants:

- l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans la vie professionnelle avec égalité de salaire pour un travail égal ou de valeur égale, égalité au niveau recrutement et engagement, égalité au niveau formation et qualification professionnelles, égalité en matière de culture d'entreprise,

- l'égalité des femmes et des hommes dans la prise de décision avec égalité dans la formation et la promotion professionnelles et accès égal des femmes et des hommes aux postes à responsabilité,

- l'égalité des femmes et des hommes dans la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée.

Au cas où l'entreprise intéressée par le programme souhaite y participer, elle sera appelée à suivre une démarche précise qui se subdivise en plusieurs phases, à savoir:

Phase préparatoire

L'entreprise qui veut s'investir dans une démarche d'actions positives soumet une lettre de motivation au Ministère de l'Égalité des chances avec un aperçu de la situation actuelle concernant l'égalité hommes/femmes dans l'entreprise, une fiche portrait de l'entreprise ainsi que des certificats de conformité aux obligations vis-à-vis des organismes de la sécurité sociale, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, de l'Administration des Contributions directes.

Le dossier de l'entreprise est soumis pour avis au comité des actions positives qui se compose de représentants de différents ministères et administrations et de représentants des chambres professionnelles.

En cas d'avis favorable, une convention, définissant les conditions de collaboration dans le cadre de l'élaboration d'un projet d'actions positives, est conclue entre le Ministère de l'Égalité des chances et l'entreprise.

1) Phase d'analyse

Des experts conseils sont chargés de faire, aux frais du Ministère de l'Égalité des chances, une analyse scientifique des données de l'entreprise ainsi qu'une enquête auprès du personnel.

2) Phase d'élaboration d'un projet d'actions positives

Un groupe de projet est créé, qui se compose, d'une part, pour l'entreprise, de membres de la direction, du responsable des ressources humaines, de la délégation du personnel, le cas échéant du comité mixte de l'entreprise ainsi que du délégué à l'égalité et, d'autre part, de fonctionnaires de l'État et d'experts conseils associés. Le groupe de projet est chargé de sensibiliser et d'informer le personnel de l'entreprise concernant le projet d'actions positives, de l'encourager à participer à l'enquête. Les résultats de l'enquête et de l'analyse sont communiqués à la direction de l'entreprise, au groupe de projet et au personnel. Le groupe de projet élabore, en fonction des résultats de l'enquête et de l'analyse, un projet d'actions positives comprenant des mesures en faveur de l'égalité.

3) Phase de réalisation du projet d'actions positives

L'entreprise fait une demande d'obtention d'agrément ministériel et de subvention pour le projet d'actions positives finalisé qui est présenté pour avis au comité des actions positives.

En cas d'approbation, l'entreprise obtient l'agrément ministériel et une subvention pour les actions mises en place.

4) Phase d'évaluation

Toutes les mesures réalisées sont documentées et évaluées afin de pouvoir être transférées à d'autres entreprises.

L'agrément ministériel est valable pour une durée de deux ans et peut être renouvelé après une réévaluation du projet d'actions positives par le Ministère de l'Égalité des chances.

Une liste des entreprises ayant participé au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances est jointe en annexe.

Cette liste peut en outre être consultée sur le site du Ministère sous le lien suivant http://www.mega.public.lu/actions_projets/network/network3_AP/index.html

Pour en revenir aux questions formulées par l'honorable Députée, je peux fournir les réponses suivantes:

- Étant donné que l'obtention d'une subvention par l'entreprise est rattachée à sa participation au programme des actions positives, il va de soi que le nombre de demandes de subvention par année dépend du nombre de demandes de participation au programme des actions positives du Ministère de l'Égalité des chances pour l'année en question.

Ainsi le Ministère s'est fixé comme but de convaincre chaque année au moins dix entreprises de participer au programme des actions positives.

[1] Ces mesures sont: la mise en œuvre d'une nouvelle organisation du travail; les mesures concrètes en matière de recrutement se situant avant ou/et après l'embauche; les actions de formation spéciales; les mesures relatives à des changements de métier; les actions de promotion; les actions favorisant l'accès du sexe sous représenté aux postes de responsabilité et de décision; les mesures tendant à une meilleure conciliation de la vie familiale et professionnelle.

Dès lors si nous partons du principe que ce nombre est maintenu, l'on peut dire qu'au moins dix demandes de subvention sont soumises au ministère chaque année.

- Le programme des actions positives vise en principe tous les secteurs d'activités, même si jusqu'à présent les entreprises participantes sont principalement issues du secteur des services et de l'industrie.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2573 (19.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **émissions sonores des pompes à chaleur:**

Le besoin croissant d'énergie et la hausse afférente des prix des matières premières, notamment celui du pétrole, ont favorisé l'essor de nouvelles technologies en matière d'approvisionnement en énergie. Les pompes à chaleur constituent une de ces nouvelles technologies de plus en plus utilisées.

Il s'avère toutefois que l'installation de telles pompes pose certains problèmes, notamment en ce qui concerne le bruit et les émissions sonores. En effet, les pompes à chaleur émettent des sons à basse fréquence qui ne sont guère atténués par des moyens d'isolation acoustique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les dispositions légales concernant la réglementation des émissions sonores des pompes à chaleur?

- En cas de défaut de telles dispositions, Monsieur le Ministre est-il disposé à élaborer un règlement grand-ducal en la matière? Dans quels délais pourra-t-on, le cas échéant, s'attendre à la publication de ce règlement?

Réponse (4.4.2013) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En effet, les pompes à chaleur connaissent récemment un certain essor, vu qu'elles s'apprêtent à être intégrées dans un concept énergétique de bâtiment plus élaboré et que les pompes à chaleur sont subventionnées par l'État dans le cadre des aides étatiques en matière d'économies d'énergie.

En ce qui concerne l'acoustique du bâtiment et l'ambiance sonore dans les alentours de celui-ci, les pompes à chaleur sont à considérer comme des équipements techniques, c'est-à-dire des sources de bruit fixes. Ces équipements génèrent en effet un certain niveau acoustique qui peut être gênant selon les circonstances aussi bien à l'intérieur du bâtiment que dans son voisinage immédiat.

S'il est vrai qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de réglementation nationale spécifique aux pompes à chaleur, certains textes réglementaires existent qui peuvent fournir une base pour une gestion du bruit de ces pompes.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement, les valeurs limites prévues par le règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers sont d'application, même si ces valeurs limites ne sont pas spécifiques aux installations fixes. À cela s'ajoute que les autorisations concernant les établissements classés établies dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés peuvent prévoir des valeurs limites spécifiques pour les sources fixes.

Dans le cas de figure d'un bâtiment d'habitation, les contraintes à respecter découlent généralement de la réglementation nationale en matière d'aménagement communal et des règlements communaux, notamment du règlement des bâtisses et des autorisations de bâtir. Ainsi, la législation[1] en matière d'aménagement communal dispose que «en ce qui concerne les constructions, bâtiments et installations, il (le règlement sur les bâtisses) contient au moins des prescriptions relatives au dimensionnement, à l'affectation et à l'aménagement des locaux et ouvrages, à l'éclairage naturel et aux vues directes, à la ventilation et à l'aération, au chauffage, aux installations sanitaires et électriques, à la protection contre l'incendie et le bruit, à l'efficience énergétique, à la résistance des matériaux et la stabilité des structures, aux matériaux de construction et à l'accessibilité pour personnes à mobilité réduite».

À noter encore que le nouveau régime d'aides financières pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement («prime House») met l'accent avant tout sur la promotion des pompes à chaleur géothermiques, ceci moyennant une augmentation des aides de 40% à 50% des coûts effectifs. Par contre, en raison entre autres du fait que la réduction de la consommation en énergie primaire d'une pompe à chaleur air/eau par rapport à une chaudière à condensation au gaz est limitée à environ 10% dans une maison existante, le nouveau régime d'aides restreint l'éligibilité de ces pompes à chaleur aux seules maisons individuelles passives, et diminue l'aide y relative à 25% des coûts effectifs (avec un maximum de 2.500 €), contre 40% respectivement un plafond de 3.000 € sous l'ancien régime d'aides financières. Il faudra dès lors s'attendre à ce que le nombre de nouvelles pompes à chaleur air/eau, à l'origine des nuisances sonores précitées, diminue sensiblement au profit des pompes à chaleur géothermiques.

Enfin, citons en tant qu'exemple la «Sechste Allgemeine Verwaltungsvorschrift zum Bundes-Immissionsschutzgesetz» Technische Anleitung zum Schutz gegen Lärm (TA Lärm), texte réglementaire allemand qui traite certaines questions générales de bruit et qui est aussi d'application pour les pompes à chaleur. En Suisse, le texte réglementaire applicable est la «Lärmschutz-Verordnung» et en France, le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique est d'application, documents eux aussi non spécifiques aux pompes à chaleur.

Question 2574 (19.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **recrutement dans la fonction publique:**

Le dernier rapport d'activité du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative pour l'exercice 2011 en ligne relate sous son Titre I (La Fonction publique) à l'endroit du Chapitre A (Personnel en activité) au point 3 (Recrutement) qu'un nombre total de 251 fonctionnaires-stagiaires a été admis au stage. La répartition par candidats féminins et masculins ainsi que celle concernant les carrières y est également indiquée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Quel est le nombre de fonctionnaires et d'employés de l'État féminins et masculins par carrière, par ministère et administration de l'État travaillant au sein de notre fonction publique?

- Quelle est la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées?

Réponse (9.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°2574 du 19 février 2013, Monsieur le Député Fernand Etgen désire savoir quel est le nombre de fonctionnaires et employés de l'État féminins et masculins par carrière travaillant au sein de la fonction publique luxembourgeoise ainsi que la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées.

En réponse à sa première question, je voudrais fournir à l'honorable Député les chiffres actuels concernant les grandes carrières représentatives des fonctionnaires et des employés de l'État:

Fonctionnaires:

Carrières supérieures

	Femmes	Hommes	Total
Attaché de Gouvernement	140	208	348
Ingénieur:	26	111	137
Professeur:	1.100	1.082	2.182
Instituteur:	3.276	1.010	4.286

Carrières moyennes

	Femmes	Hommes	Total
Assistant social:	63	14	77
Rédacteur:	431	528	959
Ingénieur technicien:	12	230	242
Éducateur gradué:	322	88	410

Carrières inférieures

	Femmes	Hommes	Total
Expéditionnaire administratif:	188	229	417
Expéditionnaire technique:	58	200	258
Éducateur diplômé:	349	42	391
Inspecteur de police:	162	1.269	1.431

Employés:

	Femmes	Hommes	Total
Carrière S (supérieure):	280	225	505
Carrière D (moyenne):	418	233	651
Carrière C (inférieure):	415	207	622

La deuxième question de l'honorable Député se rapporte à la répartition par sexe des hauts fonctionnaires représentant l'État dans les conseils d'administration d'établissements publics et de sociétés privées. Une réponse précise est plus difficile dans ce contexte faute de chiffres complets et actualisés.

Je voudrais cependant renvoyer, en ce qui concerne les établissements publics, à la dernière analyse effectuée par le Gouvernement (voir à ce sujet la réponse de Mme la Ministre Françoise Hetto à la question parlementaire n°1231 de l'honorable Députée Viviane Loschetter) *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)* qui remonte au mois de mars 2011. À cette date, et dans 14 des 53 établissements publics analysés, aucune femme (haut fonctionnaire ou membre d'une société privée) ne faisait partie ni d'un conseil d'administration ni d'un comité directeur tandis que dans les autres 39 au moins une femme faisait partie de l'organe de gestion. Ceci correspondait pour cette même époque à un pourcentage de 15,63%, pourcentage qui a très probablement augmenté au cours des deux dernières années.

En ce qui concerne la situation dans les sociétés privées, une étude du CEPS avait encore au mois de mars 2011 conclu à un pourcentage de 10% de femmes dans les organes de gestion respectifs, encore une fois hauts fonctionnaires de l'État ou autres.

Question 2575 (20.2.2013) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **scandale de la viande de cheval:**

Le scandale relatif à la viande de cheval retrouvée dans des produits estampillés «pur bœuf» concernant 15 pays européens soulève un certain nombre de questions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner dans quelle mesure le Luxembourg est touché par ce scandale?

- Est-ce que les services de la sécurité alimentaire et de la division de l'Inspection vétérinaire ou l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire procèdent à des contrôles auprès d'entreprises de transformation alimentaire ou de sociétés utilisant des produits de l'industrie de la transformation alimentaire installées au Luxembourg? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur le nombre de contrôles effectués par an? Quels types d'entreprises ont fait l'objet de contrôles ces dernières années et quels ont été les résultats?

- Dans la négative, pour quelles raisons il a été omis d'effectuer des contrôles?

- D'une manière générale l'on note que la traçabilité notamment des bovins est garantie depuis le producteur jusqu'à l'abattoir mais que le système de traçage n'est plus assuré par la suite ou démontre des failles manifestes. Quelles suites Messieurs les Ministres entendent-ils donner aux questions soulevées par ce scandale afin de parer aux failles détectées dans le système de traçage et comment la sécurité alimentaire et la véridicité du traçage pourront être assurées à l'avenir?

Réponse commune (14.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg est touché par le scandale en tant que fournisseur par l'intermédiaire de la société «Tavola» qui fait partie du groupe «Comigel» ayant son siège à Metz en France et qui produit des plats cuisinés sur son site de production situé à Capellen. Ces plats cuisinés, produits pour le compte de marques distributeurs, sont commercialisés par le groupe «Comigel» aux différentes enseignes dans plusieurs États membres de l'U.E. ainsi que dans certains pays en dehors de l'U.E. (p. ex. Norvège, Suisse, etc.). La société «Tavola» a été livrée en viande étiquetée «bœuf» par la société «Spanghero» située en France.

D'un autre côté le Luxembourg est touché en tant que consommateur de plats cuisinés, produits par la société «Tavola» et vendus dans certaines enseignes établies au Luxembourg, ainsi que de plats cuisinés et de produits à base de viande provenant de filières autres que celle de «Tavola» et dans lesquels de la viande de cheval non mentionnée sur l'étiquette a été détectée.

L'Administration des Services vétérinaires, qui comprend le Service d'Inspection et le Laboratoire de médecine vétérinaire, effectue les contrôles pour le secteur des denrées alimentaires d'origine animale au niveau des différents stades (production, transformation, stockage, mise sur le marché). Au niveau des contrôles, on différencie deux types d'établissements:

- les établissements agréés: abattoirs, ateliers de traitement du gibier, ateliers de découpe, ateliers de fabrication, entrepôts frigorifiques, laiteries. Ces établissements vendent leurs denrées alimentaires à des revendeurs au niveau national voire international;

- les établissements enregistrés: boucheries, poissonneries. Ces établissements vendent leurs denrées alimentaires directement au consommateur final.

Les contrôles des établissements sont réalisés par le biais d'une inspection qui prend en compte différents points (hygiène des infrastructures et des équipements, hygiène du personnel, hygiène de la production) et d'un audit des autocontrôles effectués par la société et qui se basent sur les principes de l'H.A.C.C.P. À côté des inspections, des échantillons sont prélevés par les vétérinaires-inspecteurs en vue de leur analyse au Laboratoire de médecine vétérinaire. Certaines analyses sont effectuées en sous-traitance dans d'autres laboratoires nationaux voire des laboratoires situés dans d'autres pays.

En outre il faut signaler que les activités de l'Administration des Services vétérinaires sont accréditées suivant la norme ISO 17020 pour la division «Inspection» et suivant la norme ISO 17025 pour la division «Laboratoire».

La fréquence de contrôle varie suivant la taille et le type de l'activité de l'établissement entre une et quatre visites par an, ce qui correspond à 259 visites pour 2011 et 237 visites pour 2012. Pour les abattoirs et les ateliers de traitement de gibier, il faut signaler que les inspections se font en continu puisqu'au niveau des premiers des vétérinaires sont sur place durant toutes les activités d'abattage et pour les derniers chaque carcasse de gibier rentrant dans l'établissement est inspectée par un vétérinaire officiel.

Il a été constaté que le pourcentage des non-conformités au niveau des infrastructures et des équipements est en diminution. Au niveau d'un certain nombre d'établissements, des efforts sont à consentir au niveau de l'hygiène de la production. Le plus gros effort à effectuer par les entreprises est celui concernant leur autocontrôle et la mise en place de la documentation y afférente. Cette tâche est surtout un défi, pourtant essentiel, pour les établissements qui possèdent des ressources faibles en personnel.

La traçabilité à mettre en place par les sociétés est un moyen fiable de localiser l'origine d'un

[1] Loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et modifiant:

1. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988,

2. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

3. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles,

4. la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

problème sanitaire ou autre dans le secteur alimentaire et de restreindre le retrait du marché. Cette dernière a fonctionné dans le cas qui nous préoccupe actuellement puisqu'elle a permis à partir d'un résultat d'analyse dans un plat préparé de retracer l'origine de la viande qui a été incorporée dans ce dernier.

À l'heure actuelle, la traçabilité la plus efficace est celle de la viande bovine puisque les mentions obligatoires sur son étiquetage permettent le retraçage vers un animal ou un groupe d'animaux dont l'origine est connue jusqu'au lieu de naissance. La nouvelle réglementation communautaire, qui entrera en vigueur fin 2014, appliquera cette dénomination d'origine à d'autres viandes. Quant à l'obligation d'indiquer l'origine des viandes incorporées dans les produits, la Commission européenne présentera un rapport en décembre 2013 auquel pourraient succéder de nouvelles initiatives législatives dans le domaine.

Néanmoins si au niveau de la législation on s'accorde à introduire une obligation de la mention de l'origine de la viande au niveau des produits, il faudra définir de façon précise ce qu'on entend par origine (lieu de production de la viande, lieu d'élevage de l'animal, lieu de naissance de l'animal).

Toutefois, il faut signaler qu'aucun système de traçabilité, aussi précis qu'il soit, ne pourra donner une garantie de 100% pour pouvoir éviter des pratiques frauduleuses par lesquelles des personnes malveillantes, en modifiant une étiquette ou en introduisant une substance indésirable voire dangereuse, puissent tromper le consommateur.

Question 2576 (20.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ingestion de médicaments prescrits dans les maisons relais et les écoles:**

Zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer méi e groussen Deel vun de Kanner a Jugendlechen de ganzen Dag iwwer an der Zäit vu 7.00 Auer moies bis 7.00 Auer owes an de Grond- a Sekundarschoule respektiv an de Maisons relais betreit, soudatt d'Eltere sech drop verloosse mussen, datt hir Kanner an dëser Zäit, déi souwuel Schoulzäite wéi Iwwergangszäiten (moies virun der Schoul, Mëttespaus, nomëttes no der Schoul) ëmfaasst, gutt versuergt ginn.

Zu dësem vun der Regierung geschafene globale Betreiungskonzept geféieren also net nëmmen den éducative Beräich, mä och d'Beräicher vum gesonden lessen, vun der Sécherheet am Allgemengen a vun der Gesondheet am Speziellen.

Dee preventive Gesondheetsberäich betrëfft natierlech all Kanner, deen therapeutesche Gesondheetsberäich betrëfft nëmmen déi Kanner an eise Schoulen, déi un enger Krankheet leiden an déi dowéinst a regelméisseger medezinescher Betreiung stinn.

En Deel vun dëse Kanner ass drop ugewisen, an deenen Zäiten, wou entweder d'Schoul oder d'Gemeng an de Maisons relais fir si verantwortlech sinn, Medikamenter opgrond vun enger „ordonnance médicale" entweder regelméisseg no engem vum Dokter festgeluechtene Schema oder bei Bedarf no enger vum Dokter kloer schrëftlech definéierter Situatioun vun enger erwuessener Betreiungspersoun ausgedeelt ze kréien.

Vill Elteren hunn awer an der leschter Zäit uechter d'ganzt Land Problemer gemellt am Ëmgang vun de Schoul- oder Maisons-relais-Verantwortleche mat dëse spezielle Bedierfnisser vun de kranke Kanner, soudatt d'Léierpersonal oder d'Personal vun de Maisons relais sech trotz klorer „ordonnance médicale" vis-à-vis vun den Eltere geweigert huet, de betraffene Kanner zum Beispill an der Mëttesstonn hir Medikamenter ze ginn, wat e grousse gesondheetleche Risiko an eng net akzeptabel medezinesch Diskriminatioun vun dëse souwisou scho benodeelegte Kanner a Familljen duerstellt.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch an der Madame Familljeministesch dës Froe stellen:

1) Wéi ass hei de gesetzleche Kader fir dëse Problem definéiert? Wat fir eng Roll spillt hei d'Legislatioun zum „encadrement périscolaire"?

2) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir déi gesondheetlech Rechter vun de betraffene Kanner ze garantéieren?

3) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais fir dëse Problem ze sensibiliséieren, respektiv iwwert dëse Problem ze informéieren?

4) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais bei engem Problem an dësem Beräich rechtlech ofzesécheren?

5) Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung getraff, fir d'Léierpersonal an d'Personal vun de Maisons relais bei engem Problem an dësem Beräich um Versécherungsplang ze schützen?

6) U wie kënnen d'Eltere sech bei Problemer wennen?

Réponse commune (22.3.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Zu der parlamentarescher Ufro N°2193 vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert d'Medikamenter an der Schoul fir krank Kanner gi mir no Ofsprooch mat der Divisioun vun der Schoulmedizin vum Santésministère déi heite Prezisiounen:

1) Am Fall wou e Kand wéinst enger chronescher oder akuter Krankheet an der Schoul e Medikament brauch, froen d'Elteren ëm Hëllef fir en elterlechen Akt, dee si dee Moment net selwer kënne leeschten. Et handelt sech ëm eng „Dérogation parentale". D'Membere vum Léier- oder Erzéiungspersonal sinn net forcéiert, déi Hëllef ze leeschten. Mä si kënne sech bereet dozou weisen, wann déi heite Konditiounen erfëllt sinn:

- D'Eltere riichten eng ënnerschriwen „Demande d'attribution de médicaments" un déi responsabel Léierpersoun, wou dorop steet:

- den Numm an de Gebuertsdatum vum Kand

- den Numm, d'Adress an d'Telefonsnummere vun den Elteren

- den Numm an d'Telefonsnummer vum zoustännegen Dokter;

- d'Elteren hunn déi Léierpersoun dofir mat hirer Ënnerschrëft autoriséiert;

- d'Schoul huet eng Telefonsnummer vun den Elteren, wou se permanent erreechbar sinn (Handy);

- eng Ordonnance vum Dokter muss virleien, wou den Numm, d'Posologie an d'Manéier vun der Attributioun vum Medikament däitlich benannt sinn.

D'Medikament muss an der Schoul eng Etikett mam Numm vum Kand kréien an an e Schaf agespaart ginn.

2) Déi gesondheetlech Rechter vun de Kanner, souwéi vun den Erwuessenen, sinn ofgeséchert iwwert déi normal Prise en charge vun de Krankekeesen. Esou gesäit den „Code du Travail" och nach den „Congé pour raisons familiales" vir. Dëse Congé erlaabt et dem Salarié bei Krankheet vum Kand doheem ze bleiwen, wann d'Kand manner wéi 15 Joer al ass an eng schwéier Krankheet oder en Accident hat. De Service „Krank Kanner doheem" bitt och ee Service un, fir op krank Kanner doheem opzepassen, wann dëst den Elteren oder dem Entourage vun der Familljen net méiglech ass.

3) D'Informatioun an de Schoule geschitt eréi gewinnt iwwert d'Inspekteren, a spezifesche Fäll och iwwert de Service vun der Schoulmedizin, iwwer geziilten Informatiounen um lokale Plang, awer och national z. B. mat Brochuren, eréi rezent zum Thema vun de Lais.

4) D'Personal vun der Schoul ass an deem heite Beräich eréi och soss ofgeséchert, als Fonctionnaire oder Employé, soulaang et sech un d'Regelen an d'Instruktiounen hält.

5) Et ass déi normal Assurance vum Stat, déi opkënnt fir d'Personal vun der Schoul.

6) Fir d'Schoul adresséieren d'Eltere sech un den Enseignant, den Inspekter, de Schouldokter.

Question 2578 (21.2.2013) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Logib-Lux:**

L'outil Logib-Lux, qui est un logiciel Excel permettant d'évaluer l'égalité salariale entre femmes et hommes dans les entreprises comptant plus de 50 employés, a été présenté en 2009 par le Ministère de l'Égalité des chances. Cet instrument, élaboré initialement par le Bureau fédéral suisse de l'égalité entre femmes et hommes a été ensuite optimisé par la société allemande PersonalMarkt. Le logiciel a comme objectif d'identifier et de combattre les cas de discrimination de genre en matière de rémunération.

Même si l'écart salarial entre les sexes a pu être réduit, cette inégalité demeure une actualité. Au Luxembourg cet écart se situe actuellement en moyenne entre 10% et 12%.

Le logiciel Logib-Lux a été mis en place pour la première fois en 2009. Il y a en effet lieu, quatre ans après, de faire un premier bilan sur les résultats de ce logiciel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre d'entreprises ayant recouru à cet instrument?

- Madame la Ministre peut-elle me communiquer les conclusions des entreprises ayant utilisé cet outil, ainsi que sur les décisions prises par après?

- Madame la Ministre peut-elle m'affirmer que l'instrument en question a permis une réduction de l'écart salarial entre femmes et hommes?

- Madame la Ministre reste-t-elle convaincue de l'efficacité de cet outil informatique?

Réponse (25.3.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au logiciel Logib-Lux.

Tout d'abord j'aimerais renvoyer aux réponses fournies à la question parlementaire de Madame la Députée Viviane Loschetter du 25 septembre 2012 sur le même sujet *(cf. compte rendu n°2/2012-2013 - question parlementaire n°2319)*.

- Étant donné que le Ministère de l'Égalité des chances a décidé en 2009, date de la mise en place du logiciel Logib (nom donné à l'époque au logiciel), d'intégrer le prédit outil dans son programme des actions positives, le consultant externe qui mène l'enquête au sein des entreprises participantes est obligé d'utiliser entre autres ce logiciel pour mesurer une éventuelle différence de salaire entre les salariés masculins et féminins.

Il s'ensuit que depuis 2009, 17 entreprises ont utilisé l'outil dans le cadre du programme des actions positives. Ces entreprises, comme toute autre entreprise d'ailleurs qui n'a pas spécialement participé au prédit programme, ont évidemment le libre choix de réutiliser l'outil à leur guise en le téléchargeant depuis le site internet du Ministère.

Le Ministère ne peut malheureusement pas retracer le nombre d'entreprises qui ont téléchargé le logiciel, à part celles bien sûr qui ont utilisé l'outil à travers le programme des actions positives.

C'est la raison pour laquelle je ne peux renseigner sur le nombre exact d'entreprises ayant recouru à cet instrument.

- Les entreprises sont obligées de prendre des mesures adéquates afin de remédier à l'écart de salaire existant.

Pour ce faire elles disposent d'un délai de deux ans à partir du moment où elles auront déposé leur plan d'actions dans le cadre du programme des actions positives pour prendre les mesures qui s'imposent. Dans ce contexte, il leur est généralement conseillé d'utiliser une grille de salaire pour le futur.

- Jusqu'à présent l'on doit constater que l'écart de salaire se situe toujours entre 10% et 12%. Cependant je suis convaincue que le logiciel Logib-Lux permettra à moyen et long terme d'atteindre des résultats plus satisfaisants.

En tous les cas il a déjà permis de réduire sensiblement les écarts de salaire constatés au sein des entreprises participant au programme des actions positives.

Pour que ce progrès se fasse ressentir au niveau national, je suis en train d'analyser la possibilité de rendre obligatoire l'utilisation du logiciel par toute entreprise installée au Luxembourg, au-delà de celle participant au programme des actions positives, et devant déposer un bilan en fin d'année.

- Je reste bien évidemment convaincue de l'efficacité de cet outil informatique dans la mesure où il permet à ses utilisateurs de prendre conscience d'un éventuel écart de salaire existant au sein de leur entreprise. L'expérience a en effet montré que l'existence d'un écart de salaire n'est pas forcément le résultat d'une intention délibérée. L'outil se présente donc ainsi comme un moyen efficace d'avertir les dirigeants d'entreprises de cet état de fait. Par ailleurs l'utilisation du logiciel est un premier pas vers une responsabilisation des dirigeants d'entreprises qui seront amenés à prendre des mesures adéquates pour remédier à l'éventuelle discrimination salariale existante, que cette discrimination ait été voulue ou pas.

Question 2581 (25.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **dopage:**

La publication récente d'une interview avec un athlète luxembourgeois anciennement affilié à la Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme (FLA) a soulevé la question du dopage dans le milieu de l'athlétisme au Luxembourg et a suscité de vives réactions du côté de divers mandataires ou athlètes.

Considérant que la problématique du dopage ne se limite ni aux cadres d'élite, ni aux équipes nationales, ni aux sportifs professionnels mais que ce phénomène peut également toucher les compétiteurs amateurs de tous niveaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les critères qui déterminent l'obligation d'un sportif affilié à une fédération sportive luxembourgeoise de se soumettre à un contrôle de dopage?

- Existe-t-il des statistiques et des banques de données officielles informant sur les personnes soumises à un contrôle de dopage ainsi que sur le nombre de contrôles effectués au sein des différentes fédérations sportives luxembourgeoises au cours des années 2011 et 2012? Dans l'affirmative, qui peut avoir accès à ces données?

- Combien d'années les résultats des contrôles de dopage sont-ils généralement stockés auprès de l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) ou d'autres instances compétentes en la matière?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile de lancer une enquête visant à éclaircir la situation de dopage dans le milieu de l'athlétisme luxembourgeois pendant les années 1986 à 2004, c'est-à-dire pendant la période mentionnée par l'ancien athlète?

Réponse (22.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

D'emblée, il importe de rappeler qu'en exécution de l'article 16 de la loi du 3 août 2005 concernant le sport, la lutte contre le dopage dans le sport est assurée sur le plan national à travers l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD), créée en tant que fondation par le mouvement sportif et l'État.

À bon escient Madame la Députée relève que le phénomène du dopage touche les sportifs à tous les niveaux: l'élite, les équipes nationales, les professionnels et les sportifs amateurs.

Dans ce contexte, il faut d'ailleurs signaler que l'Union européenne (UE) est très impliquée dans la problématique du dopage et elle peut se prévaloir de la présence de trois délégués ministériels dont le Ministre des Sports luxembourgeois (du 1er janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2015), au sein du Conseil de fondation de l'Agence mondiale antidopage. L'UE en fait une question générale de santé et vient d'instituer tout récemment un groupe d'experts pour étudier les apparitions préjudiciables et déjà très fréquentes du recours à des produits dopants dans le domaine désigné comme le sport récréatif.

Quant aux questions précises posées par Madame la Députée:

1. L'obligation d'un sportif de se soumettre à un contrôle antidopage résulte tout simplement de la souscription à une licence auprès d'une fédération sportive, le cas échéant, avec la précision qu'il s'agit d'une licence de compétition.

Cette obligation a de nouveau été formalisée et généralisée à l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 2004 du COSL lorsque, en matière de lutte contre le dopage, les fédérations sportives nationales se sont soumises avec toutes leurs sociétés membres et tous leurs licenciés à l'autorité de l'ALAD. Elles reconnaissent à cet organisme, en particulier, le droit de procéder aux contrôles antidopage des licenciés, de fixer le programme des contrôles et de désigner les sportifs à contrôler.

2. Les bilans des contrôles antidopage sont annuellement publiés et détaillés par l'ALAD sur son site www.alad.lu. Ils sont accessibles à tout un chacun et peuvent actuellement être retracés jusqu'en 2001, ce qui n'empêche toutefois pas de rechercher ces informations également pour les années antérieures. Dans le rapport d'activité du département ministériel des Sports, sous le chapitre du service médico-sportif, les données et développements relatifs à la lutte contre le dopage sont de même reproduits chaque année à l'intention des membres de la Chambre des Députés.

En raison d'un oubli d'ordre administratif, les données de 2011 et 2012 n'étaient pas enre-

gistrées sur le site de l'ALAD, oubli fâcheux révélé fort opportunément par la question de Madame la Députée et immédiatement redressé.

La désignation du sportif qui doit se soumettre à un contrôle antidopage est faite sous différentes formes, à savoir d'office selon les classements ou par des tirages au sort lors d'une compétition. Ensuite il y a les contrôles ciblés inopinés, en compétition ou hors compétition. Il est préconisé de procéder prioritairement aux contrôles inopinés de tous genres. À ce titre, il importe de relever en particulier les contrôles lors des séjours des sportifs à l'étranger, ces services étant assurés réciproquement sur des bases conventionnelles de collaboration entre les organisations antidopage des pays respectifs.

Actuellement l'ALAD exécute aussi une part importante de contrôles qui sont imposés aux fédérations sportives luxembourgeoises par leurs instances internationales de pair avec les autorisations données pour l'organisation d'événements sportifs.

Du côté des laboratoires accrédités, les progrès sont constants et rapides pour détecter les produits nouveaux et les substances illicites dans leurs plus infimes proportions. Il est devenu la règle, à l'occasion d'événements sportifs majeurs (JO, Tour de France, championnats mondiaux et européens de certaines fédérations internationales, …), de garder les échantillons afin d'être en mesure de les analyser une nouvelle fois après des laps de temps plus ou moins longs. Il s'agit en l'occurrence d'une épée de Damoclès qui pend et pèse sur les fautifs, l'effet de prévention en étant indéniable. Cependant les coûts de ces stockages sont trop élevés pour que la mesure puisse être généralisée.

3. Le stockage des échantillons de l'ALAD est assuré pendant trois mois après les résultats et d'éventuelles procédures de sanction ou d'appel.

4. Sans préjudice de la question de la compétence du Ministre des Sports à ouvrir une enquête telle que suggérée par Madame la Députée, la presse a rapporté que une, voire plusieurs plaintes ont été déposées, de sorte que la Justice ne manquera pas de procéder à une enquête pénale s'il s'avère qu'il y a des indices confortant les rumeurs relatées dans la presse.

Toutefois le département ministériel des Sports et ses services insistent, et ce depuis des années, sur la sensibilisation des sportifs et de leur encadrement sur les méfaits du dopage.

Ainsi la prévention antidopage est enseignée depuis des années dans la formation des entraîneurs à l'ENEPS. Le «savoir antidopage» est contrôlé lors des examens pour l'obtention des diplômes. De même tous les sportifs peuvent se renseigner sur le site électronique de l'ALAD. Depuis quelques années, les médicaments autorisés sont publiés sur un dépliant de l'ALAD à la disposition de tout intéressé. Aussi des campagnes de sensibilisation ont eu lieu à plusieurs reprises par des fiches, dépliants, conférences, etc.

Ce travail de prévention et de sensibilisation prévaut largement sur une hypothétique enquête administrative à issue incertaine concernant une période plus ou moins longue et révolue d'une discipline sportive, en l'occurrence ici l'athlétisme.

Question 2582 (25.2.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **service placement de l'ADEM:**

Il ressort d'un article de presse que, malgré certains efforts en matière de recrutement de personnel, le fonctionnement du service placement de l'ADEM laisserait à désirer.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de placeurs ont été engagés depuis la réforme de l'ADEM? Quel est le profil des nouveaux placeurs (âge, formation, expérience professionnelle, etc.)?

2. Est-ce que les personnes engagées ont reçu une formation spécifique en vue de leur nouvelle activité professionnelle? Dans l'affirmative, quels en sont le contenu et la durée? Qui est responsable de l'organisation de cette formation?

3. Des études internationales préconisent un ratio de 100 demandeurs d'emploi par placeur afin d'assurer un travail performant de ce dernier? Quel est actuellement ce ratio au sein de l'ADEM? L'ADEM calcule-t-elle des ratios spécifiques par domaine d'activités économiques?

4. Existe-t-il des liens directs entre les différents services de placement de l'ADEM et les entreprises à la recherche de nouveaux collaborateurs?

5. Monsieur le Ministre envisage-t-il le recrutement de placeurs supplémentaires? Dans l'affirmative, dans quelle envergure et dans quels délais?

Réponse (22.3.2013) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Dans le cadre de la réforme de l'ADEM 33 conseillers professionnels plein temps ont été recrutés entre 2010 et 2012 de sorte que l'ADEM dispose actuellement d'un total de 67 cp (anciennement appelés placeurs). La moyenne d'âge de ces nouveaux cp est de 37,6 ans.

Leur niveau de formation est le suivant:

diplôme universitaire	3 agents
BAC +2	2 agents
diplôme d'éducateur	2 agents
niveau BAC	22 agents
CATP ou maîtrise (dont deux agents reclassés dans la carrière par le biais de la VAE)	4 agents

Leur expérience professionnelle:

Les agents recrutés ont une expérience d'au moins cinq années en ressources humaines ou dans une fonction d'encadrement telle que par exemple celle de responsable d'équipe ou chef de service.

Ils ont été sélectionnés de divers secteurs d'activité notamment les

- secteur financier (banque, assurance, fiduciaire,…)
- secteur du travail intérimaire
- secteur social
- secteur de l'artisanat (restauration, imprimerie,…)
- secteur de la construction
- secteur du tourisme
- secteur manufacturier
- secteur de l'industrie
- secteur du transport (aéroport, communauté des transports,…)
- secteur du commerce
- secteur de la communication

2. La formation initiale dispensée aux conseillers professionnels nouvellement recrutés entre 2010 et 2011 s'étendait sur six semaines avec un total de 122 heures de cours dans les matières ci-après:

1) Formations théoriques

- Économie du travail
- Sociologie du travail
- Droit du travail: les grands chapitres du droit du travail
- La formation professionnelle

2) Formations pratiques

- Les missions de l'ADEM et la présentation de ses différents services
- La collecte des offres d'emploi
- Les procédures
- L'indemnisation des chômeurs
- Formations aux outils informatiques

3) Formations aux compétences méthodologiques

- Techniques d'entretien
- Soft skills

4) Le Statut général des fonctionnaires de l'État

3. Le ratio à lui seul ne reflète pas la réalité du travail quotidien d'un conseiller professionnel. Les demandeurs d'emploi disponible pour lesquels un suivi mensuel auprès du conseiller professionnel référent est obligatoire s'élèvent à 17.408 demandeurs résidents et 2.119 non résidents ainsi que 724 personnes affectées à une activité d'insertion professionnelle, soit 20.251 personnes. La moyenne par conseiller professionnel s'établit ainsi à 302 personnes.

L'ADEM ne calcule en principe pas de ratios spécifiques par domaine alors que les petites agences de l'ADEM travaillent par ordre alphabétique tandis que les grandes agences travaillent par cellule en fonction du secteur d'activité de l'employeur.

Il faut également prendre en compte les agents affectés aux services spécialisés (p. ex. service emploi des jeunes etc.). Les personnes affectées à une mesure pour l'emploi, qui sont au nombre de 4.743 fin janvier, bénéficient également d'un suivi régulier.

4. La loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi prévoit la création d'un service «employeurs». Actuellement, l'ADEM travaille à la mise en place de ce service. Ce service est destiné à améliorer encore davantage les relations avec le monde économique. Des liens directs entre le service développement de l'emploi et les entreprises à la recherche d'un emploi ont existé depuis longtemps et notamment depuis la fin des années 1990 où l'ADEM a été renforcée par un certain nombre de consultants provenant du monde économique et dont la mission était/est toujours de constituer un lien entre l'ADEM et les entreprises. Actuellement ces consultants sont au nombre de dix et couvrent les domaines de l'industrie, du commerce, du travail intérimaire, de la restauration, des banques et assurances, du bâtiment, de l'informatique et de l'artisanat. Par ailleurs, lors de la création des nouvelles agences de l'ADEM, le rôle des chefs d'agence a été redéfini qui ont désormais e. a. un rôle de représentation de l'ADEM auprès du monde économique, c'est-à-dire travaillent «sur le terrain».

5. Une évaluation des besoins en personnel a été soumise par l'ADEM au Ministère. Dans le cadre du «numerus clausus» une proposition visant le recrutement de 25 agents supplémentaires a été soumise. Il s'agit là d'un renforcement indispensable des effectifs de l'ADEM dicté à la fois par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, la nécessité d'offrir un service de qualité ainsi que le développement de nouveaux projets visant un meilleur accompagnement et une insertion appropriée des demandeurs.

Question 2583 (26.2.2013) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **fermeture du château d'eau à Dudelange:**

Il ressort d'un article de presse que le château d'eau à Dudelange, hébergeant actuellement l'exposition «Bitter Years» d'Edward Steichen a dû être fermé pour le public, alors qu'il avait seulement été inauguré fin septembre 2012.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la nature des dégâts qui ont causé la fermeture du château d'eau? À quel montant s'élèvent les coûts des travaux de réfection?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la réouverture de l'exposition «Bitter Years»?

- En attendant la réfection du site à Dudelange, Madame la Ministre envisage-t-elle l'organisation d'une exposition temporaire dans la commune de Roeser, terre natale de l'artiste?

Réponse (29.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

- Une fuite d'eau, résultant d'un vice de manipulation d'un joint métallique liant deux tubes dans la galerie technique en dessous du socle du château d'eau a, dans la nuit du 23 au 24 janvier 2013, provoqué des dégâts aux nouvelles installations. Les armoires électriques et informatiques, tout comme les appareils de sécurité ont été partiellement inondés et doivent de ce fait être remplacés. La réparation intégrale des dégâts, qui se chiffre à 58.421,98 euros, est entièrement assumée par l'entreprise responsable de l'installation défectueuse, respectivement son assureur.

- Après sa pause d'hiver, le site était censé rouvrir le 1er mars 2013. Tous les travaux de réparation sont actuellement en cours et on a raisonnablement pu s'attendre à redécouvrir l'exposition vers la fin mars 2013. Elle rouvrira dès lors pour Pâques.

- Compte tenu de la réouverture imminente, il n'est pas envisageable d'exposer les œuvres seulement pour quelques jours hors de leur site qui a été spécialement étudié et créé pour assurer les normes internationales d'une sauvegarde patrimoniale.

L'hommage rendu à Edward Steichen à travers cette installation est unique et significatif. Je m'associerai volontiers au Centre national de l'audiovisuel, gestionnaire de l'exposition, pour présenter aux responsables de la commune de Roeser les résultats de tous nos efforts à travers une visite guidée commentée et illustrée qui leur sera spécialement dédiée sur le site du château d'eau.

Question 2584 (27.2.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **constatation de l'identité de personnes en provenance de l'Algérie:**

D'Belsch Press bericht, bei der Geleeënheet vun enger offizieller Visite an Algerien, datt d'Autoritéiten aus Algerien sech bis elo net kooperativ gewisen hunn, wann et dorëms geet, d'Identitéit vun engem vun hire Landsleit festzestellen. Dëst kann de Fall si bei Persounen, déi an Europa Asyl froen, oder wa Veruerteelter nom Ofsëtze vun hirer Strof sollen an hiert Heemechtsland zréckgefouert ginn. Well dëst bekannt ass, géifen och Bierger aus anere Länner aus dem Maghreb sech als Algerier ausginn, wa se eng Demande fir Asyl stellen.

Bei der offizieller Visite vu Membere vun der Belscher Regierung an Algerien war och d'Statssekretärin fir Asyl an Immigratioun derbäi. Si huet bei där Geleeënheet d'Basis fir eng „nei an effikass Kollaboratioun" an dëse Froen tëschent der Belsch an Algerien geluecht.

Dowéinst géif ech dem Här Ausseminister an dem Här Minister fir Immigratioun dës Froe stellen:

1) Huet Lëtzebuerg och Problemer mat den Autoritéiten aus Algerien, fir d'Identitéit vu Bierger festzestellen, déi behaapten, aus dësem Land ze kommen?

2) Wa jo, ass d'Regierung gewëllt, am direkte Kontakt mat den Autoritéiten aus Algerien oder mat der Hëllef vun der Belscher Regierung fir och e „point de contact" ze kreéieren, fir d'Identitéit vu Bierger aus Algerien kënne festzestellen?

3) Sinn an dësem Dossier schonns konkret Kontakter geholl ginn?

Réponse commune (26.3.2013) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En tant que remarque liminaire, il y a lieu de rappeler que le Luxembourg et l'Algérie n'ont pas signé d'accord de réadmission, ni bilatéralement, ni dans le cadre Benelux, ni dans le cadre de l'UE. L'objet d'un accord de réadmission est notamment de définir les conditions d'identification des ressortissants d'une des parties signataires de l'accord se trouvant en séjour irrégulier sur le territoire de l'autre partie contractante, de même que les délais dans lesquels une réponse doit être donnée à une demande de réadmission, afin de faciliter la reprise des personnes en question.

Aux différents aspects de la question parlementaire, il y a lieu de répondre comme suit:

1) L'identification de personnes se déclarant être de nationalité algérienne par les autorités algériennes ne pose pas de problèmes insurmontables, si les personnes sont effectivement de cette nationalité. Or, nombre de personnes originaires d'autres pays du Maghreb, voire du Proche Orient déclarent être de nationalité algérienne, sachant que les autorités algériennes ne donneront pas leur accord pour un retour forcé vers l'Algérie.

2) et 3) L'objectif du Gouvernement luxembourgeois n'est point de créer des «points de contact» nationaux en vue de la facilitation de l'identification des personnes en séjour irrégulier. L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est plutôt d'entamer avec la République algérienne démocratique et populaire les négociations d'un accord de réadmission et de son protocole d'application. À cet effet, le Ministre des Affaires étrangères, malgré le fait que la Commission européenne dispose d'un mandat de négociation pour un accord communautaire, a demandé moyennant note verbale du 1er octobre 2010 aux autorités algériennes de lui faire connaître leur position quant à cet objectif. Une réponse est toujours en attente.

Question 2586 (27.2.2013) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**étude sur les Roms au Luxembourg:**

Le 6 janvier 2012, j'avais posé une question parlementaire concernant la soumission luxembourgeoise au programme PROGRESS qui n'avait pas été retenue par la Commission européenne *(cf. compte rendu n°6/2011-2012 - question parlementaire n°1841)*. Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration avait énuméré plusieurs projets dont une étude sur les Roms au Luxembourg qui avait été proposée par l'a.s.b.l. Chachipe.

Cette étude figurait également dans la liste des projets dont Madame la Ministre affirmait que le Gouvernement allait la réaliser par ses propres moyens.

Suite à l'intervention de la médiatrice sur demande de l'association, vous avez répondu, au mois de septembre que «le Gouvernement est actuellement en train d'analyser la faisabilité d'une étude sur les Roms et ne manquera pas d'informer en tant utile le grand public des résultats de celle-ci voir de l'évaluation qui en résulte».

Ceci m'amène à m'interroger sur les réponses que vous m'avez données le 6 février, notamment concernant les projets que le Gouvernement entendrait réaliser à partir de ses fonds propres:

- Pourriez-vous m'indiquer pour tous ces projets, à savoir, un projet de réflexion autour du testing, une étude portant sur la situation des Roms vivant au Luxembourg, et l'organisation d'un rallye citoyen intergénérationnel portant sur les motifs de discriminations visés dans les traités européens, qui ont été soumis suite à un appel à soumissions de la Commission européenne, au printemps 2011, le stade de réflexions ou de réalisation?

- Est-ce que les promoteurs de ces projets ont été impliqués dans leur réalisation? Dans le cas contraire, comment le Gouvernement a fait le choix des sous-traitants? Est-ce que les promoteurs initiaux ont été informés et indemnisés pour leur propriété intellectuelle?

- Étant donné que les projets européens sont toujours très exigeants tant au niveau des informations qui sont à fournir à la Commission européenne que de l'apport financier (participation financière, paiement d'une avance, etc.), je souhaiterais également savoir, ce que le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère de la Famille fait pour permettre aux associations luxembourgeoises de participer à ces projets.

Réponse (25.3.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Même si le projet du Luxembourg proposé à la Commission européenne pour un cofinancement dans le cadre du programme PROGRESS n'a pas été retenu, un certain nombre d'activités ont été soutenues par le biais de fonds nationaux.

Ainsi les trois projets envisagés ont été réalisés:

Le 5 décembre 2012, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a organisé une journée de réflexion sur le testing, intitulée: Comment utiliser des tests de discrimination? En invitant des experts européens et nationaux, le CET a voulu lancer un débat global sur l'opportunité du testing au Luxembourg, en débattant les avantages et les désavantages de la méthode, ceci en partageant les expériences des autres pays européens en la matière.

Un deuxième projet soutenu dans ce cadre en 2012 était le Rallye Citoyen intergénérationnel 2012.

Vu le potentiel du Rallye comme projet de sensibilisation pédagogique dans une multitude de domaines, les porteurs de projet ont, pour l'édition 2012, décidé de créer des synergies avec l'OLAI et le RBS-Center fir Altersfroen afin d'élargir le concept et le public cible, pour offrir une activité dans le cadre de «l'Année européenne du vieillissement actif» ne s'adressant non uniquement à un public jeune, mais basée sur une approche intergénérationnelle de coopération mixte avec des seniors. En groupes «juniors-seniors» les participants ont eu comme mission de visiter sept stations (le CID-Femmes; le Konviktsgaart; la Synagogue; la Flamme éternelle; le Glacis; l'OLAI; la Maison de l'Europe) sur lesquelles les groupes étaient confrontés à des épreuves, des activités pédagogiques qui leur ont fait appréhender de façon ludique les six principaux motifs de discriminations.

Au cours de ces différentes journées, 180 jeunes et 42 seniors ont participé à l'activité, soit un total de 222 personnes.

Le Rallye Citoyen a eu lieu aux dates suivantes: les vendredis 4 mai, 25 mai, 15 juin et 22 juin de 10.00 à 15.30 heures.

Le troisième projet visait une étude portant sur la situation des Roms installés légalement au Luxembourg. Ce projet diffère du projet soumis pour une demande de cofinancement initiale à la Commission européenne dans son champ de définition. En effet, l'étude soumise pour un cofinancement avait pour objectif d'analyser le profil des demandeurs de protection internationale et migrants Roms. La présente étude avait pour objet essentiellement de répondre à la Commission européenne qui, suite aux stratégies nationales d'intégration des Roms présentées par la plupart des États membres de l'Union européenne (dont le Luxembourg), leur a demandé de prouver les constats effectués. Ainsi, la présente étude a eu comme cible uniquement les Roms visés par la stratégie nationale et exclut notamment les demandeurs de protection internationale.

Concernant l'étude portant sur la situation des Roms au Luxembourg, je puis vous informer qu'en septembre 2012, le Gouvernement a chargé une experte indépendante de la réalisation de celle-ci.

L'experte indépendante a été sélectionnée en application des dispositions de l'article 8 de la loi du 25 juin sur les marchés publics.

Cette étude est accompagnée, d'un point de vue scientifique, par un comité de pilotage composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), de la Commission consultative des droits de l'Homme, du Conseil national pour étrangers, de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), du Centre de recherche CEPS/INSTEAD et de l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché du Luxembourg (Statec).

Une des missions de l'experte consistait dans la conduite d'entretiens avec des responsables de diverses organisations et associations.

Une a.s.b.l. n'a pas souhaité donner de suite favorable à cette demande.

Afin de soutenir la participation des associations luxembourgeoises au programme PROGRESS, le Ministère de la Famille et de l'Intégration retravaille le projet développé par chaque association et tente de s'assurer qu'il réponde aux conditions exigées par la Commission européenne. En même temps, dans le cadre de ce programme précis, il a toujours tenté d'orienter le document cadre exigé autour des projets soumis plutôt que de fixer un cadre rigide. Dans le cadre d'autres programmes européens, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, par le biais d'une convention avec le CLAE, soutient le CLAE Services a.s.b.l. qui propose une formation à destination des associations, qui vise à acquérir et à consolider des connaissances théoriques et pratiques sur le développement d'un projet associatif. Ladite formation est organisée en quatre modules: construction de son projet associatif, fonctionnement associatif, élaboration d'un projet d'action et initiation à la comptabilité.

Question 2587 (28.2.2013) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **statines:**

Les statines sont des molécules souvent prescrites à titre préventif ou curatif pour baisser le taux du cholestérol sanguin des patients. Les effets secondaires des statines sur le cœur de même que leur toxicité hépatique et musculaire amènent un nombre croissant de médecins à mettre en doute l'intérêt et l'utilité de ce médicament. De plus, le taux de cholestérol considéré par la plupart des médecins comme optimal ne correspondrait pas à des critères scientifiquement prouvés et conduirait à une prescription exagérée de médicaments anticholestérol dont profiterait uniquement l'industrie pharmaceutique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Parmi les médicaments prescrits au Luxembourg contre le cholestérol, quel est le pourcentage contenant des statines comme molécules actives?

2) Quel a été en 2012 le coût pour la CNS résultant du remboursement de médicaments contre le cholestérol?

3) Quel est le pourcentage de ce type de médicaments dans le remboursement total des médicaments de la part de la CNS?

Réponse (28.3.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Pour les données de facturation enregistrées par la Caisse Nationale de Santé (CNS) en 2012, 87,3% de la quantité (exprimée en DDD defined daily dose) des hypolipidémiants sont des médicaments qui contiennent comme principe actif, seul ou en association, une statine.

Ad 2) et 3) Pour 2012, le montant pris en charge par l'assurance maladie pour les médicaments hypolipidémiants s'élève à 13,9 mio d'euros, ce qui représente environ 8,3% de l'ensemble des dépenses médicamenteuses de la CNS en milieu ambulatoire. Il est à noter qu'en vertu de l'article 101 des statuts de la CNS, ces médicaments sont pris en charge au taux normal de 80%.

Les données quantitatives fournies ne prennent en compte que le marché ambulatoire des produits facturés à la CNS. Les chiffres facturés ne correspondent pas nécessairement à la quantité prescrite, ni à la consommation effective du patient. Étant donné toutefois que la prise en charge par l'assurance maladie des médicaments hypolipidémiants n'est assortie d'aucune limitation, il est à supposer que les chiffres représentent une partie significative de l'ensemble de la consommation nationale.

Question 2588 (28.2.2013) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **nouveau plan hospitalier:**

Dans le cadre du nouveau plan hospitalier qui sera présenté au courant de cette année, le Ministère de la Santé a fait appel à une société suisse pour analyser la situation actuelle du secteur hospitalier et de faire une proposition quant à l'organisation et au fonctionnement futur de nos hôpitaux.

La situation de la Clinique Sainte-Marie (CSM) à Esch-sur-Alzette n'est traitée que superficiellement dans le rapport des experts suisses. Les experts mentionnent cependant que l'infrastructure de la CSM serait inadaptée pour offrir un service correct de réhabilitation gériatrique.

Dans ce contexte, et parce qu'il règne une certaine crainte auprès du personnel de la CSM de pouvoir perdre leur emploi, je voudrais bien poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Y a-t-il une éventualité que la CSM devra fermer ses portes dans un proche avenir?

2. En cas de non-fermeture, quelle sera l'affectation future de la CSM?

Réponse (9.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures dispose dans son article 7 «qu'aucune autorisation d'exploitation pour un hôpital de proximité ne peut être délivrée ou prolongée pour une période dépassant le 31 décembre 2013».

La Clinique Sainte-Marie (CSM) est actuellement le seul établissement hospitalier qui est encore classé en tant qu'hôpital de proximité.

Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal précité, je n'entends pas prolonger l'autorisation d'exploitation de la CSM en tant qu'hôpital de proximité.

Je n'envisage pas pour autant de «fermer les portes» de la Clinique Sainte-Marie dans un proche avenir.

En conséquence, j'ai demandé à mes services, ainsi qu'aux experts qui participent à l'élaboration du nouveau plan hospitalier, d'examiner une nouvelle affectation de la CSM de même que les types de prise en charge correspondant à un besoin réel de la population luxembourgeoise qui pourraient y être offerts.

Les conclusions qui se dégageront de ces réflexions par rapport à la CSM vont se répercuter au niveau du nouveau plan hospitalier.

Question 2589 (1.3.2013) de **Mmes Nancy Arendt**, **Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **mères porteuses:**

Depuis hier circule dans les médias, notamment luxembourgeois, la nouvelle que 600 femmes d'origine marocaine se seraient fait inséminer au Luxembourg où elles auraient accouché d'un enfant pour le compte de couples luxembourgeois, et ce contre rémunération.

Le Ministre de la Santé a déclaré ce matin à la radio qu'il s'agissait d'une histoire à dormir debout. Il n'en demeure pas moins que cette affaire pose le problème de la réglementation de la gestation pour autrui. En effet au Luxembourg, contrairement à d'autres pays qui ont légiféré en la matière, il n'existe pas de législation concernant la gestation pour autrui. À noter encore que le programme gouvernemental de 2009 prévoit que le Gouvernement fixe un cadre légal cohérent et flexible et entend notamment réglementer strictement voire interdire la maternité pour autrui.

Au-delà du fait que la mise en place d'un cadre législatif adéquat en la matière constitue sans aucun doute une nécessité pour éviter tout dérapage, il est un fait que les différentes approches qui existent de par le monde et qui concernent la gestation pour autrui ont permis la mise en place d'un tourisme procréatif lequel est source de problèmes juridiques majeurs notamment de transcription d'actes de l'état civil effectués à l'étranger. L'absence de règles de droit international privé concernant les différentes techniques d'assistance médicale à la procréation ne rend pas les choses plus simples.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir des Ministres de la Santé et de la Justice:

1. Quand bien même la gestation pour autrui n'est pas réglementée au Luxembourg, existe-t-il des cas de femmes ayant porté un enfant pour autrui au Luxembourg ou de couples domiciliés au Luxembourg ayant fait porter leur enfant par autrui? Existe-t-il des données ou des statistiques en la matière?

2. Où en est-on au niveau des travaux préliminaires concernant la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire de la gestation pour autrui?

3. Dans quel délai le Gouvernement entend-il déposer un texte de loi sur le sujet?

4. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit utile que ce problème soit discuté dans des instances européennes et internationales afin de disposer de réglementations cohérentes et de trouver des solutions adéquates permettant ainsi d'éviter le tourisme procréatif?

Réponse commune (8.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La gestation pour autrui - un phénomène à dimension mondiale - a conduit à de nombreux aléas pour toutes les personnes concernées par une convention de maternité de substitution, ainsi qu'a un véritable tourisme procréatif. Suivant les informations que le Gouvernement a obtenues auprès des autorités luxembourgeoises et étrangères compétentes, aucune situation où une femme aurait porté un enfant pour autrui, respectivement où de telles naissances seraient inscrites ou transcrites sur les registres de l'état civil ou les registres de population du Grand-Duché, ne s'est présentée à ce jour.

L'évolution de la gestation pour autrui est essentiellement attribuée aux progrès accomplis en matière de techniques médicales d'assistance à la procréation, au nombre croissant de personnes souhaitant recourir à la méthode de la maternité de substitution ainsi qu'à la conjugaison d'une approche restrictive adoptée par de nombreux États et d'une approche libérale d'une petite minorité d'États. Le Luxembourg fait partie du groupe d'États où la gestation pour autrui n'est pas réglementée. Bien que non expressément interdite, les conventions de maternité de substitution sont a priori nulles et sans effet, et ce en vertu du principe de l'indisponibilité de l'état des personnes. Elles sont également problématiques au regard de la Convention de biomédecine du Conseil de l'Europe (faite à Oviedo en 1997) que le Gouvernement a proposé de ratifier (voir projet de loi n°5528 déposé en 2006).

Le Gouvernement «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)» (extrait du programme gouvernemental de 2009). Considérant que la pratique des conventions de maternité de substitution est incompatible avec la dignité de la mère porteuse et les intérêts de l'enfant, le Gouvernement partage des doutes exprimés par la Commission Nationale d'Éthique (ci-après CNE) et ceux des États ayant récemment légiféré afin de réguler la maternité d'autrui. Vu le risque de l'exploitation des mères porteuses, de la commercialisation des conventions de maternité de substitution et des autres aléas auxquels toutes les parties à une telle convention sont exposés, le Gouvernement entend régler la question de la gestation pour autrui, conformément au programme gouvernemental et sur base notamment des réflexions faites par la CNE, et ceci dans le cadre d'un projet de loi portant en général sur la filiation et qui sera prochainement engagé dans la procédure législative.

Le sujet figure également dans l'agenda politique de plusieurs organisations internationales. Conscientes de l'insécurité juridique dans laquelle l'enfant, la mère porteuse et les parents demandeurs se trouvent à l'heure actuelle, la Conférence de La Haye de droit international privé (avec siège à La Haye) et la Commission Internationale de l'État Civil (avec siège à Strasbourg) ont intensifié leurs efforts depuis 2011 en vue de l'élaboration de solutions à ces questions très complexes.

Question 2590 (1.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mères porteuses:**

D'Medien a Marokko berichten, datt eng 600 Fraen aus dësem Land Kanner fir Lëtzebuerger Koppelen ausgedroen hätten. Och wann dës Informatioune kaum ze gleewe sinn, stinn dach eng Rei Froen am Raum. Lëtzebuerg huet keng Législatioun iwwer „geléinte Mammen" (mères porteuses, gestation pour autrui), genausou wéineg wéi e Gesetz, dat déi kënschtlech Befruchtung encadréiert.

Doweinst wéilt ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister d'Informatioune vun de Medien aus Marokko formell dementéieren? Ass eng Enquête doriwwer zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2) D'Fro vu Fraen, déi fir friem Koppelen e Kand ausdroen, stellt sech ëmmer méi akut. Wëllt d'Regierung op dësem Punkt légiféréieren? Wa jo, a wéi eng Richtung soll dës Gesetzgebung goen an a wéi engem Délai kéint esou e Gesetzprojet an der Chamber deponéiert ginn?

3) Ass d'Regierung bereet, déi kënschtlech Befruchtung gesetzlech ze encadréieren? Wa jo, a wéi eng Richtung soll dës Gesetzgebung goen an a wéi engem Delai kéint esou e Gesetzprojet an der Chamber deponéiert ginn?

4) Ginn et zu Lëtzebuerg Statistiken oder Etüden iwwert d'Kanner, déi iwwert de Wee vun der kënschtlecher Befruchtung oder vun enger Mère porteuse op d'Welt koumen?

Réponse (12.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1) Den Informatiounen no, déi d'Regierung bei lëtzebuergeschen an auslänneschen Autoritéiten krut, ass kee Fall bekannt, wou e Kand vun enger geléinter Mamm op d'Welt gesat gouf an um lëtzebuergeschen „Registre de l'État Civil" oder „Registre de la Population" agedroen oder iwwerschriwwe gouf.

Laut Medieberichter[1] huet d'Madame Rachida El Uriagli, déi Persoun, op déi sech déi marokanesch Zeitung „El Akhbar" als Quell vun hire „Révélatiounen" beruff huet, dës Informatioune mëttlerweil dementéiert.

2) De Regierungsprogramm vun 2009 gesäit vir, d'Regierung «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)».

Vu d'Risike vun enger Ausbeutung vun der geléintener Mamm, der Kommerzialisatioun vun dëser Method an all den Ongewëssheeten, deenen d'Leit ausgesat sinn, huet d'Regierung wëlles dës Fro gemäss dem Regierungsprogramm an den Iwwerleeunge vun der CNE ze regelen.

De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun, deen deemnächst op den Instanzewee wäert goen, wäert d'Problematik vun de geléinte Mamme behandelen.

3) De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun wäert déi zivilrechtlech Froen, déi mat enger kënschtlecher Befruchtung verbonne sinn, klären, besonnesch wat d'Filiatioun an domadder verbonnen och d'Ierfrechter ugeet.

Weider Aspekter vun der kënschtlecher Befruchtung ginn duerch d'Konventioun vun Oviedo vum Europarot geregelt, déi d'Regierung proposéiert ze ratifizéieren (Gesetzprojet n°5528).

A sengem Avis 23 «Aspects éthiques de la médicalisation de la conception humaine» huet d'CNE festgehalen: «La façon bien rôdée dont s'effectue actuellement la PMA au Grand-Duché associe de façon suffisante souplesse et esprit d'ouverture avec le respect de valeurs déontologiques élaborées, en l'absence de textes légaux, par une pratique constante pour que les pouvoirs publics puissent juger pouvoir s'y fier sans fixer des cadres législatifs qui risquent à la fois de heurter des sensibilités en un domaine forcément délicat et de se voir dépasser par le développement rapide du savoir et de la pratique médicale.»

D'Regierung deelt dës Aschätzung. Iwwert déi virgenannte Mesuren eraus plangt d'Regierung dofir och net kuerzfristeg e Gesetzesprojet iwwer kënschtlech Befruchtung an der Chamber ze déposéieren.

4) Dem Gesondheetsminister leie keng esou national Etüden oder Statistike vir.

[1] Contactée par «Wort.lu», Rachida El Uriagli, membre du Centre marocain des droits humains «s'est dite consternée par la façon dont ses propos ont été déformés par la presse marocaine» et a «insisté sur le fait qu'elle n'avait jamais parlé de couples luxembourgeois» «Zeitungsente über 600 marokkanische Leihmütter in Luxemburg», paru le 28 février 2013 sur Wort.lu, disponible en ligne:
http://www.wort.lu/de/view/zeitungsente-ueber-600-marokkanische-leihmuetter-in-luxemburg-512f884fe4b024584d32c395

Question 2591 (4.3.2013) de **M. Jean Colombera** *(Onofhängeg)* concernant l'**achat en ligne de médicaments:**

Es gibt keinen Grund, dass in Luxemburg angesiedelte Apotheken auf Rezept online oder telefonisch bestellte Medikamente nicht versenden dürfen, außer dass es bisweilen verboten ist und dieser Dienst untersagt bleibt, bis das Gesetz, auf dem dieses Verbot basiert, den Begebenheiten des Gesundheitswesens im 3. Millennium angepasst wird. Interessant ist es, immer zu hören, dass Luxemburg eine Vorreiterrolle im E-Commerce spielen will.

Fragen:

1) Müsste es nicht für eine ältere Person ein Patientenrecht sein, von ihr kontinuierlich benötigte Medikamente von einer luxemburgischen Apotheke auf Anfrage hin (Telefon oder Internet) und nach Hinterlegung der ärztlichen Verordnung durch einen Paketdienst persönlich zugestellt zu bekommen?

2) Wie steht es mit dem nationalen Prestigeprojekt der elektronischen Verschreibung von Medikamenten durch den behandelnden Arzt und der elektronischen Übersendung dieser Verordnung an die gewohnte Apotheke des Patienten?

3) Ist es dem Apotheker untersagt, eine kostenlose pharmazeutische Beratung über Telefon, Internet oder E-Mail zu erteilen?

4) Wie gedenkt der Minister in seiner verbleibenden Amtszeit das Apothekenwesen zu reformieren, um ihm den Konkurrenzkampf mit der Großregion zu erleichtern?

5) Kann der Minister bestätigen, dass kein Pharma-Versand hier in Luxemburg von einer Apotheke angeboten wird?

Réponse (12.4.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans mes réponses aux questions parlementaires n°1700 et n°1757 de l'honorable Député *(cf. comptes rendu n°2/2011-2012 et n°3/2011-2012)*, j'ai déjà eu l'occasion de souligner que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont actuellement illicites au Luxembourg.

Les motifs de santé publique du législateur ont été exposés dans ma réponse aux questions parlementaires précitées, de même que déjà antérieurement dans ma réponse du 17 mars 2007 à la question parlementaire n°1633 *(cf. compte rendu n°10/2006-2007)*.

Le plan stratégique de l'Agence eSanté, validé par son conseil de gérance en novembre 2012, définit les actions priorisées par celle-ci pour la période 2013-2015.

La mise en place du dossier de soins partagé et l'e-prescription (la création par un médecin de prescriptions électroniques et leur transmission électronique à des tiers) font partie des composants de la plateforme priorisés pour la période 2013-2015 et une procédure de marché public est en cours, ceci en vue de sa mise en place dans des délais rapprochés.

Le pharmacien tenant une officine ouverte au public joue, au moment de la dispensation du médicament, un rôle de premier ordre pour la sécurité et la qualité de la délivrance. En son officine, il analyse et contrôle en présence du patient les ordonnances et il lui apporte au besoin un conseil personnalisé approprié.

Il n'est bien évidemment pas interdit au pharmacien de compléter le conseil pharmaceutique donné en son officine par une disponibilité par d'autres moyens de communication, tel que par téléphone ou e-mail.

J'ai chargé mes services d'élaborer d'ici la fin de l'année un avant-projet de loi tendant à procéder à une refonte du droit pharmaceutique et à déterminer le régime de fonctionnement des pharmacies ouvertes au public.

Ledit avant-projet de loi sera soumis à une large consultation du secteur concerné.

Question 2592 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**organisation scolaire:**

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul an de groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 gesi vir, datt fir all Gemeng e Kontingent vu Stonne festgeluecht gëtt. Iwwert dëse Kontingent ginn dann, iwwert d'Schoulorganisatioun an de respektive Gemengen, d'Zuel vun den Enseignantë respektiv d'Zuel vun de Schoulklasse festgesat.

De Kontingent variéiert vu Gemeng zu Gemeng, a soll der sozioekonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung vun der jeeweileger Gemeng ugepasst sinn. D'Upassung vun der Zuel vun den Enseignanten tëschent der Situatioun vu virun dem neie Schoulgesetz an der neier Situatioun soll iwwer zéng Joer geschéien, woubäi all Joer d'Upassung no ënne bei 10% läit.

Schonns elo, zwee Joer no der Publikatioun vum groussherzogleche Reglement, hu gewësse Gemenge Schwieregkeeten, fir bei der Schoulorganisatioun hir Klassen esou ze organiséieren, datt d'Effektiver pro Klass net ze grouss ginn.

E weidere Problem läit doranner, datt de Kontingent pro Gemeng festgeluecht gëtt, an net der sozioekonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung pro Quartier, respektiv pro Anzugsgebitt vun der eenzelner Schoul, gerecht gëtt.

Doweinst wéilt ech der Madame Éducatiounsministesch dës Froe stellen:

1) Wéi vill Gemenge verléieren, iwwert d'Festleeung vum Kontingent, Schoulstonne vis-à-vis vun der initialer Situatioun? Wéi vill Stonne sinn am Schouljoer 2012/2013 schonns verluer gaangen?

2) Wéi eng Gemenge si betraff?

3) Ass d'Madame Ministesch gewëllt, dëse Kontingent pro Quartier respektiv pro Anzugsgebitt vun der eenzelner Schoul ausrechnen ze loossen an de Gemengen dës Etüd matzedeelen?

4) Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt e Moratoire op eng weider Reduktioun vun de Schoulstonne muss geluecht ginn, bis datt d'Etüd, déi am Artikel 9 vum Reglement vum 18. Februar 2010 virgesinn ass, virläit?

5) Wann esou e Moratoire net ugewannt gëtt, wéi vill Stonne ginn am Schouljoer 2013/2104 par rapport zum Schouljoer 2012/2013 verluer?

Réponse (10.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) an Ad 5) Laut Artikel 38 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht begräift de Kontingent:

1) Schoulstonne fir de Basisunterrecht ze assuréieren am Respekt vum festgeluechten Duerchschnëttsklasseneffektiv;

2) Schoulstonne fir der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun der jeeweileger Schoulpopulatioun Rechnung ze droen;

3) Schoulstonne fir d'Duerchféierung vum «Plan de réussite scolaire» ze garantéieren;

4) Schoulstonne fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht.

De Kontingent gëtt iwwert d'Berechne vun engem Taux d'encadrement de base fixéiert. Dësen Taux ergëtt sech aus der Divisioun vun de Stonnen, déi eng Schoulwoch begräift[2] an der Duerchschnëttsschülerzuel pro Klass.

Am Schouljoer 2009/2010 huet den Taux d'encadrement de base tëschent 1,26 (20,6 Schüler pro Klass) an 2,64 (9,8 Schüler pro Klass) bei den eenzelne Gemengen a Schoulsyndikater variéiert. Bei esou groussen Ënnerscheeder war eng vun den Zilsetzunge beim Aféiere vum Kontingent d'Ressourcë progressiv esou gerecht wéi méiglech iwwert d'ganzt Land ze verdeelen.

Dofir ass am groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010, deen d'Modalitéite regelt vum Opstelle vum Kontingent vun de Stonnen, déi un d'Gemengen an d'Schoulsyndikater verdeelt ginn, fir de Grondschoulunterrecht ze organiséieren, eng Moyenne vu 16 Schüler pro Klass festgehale ginn, wat engem Taux d'encadrement de base vun 1,625 entsprécht (26: 16 = 1,625). Ronn 20% vun de Gemengen a Schoulsyndikater haten en Duerchschnëttseffektiv, deen iwwer 16 Schüler pro Klass louch, bei ronn 80% louch en drënner.

Fir der spezifescher, sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun der Schoulpopulatioun vun de jeeweilege Gemengen a Schoulsyndikater Rechnung ze droen, hält dat nämlecht groussherzoglecht Reglement ausserdeem fest, dass den Taux d'encadrement de base bis zu 20% erhéicht ka ginn. Dës zousätzlech Ressourcë gi berechent opgrond vun engem «Indice socioéconomique/socioculturel», deen de CEPS (Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques) all dräi Joer pro Gemeng respektiv Schoulsyndikat berechent no de Modalitéiten, déi am Artikel 5 vun dem uewe genannte groussherzogleche Reglement fixéiert sinn.

Ausser de Stonne fir de Basisunterrecht ze assuréieren an de Stonnen, déi iwwert den «Indice socioéconomique/socioculturel» verdeelt ginn, si fir d'Schouljoer 2012/2013 nach dës Stonnen «hors contingent» verdeelt ginn:

- 553 Wochestonne fir d'Duerchféiere vu «Plans de réussite scolaire»;

- 4.128 Wochestonne fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht;

- +/-2.018 Wochestonne fir Kanner, déi nei an d'Land koumen a keng vun deenen dräi gängegen Unterrechtssprooche kannt hunn;

- 522 Wochestonne fir speziell Situatiounen, wat d'Schoulorganisatioun, besonnesch a méi klenge Gemengen, ubelaangt, Rechnung ze droen;

- 542 Wochestonne fir d'Léierpersonal, fir mat Schüler mat spezielle Léierschwieregkeeten oder Verhalensopfällegkeeten ze schaffen.

D'Zuelen aus de jährleche Rapporten, déi d'Expertskommissioun, déi agesat ginn ass, fir déi néideg Etüden zur Personalplanifikatioun an der Grondschoul duerchzeféieren, opstellt, weisen aus, dass bei enger quasi stagnanter Grondschülerpopulation (tëschent 46.000 a 47.000 fir déi öffentlech Schoul) déi zur Verfügung gestallte Ressourcen an deenen dräi leschte Jòren net erofgaange sinn. Wann een also d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht als Ganzt kuckt, ass et éischter ubruecht, fir vun engem Ëmverdeele vun Unterrechtsstonnen ze schwätze wéi vun engem Verléieren.

Ad 2) All Gemeng oder Schoulsyndikat ass vum Aféiere vum Kontingent betraff, well den Taux d'encadrement de base (cf. supra) während enger Period vun zéng Joer ugepasst gëtt entweder no uewen oder no ënnen, esou wéi den 3. Abschnitt vum Artikel 38 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vum Grondschoulunterrecht dat virgesäit.

Ad 3) Den Artikel 1 vum groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010, deen d'Modalitéite regelt vum Opstelle vum Kontingent vun de Stonnen, déi un d'Gemengen an d'Schoulsyndikater verdeelt ginn, fir de Grondschoulunterrecht ze organiséieren, schreift vir, dass dëse Kontingent all Joer virum 15. Abrëll vum Minister pro Gemeng respektiv pro Schoulsyndikat bestëmmt gëtt. Selbstverständlech kënne Gemengenautoritéiten hire Kontingent vu Schoulstonnen op déi verschidde Gemengegrondschoulen esou verdeelen, wéi si dat fir richteg halen an dofir och Modalitéiten opstelle loossen, déi dës Verdeelung regelen.

Ad 4) Am Artikel 9 vum dem uewe genannte groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010 ass festgehalen, dass no dem 3. Joer vun der Aféierung vum Kontingent d'Expertskommissioun, déi agesat ginn ass, fir déi néideg Etüden zur Personalplanifikatioun an der Grondschoul duerchzeféieren, en Avis ofgëtt iwwer:

- d'Implementatioun vum Kontingent,

- d'Pondératioun tëschent der Zuel vu Stonnen, déi d'Gemengen an d'Schoulsyndikater kréien, fir de Basisunterrecht ze assuréieren, an d'Zuel vun de Stonnen, déi se zousätzlech kréien fir der sozioekonomescher a soziokultureller Zesummestellung vun hirer Schoulpopulatioun Rechnung ze droen,

- d'Duerchschnëttsschülerzuel pro Schoulklass.

D'Aarbechte vun dëser Kommissioun, an déi Vertrieder vu verschiddene Ministèren, vum Statec, vum Syvicol a vum Léierpersonal genannt sinn, huet hir Iwwerleeungen heizou nach net ofgeschloss.

Ech ginn ze bedenken, dass déi Zuel vu 16 Kanner pro Schoulklass, déi am Artikel 4 vum uewe genannte groussherzogleche Reglement festgehalen ass, eng ganz niddereg Zuel ass am europäesche Vergläich an dass d'Qualitéit vum Unterrecht sécherlech net eleng duerch d'Zuel vum Klasseneffektiv bestëmmt gëtt.

[2] D'Ausgangsbasis si 26 Stonnen, dat heescht 28 Stonnen, déi eng Schoulwoch zielt, minus zwou Stonnen, fir d'Ofhale vum Moral- a Sozialunterrecht, déi all Gemeng oder Schoulsyndikat pro Klass zougerechent kritt, zousätzlech zum Kontingent fir de Basisunterrecht ze assuréieren.

Question 2593 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réserve de suppléants:**

D'Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal an der Grondschoul gesäit am Kapitel 15 vir, datt de Stat d'Reserv vum Ersatzpersonal (réserve de suppléants) organiséiert. Dës Reserv vun Enseignanten huet d'Missioun, Schoulpersonal ze ersetzen, wat punktuell feelt, oder Posten ze besetzen, déi keen Titulaire fonnt hunn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Éducationsministesch dës Froe stellen:

1) Wéi vill Enseignantë ware fir d'Schouljoer 2011/2012 a si fir d'Schouljoer 2012/2013 am Asaz, opgeschlësselt no de verschiddene Qualifikatiounen, wéi se am Artikel 16 virgesi sinn?

2) Wéi vill Schoulstonne konnte pro Trimester an dëse Schouljoren net ersat ginn? Gëtt et do eng Opdeelung pro Gemeng?

3) Aus wéi engen Ursaache kënne Stonnen an der Schoul net ersat ginn?

4) Wann ee vun de Grënn doranner läit, datt net genuch Ersatzpersonal zur Verfügung steet, wéi eng Efforte wëllt d'Regierung dann ënnerhuelen, fir méi Leit an dëser Reserv ze mobiliséieren?

5) Wat ass virgesinn, fir Kanner aus der Grondschoul ze betreien, wa keen Titulaire an och keen Ersatz ka Schoul halen?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Am Artikel 16 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal ginn déi verschidde Kategorie vu Léierpersounen aus der Réserve de suppléants opgezielt:

1) Schoulmeeschteren;

2) Chargé-de-coursen, déi e Schoulmeeschterdiplom hunn a sech net am Concours, deen den Accès zur Schoulmeeschterfunktioun regléiert „en rang utile" klasséiert hunn;

3) Chargé-de-coursen, déi e Schoulmeeschterdiplom hunn an déi d'Sproochekonditiounen erfëllen, fir zum Concours, deen den Accès zur Schoulmeeschterfunktioun regléiert, zougelooss ze ginn;

4) Chargé-de-coursen, déi e „Certificat de qualification de chargé de direction" hunn, laut den Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Juli 1991, dat ënner anerem d'Modalitéiten zu där Formatioun fixéiert;

5) Chargé-de-coursen, déi eng „Attestation d'admissibilité à la réserve de suppléants" hunn, laut dem ofgeännerte Gesetz vum 25. Juli 2002 betreffend de Remplacement vun de Schoulmeeschteren aus der Spill- a Primärschoul;

6) Chargé-de-coursen, déi e „Certificat de Formation" hunn, deen am Artikel 19 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal definéiert gëtt;

7) Chargé-de-coursen, déi op onbegrenzt Dauer agestallt sinn, mat enger kompletter oder Deeltâche;

8) Chargé-de-coursen, déi fir eng begrenzt Dauer agestallt sinn, mat enger kompletter oder Deeltâche.

Am Schouljoer 2011/2012 hat d'Réserve de suppléants 27 Memberen an der Kategorie 1, 22 an der Kategorie 2, 116 an der Kategorie 3, 21 an der Kategorie 4, 231 an der Kategorie 5, 107 an der Kategorie 6, 306 an der Kategorie 7 a 15 an der Kategorie 8.

Am Schouljoer 2012/2013 hat d'Réserve de suppléants 29 Memberen an der Kategorie 1, 36 an der Kategorie 2, 143 an der Kategorie 3, 20 an der Kategorie 4, 231 an der Kategorie 5, 122 an der Kategorie 6, 299 an der Kategorie 7 a 26 an der Kategorie 8.

Ad 2) a 5) Am Schouljoer 2011/2012 konnten an deenen dräi Trimestere vun engem Total vun 3.406.994 geplangte Schoulstonnen 3.937 Stonnen net ersat ginn, esou dass déi betraffe Kanner während dëse Stonnen opgedeelt gi sinn op verschidde Klassen; am Schouljoer 2012/2013 konnte während deenen zwee éischten Trimestere vun engem Total vun insgesamt 2.238.937 geplangte Schoulstonne 4.479 Stonnen net ersat ginn, esou dass déi betraffe Kanner während dëse Stonnen op verschidde Klassen opgedeelt gi sinn.

Ad 3) Wa Stonnen net konnten ersat ginn, ass dat well zu gewësse Momenter net genügend Ersatzpersonal zur Verfügung stoung. Dat kënnt vir zum Beispill bei Grippewellen; dobäi muss ee feststellen, dass am Wanter 2012/2013 vill Membere vum Léierpersonal mat besonnesch hartnäckegen Erkältungen ze kämpfen haten.

Et bleift ze bemierken, dass nieft dem Personal aus der Réserve de suppléants och nach „Remplaçanten" agesat ginn, déi eng Attestatioun hunn, déi hinnen erlaabt, an der Grondschoul Léierpersonal ze ersetzen.

Ad 4) Et gëtt probéiert esou wäit ewéi méiglech genügend Chargé-de-coursen an/oder Remplaçanten ze formëieren, déi dat brevetéiert Léierpersonal ersetze kënnen.

Question 2594 (4.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **législation en matière de gestation pour autrui:**

Lëtzebuerg huet keng Legislatioun iwwer „geléinte Mammen" (mères porteuses, gestation pour autrui). Dës Method fir Puppelcher op d'Welt ze setze schéngt an anere Länner erlaabt ze sinn. Nom Rapport vum franséische Senat aus dem Joer 2008 ass et erlaabt, datt geléinte Mamme Puppelcher a Griichenland an am Vereenegte Kinnekräich fir friem Koppelen op d'Welt setzen. Och a Länner wéi de Vereenegte State vun Amerika schéngt dës Praxis erlaabt ze sinn, woubäi do déi geléinte Mamm och nach ka fir dës „Déngschtleeschtung" bezuelt ginn.

Et ass deemno net auszeschléissen, datt Koppelen, déi zu Lëtzebuerg wunnen a vläicht soss keng aner Méiglechkeet gesinn hunn, iwwert dëse Wee Kanner kritt hunn.

Dowéinst wéilt ech den Häre Ministeren dës Froe stellen:

1) Sinn zu Lëtzebuerg Fäll bekannt, an deenen eng Koppel een oder méi Kanner um „État civil" wollt umellen, respektiv an de „Régistre de la Population" wollt androe loossen, woubäi dëst Kand oder Kanner vun enger geléintener Mamm op d'Welt gesat goufen?

2) Gëtt et eng Prozedur oder eng Praxis, déi an esou engem Fall ugewannt gëtt? Kënnen esou Fäll iwwert de Wee vun der „adoption plénière" geregelt ginn?

3) Wéi eng Rechter huet eng geléinte Mamm, déi e Kand zu Lëtzebuerg ausgedroen huet an/oder op d'Welt bruecht huet, respektiv déi dat Kand u Leit ginn huet, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn?

4) Wéi eng Rechter huet eventuell e Kand, fir déi Mamm kennenzeléieren, déi et ausgedroen an op d'Welt bruecht huet?

Réponse commune (5.4.2013) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Geléinte Mammen (gestation pour autrui op Franséisch) ass a weltwäite Phenomeen, deen etlech Problemer fir déi betraffe Persoune mat sech bréngt an deen an Zwëschenzäit zu engem regelrechte Befruchtungstourismus gefouert huet.

Den Informatiounen no, déi d'Regierung bei lëtzebuergeschen an auslänneschen Autoritéiten krut, ass kee Fall bekannt, wou e Kand vun enger geléintener Mamm op d'Welt gesat gouf an um lëtzebuergeschen „Registre de l'État Civil" oder „Registre de la Population" agedroen oder iwwerschriwwen gouf. Deemno gëtt et betreffend der Method vun den geléintene Mamme weder eng lëtzebuergesch Prozedur nach eng lëtzebuergesch Praxis.

D'Method vun de geléinte Mammen ass an deene meeschte Länner verbueden an nëmmen an enger klenger Minoritéit vu Staten erlaabt. Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, wou dës Method net geregelt ass. Och wann et net ausdrécklech verbueden ass, esou ass d'Method vun de geléinte Mammen dach net legal - an dat wéinst dem Prinzip vun der Indisponibilitéit vum mënschleche Kierper a vum Stand vun de Persounen. Et kënnt derbäi, datt dës Method och vum Standpunkt vun der Konventioun Biomedezin problematesch ass. 1997 vum Conseil de l'Europe zu Oviedo adoptéiert, huet d'Regierung 2006 proposéiert, dës Konventioun ze ratifizéieren (Gesetzprojet n°5528).

D'Regierung «(…) entend fixer un cadre légal à la fois cohérent et assez flexible pour a) mettre en œuvre la Convention d'Oviedo, b) réglementer la procréation médicalement assistée, c) réglementer strictement, sinon interdire la maternité pour autrui (…)» (Auszuch aus dem Regierungsprogramm vun 2009). D'Regierung ass der Meenung, datt dës Method net mat der Dignitéit vun der geléintener Mamm an den Intressie vum Kand zesummegeet. Si deelt d'Bedenke vun der Commission Nationale d'Éthique (CNE) an och déi vun deene Länner, déi dës Method verbueden hunn. Vu d'Risike vun enger Ausbeutung vun der geléintener Mamm, der Kommerzialisatioun vun dëser Method an all den Ongewëssheeten, deenen d'Leit ausgesat sinn, huet d'Regierung wëlles dës Fro gemäss dem Regierungsprogramm an den Iwwerleeunge vun der CNE ze regelen. De Gesetzprojet iwwert d'Filiatioun, deen deemnächst op den Instanzewee wäert goen, wäert och d'Problematik vun de geléintene Mammen behandelen.

Vu d'Problemer ëm d'Rechter vun de geléintene Mammen, dëse Kanner an dësen Elteren, hu sech international Organisatiounen der Problematik ugeholl. Zënter 2011 schaffen d'Conférence de La Haye de droit international privé (mat Sëtz zu Den Haag) an d'Commission Internationale de l'État Civil (mat Sëtz zu Stroossbuerg) un der Ausschaffung vu méigleche Léisungen an dëse komplexen Froen.

Question 2595 (4.3.2013) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants:**

Face à l'augmentation du chômage et en particulier du chômage des jeunes, il a souvent été question ces derniers temps de demandeurs d'emploi qui se refuseraient à accepter des emplois jugés moins «confortables», tels des emplois dans le secteur de l'Horeca, qui demandent une très grande flexibilité des salariés.

Pourtant, tous les chômeurs n'ont tout simplement pas la possibilité de travailler dans ce domaine.

En effet, les horaires de travail de ce secteur demandent une grande disponibilité en fin de journée et pendant les fins de semaine - à des moments où la majorité des structures d'accueil pour enfants sont fermées.

J'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Madame la Ministre de la Famille dispose-t-elle d'informations précises sur les heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants au Luxembourg?

- Madame la Ministre encourage-t-elle une extension des heures d'ouverture des structures d'accueil pour enfants ou la création de structures spécifiques à horaire étendu?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le nombre de crèches ou structures d'accueil d'entreprises et/ou de crèches sectorielles? Le Ministère de la Famille encourage-t-il la création de telles crèches adaptées aux horaires des salariés d'une entreprise ou d'un secteur spécifique?

- Dans ce contexte, quel est le rôle de l'assistance parentale? L'offre dans ce domaine est-elle suffisante en termes de places disponibles et en ce qui concerne les plages horaires?

- Quelles autres mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour trouver des solutions aux problèmes décrits ci-dessus?

Réponse (11.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les informations relatives aux heures d'ouverture des services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, foyers de jour et maisons relais) font partie intégrante de la demande d'agrément. Les règlements grand-ducaux régissant à l'heure actuelle l'éducation et l'accueil des enfants en dehors des heures de classe, à savoir le règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 2001 (sans hébergement) et le règlement grand-ducal modifié du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants) limitent l'accueil socio-éducatif des enfants à un accueil de jour respectivement à un accueil «sans hébergement» et ceci aussi bien dans le cadre du règlement grand-ducal modifié de 2001 (article 1) que dans le cadre du règlement grand-ducal modifié de 2005 (article 2). Les heures d'ouverture d'une crèche/foyer de jour ou bien d'une maison relais sont de la seule compétence du gestionnaire sous réserve de respecter - en cas d'une maison relais - le seuil prévu par le règlement grand-ducal de 2005 qui présume une «ouverture du service … pendant au moins 200 jours et 500 heures par année civile».

Il va sans dire que la grande majorité des services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) offrent un accueil hebdomadaire allant de 7.00 heures à 19.00 heures pendant cinq jours de la semaine. Cependant il y a de plus en plus de gestionnaires qui étendent leurs offres au-delà des heures précitées de sorte que les parents travaillant en dehors des heures de bureau ont plus de chances de nos jours de concilier leur vie familiale et professionnelle. Les heures d'ouverture des SEA agréés par le Ministère de la Famille vont de 5.00 heures à 23.00 heures pendant six jours de la semaine (le samedi inclus). Cependant il y a lieu de noter que la demande en vue d'un accueil en dehors des heures de bureau ne semble pas être aussi élevée qu'on pourrait le croire. Ainsi plusieurs SEA qui avaient prévu un accueil à horaire étendu ont revu les heures d'ouverture faute d'une demande suffisante.

Quant aux crèches d'entreprise, le nombre de crèches d'entreprise agréées jusqu'à nos jours est de dix pour un total de 400 chaises. En ce qui concerne la création de SEA, le Ministère de la Famille mise davantage sur la collaboration avec les communes qui sont le mieux placées pour assurer une continuité dans l'éducation (formelle et non formelle) et l'accueil des enfants allant de la petite enfance jusqu'à l'âge des jeunes.

En ce qui concerne l'activité d'assistance parentale, il va sans dire que l'accueil d'enfants auprès de l'assistant parental est plus flexible qu'au niveau des SEA. En effet, contrairement aux règlements grand-ducaux précités la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale prévoit à l'article 1: «Une période de prise en charge continue de jour et de nuit d'un enfant déterminé ne doit pas excéder trois semaines.» Les plages horaires sont fixées par l'assistant parental qui aux termes de la loi précitée bénéficie du statut d'indépendant. Les plages horaires de l'assistant parental ne font pas partie intégrante de la demande d'agrément de sorte que le Ministère de la Famille ne dispose pas d'informations précises quant à leur utilisation. L'activité d'assistance parentale est en croissance permanente à l'instar des SEA. Quant à la répartition régionale de l'offre des assistants parentaux, il y a lieu de noter que certaines régions sont bien couvertes contrairement à d'autres. Pour toute information quant à l'offre régionale, je me permets de vous référer au site Internet: www.kannerbetreiung.lu.

Question 2596 (4.3.2013) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **adoptions au Luxembourg:**

Le processus d'adoption au Luxembourg semble connaître une évolution ces dernières années, notamment due aux relations bilatérales spécifiques avec les pays concernés, mais aussi en raison de la situation géopolitique en permanente mutation.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de candidatures d'adoption ont été déposées au Luxembourg en 2012 et combien d'enfants (y compris sexe et âge) ont été adoptés pendant cette même année?

- Quels sont les pays d'origine relatifs aux demandes d'adoption en 2012 au Luxembourg, respectivement quels sont les pays d'origine des enfants adoptés?

- Quel est le bilan de l'évolution au cours des dernières années des pays demandeurs et du nombre, de l'âge et du sexe des enfants adoptés au Luxembourg?

Réponse (5.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Selon les statistiques des adoptions nationales et internationales de l'année 2012, un nombre total de 222 (dont 169 demandes pour une adoption internationale et 53 demandes pour une adoption nationale) demandes écrites de candidats à l'adoption ont été enregistrées auprès des quatre services d'adoption agréés. Ce chiffre indique que les services ont donné une suite administrative à ces demandes, lesquelles n'ont par la suite pas nécessairement toutes abouties à un projet d'adoption pour différentes raisons.

Au cours de l'année 2012, un total de 14 enfants sont arrivés au Luxembourg suite à une adoption internationale et deux enfants ont été accueillis en famille suite à une adoption nationale. De ces 16 enfants, quatre enfants avaient moins d'un an et douze enfants avaient entre un et quatre ans. De ces 16 enfants, quatre enfants sont de sexe féminin et douze enfants sont de sexe masculin.

Un total de 40 adoptions ont été finalisées (36 adoptions internationales et quatre adoptions nationales), c'est-à-dire transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption sur les registres de l'État Civil de la ville de Luxembourg.

- En 2012, les pays d'origine relatifs aux demandes d'adoption étaient principalement les pays suivants: Bulgarie, Cap Vert, Corée du Sud, Colombie, Haïti, Inde, Luxembourg, Portugal.

Dans le contexte des adoptions internationales, les enfants qui sont arrivés au Luxembourg au cours de l'année 2012 provenaient des pays d'origine suivants: Corée du Sud, Colombie, Haïti, Népal.

- Lorsqu'on entend par «pays demandeurs» les pays des candidats demandeurs d'une adoption internationale, les statistiques des dernières années du Luxembourg et d'autres pays d'ac-

cueil illustrent que le nombre de demandes de candidats adoptants excède le nombre d'enfants adoptables en adoption internationale. Ce phénomène s'explique entre autres par des développements socioéconomiques et des changements de politique des gouvernements dans certains pays d'origine, ayant pour conséquence une augmentation du nombre d'adoptions nationales, conformément à l'esprit des conventions internationales et au principe de subsidiarité (à savoir, la responsabilité en tant que pays d'origine d'avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine avant de pouvoir envisager une adoption internationale). D'autant plus, les pays d'origine expriment un besoin en adoption internationale concernant de plus en plus des enfants dits à besoins spéciaux, c'est-à-dire des enfants plus âgés, des enfants en fratrie ou encore des enfants porteurs de maladies ou d'handicaps.

Cette réalité changeante du profil des enfants est reflétée au niveau du nombre et de l'âge des enfants adoptés au Luxembourg et dans d'autres pays d'accueil.

Voici les statistiques reprenant l'évolution des trois dernières années (2010 à 2012) au Luxembourg:

Adoption internationale:

Année	Enfants arrivés au Luxembourg suite à une adoption internationale	Âge et sexe des enfants adoptés							
		< 1		1-4		5-9		>10	
		M	F	M	F	M	F	M	F
2010	40	9	5	15	7	1			
2011	24	2	1	16	5				
2012	14	1	1	9	3				

Veuillez noter qu'en 2010 le nombre d'enfants arrivés au Luxembourg était exceptionnellement élevé. En effet, 14 enfants haïtiens, dont la procédure d'adoption avait déjà été entamée et l'apparentement achevé, sont arrivés ensemble au Luxembourg en date du 21 janvier 2010 par procédure d'évacuation suite au tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010. Les adoptions entre le Luxembourg et Haïti sont bloquées depuis dans l'attente que le pays soit de nouveau en mesure d'effectuer des adoptions internationales en bonne et due forme.

Adoption nationale:

Année	Enfants accueillis en famille suite à une adoption nationale	Âge et sexe des enfants adoptés							
		< 1		1-4		5-9		>10	
		M	F	M	F	M	F	M	F
2010	4	3	1						
2011	2	1	1						
2012	2	2							

Question 2597 (5.3.2013) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **nouveau bâtiment du CRP-Santé:**

La loi du 12 juin 2004 a décidé la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Cette construction est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour permettre à ce CRP de travailler dans de bonnes conditions et de continuer à se développer de façon dynamique.

Le CRP-Santé est actuellement installé dans des constructions provisoires et ses services sont éparpillés dans des locaux sis aux alentours du CHL. Si la Chambre a adopté cette loi en 2004, c'était en connaissance de cause de la situation d'un centre de recherche qui a besoin, pour avoir le meilleur rendement possible, de la proximité et de la synergie avec un grand hôpital public et les acteurs de cette institution.

Presque dix années après le vote de la loi le CRP-Santé devrait pouvoir enfin planifier son développement et être assuré définitivement de son implantation auprès du CHL.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'exécution de la loi du 12 juin 2004 et quand les travaux pourront enfin commencer au site inscrit dans la loi?

Réponse commune (4.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives à la loi du 12 juin 2004 qui a autorisé la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé sur le site du Centre Hospitalier de Luxembourg.

Il est vrai que le CRP-Santé est actuellement installé dans des constructions provisoires et ses services sont éparpillés dans des locaux sis aux alentours du CHL.

En effet, la loi du 12 juin 2004 relative à la construction d'un nouveau bâtiment dans l'intérêt du Centre de Recherche Public-Santé a prévu un montant de 73.000.000 euros (indice semestriel des prix de la construction 569,61 octobre 2002). Le projet était basé sur un avant-projet sommaire selon l'ancienne procédure en vigueur.

Suite à une décision du Conseil de Gouvernement fin 2005, les études d'exécution ont été suspendues.

En mars 2008, lors d'une entrevue avec le Ministre des Travaux publics, le conseil d'administration du CRP-Santé a demandé la levée du moratoire avec l'accord de son Ministre de tutelle.

Par la suite, le programme des besoins en surfaces et en effectifs a été analysé et le projet entièrement revu en 2009, afin de réduire le budget de 7% par rapport au budget voté.

Les diverses autorisations (autorisation de construire, commodo-incommodo) pour le projet adapté ont été demandées entre 2010 et 2012, afin de pouvoir débuter les travaux.

Finalement en septembre 2012, le projet a été suspendu une seconde fois pour des raisons budgétaires.

En attendant la levée de ce nouveau moratoire et conscients du fait que le manque de locaux et l'éparpillement actuel de ses services sont de nature à freiner le développement du CRP-Santé, le Ministre des Travaux publics et le Ministre de la Recherche rechercheront, de concert avec le Ministre de la Santé, des solutions permettant la mise à disposition rapide de locaux appropriés dans l'intérêt du CRP-Santé à des conditions compatibles avec les décisions du Gouvernement en matière des dépenses publiques.

Question 2599 (5.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **menaces à l'encontre du Premier Ministre:**

Wéi aus Presseinformatiounen ze erfueren ass, war haut e grousse Polizeiasaz bei der privater Wunneng vum Här Statsminister. Géigeniwwer der Press hätt d'Madame Juncker deklaréiert, et géif sech ëm eng seriö Menace géint hire Mann handelen, déi am Zesummenhang mat der SREL- respektiv Bommeleeër-Affär kéint sinn.

Doweinst wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1) Kann den Här Innenminister den Asaz konfirméieren?

2) Wa jo, ass den Asaz op eng eechtlech Menace op d'Persoun vum Här Statsminister zréckzeféieren?

3) Wa jo, ass déi Menace am Zesummenhang mat der Affär SREL oder Bommeleeër ze gesinn?

Réponse (7.3.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Am Kader vun enger permanenter Evaluatiounsaarbecht iwwer méiglech Menacen huet d'Police Informatioune kritt, déi op méiglech Drohunge vis-à-vis vum Premierminister an dem Ausseminister kënnen hiweisen.

Dës Informatioune ginn iwwerpréift. Des Weideren huet d'Police d'Moossnamen zum Persouneschutz vis-à-vis vun deenen zwee Ministeren erhéicht.

Dës Moossname gi permanent evalueiert an de Polizeiasaz deementspriechend ugepasst.

Wat d'Originë vun der Menace kéinte sinn, muss déi ordonnéiert Enquête erweisen.

Question 2600 (6.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **règlements internes des établissements scolaires de l'enseignement postfondamental:**

Il me revient que plusieurs établissements scolaires de l'enseignement postfondamental viennent de se donner de nouveaux règlements internes. D'aucuns critiquent que ces règlements auraient été élaborés sans que les comités des élèves des établissements en question n'aient été concertés au préalable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels établissements scolaires ont récemment modifié leurs règlements internes? Ces modifications doivent-elles être avisées et approuvées par le Ministère?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je renvoie l'honorable Député à la réponse que j'ai fournie en date du 27 février 2013 à sa question parlementaire n°2529 *(cf. compte rendu n°7/2012-2013)* qui a trait au même sujet.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que:

D'après l'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les règles de conduite internes au lycée sont inscrites à la charte scolaire. Cette charte est adoptée par le conseil d'éducation auquel siègent des représentants de la direction, des enseignants, des parents et des élèves.

Je tiens à préciser que la loi actuellement en vigueur ne prévoit pas que la Ministre de l'Éducation nationale n'avise ou n'approuve ces règlements internes.

Question 2602 (6.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **portail «culture.lu»:**

Viru Kuerzem ass am Spaweck de Portail „culture.lu" zougänglech gemaach ginn. Dëse Site hänkt direkt vum Kulturministère of a gëtt och vun dësem finanzéiert.

Wann een de Prinzip vun esou engem Portail nëmme ka begréissen, esou bleift dach ze bemängelen, datt de Site nëmmen op Franséisch, Däitsch an Englesch disponibel ass.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass vergiess ginn, wat ëmsou méi ze bedaueren ass, datt ons Sprooch en integrale Bestanddeel vun der nationaler Kultur ass.

Doweinst wéilt ech der Madame Kulturministesch dës Froe stellen:

1) Wéisou ass op dësem Site d'Lëtzebuerger Sprooch net fir d'Navigatioun zréckbehale ginn?

2) Ass d'Madame Ministesch net der Meenung, datt besonnesch op Siten, déi Lëtzebuerg a Kultur verbannen, d'Lëtzebuerger Sprooch misst op d'mannst gläichberechtegt behandelt ginn?

3) Ass d'Madame Ministesch bereet, fir um Portail „culture.lu" d'Lëtzebuerger Sprooch gläichberechtegt nieft dem Franséischen, Däitschen an Engleschen anzeféieren?

Réponse (29.3.2013) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

1) Ech versécheren dem Här Deputéierten, datt et virgesinn ass, fir deen neie Kulturportail an enger zweeter Phas och a Lëtzebuerger Sprooch ze presentéieren. Als Kulturministesch ass et mer wichteg, fir de Kulturacteuren een hire Bedierfnesser ugepassten, evolutiven a partizipativen Internetsite zur Verfügung ze stellen, dee regelméisseg de Realitéiten an Ufuerderunge vum Terrain ugepasst gëtt. Wéinst dem groussen Ausmooss vum Portail gouf aus verschiddene Grënn, dorënner budgetär a personell Ursaachen, entscheet, fir an enger éischter Phas fir de Lancement vum Site déi Sprooche fir d'Navigatioun zréckzebehalen, déi onëmgänglech sinn, fir datt de Site der gréisstméiglecher Unzuel vu Kulturschafenden a Konsumenten hei am Land an iwwert d'Grenzen eraus zougänglech ass.

2) De Portail „culture.lu" versteet sech och als Spigel vun der kultureller Villfalt, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Sou ass et alle Kulturschafenden och elo schonns méiglech, fir hir Annoncen, Artikelen oder Texter an där Sprooch eranzeginn, déi si fir richteg empfannen. D'Texter ginn deemno an där Sprooch publizéiert, wéi d'Auteuren se eraginn, dat heescht och op Lëtzebuergesch. Et ass aus budgetäre Grënn net méiglech, all Offer an Text an all Sprooche iwwersetzen ze loossen, dofir gëtt de Visiteur vum Site da beim Navigéieren drop higewisen, datt deen Text just an där jeeweileger Sprooch zur Verfügung steet.

De Respekt an d'Promotioun vun eisem kulturellen Ierwen a senger ganzer Villfalt a sengem Räichtum, dorënner och eis Sprooch, läit mir als Kulturministesch besonnesch um Häerz. Duerch de Kulturportail ginn ech menge Beméiungen Ausdrock, fir engersäits zur Professionaliséierung vun eise Kënschtler an der Verbreedung vun der Kreatioun bäizedroen, an anerersäits eis kulturell Villfalt an eist kulturellt Ierwen ze förderen.

3) An Zesummenaarbecht mam Lëtzebuerger Online Dictionnaire LOD ginn an enger zweeter Phas d'Navigatiounsläischt vum Kulturportail souwéi d'Haapttexter, déi d'Kultur zu Lëtzebuerg virstellen, op Lëtzebuergesch iwwersat. Et ass doriwwer eraus virgesinn, fir no an no och nach aner Sprooche mat bäizehuelen.

Question 2604 (6.3.2013) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **réforme bancaire CRD-IV:**

La semaine passée, le Conseil et le Parlement européen sont parvenus à sceller un accord provisoire sur la réforme bancaire (dénommée «CRD-IV») la plus importante depuis l'éclatement de la crise financière de 2008 et qui porte essentiellement sur l'imposition de fonds propres supplémentaires pour les banques systémiques. Les négociations ont porté en outre sur le plafonnement des bonus des directions de banques et la transparence des activités bancaires.

En matière de transparence, le Conseil et le Parlement se sont accordés sur l'obligation pour les banques de diffuser certaines informations pour tous les pays où elles sont actives, dont notamment: les profits avant impôts, les impôts payés, le chiffre d'affaires, le nombre d'employés et les subventions reçues.

Selon nos informations, tous les pays membres de l'UE étaient d'accord de réclamer cet effort de transparence de la part des banques, tous, sauf le Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-il correct que le Luxembourg se soit positionné contre la demande du Parlement européen d'introduire une plus grande transparence dans les rapports annuels des banques?

2. Le cas échéant, quelles en sont les raisons?

3. Est-ce que le Luxembourg compte maintenir cette position lors des discussions et décisions au sein du Conseil des Ministres?

4. En matière des fonds propres, le Parlement européen n'est pas parvenu à obtenir de la part du Conseil un ratio de levier contraignant, pourtant un instrument de régulation jugé essentiel pour limiter l'endettement excessif dans le secteur. Quelle est la position du Luxembourg dans ce domaine?

5. En outre, les nouvelles règles en matière de liquidité - cruciales pour obliger les banques à détenir des actifs liquides et à réduire leur dépendance au financement à court terme - ont été fortement affaiblies par le Conseil. Est-ce que le Luxembourg fait partie des pays qui réclament un tel affaiblissement des mesures de sécurisation des banques?

Réponse (14.3.2013) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Lors de l'ECOFIN du 5 mars 2013, la Présidence a informé les ministres des résultats du trilogue du 27 février dernier où un accord a pu être trouvé sur certains points clés. La Présidence a demandé à l'ECOFIN d'entériner les résultats de ce trilogue en vue de trouver un accord en première lecture avec le Parlement européen (PE).

En ce qui concerne les questions contenues dans la question parlementaire, la Présidence avait suggéré aux trilogues de régler la question de la transparence fiscale de manière horizontale dans la directive comptable plutôt que dans des dossiers services financiers individuels (dont la CRR/CRD4). Cette approche a été soutenue par le Luxembourg quant au principe afin d'éviter que les questions fiscales soient traitées dans des dossiers services financiers, court-circuitant ainsi la procédure et les règles de vote applicables dans des dossiers fiscalité. Or, le PE a fait de l'inclusion dans la CRR/CRD4 de dispositions sur la transparence fiscale une conditio sine qua non à un accord en première lecture avec le Conseil. Dans un esprit de compromis, le Luxembourg s'est rallié par la suite à cette proposition.

Le ratio de levier limite le volume de l'activité d'une banque par rapport à ses fonds propres. Le Luxembourg compte parmi les États membres qui ont souhaité dans un premier temps évaluer durant une phase test à l'aide du reporting si le ratio de levier convient pour tout type de banque et pour tout type d'activité avant de prendre une décision définitive sur l'opportunité de transformer ce ratio en une obligation contraignante en 2018.

Les nouvelles règles de liquidités contribueront au renforcement de la résilience du secteur bancaire aux crises financières. Tout comme pour le ratio de levier, le Luxembourg fait partie des États membres qui ont souhaité d'abord tester les nouveaux ratios de liquidité sur base d'un reporting harmonisé pendant une période d'observation avant que la composition et l'étalonnage exacts de ces ratios ne soient déterminés en 2015. Il faut en effet garder à l'esprit que les réflexions du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire sur les ratios de liquidité continuent, de sorte qu'il paraît prématuré de figer ces ratios dès à présent dans le droit de l'Union. Le Luxembourg favorise une démarche prudente qui tient pleinement compte des développements au niveau du G20.

Lors de l'ECOFIN, le Luxembourg s'est finalement rallié à la proposition de compromis dans son ensemble.

Question 2605 (7.3.2013) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Hosingen:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 2 mars 2011 (n°1290) *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que le projet du contournement de la localité de Hosingen ferait partie de la phase 2 de l'avant-projet du plan sectoriel «transports». Les éléments du corridor à réserver à cette route seraient à intégrer dans ce plan sectoriel. Et Monsieur le Ministre avait également ajouté que l'étude du contournement de Hosingen serait complétée en vue d'une réorientation éventuelle ultérieure du projet vers une route à 2x2 voies.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations nouvelles sur l'avancement des travaux préparatoires concernant la construction de ce contournement?

- Est-il envisagé de faire ranger le contournement de Hosingen parmi les projets de la première priorité du plan sectoriel «transports»?

Réponse (3.4.2013) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions relatives au contournement de Hosingen, en complément à sa question parlementaire 1290 du 2 mars 2011 à ce même sujet.

Le contournement de Hosingen est un élément prioritaire de l'optimisation et de la sécurisation de la route E421/N7 sur la section Fridhaff-Schmëtt, dont l'idée de base est la réalisation d'une route pour véhicules automoteurs à 2+1 voie avec carrefours dénivelés et la réalisation d'un réseau secondaire spécifique en vue de garantir les liaisons existantes, interrompues par la suppression de croisements avec la N7 sécurisée.

Dans ce contexte, les études d'avant-projet sont poursuivies sur base de la variante retenue tout en tenant compte d'une compatibilité avec une mise à 2+2 voies de la N7 en fonction du développement futur de la région et de l'évolution du trafic routier en résultant.

Vu que les incidences sur l'environnement doivent être analysées au niveau des différentes étapes du projet de contournement, les zones du réseau Natura 2000 et plus spécifiquement les zones «Habitat» avoisinant le projet du contournement, à savoir la «Vallée de l'Our d'Ouren à Wallendorf-Pont», les «Vallées de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et du Lellgerbaach» ainsi que la zone «IBA» «Région Kiischpelt» font l'objet d'une telle analyse. La première étape de cette étude d'impact, qui consiste dans le screening, étant réalisée, l'étude d'impact proprement dite est actuellement en cours pour obtenir ainsi la ligne de conduite à suivre dans ce projet d'envergure.

Le screening des incidences sur l'environnement naturel n'ayant relevé aucun impact significatif sur l'environnement, le corridor nécessaire à la réalisation du projet du contournement de Hosingen pourra être réservé dans le cadre du plan directeur sectoriel «transports» figurant à la phase 2.

Question 2606 (8.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **jeu eMemory à l'école fondamentale:**

An engem Zeitungsartikel iwwert de sougenannten «Girls' Day - Boys' Day» vum 26. Februar 2013 stoung, datt d'Kanner schonns an der Primärschoul sollen «Schnupperlehrgänge» kréien, fir den «traditionnelle Beruffsbiller» Äddi ze soen. D'Gemenge Suessem an Diddeleng hätten zu deem Zweck e Memory-Spill an de Primärschoule benotzt.

An deem Zesummenhang wollt ech den Damme Ministeschen dës Froe stellen:

1. Ëm wéi e Memory-Spill handelt et sech dobäi? Ass dat e speziellt Spill fir deen uewe genannten Zweck? Wa jo, kënnen d'Damme Ministeschen dëst Spill den zoustännege Chamberkommissioune weisen?

2. Wéi dacks an op wéi enge Klasse gouf dat Spill benotzt? Vu wiem ass d'Initiativ ausgaangen? Wéi vill Zäit ass fir dat Spill geholl ginn an a wéi engem Fach?

3. Goufen d'Eltere virdrun ëm Erlaabnis gefrot?

4. Wéi hunn d'Kanner reagéiert?

5. Ass geplangt fir esou Experimenter ze widderhuelen oder dat och nach an aneren Uertschaften ze maachen?

Réponse commune (5.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'Objektiv vun der Gläichstellungspolitik ass et, d'Gläichheet an alle Beräicher vum Liewen ze förderen.

Fir datt dës Gläichheet eng Realitéit gëtt, brauche mir e Mentalitéitswiessel, an dee verwierklecht sech nëmmen, wann een esou fréi eréi méiglech mat der Informatioun an der Sensibilisatioun um Niveau vun der Gläichstellung ufänkt.

Fir e konkret Beispill vu Sensibilisatioun ze nennen, ass déi Initiativ MEGA on Tour e grousse Succès. Leider sinn d'Studenten do an engem Alter, wou si scho festgeluechte Meenungen am Beräich vun der Gläichstellung hunn.

Dëst huet eis dozou bruecht, d'Sensibilisatiouns- an d'Informatiounsaarbecht an d'Grondschoulen auszebreeden, oder villméi vir ze verleeën.

D'Iddi ass e Pilotprojet an Zesummenaarbecht mat enger Rei Partner (Jong Handwierk Lëtzebuerg, Jonk Entrepreneuren, Ministère vum Mëttelstand an Tourismus) ze schafen, dee sech mat den atypesche Beruffer befaasst.

Am Moment befënnt de MEGA sech nach an der Planungsphas, mä soubal de Projet méi konkret gëtt, wäert d'Regierung d'Chamber doriwwer informéieren.

Mir invitéieren och nach den honorabelen Deputéierten, wann hie gutt Iddien huet an deem Kontext, eis déi gären ze ënnerbreeden.

Question 2607 (8.3.2013) de **Mme Claudia Dall'Agnol** et **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse:**

Selon des articles parus dans la presse nationale et internationale, le Gouvernement allemand se serait prononcé contre la proposition de directive relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes. Rappelons que cette proposition de directive a pour objet d'accroître le nombre de femmes dans les conseils des entreprises, notamment en fixant un objectif minimum de 40% des membres du sexe sous-représenté parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse.

- Quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne le contenu de cette directive?

- La directive contient-elle des dispositions qui posent problème pour le Luxembourg?

- Le Gouvernement soutient-il l'objectif des 40%?

Réponse (4.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Par l'adoption, le 14 novembre 2012, de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et à des mesures connexes, la Commission européenne vise «un accroissement sensible, dans l'ensemble de l'Union, du nombre de femmes dans les conseils des entreprises, en fixant un objectif minimum de 40% des membres du sexe sous-représenté pour les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées en bourse et en faisant obligation aux sociétés dans lesquelles la proportion des membres du sexe sous-représenté parmi ces administrateurs est inférieure à ce pourcentage d'appliquer, en vue d'atteindre cet objectif, des critères préétablis, clairs, univoques et formulés en termes neutres dans le cadre de la procédure de sélection visant à pourvoir ces postes.

Le pourcentage de 40% est à atteindre au plus tard le 1er janvier 2020 ou, pour les entreprises cotées constituées en entreprises publiques, le 1er janvier 2018.»

Je partage entièrement l'objectif de la proposition en question, à savoir promouvoir un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans les conseils d'administration.

En ce qui concerne les stratégies et méthodes pour atteindre ce but, j'ai soutenu, dès le début de mon mandat, des mesures volontaires pour faire progresser l'égalité des femmes et des hommes, en général, et la mixité, à tous les niveaux, dans la prise de décision et aux postes à responsabilité, en particulier. C'est dans ce contexte que j'ai mis en place un réseau dénommé «DivBiz - Diversity in Business» ainsi que des partenariats avec la Fedil, l'ABBL et diverses autres organisations.

La mise en pratique des engagements pris est suivie de manière très rigoureuse. C'est dans ce sens que j'ai mis au courant tous les partenaires impliqués que si, fin 2013, une évaluation des progrès réalisés ne montre pas une amélioration sensible de la situation, en l'occurrence de la présence de femmes aux postes à responsabilité, je ne manquerai pas à soumettre au Gouvernement un projet de loi prévoyant l'introduction de quotas légaux flexibles et pouvant varier en fonction du secteur d'activité des entreprises concernées.

Pour revenir aux questions posées par les honorables Députés, le Gouvernement luxembourgeois a décidé, dans sa séance du 21 décembre 2012, d'adopter une attitude bienveillante par rapport aux propositions de la Commission européenne.

Par la même occasion, le Gouvernement a constaté que la proposition de directive n'aura qu'un impact très limité au Luxembourg, notamment en raison du fait que seulement une vingtaine de sociétés sont cotées sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg.

Finalement, j'ai invité les membres du Gouvernement à anticiper l'effet recherché par la proposition de directive et à privilégier, à compétences égales, la nomination de candidats du sexe sous-représenté, en l'occurrence de femmes, dans les conseils d'administration tombant dans leur champ de compétences.

Question 2609 (12.3.2013) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **réforme de la PAC:**

Suite au Traité de Lisbonne, le Parlement européen aura cette semaine pour la première fois la possibilité de se prononcer sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Lors du vote, prévu pour mercredi, les députés auront notamment à se prononcer sur l'introduction d'une limite maximale annuelle pour les subventions directes à une seule exploitation. La Commission européenne propose actuellement une limite de 300.000 euros par exploitation. L'objectif est d'attribuer moins d'argent aux très grandes exploitations agricoles et de prendre cet argent pour soutenir davantage les petites exploitations. Une injustice liée à la PAC actuelle est en effet le fait que 20% des exploitations accaparent 80% des subventions.

Malheureusement, la proposition de la Commission ne concernerait que 0,12% des exploitations européennes et le montant à redistribuer aux «petits» agriculteurs ne serait même pas de 1,5 milliards d'euros. Voilà pourquoi, le groupe des Verts/ALE au Parlement européen a proposé un amendement pour un seuil maximal de 100.000 euros de subventions directes par année et par exploitation. Ce seuil toucherait 3,5% des exploitations européennes et les petites exploitations pourraient déjà profiter de presque cinq milliards d'euros à redistribuer. Enfin, un troisième seuil, fixé à 200.000 euros, pourrait être voté en tant que compromis.

Les statistiques liées aux subventions versées aux exploitations luxembourgeoises ne sont pas publiées de manière complète ni sur le site de la Commission européenne ni sur celui du Gouvernement. Partant, il est très difficile pour les députés européens, mais aussi pour les associations et les citoyens intéressés par le vote, à évaluer l'impact de ces différents seuils sur l'agriculture luxembourgeoise. Je voudrais donc avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Selon mes informations, un seul exploitant luxembourgeois perdrait des subventions directes en cas de montant maximum fixé à 300.000 euros. Il n'y aurait donc quasiment aucune redistribution aux petits exploitants. Ces informations sont-elles exactes? Dans l'affirmative, quel serait le montant à redistribuer?

2) Quel serait l'impact du seuil maximal de 100.000 euros au Luxembourg? Combien d'exploitations seraient concernées? Quel est le montant des subventions qui pourraient le cas échéant être redistribué aux exploitations plus petites?

3) Quel serait l'impact du seuil de compromis de 200.000 euros et combien d'exploitations seraient concernées au Luxembourg? Quel est le montant qui pourrait, le cas échéant, être redistribué aux exploitations plus petites?

Réponse (18.3.2013) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

En premier lieu, il convient de préciser l'objectif du plafonnement du paiement unique.

Les propositions législatives de la Commission européenne du 12 octobre 2011 prévoient que les sommes provenant de la réduction progressive et du plafonnement des paiements en faveur des gros bénéficiaires restent dans les États membres et soient utilisées pour des projets contribuant, de manière significative, à l'innovation dans le cadre du soutien au développement rural.

Par ailleurs, lesdites propositions législatives retiennent dans l'article 11:

«Réduction progressive et plafonnement du paiement

1. Le montant des paiements directs à octroyer à un agriculteur au titre du présent règlement au cours d'une année civile donnée est réduit comme suit:

- de 20% pour la tranche supérieure à 150.000 euros et ne dépassant pas 200.000 euros,

- de 40% pour la tranche supérieure à 200.000 euros et ne dépassant pas 250.000 euros,

- de 70% pour la tranche supérieure à 250.000 euros et ne dépassant pas 300.000 euros,

- de 100% pour la tranche supérieure à 300.000 euros.»

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que ces niveaux maximaux s'appliquent à la somme des paiements directs du premier pilier, à l'exception des paiements accordés en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement («greening» ou «verdissement»), étant donné que les effets bénéfiques recherchés pourraient s'en trouver réduits en conséquence. Autrement dit, le plafonnement ne concerne pas le verdissement.

En vertu des propositions législatives, 30% des paiements directs seraient consacrés au verdissement. Nous constatons que sur base des chiffres des paiements effectués selon le régime

de paiement unique actuel, il n'y a pas une seule exploitation agricole au Luxembourg qui serait affectée par ledit mécanisme de plafonnement.

En appliquant les propositions législatives de la Commission européenne et les plafonds nationaux actuellement prévus sans préjudice des négociations budgétaires en cours et dans le cadre d'un modèle entièrement régional, le montant total des paiements directs du premier pilier s'élèverait à environ 270 euros par hectare (division de l'enveloppe nationale par la surface agricole nationale éligible).

Lorsqu'on diminue le montant total précité de la partie résultant du verdissement (environ 82 euros par hectare), les exploitations disposeraient d'un montant correspondant à environ 188 euros par hectare au titre du paiement de base.

Cela signifie qu'une exploitation devrait disposer de presque 800 hectares (150.000 euros/18 8 euros = 797,87) pour tomber sous le mécanisme du plafonnement précité.

Par ailleurs, selon les chiffres de l'Administration relatifs à la dimension des exploitations et en appliquant le montant de 188 euros, aucune exploitation agricole ne serait touchée par un plafonnement de 100.000 euros tel qu'évoqué par Monsieur le député.

Ainsi, même avec un plafonnement à 100.000 euros, aucune redistribution du premier au second pilier n'aurait lieu au Luxembourg.

Question 2615 (14.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **heures d'ouverture des magasins:**

Zënter Jore gëtt regelméisseg iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter diskutéiert. Déi eng plädéiere fir eng Liberaliséierung; déi aner fäerten en negativen Impakt vu méi laangen Öffnungszäiten op d'Aarbechtskonditioune vun de Salariëën.

Besonnesch problematesch sinn an deem Kontext d'verkafsoppe Sonndeger a Feierdeeg.

Dowéinst wéilt ech der Madame Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi kënnen d'Geschäfter op Ouschtersonndeg respektiv Ouschterméindeg ophunn? Brauchen déi Geschäfter, déi op deene Feierdeeg wëllen ophunn, eng extra Erlaabnis?

2. Ass et richteg, datt eng Rei vu Geschäfter op Ouschtersonndeg ophunn, datt awer um Ouschterméindeg all Geschäfter zou sinn?

3. Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt besonnech och op Ouschtersonndeg d'Geschäfter missten zou sinn, fir datt all Leit, déi do schaffen, de Weekend kéinte mat hire Famillje verbréngen?

4. Ass d'Madame Ministesch der Meenung, datt déi Banaliséierung vun de Sonndeger, a besonnesch vun de Feierdeeg, als normal Aarbechtsdeeg misst gestoppt ginn?

Réponse (12.4.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Wat d'Fro zu de verkafsoppene Sonndeger a Feierdeeg fir d'Geschäfter aus Commerce an Handwerk betrëfft, musse folgend Bemierkunge formuléiert ginn:

1. an 2. D'Öffnung vun de Geschäfter op Ouschtersonndeg an Ouschterméindeg reit sech selbstverständlech an de Gesetzeskader an, wéi d'modifiéiert Gesetz vum 13. Juni 1995 et virgesäit.

Fir unzefänke muss een drun erënneren, dass de Régime de droit commun, also ouni Derogatioun, d'Méiglechkeet virgesäit, fir déi betraffe Geschäfter all Sonndeg a legal Feierdeeg tëschent 6.00 Auer an 13.00 Auer opzemaachen.

Ausserdeem si vill Betriber souwisou net vun den Öffnungszäiten, déi am Gesetz vum 13. Juni 1995 virgesi sinn, betraff, esou sinn zum Beispill ausgeschloss: Restauranten an Hotelen, Gedrénksausschank, Traiteur Servicer, Zeitungsan Tubaksbutteker, Metzlereien, Bäckereien, Pâtisserien, Blummen- a Souvenirsgeschäfter, all d'Geschäfter um Flughafen, Taxien an Ambulanzen, souwéi Tankstelle fir motoriséiert Gefierer.

Fir déi aner Geschäfter, déi net opgezielt gi sinn, muss effektiv eng Derogatioun vum Ministère accordéiert ginn, fir Sonndes oder op engem Feierdag méi laang wéi 13.00 Auer opzemaachen.

Dës Derogatioun trëtt a Kraaft, nodeems d'Ufro vun de Beruffskummeren oder de Gemenge gemaach gëtt a nodeems erwisen ass, dass dës Ufro de Konditioune vun enger gréisserer wirtschaftlecher Bedeitung entsprécht.

Allerdéngs ass et keng ministeriell Derogatioun ginn, fir den ernimmte legale Kader um Ouschtersonndeg oder Ouschterméindeg ze iwwerschreiden.

Schlussendlech muss och drun erënnert ginn, dass déi Öffnungszäiten, déi vum Législateur fixéiert gi sinn, keng Obligatioun duerstelle fir d'Geschäfter opzemaachen, mä eng fakultativ Öffnung erméiglechen. Verschidde Geschäfter, a gewësse Gemengen an a gewësse Branchen, wäerten deemno ophunn, anerer net.

3. Ech sinn der Meenung, dass un éischter Plaz muss d'Gesetz respektéiert ginn.

Et kann een onendlech iwwert déi - legitim - Argumenter fir eng Fermeture vun de Geschäfter op Sonndeger a Feierdeeg diskutéieren, an och generell iwwer Öffnungszäiten, déi gewëssen Iddie vu sozialem a familiärem Liewe respektéieren, grad esou wéi iwwert déi - net manner legitim - Argumenter fir eng total Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten.

Fakt ass, an dat ass kee Jugement, mä e Constat, dass eist Gesetz am internationale Verglach eent vun deenen ass, dat d'Individuen an hiert Familljen- a Privatliewen am meeschte protegéiert.

Dat ass sécherlech keen Argument fir all Diskussioun iwwert de Fong an de Prinzip vum Thema ze refuséieren, mä et huet awer de Mérite fir den Débat an e manner polemeschen a méi relative Kader ze setzen.

Ausserdeem profitéieren déi Leit, déi ausserhalb vun den «konventionellen» Öffnungszäite schaffen, vun allen Dispositiounen am Beräich vum Aarbechtsrecht, déi, och wa se de Regime net ofschwächen, op d'mannst Kompensatioune garantéieren, déi meeschtens ganz appréciéiert sinn. Dacks ginn dës Aarbechtszäiten souguer vu verschiddenen Employëë gesicht, déi keng familliär oder privat Verflichtungen hunn.

Ech erënneren och nach drun, dass vill vun de betraffene Betriber vun onofhängegen Entrepreneure bedriwwe ginn, vu Familljen a Frënn begleet oder net, déi deemno all Fräiheeten hu fir ze wielen, ob si dës Deeg wëlle schaffen oder net.

4. Et kann een net vun enger Banaliséierung vun de Sonndeger an de Feierdeeg als normal Aarbechtsdeeg schwätzen. Ausserhalb vun den Öffnungszäiten, un déi ech heiriwwer erënnert hunn, ginn et der eigentlech ganz wéineg. Déi sinn dann op eng Demande vun de Vertrieder vun de Geschäfter zréckzeféieren, déi - an dat muss een dann och soen - am Endeffekt op eng Demande vun de Consommateure selwer baséiert.

Ausserdeem wier et illusoresch och nëmmen eng Sekonn ze gleewen, dass d'Geschäfter, a besonnesch d'«Grandes surfaces», vereenzelt Sonndeger a Feierdeeg - sechs am Joer, wéi den Accord ënnert de betraffene Partner et virgesäit - aus renger Ideologie oder opgrond vun enger abstrakter Iddi hir Dieren opmaachen.

Et stellt sech eraus, dass dës Öffnungszäiten a Wierklechkeet enger intensiver Akafsperiod entspriechen an dass d'Konsumente genéiert wieren, wa si net kéinten déi gewënschten Akeef besuergen. Dës Öffnungszäite sinn och gerechtfäerdegt, well se an engem spezielle Kalenner abegraff sinn. Et soll een och net vergiessen, dass d'Konsumenten, am Fall wou zu Lëtzebuerg d'Geschäfter zou sinn, net zécken, fir hir Kommissiounen déi aner Säit vun der Grenz ze maachen.

Dëst Kafverhalen ass reell! Et ass e soziale Fakt, deen ee ka bedaueren oder luewen, mä et muss een en op alle Fall considéréieren.

Oft kann een iwwregens eng Inkohärenz tëscht den Aussoe vu verschidde Géigner a Kritiker vu verkafsoppene Sonndeger a Feierdeeg an hirem Verhale feststellen: Ass et zum Beispill net fir eis alleguer ganz normal a selbstverständlech, all Dag vum Joer e Restaurant ze besichen? Déi Leit, déi e Gebuertsdag, en Evenement, oder fir beim ugeschwate Beispill vun der Ouschterperiod ze bleiwen, eng Kommioun an engem Restaurant oder mat Hëllef vun engem Traiteur organiséieren, denke si un d'Öffnungszäiten, wa si, berechtegterweis, déi wichteg a wäertvoll Momenter vu familliärem, sozialem oder reliéisem Liewe feieren?

Verzichte mir drop, Kinoen, Schwämmen oder Hoteler ze besichen, Taxien, Bussen oder Fligeren ze notzen, e medezinesche Service oder eng Apdikt an Usproch ze huelen, Televisioun ze kucken oder Radio ze lauschteren, bref, op d'Aarbecht vun enger grousser Unzuel vu Leit zréckzegräifen, an dat sonndes, d'Feierdeeg oder nuets?

Question 2616 (14.3.2013) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **signalement à la justice des enfants scolarisés en danger:**

Les enseignants des établissements de l'école fondamentale et postfondamentale sont souvent parmi les premiers à s'apercevoir du malêtre des enfants et élèves qui leurs sont confiés.

D'après mes informations, les enseignants qui se rendent compte des cas de situations de négligence, de violence à domicile, de maltraitance et de dégradation au sein des familles de leurs élèves, se sentent des fois dépassés par celles-ci et font usage de stratégies souvent fort différentes en vue d'apporter de l'aide. Il s'ensuit que dans certains cas isolés, le signalement à la justice de ces situations de détresse, en application de la loi sur la protection de la jeunesse, n'a pas toujours lieu dans des délais raisonnables.

Devant cette problématique sensible et difficile à gérer pour tous les professionnels, je désire poser ces questions à Madame la Ministre:

1. Quelles sont les consignes du Ministère pour le personnel enseignant de l'enseignement fondamental respectivement postfondamental dans les situations décrites ci-dessus?

2. À l'école fondamentale, le signalement éventuel passe-t-il par l'inspecteur, par le service médical scolaire ou relève-t-il directement de l'appréciation de l'enseignant?

3. Et qu'en est-il de la procédure de signalement dans les écoles secondaires? Passe-t-elle ici nécessairement par la direction, par le SPOS, ou est-ce que l'enseignant agit directement?

4. Les enseignants ont-ils été sensibilisés à la problématique et informés des différents moyens d'action à leur disposition respectivement de leur obligation d'assistance à personne en danger? Sont-ils familiers avec le réseau social existant en la matière?

5. Le Ministère organise-t-il des formations dans ce domaine?

Réponse (15.4.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question parlementaire concernant le signalement à la Justice d'élèves en danger appelle les réponses suivantes:

1. Les consignes pour le personnel enseignant recommandent à l'enseignant lorsqu'il constate un danger immédiat pour l'élève, de contacter la police et/ou le médecin scolaire voire des services d'urgence, tout en informant aussi rapidement que possible l'inspecteur de l'enseignement fondamental ou le directeur du lycée.

Dans les situations non urgentes, il doit s'adresser à l'inspecteur ou au directeur avant toute autre démarche.

2. À l'enseignement fondamental, l'inspecteur décide en concertation avec l'équipe pédagogique des suites à donner, à savoir saisir le médecin scolaire, le service d'assistance sociale, d'autres experts, l'équipe multiprofessionnelle, la commission d'inclusion scolaire, la commission médico-psycho-pédagogique nationale, les autorités communales voire le service de police judiciaire en charge de la protection de la jeunesse ou le ministère public.

3. À l'enseignement secondaire, le directeur du lycée en concertation avec l'enseignant, le régent, le psychologue et l'assistant social du Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS), peut saisir le médecin scolaire, le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), la commission médico-psycho-pédagogique nationale, le service de police judiciaire ou le ministère public.

4. Le volet de la sensibilisation à la problématique est une des exigences principales du métier d'enseignant. Tout professionnel en contact avec des élèves se doit d'être attentif à la situation des élèves et de signaler, suivant les cas, aux parents ou aux professionnels compétents les symptômes de maladie, de dépendance ou de maltraitance.

L'enseignant n'est pas censé se familiariser avec tous les volets du réseau social, mais il doit savoir à qui s'adresser en cas de besoin.

5. Les formations continues offertes par l'Institut de formation continue du ministère à l'attention des enseignants et personnels psycho-socio-éducatifs qui sont en relation avec le bien-être des élèves sont publiées sur le site Internet de l'Institut: www.formation-continue.lu.

Actuellement les formations suivantes sont offertes:

- Depression bei Kindern und Jugendlichen

- Et ass besser, wann ech net méi do sinn...

- Je suspecte qu'un élève de ma classe est abusé!

- L'anorexie

- Mes élèves sont-ils témoins et/ou victimes de la violence conjugale?

- Sterben - Tod - Trauer: Kinder und Jugendliche trauern lassen

- «Was ist los mit dir?» - Wenn die Sorgen meiner Schüler mir Sorgen bereiten. Welche Möglichkeiten habe ich als Lehrer Kinder zu unterstützen und zu stärken?

- La maltraitance... et si on en parlait...!

- L'enfant face à la séparation / au divorce de ses parents: comment agir en tant qu'enseignant...?

- Quelle place, quels droits pour les enfants dans les «nouvelles» structures familiales?

- Austauschtreffen - Kooperation und Vernetzung mit außerschulischen Diensten der Familienberatung und -hilfe

Ces formations sont offertes chaque année par des personnes issues du milieu associatif qui sont en contact direct avec des enfants, adolescents et/ou familles ayant vécu de telles situations de détresse.

Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires organise régulièrement des réunions et des formations pour le personnel psycho-socio-éducatif des Services de psychologie et d'orientation scolaires des lycées.

La direction de la médecine scolaire, qui est une division du Ministère de la Santé, organise en outre des formations régulières pour les membres des équipes médico-scolaires.

Question 2621 (19.3.2013) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **finances communales:**

Am Kader vun der aktueller Diskussioun iwwert d'Reform vun de Gemengefinanze schéngt et mir wichteg ze sinn, fir dës Diskussioun kënnen objektiv ze féieren, datt een dofir eng Rei vun zousätzlechen Informatioune brauch. Fir d'Finanzsituatioun vun enger Gemeng am beschte kënnen ze analyséieren, brauch een d'Chiffere vum ordinäre Budget.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Kéint den Här Minister en Tableau opstellen, op deem fir all eenzel Gemeng a fir d'Joer 2011 d'Recettes ordinaires, d'Dépenses ordinaires an den Iwwerschoss erëmzefanne sinn?

Réponse (3.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande à connaître les recettes et les dépenses ordinaires des communes de même que le solde de l'exercice 2011.

Le tableau joint en annexe renseigne les données demandées par commune et inclut également des informations supplémentaires relatives aux recettes et dépenses extraordinaires ainsi que les reports des communes des exercices précédents.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2631 (21.3.2013) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **service volontaire:**

Zu Lëtzebuerg hunn déi jonk Leit, wat de Fräiwëllegendéngscht ugeet, de Choix tëscht véier verschiddene Programmer: de Service volontaire d'orientation (SVO), de Service volontaire européen (SVB), de Service volontaire de coopération (SVC) an de Service volontaire civique (SVCi). Jiddwer Programm huet seng Spezifissitéiten, mä schéngt ëmmer als Zil ze hunn, datt déi jonk Leit sech an e gemengnëtzege Projet investéieren an doduerjer och wäertvoll Erfahrunge sammelen.

An deem Kontext wéilt ech der Madame Ministesch dës Froe stellen:

1. Wéi vill jonk Leit hu sech zënter 2007 fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer gemellt?

2. Wéi vill Demandë goufe fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer ugeholl? Wéi vill goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

3. Wéi grouss ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, d'Demande géingeniwwer der Offer? Fannen all déi jonk Leit, déi sech fir ee vun deene Programmer interesséieren, eng adequat Organisatioun, an där se sech kënnen an e Projet investéieren? Hunn déi betraffen Organisatioune Schwieregkeete fir Fräiwëlleger ze fannen?

4. Wat fir eng Organisatioune komme fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer iwwerhaapt a Fro? Gëtt et eng Lëscht mat deenen Organisatiounen an, wa jo, wou ass déi ze fannen? A wat fir engen Organisatiounen ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, zënter 2007 e Projet duerchgeféiert ginn?

5. Wat fir konkret Aufgabe kommen am Kader vun deene Programmer fir déi jonk Leit a Fro?

6. Wéi héich sinn, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, d'Täschegeld an déi sougenannten Indemnité de subsistance, op déi déi jonk Leit Recht hunn?

7. Wéi héich ass, fir jiddwer eenzelne vun deene Programmer, déi zousätzlech finanziell Hëllef, op déi déi erwuesse Fräiwëlleger Recht hunn?

8. Wéi vill Fräiwëlleger hunn un de gratisse Formatiounen deelgeholl, déi hinnen ugebuede ginn? Ëm wat fir Formatiounen handelt et sech?

9. Ass zënter der Aféierung vun deene Programmer schonns e Bilan gezu ginn? Wa jo, wat fir Konklusioune kënne gezu ginn? Wann neen, wéini gedenkt d'Madame Ministesch e Bilan ze zéien?

Réponse (2.4.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Aux différents aspects de la question parlementaire, il y a lieu de répondre comme suit:

1) Nombre de candidats aux différents programmes de service volontaire

Programmes de service volontaire:

- Service volontaire de coopération (SVC); existe depuis 2009

- Service volontaire civique (SVCi); existe depuis 2011

- Service volontaire européen (SVE); existe depuis 1999

- Service volontaire d'orientation (SVO); existe depuis 10/2007

Jeunes inscrits en tant que candidats au service volontaire

Année	SVC	SVCi	SVE - envoi	SVE - accueil	SVO	Total/année
2007			non disponible	non disponible	118	118
2008			non disponible	non disponible	260	260
2009	40		32	non disponible	320	392
2010	40		33	non disponible	363	436
2011	47	9	25	non disponible	467	548
2012	49	54	42	non disponible	658	803
2013[1]	15	33	12	non disponible	212	272
Total	191	96	144		2398	2.829

Au total, 2.829 candidatures ont été enregistrées depuis 2007.

2) et 3) Nombre de jeunes ayant participé aux différents programmes de service volontaire

Année	SVC	SVCi	SVE - envoi	SVE - accueil	SVO	Total/ année
2007			7	22	40	69
2008			11	37	96	144
2009	14		9	34	79	136
2010	16		13	34	72	135
2011	21	2	18	51	161	253
2012	26	42	19	34	168	289
2013[2]	11	21	31	31	56	150
Total	88	65	108	243	672	1.176

Les chiffres reprennent les jeunes ayant démarré leur service volontaire au cours de l'année respective.

En tout, 933 jeunes résidents ont participé à un service volontaire (au 25/03/2013), c'est-à-dire 33% des jeunes inscrits trouvent une organisation d'accueil et un projet.

La différence entre demandes et offres s'explique par plusieurs facteurs:

- Une partie des jeunes se tournent vers d'autres activités et dispositifs qui leur semblent plus propices (études, contrat de travail, stage en entreprise,…).

- La capacité d'accueil au niveau des organisations éligibles au Luxembourg et à l'étranger est limitée.

- Le budget pour les frais de fonctionnement des services volontaires et les capacités d'encadrement du SNJ est limité.

Toutefois, on peut constater que chaque jeune qui est vraiment motivé pour s'investir dans un projet en tant que volontaire trouve une organisation prête à lui offrir cette opportunité.

Les organisations n'éprouvent pas de difficulté à trouver des jeunes volontaires correspondant aux projets qu'elles proposent.

4) Organisations d'accueil

L'alinéa (1) de l'article 3 de la loi sur le service volontaire des jeunes précise que peuvent être agréés comme organisation d'accueil proposant aux jeunes des services volontaires au Luxembourg, des organismes de droit public ou privé implantés au Luxembourg.

L'organisme requérant doit en outre justifier sa capacité d'organiser des services volontaires.

La liste des organisations agréées comme organisation de service volontaire est publiée sur le site Internet du Service National de la Jeunesse www.snj.lu/publications/service-volontaire. Les listes correspondent aux différentes années et précisent dans quel programme l'organisation a été active.

5) Tâches des volontaires

Les tâches des volontaires dépendent des projets de service volontaire.

Les projets de service volontaire relèvent des domaines suivants: travail social et éducatif, culture, tourisme, sport, engagement pour la paix et réconciliation internationale, protection de l'environnement et coopération au développement. (article 1 de la loi sur le service volontaire des jeunes). Le service volontaire ne peut ni porter préjudice ni se substituer aux emplois rémunérés (article 2).

Des témoignages de jeunes, décrivant leurs tâches au sein des organisations, sont publiés sur le site Internet www.volontaires.lu.

6) et 7) Aides aux volontaires

Le montant des aides est fixé par la loi sur le service volontaire des jeunes et par le règlement grand-ducal y relatif.

Les volontaires effectuant leur service volontaire au Luxembourg ont droit à un argent de poche s'élevant à 25 euros (indice 100) et une indemnité pour frais de subsistance s'élevant à 33 euros (indice 100).

Les volontaires effectuant un service volontaire à l'étranger ont aussi droit à de l'argent de poche et une indemnité pour frais de subsistance dont les montants dépendent cependant du coût de vie du pays en question.

Depuis 2010, les jeunes résidents, qui sont majeurs et effectuant un service volontaire ont en plus droit à une aide financière d'un montant de 52 euros (indice 100).

8) Formations gratuites pour volontaires

Dans le contexte du service volontaire, il convient de distinguer différentes catégories de formation, à savoir:

- Les sessions d'information et de recrutement, qui sont facultatives et qui servent surtout à informer jeunes (et parents) sur leurs possibilités en termes de formation, d'emploi et de service volontaire.

- Les formations préparant les jeunes à leur mission sont obligatoires pour les candidats au service volontaire. Ils y participent avant que le statut de volontaire ne leur soit reconnu.

- Les formations pendant le service volontaire ciblent le développement et la valorisation des compétences acquises lors de l'exécution des missions et l'échange entre les volontaires. La participation est obligatoire.

- Les formations après retour, mises en œuvre depuis 2012 seulement, pour les jeunes qui ont participé à un SVC. Il s'agit de faire un débriefing en groupe de leurs vécus et expériences dans le cadre de la coopération au développement.

Nombre de formations pour jeunes volontaires

Année	sessions d'information	formations de préparation	pendant SV	formations après retour SVC
2007		4	4	
2008		6	20	
2009		7	24	
2010	8	8	56	
2011	20	13	60	
2012	20	23	66	1
2013[3]	6	4	15	1
Total	54	65	245	2

Nombre de participations aux formations

Année	Participants - sessions d'information	Participants - formations de préparation	Participants - formations durant SV	Participants - formations après retour SVC	Total/année
2007		46	40		86
2008		108	200		308
2009		126	240		366
2010	130	144	560		834
2011	300	234	600		1.134
2012	525	414	660	4	1.603
2013[4]	364	72	150	4	590
Total	1.319	1.144	2.450	8	590

9) Bilan et conclusions

Conformément à la motion adoptée le 11 octobre 2007 par la Chambre des Députés, un rapport sur l'évaluation intermédiaire de la mise en œuvre de la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes a été transmis à la commission parlementaire compétente le 31 mai 2011.

En outre, il y a eu une présentation des statistiques actualisées dans la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances le 14 février 2012.

Le bilan a été dressé sur base de rapports réalisés par des évaluateurs externes qui confirment la plus-value du service volontaire pour les jeunes.

1 Chiffres provisoires au 25/03/2013
2 Chiffres provisoires au 25/03/2013
3 Chiffres provisoires au 25/03/2013
4 Chiffres provisoires au 25/03/2013

Question 2633 (21.3.2013) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **munition utilisée par les agents de police:**

Il me revient que la Police grand-ducale serait actuellement confrontée à des problèmes de qualité avec la munition utilisée par les agents de police. Une analyse technique aurait été demandée à des spécialistes allemands.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer depuis quand il est au courant de ces problèmes?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les résultats de l'analyse des experts sont déjà disponibles?

- Dans l'affirmative, les problèmes ont-ils pu être confirmés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment il entend, le cas échéant, remédier à la situation actuelle?

Réponse (16.4.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Syndicat national de la Police grand-ducale a soulevé le problème de munitions utilisées lors des entraînements de tir de la Police grand-ducale lors d'une réunion du groupe de travail en matière d'école de police et de formation le 14 novembre 2012. Le 15 novembre 2012, j'ai demandé des comptes à Monsieur le Directeur général de la Police.

En conclusion des réponses du Directeur général, il a été retenu qu'une expertise technique des lots livrés par le fournisseur de la Police serait faite. Cette analyse m'est parvenue le 26 mars 2013. L'analyse confirme des problèmes techniques avec un lot de 95.000 pièces livrées le 21 novembre 2012 et a été transmise au Syndicat national de la Police. Ce lot est dès lors réservé à des fins d'entraînement. Les autres lots analysés ont été déclarés conformes et des certificats de qualité ont été délivrés.

Le Gouvernement souligne que dans le cadre de la politique sécuritaire menée, l'équipement du personnel policier doit répondre aux critères de qualité afin d'être non seulement un garant de sécurité pour la population, mais également pour le personnel policier engagé. J'ai dès lors chargé le Directeur général de la Police à établir une analyse détaillée des problèmes soulevés et à me proposer des solutions envisageables à court et moyen terme.

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un
d'Chamber online op
www.chd.lu